

John Adams Library.



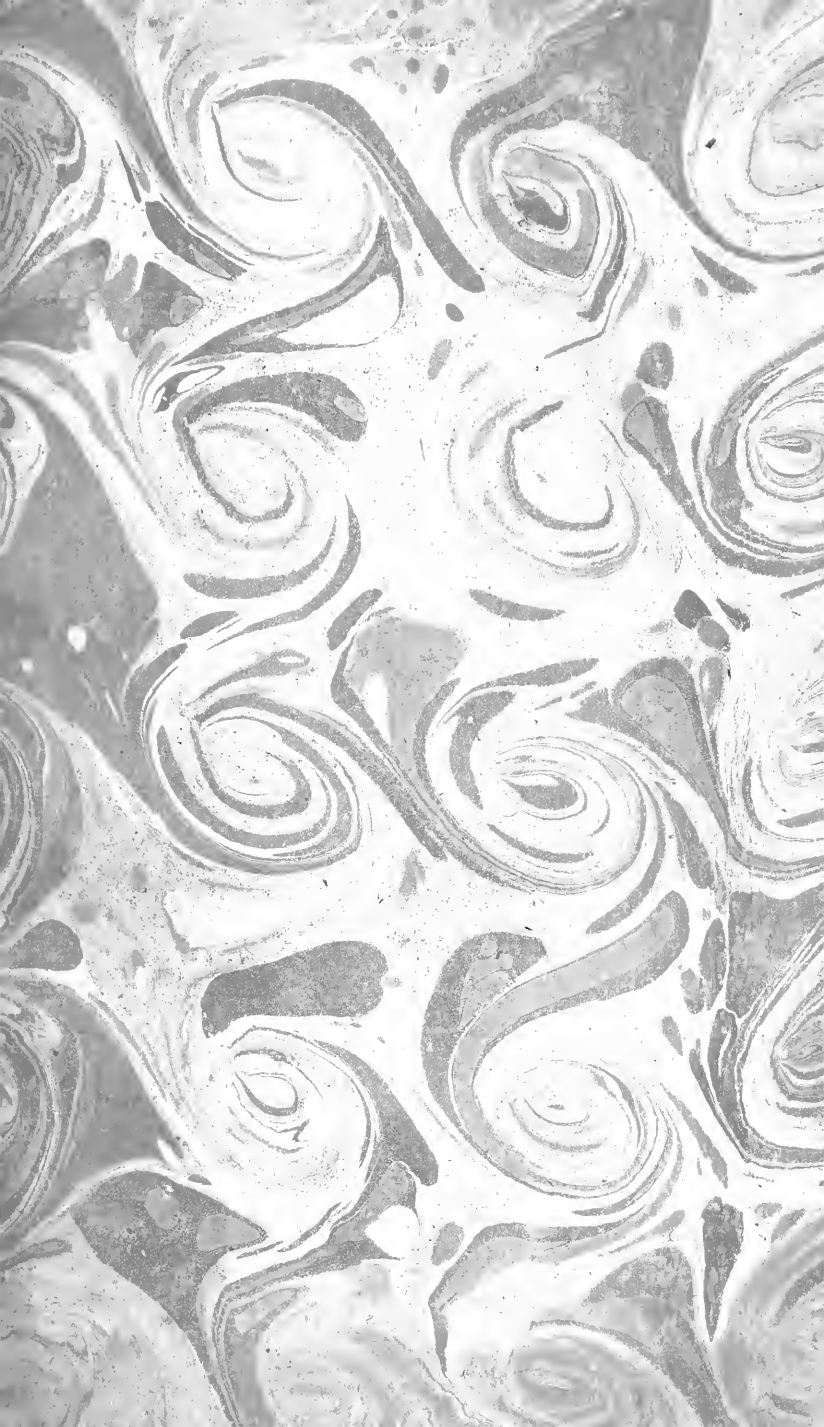
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO

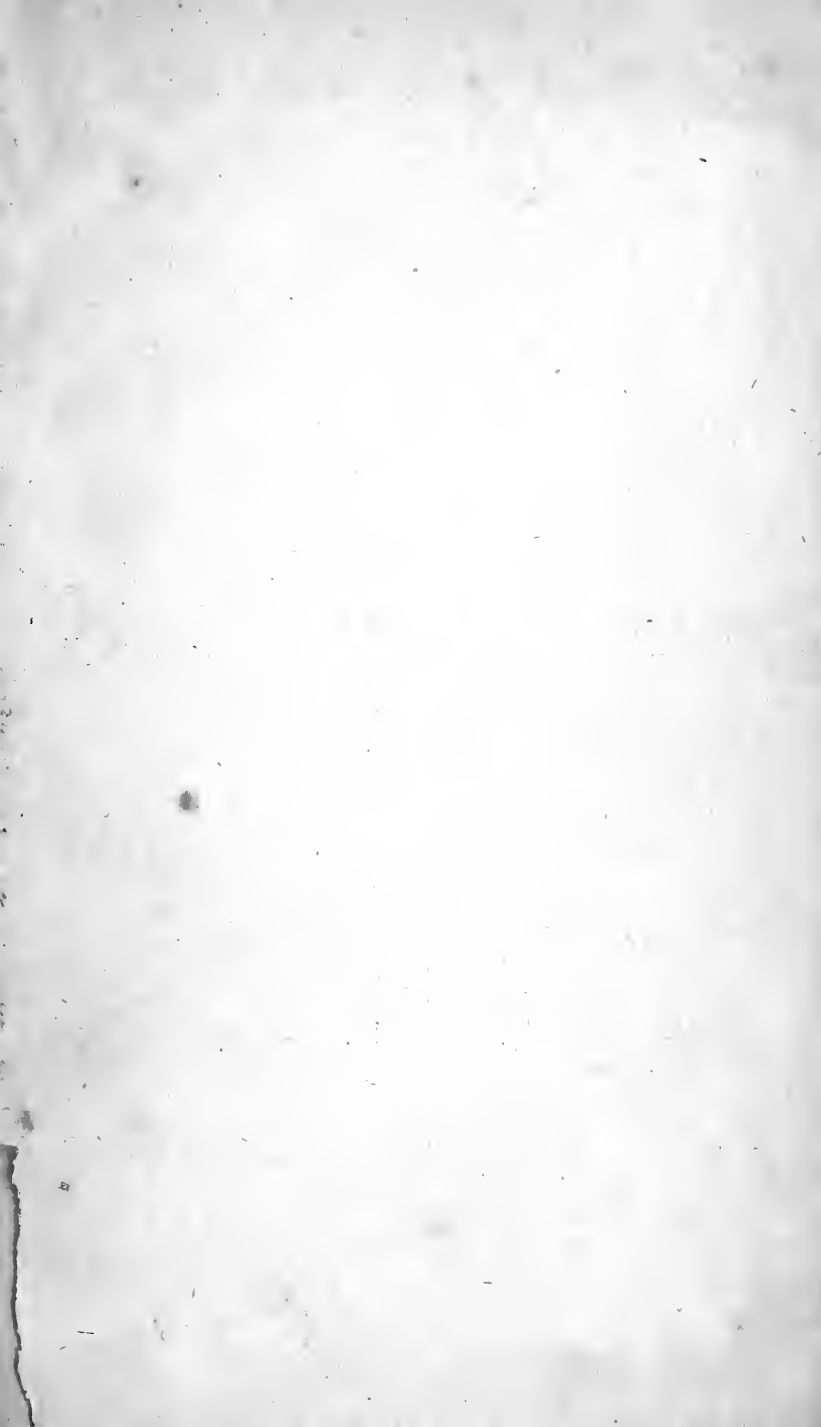
ADAMS
280.6

a.



1-6

247





DE L'ORDRE
SOCIAL.

Digitized by the Internet Archive
in 2011

DE L'ORDRE SOCIAL,

*OUVRAGE suivi d'un Traité élémentaire
sur la Valeur, l'Argent, la Circulation,
l'Industrie & le Commerce intérieur
& extérieur.*

PAR M. LE TROSNE, ancien Avocat du Roi;
& Conseiller honoraire au Présidial d'Orléans,
associé de l'Académie royale des Belles-Lettres
de Caën, honoraire de la Société Economique de
Berne, & membre de la Société royale d'Agriculture
d'Orléans.

*VERITAS de terrâ orta est, & justitia de cælo prospexit.
Etenim Dominus dabit benignitatem & terra nostra dabit fructum
suum. Psal. 84.*



A P A R I S,

Chez les Freres DEBURE, Libraires, Quai des Augustins.



M. DCC. LXXVII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

APPLICATION DE L'EPIGRAPHE

DU TITRE,

760. b *Au dessein de cet Ouvrage.*

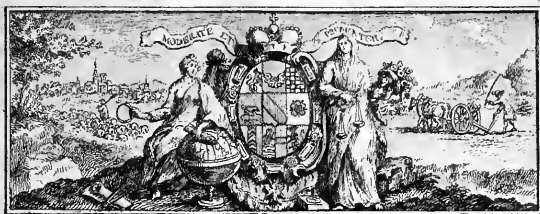
CET enchaînement de vérités pratiques qui constitue l'ordre des loix le plus avantageux aux hommes réunis, ne renferme autre chose que les conditions sociales les plus favorables à la reproduction, qui contient l'intérêt de tous. *L'Ordre social* a donc pour base *l'Ordre physique*: & dans ce sens très-exact, il est vrai de dire que *la vérité est née de la terre*, & que c'est en étudiant les loix de la reproduction auxquelles est attachée la multiplication des biens, que les hommes peuvent découvrir d'une manière évidente leurs droits & leurs devoirs, & les loix qui doivent gouverner leur association. *Veritas de terrâ orta est.*

Cette étude les conduit à reconnoître la conformité parfaite de cet Ordre avec les loix souveraines de la justice, toujours d'accord avec leur véritable intérêt, *Iustitia de cælo prospexit.*

C'est à l'observation constante des loix sociales également dérivées de l'Ordre moral & de l'Ordre physique, qu'il a plu à l'instituteur de la société humaine, d'attacher l'abondance des biens, la paix, le repos & le bonheur d'ici bas. *Etenim Dominus dabit benignitatem, & terra nostra dabit fructum suum.*

L'épigramme renferme donc parfaitement tout le plan de cet ouvrage.





A SON ALTESSE SÉRÉNISSIME
 MONSEIGNEUR
 LE MARGRAVE REGNANT
 DE BADE.

MONSEIGNEUR,

*IL est donc enfin sur la terre un
 endroit où l'administration a pris pour
 règle les loix simples & invariables de
 l'ordre social; où les droits & les devoirs
 de l'homme sont connus; où la justice
 & l'autorité ont formé par des nœuds
 indissolubles une étroite alliance, &
 regnent de concert par l'observation*

exacte & indéfinie des principes de la liberté & de la propriété ; où l'art qui nourrit & multiplie les hommes peut avec sûreté développer toutes ses ressources ; où la terre cultivée par des mains libres , va ouvrir son sein , & déployer ses richesses ; où l'impôt assis directement sur le territoire , & levé par un partage proportionnel , ne sera plus un sujet de discorde entre le souverain & les sujets ; où la portion du revenu qui reste au propriétaire , parfaitement libre dans son emploi , lui appartient véritablement , & ne doit plus rien à l'état : & cet endroit , MONSIEUR , le seul jusqu'à présent sur la surface du globe qui soit parfaitement gouverné par les loix de l'ordre , est celui où vous regnez.

On a dit que les peuples seroient heureux , lorsque les princes seroient philosophes. Mais cette proposition ne

peut être vraie que de cette philosophie qui seule peut diriger sûrement l'exercice de l'autorité , qui enseigne en même temps aux souverains & aux sujets leurs droits & leurs devoirs , & qui les soumet aux loix de la justice.

On a souvent vu des Nations gouvernées par des princes vertueux & bien-faisans , & n'en être pas plus heureuses , parce que le desir joint au pouvoir de faire le bien , ne suffit pas pour l'opérer , & que les vertus personnelles d'un souverain influent très-peu sur le bonheur général de la société , si son amour pour ses sujets n'est éclairé par la connoissance des loix de l'ordre social établies , par une déduction nécessaire & évidente , sur les loix de l'ordre physique.

Ce sont ces loix , MONSEIGNEUR , que j'expose dans cette suite de discours : c'est cette liaison intime entre les loix

*sociales & les loix physiques , que j'ai tâché d'établir , & je n'ai pu le faire qu'en découvrant une partie des maux qu'a causés aux nations l'ignorance de ces principes si simples & si féconds. J'ose présenter ce foible essai à un prince pour qui la connoissance & la pratique de ces vérités ont été la même chose ; à un prince qui en a si bien saisi l'ensemble , qu'il a su les réunir & les peindre à nos yeux dans un précis aussi exact que lumineux * , & qui en sent trop l'importance pour ne pas encourager de sa bienveillance les travaux qui tendent à les développer.*

La politique jusqu'ici s'étoit fait un mérite de se rendre impénétrable. La science de l'administration ne présentait

* Ce précis si digne de devenir le manuel des souverains, est intitulé, *Abrégé des principes de l'Economie politique.*

que des regles factices , arbitraires & variables ; elle sembloit emprunter l'obscurité mystérieuse des oracles pour se concilier le respect , si elle ne pouvoit obtenir la confiance. Vous avez daigné , MONSEIGNEUR , mettre vos sujets en état de juger par eux-mêmes des principes de votre administration , & de prévoir toutes les opérations qu'entreprend successivement votre amour pour eux. Vous avez bien voulu consigner ces principes dans un monument destiné à perpétuer leur bonheur , & à instruire un fils que vos exemples forment tous les jours au grand art de gouverner. Il aura sans cesse sous les yeux le tableau de vos leçons & de vos vertus : & si vous ne lui laissez plus de réformes à entreprendre , il mettra sa gloire à maintenir l'ordre que vos soins auront affermi , & à gouverner sur vos principes un peuple fidelle,

qui à jamais datera l'époque de son bonheur de celui de votre regne.

Il est de la nature de la société civile, où des millions d'hommes contractent avec un seul, que l'avantage le plus sensible soit du côté du plus grand nombre. Aussi tandis que vos sujets, pour prix d'une obéissance qui n'est autre chose que la soumission à l'ordre, & d'une contribution régulière dont l'objet est l'utilité commune, trouvent à l'ombre de votre autorité la paix, le repos, l'assurance de leur liberté, la sûreté de leurs propriétés, & toutes les douceurs de la vie civile; quels avantages trouvez-vous donc, MONSIEUR, qui puissent compenser les soins & les travaux de la souveraineté? Vous savez que les droits dont vous jouissez sont tous relatifs au bien de vos sujets; que s'ils vous doivent la fidélité de l'obéissance, vous leur devez

la justice du commandement ; que si vous partagez leur revenu , c'est comme dépositaire & économe du patrimoine public , c'est comme premier administrateur de la dépense commune. Les hommages qu'on s'empresse de vous rendre , la pompe qui vous environne , l'éclat qui vous distingue , paroîtront-ils un véritable dédommagement de vos travaux ? Mais cet appareil même , qui gêne le plus souvent & fatigue un Souverain , n'est-il pas encore plutôt un devoir embarrassant qu'un avantage de sa place ?

Il n'est qu'une récompense vraiment digne de vous , la douce & sublime satisfaction d'être l'instrument & l'auteur du bonheur public , & de voir un million d'hommes se féliciter de vivre sous votre empire. Il n'est qu'une jouissance capable de remplir votre cœur , & de le soutenir dans les pénibles travaux d'une réforme

qui embrasse tant de détails ; celle de contempler les loix immuables de l'ordre , d'éclairer & d'assurer à chaque pas votre administration par la lumière qu'elles vous présentent ; celle de desirer le bien , de connoître avec évidence que vous le procurez , & d'avoir la certitude la plus parfaite qu'on ne peut l'obtenir par d'autres moyens ; celle de voir dans l'avenir l'édifice du bonheur public , que vous élevez avec tant de gloire , s'affermir pour toujours sur les fondemens que vous posez aujourd'hui.

C'est un spectacle bien satisfaisant aussi pour les philosophes , qui depuis quelques années ont démontré les principes de la science de l'ordre , qui ont travaillé sans relâche à les développer , à les appliquer à toutes les parties de l'administration , & à combattre les erreurs & les opinions qui regnent partout

à leur place ; de voir déjà qu'il est en Europe plusieurs souverains qui non-seulement favorisent & protègent la connoissance de ces principes , mais qui les étudient eux-mêmes avec soin pour y conformer leur gouvernement. Permettez-leur, MONSIEUR, de se réjouir d'un événement si flatteur & si consolant pour eux , & de partager en quelque sorte le bonheur de vos sujets par le plaisir qu'ils en ressentent. Permettez-leur même de réclamer indirectement quelque part dans vos opérations , puisqu'il est vrai de dire qu'en répandant la connoissance des vérités économiques , qu'en combattant les erreurs , les opinions & les préjugés qui s'opposent à l'établissement de l'ordre , ils facilitent & préparent les voies aux réformes salutaires que les souverains éclairés auront le courage d'entreprendre.

En effet , tous les hommes desirent d'être heureux , sans que ce desir très-vif en lui-même , puisse les garantir des maux que produit l'ignorance. S'il n'est pas nécessaire d'exciter en eux le desir du bonheur , il est indispensable de leur enseigner les moyens d'y parvenir , & l'on ne peut les y ramener que par l'instruction.

C'est ce que vous avez eu soin de faire , MONSIEUR , & cette révolution si importante , dont l'exemple sera époque dans l'histoire des nations , & qui sans doute aura des imitateurs , s'il est dans les décrets de la Providence de faire enfin cesser les maux qui affligent & désolent les sociétés ; vous avez trouvé moyen de l'opérer de la manière la plus douce , la plus satisfaisante , & la plus honorable en même temps pour vous & pour le peuple qui a le bonheur de vous

avoir pour maître. La réforme de l'impôt que vous exécutez n'est pas l'ouvrage de l'autorité ni de la coaction , mais de la modération & de la prudence : & ces deux mots que vous avez pris pour votre devise annoncent admirablement , & caractérisent l'esprit de votre administration. Vous avez agi en pere qui persuade , & non en souverain qui commande. Vous avez fait luire aux yeux d'un peuple plein de confiance dans votre amour pour lui , ces mêmes vérités dont la conviction vous faisoit desirer ce changement. Vous lui avez montré les principes de l'ordre & ses avantages. Vous lui avez découvert les effets de l'impôt désordonné. Vous lui avez appris à compter avec lui-même & avec vous , & à sentir tout ce que la radiation de tant de charges dont il étoit grevé , comme le sont tous les peuples de l'Europe , devoit ajouter à sa liberté

*& à ses revenus. Vous avez voulu gouverner par la raison & la conviction les hommes qui en sont toujours susceptibles lorsqu'on fait les y amener, & l'autorité ne s'est montrée que pour donner une forme légale à un changement que sollicitoit le vœu d'un peuple éclairé par vos soins *.*

Mais ce qui met le comble à votre gloire, ce qui n'a point d'exemple, & n'aura jamais guères d'imitateurs; vos sujets convaincus des avantages qu'ils trouveront dans la suppression de tous les impôts indirects, des corvées, des prohibitions de commerce, & de tous les fléaux du régime fiscal, vous offrent pour vous tenir lieu du produit de toutes ces charges, le quart de leur

* On verra dans la note 5 du huitieme discours, la maniere dont son Altesse a opéré.

revenu , & vous avez la générosité de réduire ces offres. Persuadé que les richesses publiques ne peuvent être mieux placées que dans la main des sujets où elles fructifient , & que l'impôt destiné à la protection de la propriété lui deviendrait contraire , s'il n'avoit d'autre borne que la possibilité d'y satisfaire , vous déclarez que vous vous contentez du cinquieme.

Puissiez-vous , MONSÉIGNEUR , pour le bonheur du peuple soumis à votre empire , pour l'exemple des souverains , pour la consolation de l'humanité , atteindre le terme le plus reculé de la vie humaine , & laisser à un fils digne de vous , un si glorieux héritage qu'il ne transmettra à ses successeurs qu'avec le dépôt de vos leçons , de vos vertus.

XVIII E P I T R E.

*Ce sont les vœux que forme ,
MONSEIGNEUR , de votre Altesse
Sérénissime ,*

Le très-humble & très-
obéissant serviteur ,

LE TROSNE.



AVERTISSEMENT.

IL étoit réservé à l'Académie royale des Belles-Lettres de Caën, de surmonter l'obstacle que les connoissances acquises mettent d'ordinaire à de nouvelles études. A peine la science de l'ordre a-t-elle commencé à paroître, que cette Compagnie persuadée que l'homme de lettres doit compte à la société de ses talens, & que sa véritable gloire consiste à se rendre utile, s'est intéressée au progrès des vérités que cette science enseigne, & lui a donné une place distinguée dans ses études. Plusieurs de ses membres l'ont cultivée avec soin, & tous l'ont accueillie, parce qu'ils en ont senti l'importance.

xx. *AVERTISSEMENT.*

En m'associant à son corps , elle a voulu récompenser publiquement & encourager des travaux qui jusques-là n'avoient eu aucune part aux distinctions littéraires. Car à quel autre titre auroit-elle pu admettre un homme qui, s'il est connu par quelque endroit , ne peut l'être que par des essais en ce genre? Le motif de son choix ne peut être équivoque , puisque rien d'ailleurs ne pourroit le justifier : & si je dois à mes foibles travaux une faveur dont je sens tout le prix , j'ai la satisfaction de voir cette faveur rejaillir sur la science que j'ai cultivée , & devenir utile à ses progrès. Puis-je en effet ne pas regarder la grace dont cette Académie a bien voulu m'honorer , comme un acquiescement aux principes que j'ai soutenus? Qui auroit pu l'engager à

placer au milieu d'elle un homme dont elle auroit cru les principes erronés ou même douteux sur les points les plus essentiels de l'administration ? J'ose le dire , un tel choix seroit une faute contre la société ; il tendroit à induire en erreur , à faire admettre comme vrai ce que l'on croiroit faux , comme certain ce qu'on estimeroit douteux ; un tel choix seroit peu digne de la sagesse , il renferméroit un abus de l'autorité , que la considération dont elle jouit , donne à son suffrage.

Cet ouvrage doit son origine aux obligations que m'imposoit le choix de l'Académie. Je ne l'ai entrepris que pour lui payer le tribut de ma reconnaissance. Elle a bien voulu en 1770 & l'année suivante, lire dans ses séances

XXII *AVERTISSEMENT.*

publiques les cinq premiers discours, & me faire adresser, avec l'approbation la plus flatteuse, une invitation à les rendre publics *.

Les circonstances n'étoient pas favorables ; & sans songer à le faire paroître , je profitai de ma retraite pour le retoucher & y joindre cinq nouveaux discours, afin de former un traité plus complet sur la science de l'ordre.

Pénétré de respect & d'admiration pour son Altesse Sérénissime Monseigneur le Margrave de Baden , je pris la liberté de lui envoyer cet ouvrage. Son Altesse a daigné m'en témoigner sa satisfaction , & m'engager à le publier, & me permettant de le faire sous son nom **.

Le suffrage d'un prince qui applique

AVERTISSEMENT. xxiii

à l'administration de ses états ces mêmes vérités dont j'expose la théorie, & l'approbation d'une Compagnie aussi éclairée & aussi respectable que l'Académie de Caën, m'ont décidé à publier cet ouvrage, que je termine par un Traité élémentaire sur les points les plus importants de l'Economie politique.

NOTES SUR L'AVERTISSEMENT.

* *Extrait des registres de l'Académie royale des Belles-Lettres de Caën, du 3 Mai 1770.*

Après la lecture de la dernière partie de l'ouvrage de M. Le Trosne, avocat du Roi à Orléans, membre de la Société d'Agriculture de la même ville, honoraire de la Société Economique de Berne, & associé de cette Académie, sur l'Ordre social ; il a été décidé

biv

que M. Le Trosne pouvoit le faire imprimer comme ayant été lu dans les séances particulières & publiques de l'Académie ; & y ayant été généralement approuvé, & l'Académie a chargé M. le Secrétaire d'en faire note sur les registres, même sur le manuscrit de cet ouvrage, & d'en instruire M. Le Trosne, en l'invitant de rendre public un ouvrage aussi utile. *Signé ROUXELIN,* Secrétaire.

Extrait des registres de l'Académie royale des Belles-Lettres de Caën, du 17 Janvier 1771.

Lecture faite de la nouvelle addition à l'ouvrage de M. Le Trosne, associé de cette Académie, de laquelle on donnera publiquement la lecture lors d'une séance publique de l'Académie; il a été unanimement convenu que cet ouvrage contenant en totalité cinq discours, étoit très-digne de l'impression, & l'Académie ne peut trop exhorter M. Le Trosne à prendre ce parti : elle charge M. le Secrétaire de le lui témoigner, & de lui assurer qu'elle trouve cet

NOTES SUR L'AVERTISSEMENT. xxv

ouvrage très-intéressant , en ce qu'il expose les vrais principes de la science économique avec une clarté d'autant plus lumineuse , qu'elle est fondée sur les vérités les plus avantageuses au bonheur des hommes. *Signé* ROUXELIN , Secrét.

*** Lettre de son Altesse Sérénissime Monseigneur
le Margrave de Baden.*

Carlsruhe , ce 20 Avril 1775.

Monsieur , vos discours sur l'Ordre social sont trop instructifs , pour que vous puissiez vous refuser à suivre l'avis de vos amis. De semblables ouvrages appartiennent de droit au genre humain : il ne faut pas en borner la possession à une société particulière. Je me hâte de vous en renvoyer le manuscrit, Monsieur, quelque attachante qu'en soit pour moi la lecture. J'aurai la satisfaction de les lire lorsqu'ils seront imprimés. Je partagerai avec le public l'avantage qu'on peut tirer de vos leçons , & c'est uniquement dans cette vue que j'accepte la proposition que

xxvi NOTES SUR L'AVERTISSEMENT.

vous me faites de me dédier cet Ouvrage ,
vous priant de croire que je me ferai en toute
occasion , un vrai plaisir de vous donner des
preuves de la parfaite estime avec laquelle je
suis ,

Monsieur ,

Votre très-affectionné
CHARLES-FRÉDÉRIC ,
Margrave de Baden.



T A B L E

D E S D I S C O U R S .

Avertissement du Libraire.

L'impression de cet ouvrage étoit avancée , lorsque l'auteur a donné les épigraphes pour chaque discours. Il n'a pas été possible de les placer. On y supplée en les joignant à la table.

P R E M I E R D I S C O U R S .

*D*E l'Obligation où sont les Savans & les Compagnies littéraires , de s'occuper de l'étude de l'Ordre , & de la discussion des vérités économiques , Page 1

Relinque istum ludum litterarium philosophorum , qui rem magnificentissimam ad syllabas vocant , qui animum minuta docendo , demittunt & conterunt , & id agunt ut philosophia potius difficilis , quàm magna videatur. Socrates qui totam philosophiam revocavit ad mores , hanc summam dixit esse sapientiam , bona malaque distinguere. *Senec. Epist. 72.*

S E C O N D D I S C O U R S .

De l'Existence de l'Ordre , & de son rapport avec les loix physiques de la reproduction , 13

Non à prætoris edicto , nequè à duodecim tabulis , sed penitus ex intimâ philosophiâ haurienda juris disciplina. . . . Nobis ita complectenda in hac disputatione tota causa universi juris est , ac legum , ut hoc

civile, quod dicimus, in parvum quemdam & angustum locum concludatur naturæ. Natura enim juris ab hominis est repetenda naturâ; considerandæ leges quibus civitates regi debeant. Lex autem est ratio summa, insita in natura, quæ jubet ea quæ facienda sunt, prohibetque contraria. . . . Nec legem bonam à mala, nullâ aliâ nisi naturæ normâ dividere possumus: hæc autem in opinione existimare, non in naturâ posita, dementis est. *Cicer. de Legib. 1.*

T R O I S I E M E D I S C O U R S.

De la maniere dont les hommes sont parvenus à méconnoître l'Ordre, 56

Nihil est profectò præstabilius, quàm planè intelligi nos ad justitiam esse natos; neque opinione, sed naturâ constitutum esse jus. Id jam patebit si hominum inter ipsos societatem conjunctionemque perspexeris. . . . Sed depravatio consuetudinum, opinionum varietas, multitudinis consensus, animos torquet, & abducit à vero. . . . Quibus tamen ratio à naturâ data est, iisdem etiam recta ratio data est: ergo & lex, quæ est recta ratio in jubendo & vetando: si lex, jus quoque; at omnibus ratio, jus igitur datum est omnibus. Rectèque Socrates execrari eum solebat, qui primus utilitatem à naturâ sejunxisset. *Cicer. de Leg. 1.*

Q U A T R I E M E D I S C O U R S.

De la Constitution de nos Sociétés modernes, & de l'un des principaux obstacles qu'elle apporte au gouvernement de l'Ordre, 121

Neque quies gentium, sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi queunt. *Tacit. Hist. Lib. 4.*

CINQUIEME DISCOURS.

*Du Pouvoir de l'Ordre sur l'administration
& le gouvernement intérieur,* 180

Non cenſeo felicem rempublicam ſtantibus mœnibus ;
ruentibus moribus. *Auguſt. de Civit. Dei.*

SIXIEME DISCOURS.

*De l'Inutilité des contre-forces pour remédier
au déſordre ſocial , & du Pouvoir de l'Ordre
à cet égard,* 236

Pugnantibus & contrariis ſtudiis conſiliisque ſemper
utens civitas, nihil quietè videre , nihil tranquillè
poteſt. *Cicer. de Finib. Lib. I.*

SEPTIEME DISCOURS.

*De la Stabilité de l'Ordre, & des Institutions
néceſſaires pour la procurer,* 267

Ea quæ ad felicitatem civitatis & virtutem omnium
maximum adferunt momentum, ita demùm perma-
nere immobilia Licurgus judicabat, ſi moribus &
educationi civium implantarentur ; nam firmam vo-
luntatem ex his elementis oriri, quæ neceſſitatis eſt
validiſſimum vinculum : eam porrò diſciplina, quæ
legiſlatoris vicem gerit, apud juniores efficit. *Plutar.
in Licurgo.*

HUITIEME DISCOURS.

*De l'Evidence & de la Poſſibilité du gouver-
nement de l'Ordre,* 301

Lex eſt naturæ vis, juſtorum & injuſtorum diſtinctio,
ad illam antiquiſſimam & rerum omnium principem

expressa naturam, ad quam leges hominum diriguntur. . . . Communis lex nunquam immutatur, cum secundum naturam sit, jus verò humanum sæpius. *Arist.* . . . Omnes igitur gentes & omni tempore una lex, & sempiterna, & immutabilis continet, unusque est communis quasi magister & imperator omnium Deus ille, legis hujus inventor, disceptator, lator; cui qui non parebit, ipse se fugiet, ac naturam hominis aspernabitur. *Cicer. Frag. de republ.*

NEUVIEME DISCOURS.

Du Pouvoir de l'Ordre sur la Politique extérieure, 353

Homicidia compescimus, & singulas cædes. Quid bella & occisarum gentium gloriosum scelus. Ex senatûs-consultis plebisque scitis sæva exercentur, & publicè jubentur vetita privatim. *Senec. Epist. 96.*

Quippe ubi fas versum, atque nefas: tot bella per orbem,

Tam multæ scelerum facies: non ullus aratro
Dignus honos, squallent abductis arva colonis:
Et curvæ rigidum falces constantur in ensen.
Hinc movet Euphrates, illinc Germania bellum,
Vicinæ ruptis inter se legibus urbes
Arma ferunt; sævit toto Mars impius orbe.

Virg. Georg. Lib. 1.

DIXIEME DISCOURS.

Des Guerres & des Prohibitions de Commerce, 395

Homines hominum causâ sunt generati, ut ipsi inter se aliis prodesse possint. . . . Sed ut magnas utilitates

adipiscimur conspiratione hominum atque consensu ,
sic nulla tam detestabilis pestis , quæ non homini ab
homine nascatur. *Cicer. de Offic. Lib. 2.*

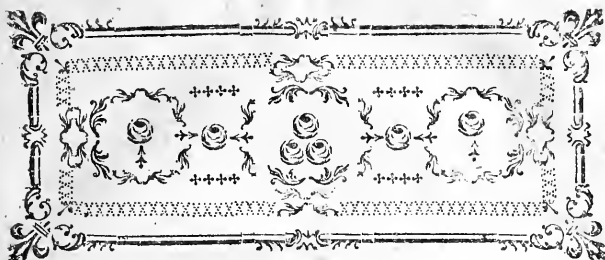
D E R N I E R D I S C O U R S .

*Prononcé au Bailliage d'Orléans , le 10
Janvier 1775 ,* 451.

Cum leges feruntur , videndum est , quales , & quænam
sint : ubi verò latæ sunt , eas conservare , iisque
uti decet. *Demosthenes.*

Fin de la Table.

DE L'ORDRE



DE L'ORDRE SOCIAL.

*Desine quapropter novitate exterritus ipsâ
Expuere ex animo rationem ; sed magis acri
Judicio perpende : & si tibi vera videtur ,
Dede manus : aut si falsa est , accingere contra.*

LUCRET. Lib. 2

PREMIER DISCOURS.

*DE l'obligation où sont les Savans & les
Compagnies littéraires , de s'occuper
de l'étude de l'Ordre , & de la
discussion des vérités économiques.*

LA science de l'Ordre , aussi nouvelle par
l'époque de sa découverte , qu'ancienne par
l'origine de ses principes , ne devoit , en

s'annonçant, éprouver qu'un sentiment d'indifférence de la part du plus grand nombre des gens de lettres. Il est difficile à des savans d'admettre qu'il existe une science nouvelle, & de s'abaisser à en étudier les élémens. Le savoir inspire naturellement la confiance dans les lumières acquises, & met en garde contre la nouveauté. Comment en effet des gens, que l'étude a mis en possession de toutes les connoissances que l'esprit humain a rassemblées, & des découvertes qu'il a faites jusqu'à nos jours, peuvent-ils se persuader que l'antiquité, pour laquelle ils sont pénétrés de vénération, ait ignoré des vérités essentielles, & que les modernes, qui ont ajouté tant de richesses au trésor qui leur a été transmis, les aient également méconnues ? Ne soyons donc point étonnés que jusqu'ici les compagnies littéraires aient pris si peu de part à leur discussion.

Cependant si l'homme de lettres doit compte à la société de ses talens & de son loisir, si la véritable gloire consiste à se rendre utile, la science économique a droit d'occuper une place distinguée dans ses études, & il ne doit pas voir avec indifférence, s'élever & se répandre une doctrine qui change une partie des idées reçues, qui contredit beaucoup d'opinions généralement adoptées, qui soumet à un examen

rigoureux les principes sur lesquels tant de nations policées se gouvernent , & qui propose de leur substituer des regles fixes & invariables.

Il n'y a que les gens accoutumés à réfléchir, qui puissent admettre la vérité par voie d'examen & de discussion. C'est à eux qu'il appartient d'entraîner le suffrage d'une nation , de former & de déterminer l'opinion publique. Mais ne seroit-ce pas aux corps littéraires à diriger dans ce moment vers une étude aussi intéressante au bonheur des sociétés, le goût des citoyens en état de penser? Ne seroit-ce pas à eux à donner le ton & l'exemple, & à répandre la lumière, soit par des ouvrages solides & dignes de la considération dont ils jouissent, soit en proposant, pour les prix qu'ils adjugent au mérite, des sujets propres à développer les matieres, & à forcer les savans de tourner leurs recherches vers des points aussi importants?

Cette nouvelle carrière leur présente des travaux moins brillans peut-être au jugement d'un siècle, où le plaisir & l'amusement sont devenus l'unique affaire, mais infiniment plus utiles par leur objet. Elle leur offre une nouvelle science à cultiver, des rapports inconnus à découvrir, les plus grands intérêts à discuter, des vérités essentielles au bonheur des hommes à établir & à développer, des préjugés à déraciner, des

erreurs funestes à combattre & à détruire. Un tel ouvrage n'est-il pas digne de leur application & de leurs recherches ? N'avons-nous pas assez travaillé pour l'agrément ? Ne ferons-nous rien pour l'utilité ? Plus le public frivole & léger s'obstine à ne louer & à n'encourager que les talens agréables, & plus les sociétés savantes, dévouées par leur institution au bien autant qu'à l'ornement de la société, doivent s'efforcer de soutenir les études solides en leur distribuant la véritable gloire. Mais dans le choix de celles auxquelles elles se livrent, ou qu'elles exigent de ceux qui aspirent à leur suffrage, pourquoi n'auroient-elles pas égard dans ce moment au plus grand besoin de la société ?

Dans l'état actuel, son besoin le plus pressant est celui de l'instruction sur des vérités qu'elle ignore, & qu'il lui est essentiel de connoître. Car que peut entreprendre pour le rétablissement de l'ordre l'administration la plus bienfaisante dans ses vues, si l'erreur, le bandeau sur les yeux, méconnoît & rejette avec opiniâtreté, les opérations les plus salutaires ; si les fautes anciennes trouvent un appui dans l'opinion publique ; si la société elle-même, complice de ses propres malheurs, ne montre que de l'indifférence sur son état, & ignore également ce qui lui est favorable ou funeste ?

Je ne crains pas de le dire ; c'est aujourd'hui un devoir pour les savans de faire diversion à des études d'amusement & de curiosité , pour courir où les appelle le besoin le plus pressant , & pour s'occuper de l'intérêt social. Les beaux arts , les lettres & les sciences ornent & embellissent la société. Nous n'avons rien à désirer en ce genre : peut-être même à force d'avoir voulu perfectionner le goût , n'avons-nous fait que perdre au lieu d'acquérir. Mais n'avons-nous pas des besoins plus essentiels ? Les plaisirs de l'esprit ne conviennent qu'à un petit nombre. Le bonheur est pour tous ; & ce bonheur , qui est le but de l'association civile , nous n'en avons pas encore d'idée : nous sentons qu'il nous manque , & nous ne savons où il réside. Nous voyons que la société est dans l'épuisement ; que l'état gémit sous le poids de la dette nationale ; que l'impôt insuffisant pour les charges est trop fort pour les facultés ; que la manière dont il est assis , contraire à chaque instant l'exercice de la liberté civile , les droits de la propriété & l'amélioration du territoire ; que cette dure position , si éloignée de l'état prospère auquel doit aspirer une grande nation agricole , tient à une infinité de causes si compliquées & si multipliées , qu'elles embrassent toute l'administration ; que ces causes anciennes , mais

roujours actives , rendent les ressources aussi difficiles qu'elles sont nécessaires; qu'elles semblent interdire l'espérance d'un meilleur sort , & ne laisser d'autre succès à espérer aux administrateurs les mieux intentionnés , que de suspendre les progrès du dépérissement par un régime de ménagement & de prudence. Prenons-nous cette maladie d'affaîssement & de langueur pour un état de santé? Ou la déciderons-nous sans ressource pour nous dispenser d'en chercher les remèdes?

A quoi s'occupoient donc les gens de lettres dans ce moment , & que nous importeroient leurs travaux , s'ils refusoient de les porter sur des objets si nécessaires? Voudroient-ils nous endormir avec délices , & nous étourdir sur notre état? Voudroient-ils charmer nos maux , nous y rendre insensibles , & nous conduire sans y penser au terme où ils seroient sans ressource? Archimede étoit plongé dans une profonde méditation pendant que l'ennemi occupoit les murs de sa patrie : mais il méditoit sur les moyens de la défendre; se feroit-il pardonné dans ce moment des spéculations qui n'eussent eu pour objet que de repaître le vain desir de savoir?

Si le monde littéraire fait partie de la société peut-il rester indifférent sur son sort? De qui

recevra-t-elle des lumieres sur son état , sur ses besoins , sur ses maux , sur les remedes qui lui conviennent , si les gens capables de penser & exercés à écrire , se bornent à se livrer , pour leur propre satisfaction , à des recherches ingénieuses , à des questions de faits inutiles ou de mots équivoques , & négligent les seules connoissances qui l'intéressent ? Aujourd'hui sur tout que les vrais principes d'administration sont découverts , qu'il s'agit de les développer & de les répandre , de les démontrer aux nations , pour leur faire desirer & solliciter les réformes qui doivent assurer leur bonheur ; la société attend des gens de lettres des services dignes de leur zele & de leurs talens , & proportionnés à ses besoins.

Que les gens uniquement livrés à des amusemens frivoles , ou dont l'esprit ne s'est nourri que des fleurs légères d'une littérature superficielle , négligent la science de l'Ordre ; elle peut surpasser leur courage : elle n'a rien qui puisse repaître leur imagination , & il est des alimens pour tous les tempéramens comme pour tous les âges. Mais que les esprits solides & capables d'études sérieuses , en fassent leur occupation , elle est faite pour eux ; & s'ils sentent en même temps brûler dans leur cœur un zele ardent pour la patrie , ils s'y livreront avec transport comme

à l'étude qui l'intéresse le plus en ce moment, & qui dans tous les temps présentera l'objet le plus important à son bonheur. Tantôt ils en fonderont les profondeurs par des discussions savantes & exactes : tantôt cédant aux mouvemens qu'elle excite dans une ame sensible, ils y répandront tout l'intérêt & le sentiment dont elle est susceptible. L'éloquence consiste dans les choses ; elle dégénere en un vain étalage, si elle n'est soutenue de la grandeur du sujet, ou si elle excède la proportion qu'il exige. Elle devient sublime sans appareil & sans effort, lorsque le génie s'élève & s'anime par la dignité & l'importance de la matière, lorsque le cœur communique à l'esprit toute la chaleur qu'il ressent.

Donnez-moi un homme vraiment citoyen, doué d'un esprit droit, solide & ami de la vérité : s'il est libre dans le choix de ses occupations, il ne peut entrevoir la science de l'Ordre sans s'y livrer tout entier. Toute autre étude lui devient en quelque sorte interdite, si ce n'est celle de la religion qu'il chérit & qu'il respecte, comme autant élevée par son importance au-dessus des connoissances humaines, que l'éternité l'est au-dessus du temps. Mais cette religion sainte qui renferme tous ses préceptes dans l'amour de Dieu & des hommes, lui fournit

un nouveau motif de se rendre utile à ses semblables. Il la retrouve à chaque pas dans l'étude de l'Ordre , qui le ramene continuellement à Dieu , & le met à portée de connoître de plus en plus & d'admirer sa sagesse & sa bonté dans l'économie des loix qu'il a données aux hommes.

Son esprit est pleinement satisfait par la lumière que lui présentent les principes de l'Ordre social par leur simplicité, leur fécondité & leur certitude. Son cœur y découvre avec ravissement les vérités les plus propres à entretenir l'amour qu'il sent pour les hommes : il s'y nourrit par l'espérance que ces vérités feront un jour leur bonheur. S'il est touché des maux publics qui se montrent à lui dans toute leur étendue , il en apperçoit en même temps les causes & les remèdes. Il voit ce qu'est la société dépourvue de la connoissance des loix qui doivent la gouverner : il en est affligé , mais sans en être découragé , parce qu'il voit aussi ce qu'elle deviendra sous le régime de ces loix. Frappé de l'évidence de ces principes , il est fermement persuadé qu'ils feront un jour manifestes à tous. Il se transporte à ces temps heureux où cette lumière , après avoir dissipé les préjugés qui nous aveuglent , détruit les erreurs qui nous égarent , confond les opinions qui nous séduisent , paroîtra seule dans tout son

éclat , & se répandra sur toutes les parties de l'administration , où son pouvoir irrésistible lui soumettant tous les esprits & tous les cœurs , amenera sans effort & sans violence la plus entière & la plus heureuse révolution dans la législation , dans les mœurs , dans le gouvernement , dans la politique ; où la société gouvernée par les loix éternelles de l'Ordre , & assurée pour toujours de n'en plus perdre la connoissance , deviendra le temple vivant de la paix , de la justice & du bonheur.

Telle est en effet la révolution que doit produire parmi les hommes la connoissance explicite de l'Ordre social : telles sont les magnifiques promesses que nous offre la science qui l'enseigne. Si ces promesses sont illusoires , si elle ne nous repaît que de chimères , il faut soutenir que Dieu a livré à l'arbitraire & au gré des opinions humaines l'administration des sociétés ; que les hommes se trouvent rassemblés , sans connoître de loi qui préside à leur réunion ; que l'autorité qui les gouverne n'a d'autre titre que la force qui souleve ou appesantit le joug à son gré ; qu'elle n'a d'autre règle que les loix qu'elle veut bien se faire à elle-même , & que ces loix ne peuvent être déclarées bonnes ni mauvaises , puisque pour juger de la moralité d'une action ou d'une loi , il faut avoir une règle certaine

& constante à laquelle on puisse la comparer. Dès-lors tout est confondu : le vrai & le faux ; le bien & le mal n'ont plus rien qui les discerne. La perception qui nous les découvre , le sentiment plus fort encore qui nous en fait éprouver la distinction , ne sont que des illusions & des mensonges. C'est envain que nous chercherions à améliorer notre sort , ou plutôt les maux des sociétés sont sans remède , & les hommes ne doivent s'attendre qu'à être pour toujours le triste jouet du hazard , du caprice & de l'opinion.

Mais il est un être éternel , bon & juste par essence , qui a placé les hommes sur la terre , qui les a faits pour vivre en société , & qui leur ayant rendu cet état nécessaire , leur a certainement donné des loix pour s'y conduire , pour régler les diverses relations qui en résultent , & y trouver la mesure de bonheur dont est susceptible leur séjour ici bas : & s'il leur a donné des loix , elles doivent être simples , évidentes & faciles à saisir. Aussi sont-ce là les caractères de cette divine législation qui doit gouverner tous les rapports des hommes réunis en société.

Mais où est-elle , cette divine législation , où réside-t-elle , où devons-nous la chercher ? Quoi , depuis que les sociétés ont couvert & partagé la terre , les hommes ne l'ont-ils pas encore cherchée ? Ne font-ils que soupçonner qu'elle

existe? S'ils l'ont cherchée, comment se peut-il faire qu'ils ne l'aient pas trouvée? Et s'ils l'ont trouvée, comment ne sont ils pas d'accord sur les loix qu'elle contient?

Quels doutes, & sur les points les plus essentiels de notre existence! Qu'il est humiliant pour l'esprit humain qui a fait tant de progrès dans les sciences les plus abstraites, qui a mesuré la terre & la vaste étendue des cieux, qui a calculé les révolutions des corps célestes, qui a découvert ce qu'il y a de plus caché dans la nature, d'avoir tout trouvé, hors la route du bonheur!

Je me propose de prouver dans cet ouvrage, qu'il existe un Ordre social, & que Dieu qui a institué la société, ne l'a pas laissée dépourvue de loix; que cet Ordre est susceptible d'être connu avec évidence, & n'est nullement problématique. Je rechercherai en même temps comment les hommes sont parvenus à le méconnoître; j'établirai la base sur laquelle il est assis, son autorité, son influence sur l'état des sociétés, & la possibilité de son exécution.



SECOND DISCOURS.

DE l'existence de l'Ordre & de son rapport avec les loix physiques de la reproduction.

LA science de l'Ordre a la même origine & le même auteur que la société humaine : elle dérive des premiers principes de la justice qui éclairent tous les hommes. Ils ont connu dans tous les temps, que la société n'est pas pour eux un état de choix & de convention, mais un état que leurs facultés, leurs inclinations, leurs besoins leur rendent nécessaire ; que la nature ne les a pas rapprochés pour les mettre plus à portée de se nuire ; que son but est de leur faire trouver un bonheur réciproque dans la communication des secours & des services ; que la société est donc dans le vœu de la nature un état de paix, de concorde & de bienveillance, un état où la justice doit présider souverainement (1).

(1) La nécessité de la société est trop évidente pour qu'il soit besoin de s'attacher à la démontrer. Elle est fondée sur la nature même de l'homme, sur celle des deux être qui le composent, sur les affections sociales

Mais les hommes , enclins à rapporter tout à eux-mêmes, & à beaucoup exiger en donnant

qui font en lui , sur le don de la parole qui lui donne la facilité de transférer & de communiquer ses idées , sur ses facultés intellectuelles qui ne peuvent se développer que dans l'état social , sur les deux grands mobiles qui font en lui , l'appétit du plaisir & l'aversion de la douleur , (ce qui ne comprend pas seulement les plaisirs & les maux physiques , mais les plaisirs & les maux que l'ame ressent indépendamment des sensations corporelles , & qui souvent agissent plus fortement sur elle) sur l'état de l'homme dans son enfance , dans ses infirmités , dans sa vieillesse , qui exige des secours , enfin sur le besoin journalier de la subsistance , sur la difficulté de remplir ce besoin dans la solitude , & la facilité d'y pourvoir dans l'état social , sur l'ordre physique de la reproduction qui exige l'association des travaux , & la communication des biens & des services , &c. &c.

Enfin la société est fondée sur le fait. L'homme est non-seulement destiné à la société , mais il est né dans son sein. L'état de nature que tant de philosophes opposent continuellement à l'état social , est une pure imagination , & une supposition absolument gratuite , qui ne peut donner aucune lumière , ni conduire à la connoissance de l'homme , puisqu'elle met à la place de l'homme tel que Dieu l'a fait , un être factice & idéal. Nous n'avons pas besoin d'examiner comment l'homme sortiroit de l'état naturel pour s'élever à l'état social , puisqu'il est né dans la société , qu'il y est accoutumé dès son enfance , & que l'amour de son bien être & le désir de sa conservation lui en font sentir à chaque instant les avantages & la nécessité.

Mais s'il est démontré que l'homme est fait pour la société , il est d'une nécessité évidente que son auteur lui ait donné des loix pour se gouverner dans cet état. Ces loix sont avec raison appelées naturelles , parce qu'elles dérivent de sa nature même : elles n'ont pas besoin d'être

le moins qu'ils peuvent , regardent souvent la justice comme une vertu trop désintéressée , parce qu'ils ne font pas attention au rapport de ses loix avec leur propre intérêt , & à la connexion nécessaire des *devoirs* qu'elle leur impose , avec les *droits* qu'elle leur assure. Ils comptent pour beaucoup ce qu'elle demande d'eux , & pour peu ce qu'ils tiennent d'elle ; de manière que le plus foible contrepoids d'intérêt présent suffit souvent pour emporter la balance de leur détermination.

C'est pour procurer la sûreté de tous les droits par l'observation de tous les devoirs , que les hommes sont entrés dans la confédération civile , & ont cherché à se mettre à couvert sous la protection d'une autorité tutélaire. Cet état est conforme au vœu de la nature , comme étant le seul moyen propre à entretenir la paix parmi les hommes. Les nouveaux rapports qu'il fait naître entre eux sont également soumis aux loix de la justice :

promulguées ; elles le sont suffisamment par leur nécessité même , par le bien que l'homme retire de leur observation , & par le mal qu'il ressent de leur infraction. Ce sont ces loix qui constituent l'ordre social , auquel l'ordre civil ne fait ensuite qu'ajouter une sanction extérieure & coercitive , & dont il doit faciliter l'accomplissement par toutes les institutions capables de l'assurer.

c'est elle qui confie au Souverain le droit de commander & le pouvoir de se faire obéir, & qui lui impose en même temps le devoir de ne s'en servir que pour le bonheur de la société, pour la protection des sujets au-dedans & au-dehors, pour la garantie des droits qu'ils tiennent de la nature, & dont ils ont cherché la sûreté dans la confédération civile (2).

Quelle est la nation civilisée où ces vérités n'aient pas toujours été connues ? Le despote lui-même qui ne gouverne que par des ordres arbitraires, ne souffriroit pas qu'on l'accusât d'être injuste : à plus forte raison dans les gouvernemens modérés, les Souverains se font-ils

(2) La société civile n'est proprement qu'une confédération universelle, qui rend tous les membres de l'état garans des droits de tous ; de manière que chacun pour prix de la garantie, qu'il promet aux autres, voit ses droits défendus contre tous par l'effet de la garantie commune. Il s'oblige envers tous, & tous s'obligent envers lui. Mais quel trouble, quelle confusion, quel désordre, si chacun étoit obligé de fournir personnellement cette garantie à ceux qui ont droit de la réclamer, & de faire usage de ses forces particulières pour les aider à repousser la violence & l'usurpation ! L'autorité souveraine armée de toutes les forces des sujets, & assurée de leurs volontés, se trouve élevée au milieu de tous pour le bonheur & la sûreté de tous. Chargée de faire valoir la garantie universelle, elle réunit la portion de forces nécessaire pour la procurer & payer ainsi à chaque membre en défense & en protection la cotepart qu'il a droit d'exiger de la confédération générale.

toujours

toujours fait gloire de se dire soumis aux loix de la justice.

Pourquoi la connoissance de ces vérités a-t-elle si peu influé sur le sort des sociétés? Les loix de la justice ne peuvent-elles rien pour le bonheur des hommes? Ne renferment-elles pas essentiellement l'intérêt commun qui est le véritable & le seul lien de la société? Pourquoi dans le fait les principes d'administration se trouvent-ils aussi différens chez tous les peuples que l'habillement & le langage? Les loix de la justice ne sont-elles pas partout les mêmes? Comment ont-elles pu conduire à des résultats si contraires? Ne sont-elles applicables qu'entre les citoyens, & sont-elles étrangères au gouvernement?

Mais si jusqu'ici ces vérités dont le germe est dans tous les cœurs, ont eu si peu de force & de pouvoir, c'est que les hommes qui en déduisent facilement leurs devoirs particuliers, ne les aperçoivent plus que d'une manière vague & implicite, lorsqu'il s'agit des grands rapports que fait naître l'Ordre social; & que cette connoissance générale dépourvue d'un point d'appui qui fixe invariablement l'application des principes, laisse le champ le plus libre à l'opinion & à l'arbitraire. On convient aisément que l'administration ne doit se proposer que le plus grand bien de la société; mais où réside ce plus

grand bien ? Par quelle voie peut-on le trouver ? Si tout moyen y conduit également , ou si le choix des moyens dépend d'une multitude de circonstances variables , difficiles à démêler & à évaluer , tout retombe dans l'arbitraire , & il n'est plus d'autre règle que la manière de voir de ceux qui commandent. On a toujours pensé que l'autorité souveraine qui est une émanation & une image de la puissance divine , n'étoit pas de nature à être exercée à volonté , & personne n'a jamais pu croire que des millions d'hommes soient dans l'intention de la providence destinés à servir aux caprices d'un seul , qu'ils lui doivent tout , & que le prince ne leur doive rien : mais est-on d'accord sur les droits & les devoirs respectifs du souverain & des sujets ? On convient aisément que l'administration doit être soumise aux lois de la justice : mais où est-elle cette justice qu'on se fait gloire de réclamer ? Est-ce le nom seul de la justice qui doit gouverner les hommes , ou entend-on une législation réelle , constante , applicable à tous les rapports qu'ont entre eux les hommes réunis , à toutes les opérations du gouvernement ?

Voilà ce dont il faut convenir. Ce ne sont pas des mots vagues & des idées abstraites qui peuvent diriger l'administration des sociétés ; & tant que ces idées de justice resteront enveloppées

dans les termes généraux des premiers principes, sans que rien serve à en déterminer les conséquences, elles ne pourront influer sur la conduite. Les administrateurs dépourvus de toute règle dans l'exercice du pouvoir ; livrés à leur propre décision & sans défense contre l'intérêt particulier qui les obsède, pourront être animés du désir de faire le bien, & se tromperont presque toujours sur les moyens ; leurs pas dans la recherche du bonheur social seront chancelans & incertains, & rien ne les avertira de leurs erreurs, pas même l'événement, parce que les faits sont susceptibles d'être attribués à tant de causes, qu'ils ne peuvent présenter une règle certaine, & qu'ils se prêtent à la manière différente dont on les envisage.

Envain prétendra-t-on que les notions du juste & de l'injuste qui reglent les devoirs d'homme à homme, suffisent aussi pour déterminer toutes les opérations d'administration ; que le désordre social ne procède pas d'un défaut de lumière, qu'il ne doit être attribué qu'aux passions qui entraînent les administrateurs comme les autres hommes, qui leur font perdre de vue les devoirs que la justice leur impose, & l'intérêt de la nation qu'ils gouvernent, & qui ont des suites d'autant plus funestes & plus étendues, qu'elles ne sont retenues par aucun frein, &

se déchaînent sans mesure & sans contrainte.

Mais pourquoi calomnier contre l'évidence des faits, les intentions & la conduite des administrateurs? Sans doute comme les autres hommes, ils sont accessibles à l'impression des passions : le rang qui les élève les expose encore plus à leurs attaques, loin de les en garantir. Ils ont à se défendre de l'ivresse du pouvoir, de la séduction de la flatterie, des projets de l'ambition, des conseils violens de la vengeance: les fausses idées de gloire peuvent les jeter dans des guerres injustes & oppressives : mais c'est du désordre économique produit & entretenu par l'ignorance des principes, que leurs passions tirent leur force & leur danger : & combien de fautes d'administration auxquelles les passions n'ont aucune part, & qui n'ont pour cause que le désir peu éclairé de procurer le bien de la société (3).

(3) Est-ce aux passions qu'on peut attribuer le projet formé dans le dernier siècle, d'enrichir une grande nation agricole en la détournant de la terre, pour la porter vers les travaux de main d'œuvre, & en faisant tomber la valeur des productions pour faciliter ces travaux, dans l'espérance de rendre les autres nations tributaires de son industrie? Projet dont les effets ont ruiné la culture, & dont le succès s'est réduit à ériger quelques manufactures de luxe sur les débris d'une infinité de manufactures moins brillantes; mais qui employoient des matières premières du pays, & par conséquent en favorisoient le bon prix & la multiplication, & qui ont cessé en grande partie de pouvoir se soutenir;

Les exemples de ces terribles erreurs sont sans nombre ; le coup d'œil le plus rapide en offre de toute part.

Quelle est la nation qui dans ses loix , soit civiles , soit d'administration , n'ait rien admis d'arbitraire , & n'ait consulté que l'intérêt social ? Et quelle est celle qui ait connu la base unique & invariable de cet intérêt ?

Quelle est la nation en Europe chez laquelle l'impôt soit établi sur le seul fond qui lui est destiné par l'ordre physique ? Quelle est celle où l'on ne soit pas parti de ce principe , que tous les citoyens participans aux avantages de l'association , doivent en supporter les charges , & que

1^o. parce que la consommation des riches s'est portée vers les étoffes de luxe ; 2^o. parce que ce déplacement de la consommation des riches qui est devenu immense par les progrès du luxe , a appauvri la culture , dont l'état & les produits décident de la population , de l'aisance de cette population , de la quantité des salaires & de la somme qui est à dépenser dans la nation.

Est-ce aux passions qu'on peut attribuer le projet de faire le commerce de l'Inde par le moyen d'une compagnie exclusive , qui a dévoré des capitaux immenses , qui ne s'est soutenue que par les moyens les plus ruineux , qui a coûté à l'état plus de 400 millions en cinquante ans ; tandis que le commerce libre & laissé à lui-même , nous auroit pu fournir les mêmes marchandises à moindre prix , & sans qu'il en coûtât rien à l'état , ou ce qui vaudroit bien autant ; tandis que les étrangers qui font ce commerce nous en auroient approvisionnés , & auroient pris en paiement des denrées de notre territoire ?

la justice de concert avec l'intérêt social , exige ce partage ?

Quel est le gouvernement qui n'ait pas regardé comme une de ses principales fonctions de diriger le commerce, les arts, les manufactures, de faire de ces travaux un objet particulier d'administration , de leur donner des loix , des formes & des reglemens, & de favoriser certaines parties par des privilèges ou des gratifications ?

Toutes nos nations modernes n'envisagent-elles pas l'exercice du négoce extérieur comme une source de richesses qu'il est important pour elles de se réserver & d'étendre par tous les moyens possibles ? De là l'exclusion des étrangers , les préférences accordées aux nationaux, les prohibitions, les impôts répulsifs , les représailles , les jalousies de commerce , les querelles , les hostilités , la guerre enfin allumée dans les quatre parties du monde , détruisant des millions d'hommes sur la foi d'un principe dont la proposition contradictoire renferme le véritable intérêt de la société.

Est-ce donc aux passions qu'on peut attribuer ces erreurs & tant d'autres dont les suites ravagent & désolent les sociétés ? Parcourez toutes les branches d'administration ; portez sur tous les détails qu'elles embrassent la lumière des

principes de l'ordre , vous verrez partout l'intérêt social blessé par les moyens mêmes qu'on choisit pour le procurer ; vous verrez de toute part les opinions variables & incertaines , regner à la place de la vérité immuable , des usages & des coutumes purement arbitraires , transformées en loix , la force opposée au droit , & la volonté transitoire de l'homme gouverner les rapports les plus importants de la société , au lieu des principes essentiels de la justice.

Si Dieu n'a pas donné aux hommes un moyen d'appliquer au gouvernement des sociétés les principes de l'ordre , sans craindre de pouvoir se tromper , & une règle infallible d'où ils puissent déduire une législation complète qui ne laisse rien à l'opinion & à l'arbitraire , il faut dire qu'il a livré les administrateurs à toutes les erreurs que peut enfanter l'esprit humain & les sociétés à la discrétion des administrateurs.

Mais cette législation si nécessaire aux hommes , & sans laquelle ils ne peuvent que s'égarer & se perdre dans les sentiers tortueux & incertains de l'opinion , est-elle cachée dans le sein de Dieu , & ne peut-elle se manifester à eux que par une révélation particulière ? *Non sans doute , elle est simple , évidente , exposée à tous les yeux , elle est écrite en caractères sensibles dans le grand livre de la nature.* C'est dans ce livre ouvert

à tous les regards , & si peu consulté jusqu'ici , que se trouvent par des déductions aussi simples que faciles , les loix qui constituent le meilleur Ordre social ; c'est-à-dire , le plus propre à faire jouir les hommes de tout le bonheur que comporte l'association civile , le plus propre à procurer la prospérité publique & le bien-être des citoyens , à favoriser la population en multipliant les subsistances , à maintenir les droits de tous , à concilier tous les intérêts en les soumettant aux seules loix de la justice , en ne posant d'autres bornes aux droits de chacun que les droits & la propriété d'autrui ; le plus propre à donner à la confédération civile la plus grande solidité qu'elle puisse avoir , en formant entre le souverain & ses sujets , une union dont l'intérêt commun clairement reconnu , soit le lien & le garant ; en éteignant dans les administrateurs tout désir de commander arbitrairement là où tout est prescrit & mesuré par des loix connues de tous , & toute idée de résistance & de mécontentement dans les sujets , qui voient évidemment & approuvent la raison qui fait agir l'autorité. C'est dans ce livre que se trouvent la décision de tous les doutes , la réponse à toutes les questions d'administration , la solution de tous les problèmes.

En effet , tout est physique dans cette matière ;

& tout s'opere par des moyens physiques. Ce sont des hommes qu'il s'agit de gouverner; ces hommes tiennent à la terre par la nécessité de la subsistance, & par des besoins continuels & renaissans. C'est un bonheur physique & relatif à ces besoins qu'ils doivent trouver dans la société civile, & ce sont des moyens physiques que la nature leur indique pour remplir ces besoins.

Le premier de ces moyens est la recherche des fruits spontanés, la chasse & la pêche; le second est la culture.

L'homme a droit aux choses propres à sa jouissance, & il tient *ce droit* de Dieu qui en le formant, lui a imposé le *devoir* de se conserver. Mais ce droit indéfini ne forme point encore une propriété : car il est commun à tous, & il s'étend à tout; il ne se détermine pour chaque homme à telle ou telle chose, qu'au moment où il se l'approprie par son travail. Il les tire alors de la propriété commune pour se les appliquer; & nul n'a droit de le priver de ce qu'il a acquis à un titre aussi légitime. Dans cet état même, la condition des hommes égale quant au droit, est inégale dans le fait, parce que tous les individus n'ont pas les mêmes facultés physiques & les mêmes facultés intellectuelles.

Le travail de la recherche ne présente qu'une

ressource difficile & mal assurée; il ne peut entretenir qu'un petit nombre d'hommes sur une vaste étendue, parce que la terre laissée à elle-même, est avare des biens propres à la subsistance. Les hommes réduits à ces moyens, sont forcés de se tenir dispersés, ils se nuiroient en se rapprochant. Cet état est donc contraire à l'institution du créateur qui a destiné l'homme à vivre en société: il est contraire au vœu de la nature qui tend à la multiplication de l'espèce.

Mais l'auteur de la nature n'a point de volonté imparfaite & inefficace; lorsqu'il ordonne la fin, il fait pourvoir aux moyens. Il a doué la terre d'une fécondité inépuisable; il a donné à l'homme la force & l'industrie nécessaires pour opérer par son travail la multiplication des biens: il lui a donné l'intelligence par laquelle il peut étudier les loix de la reproduction, & découvrir les moyens de coopération qu'il doit employer pour étendre la fécondité de la terre, & la tourner vers les productions propres à ses besoins.

La science de la culture est donc un résultat de faits, d'expériences & d'observations d'après lesquelles l'homme faisant usage de sa raison, se fait à lui-même des règles propres à la direction de son travail, & elle a pour base évidente *les loix physiques de la reproduction*, que

L'homme n'a pas faites telles , mais qu'il trouve établies , & d'après lesquelles il reconnoît qu'il doit se gouverner.

Mais il est facile de prouver que l'*Ordre social a aussi la même base* , non que les principes qui le constituent se trouvent , comme ceux de la culture , dans l'étude des moyens physiques tirés directement des loix de la reproduction , mais parce qu'ils sont des déductions de ces mêmes loix , & qu'ils renferment les loix sociales les plus propres à favoriser la culture , & à faciliter l'emploi & l'usage des moyens indiqués par les loix de la reproduction.

Ce n'est pas que l'Ordre social n'ait aussi pour base les affections morales de l'homme , & les idées naturelles qu'il a des devoirs que la justice lui impose , & des droits qu'elle lui assure ; & c'est sous ce rapport que tous les philosophes & les moralistes l'ont étudié. Mais les notions physiques ont une évidence plus sensible pour l'homme courbé vers la terre , elles portent dans son esprit une conviction plus facile à admettre , que les vérités spéculatives qui demandent plus de réflexions & de recherches , & qui sont plus sujettes à être obscurcies par les passions , par l'ignorance , par les fausses opinions , par l'abus du raisonnement qui ne réussit que trop aisément à en altérer la pureté.

Il est donc très important d'établir & de développer comment l'Ordre social appartient à l'ordre physique, & dérive des loix de la reproduction, non immédiatement, mais par une suite de déductions faciles & évidentes (4).

En effet, le droit d'exister est le premier de tous les droits & la source de tous les autres ; il renferme essentiellement celui de prendre les moyens physiques que la nature nous présente & nous enseigne, pour nous mettre à portée d'en jouir. Ces moyens exigent la condition de notre travail qui est pour nous le devoir relatif à ce droit. N'est-il pas dès-lors évident que les conditions sociales nécessaires pour nous mettre à portée de remplir ce devoir de la manière la plus avantageuse, constituent le meilleur Ordre social, le plus favorable à la multiplication des hommes, le plus propre à assurer leur existence, à l'étendre, à la rendre plus agréable & plus commode ?

Le travail de la recherche suppose dans chaque homme le droit de disposer de sa personne, de tourner ses pas où il espère faire des découvertes,

(4) Je ferai voir dans le discours suivant, que l'Ordre social n'a été si obscurci par les opinions humaines & si contredit, que parce qu'on n'a pas saisi son rapport nécessaire avec l'ordre physique.

de s'approprier exclusivement les fruits qu'il acquiert, & de les conserver avec fureté de la part des autres hommes. Mais ces premiers droits essentiels, absolus, dérivés des premières notions de la justice, existent les mêmes dans tous les hommes. De là naît l'obligation commune & réciproque de les respecter dans les autres : sans cette réciprocité il n'y auroit ni droits assurés pour aucun homme, ni possibilité de remplir envers soi-même le devoir de la conservation personnelle. Les hommes ne peuvent donc réfléchir sur eux-mêmes sans découvrir ce qu'ils doivent aux autres : ils ne peuvent revendiquer leurs droits, sans reconnoître l'étendue de leurs devoirs, sans avouer qu'ils leur sont prescrits par leur propre intérêt, sans appercevoir qu'ils doivent leur être d'autant plus chers, qu'ils sont essentiels à la conservation de leurs droits. *La liberté personnelle & la propriété mobilière sont donc deux loix sociales, primitives, indispensables & évidemment déduites du droit d'exister (5).*

(5) La justice ne met d'autre borne à la liberté que l'intérêt d'autrui, parce qu'étant égale pour tous, elle ne pourroit donner à un homme le droit absurde de faire son propre bien aux dépens d'autrui, sans le donner à tous les autres. Dès-lors elle cesseroit d'exister ; mais en même temps tous les droits positifs s'évanouiroient, car ils seroient détruits par le droit contraire qu'auroient

L'intelligence dont l'homme est pourvu , lui découvre les loix physiques de la reproduction , & la possibilité de tirer de la terre des moyens de subsistance plus abondans , en dirigeant son travail en conformité de ces loix. Mais il ne peut se livrer à ce travail , s'il ne jouit de la liberté de sa personne & de la propriété des biens qu'il peut acquérir. La culture suppose donc ces deux mêmes loix , & y ajoute celle de la *propriété foncière*. Cette troisième loi , comme la seconde , n'est qu'une suite & une extension de la première. La liberté assure & la personne & les moyens de la conserver : elle consiste dans la faculté de travailler à son bien-être sans nuire à celui des autres , & par conséquent elle confère le droit de jouir de ce que l'on s'est procuré légitimement ; ce droit nécessairement exclusif , n'existeroit plus , si un autre pouvoit avoir celui de l'enfreindre , & de rompre par violence le rapport nécessaire qui s'établit entre l'homme

les autres hommes d'envahir les droits & la propriété des autres. Cette borne nécessaire & évidente n'est donc point une restriction de la liberté , mais sa sauve-garde. Un être capable de réflexion & d'intelligence , sent parfaitement qu'il n'est pas libre de faire tout ce qu'il peut vouloir , mais seulement de faire ce qu'il a droit de vouloir ; & reconnoissant dans les autres la même obligation , il rend hommage à la justice qui lui indique ce qu'il a droit de vouloir , & qui l'intime de même aux autres hommes.

& le fruit de son travail. L'air & l'eau courante ne peuvent être soumis à la propriété ; ces élémens appartiennent à tous , parce qu'ils ne coûtent rien à acquérir. Mais la terre ne produit pas d'elle-même ce qui est nécessaire à notre subsistance ; elle ne nous accorde ses dons qu'en raison des soins que nous prenons de la cultiver. Ce sont ces soins & ces travaux , ce sont les dépenses premières que la terre exige , qui forment le prix originaire de la propriété , & qui en attribuent exclusivement les fruits à celui qui possède ce fonds. En effet , qui osera faire les avances nécessaires pour mettre un héritage en état de recevoir à perpétuité la culture , s'il a lieu de craindre de n'en jouir que précairement , & si la possession du fonds qu'il s'est approprié par ses dépenses & son travail , ne lui est assurée ?

Puisque la culture , qui est le seul moyen de multiplier les subsistances , exige comme condition indispensable , la propriété exclusive du fonds & des fruits , il est évident *que la propriété est une institution nécessaire , dérivée de l'ordre physique , & dès-lors conforme à l'intérêt général.* Mais comment s'accorde-t-elle avec le droit d'exister qui est commun à tous ? La terre est la source unique des biens & des richesses , & tous les hommes n'ont pas le droit d'y venir puiser immédiatement : ils n'ont pas tous tiré

leur lot dans le partage : je vois de toutes parts les bornes posées pour séparer les héritages , la propriété étendre son enceinte , & ne rien laisser de libre : je vois en même temps une infinité d'hommes qui n'ont rien obtenu , ou qui ont perdu ce que leurs peres possédoient. Où sera donc leur portion ? D'où tireront-ils des moyens de subsistance ?

Que l'inégalité de ce partage ne soit pas pour nous une raison , qui nous porte à accuser d'injustice la loi de la propriété : puisqu'elle est nécessaire à la culture , puisque la terre ne peut devenir féconde sans elle , elle est nécessairement conforme à l'ordre. Il est vrai que tout le territoire est tellement occupé , qu'il ne reste rien en commun , & qu'il n'y a même plus lieu au travail de la recherche. Il est vrai que la division des héritages attribue exclusivement à un certain nombre d'hommes la totalité des fruits renaissans. Mais l'auteur de la nature fait bien les forcer au partage par une voie qui ne tient rien de la contrainte , par leur propre intérêt. Il n'accorde rien qu'au travail. La propriété de la terre coûte tout ce qu'elle doit valoir ensuite à ceux qui la mettent en état de recevoir la culture ; les avances foncières en sont le prix ; les fruits annuels sont également le produit du travail & des dépenses , & les productions sorties de la

terre

terre exigent encore une infinité de travaux pour être appropriées à nos besoins. Ainsi le propriétaire d'un héritage inculte ne possède que le droit de l'acheter par des dépenses qui en constitueront la valeur , & qui tourneront au profit d'autres hommes. Celui qui a plus de terrain qu'il ne peut en cultiver lui-même , est forcé de s'affocier d'autres hommes , & d'en partager avec eux les fruits : celui qui a plus de productions qu'il ne peut en consommer , a aussi d'autres besoins qu'il ne peut entreprendre de remplir par lui-même qu'en se détournant de son travail : plus il devient riche , plus il veut jouir , & il ne peut jouir qu'en dépensant au profit des autres hommes (6).

(6) La propriété des biens est la foi fondamentale de la société ; la communication des biens en est l'objet & la fin. Si la possession exclusive que renferme la propriété , paroît d'abord propre à diviser les hommes , la communication des biens & des services les rapproche , & rétablit entre eux la seule communauté de biens qui soit conforme à l'ordre & au véritable intérêt de la réproduction. Sans la propriété du fonds & des fruits , on ne peut concevoir que des hommes sauvages , épars , réduits à l'indigence la plus affreuse , & incapables de civilisation ; sans la communication la société devient inutile ; & si la culture pouvoit exister , elle se borneroit à la consommation de chaque famille ; car pourquoi travailleroit-elle à faire naître un excédent qui ne pourroit lui servir ?

Plus la communication des biens est facile , prompte , étendue , plus la société atteint son but , plus elle

C'est sur ce fond immense de productions, de besoins toujours renaissans & de travaux nécessaires pour les remplir, qu'il a plu à la providence d'assigner la distribution des subsistances. Par cette sage économie, elle concilie parfaitement les droits de la propriété, qui est exclusive de sa nature, avec le droit que tous ont d'exister; & si elle attribue à un certain nombre d'hommes la totalité des productions, elle les force de les remettre en commun, en les empêchant de pouvoir ni les multiplier, ni en jouir autrement qu'en les partageant avec les autres hommes.

Cette maniere étoit la seule qui fût en même temps conforme aux loix de la justice qui, en permettant à chacun d'acquérir, lui garantit sa propriété, & au succès de la culture qui renferme l'intérêt commun, & qui exige le partage du territoire. L'égalité dans ce partage est donc une chimere qui n'a pu se former que dans l'imagination de quelques philosophes épris d'une fausse idée de perfection, & qui n'ont jamais étudié ni la constitution de l'homme, ni les loix de la reproduction. Ils n'ont pas vu que cette

s'affermir & se fortifie. Au contraire, à proportion que les communications sont interceptées, difficiles & resserrées, les hommes se désunissent, s'isolent & perdent des avantages de l'association.

inégalité qu'ils voudroient pouvoir proscrire, n'est pas l'ouvrage de la société civile à laquelle ils l'imputent; mais de la nature qui l'a établie en distribuant inégalement les forces, les talens, l'industrie. Heureusement cette idée est impossible à réaliser, & leurs vaines déclamations contre la propriété ne font que grossir la foule des romans politiques (7).

(7) Les philosophes qui ont déclamé contre la propriété, se sont laissé éblouir par une fausse idée de perfection & de désintéressement. Ils ont vu que l'intérêt étoit la principale cause de discorde; ils en ont conclu que si l'on pouvoit dépouiller l'homme de cette passion qui le met si souvent aux prises avec ses semblables, on parviendroit à tarir la source des divisions. Mais ôter à l'homme cette passion, c'est le dénaturer, c'est le réduire à l'état d'un être purement passif & sans action. L'intérêt est un motif nécessaire pour porter l'homme au travail: il n'est pas mauvais par lui-même, il ne le devient que lorsqu'il viole les loix de la justice, & l'autorité souveraine est précisément établie pour le contenir dans les bornes légitimes.

La propriété foncière est une suite de la propriété personnelle. Les sauvages qui ne connoissent pas la culture, connoissent la propriété mobilière de leurs cabanes, de leurs canots, de leurs instrumens de chasse & de pêche. Ils sentent qu'il est conforme à la justice qu'un homme qui a élevé une hutte, ait droit de la posséder exclusivement, & puniroient le vol & l'usurpation.

Mais si ma cabane est à moi, parce que je l'ai construite, pourquoi ce champ, que j'ai défriché & entouré de haies, que j'ai semé ou planté, ne m'appartiendroit-il pas au même titre? Et quel est l'homme qui puisse se plaindre de ce que, par mon travail, je me suis approprié ce champ, qui étoit dans la communauté générale?

La justice n'a pas pour objet de rendre les fortunes égales , mais d'assurer à chacun ce qui

Quel est l'homme qui ait droit de m'en expulser pour profiter de mon travail ? Or si je l'ai acquis légitimement , j'ai le droit de le vendre & de le transmettre à mes enfans.

Dieu a donné la terre à l'homme pour qu'il la cultivât ; parce que son intention est que les hommes se multiplient ; mais ils ne peuvent se multiplier qu'en raison de l'accroissement des subsistances par le moyen de la culture ; & la culture ne peut s'exécuter avec succès que sous les loix de la propriété. Il n'est pas possible d'imaginer une culture exécutée en commun entre un grand nombre de familles : car pour cultiver avec succès , il faut autre chose que des bras ; il faut quelqu'un qui ait droit & intérêt de gouverner les travaux. Trois ou quatre associés ont souvent bien de la peine à s'entendre dans une entreprise commune ; comment pourroit s'exécuter une culture par une grande société ? D'ailleurs le partage des fruits ne feroit-il pas naître des disputes plus fréquentes encore que ne peut en produire jamais la possession du fonds , dont le partage une fois fait , fixe les droits de chacun.

La propriété fonciere est donc une institution de premiere nécessité , conforme à la justice & à l'intérêt commun de la société ; je croirois inutile d'insister sur une vérité si évidente , si je ne voyois qu'elle n'est pas évidente pour tout le monde , & qu'il est encore des philosophes qui se déclarent en faveur de la communauté des biens , & croient trouver la cause de tous les maux qui affligent les sociétés dans la propriété fonciere & dans l'inégalité des fortunes qui en est la suite. Mais quelque spéculation qu'on puisse faire sur l'égalité du partage , il est sensible qu'elle est d'une impossibilité aussi absolue que la communauté des biens. Quand même une nation qui s'établirait sur un territoire choisiroit cette forme d'exister , & partageroit également les héritages entre les familles qui la composent , en moins de cinquante ans l'inégalité se trouveroit établie

lui appartient : elle garantit à tous la liberté & la propriété absolue & indéfinie de leur personne,

d'elle-même : car elle procède nécessairement de l'inégalité des talens, des forces & de la conduite, du nombre des enfans, de la subdivision différente des successions, des accidens qui arrivent à une famille, de l'économie & de la bonne administration d'une autre. Il n'y a d'autre moyen de réduire les hommes à l'égalité, que de les réduire tous au plus étroit nécessaire, & même de leur défendre la culture, qui enrichiroit une famille plus que l'autre. Si chacun cultive le champ qui lui est échu, & qu'un homme se trouve hors d'état de faire valoir le sien, il faut qu'il le laisse en friche, ou qu'il soit autorisé à le vendre. Mais s'il a droit de le vendre, il faut qu'un autre ait droit de l'acheter, & dès-lors l'inégalité s'établit.

Si la propriété foncière est une institution contraire à l'ordre, en ce cas il ne faut chercher l'ordre social que chez les Hurons & les Algonquins.

Mais l'ordre social, s'il en existe un, doit être conforme à la nature de l'homme & à ses besoins. Or l'inégalité des propriétés foncières est nécessaire au maintien de la société : car il est bien d'autres professions que celle de la culture, qui ne seroient pas remplies, si tous les citoyens étoient occupés à la terre, & ces travaux procurent des moyens de subsistance à ceux qui les exercent, & réparent l'inconvénient de l'inégalité du partage des héritages. Celui qui bâtit pour le laboureur mérite de partager les fruits de son champ. Par ce moyen tous les besoins sont remplis, & tous les citoyens sont occupés, & vivent. C'est l'ordre de la providence & non l'institution humaine, qui a établi la distinction des riches & des pauvres. C'est lui qui a assigné sur la récolte la part de ceux qui ne labourent pas, mais qui se rendent utiles à ceux qui labourent. Quant à ceux qui sont hors d'état d'offrir leurs services en échange de leur subsistance, ce même ordre de la providence impose aux riches le devoir étroit de les assister. *Pauperes semper habebitis vobiscum.*

de leurs travaux, de leur industrie, de leurs richesses mobilières, & la faculté d'acquiescer. Elle garantit de même la propriété foncière à celui qui la possède : elle le rend dépositaire des fruits renaissans, & arbitre de leur distribution. Mais cette liberté qui dérive de son droit, ne blesse en rien celui que les autres hommes ont de les partager : car ils sont propriétaires au même titre, & vendeurs de leur travail, de leur industrie, de l'emploi de leurs richesses mobilières ; il est juste qu'ils les offrent en échange. S'ils ont un besoin indispensable de subsistances, celui qui veut augmenter ses productions & en jouir, a un égal besoin de leur secours, & il n'a pas plus le droit de gêner & de forcer leur travail, ou d'en fixer le prix, qu'ils n'ont celui de s'attribuer les productions, ou d'en restreindre la valeur.

Ce n'est que par ce commerce libre de travaux & de subsistances que peut s'opérer, de la manière la plus avantageuse à tous, la reproduction & la distribution des biens. Les lois de la liberté & de la propriété mobilière & foncière sont donc des lois primitives, essentielles, fondamentales de la société humaine ; lois parfaitement conformes à la nature de l'homme, à ses besoins & aux lois de la reproduction. L'ordre civil, qui n'est que d'institution

fécondaire, n'a aucun pouvoir sur ces loix : ce n'est pas lui qui les a établies ; leur infraction ou leur observation constitue, indépendamment de lui, la moralité des actions sociales, & décide du bonheur ou du malheur des hommes réunis. Elles gouvernoient les rapports qu'ils avoient entre eux antérieurement à l'établissement des sociétés civiles ; elles doivent les gouverner de même dans ce nouvel état : car elles ne dérivent ni d'une convention libre & révocable, ni d'une concession particulière, ni d'aucune autorité humaine : elles renferment *la justice par essence*, elles ont été données par le souverain législateur au plus parfait ouvrage sorti de ses mains. Admirablement combinées avec les deux natures qui le composent, elles contiennent également le bien moral & le bien physique. Par leur conformité avec les loix de l'ordre moral, elles assurent à l'homme doué d'une volonté libre & raisonnable, des droits convenables à un être capable de sentiment, de réflexion & de prévoyance : par leur conformité avec les loix de la reproduction, elles assurent en même temps à l'homme attaché à la terre par des besoins multipliés, les moyens d'y pourvoir : elles mettent tous ces droits sous la protection de la justice, en imposant à chacun le devoir de les respecter dans les autres :

& cette garantie , qui feroit si souvent blessée par les hommes pervers , violens & usurpateurs , si elle n'avoit pour appui que la justice , devient inviolable dans la confédération civile , sous la protection de l'autorité tutélaire & de la force publique dont elle dispose.

L'ordre civil n'est donc que l'application de ces loix primitives au gouvernement des nations : c'est toujours la justice qui doit ordonner & régir par les loix essentielles instituées à perpétuité par la sagesse suprême ; & dans l'ordre civil elle ne fait qu'emprunter l'appui de la force & de l'autorité , établies pour vaincre la résistance & punir les infractions. Le citoyen loin de rien perdre des droits qu'elle lui assure , & de n'en conserver une partie qu'en sacrifiant l'autre , en acquiert au contraire dans l'état civil une jouissance plus pleine , plus solide & plus entière (8).

(8) Ce n'est donc pas avoir une juste idée de l'état social , que de croire que l'homme en y entrant , ait sacrifié une partie de sa liberté & de ses droits pour s'assurer la jouissance de ce qui lui en reste. L'homme ne perd rien dans la confédération civile , il y porte tous ses droits , & il en acquiert la sûreté. Il est vrai qu'il contracte de nouveaux devoirs relatifs à cet état ; mais ces devoirs correspondent aux avantages qu'il trouve dans la société civile , ils en forment le juste prix , & ils ne restreignent en aucune manière l'exercice des droits qu'il y a apportés. Ses droits sont tous renfermés

Si l'histoire du passé & l'expérience du présent
semblent contredire cet empire souverain de la

dans la liberté de sa personne & dans la propriété mobilière & foncière. De ces droits primitifs dérivent par des conséquences nécessaires, le droit d'user librement de ses facultés intellectuelles & physiques, de choisir le genre d'occupation privée qui lui convient, de faire de ses talens & de ses richesses l'emploi qu'il veut, d'acquérir par des moyens légitimes, de s'obliger envers les autres & de les obliger envers lui par des conventions, d'acheter & de vendre dans l'état de pleine concurrence, de disposer de son vivant, de transmettre ses biens à ses héritiers légitimes, de se marier du consentement de ses parens, d'habiter où il juge à propos, de quitter la société en emportant ce qu'il possède, &c. &c.

Si nos institutions politiques & civiles ont mis des entraves multipliées à l'exercice de tous ces droits, ce ne peut être que par abus de l'autorité, abus qui dérive de l'ignorance des principes de l'ordre & de la nature de la puissance souveraine, qui n'est établie que pour procurer la garantie de tous ces droits, qui tous renfermés dans le mot de *liberté*, ne présentent rien qui ne puisse & ne doive avoir lieu dans l'état social, pour l'intérêt même de la société.

Qu'a donc à faire l'autorité souveraine par rapport à ces droits dont je viens de présenter quelques exemples? Rien autre chose pour la plupart que d'en laisser jouir les citoyens sans y intervenir, & d'être persuadée que ce qu'ils feront par la seule vue de leur intérêt propre, est ce qu'ils peuvent faire de plus avantageux pour la société, & qu'elle ne peut rien faire de plus injuste & en même temps de plus fâcheux que de vouloir restreindre leur liberté, diriger l'usage de leurs facultés, de leurs propriétés, de leur industrie, réglementer le commerce, &c. Quant à plusieurs autres de ces droits, l'autorité souveraine doit en régler l'exercice par des loix positives qui soient simples, avantageuses aux

justice , pour lui substituer la volonté des législateurs , & nous portent à croire que l'ordre

sujets , & qui aient leur raison dans les premières loix. Par exemple , elle doit fixer l'âge auquel un homme peut disposer de ses biens , le temps de l'émancipation & celui de la majorité : elle doit prononcer sur la tutelle , & elle devrait donner au pere le droit de choisir lui-même un tuteur à ses enfans , & n'y pourvoir qu'à son défaut. Elle doit apposer des formes aux conventions qui en constatent la date & l'authenticité. Elle doit fixer les cas où la preuve testimoniale peut être admise. (Et combien ne blesse-t-elle pas les droits essentiels des citoyens , lorsque par la rigueur des impôts qu'elle met sur les actes , elle les réduit à se priver souvent de cette authenticité). Elle doit établir des tribunaux à portée des sujets , régler les formes de l'administration de la justice , la faire rendre avec célérité , aux moindres frais possibles , par des gens capables & integres , &c. Elle doit régler l'ordre des successions de la maniere la plus conforme à l'ordre naturel. Elle doit ôter aux insensés & aux prodigues la liberté de disposer. Elle doit prescrire au mariage des formes publiques nécessaires pour le distinguer du concubinage , & pour assurer l'état des enfans : & si la différence du culte empêche une partie des citoyens de se soumettre aux actes établis par la religion dominante , elle n'est pas en droit de les y forcer , & de leur interdire le mariage auquel l'homme a droit par la nature ; mais elle doit établir pour eux une forme civile qui leur convienne. Elle doit conserver aux parens leur autorité légitime sur les mariages de leurs enfans , & en même temps présenter à ceux-ci une ressource contre des refus déraisonnables. Elle doit fixer les cas de l'exhérédation , & en général elle ne risque rien de beaucoup déférer à l'autorité paternelle. Elle doit laisser à chaque citoyen la liberté d'habiter où il veut , à moins qu'il ne soit chargé d'une fonction publique qui décide son domicile , & alors elle doit le forcer à y résider ou à y renoncer. Elle n'a pas le droit d'empêcher les citoyens de sortir

civil a pour objet de restreindre l'exercice de la liberté , de n'en accorder aux citoyens la jouissance que par mesure & avec précaution , de borner l'usage de la propriété , de diriger les intérêts particuliers , de les regler & de les soumettre à des loix positives : secouons un moment les préjugés qui nous obsèdent , écartons

du territoire , d'en emporter leurs biens , de vendre leurs immeubles , & d'en faire passer le prix avec eux , ou de les conserver , & d'en dépenser ailleurs le revenu. En effet , le citoyen n'est pas serf de la Glebe : il ne tient pas sa propriété du souverain : il ne peut enlever le territoire , mais il est maître de sa personne & de ses biens ; ce n'est pas par la force qu'il convient de retenir les citoyens , mais par le seul lien de leur volonté & de leur intérêt : & qu'on ne craigne pas que cette liberté n'engage à quitter la patrie. Le sol natal a un puissant attrait sur les hommes ; & c'est bien la faute d'un gouvernement , lorsque par une administration vicieuse & oppressive , il éteint en eux ce sentiment naturel , & les contraint de quitter à regret le pays qui l'a vu naître. Envain lorsqu'à force d'abus , de vexations & de désordres , il leur a fait naître le désir d'aller chercher un ciel moins rigoureux , entreprend-t-il de les retenir par des prohibitions ; les hommes trouveront toujours moyen de s'échapper & de fuir une patrie dont le séjour leur est devenu odieux. Si un souverain veut non-seulement empêcher les émigrations sans contrainte , mais acquérir de nouveaux sujets , qu'il admette le gouvernement de l'ordre , il verra les étrangers invités par la paix , le bonheur & la sûreté , accourir de toute part , & se ranger sous ses loix. Les colonies angloises où l'on jouit plus que partout ailleurs des droits d'homme & de citoyen , n'ont-elles pas vu leur population se former par des émigrations continuelles de toutes les parties de l'Europe , & s'accroître avec une rapidité prodigieuse ?

les faits qui nous dérobent la vérité , pour nous attacher aux principes qu'elle vient de nous découvrir.

Avant la société civile existoit la société naturelle & primitive; & cette société avoit pour loix la liberté & la propriété que nous avons reconnues être convenables à la nature de l'homme , à sa constitution , à ses besoins & aux loix de la reproduction. Les hommes ont-ils éprouvé des inconvéniens de ces loix , en ont-ils cherché les remèdes dans l'état civil ? N'ont-ils pas plutôt voulu en assurer l'exécution en les mettant sous la sauve-garde de l'autorité souveraine & de la force publique. Jettons les yeux sur la société civile , sur son organisation intérieure , & sur la distribution des richesses , & voyons si cet établissement a changé la constitution de l'homme ; s'il a substitué d'autres moyens de subsistance à ceux que la terre leur fournit ; s'il faut par conséquent à la confédération civile d'autres loix fondamentales , des loix différentes & contraires à celles que le créateur a jugées les plus convenables à la nature de l'homme , & que sa raison lui découvre.

La culture fut le berceau de la société ; elle rapprocha les hommes par la communication des secours mutuels ; elle les multiplia par la facilité & l'accroissement des subsistances. Elle

n'eut pas plutôt pourvu aux premiers besoins , qu'elle fit naître le désir de jouir , qui n'ayant plus de bornes , devint le plus puissant motif de travail. Mais la culture n'a pu enrichir les hommes sans leur faire éprouver un plus grand besoin de protection & de sûreté , & les forcer de chercher dans la confédération civile le seul moyen de mettre leurs propriétés à couvert des entreprises de la force privée , & d'assurer un pouvoir irrésistible aux loix de la justice.

C'est donc la culture qui a jetté les premiers fondemens de la société civile , qui s'est affermie & perfectionnée avec elle. Si elle ne faisoit que restituer ses avances , elle exigeroit le travail personnel de tous les propriétaires ; elle ne pourroit nourrir que deux classes d'hommes , ses agens & ceux qui s'employeroient à les servir en différens genres.

Mais dès qu'elle est soutenue par de plus fortes dépenses , & encouragée par les succès , elle donne bientôt un excédent au-delà de ses frais. L'existence de cette portion indépendante & libre dans son emploi , est proprement l'époque de la société civile. C'est alors que la faculté productive de la terre mise en état de culture , a pu être enchérie par des gens qui se sont chargés de la faire valoir à leurs risques , &

de payer un revenu certain au possesseur (9). C'est alors que ce possesseur a pu se dispenser de cultiver lui-même, qu'il a partagé les fruits sans contribuer à la reproduction par son travail, & sans lui faire tort, & qu'il a fait vivre sur sa dépense une quantité d'hommes qui se sont employés à le servir en raison de la portion des fruits qu'il a pu leur céder en échange de leurs travaux. C'est alors que la société a été complètement formée, qu'elle a pu entretenir une autorité tutélaire, & avoir un patrimoine destiné à payer la dépense publique, & à procurer la sûreté au-dedans & au-dehors.

La société dans cet état est composée d'une infinité de professions différentes : mais parcourez-les en détail; vous reconnoîtrez qu'elles se rapportent nécessairement à trois classes, distinguées entre elles par une division qui n'est pas hypothétique & conventionnelle, mais physique & indispensable. Vous verrez la

(9) La disette de fermiers qui se chargent de toutes les avances primitives & annuelles, & qui par leur concurrence, soutiennent la valeur locative des héritages, est une preuve certaine de la foiblesse & de la pauvreté de la culture dans un canton, & par conséquent de quelques vices intérieurs du gouvernement : car la culture tend par elle même à se perfectionner; & elle y parvient aisément, lorsque ses efforts ne sont point arrêtés par des obstacles étrangères.

reproduction fournir la matiere de toutes les dépenses ; sortir annuellement de la terre pour être annuellement consommée ; se partager en deux parts , dont l'une est avant tout prélevée & retenue par l'entrepreneur de culture pour le remboursement des frais qui ont fait naître le total , & qui doivent servir à obtenir la reproduction suivante , & dont l'autre libre dans son emploi est reçue par le propriétaire à titre de revenu , & par le souverain à titre de patrimoine public ; vous verrez ensuite que la dépense réunie des deux premieres classes qui partagent la reproduction entiere , servant à foudoyer la troisieme , qui n'a aucun droit direct au partage , paye tous les travaux subséquens à la culture , alimente & vivifie toute la société , & met en circulation la totalité des richesses renaissantes.

Il n'y a donc qu'une source commune de richesses , *la terre* : il n'y a qu'un travail productif de richesses , *celui de la culture* ; il n'y a qu'un emploi de richesses qui fasse renaître les richesses , *les avances de la culture*. Tout le reste ne présente plus que consommation , distribution , dépense , circulation , changement de forme sans accroissement de biens , parce que l'homme travaille seul , & que son travail n'est productif qu'en raison du fonds sur lequel il s'exerce.

Prenons donc bien garde de nous laisser séduire par de trompeuses apparences, & de nous arrêter aux effets en perdant de vue la cause qui les produit; comme si l'état civil avoit pu changer l'essence des choses. Tous ces travaux, qui paroissent n'avoir à la culture que des rapports éloignés, qui fournissent à leurs agens les moyens de subsister, & même de s'enrichir, qui font mouvoir tant de bras, qui alimentent l'industrie de l'ouvrier, & semblent créer de nouvelles richesses sous ses doigts ingénieux, qui payent les soins du négociant infatigable, qui mettent l'argent en circulation, & le multiplient en quelque sorte par la rapidité du mouvement; tous ces travaux qui rassemblent dans nos villes & dans nos ports une population si active, sont des branches qui n'ont pu s'élever & croître que sur le tronc de la culture, qui se dessèchent & tombent dès qu'elle cesse de les entretenir; & c'est la terre qui en nourrissant l'arbre, porte la vie jusques dans les rameaux les plus éloignés (10).

(10) Les travaux subséquens à la culture n'exigent aucun soin direct de la part des administrateurs, ni aucunes loix particulieres. Comme ils ne produisent par eux-mêmes aucunes richesses, mais seulement des frais, & qu'ils ne peuvent exister qu'en raison de la somme que les premiers copartageans de la reproduction peuvent

Comment

Comment les hommes ont-ils pu parvenir à élever des doutes sur cette vérité, & même à l'ignorer totalement, & à la contredire par toutes leurs institutions? Elle est d'une évidence physique, elle est attestée par toute la nature, par notre constitution, par nos besoins, par les moyens qui nous sont donnés pour les remplir, par toute notre existence qui ne se soutient que par le cercle non interrompu de consommation & de reproduction, par l'action du temps qui détruit peu à peu les objets les plus durables de nos jouissances, & nous force d'employer à les réparer une partie des biens que la terre nous fournit.

dépenser en leur faveur; ils ne peuvent jamais se multiplier ni s'étendre que par l'amélioration de la culture, & l'accroissement du produit net qui en est l'effet. C'est donc favoriser ces travaux de la manière la plus efficace, & la seule qui puisse leur être utile, que d'établir les loix les plus favorables à la reproduction.

D'ailleurs si l'on considère ces travaux en eux-mêmes, & la justice qui est due à leurs agents, on reconnoîtra qu'ils ne doivent être gouvernés que par les deux grandes loix de la liberté & de la propriété, qui assurent à chaque homme le droit de disposer de ses facultés, de son temps & de ses talens, d'offrir son travail à ceux qui peuvent le payer, de pourvoir à sa subsistance par les moyens qu'il juge à propos, d'accroître son bien-être par des voies légitimes, & de faire de ses richesses mobilières l'usage qu'il juge convenable. Par contre-coup plus ces travaux seront libres, plus ils deviendront indirectement utiles à la culture. C'est ainsi qu'en cette partie comme en toutes les autres, l'intérêt commun est toujours inséparable de l'observation de la justice.

Mais si la société civile doit son origine & son existence à la culture ; si elle ne peut tenir que d'elle son accroissement & sa prospérité ; si toutes les classes qui la composent ne vivent & ne subsistent que sur les fruits renaissans ; si leur sort est évidemment attaché au succès du premier travail ; comment pourroit-elle avoir un autre intérêt que celui d'une reproduction abondante qui fournisse , au-delà des frais qui l'ont fait naître , un grand produit net , partageable entre tous ceux qui n'ont rien à prétendre sur la première part (11) ? Comment lui faudroit-il

(11) Dès qu'il n'y a qu'une source de richesses , l'intérêt de tous est de l'accroître. Dès que tous ceux qui ne sont pas cultivateurs ou attachés à leur service , ne vivent que sur le produit net , l'intérêt de tous est que cette part de la reproduction soit abondante. Dès qu'elle ne peut être abondante qu'en raison des richesses employées à la culture , l'intérêt de tous est que la culture soit riche , & que ses reprises soient inviolablement assurées. Dès que la classe industrielle ne subsiste que par les salaires qui lui sont payés , l'intérêt de tout le peuple est que les propriétaires aient beaucoup à dépenser. Or ils ne peuvent dépenser qu'à proportion de ce qu'ils ont reçu , & ils ne peuvent recevoir sans détérioration , que l'excédent des reprises de la culture. L'intérêt de tous est donc que cet excédent soit considérable , non-seulement par la quantité des productions , mais aussi par leur valeur , laquelle doit être décidée par la libre concurrence : car sans la valeur , l'abondance ne peut produire qu'embaras , surcharge & misère. La société entière ne forme donc qu'un tout indissoluble , & son intérêt est simple , unique & indivisible.

d'autres loix que celles qui sont propres à favoriser ce grand intérêt ? Ne doit-il pas être consulté avant tout , puisqu'il renferme tout , puisque tout est bien lorsqu'il est rempli , que tout languit & souffre lorsqu'il est violé ? Comment pourroit-il y avoir des loix indifférentes ou arbitraires , puisqu'il n'en est point qui n'ayent un rapport plus ou moins prochain avec ce grand intérêt ?

Ce sont donc les loix physiques de la reproduction qui doivent gouverner les hommes , comme ce sont elles qui les nourrissent. C'est en les étudiant que le cultivateur découvre les procédés qu'il doit suivre dans son travail ; c'est en ne les contrariant jamais par des loix positives , que les administrateurs parviendront à établir la législation la plus avantageuse aux hommes réunis en société.

Ainsi l'Ordre social est un ordre de loix que l'homme faisant usage de sa raison , découvre être le plus propre , non à fertiliser la terre par des procédés physiques , & à multiplier directement les productions , (ce qui est l'objet de la culture) , mais le plus propre à engager les hommes par la vue & la connoissance de leur intérêt , par la pleine jouissance de leurs facultés & de leurs droits , à prendre tous les moyens que la nature leur indique , & à remplir les

conditions auxquelles est attachée l'abondance des récoltes ; le plus propre à rendre la propriété foncière la plus avantageuse qu'il est possible , à assurer le sort du cultivateur & l'emploi des richesses à la terre & pour la terre.

Le pouvoir de faire des loix ne peut donc appartenir aux hommes , ils ne pourroient qu'en abuser pour leur perte & leur malheur. Dieu se l'est réservé à lui seul : l'autorité qu'il leur donne ne contient qu'un pouvoir d'exécution & d'application & d'administration. Les loix positives ne doivent être que des loix pénales destinées à réprimer les crimes par la crainte d'une peine présente , ou des déclarations de conséquences ultérieures des loix de la justice appliquées au détail de l'administration , & toujours combinées avec les principes de la liberté & de la propriété nécessairement favorables à l'intérêt de la reproduction , & qui doivent être *la raison universelle de toutes les loix particulières* (12).

(12) Pourquoi voudroit-on regarder comme une prérogative du souverain le pouvoir de faire des loix arbitraires ? Quelle idée cette prétention ne donneroit-elle pas de l'autorité ? Le souverain sans doute peut se tromper ; les circonstances peuvent lui arracher des loix dont il sent lui-même l'inconvénient , & ces circonstances malheureuses ne se présentent que trop souvent dans l'état de désordre. Quelles qu'elles soient , c'est toujours dans chacune d'elles le mieux du moment

Qu'elle est grande la dignité du souverain considérée sous ce point de vue ! Que sa fonction

qu'il se propose. Mais la connoissance de l'ordre est faite pour l'éclairer dans toutes les opérations publiques, & pour le diriger, de manière à exclure la crainte de se tromper. Pour qu'elle lui permît de porter des loix arbitraires, il faudroit qu'il y eût quelques parties sur lesquelles elle ne pût lui fournir des raisons certaines de décision. Mais c'est ce qui est impossible, parce que l'ordre embrasse toutes les branches de l'administration, & s'applique à tous les détails. Le pouvoir législatif consiste donc à *déduire*, à *appliquer*, à *déclarer*.

Ces principes n'excluent pas les loix positives ; ils prouvent seulement que ces loix ne doivent pas être arbitraires dans leurs motifs. Il faut distinguer la disposition de la loi & la raison de la loi. Il est indispensable dans l'administration & dans la législation civile de déterminer une infinité de choses par des loix positives : mais la raison de ces loix ne doit pas être arbitraire. Par exemple, il est intéressant pour la propriété que les actes soient authentiques ; que leur date soit constatée ; que leur exécution soit assurée ; que la poursuite des droits & des actions soit soumise à des formes constantes ; que les regles du partage des successions soient fixes, &c. Voilà la raison des loix qui statuent sur tous ces objets, qui n'étant pas déterminés par eux-mêmes de telle ou telle manière, ne peuvent l'être que par l'autorité publique. On pourroit en rapporter une infinité d'exemples. Mais une loi dont la raison est purement arbitraire, ne peut être une bonne loi : car il ne se peut faire que dès qu'elle est inutile, elle ne gêne pas d'une manière plus ou moins directe l'exercice des droits de liberté & de propriété. Il faut en outre pour la perfection des loix positives, qu'elles remplissent leur but par les voies les plus simples & les plus propres à favoriser l'exécution facile des loix primitives dans leurs conséquences plus ou moins éloignées.

Quels retranchemens à faire dans la législation de

est sainte & sublime ! Ce n'est pas lui qui veut , qui ordonne , qui défend , c'est le souverain maître dont il n'est que l'organe : il est le ministre de ses volontés pour le bonheur des hommes & le dépositaire de ses loix. Sa fidélité à consulter cette divine législation qui comprend tous ses devoirs , à ne reporter aux hommes que les ordres qu'il y a puisés lui-même , l'élève , pour ainsi dire , au-dessus de l'humanité , le met à l'abri des égaremens de l'erreur , du danger de la séduction , des pièges de la cupidité , de l'inconstance des opinions , de l'impression des passions , des foiblesses de l'humanité , des caprices de sa propre volonté , des abus même involontaires du pouvoir , & le fait en quelque sorte participer à cette infaillibilité qui est l'apanage de celui d'où dérive comme de sa source toute lumière, toute vérité, toute justice.

C'est ainsi qu'il étoit digne de la sagesse & de la bonté divine d'assurer le bonheur & le fort des sociétés. Les hommes ont méconnu cet ordre si simple & si évident , cet ordre qui n'exige d'eux que de laisser agir la nature , &

tous les peuples , si on lui appliquoit ce principe ! En général pour se rapprocher de l'ordre , il y a infiniment plus à supprimer qu'à statuer. L'ordre est très-simple & la complication est la suite du désordre.

qui est prêt à les combler de biens , dès qu'ils cesseront de s'y opposer : ils osent conclure de leur ignorance que cet ordre n'existe pas , & en tirer un motif pour refuser de s'y soumettre lorsqu'il leur est annoncé. Que pouvoit faire de plus le souverain législateur , que de mettre ses loix sous leurs yeux , de les écrire sur la terre , & de les inviter à les suivre en attachant à cette condition leur intérêt présent & physique ?



TROISIEME DISCOURS.

DE la maniere dont les hommes sont parvenus à méconnoître l'Ordre.

LES loix physiques de la reproduction présentent la véritable base sur laquelle doit s'élever l'édifice de l'Ordre social. Hors de cette base vous ne trouverez que le sable mouvant & sans consistance de l'opinion arbitraire & versatile. Vous verrez les hommes uniquement d'accord sur les mots, convenir que le bonheur des citoyens est le but de l'association, & se partager à l'infini sur les moyens de le procurer; confondre perpétuellement le vrai & le faux; appeler bien ce qui est mal, & mal ce qui est bien; chercher le bonheur, & s'en éloigner par toutes les routes que leur ouvre l'opinion. Vous les verrez de concert rendre hommage à la justice, reconnoître son pouvoir; s'empresse de brûler l'encens sur ses autels; vain hommage, ils ignorent ses premières loix; ils n'en ont qu'une idée vague & confuse, qu'ils trouvent moyen de concilier avec les atteintes continuelles qu'ils lui portent; ils croient obéir à ses ordres

en décorant de son nom tout ce qu'il leur plaît de substituer à sa place.

Mais la route du bonheur n'est nullement arbitraire; & elle le seroit, si les bonnes intentions avoient le pouvoir de rectifier les fausses opérations, & de changer l'essence des choses. Le désir de faire du bien aux hommes, ce sentiment si respectable en lui-même, n'est couronné de succès que lorsqu'il est éclairé par la connoissance explicite de l'ordre. Est-il dirigé par l'opinion & séduit par le préjugé, il devient plus dangereux que les passions mêmes dont on peut se défier, ou qui n'aveuglent que pour un temps : il peut égarer l'administration sans ressource; la jeter dans un désordre d'autant plus difficile à réparer, qu'elle en ignore la cause, & l'aggrave encore en insistant sur les moyens qu'elle a choisis; dans un désordre qui la précipite souvent malgré elle dans des opérations forcées, que les fausses maximes qu'elle a adoptées ont préparées de longue main, que les circonstances du moment rendent inévitables, & dont elle sent elle-même le danger, sans pouvoir s'y soustraire.

Les premières sociétés qui se sont formées par un consentement libre & réfléchi, ont sûrement eu des notions assez distinctes des droits & des devoirs, & les ont puisées sans étude

& sans effort dans le sentiment intérieur. En effet, des hommes qui se réunissent pour étendre & assurer leur subsistance par la culture, fondent nécessairement leur association sur les secours mutuels qu'exige ce travail, sur la fidélité à exécuter les conventions, sur la justice primitive qui détermine les droits & les devoirs réciproques, sur la loi de la propriété qui attribue à chacun la portion du terrain qu'il a mis en valeur, & la libre jouissance des fruits qu'il y fera naître. Ces conditions essentielles, évidemment senties & avouées de tous, n'ont besoin pour être manifestes, ni d'une instruction particulière, ni d'une promulgation expresse, ni d'une autorité législative. Elles découlent de la nature des choses, & forment une législation complète, universelle, immuable, qui règle tous les rapports de la société, & à laquelle il ne manque plus qu'une sanction extérieure pour en maintenir l'observation.

Dans cet état naissant des sociétés presque toutes composées d'agriculteurs & de pasteurs, qui n'avoient entre eux que les rapports les plus simples, que des besoins bornés, qu'un commerce d'échange à leur portée, nulle idée étrangère, nul préjugé, nulle opinion fautive & compliquée ne pouvoient encore obscurcir l'évidence des loix si simples de l'Ordre social.

Aussi ne prirent-elles aucune précaution pour en perpétuer la connoissance exacte , & en développer d'une manière explicite toutes les conséquences. Pouvoient-elles croire que ces vérités pussent jamais être ignorées , & que les hommes réunis eussent d'autres ennemis à craindre que les attaques du dehors & les entreprises de la cupidité ? Et c'est la nécessité de s'en préserver qui donna lieu à l'établissement d'une autorité tutelaire & d'une force publique.

Mais bientôt mille causes cumulées se sont réunies, pour faire perdre de vue ces notions simples , & en écarter étrangement les hommes. L'autorité souveraine instituée pour maintenir l'observation des loix simples qui avoient présidé à la réunion , pour protéger la société au dehors, pour réprimer au dedans toute usurpation , toute violation des droits légitimes , a oublié le motif de son institution , & a passé les bornes de sa juridiction naturelle , au-delà desquelles il ne peut y avoir que désordre. Dès-lors les passions & les intérêts particuliers exclusifs ont commencé à gouverner tous les rapports , à porter le trouble dans le sein des sociétés , & à les diviser entre elles.

Au dedans la puissance tutelaire qui n'a qu'un pouvoir d'exécution , a entrepris de dicter des loix : elle a contrarié par des ordres arbitraires

injustes, oppresseurs, cette législation divine ; qu'il ne s'agissoit que de reconnoître , d'observer & de faire observer , & a porté dans les relations intérieures de la société un désordre légal beaucoup plus difficile à réformer ; que celui qui ne procède que de la violence.

Au dehors les loix de l'ordre ont été violées d'une manière plus sensible encore. L'amour de la patrie a pris un esprit exclusif qu'il ne doit point avoir. Chaque société s'est crue autorisée à regarder son intérêt comme contraire à celui des autres , & à circonscrire dans les bornes étroites de son territoire l'observation des devoirs que la justice impose. La qualité d'*étranger* a entraîné en quelque sorte l'idée d'*ennemi*. On n'a pas craint d'exercer au dehors les crimes & les violences qu'on jugeoit indispensable de réprimer au dedans ; de menacer l'indépendance & la propriété de ses voisins , & d'employer à l'attaque la force publique uniquement destinée à la protection & à la défense.

Les souverains plus flattés de se voir à la tête d'une armée , que de jouir des douceurs du repos que leur laissoit le gouvernement d'un royaume peu étendu , jaloux de se faire valoir , d'étendre leur domination , ou de s'enrichir par des courses & des rapines , n'eurent pas de peine à entraîner leur nation , à lui faire naître des

idées d'aggrandissement & de conquête , à la tourner du côté des armes , à lui inspirer l'amour de la fausse gloire , à l'accoutumer au brigandage , & à lui faire goûter cette maniere expéditive de s'enrichir. L'histoire sainte nous montre du temps d'Abraham , toutes les petites nations qui l'environnoient continuellement aux prises : & dans des temps bien postérieurs où l'Asie étoit occupée par de grands empires, l'Italie & la Grece n'étoient-elles pas partagées en une infinité de petites républiques ou souverainetés , qui n'étoient occupées qu'à se nuire & à se détruire.

Mais l'esprit de conquête qui porte le trouble & la désolation chez les autres , ne peut aussi manquer de jeter dans le désordre social la nation qui s'y livre. Que deviennent les notions de la justice & des devoirs qu'elle impose chez des hommes violens , usurpateurs , fiers de leurs succès , corrompus par la licence , par l'oïveté , par les rapines , & qui apprennent à ne plus connoître d'autre droit que la force , d'autre titre que la violence ? Croit-on qu'en rentrant dans le sein de la société , ils redeviennent aisément paisibles , justes , appliqués aux travaux utiles ; ils ont amené des captifs , ils les réduisent à l'esclavage , & les forcent d'exécuter les travaux de la culture. Croit-on qu'un souverain qui a inspiré à ses sujets le goût du

pillage , qui les a détournés des occupations tranquilles , qui les a aguerris pour en faire les instrumens de son ambition , qui a d'autant plus de besoins , qu'il a moins de modération & plus d'occasions de dépense , dont le territoire est appauvri par une culture moins active , ou par les ravages de la guerre ; se montre dans l'intérieur de la société un prince modéré , juste , attentif à procurer l'observation de tous les droits , à réprimer tous les excès , à protéger les foibles contre les hommes puissans qui l'ont aidé dans ses entreprises , à respecter lui-même la propriété , & à en consulter les intérêts & les droits dans la perception des secours qu'il exige.

D'ailleurs l'attaque nécessite la défense ; elle amene ensuite la vengeance & les représailles. Les succès & les revers se balancent : chaque territoire éprouve alternativement les horreurs de la guerre & du pillage : les villes sont prises & reprises ; les richesses mobilières & les troupeaux enlevés , les citoyens traînés en captivité : les nations s'affoiblissent & se ruinent à l'envi , jusqu'à ce qu'il s'en trouve une supérieure en force , en courage , en adresse , qui en subjugué plusieurs , & qui trouve dans cette réunion une nouvelle puissance qui la mette en état de pousser plus loin ses entreprises.

Ainsi se sont formés successivement les grands empires sur les ruines d'une infinité de petites nations agricoles, qui ont cru trouver leur avantage à être injustes envers leurs voisins, ou qui n'ont pas vu d'autre moyen de procurer leur sûreté, que de s'incorporer à des sociétés plus puissantes.

Les grands empires ayant plus de consistance, plus de forces, plus de moyens de se mettre à l'abri des insultes du dehors, auroient pu trouver plus de facilité pour admettre le gouvernement de l'ordre, & profiter de la sûreté extérieure pour s'occuper du bonheur des sujets, & établir sur la culture une base solide de leur puissance.

Mais de même que les richesses ne font qu'accroître la soif des richesses; l'esprit d'ambition & de conquête a continué d'agiter les empires comme les petites sociétés. Les guerres ont été plus durables & plus terribles en raison des forces & de la résistance qu'apportoient des nations égales en puissance. Toujours occupés de l'attaque ou de la défense, les peuples n'ont cessé d'être sous les armes, & leurs annales ne présentent que le triste exposé de leurs querelles, & des récits interminables de batailles & de sièges. Cet état violent les a jetés dans des dépenses excessives, qui ont appauvri le territoire, qui ont occasionné le déplacement de

la consommation , qui ont amené les impôts ruineux , les vexations , les déprédations , & tous les désordres d'une administration toujours maîtrisée par les besoins , entraînée par la nécessité des circonstances , & égarée par les fausses idées de gloire , & par l'ignorance du véritable intérêt social.

Les arts d'agrément & de décoration , qui ne sont pas toujours une preuve de la prospérité , qui souvent décorent des cadavres , & éblouissent une nation en lui cachant sous des dehors brillans l'épuisement où elle tombe ; les arts qui annoncent les richesses de quelques particuliers , & contribuent à l'appauvrissement général par le désordre des dépenses , lorsqu'ils sont le fruit de la grande inégalité des fortunes , plutôt que de l'aisance nationale ; les arts ont amené le goût de la magnificence , ont élevé des palais superbes , ont multiplié l'emploi des hommes & des richesses aux travaux stériles , ont concouru à l'oppression du peuple par l'excès des dépenses , & ont introduit le luxe des cours , bientôt imité par les nations.

Au milieu de ce faste imposant , les souverains énorgueillis de leur puissance , corrompus par leurs flatteurs , étoient-ils disposés à reconnoître des droits dans leurs sujets , & à se croire assujettis à des devoirs envers des hommes dont
ils

ils prodiguoient la vie & les richesses , soit à des travaux de décoration , soit à des guerres offensives : ils ne voyoient que magnificence autour d'eux ; pouvoient-ils soupçonner que leur nation fût mal gouvernée ? Etoient-ils rentés d'en rechercher les causes , & de porter leur attention sur l'état du territoire ? Il n'eurent pas de peine à se persuader que l'intérêt social étoit concentré en eux ; que l'autorité étoit leur bien propre , & que la nation étoit leur patrimoine : ils la gouvernerent comme leurs armées avec un sceptre de fer & par des commandemens arbitraires : ou s'ils ne voulurent pas prendre la peine de la gouverner , leurs ministres plus absolus encore , enivrèrent leurs maîtres de l'idée de leur grandeur , & les endormirent dans les plaisirs , pour s'emparer de l'administration , & s'approprier la réalité du pouvoir.

Toutes ces causes ont plus ou moins concouru à rendre les nations malheureuses ; à faire oublier les notions simples des droits & des devoirs ; à substituer de toute part la force à la justice , & l'arbitraire aux loix immuables de la nature ; & à rendre le désordre si étendu & si profond , que les meilleurs princes qui ont paru de temps à autre , comme un moment de calme au milieu des orages , n'ont pu parvenir qu'à soulever le joug sous lequel les hommes gémissaient ; & à

leur faire goûter un instant de repos par un gouvernement plus doux, mais dont la sagesse avoit pour base la modération personnelle du prince, & non des principes d'administration qui pussent se perpétuer, & assurer pour l'avenir le bonheur social.

Si quelques nations ont trouvé moyen de se soustraire aux rigueurs du despotisme, & de se donner une autre forme de gouvernement, comme ont fait les républiques de Grece & de Rome, en ont-elles été plus heureuses ? N'ont-elles pas été sans cesse agitées, soit par les guerres étrangères dans lesquelles l'ambition les a jetées, soit au-dedans, par la discorde civile, par la jalousie du pouvoir, par les factions : desorte que, dans le même temps que toutes les nations prétendues civilisées étoient écrasées par le despotisme, ou en proie à l'anarchie & aux dissensions intérieures, les peuples les moins malheureux peut-être encore, étoient les peuples du nord, les Gaulois, les Germains, les Scythes, &c. *Campestres melius Scythæ vivunt, & rigidi Getae*. On pourroit le conclure de cette incroyable population, dont le superflu se répandit enfin comme un torrent sur l'empire romain, l'inonda, & vengea l'espece humaine des insultes de cette république usurpatrice par principe, & conquérante par sa constitution même.

Ne craignons pas de le dire : c'est chez les nations civilisées que l'ordre a été le plus méconnu & outragé ; parce qu'il vaut beaucoup mieux n'avoir point de police , que d'en avoir une arbitraire , dirigée par les opinions , & par une législation humaine & versatile. Aussi le désordre social a-t-il toujours été en croissant en raison de ce que les sociétés ont cru travailler à se policer. En effet , à mesure qu'elles se sont aggrandies , que les fortunes sont devenues plus inégales ; que les villes se sont décorées , & ont dominé sur leur territoire ; que la culture a été négligée & regardée comme une occupation grossière ; que les arts de luxe se sont introduits , & ont provoqué le désir de jouir ; que le commerce extérieur en a ouvert de nouveaux moyens ; que le nombre & la variété des besoins ont multiplié les travaux & la faculté de s'enrichir ; que les citoyens en raison de ces occupations différentes , se sont divisés en un plus grand nombre de professions : tous les rapports de la société se sont compliqués ; les idées simples de la justice primitive se sont obscurcies ; les notions des droits & des devoirs se sont confondues ; l'intérêt social , qui consiste en un seul point , a été méconnu ; les loix de la reproduction & de la distribution des subsistances ont été contredites ; l'administration s'est crue obligée d'é-

tendre ses soins partout, même sur les détails qui en avoient le moins besoin, & l'autorité égarée dans ce chaos d'opinions erronées & d'intérêts discordans, a perdu la trace de ses obligations & de son objet ; elle s'est livrée à un régime arbitraire ; elle a multiplié les loix positives, les institutions, les ordres, les prohibitions.

C'est donc principalement depuis qu'elle a cherché à se perfectionner, que l'administration des sociétés s'est égarée. Les loix de l'ordre sont si simples, si faciles à saisir, & en même temps si favorables à la société, que sans en avoir une connoissance formelle & exacte, on est naturellement porté à les suivre. Mais l'idée de perfection séduit aisément les hommes : elle les engage à vouloir mieux faire que la nature, & à renchérir sur ce qu'elle prescrit. Dans les siècles sur-tout où les arts mis en oubli renaissent, où les sciences font des progrès rapides, où les découvertes se multiplient, où l'esprit humain prenant un nouvel essor, saisit avidement les moyens de s'instruire, porte une curieuse recherche sur tous les objets de ses connoissances, & fait effort pour en reculer les bornes, la science du gouvernement tend aussi à se perfectionner. Elle ne pourroit y parvenir avec succès que par l'étude approfondie de l'ordre, & par l'instruction.

générale qui répand dans une nation la connoissance des loix qui doivent la gouverner. Mais ce moment d'enthousiasme, où les hommes enflés de leurs découvertes & fiers de leurs progrès, ne se portent qu'au merveilleux, & veulent tout devoir au génie, n'est pas favorable pour ramener & fixer à des vues simples & aux loix de la nature, une science que son importance fait juger devoir être composée d'une infinité de rapports & d'intérêts, dont la combinaison est difficile à saisir. C'est sur la terre qu'il faut attacher ses regards pour découvrir la source des richesses, pour reconnoître les loix de la reproduction des substances & de leur distribution, & pour trouver les conditions sociales propres à les multiplier. Est-ce dans ce livre que nos savans & nos politiques iront chercher la science du gouvernement, & s'abaisser à en étudier les élémens ? N'est-il pas beaucoup plus satisfaisant de créer & d'imaginer, que d'observer ; de devoir ses lumières à ses propres réflexions, que de consulter la nature pour la suivre servilement, de faire des loix, que d'en recevoir ; d'établir des principes qu'on est maître de changer, de modifier & d'accommoder aux circonstances, que de se voir asservi à des principes immuables, dont on n'est pas libre de s'écarter.

Plus on se rapprocheroit de l'ordre , & moins il y auroit à gouverner ; mais le plaisir de commander est trop flatteur , pour qu'on ne cherche pas à en faire naître les occasions. Les administrateurs sont naturellement jaloux du pouvoir , & disposés à ramener tout à eux. Ils désirent de faire le bien , qui se feroit souvent mieux sans leur intervention ; mais ils veulent qu'on le leur doive , & qu'on leur en rapporte la gloire , & les raisons d'état ne manquent jamais de se présenter pour justifier leur zele.

On a donc prétendu perfectionner l'administration en entreprenant de tout gouverner ; en attirant à elle tous les détails , en proposant à chaque partie des inspecteurs & des surveillans ; en donnant beaucoup trop à l'autorité , non en pouvoir , car elle doit être irrésistible , mais en fonctions & en travail ; en la chargeant du soin de prévoir , d'ordonner & de régler , où il ne faut que laisser agir & se garder d'influer ; en voulant mesurer & diriger les intérêts particuliers dont chaque citoyen doit être l'arbitre souverain ; en exigeant le sacrifice de l'un en faveur de l'autre , tandis qu'ils ne se doivent autre chose que de ne se pas nuire ; enfin en multipliant les loix où il n'en faut point , parce qu'elles sont toutes faites ; en établissant une législation , lorsqu'il ne s'agit que d'exécution , & en

contrariant par mille institutions positives le cours de la nature.

On est ainsi parvenu successivement à monter une machine composée d'une infinité de ressorts, dont on s'est réservé de diriger le mouvement. Ces ressorts destinés non à seconder la nature, qui n'en a pas besoin, mais à la gêner & à l'asservir, s'embarraissent par leur nombre & leur opposition, compliquent l'organisation intérieure de la société, manquent à chaque instant & s'arrêtent. L'autorité est continuellement occupée du pénible travail de soutenir le jeu de cette machine, d'en raccorder les parties discordantes, & de perpétuer par une nouvelle impulsion le mouvement contraint & forcé qu'elle lui imprime.

Qui pourroit dans ce chaos retrouver les loix simples de l'ordre, qui ne demandent pour agir, que de n'être pas contrariées. Mais les hommes accoutumés à voir l'autorité tout faire & tout ordonner, croiroient presque tomber dans l'anarchie, si l'autorité éclairée sur ses véritables intérêts, se déchargeoit de tous ces soins qui lui sont étrangers, pour ne s'occuper qu'à procurer la sûreté la plus entière de tous les droits que les hommes tiennent essentiellement de la nature, & à les faire jouir du bonheur

social qu'ils ne peuvent trouver que dans l'observation de l'ordre (1).

(1) Ne croyons pas cependant que l'ordre ait toujours été aussi contredit, qu'il l'est aujourd'hui par nos polices modernes. Cette administration actuelle est fondée sur des loix positives, & ces loix ont une origine souvent bien nouvelle. Un grand nombre ne remonte pas plus haut que le siècle dernier; ce siècle si célèbre par les merveilles de l'art, par le progrès des sciences, & par la gloire éblouissante des conquêtes : mais celui où l'ordre naturel a été le plus contrarié, & où l'autorité a entrepris de tout voir, de tout ordonner & de tout régler. Or avant qu'il fût question de chacune de ces loix, il existoit une autre loi bien plus ancienne, & cette loi gouvernoit, sans que personne s'en mêlât, la partie que la loi positive a voulu depuis gouverner à sa place. L'ordre n'est donc point une nouveauté ni un système : il n'est point une nouveauté; car on ne peut en assigner la date : il n'est point un système, ou si l'on peut l'appeler ainsi, c'est celui de la nature qui présente l'état simple & nécessaire des choses, qui a lieu tant qu'il ne prend pas fantaisie aux hommes de venir le troubler.

La liberté regnoit souverainement, & la propriété assuroit à chacun la disposition de ses biens & de ses facultés, lorsque la loi positive est venue attaquer en mille manières ces deux loix.

Le fabricant travailloit de son mieux au goût & au choix du consommateur, lorsque le règlement & l'inspecteur sont venus lui ordonner la matière qu'il doit employer, lui prescrire la largeur de l'étoffe, & le nombre des fils qui doit en composer le tissu. L'ouvrier choisissoit le métier qui lui plaisoit, & l'exerçoit en qualité d'entrepreneur ou de compagnon, suivant ses facultés & les circonstances; lorsque la loi, sous prétexte de policer & de perfectionner les arts mécaniques,

Les hommes cependant ont toujours connu les deux termes qui pouvoient les conduire à

s'est avisée d'ériger le droit de travailler en une concession du souverain , de le soumettre à des formes & des contributions , de rassembler en un corps les ouvriers du même état , de leur donner des loix & des reglemens , de leur attribuer exclusivement tel genre de travail , de les mettre aux prises avec ceux dont le travail a quelque rapport au leur , & de leur donner droit d'appeler contravention , & de faire punir comme tel l'exercice naturel & imprescriptible de la liberté.

Toute espece de travail étoit permise à tous , lorsque la loi positive a introduit des exclusions , & que le privilège a envahi la liberté commune.

On vendoit & l'on achetoit de qui l'on vouloit ; lorsque la loi a établi des conditions & des restrictions.

Toutes les productions étoient à leur prix naturel ; lorsque l'impôt est venu se placer entre le vendeur & l'acheteur , & déranger les prix.

Les contrats se formoient par le seul consentement , lorsque la loi positive au lieu de se contenter d'assurer la date , & de donner l'authenticité aux actes , s'est immiscée dans certaines conventions pour en gêner les dispositions.

On héritoit & l'on partageoit également dans le degré le plus prochain , & chacun payoit sa part des dettes , lorsque la loi positive est venue déranger l'ordre naturel des successions , établir des prérogatives entre les enfans du même pere , exclure des parens plus proches pour appeler des parens plus éloignés , ordonner arbitrairement la contribution aux dettes.

On possédoit librement son héritage , avant que la loi municipale eût imaginé le principe que *nulle terre sans seigneur*.

On avoit des étalons & des jumens , & beaucoup plus qu'on n'en a aujourd'hui , & l'on élevoit des chevaux de toute taille & pour tous les usages , avant que la

la connoissance explicite de l'ordre , savoir les vérités de la morale , & les loix physiques de la reproduction , & en cela on peut dire que la

police des haras eût donné des loix coactives & prohibitives sur la génération de ces animaux nécessaires. La Franche-Comté , par exemple , étoit en possession de fournir une grande partie des remotes , & beaucoup de chevaux pour la culture. Le fruit de l'inspection qui y a été établie a été de tellement molester les possesseurs des jumens , que le meilleur parti à prendre a été de n'en plus avoir. Tel canton qui fournissoit autrefois 1500 chevaux , n'en a pas depuis donné cent. Tel étoit du moins l'état des choses , lorsque feu M. le comte de Laubersac , homme plein de droiture & de lumières , fut envoyé sur les lieux pour prendre connoissance de la situation des haras. En général , le parti que l'on prend de n'avoir que des chevaux fins pour étalons , & de forcer tout propriétaire de jument à ne faire saillir que par l'étalon de son arondissement , doit produire deux grands inconvéniens. Le premier est que pour le voiturage & même pour la charue , il faut des chevaux forts & épais , & qu'on ne tend qu'à avoir des chevaux fins , comme s'il ne falloit des chevaux que d'une espèce. Le second est qu'il est impossible que toutes les jumens d'un arondissement se trouvent appareillées avec l'étalon. Or de la conjonction d'un étalon fin avec des jumens de toute espèce de taille & de forme , il doit souvent sortir des chevaux mal conformés. Mais on veut mieux faire que la nature , & mettre dans ses ouvrages une uniformité qu'elle n'admet pas.

On plantoit des vignes & l'on faisoit du vin bon ou mauvais (il en faut à tout prix) , avant que des défenses , heureusement depuis mises en oubli , eussent mis des bornes aux plantations , & fait arracher des vignes plantées au-delà des limites ; & ces défenses avoient pour motif la crainte que l'espace ne vînt à manquer pour la culture du bled , dans un pays dont plus d'un quart est en friche , & plus de la moitié mal cultivée , & dans un

science économique ne présente rien de nouveau.
Que leur a-t-il donc manqué pour en déduire

temps où les prohibitions du commerce rendoient mauvais le métier de semer du bled.

On plantoit des pommiers en Normandie, & l'on en pouvoit faire du cidre, puis de l'eau-de-vie, & vendre cette eau-de-vie où & à qui l'on vouloit, avant que la loi, qui ne doit de préférence à personne, mais la justice à tous, eût défendu la sortie de ces eaux-de-vie, pour favoriser, dit-on, les pays de vignobles.

On navigeoit librement, & l'on mettoit dans la navigation toute l'économie que l'on jugeoit à propos, lorsque la loi a cru, pour le plus grand bien sans doute, devoir assujettir à des reglemens ce genre d'entreprise, qui n'en a pas plus besoin que les autres, & l'a renchéri de maniere, qu'il a fallu ensuite mettre des impôts sur la navigation étrangere, pour pouvoir en soutenir la concurrence.

On avoit des bois de construction, & beaucoup plus qu'on n'en a aujourd'hui, & les forêts étoient mieux plantées, avant qu'elles fussent reglementées & gouvernées par des tribunaux institués pour policer, c'est-à-dire, gêner cette espece de propriété, avant qu'il fût ordonné, par exemple, de laisser sur un arpent de taillis seize baliveaux, & avec le temps trente-deux, puis soixante-quatre, qui ne font jamais de beau bois, & qui étouffent le taillis, &c. &c. &c.

Enfin le système de gouvernement qui assureroit à tous la libre disposition de leur personne, de leurs facultés & de leurs richesses, sous la seule condition de ne point nuire aux droits d'autrui, & sous la protection de l'autorité tutélaire, est d'une grande antiquité, & il pourroit bien être respectable à ce titre : ou plutôt il faut que l'habitude de la contrainte ait acquis sur nous un terrible pouvoir, pour nous faire regarder comme une nouveauté & un système, l'observation simple de l'ordre & de la justice, & nous faire croire que tout tomberoit dans la confusion & dans l'anarchie,

l'ensemble de l'Ordre social? Rien autre chose que d'appercevoir la liaison de ces deux termes connus, de les rapprocher, d'en saisir les rapports, & d'en tirer par des déductions nécessaires, une science exacte & calculée. Faute d'avoir vu cette connexité, la justice leur a presque paru étrangère au régime des sociétés, ou n'y a été admise que comme vérité spéculative.

Les anciens philosophes nous ont donné de fort beaux traités de morale; mais d'une morale beaucoup plus abstraite que pratique; plus propre du moins à régler les mœurs du citoyen, qu'à fonder le bonheur d'une société; à former des sages, qu'à instruire des souverains; à inspirer des vertus aux administrateurs, qu'à leur fournir des lumières capables de diriger leur conduite. Ils nous ont donné des principes excellens sur la justice en général, sur la distinction du vice &

si les droits & les devoirs des hommes & tous les rapports qu'ils ont entre eux n'étoient gouvernés que par les deux loix de la liberté & de la propriété, & par des loix positives qui eussent *leur raison* dans ces deux loix.

Par cette légère esquisse de quelques-unes des atteintes portées à la liberté & la propriété, on peut juger du travail que se sont imposés les administrateurs en voulant régler ce qui n'a pas besoin de l'être, & de celui qu'ils s'épargneroient en laissant agir ces deux loix dans toute leur étendue.

de la vertu, sur la modération des passions, sur l'amour de la patrie. Mais ils n'ont pas vu tous les droits & les devoirs de l'homme relatifs à l'Ordre social. Ils se sont occupés de la vertu comme d'une perfection de l'ame & d'une qualité morale de l'homme intellectuel, & ils méritent à cet égard les plus grands éloges. Mais l'homme est composé de deux parties, par lesquelles il tient en même temps à la société; il doit être gouverné dans cet état par des loix morales & physiques, relatives à ces deux natures qui constituent son être. Non-seulement ces deux ordres de loix s'accordent parfaitement; mais ils sont si intimement liés par le rapport nécessaire que Dieu a mis entre eux, que l'homme ne peut parvenir au bonheur social, que par l'observation des devoirs que lui impose la justice; de manière que les loix de l'ordre physique deviennent pour lui une règle sensible qui le ramène continuellement à ce qu'exigent de lui les loix de l'ordre moral.

Les premiers principes du droit naturel en ce qui concerne la distinction du juste & de l'injuste, la nécessité d'une loi donnée par le créateur & promulgué par la raison, l'obligation qui naît de cette loi, la moralité des actions, ont été enseignées par les anciens philosophes, & développées avec plus de méthode par les

modernes. Ces grandes vérités sont si profondément gravées dans notre ame, qu'il n'a pas été possible de ne les pas voir, & de n'en pas tirer des regles de conduite privée.

Les philosophes ont donc prêché aux hommes les vérités morales ; il leur ont montré l'excellence de la vertu ; & certainement la vertu a une telle convenance avec la droite raison , que l'homme ne peut lui refuser son hommage : elle a par elle-même une beauté qu'elle tire de sa conformité avec l'ordre pour lequel nous sommes créés , elle ravit nos esprits, elle excite & enleve notre admiration.

Mais il est deux manieres d'amener l'homme à la connoissance des loix morales, & elles ne doivent jamais être séparées l'une de l'autre. La premiere à laquelle se sont bornés les philosophes, consiste à éclairer son esprit par l'éclat de la vertu ; à faire briller à ses yeux cette lumiere à laquelle il ne peut se refuser ; à lui montrer la convenance qu'elle a avec la volonté de Dieu , qui est la loi souveraine manifestée aux hommes par la raison. L'autre seroit d'agir en quelque sorte sur sa volonté, en même temps qu'on éclaire son esprit ; d'appeler au secours de la vertu l'intérêt, dont la voix est si puissante sur lui, & de lui montrer ce motif toujours déterminant, tellement lié avec l'observation

de l'ordre , qu'il ne peut le chercher ailleurs.

Or on ne peut y parvenir qu'en découvrant aux hommes le rapport des vérités morales avec l'ordre social , & la dépendance où est l'ordre social de l'ordre physique. Sans cette base la connoissance spéculative du droit naturel , tel que les philosophes l'ont enseigné , est absolument inefficace pour procurer le bonheur social.

Il falloit donc prendre l'homme par ses désirs , par son intérêt , & se servir de ces motifs pour le conduire à la vertu morale & civile. Il est amoureux de sa liberté ; il falloit lui montrer l'ordre comme en étant le garant. Il est jaloux de conserver sa propriété , & s'incorpore tellement les biens qu'il possède , qu'il les regarde comme faisant partie de son existence ; il falloit lui montrer l'ordre comme le protecteur de toutes les propriétés. Il est avide des jouissances ; il falloit lui montrer l'ordre comme la source de tous les biens , comme le vrai moyen de les multiplier. Il falloit réveiller en lui les idées les plus capables de déterminer sa conduite , & de l'exciter à l'amour & à l'accomplissement des loix sociales , en lui montrant la paix , l'abondance , les richesses , la prospérité , tous les biens compris dans la sphère de ses désirs , comme découlant tellement de l'ordre , qu'ils ne peuvent s'obtenir d'une

maniere solide & inaltérable que par lui. Il falloit lui montrer comment cet ordre renferme la justice par essence ; comment il régle souverainement toutes les relations des hommes réunis en société ; comment il statue toujours pour l'avantage de tous , sans exiger d'aucun le moindre sacrifice sur ses intérêts ; comment il établit les droits de chaque individu dans la position où il se trouve , & ne lui impose des devoirs qu'à proportion & en conséquence des droits qu'il lui assure ; de maniere que chaque devoir est corrélatif à un droit qui le produit ; que le droit ne peut être acquis qu'il n'en naisse un devoir de respecter le même droit chez les autres , & que l'homme ne peut jouir d'un droit quelconque , non-seulement sans être forcé de convenir de la justice du devoir que ce droit lui impose , mais sans appercevoir que la violation de ce devoir entraîne l'anéantissement du droit qui en est le principe.

Mais pour enseigner l'ordre de cette maniere , il falloit voir que Dieu ne s'est pas contenté de mettre dans le cœur de l'homme une pente naturelle pour la société , des affections d'attachement & de compassion , des sentimens de respect pour la justice & pour la vertu qui le portent à la sociabilité , & qui lui indiquent ses devoirs ; mais que de plus il a forcé l'homme
à la

à la société, en établissant sur ses besoins physiques & son intérêt présent, les loix qu'il lui imposoit dans cet état.

Les Stoiciens avoient suivi une route bien différente : ils avoient entrepris de conduire les hommes par le seul attrait moral de la vertu. Ils en avoient fait une abstraction métaphysique, en ne la représentant que sous l'idée trop vague & trop indéterminée du beau & de l'honnête : ils avoient en même temps outré ses préceptes, ils l'avoient rendue farouche & inaccessible. Mais pour diriger l'homme ; il n'étoit pas nécessaire de le dénaturer, de le dépouiller de ses affections, d'imposer silence à ses desirs, il faut seulement les régler, & lui faire trouver son intérêt solide & véritable dans l'accomplissement de ses devoirs. Pour lui faire goûter les avantages de la vertu, & sentir les inconvéniens du vice, il n'étoit pas nécessaire de soutenir que toutes les fautes sont égales ; il n'étoit pas nécessaire de nier l'existence des maux physiques. La raison & la nature se révoltent contre de si sublimes leçons ; le sentiment moral & physique plus fort que tous les argumens de l'école, les dément & se souleve.

Les philosophes ont donc pris une manière d'enseigner qui ne pouvoit être suivie d'aucun succès. Il ne s'agit pas de faire des hommes une

secte de contemplatifs , ni de les diriger par le sentiment abstrait de la vertu & de la difformité du vice , par le discernement de l'honnête & du deshonnête ; mais de faire des citoyens utiles à eux-mêmes & à la société , de les laisser s'occuper de leur intérêt , & de leur apprendre comment ils doivent le faire sans blesser celui d'autrui. Il falloit ramener les hommes à des idées plus simples & plus sensibles ; mettre les devoirs à leur portée , en leur faisant voir qu'ils dérivent des droits auxquels ils sont le plus attachés ; leur découvrir la justice inséparablement liée à leurs intérêts ; leur montrer qu'il n'est pas possible de leur assurer la jouissance de leurs droits , s'ils ne se soumettent à l'observation des devoirs. Il falloit les prendre par ce qui les touche le plus , par l'intérêt de la subsistance & le désir de la jouissance ; au lieu de les rebuter par des préceptes nus de vertu , de justice , de modération , il falloit leur dire , *soyons tous libres , tous riches , tous heureux , multiplions nos biens & nos jouissances* , & il falloit leur découvrir en même temps l'ensemble de ces loix qui constituent l'ordre évidemment le plus avantageux aux hommes réunis , le plus propre à leur procurer ces biens dont ils sont si avides , & leur montrer que l'auteur de la nature , qui est en même temps celui de l'ordre social , a tellement

combiné & concilié les loix morales avec les loix physiques de la multiplication des biens , que l'observation de *l'ordre* qui renferme *la justice par essence* , est le seul moyen de parvenir au bonheur physique.

Ce n'est donc pas uniquement par les sentimens moraux qu'il faut entreprendre de gouverner les sociétés. Ces notions que les hommes trouvent en eux-mêmes , sont trop peu développées dans la plûpart , trop étouffées par les passions , trop obscurcies par les fausses lumieres d'une raison sujette à la prévention , à l'inconstance & à l'erreur , pour qu'il soit possible d'établir sur elles seules un ordre social pratique , immuable , parfaitement conforme à la justice , & qui puisse déterminer dans toute circonstance les droits & les devoirs. Notre foible raison laissée à elle-même , est capable de justifier à nos yeux les plus grands excès , & toutes les décisions que l'ignorance & la cupidité nous présentent comme probables. Le sentiment que nous avons de la justice a donc besoin d'être guidé & dirigé par une théorie plus à la portée du commun des hommes , à laquelle leur intérêt sensible se trouve attaché , & qui une fois généralement établie par l'instruction , ne leur permette plus de s'égarer dans la fausse route de l'opinion.

Les vertus morales & civiles se réduisent à la justice qui les renferment toutes comme étant le principe. Mais la justice n'est pas l'ouvrage de l'homme, ni le fruit de sa sagesse & de ses méditations. Elle ne consiste pas dans des généralités, dans des spéculations abstraites, dans des déclamations vagues sur les passions, dans le renoncement à l'intérêt particulier, dont il peut résulter de belles dissertations philosophiques, & non des règles fixes de conduite & d'administration.

La justice essentielle & immuable, seul fondement du bonheur politique, doit avoir un point d'appui sensible pour devenir manifeste dans toutes ses conséquences aux hommes ignorans, aveugles, passionnés, sans quoi ils n'embrasseront souvent qu'un fantôme susceptible de toutes les contrariétés, flexible à tous les préjugés, & mobile comme les passions.

Ce point d'appui ne peut être que l'ordre physique considéré dans tous ses rapports avec nous, avec nos facultés, notre constitution, nos besoins. Il renferme les conditions nécessaires à la conservation, à la multiplication & au bonheur de la société : il se réduit à la loi de la subsistance ; loi à laquelle se rapportent d'une manière plus ou moins éloignée les conventions sociales ; loi qui nous parle par la voix de notre

intérêt présent , qui contient non pas directement , mais par une suite de déductions nécessaires les notions exactes de nos droits , l'étendue de nos devoirs , leur réciprocité , la nécessité de l'association de nos travaux , de la réunion des secours & des services , de la fidélité à observer les engagements libres de cette réunion : loi qui bien étudiée , dirige sûrement l'intelligence de l'homme , & le conduit à l'ordre social , le plus avantageux à tous , le seul conforme à la justice , le seul qui ne puisse être arbitraire , parce qu'il ne peut jamais prescrire que ce qu'exige l'ordre de la culture qui renferme éminemment tout l'intérêt social.

Cet ordre physique , véritable base de l'ordre social , fait partie de l'ordre naturel & universel de la création , qui constitue les êtres ce qu'ils sont , qui fait leur destination , qui détermine leur nature , leur durée , leurs moyens de conservation & de perpétuité. Tous les êtres obéissent par impulsion , par instinct & par une force irrésistible aux loix que leur a imposé le créateur , & rendent un hommage inanimé à sa sagesse suprême. L'homme doué d'intelligence lui doit un hommage réfléchi , & une soumission volontaire & délibérée. Mais l'homme fier de sa dignité & de ses facultés , croit se suffire à lui-même : il entreprend de se donner des regles de conduite , sans étudier

celles qui sont préordonnées par le créateur : il voudroit en quelque sorte dominer l'ordre physique même par des institutions qui le contrarient, & le soumettre à une législation dictée par l'ignorance & le hasard, & guidée par les fausses lumières d'une raison présomptueuse.

Mais l'ordre physique est inflexible, & ses lois impérieuses ne se prêtent point au caprice de l'homme. Il abuse de sa liberté pour le contredire par un régime arbitraire contraire à l'intérêt de la reproduction : il viole par ignorance & par injustice les conditions sociales qu'exige l'ordre physique pour lui accorder le bonheur qui est l'objet de ses travaux & de ses devoirs ; mais il ne peut rien changer à ces conditions, & ne parvient à y substituer que le désordre.

Le concours des travaux dont la nécessité est démontrée par l'ordre physique, établit entre les hommes la société naturelle qui se forme & se perpétue d'elle-même par des conventions libres, par des échanges continuels de productions, de services, de travaux & de salaires, par un partage des fruits renaissans qui met en circulation les récoltes, en soutient la valeur, & remplit tous les besoins.

La société naturelle n'est donc qu'un enchaînement de droits & de devoirs résultans les uns des autres, une réunion de forces, de

facultés, de moyens, qui a pour dernier terme la récolte & la distribution des subsistances, un cercle non interrompu de reproduction & de consommation constamment entretenu par la fécondité inépuisable de la terre qui sollicitée par les travaux & les dépenses, alimente tous les individus, & fournit à toutes les jouissances. Cette société va d'elle-même par le concours des intérêts particuliers qui tant qu'ils ne sortent pas des bornes prescrites par la justice, opèrent l'intérêt général, comme la nature tend à l'accroissement & à la multiplication des êtres. Elle seroit complète, & l'ordre social naturel suffiroit pour assurer son bonheur, si l'homme n'étoit injuste, violent & plein de passions. Mais souvent il veut s'attribuer plus qu'il ne lui est dû : il cherche à prévaloir, il attente à la liberté & à la propriété d'autrui, il s'efforce de procurer son bien être aux dépens de celui des autres, il pèse dans une balance inégale ses droits & ses devoirs, & l'instruction même qui met entre les hommes une si grande différence, n'est souvent pas un frein capable de réprimer ses excès, & de le ramener à son devoir. L'homme social a donc deux besoins essentiels : celui de l'instruction pour guérir son ignorance, discerner ses droits & apprendre ses devoirs, & celui de la protection pour se garantir des

passions d'autrui & des entreprises de la cupidité usurpatrice. La société naturelle qui pourroit absolument gouverner tous les rapports entre des hommes instruits , raisonnables & justes , ne suffit donc pas pour les hommes tels qu'ils sont : il lui manque une condition essentielle à sa tranquillité & à sa durée , *la sûreté pleine & entière.* Il lui faut une sauve-garde toujours présente, dont la protection permette à chacun de s'occuper paisiblement de ses intérêts particuliers , & réprime toute invasion , toute lésion , toute injustice. La société naturelle a besoin d'être affermie & soutenue par la confédération civile. Mais le corps social ne restera pas toujours assemblé pour être en état de protéger ses membres , & s'acquitter envers eux de la garantie qu'il leur doit. Il est forcé de se décharger de ce devoir par la cession du droit qui y est corrélatif. De là l'établissement de la puissance souveraine : elle n'est instituée que pour être l'appui de la société naturelle : son devoir est de veiller , de garder , de protéger , de réprimer : son droit est d'être obéie & pourvue des moyens d'atteindre son but.

La souveraineté est donc toute entière dévouée au maintien de la justice , & c'est sans doute son plus bel attribut , c'est ce qui doit lui concilier le respect & l'attachement ; elle n'existe

que par la justice & par le besoin que les hommes en ont. Dans ce cercle parfait sont circonscrits ses droits & ses devoirs : elle ne peut aller au-delà, ni s'en écarter autrement que par abus, par erreur, par l'ignorance de ses véritables intérêts : sous sa direction la société conserve tous ses droits, & en acquiert la sûreté. La justice après l'institution de la confédération civile reste ce qu'elle est essentiellement, la règle universelle des rapports que les hommes ont entre eux, la loi suprême du souverain & des sujets, la mesure exacte du commandement & de l'obéissance. *Ses préceptes développés constituoient l'ordre social naturel, ils continuent de constituer l'ordre social civil ; ces deux ordres qui n'en font qu'un, ne sont distingués que par la sanction extérieure ajoutée aux lois de la justice, & l'un & l'autre ont pour base évidente l'ordre physique.*

C'est cette liaison intime entre les lois de la justice qui renferment les droits & les devoirs de l'homme social, & les lois de la reproduction & de la distribution des subsistances que les philosophes n'ont pas fait, & c'est en cela que la science économique est vraiment nouvelle. C'est par cette découverte qu'elle présente aux administrateurs un point d'appui physique & sensible qui les met à l'abri

de tous les écarts de l'erreur & de l'opinion ; en soumettant toutes leurs opérations à un calcul aussi simple qu'infailible.

La morale d'homme à homme a donc toujours été connue d'une manière assez exacte , parce qu'elle est composée de rapports plus directs & moins étendus. Mais la morale civile & politique a paru d'un autre genre. Les hommes y ont porté la fausse opinion que les règles de la justice n'y étoient pas toujours applicables. Ils sont partis du principe très-vrai, que le premier devoir des administrateurs étoit de procurer le bien de la société par tous les moyens possibles : & ils y ont mêlé le principe très-faux, que dans le fait on pouvoit souvent procurer le bien public par des moyens qui n'étoient pas conformes aux règles ordinaires de la justice, & que dans le droit elle admettoit ou devoit admettre ces moyens en faveur du motif. Faute d'avoir saisi la chaîne indissoluble qui lie étroitement les loix de la justice à celles de l'ordre physique , ils ont pensé que les droits de liberté & de propriété que la justice assure aux sujets , & dont elle confie la garantie aux souverains , devoient être subordonnés à l'intérêt commun , & ils n'ont pas vu que cet intérêt ne peut se trouver que dans la manutention exacte de ces droits. On a de cette manière

admis & reconnu deux sortes de justice : l'une vraie & littérale qui assure à chacun ce qui lui appartient , l'autre d'invention purement humaine, & qui permet en certains cas de toucher à ce que la première ordonne de respecter. On est convenu que de citoyen à citoyen , les droits respectifs devoient être sacrés, & que l'autorité étoit instituée pour les protéger par le moyen des tribunaux ; encore comment ce devoir a-t-il été rempli ? Mais l'administration a été regardée comme une partie d'un ordre supérieur, & dans laquelle les règles de la justice distributive ne doivent plus avoir lieu, parce que les décisions qui en émanent ne statuent qu'en général & par des vues d'utilité commune. A la faveur de cette distinction , l'autorité qui se fait gloire d'être établie pour le maintien des propriétés & des loix de la justice, se croit fondée à borner son devoir à la protection d'homme à homme, & à la défense publique contre les attaques du dehors, & se réserve le pouvoir de gêner & de restreindre les droits de liberté & de propriété dans les différentes parties de l'administration intérieure (2).

(2) C'est ainsi, par exemple, que s'est établi ce régime destructeur, que nous avons appelé *la police des grains*, & que nous avons admiré long-temps comme l'effet de la plus sage prévoyance. L'administration a

Mais dès que les hommes se permettent une fois de franchir les bornes que la justice a posées ;

gru qu'il étoit de son devoir de s'occuper directement du détail de la subsistance des sujets , & de s'emparer de la balance du commerce , pour procurer la modération du prix en faveur du peuple , & ensuite pour favoriser le travail de la main d'œuvre , qu'elle a regardé comme une source de richesses. On n'a pas manqué de raisons pour justifier ces atteintes portées à la liberté & à la propriété : elles ont paru non-seulement spécieuses , mais décisives.

On a dit qu'à la vérité la liberté est favorable au commerce ; mais qu'il en est autrement des grains , que de toute autre production ; que cette denrée est trop nécessaire pour en permettre l'écoulement ; qu'on doit veiller à ce qu'elle soit toujours à la portée du peuple ; que son intérêt doit être balancé avec celui du cultivateur & du propriétaire , &c. Enfin l'on a réclamé ce grand principe , *salus populi suprema lex esto*. Mais ce principe est lui-même assujéti à un principe supérieur , qui est celui de la justice & de la propriété. Mon champ est à moi , & dès-lors les productions qui en naissent m'appartiennent au titre le plus légitime : l'emploi que j'ai fait de mon champ à telle production , ne peut préjudicier au droit que j'ai de disposer des fruits. Rien ne peut altérer ni restreindre l'exercice de ce droit rigoureux. Ma propriété ne doit rien à personne. C'est pour me l'assurer que je suis entré pour ma part dans la confédération générale , & que je contribue aux charges publiques. Me forcer de la partager , c'est m'en dépouiller en partie ; c'est faire qu'elle cesse d'être à moi , telle qu'elle m'est garantie. Or quiconque veut que pour son avantage vrai ou prétendu , je perde une partie du prix possible de ma denrée , usurpe une portion de ma propriété. L'autorité qui a promis sa protection à tous ceux dont la propriété seroit attaquée , doit réprimer cet acte ennemi. Si c'est d'elle-même qu'il procède ; si elle tourne contre moi un pouvoir tutélaire de sa nature ,

qui sera capable de les arrêter ? L'intérêt public paroîtra-t-il une barrière propre à les retenir ?

elle agit contre la loi de son institution , & met aux prises des intérêts qu'elle devoit concilier en les soumettant à la justice.

Mais puisque la liberté du commerce est une des premières loix de la justice, il est indispensable qu'elle soit conforme au véritable intérêt social. Aussi est-il facile de faire voir que vous violez l'intérêt même du peuple , lorsque prétendant le favoriser , vous vous écarterez de l'ordre par les vues étroites d'une fausse commisération. Votre intention doit être de multiplier cette production de première nécessité ; mais en avilissant le prix par l'effet des prohibitions, vous en ôtez les moyens ; vous rendez l'état du laboureur incertain & dangereux ; vous faites ce qui est en vous pour le forcer d'abandonner la culture d'une production dont vous ne lui permettez pas de disposer librement , & d'employer ses facultés à d'autres entreprises. Mais l'abondance ne naîtra pas de cette opération , & vous agissez directement contre le salut du peuple que vous vous proposiez.

D'ailleurs tout se correspond ; tout est lié, tout a son appui dans l'ensemble de l'ordre. Le pain est de tous les biens que le travail fait naître , le plus nécessaire à l'homme. Tous les différens travaux sont en contrepois par le droit naturel de la rétribution. Retrancher sur la rétribution du travail , qui fait naître le pain , c'est rompre l'équilibre de la rétribution. Celle du travail qui fait naître le pain , ne pourra plus se maintenir dans la balance de l'échange avec la rétribution des autres travaux. Ce travail sera donc abandonné. Si l'équilibre se rétablit par l'abaissement général de la rétribution , la pauvreté s'étendra sur tout le territoire. Cet équilibre ainsi rétabli au-dedans par la misère générale, ne se trouve plus au-dehors : il a anéanti les forces de la nation qui se trouve moins en état de résister aux forces des nations voisines , & qui perd nécessairement dans les autres parties du commerce qu'elle peut

Mais leur erreur consiste précisément à vouloir le procurer autrement que par l'observation exacte de la justice, & c'est ce qu'elle ne peut leur permettre. Cette barrière est leur ouvrage; qui déterminera où elle doit être placée? Qui les empêchera de l'avancer ou de la reculer à leur gré? Elle ne pose que sur l'opinion; est-il rien de plus arbitraire & de plus variable? Ce qui paroît aux uns ou dans un temps l'intérêt public, paroît le contraire aux autres ou dans un autre temps.

Il n'y a donc plus de règle : l'administration sans guide & sans appui se livre au cours des circonstances. Souvent elle sera entraînée malgré elle & forcée de céder à la nécessité qui la presse. Il s'établit une morale de convenance qui fait faire plier la justice à ce qu'on qualifie de *raison d'état*; & cette raison d'état, chaque administrateur ne la voit qu'à travers de ses opinions; il appelle intérêt public ce qui se

faire avec elles. L'autorité par cette fausse opération détruit elle-même sa puissance, les richesses & la population de la nation qu'elle gouverne. Il seroit en outre aisé de faire voir que la liberté indéfinie est non-seulement favorable à l'intérêt de la culture, mais encore en tout état de cause à celui du consommateur, & qu'en cas de cherté, elle est le seul moyen de modérer le prix en sa faveur. Voyez le discours qui est à la fin de cet ouvrage

trouve conformes à ses vues , à ses projets , aux principes qu'il se forme lui-même , ou qu'il a trouvés reçus.

Dans l'état de désordre , les passions ne voient rien qui les gêne ; elles peuvent se déployer en liberté , donner des conseils & influencer sur les délibérations , sans même se laisser appercevoir. Elles sont des guides d'autant plus dangereux , qu'elles savent se dérober aux yeux de celui qu'elles font agir : elles n'ont pas de peine à lui persuader que le sentiment qui leur plaît est le plus utile à la société , & à justifier ainsi l'acquiescement qu'elles lui suggèrent. Que les administrateurs sont à plaindre ! Avec les intentions les plus droites , il est presque impossible qu'ils ne s'égarent ; ils sont environnés de dangers & entourés de précipices. Ils ont à se défendre non-seulement de leurs propres passions , mais encore des pièges que leur rend de toute part la cupidité , qui excelle dans l'art de colorer ses prétentions de raisons spécieuses , de travailler pour elle-même en paroissant ne s'occuper que du bien commun , & dont les artifices sont d'autant plus difficiles à démêler , que personne ne peut assigner en quoi consiste l'intérêt social.

L'art de gouverner les hommes , cet art si sublime & si simple pour quiconque possède la

connoissance de l'ordre , n'est donc plus qu'un art conjectural , soumis à la variété des circonstances , fondé non sur l'ordre & sur la justice , mais sur des principes arbitraires , introduits par l'usage , ordinairement suggérés par de fausses vues , & souvent par la cupidité (3). L'habitude

(3) Si en convenant de la vérité d'un principe général , tel que celui de la liberté du commerce , on se croit autorisé d'y admettre une foule d'exceptions , autant vaut-il nier tout-à-fait le principe. N'est-ce pas lui enlever toute son efficacité ; n'est-ce pas le réduire à n'être qu'une vérité spéculative & sans conséquence dans la pratique , que de soumettre son application à l'examen des circonstances & des faits ? Ce sont les faits qui gouverneront définitivement , si l'on croit pouvoir en tirer des raisons pour s'écarter des principes , & l'administration qui consiste dans la pratique , sera dépourvue de toute règle , puisqu'elle n'en aura d'autre que les faits qui sont de nature à être vus suivant que chacun est affecté.

Mais n'avoir pour motif de décision que les faits , c'est s'abandonner au hasard. Les faits doivent être jugés d'après les principes , & ne peuvent jamais en servir. Les exemples qu'on peut alléguer sont bons ou mauvais , utiles à suivre ou dangereux , suivant qu'ils sont conformes ou contraires à la règle. En vain voudroit-on dire que l'expérience qui est un résultat de faits , peut servir de guide , encore faut-il avoir des principes auxquels on puisse la comparer , & apprécier ses effets.

C'est ainsi cependant qu'une infinité de gens ont raisonné dans la question de la liberté du commerce des grains. Tout le monde convient , comme d'un principe général , que la liberté est l'ame du commerce ; mais on a dit que ce principe n'étoit pas applicable , lorsqu'il s'agit de la denrée du premier besoin. On a dit encore , la liberté est utile au commerce : mais dès qu'il s'agit de
 ensuite

ensuite érige en maxime ce qu'elle a vu pratiquer, & l'opinion publique se forme sur la conduite des administrateurs, parce que l'autorité se concilie aisément les suffrages, & que l'approbation se confond avec l'attachement qui lui est dû. Le préjugé s'établit sur les faits, & ne permet plus de porter l'examen sur ce que l'usage a consacré.

la subsistance ; ce n'est pas le commerce en lui-même qu'il faut considérer, mais l'intérêt du peuple qui n'a aucune part à ce commerce.

Les gens qui ont pris un avis mitoyen ont dit : la liberté même dans le commerce des grains est bonne à un certain point ; mais elle ne doit pas être indéfinie, il faut la modifier suivant les circonstances, & tenir la balance entre les deux extrêmes.

Mais lorsqu'il a été question de trouver ce juste milieu, que rien ne peut déterminer, de convenir du degré de liberté qu'on peut accorder, de l'étendue & du genre de restriction, qu'il est à propos d'y opposer ; c'est alors qu'on a vu tous ces partisans de la liberté modifiée se diviser & se subdiviser à l'infini, approuver tel moyen & rejeter tel autre, & se partager tellement, qu'il n'existeroit pas l'ombre de liberté, si l'on réunissoit tous les moyens proposés pour la restreindre.

C'est ainsi que dès qu'on s'écarte de la règle, il n'est plus rien de fixe ni de certain : l'arbitraire est sans bornes. On ne fait que remplacer une prohibition par une prohibition, & remédier à un mal par un expédient aussi fâcheux. On adopte les contradictoires, on veut & l'on ne veut pas ; on desire & l'on craint ; on ordonne & l'on défend ; on provoque & l'on arrête ; on ouvre & l'on ferme ; on voudroit trouver des ressources dans le commerce, & l'on gêne ses opérations ; on semble l'inviter à marcher, & on l'accable de chaînes.

La vérité est une lumière qui est hors de l'homme. Sa raison n'est pas la lumière : c'est une faculté qui sert à la découvrir , & qui ne la trouve que par la voie de l'examen & de la réflexion. Si cette faculté ne s'applique pas à la recherche de la vérité , & plus encore si elle est préoccupée & viciée par l'exemple & le préjugé, non-seulement elle ne l'apperçoit pas , mais elle saisit l'erreur en sa place , & lui donne son consentement. L'homme se crée alors des principes à lui-même : il devient le jouet de ses caprices & de son inconstance ; il s'abandonne aux fausses lueurs qui se présentent à lui ; il accède aux raisonnemens captieux dont rien ne lui découvre le faux , & ne s'étudie plus qu'à les décorer des dehors de la vérité.

C'est ainsi que se sont établis tant de faux principes d'administration sur le commerce , sur l'industrie , sur l'impôt , sur le crédit public , sur la balance du commerce , &c. dont les effets ont été si contraires à l'intérêt de la reproduction , ont détourné de la terre les hommes & les richesses , pour les porter vers les emplois stériles , ont détruit les avances de la culture , ont appauvri & dépeuplé le territoire ; ont ruiné à l'envi toutes les nations modernes , les ont surchargées de dettes , ont épuisé leurs ressources , ont suscité entr'elles des jalousies de commerce

& des guerres terribles , pour favoriser l'intérêt exclusif de quelques marchands , contre l'intérêt commun & respectif des nations agricoles.

Ces principes une fois admis ont été poussés à perte de vue. Une premiere faute devient non-seulement un exemple dangereux , mais une espece d'engagement pour la suite. Le désordre tendant toujours à s'accroître , fait naître des inconvéniens qu'on ne pourroit faire cesser qu'en revenant généreusement sur ses pas , & qu'on aggrave en insistant sur la cause. C'est le propre des loix défectueuses d'appeler à jamais des loix plus défectueuses encore à leur secours. Une prohibition amene à son appui de nouvelles prohibitions. Une interdiction de commerce de nation à nation est suivie de représailles : la communication repoussée & grevée de toute part , cesse de soutenir la reproduction , & est réduite à un filet imperceptible entretenu par la contrebande. L'impôt d'abord placé hors de sa base naturelle , attaque les richesses destinées à féconder la terre , & ronge imperceptiblement la racine de l'arbre qui le nourrit : il devient par là une cause nécessaire & intarissable de nouveaux impôts qui nuisent à ceux qui subsistent , & accélèrent encore la ruine : l'insuffisance de l'impôt conduit à l'emprunt , & les arrérages de la dette en épuisant

le revenu public, nécessitent à leur tour des accroissemens d'impôts.

Tous ces maux dérivent nécessairement les uns des autres : mais tant que l'ordre est inconnu, la cause en est cachée, & les hommes s'agitent en vain pour en arrêter le cours. Une faute capitale en fait d'administration, forme le premier anneau d'une chaîne progressive de fautes inévitables. On ne fait plus que parcourir un cercle fatal de maux & de remèdes contraires aux maux. Chaque démarche est une nouvelle chute, & les efforts que l'on fait pour se relever, ne servent qu'à engager de plus en plus dans le précipice. Il sembleroit que le bonheur des hommes & leur intérêt étant si intimement liés avec la connoissance des loix de l'ordre, auroient dû les y conduire naturellement, & leur interdire la possibilité de se tromper. Il sembleroit du moins que l'expérience des malheurs, qui sont infailliblement l'effet & la punition de l'interversion de l'ordre, devroit les y rappeler. Mais l'homme n'est si clairvoyant que sur son intérêt personnel, & il ne regarde comme tel, que celui qui se trouve renfermé dans la sphere étroite qui le touche immédiatement. Il cesse d'être éclairé sur son intérêt, lorsqu'il le partage avec d'autres, parce qu'il ne le regarde pas alors comme lui étant

propre ; la part que les autres y ont , lui fait oublier la sienne , de maniere qu'en général il semble à chacun *que l'intérêt commun ne renferme que l'intérêt d'autrui.*

L'ordre réunit à la vérité tous les intérêts ; mais seulement les intérêts légitimes ; il exclut & réprouve tout moyen d'acquiescer par usurpation sur les droits d'autrui. Il n'est donc point étonnant que la cupidité qui ne voit & ne consulte que son avantage présent , ait profité de toutes les circonstances , pour jeter des doutes & de l'obscurité sur les vrais principes de l'administration , pour faire prévaloir les opinions qui peuvent lui être utiles , & épaissir par degrés la nuit des préjugés qu'elle a contribué à répandre. Elle n'eût pas réussi sans doute , elle ne l'eût pas même tenté , si l'ordre dont les loix si conformes à la constitution de l'homme se font naturellement obéir , eût été connu d'une maniere *explicite* ; s'il eût été réduit en science exacte & calculée comme il l'est aujourd'hui. Mais la partie n'étoit pas égale entre ceux qui n'avoient à maintenir que l'intérêt commun qu'ils ne connoissoient que d'une maniere vague & générale , & des gens qui voyoient clairement qu'il leur étoit utile de l'obscurcir , pour l'attaquer avec avantage , & qui dès-lors ont mis tout autrement d'activité & d'intelligence dans

leurs entreprises offensives , que ceux-là n'en ont mis dans la défense.

Un des principes dont la cupidité a fait le plus d'usage pour couvrir ses usurpations , & en imposer aux administrateurs & à la société même , a été d'établir que *l'intérêt public doit l'emporter sur l'intérêt particulier* : principe vague , indéfini , & d'autant plus propre à séduire : principe qui se prête à toutes les interprétations & à toutes les extensions possibles , puisqu'il ne fixe aucun des deux objets qu'il met en opposition , & qu'il ne présente rien d'exact , ni même de vrai. En effet , si par l'intérêt particulier qu'on soumet à l'intérêt public , on entend des entreprises d'usurpation & de violation des droits d'autrui ; c'est une injustice à réprimer , & non un véritable intérêt particulier , qu'il s'agisse de subordonner à l'intérêt général. Si l'on entend l'exercice des droits légitimes , on avance la plus fausse , la plus injuste & la plus dangereuse maxime , parce que l'exercice de ces droits ne peut jamais être contraire à l'intérêt public.

Cependant à la faveur de ce principe indéterminé & pris dans ce dernier sens aussi injuste , que le premier est absurde : la liberté & la propriété ont été de toute part restreintes , violées , envahies , soumises à un régime factice ,

à une législation humaine. On a érigé ce principe en maxime d'état , & les souverains l'ont adopté d'autant plus aisément , qu'ils ont cru y trouver un accroissement de pouvoir. Ils ont fait dégénérer cette autorité d'institution divine qui leur est confiée pour le maintien de la paix , du bonheur & de la sûreté de leurs sujets , en une autorité arbitraire , par laquelle ils gouvernent & dirigent l'exercice de ces droits essentiels qu'ils ne devoient que protéger.

C'est ainsi que la cupidité a trouvé le moyen de faire perdre de vue le véritable intérêt social , de travailler sourdement à son avancement & à la ruine de la société , & de susciter une multitude d'intérêts particuliers exclusifs qui se croisent & se combattent , qui ne réussissent que trop à séduire l'autorité , & à employer son appui pour envahir la liberté commune.

Dès que les principes favorables à la cupidité exclusive sont admis , on ne peut plus débiter qu'un tissu d'erreurs sur l'organisation de la société , sur la formation & la distribution des richesses , sur les effets de la circulation ; tout devient obscur & incertain ; tout est question & problème , & l'administration n'a plus rien qui puisse la diriger. Qui peut dire qu'il existe un intérêt social , & en quoi il consiste ? Loin d'être simple & unique , il paroît un composé

de plusieurs, dont chacun demande une application particulière & des soins différens. Si les hommes peuvent devoir à leurs talens & à leur industrie des biens qui ne sortent pas de la terre; s'ils peuvent s'enrichir autrement qu'en s'appropriant ceux que la culture a fait naître; il existe dès-lors plusieurs sources de richesses, qu'il est juste de faire valoir & de favoriser. L'intérêt social se subdivise en autant de branches qu'il y a de professions lucratives; chacune d'elle peut chercher à prévaloir sur les autres; chacun a droit d'intéresser la nation à son sort (4). Dans ce

(4) La science de l'ordre fixe toutes les incertitudes, fait taire toutes les prétentions, & décide toutes les questions en réduisant l'intérêt social à un seul point.

La reproduction annuelle des fruits de la terre est la masse commune sur laquelle tous les hommes vivent & consomment, & qu'ils partagent, soit à titre de reprises de la culture, soit à titre de produit net, soit à titre de salaire & de rétribution.

Donc plus la reproduction est forte, plus il y a à partager.

Mais la reproduction est l'effet de la culture, & la culture est fondée sur les avances, confiées à la terre, & restituées par elle avec avantage.

Donc l'intérêt général de la société, & l'intérêt individuel de chacun, ont pour base l'immunité, la restitution, l'entretien & l'accroissement des avances.

Donc toute prétention des agens du commerce & de l'industrie, toute atteinte à la liberté des échanges, toute opération d'administration, toute manière d'asseoir le revenu public qui blesse l'immunité des avances de la culture, est dès-lors démontrée contraire à l'intérêt social, sans qu'il puisse y avoir aucune exception.

chaos d'intérêts contraires qui se choquent ; quel art ne faut-il pas au gouvernement pour les concilier , les ménager avec prudence , & démêler celui qui doit l'emporter dans chaque occasion ? Quelle regle doit-il suivre , quels principes de conduite peut-il se proposer ?

Telle est cependant la tâche pénible que nos erreurs & nos préjugés ont imposée aux souverains. Oserons-nous élever des plaintes sur leurs opérations , lorsque nous exigeons d'eux un travail aussi dangereux qu'impossible à bien remplir , puisqu'il suppose, ce qui ne peut exister , des intérêts contraires à concilier , là où il ne peut y en avoir qu'un , & qu'il surcharge les administrateurs d'une foule de détails & de soins accablans , tandis que les loix de la justice de concert avec l'intérêt social n'exigent d'eux , que de pourvoir à la sûreté des propriétés & au maintien de la liberté (5).

(5) Bien des gens qui ont jeté les yeux sur quelques ouvrages économiques aussi légèrement que sur la brochure la plus frivole , y ont vu répétés souvent les mots de *liberté* & de *propriété*. Ils en ont conclu que cette science ne présentait rien de neuf , & ne méritait pas l'importance que ses partisans veulent y mettre. Oui sans doute , on a parlé dans tous les temps de *liberté* & de *propriété* ; mais on n'en a connu que les mots. Les entraves mises de tous côtés par les loix civiles , par les loix de police , par les loix fiscales , par la politique à l'exercice de ces droits auxquels l'ordre ne met d'autres limites que les droits d'autrui , en sont la preuve trop

En effet , l'emploi des hommes & des richesses , les travaux de la culture & de l'industrie , les opérations du commerce , la valeur des denrées , la circulation , toutes les manières dont les hommes peuvent faire usage de leurs facultés & de leurs propriétés , sans préjudicier aux droits d'autrui , ne peuvent être des objets d'administration , & doivent être abandonnés au libre concours des intérêts particuliers. Toute impulsion étrangère ne peut qu'y porter le trouble & la confusion. Partout où l'autorité n'est pas nécessaire , son influence ne peut que nuire au libre jeu de la machine ; elle rompt l'équilibre dans lequel tous les intérêts particuliers doivent se contenir réciproquement ; elle détruit le contrepoids nécessaire de la concurrence qui foumet aux loix de la justice toutes les prétentions ; elle arrête le mouvement d'un côté & le précipite de l'autre ; elle risque même de forcer les ressorts en voulant les manier & les diriger. Cette combinaison admirable qui constitue l'organisation intérieure de la société n'est

sensible , & l'appauvrissement des nations en est l'effet.

Est-ce parce que le remède qu'on nous présente est trop simple & trop facile , qu'on se croit en droit de le négliger ? Il est des empiriques en fait d'administration comme en médecine ; & quiconque proposera d'autres moyens de prospérité que l'observation des loix de l'ordre & de la justice , n'est qu'un charlatan.

pas faite pour être dirigée par des mains foibles & mortelles. C'est l'instituteur de la société qui lui a imprimé le premier mouvement, lequel se perpétue de lui-même & se conserve, tant que les hommes n'entreprennent pas d'y porter la main : & l'autorité souveraine n'a d'autre fonction que celle de la maintenir, en réprimant toute entreprise capable de le troubler (6).

Que chacun soit le maître de disposer de ses

(6) L'administration ne pourroit entreprendre avec quelque apparence de succès, de reglementer les travaux & le cours du commerce, qu'autant qu'elle pourroit s'assurer de réunir toutes les connoissances nécessaires pour diriger ces objets, sans nuire à aucun d'eux, sans préjudicier à aucun intérêt, sans déranger aucun des rapports par lesquels ils se touchent & retentissent de toute part d'une manière plus ou moins éloignée à l'intérêt général, qui est celui de la reproduction. Mais cette connoissance sûre qui suppose des détails immenses & compliqués à l'excès relativement à des objets multipliés à l'infini, & qui varient continuellement, est absolument impossible à acquérir, & au-dessus de la portée de l'esprit humain : car il faudroit qu'ils fussent tous réunis dans une seule tête, sans quoi chacun voudra faire prévaloir la partie dont il s'occupe; il réclamera pour elle une prépondérance, & il n'y aura, comme l'expérience nous le prouve, que débat & opposition de vues contraires qui blessent de toute part l'intérêt général. Si donc cette connoissance étoit nécessaire pour l'administration, la science du gouvernement seroit réduite à l'impossible. Heureusement elle est parfaitement inutile, parce que quand même on pourroit l'acquérir, le résultat pratique seroit de laisser les choses précisément comme elles vont par l'ordre naturel, & par le seul contrepois des intérêts particuliers qui se combinent d'eux-mêmes pour le mieux, tant qu'on n'entreprend pas d'y toucher.

facultés , de ses forces , de ses talens & de ses richesses ; que les échanges soient parfaitement libres ; que le prix des productions ne soit déterminé que par les causes naturelles qui doivent en décider ; que les travaux du commerce & de l'industrie ne soient assujettis qu'à la grande loi de la concurrence ; que toutes les propriétés soient assurées ; que les contestations qu'elles font naître soient terminées par les voies les plus simples & les moins dispendieuses. Voilà en deux mots l'Ordre social le plus conforme à la justice , au but de la confédération civile , & à l'intérêt de la reproduction.

Supprimez tout exercice de la liberté & de la propriété ; la société est détruite , il faut que les hommes se dispersent ou périssent : accordez-en la jouissance indéfinie ; la société parviendra rapidement au plus haut degré de prospérité ; & la mesure que vous lui en laisserez , deviendra celle de ses forces , de sa puissance & de sa population (7).

(7) Les loix de la liberté & de la propriété ont Dieu pour auteur : elles dérivent de la nature de l'homme ; elles sont des conséquences évidentes de l'ordre physique : elles sont des résultats nécessaires de l'essence des choses. Les hommes ne peuvent donc rien y changer , parce qu'ils ne peuvent changer ni leur constitution ni l'ordre physique. Comment pourroit-il être des cas & des circonstances où il pût être utile de leur porter

Que les hommes apprennent donc enfin à ne plus tant présumer d'eux-mêmes ; à ne plus compter sur un bonheur qui soit le fruit de leur sagesse & de leur prévoyance ; à se défier de leurs opinions & des principes qu'ils ont imaginés ;

atteinte ? Comment a-t-on pu penser que l'intérêt social pût jamais exiger qu'on y mît des bornes , tandis qu'il n'existe lui même que par elles ? Comment cet intérêt pourroit-il être contraire à celui des membres de la société , tandis qu'il ne peut être que la somme de ces intérêts ? Qui pourroit dire les maux sans nombre que tant & tant d'infractions de ces loix , toujours sous le prétexte du bien général , ont causés aux sociétés , même aux parties qu'on a prétendu favoriser par des sacrifices exigés des autres ?

Les droits essentiels de l'homme sont fondés sur la justice : or la société doit la justice à ses membres ; si elle ne la devoit pas , elle seroit une institution détestable , il faudroit la fuir. Elle cesse de leur rendre la justice qu'elle leur doit , lorsqu'elle leur défend ce que la nature leur permet , & elle ne peut le faire que par caprice , par de fausses vues ou par ignorance. Elle n'a droit de ravir à un citoyen sa liberté en tout ou partie , que lorsqu'il en abuse pour nuire aux autres ; elle ne peut le priver de sa propriété que lorsqu'il a mérité de la perdre par un forfait , ou lorsqu'elle se trouve nécessaire à l'usage public , & en ce dernier cas elle doit la payer tout ce qu'elle vaut.

Mais , dira-t-on , les hommes en passant dans l'état civil n'ont-ils pas contracté de nouveaux devoirs ? Oui sans doute ; mais ces devoirs ne portent point d'atteinte à leurs droits essentiels. Ils ne lui sont pas onéreux , non-seulement parce qu'ils sont réciproques , mais aussi parce qu'ils ont pour objet de faciliter & d'assurer l'exercice de ses droits. Les uns & les autres se sont étendus & multipliés dans la même proportion. Si le citoyen a

à commencer du moins à douter de ce qu'ils ont cru savoir ; à regarder à leurs pieds , & à observer tranquillement l'ordre physique relatif à leurs besoins , & aux moyens que la nature leur a donnés pour les remplir. C'est là qu'ils apprendront que les loix sociales sont toutes faites ; que tout est prescrit & mesuré ; que Dieu ne leur a rien laissé à déterminer , & qu'il leur a donné pour regle sûre & infaillible de conduite leur propre intérêt , non arbitraire ou suggéré par la cupidité , mais légitime , clairement déduit des loix de la reproduction , & qui ne peut jamais les induire à admettre des loix contraires à la justice.

été obligé de contribuer à la dépense commune , il a trouvé en compensation la garantie , l'exercice constant & tranquille de sa liberté , de sa propriété , de son industrie , la sûreté de ses récoltes , l'usage des propriétés communes. Il implique contradiction de supposer des devoirs purement onéreux , & qui ne soient pas balancés par des droits. Les souverains eux-mêmes qui réunissent plus de force , de puissance & de droits , n'en jouissent qu'à la charge de devoirs qui ont la même étendue , & qui en forment la juste compensation.



QUATRIEME DISCOURS.

DE la constitution de nos sociétés modernes , & de l'un des principaux obstacles qu'elle apporte au gouvernement de l'ordre.

SI les sociétés ne s'étoient formées que par une réunion libre & réfléchie entre des hommes, qui sentant la nécessité d'une autorité tutélaire, l'eussent érigée au milieu d'eux pour la défense & la garantie universelle ; il est difficile de concevoir qu'elles eussent pu s'établir autrement, que sur les loix de la justice primitive, constitutives de toute association, qui déterminent les droits & les devoirs réciproques ; & que ces hommes cherchant à se réunir pour l'avantage & la sûreté commune, n'eussent pas suivi naturellement & sans étude les principes de l'ordre, qui assurent à chacun la liberté de sa personne & de son travail, la propriété du fonds qu'il met en valeur, & la pleine jouissance des fruits qui en doivent naître.

Mais presque toutes les sociétés se sont établies par la conquête : & depuis le temps que

les hommes se font la guerre , il n'est point de peuple qui n'ait éprouvé plusieurs révolutions par la voie des armes. Cette origine a dû introduire dans leur gouvernement bien des institutions contraires à l'ordre.

L'esprit de conquête renferme par lui-même la plus grande violation de la justice ; il attaque en même temps & opprime la propriété publique & privée ; il se fait un titre de la force , en foulant aux pieds tous les droits. Que pourroit-il respecter ? Il se joue de la vie des hommes ; c'est au prix de leur sang que le conquérant acquiert le droit de les gouverner. C'est par toutes les horreurs de la guerre , qu'il parvient à dominer sur leurs têtes , & à s'assurer ce pouvoir terrible qui menace , qui effraie , & ne s'établit que par la ruine , le carnage & la désolation.

Mais le conquérant cesse enfin de ravager la terre. Il a sacrifié les hommes comme de vils troupeaux à l'idole de son ambition. Cette même passion lui inspire des sentimens plus doux , & défarme son bras. Au moment où les provinces vainques & soumises ne lui offrent plus de résistance , il arrête la destruction , & remet dans le fourreau ce glaive meurtrier , l'instrument de sa puissance. L'impression de la terreur dure encore , & les hommes courbés sous le bras qui les tient asservis , attendent leur sort dans le silence

silence & l'effroi. Ainsi après un violent orage, la nature attristée semble en conserver le souvenir, & les animaux encore saisis de crainte, n'osent quitter leur retraite.

Les hommes cependant peuvent commencer à lever la tête : ils trouveront leur sûreté dans l'intérêt même de l'ambitieux & de ses coopérateurs : son projet ne peut être de les exterminer & de regner dans la solitude. Il a dispersé les vaincus par la terreur ; il va travailler à les rallier par la confiance. Il a pillé les richesses, ravagé les héritages, incendié les moissons ; il cherche actuellement à rétablir le calme & à réparer le désordre : il invite au travail, & rappelle les hommes à la terre. L'autorité qui se propose de gouverner, n'est plus la force qui subjugué, & les moyens de conservation sont totalement contraires aux moyens de conquête.

Quelque idée que le conquérant ait de son pouvoir, il sent qu'il ne lui est pas personnel ; qu'il ne le tire que de sa réunion avec d'autres hommes qui consentent de lui prêter leurs forces, que cette association qui forme une véritable constitution politique, ne peut se soutenir qu'autant qu'elle est fondée sur des engagements réciproques, sous-entendus ou explicites, qui doivent ramener tôt ou tard le chef à des règles convenables & nécessaires à

sa propre sûreté ; qu'il en est de même de la nouvelle domination qu'il vient d'acquérir ; qu'elle ne peut subsister qu'autant que les intérêts des vainqueurs & des vaincus se concilient pour le bien commun. La justice va donc en quelque sorte reparoître , & avec elle la paix & la sûreté. Les loix , qu'a fait taire le bruit des armes , reprendront leur pouvoir , pour rendre aux citoyens une partie de leurs droits. Mais ces loix seront-elles parfaitement conformes à l'ordre & à la justice ? Elles seront dictées par un vainqueur jaloux d'un titre qu'il tient de la force , peu disposé à reconnoître des droits dans un peuple subjugué , & à s'avouer soumis à des devoirs. Comment ne se croira-t-il pas autorisé à mettre des bornes arbitraires à des droits que la conquête a fait cesser , & que sa clémence veut bien rétablir ? Qu'il est difficile qu'un conquérant qui devient administrateur , change entièrement d'esprit & de caractère ; qu'après avoir fondé sa puissance sur une politique violente & désastreuse , il ne consulte plus que la justice ? Peut-être ses descendans pourront-ils enfin s'occuper du bonheur des hommes : mais est-il à présumer qu'une autorité acquise par la force , ne conserve pas long-temps des traces de son origine ? D'ailleurs les intérêts des grands qui ont contribué à la conquête , entraînent

le souverain, & lui en imposent. De là naîtront des loix injustes, nuisibles à la prospérité de la société, & destructives des droits légitimes des sujets ; & ces loix seront regardées pendant long-temps comme les loix fondamentales du gouvernement.

A cette cause générale, qui a dû faire entrer bien de l'arbitraire dans le gouvernement des sociétés, se joignent encore pour nos sociétés modernes des causes particulières qui dérivent de la manière dont elles se sont formées, & des mœurs des conquérans qui les ont fondés. Elles portent en effet dans leur établissement & leur constitution un caractère singulier, & dont l'antiquité n'offre point d'exemple. Les conquêtes qui ont abattu & démembré l'empire romain, ne ressemblent en rien aux conquêtes qui ont été faites avant cette époque & depuis. L'ambition d'un prince qui le porte à attaquer un peuple voisin, a pour objet d'étendre sa domination, & d'aggrandir son empire : il ne quitte pas son pays avec ses sujets, pour s'établir sur le nouveau territoire qu'il acquiert ; il en laisse la possession aux habitans qui l'occupaient ; il ne veut que les gouverner & les soumettre à ses loix.

Ici c'est une peuplade entière qui s'ébranle, qui se déplace en corps de nation ; qui inonde

comme un torrent les provinces sur lesquelles elle tombe ; qui se propose de conquérir pour occuper le territoire qu'elle pourra envahir , & s'y asseoir à demeure. Les Francs toujours en guerre , toujours sous les armes , n'estimoient que le courage , & ne connoissoient que la subordination militaire. L'autorité de leurs chefs devenus souverains , ne changea pas proprement de nature. La civilisation romaine étoit trop étrangère à leur manière d'être pour leur servir d'exemple ; & qu'auroient-ils gagné à l'adopter ? N'étoit-elle pas également contraire à l'ordre , quoique sous d'autres rapports ? Ils conserverent leurs coutumes ; & peu jaloux d'y soumettre les peuples vaincus , ils les laissèrent se gouverner par leurs loix (1).

Nos rois prirent en fonds de terre leur part de la conquête. La seule dépense commune étoit la guerre ; des concessions d'héritages servoient de solde ; les vassaux dispersés en temps de paix

(1) Ces conquérans beaucoup moins barbares en effet que les nations prétendues civilisées , qui dans ces derniers siècles ont ravagé & dépeuplé le nouveau monde , n'exigèrent qu'une portion du territoire , sans expulser ni déposséder en entier les habitans. Le même pays renferma dans son enceinte deux nations entièrement différentes de mœurs , de langage & de coutumes , en même temps qu'elles étoient confondues par la communauté d'habitation.

comme une armée cantonnée , mais toujours sur pied , étoient prêts à se ranger autour du chef au premier signal , & le servoient à leurs frais pour prix de la concession.

Le partage des provinces entre les enfans du souverain , les guerres continuelles & multipliées , la foiblesse du prince , le pouvoir qu'usurperent les maires du palais ; tout concourut à affoiblir & à avilir l'autorité souveraine. Réduite à rien sous les derniers rois de la première race , & semblable à ces fleuves qui , après avoir arrosé plusieurs provinces , disparaissent & se perdent dans les sables : elle se relève sous Charlemagne , & regne avec un éclat qu'elle n'avoit jamais eu. Les grands sont contenus dans le devoir , les loix sont réformées , les abus corrigés , la justice consultée & remise en vigueur. Un seul homme soutient un empire immense par la force de son génie ; il passe sa vie à le parcourir d'une extrémité à l'autre , à l'étendre & à le gouverner. Mais l'ordre qu'il avoit établi tenoit plus à l'autorité personnelle qu'il avoit su obtenir , & à ses grandes qualités , qu'à la constitution de l'état : il disparut avec lui. Son fils incapable de soutenir un tel fardeau , succomba sous le poids ; ses mains foibles laisserent flotter les renes de l'empire qui , déchiré par la discorde civile , démembré de toute part

par les partages & les traités , subdivisé sous ses successeurs par l'hérédité des fiefs & des grands offices , ne laissa plus au souverain qu'un vain titre , une ombre de pouvoir , & une suprématie presque sans fonction.

Les fiefs dans leur origine étoient révocables : ils furent ensuite accordés à vie , & les sous-inféodations que les vassaux pouvoient faire , étoient éteintes par la réunion du fief dont elles avoient été détachées.

La révolution qui les rendit perpétuels & héréditaires , eut pour cause la foiblesse des souverains , & pour effet la ruine de l'autorité ; elle opéra un changement total dans la constitution , & amena le gouvernement féodal.

La propriété foncière qui jusques là n'avoit servi que de solde , devint un titre d'indépendance ; elle continua d'obliger au service militaire ; mais elle emporta le démembrement de l'autorité. Les grandes concessions se subdivisèrent ensuite par les sous-inféodations qui devinrent également héréditaires , qui tirèrent de la domination directe du prince presque tout le territoire & tous les sujets , & formerent au sein de l'empire démantelé de toute part , une multitude de sociétés distinctes , distraites de la société générale , attachées à un chef particulier qui seul conservoit encore quelque relation

avec le souverain , & ne lui laissoit qu'un fantôme d'autorité.

Est-il rien de plus irrégulier qu'une forme de gouvernement qui ne présente que l'anarchie , le désordre & la confusion ; qui opere un combat continuel & inévitable entre des pouvoirs qui ne conservent que des rapports propres à les mettre en opposition ; qui loin de concilier & de réunir toutes les volontés , tous les intérêts , toutes les forces , produit la discorde , divise les intérêts , seme & multiplie les occasions de trouble , suscite les prétentions , détruit la force publique pour faire prévaloir la force privée , arme les sujets entre eux , déchire les provinces par tous les fléaux de la guerre civile , & substitue à une autorité unique , seule capable de maintenir l'ordre , une foule de tyrans qui , liés entre eux pour le soutien de leur indépendance , & divisés par des querelles particulieres , ne se réunissent que contre le souverain.

C'est à ce point d'anéantissement qu'étoit parvenue l'autorité sur la fin de la seconde race. Cette ombre de royauté fut réunie au plus grand fief , & déferé à Hugues Capet. Mais ce reste de pouvoir est devenu dans la main de ses successeurs , un germe heureux que leur sagesse a su développer , & d'où par des accroissemens successifs , est sortie l'autorité souveraine qui ,

comme un arbre majestueux , s'est élevée , & couvert & ombragé le territoire.

Par une conduite prudente , & toujours dirigée vers le même but , nos rois sont parvenus à rassembler les membres épars de la monarchie , à en former un corps régulier , & à substituer aux liens trop foibles & trop lâches de la féodalité , les véritables rapports de la société. Ils ont insensiblement abaissé l'autorité des seigneurs , qui détruisoient la puissance souveraine en la partageant. Tantôt pour réunir les grands fiefs à la couronne , ils ont mis en œuvre les moyens que leur ont fournis la suprématie féodale , la loi de la concession , ou les alliances : tantôt ils ont profité habilement de toutes les circonstances pour diviser les seigneurs , en prenant part à leurs querelles , en les détruisant l'un par l'autre , en tirant les communes de leur domination , & en protégeant les vassaux opprimés.

L'autorité du roi s'est montrée partout comme un astre bienfaisant ; elle a fait sentir aux peuples les influences salutaires de sa protection , & leur a présenté sa justice souveraine comme un refuge assuré & un asile toujours ouvert contre la violence & l'oppression.

Les sujets qui ne demandent que la paix & la sûreté , se sont empressés de jouir de ces avantages

à l'ombre de l'autorité royale ; ils se sont accoutumés à recourir à elle , à la regarder comme leur sauvegarde : toutes les volontés se sont réunies autour d'elle , & ont facilité la réunion des forces.

C'est par cette conduite pleine de prudence , que nos rois ont trouvé moyen de ramener à eux l'autorité qui doit être une pour atteindre à son but , & d'établir la constitution la plus solide , la plus propre à admettre les loix de l'ordre , & la plus digne d'offrir à l'univers ce grand exemple , la constitution qui a le moins d'obstacles à vaincre ; pour y parvenir , celle où l'autorité bienfaisante & paternelle de sa nature a le plus de pouvoir pour faire le bien , & le plus de disposition à en saisir tous les moyens.

Comment la nation , avec tant de facilité pour parvenir au bonheur social , s'en trouve-t-elle encore si éloignée ? Quelle cause cachée peut retenir dans un tel état de foiblesse un peuple actif , industrieux , plein de respect pour l'autorité , & attaché à ses rois par amour encore plus que par devoir ? Entre plusieurs causes qui toutes dérivent de l'oubli des principes de l'ordre , il en est une qui remonte au premier établissement de la monarchie , & qui loin de disparaître avec le gouvernement féodal , n'a fait que s'accroître & s'étendre ; un vice dans la

constitution même , & que tous les moyens qu'on a pris pour y remédier , n'ont fait qu'aggraver. Il ne suffit pas pour fonder une société, d'ériger au milieu d'elle une autorité souveraine, & de régler invariablement l'ordre de la succession. L'autorité est nulle sans le pouvoir de se faire obéir , & de procurer au dedans & au dehors la sûreté publique ; & ce pouvoir consiste dans des moyens physiques.

La seconde loi constitutive d'une société régulière est celle qui assure à l'état un revenu public , annuel , suffisant pour ses besoins , non-seulement de protection & de défense , mais de communication & de débouchés , & qui en fixe la quotité & la perception de la manière la plus favorable à la propriété & à la reproduction.

Cette loi essentielle nous a manqué dès l'origine , & nous manque encore aujourd'hui , ainsi qu'à tous les peuples. Quel est celui qui ait connus les principes qui concilient l'intérêt social par rapport au patrimoine public avec l'intérêt des propriétés particulières , & qui ait pourvu à la dépense commune par un impôt régulier ? Tous se sont soumis à une autorité tutélaire , tous ont cherché le repos civil sous sa protection , & ont senti que la souveraineté consiste dans la force publique , qui résulte de la confédération générale formée pour assurer le regne

de la justice : aucun n'a songé que le devoir de garantir suppose le droit d'en prendre les moyens ; aucun n'a pourvu à la stabilité de ces moyens , qui doivent naître & se perpétuer comme les besoins : presque tous ont pris des précautions pour les interdire à l'autorité, ou ne lui ont laissé de libre que le choix de moyens contraires à la liberté & à la propriété.

Mais le désir de la puissance est chez les souverains le vœu inséparable de leur place ; c'est le cri de la nature. C'est un besoin qui les force d'employer pour le satisfaire , tout ce dont ils sont à portée de disposer : l'autorité sans la puissance effective n'est qu'un rang de simple représentation , & un poids accablant pour celui à qui ou l'impose : il faut qu'elle parvienne à se détruire par ses propres efforts , ou à devenir ce qu'elle doit être : état violent & forcé qui présente une opposition perpétuelle d'intérêts & de prétentions , de besoins & d'impuissance , de demandes & de refus , & qui entretient un sujet éternel de division entre le souverain , qui parvient tôt ou tard à se créer un revenu de gré ou force , ouvertement ou en se cachant , & qui travaille sans relâche à l'étendre , & les sujets qui se tiennent toujours sur la défensive contre les prétentions du souverain , & apportent à ses efforts une résistance plus ou moins soutenue.

L'impôt ainsi établi devient d'autant plus terrible dans ses effets, qu'il a été plus refusé dans l'origine, & plus contesté dans ses progrès. La difficulté que trouvent les souverains à l'obtenir, & à le faire consentir d'une manière fixe, connue & suffisante, les force de cacher sa marche & son produit; de chercher à le compléter & à l'accroître par toutes sortes de voies sourdes & détournées; de se déterminer dans le choix des moyens, plutôt par l'intérêt du moment, par la loi de la nécessité, par le désir d'éviter la sensation publique, que par l'avantage de la société; de saisir la ressource plus ruineuse encore des emprunts, qui deviennent pour la suite un germe de nouveaux impôts; de substituer une perception obscure & insidieuse à une répartition proportionnelle & déterminée; de n'agir jamais d'une manière franche & ouverte avec les sujets, & d'entretenir ainsi dans les esprits une défiance trop bien fondée (2).

(2) Il n'y a point de disposition plus fâcheuse, & qui mette plus d'obstacles au bien, que les bons princes & les sages administrateurs voudroient entreprendre pour le bonheur d'une nation, que cette défiance qui tient les sujets en garde contre tout ce qui leur est présenté de la part du gouvernement. On ne peut guérir cette plaie qu'avec le temps & par une conduite contraire à celle qui l'a occasionnée. Il ne suffit pas même que le gouvernement prenne la résolution la plus ferme

Est-il étonnant que l'impôt ait paru si redoutable à tous ces peuples ? Est-il étonnant qu'il soit devenu une source inépuisable de discordes civiles , & originairement même la cause de toutes les fausses constitutions de gouvernement ? Si le désir de mettre leurs propriétés à couvert a forcé les hommes de se réunir , la nécessité de former un patrimoine public , & d'en confier l'administration à une autorité quelconque , leur a paru un terrible inconvénient de l'état social , bien capable de balancer ses avantages. Faute de connoître le rapport des loix physiques de la reproduction avec l'ordre social , & d'en avoir tiré la constitution du gouvernement , ils n'ont vu dans l'impôt que le droit de forcer à une contribution dont ils ignoroient que la nature a prescrit les loix , de manière à concilier à jamais tous les intérêts ; ils ont regardé l'impôt comme directement contraire à la loi de la propriété ; & que n'ont-ils pas fait , que n'ont-ils pas sacrifié pour se défendre de ses entreprises ?

Si l'on veut y faire attention, on trouvera que

& la plus éclairée de ne plus consulter que l'avantage de la société ; il faut de plus que le peuple en soit intimement persuadé. Or il ne peut acquiescer cette conviction que par la voie de l'instruction qui fait précéder la lumière , & qui amène les sujets au point de désirer & de solliciter les réformes qu'on veut entreprendre.

l'avantage qui a été recherché avec tant de passion par certains peuples sous le nom de liberté par opposition à la servitude, se réduit en grande partie à l'immunité par rapport à l'impôt, ou du moins au droit de le fixer & de le lever eux-mêmes. C'est la crainte d'être asservi par une contribution arbitraire qui a fondé les républiques, & qui a fait redouter le gouvernement d'un seul, comme donnant plus de facilité à l'oppression; & cette oppression contre laquelle on croyoit devoir prendre tant de mesures, n'étoit presque autre chose que le droit d'imposer; droit qui fait la force & le soutien des sociétés, lorsqu'il est réglé & contenu par les loix de l'ordre; droit terrible, destructeur de la propriété & des richesses, lorsqu'il s'exerce par de faux principes. C'est la crainte de l'impôt arbitraire qui a imaginé les contreforces & la combinaison des différens pouvoirs; c'est elle qui a compliqué les gouvernemens, & multiplié les précautions de la part des peuples, qui sentoient en même temps la nécessité & le danger d'une autorité souveraine. Tel peuple a cru ne pouvoir trouver sa sûreté qu'en retenant cette autorité, pour l'exercer en corps de nation, par des magistrats électifs & des assemblées. Tel autre a préféré de partager le pouvoir souverain entre plusieurs familles, & a cherché à l'affoiblir

en le divisant. D'autres ont opposé la résistance de la multitude à l'autorité d'un sénat ou des grands , & ont combiné & mêlé leur constitution ; ils se sont exposés à tous les troubles intérieurs qu'entraîne nécessairement le choc des pouvoirs qui se croisent & se combattent ; quelquefois même à toutes les horreurs de l'anarchie , & ont sacrifié le repos civil à leurs alarmes. Mais , ce qu'on ne peut trop remarquer , ces gouvernemens offrent & réunissent les deux excès ; assez jaloux de l'immunité pour acheter cet avantage au prix de la paix & de la tranquillité , ils ne l'ont assurée qu'au souverain collectif , & n'en sont devenus que plus oppresseurs , soit dans l'aristocratie pour le peuple soumis à la domination des grands , soit dans la démocratie pour la partie du peuple , exclue des prérogatives du peuple dominant , ou pour les provinces sujettes.

Dans les monarchies mêmes , dès que le peuple a pu influer dans la constitution , dès que quelque révolution l'a mis à portée de donner des bornes à l'autorité , c'est principalement par rapport à l'impôt , qu'il a cherché à innover ; & lorsque dans des temps de troubles , des chefs de parti ont entrepris de l'entraîner dans la révolte , ils n'ont pas cru pouvoir mieux capter sa bienveillance qu'en le flattant de l'immunité ,

& lui annonçant l'affranchissement de toute contribution.

Les gouvernemens fondés par la loi des fiefs ; n'ont pas eu besoin en quelque sorte de prendre de précautions particulières contre l'impôt ; il est proprement de leur essence de n'en point admettre. Les conquérans qui les ont fondés n'avoient été pendant long-temps que des généraux revêtus d'un pouvoir militaire plutôt que d'une autorité civile. Ils avoient partagé avec ceux qui suivoient leurs drapeaux & leur fortune , les richesses & le territoire des vaincus. La part du général & des principaux officiers avoit été plus forte que celle des soldats ; mais tous possédoient au même titre & à la charge du service suivant le rang & la dignité , & ce titre assuroit également à chacun sa propriété libre & exempte de toute autre charge. Le roi n'avoit d'autre revenu que ses domaines , les impôts ou les services qu'il levoit sur les censitaires , ainsi que les seigneurs particuliers. Du reste tout ce qui étoit tenu en fief n'étoit chargé que des devoirs féodaux & du service militaire. Le territoire servoit ainsi de solde , & entretenoit une armée toujours subsistante. On ne connoissoit vis-à-vis de l'état d'autre contribution que celle de la personne , & d'autre service public que celui des armes. Les grands vassaux étoient les principaux officiers,

&

& avoient toute autorité sur les arrieres-vassaux. La confiscation du fief étoit le retranchement de la solde qui passoit à un autre par une nouvelle concession. Toutes les institutions en un mot étoient relatives à l'intérêt social, qui dans l'origine n'étoit autre que la conquête ; elles auroient dû cesser lorsque cet objet fut rempli par l'établissement paisible de la nation sur le territoire ; elles subsisterent , parce qu'elles étoient conformes à son goût pour les armes & à sa maniere de vivre. Mais cette forme de gouvernement qui avoit pu favoriser la conquête relativement à la maniere dont la guerre se faisoit alors, n'étoit nullement propre au maintien d'une société formée. La facilité qu'elle donnoit pour la guerre fit naître , & multiplia entre les seigneurs les occasions de discorde ; elle devint funeste à la société. Cet ordre de subordination entre les fiefs qui soumettoit les arrieres-vassaux à leur suzerain , servit à former aux grands vassaux une puissance indépendante , qu'ils employèrent à déchirer la nation pour leurs querelles particulieres , & souvent à résister aux souverains réduits à une supériorité dénuée de la force nécessaire , pour rétablir l'ordre & maintenir la tranquillité publique (3).

(3) L'hérédité des fiefs & les sous-inféodations n'ont pas eu lieu dès le commencement de la monarchie, &

Parmi les sociétés qui ont admis la constitution

n'ont commencé à s'introduire qu'à la fin de la première race.

Pour se former une idée précise de la féodalité, il faut distinguer les trois âges : son origine, son regne & sa décadence. Dans son origine elle n'a été qu'un moyen d'administration; dans le second elle a formé la constitution; dans le troisième elle est devenue purement fiscale.

On distinguoit sous la première race, outre les domaines du roi, les terres allodiales qui étoient possédées en pleine propriété, & sans autre redevance que quelques services en voitures pour les envoyés du roi, & les biens fiscaux ou les fiefs dont le prince concédoit la jouissance à ses officiers, à la charge du service militaire. Ils étoient amovibles, ils furent ensuite donnés à vie; & à mesure qu'ils devenoient vacans, le roi les conféroit à d'autres. Ils n'étoient donc autre chose qu'une solde payée par l'état, & un moyen de faire exécuter le service public qui, chez une nation qui ne respiroit que les armes, ne consistoit que dans le service militaire.

Les fiefs avec les domaines du roi, formoient ainsi le trésor public, & ce trésor s'épuisa d'une part par les dons excessifs que les rois firent de leurs domaines, & ensuite par l'hérédité des fiefs qui les dénatura.

Ce n'est que sous le second âge que la féodalité a formé la constitution.

L'honneur & les avantages attachés à la possession des fiefs les firent tellement rechercher, que les rois ne pouvant satisfaire tous ceux qui désiroient être leurs vassaux, il s'introduisit une autre sorte de redevance féodale qui changea l'institution & multiplia les fiefs à l'infini.

Les hommes libres qui possédoient les terres allodiales, trouverent moyen de devenir vassaux du roi par une fiction qui consista à donner au roi leur terre, & à la reprendre de lui en fief. Mais il parut dur de ne plus tenir qu'en usufruit un héritage qui étoit patrimonial, & l'on obtint de désigner au roi ses héritiers.

Cette facilité accordée aux fiefs de reprise, s'étendit

féodale, les unes se sont divisées par provinces,

peu à peu aux autres, & changea absolument la nature des fiefs qui devinrent patrimoniaux; le trésor public fut épuisé, & les rois n'eurent plus de moyens de s'attacher les grands qui devinrent indépendans d'un maître dont ils n'attendoient plus rien.

La même révolution arriva dans les grands offices qui devinrent héréditaires, & ceux qui les possédoient formèrent des pouvoirs intermédiaires & indépendans.

L'hérédité des fiefs amena celle des sous inféodations, qui auparavant cessoient à la mort de celui qui tenoit le fief dominant. Les arrière-fiefs se multiplièrent non-seulement en nombre, mais en degré. Chacun voulut avoir des vassaux, parce que le pouvoir étoit attaché à ce genre de supériorité. Il se forma ainsi au milieu de la société divers degrés de subordination qui tirèrent de la dépendance directe du souverain les hommes & le territoire. La protection des seigneurs & des grands officiers devenue de jour en jour plus puissante que celle du roi, & la faculté qui fut accordée de choisir pour seigneur qui on vouloit, firent sortir de la sujettion directe du roi tous les hommes libres qui changèrent leur alev en fief. D'un autre côté les guerres continuelles, la violence & la superstition étendirent la servitude; de sorte que sur la fin de la seconde race il n'y eut plus que deux espèces de terres, les terres nobles & les terres censuelles, & deux classes d'hommes, des seigneurs & des serfs, des protecteurs & des protégés, des oppresseurs & des opprimés.

Tel étoit l'état de la France, lorsque Hugues Capet parvint à la couronne, & la dota de son domaine. L'histoire du troisième âge de la féodalité est celle de sa décadence, & des moyens que les rois ont pris pour abattre ces pouvoirs intermédiaires, pour reprendre l'autorité envahie, pour réunir au tout les différentes parties du territoire, & tirer la nation du chaos de l'anarchie & du désordre, de manière qu'il ne reste plus aujourd'hui de la féodalité, que le nom & la partie purement fiscale.

& soumises aux grands vassaux qui se sont érigés en souverains , (4) les autres sont restées unies en corps de nation , mais sans véritable lien social ; elles ont retenu une partie de l'autorité pour l'opposer à celle du souverain , & ont éprouvé tous les malheurs de la discorde civile ou de l'anarchie (5).

La monarchie françoise plus favorisée par les circonstances , a acquis avec le temps une juste proportion & une stabilité dont l'histoire des empires fournit peu d'exemples. Nos rois sont parvenus à réunir à la puissance militaire l'autorité civile nécessaire au gouvernement d'une société , à rallier à eux les volontés , à se concilier la noblesse , à s'attacher le peuple , & à se procurer une force réelle capable d'en imposer aux projets féditieux de l'ambition & de

(4) Les divers états de l'Allemagne étoient originairement de grands fiefs , dont les seigneurs se sont rendus indépendans. Sur la fin de la seconde race , & sous une partie des rois de la troisième , les seigneurs étoient presque en France , ce que sont aujourd'hui en Allemagne les princes souverains.

(5) La Pologne en offre un exemple bien remarquable & bien terrible. Les malheurs qu'elle éprouve aujourd'hui , & qui la conduisent à un démembrement & à une foiblesse voisine de l'anéantissement sont la suite de sa constitution la plus contraire à l'ordre & la plus vicieuse qui ait jamais existé. Cette constitution n'est qu'un composé de l'anarchie , de la tyrannie & de la servitude.

l'indépendance. Heureux si cette force avoit eu pour principe toujours renaissant & proportionné aux besoins , un revenu fixe & régulier. Mais trop d'obstacles , trop de prétentions aveugles , la loi même de la constitution féodale , & la foiblesse de l'autorité souveraine , se sont opposés à cet établissement.

Dans l'aristocratie , l'autorité quoique partagée , peut du moins avoir un point de réunion , & tendre au même but ; un même intérêt peut faire agir les grands , & s'opposer à leur division. Si la jalousie les agite , elle les rend en même temps surveillans les uns des autres : elle sert de frein aux ambitieux , & les empêche d'envahir un pouvoir que tous regardent comme un patrimoine dont la jouissance est commune. Le gouvernement féodal présente à la vérité un chef unique , mais sans fonction réelle , & livre la société à une foule de tyrans qui la déchirent & l'oppriment. Il présente l'indépendance du côté des grands & l'asservissement du peuple , le contraste le plus frappant de l'anarchie & du despotisme , l'abus de la force particulière , & la privation d'une force publique : il présente un souverain qui n'a presque aucun pouvoir pour la sûreté intérieure , qui ne tire de la nation que des secours momentanés , insuffisans , toujours contestés ou refusés ,

& qui n'a que des rapports indirects avec elle ; un souverain qui n'a droit de commander que dans certaines circonstances , qui commande à des gens assez forts pour lui résister , qui commande non à une nation réunie en corps de société , mais à une nation composée d'une infinité de sociétés particulières & subdivisées à l'infini , qui commande non à chacune de ces sociétés par l'entremise de ses préposés , mais à des grands jouissans d'un pouvoir qui leur est propre , dont ils usent indépendamment du souverain , & souvent malgré ses ordres & contre lui.

Quel temps , quels efforts n'a-t-il pas fallu pour passer de cet état au gouvernement monarchique , & élever l'autorité souveraine sur les ruines de tous ces pouvoirs intermédiaires ? Nos rois qui n'avoient eu dans l'origine que le genre d'autorité nécessaire pour la conquête , n'avoient reçu que des moyens & des secours relatifs à ce but. Il avoient pris leur part dans le territoire : mais leurs domaines successivement aliénés à titre de récompense , ou engagés dans des momens de nécessité , ne pouvoient plus suffire à la dépense publique , qui s'étendoit en raison des progrès de l'autorité & des besoins de la société : & quelle ressource d'ailleurs peut fournir une propriété foncière ? Elle n'est utile

qu'autant qu'on la fait valoir ; mais les soins & les frais qu'elle exige sont-ils compatibles avec les détails du gouvernement (6) ?

En vain les rois employèrent toutes sortes de moyens pour se créer des revenus & suppléer à leurs domaines : en vain attachèrent-ils à leur couronne une infinité de droits , tels que ceux de francief, d'aubaine, de naufrage, de régale, de douane, de péages, &c. en vain dans des momens de détresse, allèrent-ils jusqu'à tromper la foi publique, en altérant la monnoie, & falsifiant le gage intermédiaire des échanges, dont leur empreinte devoit cautionner la valeur réelle ; tous ces moyens plus ou moins fâcheux par eux-mêmes, ne peuvent procurer que des

(6) La terre par elle même n'est presque d'aucune valeur ; elle ne fournit de revenu qu'autant qu'elle est sollicitée par des dépenses, & il est des dépenses & des soins qui regardent le propriétaire. Le souverain chargé de l'administration publique, est hors d'état de veiller par lui-même aux détails économiques de son patrimoine, & les dépenses qu'exige la société ne lui permettent guères de verser à la terre une partie de son revenu. Ses domaines seront donc toujours négligés & de peu de rapport, les dépenses foncières seront épargnées, & les frais de régie dont la terre ne profite pas, absorberont une grande partie du produit.

C'est un principe reçu, que le domaine du roi est inaliénable ; mais ce principe que les juriconsultes tiennent sans distinction & avec une rigueur inflexible, ne mériterait-il pas un examen relatif aux divers genres de propriétés comprises sous le nom de domaines.

bénéfices casuels & momentanées, incapables de fournir un revenu solide & suffisant.

Il falloit cependant former un patrimoine public, & obtenir de la nation des secours proportionnés aux besoins. On sentoît l'inconvénient du service militaire fait par les vassaux, & la nécessité d'entretenir un corps de troupes toujours subsistant. On étoit fatigué des désordres & des excès commis par les gens de guerre, qui sans solde comme sans discipline, se rendoient plus redoutables à la nation qu'à ses ennemis. Si dans ce moment la nation éclairée sur ses intérêts & sur les loix de l'ordre physique eût consenti l'impôt territorial, régulier, proportionnel, assis sur le produit net de la culture, croissant & diminuant avec lui, si elle eût demandé au souverain, pour prix de sa fidélité à remplir ce devoir social, la radiation de toute espece de subvention, la suppression de toutes les entraves & de tous les droits imposés de toute part sur le commerce, la jouissance entière & indéfinie de la liberté & de la propriété : l'ordre étoit établi pour toujours, la nation eût lié à jamais son intérêt avec celui du souverain, & fût parvenue au plus haut degré de population & de prospérité. Mais qui connoissoit alors ces principes sans lesquels on ne peut qu'agir au hasard ? Qui auroit pu les

faire valoir & les opposer à des prétentions aussi anciennes-que la monarchie , à des prétentions qui subsistent encore aujourd'hui , & qui empêchent les deux premiers ordres de l'état de connoître leur devoir & leur intérêt , & de sentir tout le poids & le danger des impositions indirectes ?

La taille fut établie : elle eût pu devenir un impôt régulier quoique payable par le cultivateur , si elle n'eût porté que sur le produit net de la culture , & d'une maniere fixe & proportionnelle : elle ne s'annonça que comme une subvention personnelle & par cela même arbitraire. On y admit des distinctions qui acheverent d'en faire un impôt aussi fâcheux par ses effets , que difficile à réformer. On en exempta les deux premiers ordres de l'état qui , flattés d'un privilège attaché à la personne , oublièrent qu'ils étoient propriétaires ; que l'impôt qu'on établissoit sur leurs fermiers retomboit sur eux directement , & que le préjudice que la culture devoit nécessairement ressentir d'une charge imprévue , attaquoit ses avances au préjudice sensible de leur revenu. D'un autre côté l'exemption accordée aux habitans des grandes villes peupla les cités au détriment des campagnes , y entraîna les hommes & les richesses , priva le territoire du séjour & de la

consommation rapprochée des propriétaires ; dont la retraite rendit encore la charge plus onéreuse pour ceux sur lesquels elle restoit à asséoir (7).

L'impôt sur les consommations , dont les seigneurs avoient donné l'exemple de toute part , acheva de compléter le patrimoine public. Le défaut de lumière & de calcul ne permit pas d'en appercevoir les inconvéniens ; & ses avantages apparens séduisirent également le peuple & les administrateurs ; de manière que cette ressource , qui ne fut d'abord qu'un filet imperceptible , devint avec le temps la principale mine où l'état puisa ses revenus (8).

(7) La taille est un impôt vicieux , 1°. parce qu'elle est personnelle ; 2°. parce qu'elle est arbitraire ; 3°. parce qu'elle est variable ; 4°. parce que les distinctions qu'elle admet la rendent un impôt odieux & désagréable , qui empêche une infinité de gens de s'occuper de la culture , d'y porter des richesses , & même d'habiter les campagnes.

Mais comment la réformer tant qu'elle sera personnelle & payable par le cultivateur ; cela est absolument impossible , parce que ce qui est personnel est sujet à une variation nécessaire & continuelle. D'ailleurs sa répartition par paroisse & par élection est trop inégale. Si l'on vouloit établir l'égalité , les uns pourroient y gagner ; mais d'autres éprouveroient une augmentation imprévue qui ruineroit absolument leurs avances. Enfin il est impossible que la taille même en la réformant , ne reste arbitraire & variable.

(8) Tous les ouvriers , artisans , journaliers attachés au service de la culture , de l'industrie , du commerce

La facilité d'imaginer de nouveaux droits & d'ajouter aux anciens , l'obscurité de la percep-

& des arts , ce qui compose tout le peuple , payent infiniment plus en impôt sur les consommations qu'en impôt personnel. Leur taille ou capitation sera de trente sols , trois livres , six livres , douze livres , & ils payent vingt-cinq à trente livres à la gabelle pour une famille composée de quatre à cinq personnes , & personnellement dix à douze livres pour le tabac , sans compter les aides , & tous les autres impôts.

On dira sans doute que , si l'on ne s'y prenoit pas de cette maniere , il ne seroit pas possible de tirer de ces gens là par impôt personnel ce qu'on leur fait payer ainsi d'une maniere insensible , & qui se confond avec le prix de la denrée. Cela peut être : d'abord quel avantage de leur faire payer quarante livres par une forme si dispendieuse , que le roi n'en reçoit pas vingt livres , indépendamment de tous les autres inconvéniens de cette forme. Mais au fond , pourquoi faut-il que tous ces gens là , qui ne possèdent que leurs bras , payent un impôt quelconque ? Par cette méthode on trouve aussi le moyen de faire contribuer les indiens : & ne voit-on pas que cette surcharge retombe sur ceux qui font vivre tous ces hommes , soit de salaires , soit d'aumônes , & que tout cela est payé par la reproduction.

Si l'on vouloit calculer ce que coûtent d'abord directement tous ces impôts sur les consommations , & ensuite le préjudice qu'ils causent à la culture & à la valeur des denrées , les richesses qu'ils détruisent , on n'auroit pas lieu de s'applaudir de cette invention. Les aides , par exemple , produisent peut-être au roi trente-deux millions environ , & cet impôt coûte directement à la nation plus de soixante millions en dépense effective. Il détruit ensuite plus de cent cinquante millions de production annuelle ; il condamne à la stérilité des milliers d'arpens de terre qui y auroient été propres , (car par une providence admirable , bien de mauvais

tion, les bénéfices que cet impôt procure à ses agens; la malheureuse facilité que cet amas

terreins qui ne sont pas propres aux grains, sont bons pour la vigne,) il empêche de naître ou réduit à la misère une infinité de familles qui auroient vécu sur cette culture, qu'on doit regarder comme bornée à la moitié de ce qu'elle feroit; il supprime les bestiaux qui auroient été attachés à cette culture; il supprime au préjudice des autres branches de culture & des travaux du commerce & de l'industrie, le bénéfice de la consommation de toutes ces familles; il supprime tous les travaux de main d'œuvre & de voiturage que procureroit la culture des vignes qu'il empêche d'exister; il prive toutes les autres productions de l'accroissement de débit & de valeur que leur donneroit le doublement d'une production d'un aussi grand usage; il enlève en grande partie au royaume une branche de commerce extérieur que la nature lui a donné d'une manière privilégiée, & à laquelle tout le commerce de main d'œuvre ne peut jamais être comparé, &c.

Il en est de même de la gabelle : elle *paraît* produire à l'état quarante-cinq millions; elle coûte à la nation plus de quatre-vingts millions de dépense : car il faut comprendre dans cette dépense non-seulement ce que la nation paye à la ferme pour sa consommation en sel, mais aussi les frais de saisies, amendes, confiscations, compositions, & ce qu'elle paye à la contrebande qui vend moitié moins cher que la ferme, mais qui vend encore le sel quatre & six fois plus qu'il ne vaudroit dans l'état de liberté. Mais qui pourroit ensuite calculer ce que la gabelle coûte indirectement à la nation par le tort qu'elle fait à nos salines qui sont une production territoriale & privilégiée, & dont la gabelle diminue la consommation des trois quarts tant à l'étranger qu'à l'intérieur; par le préjudice qu'elle cause à la pêche, à la nourriture & à l'éducation des bestiaux auxquels le sel est aussi nécessaire qu'aux hommes, & qu'il préserveroit de bien des maladies.

de richesses pécuniaires ouvre au crédit & aux emprunts ; facilité qui dans des temps d'obscurcissement , fit regarder les entrepreneurs de l'impôt comme le soutien de l'état ; d'un autre côté la répugnance des sujets pour tout impôt qui s'annonce par voie de contrainte , l'illusion qui en attachant le payement de ces droits à la consommation , lui donne une fausse apparence de liberté , & confond leur montant avec le prix naturel (9) ; tout semble avoir

à la quantité , & qualité des laitages , des beurres & fromages qu'on n'obtient qu'en donnant aux bestiaux du sel autant qu'il leur plaît , ainsi qu'il se pratique dans les provinces où la vente du sel est libre , &c.

Quiconque avanceroit que la gabelle qui paroît produire quarante-cinq millions coûte à la nation plus de deux cens millions sous tous ces rapports , c'est-à-dire , tant en dépense effective qu'anéantissement de richesses que la gabelle empêche d'exister , ne diroit rien que de très-vrai ; on en trouve la preuve complète dans un ouvrage intitulé : *Des effets de l'impôt indirect prouvés par les deux exemples de la gabelle & du tabac.*

(9) Cette apparence de liberté est assurément bien fausse : il faudroit , pour qu'elle eût quelque fondement , que l'impôt ne fût établi que sur quelques consommations de luxe & de fantaisie , & alors il ne rendroit pas les frais de sa perception. Mais peut-on regarder ainsi le vin , le sel , la viande , le bois , toutes les denrées , le cuir , le tabac même dont l'habitude devient une nécessité indispensable , & peut-on appeler volontaire un impôt mis sur des consommations nécessaires & forcées.

Il est encore une autre considération : on n'envisage ces impôts que du côté du consommateur ; mais ne

concouru à multiplier & étendre ce genre d'imposition, qui est parvenu à embrasser toutes les parties de l'administration économique, à se mêler avec elles, de manière que l'intérêt fiscal se rencontre partout, dans les matières mêmes auxquelles il semble avoir le moins de rapport; qu'il devient souvent l'objet principal & le motif déterminant, & qu'il présente un obstacle aux entreprises ou aux réformes les plus utiles (10)

Mais cette manière d'imposer, plus ruineuse encore par ses effets destructeurs de la valeur des productions & des avances de la culture,

portent-ils pas du moins autant sur le vendeur en première main qu'ils privent d'une partie de la valeur naturelle de sa production. Or est-il libre à celui-ci de vendre ou de ne pas vendre?

Ces impôts ont encore le désavantage de ne pouvoir s'établir dans aucune proportion avec les facultés; le plus petit laboureur ou un artisan consomme plus de sel dans son ménage qu'un homme riche; il dépense autant de tabac, il paye plus de droit d'aides, parce qu'il boit au cabaret.

(10) L'administration de la justice est le devoir le plus sacré du souverain, elle doit être gratuite de sa part; les frais qu'elle exige font partie de la dépense publique pour laquelle les sujets contribuent. Comment l'esprit fiscal a-t-il pu dénaturer les choses au point d'y trouver matière à contribution, & d'en faire une branche de revenu? On peut compter jusqu'à vingt impôts différens sur l'administration de la justice: & quel accroissement n'ont-ils pas pris depuis 1770? Il faut dire la même chose des contrats dont l'authenticité est un avantage social que les citoyens ne doivent pas être forcés d'acheter toutes les fois qu'ils en usent.

que par les frais énormes qu'elle entraîne, nuit à l'impôt territorial, qui sans recevoir d'augmentation en lui-même, perd sa proportion avec les facultés des contribuables; elle arrête la consommation, & par conséquent la reproduction; elle tarit peu-à-peu la source des richesses & du revenu. Quel que soit le préjugé qui la favorise & qui lui accorde la préférence, il ne peut rien sur l'ordre physique; & tandis qu'il séduit & asservit les hommes, la nature suit fidèlement le cours invariable de ses loix, & restreint ses dons en raison des obstacles que le désordre social apporte à la fécondité de la terre (11).

(11) L'impôt est destiné à remplir des besoins renaissans; il doit donc être aisé sur un fonds qui se renouvelle annuellement, & qui suit l'ordre de la nature. Lorsque la récolte d'une année a satisfait à la dette sacrée de l'impôt par un paiement en argent, qui en représente & en équivaux une portion; ne doit-elle pas être libre & immune dans son emploi. La portion qu'on en a donnée au souverain, & qu'on a convertie en argent pour le payer, ne doit-elle pas acquitter la totalité? Pourquoi faut-il qu'elle soit encore soumise à une contribution journalière toutes les fois qu'elle change de forme, ou qu'elle passe d'une main dans l'autre, ou qu'elle circule d'un lieu à un autre?

L'argent nous fait illusion, parce que nous sommes tellement accoutumés à le faire servir de gage intermédiaire aux échanges, que lors même qu'il s'agit de productions, nous les réduisons à l'estimation en argent. Mais l'argent tient lieu de la production à celui qui le

Lorsque le revenu public n'a rien de déterminé ni dans la somme ni dans la manière de le percevoir, il est rare qu'on apporte de l'économie dans la dépense. On se flatte de trouver

possède; c'est avec la production qu'il s'achète; c'est la circulation des productions qui le fait circuler; & lorsque l'impôt l'enlève par parties dans le cours de cette circulation, ce sont autant de parties de productions qu'il s'attribue.

Lorsqu'assis aux portes d'une grande ville, l'impôt attend les productions au passage, & leur fait payer le droit d'aller chercher la consommation par le quart ou la moitié, quelquefois par le double de leur valeur en première main (comme il arrive pour le vin aux portes de Paris) n'est-ce pas comme s'il enlevait le quart, la moitié ou les deux tiers de la production.

On dira peut-être que cela revient au même; que si l'on exigeoit à la fois tout l'impôt du propriétaire, il faudroit qu'il fût beaucoup plus fort; que pour le rendre insensible on le partage, on ne lui en fait payer directement qu'une partie, & l'on perçoit l'autre par parcelles sur les consommations.

Mais la différence est bien grande. 1°. L'impôt direct contient un partage connu & proportionnel avec le souverain; l'impôt sur les consommations renferme aussi un partage; mais obscur, dépourvu de toute règle & de toute proportion. 2°. La somme levée par l'impôt direct peut passer sans intermédiaire & sans frais dans le trésor public; celle qui se perçoit sur les consommations exige des frais immenses, & emploie une armée de surveillans. 3°. Mais ce qui décide encore plus la question, c'est que l'impôt direct ne nuit pas à la reproduction; il en prend sa part, mais sans en diminuer la quantité & la valeur; au lieu que l'impôt sur les consommations met obstacle à la culture par ses effets destructeurs de la valeur, par les bornes qu'il met à la consommation, &c. *Voyez ci-dessus la note 7.*

dans

dans l'établissement de quelque nouveau droit , le supplément dont on a besoin. Mais ces ressources ne produisent pas des secours proportionnés à la charge qui en résulte , & en les multipliant on diminue le produit des autres impôts , parce qu'elles tarissent de plus en plus la source unique des richesses par leurs effets destructeurs des avances productives & de la consommation. La perception de ces nouveaux droits ne peut se faire sans des frais en pure perte pour le trésor public , & l'on en tire encore moins de secours , lorsque la nécessité du moment , ou le désir de jouir , déterminent à les abandonner à des traitans.

Dans l'état de désordre la dépense excède toujours le revenu , chaque année voit naître de nouveaux besoins , & s'augmenter la difficulté d'y pourvoir. Mais comment continuer de dépenser au-delà de la recette , si ce n'est en anticipant sur les revenus , en retardant les payemens , en contractant des engagements dont les suites deviennent une nouvelle cause d'épuisement que chaque souverain prépare à ses successeurs , & un germe fécond de nouveaux impôts. Les emprunts deviennent une ressource presque ordinaire ; la facilité de les remplir , le désir de ménager la génération présente qui fait oublier si aisément les intérêts de la

génération future portent à les multiplier sous toutes les formes qu'on peut imaginer (12).

L'intention sans doute est toujours de libérer l'état dans un temps plus favorable. Mais il est si doux d'emprunter & si dur de rendre, que la dette loin de s'éteindre, va toujours en croissant. Les guerres qui surviennent, & qui sont devenues si coûteuses depuis un siècle, nécessitent encore des moyens extraordinaires qui n'empêchent pas qu'il ne reste à la paix des sommes énormes de dettes exigibles & d'engagemens qu'on ne peut acquitter dans le temps inter-

(12) Pendant long-temps les emprunts ont paru être la ressource la moins onéreuse. *Tant que l'état ne se doit qu'à lui-même, disoit-on, il n'en résulte qu'une circulation favorable, en même temps qu'on pourvoit aux besoins sans être obligé de fouler le peuple par de nouveaux impôts; on ouvre aux capitalistes des débouchés, sans lesquels l'argent resteroit oisif; on leur crée des revenus qui font valoir la consommation, & l'on met en circulation un numéraire qui seroit inutile.* Mais l'état fâcheux des nations qui se sont livrées à la malheureuse facilité des emprunts, la nécessité où elles se trouvent réduites d'employer au paiement des intérêts une grande partie du revenu public, de négliger les avances sociales & les dépenses les plus utiles à la société, de recourir aux expédiens les plus ruineux pour soutenir ce crédit dont elles ont tant abusé, de se mettre dans la dépendance des agens de l'impôt, attestent assez le danger de cette perfide ressource qui est en même temps une des suites les plus funestes de la forme vicieuse de l'imposition, & un des plus grands obstacles au rétablissement de l'ordre.

médiaire d'une guerre à l'autre, & qui reculent d'autant plus l'espérance & la possibilité de la libération.

Cet état d'épuisement & de foiblesse si éloigné de la prospérité dont devrait jouir une grande nation-agricole, a pour première cause l'ignorance des loix de la reproduction, qui déterminent la perception du revenu public, & il ne peut cesser que par le retour à l'ordre.

L'impôt ne peut être qu'une portion des fruits renaissans, appliquée à la dépense publique, destinée à procurer la sûreté des propriétés particulières & l'entretien des propriétés communes.

Où doit-il donc se puiser, si ce n'est pas à la source commune des richesses, & par un partage régulier & proportionnel ? Si les possesseurs du territoire, qui seuls doivent le fournir, se refusent à ce partage, & opposent des préjugés & des prétentions frivoles au titre incontestable du souverain ; s'ils regardent comme une infraction de leurs privilèges & une atteinte portée à leurs droits, une perception directe qui loin d'être contraire à la propriété, en est la sauvegarde & l'appui ; il est d'une nécessité physique que l'impôt, déguisant sa marche & trompant le faux calcul de la cupidité aveugle, revienne par une infinité de circuits & de détours, s'asseoir enfin sur leurs héritages, détruire

leur revenu dans sa source, & le grever dans sa distribution & dans son emploi (13).

En effet, les loix de l'ordre physique ne peuvent se plier à toutes les fausses institutions politiques, & à tous les préjugés qu'il plaît aux hommes d'admettre. La société est une collection d'hommes jouissans de leurs droits, & soumis à des devoirs relatifs qui se réunissent pour trouver dans l'association leur bonheur & leur sûreté, qui dans ce nouvel état acquièrent de nouveaux droits, contractent de nouvelles obligations, & s'engagent à des dépenses communes qu'ils ne peuvent remplir que par des moyens physiques.

La maniere de se procurer ces moyens n'est point arbitraire ; elle est nécessairement subordonnée aux loix physiques de la reproduction.

La premiere de ces loix est que la nature n'accordant les récoltes qu'au travail & aux

(13) Voilà ce qu'on ne peut trop répéter aux propriétaires, & ce qu'il faut leur inculquer en mille manieres jusqu'à ce qu'ils le voient & le touchent au doigt. Il faut qu'ils sentent que ce sont eux qui doivent tout l'impôt, & qu'au fond ce sont eux qui le payent, de maniere que quoiqu'il gêne & moleste les autres classes de citoyens, qu'il greve le commerce & l'industrie, c'est sans préjudice du tort qu'il cause aux propriétaires en retombant sur eux, avec tous ses effets destructeurs qui doublent & quadruplent la surcharge,

dépenses, il est d'une nécessité physique de prélever sur la reproduction totale la portion destinée à faire naître la récolte suivante. Soumettre cette portion privilégiée à une contribution en faveur de l'état, *c'est couper l'arbre par le pied pour en cueillir les fruits* ; c'est ne vouloir vivre qu'une année ; c'est éteindre l'espérance de l'avenir ; c'est employer à une dépense annuelle non une richesse disponible, mais une partie du fonds le plus précieux, & sans lequel la terre devient nulle pour l'état & pour les sujets.

Quelque sacré que soit le titre du souverain, quelque faveur que méritent les besoins publics, il est dans l'ordre physique un besoin plus pressant encore, c'est celui d'exister & d'en perpétuer les moyens. Le besoin de la protection suppose des richesses à défendre, des hommes assurés de leur subsistance, & à qui il ne manque que la sûreté civile.

Mais suffit-il de respecter cette portion engagée aux frais de culture, & dont l'emploi fait renaître & perpétue les richesses ? La portion libre est-elle arbitrairement impossible dans les mains du propriétaire ? Non sans doute : tous les droits sont pesés & mesurés par les loix souveraines de l'ordre : tout a sa règle & sa proportion combinée sur les moyens physiques.

par lesquels s'obtient la reproduction annuelle :

Les avances primitives, ce fonds de richesses mobilières dont il faut couvrir la terre pour la rendre féconde, supposent qu'elle a reçu les préparations nécessaires pour la culture; elles supposent les défrichemens & les bâtimens élevés pour mettre à couvert les cultivateurs, les bestiaux & les récoltes. Ce sont ces dépenses préalables à la culture & incorporées à la terre, qui constituent ensuite sa valeur. Sans elles elle n'est d'aucun prix, parce qu'elle n'est d'aucune utilité. Ces plaines immenses de bruyères qui occupent une si grande partie de nos provinces, n'ont d'autre usage que de fournir à quelques troupeaux épars une subsistance difficile : à peine le propriétaire daigne-t-il les compter dans ses domaines; il fait que pour les forcer à produire, il faudroit les acheter par des dépenses souvent plus grandes que n'est le prix d'un héritage en valeur.

Celui qui a fait originairement l'avance des dépenses foncières, a donc acquis un droit incontestable sur les fruits; droit qui renferme à perpétuité l'indemnité annuelle des frais de l'entreprise, & l'intérêt légitime de ce fonds versé sur la terre, & qui ne peut plus en être séparé; droit qui doit durer autant que l'héritage, & qui se transmet avec lui; droit qui

constitue vraiment la propriété foncière, puisqu'elle n'eût jamais existé sans ces dépenses, & dont la jouissance exige encore un entretien annuel, qui est en même temps une condition & une charge indispensable du revenu.

Si donc il est une loi physique qui met à couvert les avances de la culture, qui défend d'y jamais porter atteinte sous peine de voir la reproduction s'anéantir ; *il est une seconde loi physique* qui assure les droits du propriétaire, & qui pose en sa faveur des bornes nécessaires au droit & à la faculté d'imposer : loi parfaitement conforme à la justice, & en même temps à l'intérêt de toute la société : loi gardienne & protectrice de la propriété qui n'auroit rien d'assuré, & par conséquent qui ne s'achèteroit pas par tant de dépenses, si l'état pouvoit prétendre une portion arbitraire & trop forte dans les fruits renaissans, laisser le possesseur incertain de son sort, & borné à une jouissance qui ne seroit pas proportionnée à l'intérêt de sa mise originaire & aux frais d'entretien. Tout ainsi donc que le propriétaire ne peut jouir lui-même qu'après le cultivateur, tout ainsi qu'il ne peut s'approprier que l'excédent des reprises de la culture : l'état ne peut être admis au partage qu'après l'un & l'autre, parce que leur droit acquis à titre onéreux, résulte des dépenses qu'ils

ont faites, & qu'ils continuent de faire pour procurer les récoltes. L'existence d'un revenu public suppose ces deux premiers droits satisfaits, parce que les besoins communs ne peuvent eux-mêmes être remplis, qu'autant que le cultivateur est assuré de ses reprises, & que le propriétaire trouve dans la portion qui lui reste une indemnité suffisante de sa première mise & de l'entretien annuel, parce que sans ces deux conditions, la terre privée de l'emploi des richesses qui la fécondent, cesse de nourrir les hommes, & qu'il n'est plus de société (14).

(14) On doit distinguer trois sortes de dépenses nécessaires à la culture. 1°. *Les avances foncières* qui consistent dans la construction des bâtimens servant à l'exploitation, dans les défrichemens, la marne, les dessèchemens & autres préparations nécessaires pour mettre la terre en état de produire. Ces dépenses sont à la charge du propriétaire, ce sont elles qui donnent à la terre la *valeur locative*.

2°. *Les avances primitives*, c'est-à-dire celles que l'entrepreneur de culture est obligé de faire en chevaux, bestiaux, instrumens, gages, nourriture des domestiques & salaires jusqu'à la première récolte.

3°. *Les avances annuelles* qui consistent dans des dépenses à faire d'une récolte à l'autre.

Les avances foncières doivent produire un intérêt annuel, & cet intérêt forme le revenu du propriétaire; tout le produit net ne lui appartient donc pas, il ne le reçoit qu'à la charge de l'entretien des avances foncières & de la contribution à la dépense du culte & à la dépense publique.

Les avances primitives doivent aussi donner un intérêt qui constitue le bénéfice de l'entrepreneur de culture; sur ce bénéfice il est chargé d'entretenir son

Il est enfin une troisième loi plutôt sociale que physique, qui appelle le souverain au partage des fruits, & qui établit son titre. Il ne possède rien dans les héritages, il n'a rien dépensé pour les mettre en valeur, il ne contribue point aux frais de leur entretien ni de leur culture ; mais il veille autour d'eux, il garde, il protège, il assure la possession tranquille du fonds & des fruits ; il entretient sur le territoire une force publique qui est présente partout, & supérieure à toute résistance. Sans cette protection & la sûreté qu'elle procure, il n'y auroit ni propriété assurée, ni certitude de recueillir les fruits du travail & des dépenses, & par conséquent ni emploi des richesses sur la terre, ni culture, ni société. Les deux sortes de dépenses qui forment le titre des cultivateurs & des propriétaires sont les causes physiques de la reproduction. La protection fournie par l'autorité tutélaire, &

attelier qui est sujet à un dépérissement continuel, & de soutenir les pertes & accidens qui surviennent.

Les avances annuelles étant consommées tous les ans, doivent être prélevées tous les ans sur la reproduction ; elles forment avec l'intérêt des avances primitives, ce qu'on appelle *les reprises de la culture*. Le surplus est le produit net qui doit se partager entre le propriétaire, le décimateur & le souverain. Il faut donc que ces deux portions prélevées, ensemble les frais de l'entretien annuel des avances foncières, le propriétaire trouve dans ce qui lui reste, un intérêt suffisant.

qui consiste dans la force publique , est la condition sociale , sans laquelle la reproduction ne peut avoir lieu. Les dépenses qui procurent la sûreté civile sont donc aussi essentielles que les dépenses productives. Mais l'ordre naturel des choses ne peut permettre que cette protection , dont le but est d'assurer les dépenses qui concourent à la reproduction & les droits de ceux qui les confient à la terre , puisse l'emporter sur ces droits , & marcher avant eux ; il ne peut assigner aux besoins publics que le troisième rang , & en réglant le partage du produit net entre le propriétaire & le souverain ; il défend également à l'un & à l'autre de jamais toucher aux reprises de la culture. Il ne faut pas moins que la réunion de ces trois intérêts pour assurer à perpétuité la culture , la multiplication des hommes , la prospérité des sociétés , la force & la durée des empires , & elle ne peut s'opérer que sous l'impôt direct sous lequel l'entrepreneur de la culture n'a de droits à discuter qu'avec le propriétaire , & celui-ci stipule seul avec le souverain pour la portion déterminée dont il doit contribuer à la chose publique (15).

(15) Que les avances productives soient exposées ; que l'impôt arbitraire & variable rende incertain le droit du propriétaire ; que son sort ne soit pas aussi avantageux qu'il doit l'être pour l'engager à entretenir , à

Mais qui peut jamais s'assurer que ces trois conditions essentielles de la culture soient observées & respectées sous l'impôt indirect, ou plutôt comment pourroient-elles n'être pas violées & absolument méconnues sous cet impôt, dont le fait seul prouve qu'on ignore les premières loix physiques de la reproduction, & qui ne peut avoir lieu que parce qu'on les ignore? Sous cet impôt qui de sa nature est arbitraire, qui n'a d'autre base que la volonté qui l'établit, qui ne peut être fondé sur aucune proportion, qui fait également illusion par son produit & par ses effets, qui frappe indistinctement sur toutes les dépenses, & par conséquent sur les avances de la culture comme sur le produit net, qui éprouve des augmentations continuelles, qui par là rend incertain le sort des entrepreneurs de culture qui n'ont pu le prévoir, & change les élémens du traité qu'ils ont fait avec le propriétaire, qui en portant sur les travaux du

améliorer, à porter ses soins & ses richesses sur la terre; que l'état par la résistance des propriétaires ou par la forme vicieuse & destructive de l'imposition, se voye privé d'un revenu suffisant pour procurer la sûreté publique, & multiplier les propriétés communes; la culture sera nécessairement languissante, & par conséquent la société sera réduite à un état de foiblesse relatif au degré de désordre qu'il éprouve dans ces trois points essentiels, ou dans l'un d'eux.

commerce & de l'industrie, en donnant atteinte à la valeur des productions, en grevant la consommation, retombe encore par contrecoup sur la culture dont il augmente les dépenses & diminue les produits.

Les intérêts du cultivateur, du propriétaire & du souverain, ne se concilieront jamais que sous le régime de l'ordre, & ce n'est que de cet accord que peuvent résulter la sûreté, la richesse & le bonheur de la société. Le revenu public est d'autant plus abondant, que les droits du cultivateur & du propriétaire sont respectés, & leur sort est d'autant plus heureux, que le revenu public met le souverain à portée de ne rien épargner sur les frais de protection & sur les dépenses communes. Appelé au partage proportionnel des fruits, il est continuellement averti par l'état de son revenu, de celui de la culture dans chaque canton; il est excité par son intérêt personnel à remédier aux causes qui en arrêtent les progrès, & surtout à vivifier son territoire par la plus grande liberté des échanges au dedans & au dehors, par toutes les facilités du commerce, par tous les moyens qui sont propres à en diminuer les frais, & à en augmenter la valeur (16).

(16) Il ne suffit pas à l'administration d'assurer la

Tous les peuples policés ont connu la nécessité de la culture & de la propriété mobilière

liberté du commerce au dedans & au dehors : il est de son devoir & par conséquent de son intérêt , de travailler à vaincre les obstacles qui rendent la communication plus difficile , & d'employer une portion du revenu public à construire des chemins , surtout par eau , & à mettre en œuvre ceux que la nature a faits , en rendant navigables tant de rivières qui en sont susceptibles. Ce sont là pour un gouvernement les avances foncières qui le concernent. Les frais de transports sont des dépenses stériles qu'il est intéressant de réduire. Tout ce que l'on peut gagner en épargne sur elles, tourne en accroissement de produit net , & par conséquent en augmentation de la propriété foncière qui ne vaut qu'en raison du produit net , & par conséquent en augmentation du patrimoine public , qui dans l'état d'ordre consiste dans une portion fixe & déterminée du produit net du territoire.

Le Cher, par exemple, pourroit être rendu navigable beaucoup plus haut qu'il ne l'est , & donneroit un débouché bien avantageux au Berri qui en manque. *Le Loir* traverse le comté de Dunois , le Vendomois , le bas Perche , une partie de l'Anjou. C'est une des rivières les plus navigables par sa profondeur constante qui le rend capable de porter les plus grands bateaux. Sa navigation qui n'est empêchée que par des moulins & quelques attérissemens causés par la chute des moulins , rendroit la vie à toutes ces provinces qui sont aujourd'hui dans l'engourdissement , & le souverain trouveroit bientôt un ample dédommagement de sa dépense dans l'accroissement de culture & de produit qui en résulteroit, sans mettre aucun impôt sur la navigation.

Mais s'il n'est pas en état d'en faire l'avance , il vaudroit encore mieux payer des droits pour un temps , & charger de ces opérations des compagnies composées d'actionnaires. On leur accorderoit des droits fixes , sur lesquels elles prendroient non-seulement l'intérêt des

& fonciere ; ils se font confédérés pour parvenir à les assurer ; ils ont érigé au milieu d'eux une autorité souveraine , & lui en ont remis le soin. Ils ont dû sentir que l'autorité n'est par elle-même qu'un droit & un titre ; que ce droit est

actions , mais le remboursement annuel par la voie du fort d'un certain nombre d'actions ; on parviendrait ainsi en un certain nombre d'années à rendre la navigation libre , & à l'affranchir des péages , qui sont toujours fâcheux pour le commerce.

Il faudroit que ces compagnies remboursassent ou missent en actions le prix des moulins qu'il faudroit supprimer , & des héritages adjacens dont on auroit besoin. La propriété est un titre sacré ; mais ce n'est point la violer , que de la supprimer en la payant dans toute sa valeur , lorsqu'elle se trouve nuire au service public. Une riviere navigable , ou qui peut le devenir , est un chemin de communication ouvert par la nature , & le plus favorable de tous. Les rivières peuvent appartenir exclusivement aux particuliers pour la pêche ; jamais pour le cours de l'eau , qui forme une propriété commune , dont personne n'a droit de s'emparer , & que le souverain peut toujours revendiquer , comme chef de la société. En faisant le bien des propriétés particulières , & leur procurant des débouchés , c'est en même temps pour lui-même qu'il travaille , puisque de droit il a sa part dans le revenu du territoire. C'est en quoi *l'ordre* est particulièrement admirable. Dans l'état de désordre , cette unité d'intérêt qui est le véritable lien de la société , n'existe que de nom , & se trouve à chaque instant contredite & blessée par les faits & par la conduite : dans l'état de l'ordre cette unité est parfaite & d'autant plus sensible , que le souverain , quelque jaloux qu'il puisse être d'augmenter son revenu , voit évidemment qu'il ne peut y parvenir qu'en employant tous les moyens propres à accroître celui de ses sujets.

inefficace, s'il n'est réuni au pouvoir des'opposer au dedans & au dehors à toutes les entreprises d'invasion, d'usurpation & de violence, & de pourvoir aux dépenses publiques nécessaires à la prospérité de la société. N'est-il pas étonnant qu'ils n'ayent pas conclu de ces vérités connues, que si la loi qu'institue l'autorité souveraine est la première loi fondamentale d'une société, celle qui établit un revenu public proportionné aux besoins de la société est la seconde loi publique avouée, consentie & reconnue comme la base de l'ordre social. N'est-il pas étonnant que la formation du revenu public n'a été nulle part le fruit de la réflexion & de la connoissance de l'ordre physique, & que partout elle n'ait eu d'autre règle que la loi aveugle du besoin, le hasard & les circonstances, ou des opinions & des prétentions exorbitantes; que l'assiette de l'impôt sur tel & tel objet n'ait eu pour cause que la volonté de ceux qui gouvernent, ou la résistance de ceux qui sont gouvernés, comme si toutes les richesses étoient indifféremment imposables, comme si cette dette étoit la dette de tous, comme si ceux que la nature y soumet pouvoient s'en affranchir en la rejetant sur les autres, comme s'il étoit égal pour la reproduction des richesses & la prospérité de la société que l'impôt prît telle

ou telle route pour former le revenu public.

Cependant la loi de l'impôt est trop importante au bonheur & à la tranquillité des sociétés pour être arbitraire. Elle a sa base immédiate & nécessaire dans l'ordre physique, dans les loix de la reproduction & de la distribution des richesses qui déterminent le partage des dons de la nature de la manière la plus utile à tous, & dans les loix de la justice qui assurent à chacun ce qui lui appartient.

Ce sont donc ces loix qu'il faut consulter pour trouver le vrai moyen de concilier la nécessité d'un revenu public avec l'intérêt de la reproduction; intérêt qui renferme celui de la propriété pour le maintien de laquelle la société est établie, & à laquelle doivent se rapporter toutes les institutions sociales; de manière qu'il demeure pour constant que toute forme d'imposition qui peut nuire à la reproduction par ses suites plus ou moins éloignées, est contraire à l'ordre physique, & par conséquent au bien de l'ordre social.

L'état actuel des sociétés, la multiplication des diverses professions qui partagent les citoyens, des rapports par lesquels ils se touchent, & des intérêts exclusifs qui semblent les diviser, nous ont étrangement écartés des vues simples de l'ordre naturel. Mais remontons à
l'origine

l'origine des sociétés ; considérons une colonie naissante ; étudions ses progrès , & les degrés par lesquels elle passe avant de parvenir à l'état d'une société régulière & florissante. Si elle reçoit des secours d'une société formée, en peu d'années elle pourra s'accroître & s'étendre. Mais si elle est placée dans un pays inculte & dénué de toute avance , elle s'occupera d'abord des moyens journaliers de subsister. Pendant longtemps elle n'aura d'autre ressource que les biens épars que la nature offre au travail de la recherche , & elle ne pourra avoir ni souverain , ni magistrats , ni existence civile. Elle ne pourra commencer à cultiver qu'après avoir mis en réserve & conservé des fruits qui la mettent en état d'attendre de la terre la multiplication des biens qu'il faut lui confier. Il lui faudra pendant long-temps accumuler tous les produits pour les rendre à la terre ; il lui faudra par une rigoureuse économie & une longue privation , amasser peu à peu ce fonds d'avances primitives , qui tend ensuite à épargner les frais annuels , & à les rendre plus productifs.

Ce ne sera qu'au prix de tous ces travaux & de cette attente , qu'elle pourra enfin obtenir un produit libre & vraiment disponible , dont le retour ne soit point dû à la terre , & dont l'emploi puisse être partagé à d'autres dépenses sans

détérioration. Jusques-là la société ne peut être composée que de deux classes, celle des cultivateurs & celle des ouvriers qu'ils peuvent entretenir : il n'y a point de place pour la classe des propriétaires; la portion qui lui est destinée n'existe point encore, & l'état de la culture exige le travail personnel de tous les possesseurs d'héritages. La société ne peut encore avoir qu'une existence foible & précaire; elle se dispose à former un corps politique : mais les familles qui la composent ne présentent qu'une espèce d'association fondée sur les secours mutuels & les devoirs de concorde & de bienfaisance que la moindre division intestine peut rompre & dissiper.

Ce ne fera que par l'existence d'un produit net que cette société pourra acquérir la solidité qui assurera son état; ce n'est que par lui qu'elle pourra entretenir une autorité tutélaire, & l'armer d'une force capable d'en imposer au dehors, & de réprimer au dedans les entreprises de la violence & de l'injustice. Jusqu'à ce moment elle n'a ni richesses ni hommes disponibles, qu'elle puisse employer à la défense & à la sûreté publique; elle est exposée à toutes les insultes, & incapable d'une résistance soutenue : si l'autorité qu'elle peut ériger au milieu d'elle pour juger les différens, & être le point de réunion des volontés, entreprend de forcer les

circonstances, & d'augmenter son pouvoir par une contribution qui excède l'état de la culture & des richesses; si elle veut arriver trop tôt au degré de puissance, qui est le vœu naturel de l'autorité; ou si sans exiger un impôt trop fort en lui-même, elle l'établit d'une manière qui nuise à la reproduction; elle travaille à se détruire elle-même; elle ôte à la société qu'elle gouverne les moyens de se fortifier, & l'empêche d'arriver au terme où la culture l'auroit portée.

En peut-il être autrement dans une société formée? Est-il pour elle d'autre loi physique & d'autres moyens de multiplier les hommes & les richesses? Des principes d'administration qui renverseroient une société naissante, peuvent-ils devenir pour une société formée, la route du bonheur? La possibilité de contribuer à la dépense publique, n'aura-t-elle pas toujours pour bornes indispensables l'état de la reproduction, la nécessité de respecter les avances de la culture, de n'asseoir l'impôt que sur la portion libre, & dans une proportion qui laisse au droit du propriétaire l'étendue qu'il doit avoir; pour que la possession des héritages devienne précieuse, & qu'on n'épargne rien pour accroître leur valeur?

Telle est la loi immuable de l'impôt, que nulle institution humaine ne peut impunément enfreindre, parce qu'elle est une conséquence immédiate de l'ordre physique, qui règle la distribution des richesses entre ceux qui coopèrent physiquement ou socialement à la reproduction. N'allons donc pas chercher d'autre loi; nous ne pourrions qu'en forger de positives & d'arbitraires, & nous écarter de la nature qui doit être la base de l'administration.

En vain pour légitimer les impôts indirects, voudra-t-on nous persuader que tout citoyen participant aux avantages de l'association, puisque l'autorité garantit ses droits de liberté personnelle & de propriété mobilière, puisqu'elle entretient pour sa sûreté la force publique; la justice exige qu'il paye cette protection par sa contribution aux dépenses communes; que la charge de l'impôt doit se répartir sur tous ceux qui profitent de son emploi, & qu'elle devient moins onéreuse par ce partage. *Principe faux*, & qui n'a pour lui qu'un vain éclat de convenance, & une apparence trompeuse d'équité. Il n'est pas conforme à la justice, puisqu'il se trouve contraire à l'intérêt de la reproduction qui est celui de toute la société; & le seul avantage qu'il paroît présenter est illusoire.

& trompeur , puisqu'il est faux qu'une répartition générale rende le fardeau moins pesant pour les propriétaires (17).

Les hommes ne peuvent être soumis à l'impôt que comme possédans des richesses dont on puisse sans détérioration appliquer une partie à la dépense publique. Ce ne sont donc pas leurs richesses personnelles qu'il faut consulter, mais le titre auquel il les tiennent, & l'emploi qu'elles doivent avoir dans leurs mains. Or des trois classes qui composent essentiellement la société, vous ne trouverez que celle des propriétaires qui possèdent des richesses vraiment contribuables : il y a plus, vous ne trouverez que cette classe qui paye véritablement l'impôt sans s'en indemniser sur personne. La loi physique qui l'y soumet est si impérieuse, qu'en vain la loi fiscale entreprend de l'enfreindre; elle ne réussit qu'à rendre le fardeau plus pesant,

(17) Un des grands avantages de l'impôt direct, c'est que dès qu'il est une fois établi d'une manière fixe & constante, il n'est proprement payé par personne, mais directement par la terre qui le fournit. La portion du produit net attribuée à l'impôt, n'est plus dans le commerce, elle ne s'achète ni ne se vend; elle ne se transmet pas par succession : elle forme véritablement un patrimoine public & une propriété commune; & il en est de l'impôt direct comme de la portion du revenu enlevée par la dixme & par la taille, que personne ne compte acheter en acquérant un héritage.

à détruire le revenu dans sa source , & à le surcharger dans son emploi. De quelque manière que l'impôt indirect soit assis , quelque déguisement qu'il prenne dans sa marche , il faut que de toute part il revienne à aboutir au propriétaire non simple & proportionnel , comme le feroit l'impôt direct , mais doublé par les frais d'une perception dispendieuse & quadruplée par ses effets destructeurs de la reproduction (18).

(18) Ce qui effraye aujourd'hui les propriétaires , c'est que le passage de l'impôt indirect semble changer entièrement leur état , & le charger d'un fardeau imprévu auquel ils n'ont pas dû s'attendre. La partie de l'impôt exigée aujourd'hui des autres classes de citoyens , leur semble être payée à leur décharge , & le rejet de cette partie sur eux leur paroît un fardeau accablant.

Mais ils doivent aussi considérer que tout l'impôt , quel qu'il soit aujourd'hui , retombe définitivement sur eux , soit en augmentation de dépense , soit en diminution de revenu : en augmentation de dépense en tant qu'il renchérit les consommations , & par conséquent tous les travaux du commerce & de l'industrie ; en perte sur le revenu , en tant qu'il porte sur la culture , & opère des déductions nécessaires sur le produit net ; en tant qu'il enlève une partie de la valeur naturelle des productions , en tant que les frais immenses de sa perception obligent de lever le double pour avoir le simple ; en tant que ses effets indirects détruisent infiniment plus de richesses & de productions que la somme qu'il leve , & dont le souverain ne reçoit qu'une partie.

Il ne faut donc pas juger du revenu possible par le revenu actuel , qui se trouve aujourd'hui absorbé de toute part , & détruit par tous ces impôts indirects , qui non-seulement en enlèvent à chaque instant des

Il ne dépend donc pas des hommes de détruire cette loi physique ; ils peuvent la méconnoître , lui substituer leurs préjugés , & la contredire par leurs fausses institutions ; mais quelles que soient leurs opinions & leur conduite , il sera toujours vrai qu'une nation agricole n'a que sa reproduction annuelle pour fournir à sa dépense , dont l'entretien public fait partie ; que le revenu ne consiste que dans l'excédent des fruits de culture ; qu'il n'existe que par le moyen des avances , & sous la condition de n'en rien retrancher , & qu'il se détruit par une progression effrayante , dès qu'on porte atteinte à cette portion privilégiée.

Où peut donc se placer l'impôt , si ce n'est sur la portion libre ? Prétend-on y soumettre les bénéfices de l'entrepreneur de culture ? Mais ne font-ils pas partie des frais indispensables ? Qui donc en voudra faire les avances , s'il n'en retire un intérêt proportionné à sa mise , aux risques & au travail ? N'est-ce pas détourner les richesses de cet emploi si utile ? N'est-ce pas écarter de cette profession ceux qui sont en état de l'exercer à l'avantage de la société ? N'est-ce

portions , mais anéantissent beaucoup plus encore qu'ils n'enlèvent par les obstacles physiques & moraux qu'ils mettent au succès de la culture , & à la formation du revenu.

pas priver la terre de l'emploi de ce bénéfice, que le cultivateur ne manque pas de lui reverser, & lui ôter les moyens de réparer & d'entretenir ses avances ? Heureusement pour la société, l'entrepreneur de culture trouve ordinairement moyen de se soustraire à l'impôt, il le fait entrer dans le calcul de ses frais, & le fait retomber sur le propriétaire, en déduction du revenu qu'il lui auroit payé.

Mais les agens du commerce & de l'industrie favent par le même calcul se dérober à l'impôt qu'on prétend exiger d'eux, & qu'ils ne doivent pas. Ils n'ont aucun droit au premier partage des fruits renaissans ; ils n'en reçoivent des portions que par forme de rétribution & de salaires, qui leur sont payés par l'une des deux classes auxquelles en appartient la totalité. Leurs bénéfices sont déterminés d'une part par la concurrence qui se trouve entre eux, & de l'autre par l'intérêt légitime qu'ils doivent retirer de leurs avances, & par la rétribution nécessaire du travail ; conditions sans lesquelles les diverses professions seroient abandonnées. Ils sont donc forcés d'ajouter aux frais de main-d'œuvre ou de commerce l'impôt qu'on leur fait payer ; ils ne font que l'avancer, & s'en indemnifient sur ceux qui achettent leur travail.

L'avantage d'une répartition générale de l'im-

pôt sur tous les citoyens ; est donc purement imaginaire : c'est un effort inutile de l'homme contre la loi physique , & un faux calcul de la cupidité.

Mais qui pourroit croire combien cette illusion a coûté aux souverains & aux sujets ? Qui pourroit comprendre & calculer les suites de cette erreur capitale ? L'affoiblissement de la culture , la pauvreté des campagnes , l'engourdissement & l'inaction de leurs habitans , la dégradation des héritages , l'épargne dans les dépenses qu'on fait pour la terre , la dépopulation d'une part , de l'autre la multiplicité des mendiants , la difficulté des moyens de subsistance pour tous ceux qui vivent de salaires , l'épuisement du revenu public , les ressources ruineuses auxquelles on est forcé de se livrer pour y suppléer , la masse des dettes qui accablent tous les états de l'Europe , &c. &c. Tous les maux enfin qui affligent les sociétés , ont pour cause principale les faux principes sur lesquels l'impôt est assis , & l'ignorance des loix physiques qui doivent lui servir de mesure & de règle.

Puissent ces vérités si simples , si faciles à saisir , si importantes au bonheur des sujets , à la puissance des souverains & à la prospérité des sociétés , se répandre de jour en jour ,

convaincre les propriétaires de leur devoir & de leur intérêt, & faciliter aux administrateurs les moyens de parvenir à une réforme qui entraîneroit nécessairement celle de toutes les erreurs politiques (19).

(19) En effet, établir l'impôt direct, c'est dans le point le plus important rendre un hommage réfléchi aux vérités capitales qui constituent l'ordre social fondé sur l'ordre physique. C'est reconnoître, par exemple, *que la terre est la source unique de toutes les richesses*. Or, de ce seul principe vu dans toute son étendue, dérive toute bonne administration & toute législation sage & prospère.

En effet, *si la terre est la source unique des richesses*, il n'est rien qu'on ne doive faire pour rendre cette source plus abondante. Toutes les opérations publiques doivent être dirigées vers ce but, & combinées avec ce grand intérêt; aucune ne peut lui être étrangère. Les moyens physiques de multiplier les productions sont *le travail & les avances*. Mais les hommes ne se détermineront pas, & même ne pourront pas employer ces moyens dispendieux autant qu'il est nécessaire pour obtenir une forte reproduction; si la certitude d'y trouver leur intérêt ne leur en donne la volonté & la faculté; c'est-à-dire, s'ils ne jouissent de *la plus grande sûreté dans l'exercice de leurs droits de liberté personnelle & de propriété mobilière & foncière*. Telle est la condition sociale de la culture. Ses succès n'ont d'autre mesure que la manière dont cette condition se trouve remplie de la part de ceux qui gouvernent, & tous les détails de l'administration y ont un rapport plus ou moins éloigné.

Ainsi la sûreté des avances de la culture, l'immunité personnelle du cultivateur, qui ne doit que son travail & l'emploi de ses richesses, & qui pour l'intérêt évident de la société, ne le doit *qu'à la terre* :

L'établissement d'un impôt direct régulier proportionné au produit net du territoire, sagement combiné

R É S U M É

Sur la théorie de l'Impôt.

IL est facile de réduire à des termes bien simples toute la théorie de l'impôt, & il est utile de le faire, parce que des principes aussi importants au bonheur des Sociétés ne peuvent être trop éclaircis. Il faut partir de

avec les droits du propriétaire, la simplicité dans la perception, l'économie dans les dépenses, la fidélité dans le maniment des deniers publics, l'exactitude dans la comptabilité :

La liberté de l'industrie qui dérive de la liberté personnelle, & qui tient encore à l'intérêt social par la diminution des dépenses stériles :

L'immunité du commerce qui naît du droit de propriété, & qui est la condition nécessaire pour obtenir le plus grand revenu possible :

La franchise du commerce extérieur qui en est la suite, & qui est aussi favorable à une nation dans ses achats que dans ses ventes :

La facilité des échanges, & par conséquent des moyens d'échange qui sont les communications & les débouchés :

La réforme des loix civiles en tant que par leur arbitraire & leur multiplicité, elles suscitent des contestations, elles blessent les deux premières loix, & gênent l'exercice des droits légitimes ;

La suppression des frais & des longueurs dans l'administration de la justice :

La liquidation de la dette nationale qui sous tous les rapports possibles, est un très grand mal, parce qu'elle absorbe le revenu public au préjudice de son véritable emploi, qu'elle oblige de lever un impôt plus considérable, qu'elle est une des causes du désordre de l'impôt ; qu'en épuisant le trésor public, elle conduit à la ressource ruineuse du crédit, & que l'habitude & la facilité

ces principes d'une évidence physique, 1°. que la terre est la source unique de tous les biens propres à la subsistance des hommes, & à remplir leurs divers besoins de nécessité, de commodité & de jouissance; 2°. qu'elle n'accorde ces biens qu'au travail; 3°. que le travail ne peut s'exécuter sans dépenses; 4°. que le travail de la culture est le seul productif; 5°. qu'il fait naître non-seulement le remplacement de sa dépense, mais encore un excédent plus ou moins fort, & que la reproduction totale est la matière de toutes les dépenses.

Cela posé, rien de si aisé que de déterminer d'où l'on peut tirer, sans inconvénient, les moyens nécessaires pour pourvoir à la dépense publique. Cette dépense est de la nature de toutes les autres; elle ne peut se faire qu'avec des productions destinées à la consommation de tous ceux qui sont employés au service public. Sans doute on ne regardera pas le revenu public simplement comme une portion du numéraire circulant dans la nation; car cet argent n'y circule que comme gage

des emprunts jette dans des dépenses ruineuses, induit à entreprendre des guerres sans calculer les moyens, & les prolonge par-delà ces moyens, parce que les emprunts publics portent les capitaux dans un emploi au moins inutile; qu'ils substituent des revenus factices au revenu territorial; qu'ils nourrissent dans l'inaction une infinité de citoyens; qu'ils occasionnent la ruine des familles par les rentes viagères qui les dépouillent; qu'ils grevent la postérité en lui faisant payer les fautes passées, &c. &c.

Toutes ces opérations ou réformes sont des conséquences nécessaires & très-évidentes de ce principe physique, que *la terre est la source unique des richesses*, & ces conséquences embrassent toutes les parties de l'administration jusques dans ces derniers détails.

des échanges , & ceux qui le possèdent ne l'ont reçu que par la voie d'échange. Tout se réduit donc à la matière des échanges qui sont les productions commercables & employables aux divers besoins.

Pour sentir que la place du revenu public est déterminée d'une part par les loix constantes de la justice , & de l'autre par l'intérêt de la reproduction qui est l'intérêt social , il est bon de se placer au moment de la récolte , & de former fictivement une seule masse de la reproduction totale , pour reconnoître le titre des copartageans , & faire à chacun leur part , de manière que la justice exacte soit gardée , & que tous les intérêts légitimes soient remplis.

D'abord se présentent en première ligne tous ceux qui ont contribué à la reproduction par leurs avances & leurs travaux. Cette classe très-nombreuse comprend tous les travailleurs qui réclament leurs salaires , & les entrepreneurs de culture qui attendent la restitution de leurs avances annuelles , la portion nécessaire à l'entretien de leur atelier , & le bénéfice légitime qui leur est dû.

La part que les uns & les autres ont à prétendre est déterminée par des conventions libres. Tous les travailleurs n'ont à traiter qu'avec les entrepreneurs qui les ont employé dans tout le cours de l'année , & les ont payé sur les fruits de la récolte précédente : car en tout genre les dépenses précèdent les produits. Tous ces salaires avancés entrent dans les reprises qu'ont à prélever sur la récolte actuelle les entrepreneurs qui ont en outre à réclamer tous les autres frais faits pendant l'année , l'intérêt de leurs avances primitives , & la somme nécessaire à leur entretien ; toutes leurs

prétentions sont déterminées par les conventions libres faites entre eux & les propriétaires du sol, par lesquelles les fermiers prennent à forfait la fécondité de la terre, & s'obligent de remettre aux propriétaires le surplus des reprises.

L'intérêt de la reproduction & celui de la justice sont donc parfaitement remplis par cette première opération, qui préleve d'abord sur la masse ce qui appartient exactement à la classe productive. Il est évident que sous quelque prétexte que ce soit, le souverain n'a rien à prétendre sur cette part, qui est dûe toute entière à la terre, & qui doit lui retourner pour opérer la reproduction suivante. Cette classe n'ayant pour patrimoine que ses reprises indispensables réglées par la discussion libre des intérêts particuliers, tout ce que l'on pourroit exiger d'elle nécessiteroit une augmentation de ses reprises au détriment de la portion libre ou produit net. Autant & beaucoup mieux valoit-il s'adresser directement à ceux qui doivent recevoir cette portion. Mais cette accrue des reprises au préjudice du produit net, est le cas le moins fâcheux qui puisse arriver. Il est indispensable que le désordre de l'impôt n'entame les avances par la survenance de ses accroissemens, & que les droits sur les productions en détruisant le débit & la valeur, ne leur préjudicie encore sous un autre rapport.

Il est donc évident d'abord que pour l'intérêt de la reproduction, l'impôt ne doit rien demander à la classe productive ; que ce qu'il exige d'elle tourne en déduction du produit net, & détériore la culture.

Viennent ensuite les propriétaires du territoire. Voyons quel est leur titre. Le sol leur appartient, & ce terrain

qui laissé à lui-même n'auroit été d'aucune valeur, a été mis par les dépenses foncières en état d'être cultivé. Ce sont les propriétaires qui ont fait ces avances, en défrichemens, bâtimens, plantations, &c. qui en les faisant ont incorporé à la terre des richesses mobilières qui leur appartennoient légitimement, & qui ont ainsi créé & acheté cette propriété, ou ont succédé à ceux qui l'ont formée. Il est donc dû un intérêt de ces avances, & cet intérêt doit être favorable; ils sont en outre chargés d'entretenir les avances foncières qui demandent d'être continuellement améliorées, si l'on veut prévenir la dégradation.

Mais adjugera-t-on aux propriétaires du sol la totalité du produit net? Cela ne se peut: car il est encore une autre sorte d'avances également indispensables, & qui doivent trouver place dans le partage du produit net, puisque les reprises prélevées, il n'y a plus que cette portion de la reproduction à employer. Ce sont les avances sociales qu'il faut payer & entretenir, & qui sont tellement importantes, que sans elles il n'y auroit ni propriété assurée, ni culture, ni société. Les mandataires de la souveraineté dans lesquels il faut comprendre les ministres du culte, sont donc fondés à revendiquer une portion du produit net, & leur réclamation est établie sur des titres aussi respectables que ceux des cultivateurs & des propriétaires; 1°. sur la récompense due à leurs soins de protection, d'instruction, & de garantie universelle; 2°. sur les dépenses qu'exigent cette protection, cette instruction & cette garantie, & sur la nécessité d'entretenir & d'améliorer continuellement les propriétés communes, qui contribuent si efficacement à faire prospérer tous les travaux, toutes

les avances, à en conserver les fruits, à en faciliter la communication, &c.

L'intérêt des propriétaires est donc d'assurer par un partage régulier & proportionnel la part de la souveraineté dont l'emploi est si essentiel au bonheur & même à l'existence de la société ; & en lui laissant prendre sa part, ils ne peuvent se plaindre comme étant surchargés ; ils ne doivent pas même penser que ce soit à leur charge & à leur préjudice : car la part due à la souveraineté ne leur appartient pas ; ils sont remplis de tous les droits qu'ils ont à prétendre ; ils n'ont aucun titre pour réclamer le surplus, d'autant que cet excédent est destiné à assurer & garantir leur propriété, & à maintenir en même temps les droits des deux autres classes dont les rapports avec l'intérêt des propriétaires sont si sensibles. En un mot ce ne sont pas les hommes qui doivent, ce ne sont pas les hommes qui payent ; c'est la reproduction totale qui distribuée selon les règles de la justice & de l'intérêt social, remplit les droits de tous les copartageans. Ce n'est donc proprement sur la classe des propriétaires ni à sa charge que la souveraineté exerce son droit, c'est sur la masse des productions, en vertu d'un titre incontestable ; tout ainsi que le droit de la classe productive au partage ne s'exerce pas aux dépens des propriétaires, mais concurremment avec eux.

Ainsi se trouve employée la totalité de la reproduction. Les reprises de la culture prélevées, le produit net se partage entre les avances foncières & les avances sociales, entre les propriétaires du sol & les mandataires de la souveraineté, & de part & d'autre à titre d'indemnité & de récompense de leurs soins & de leurs
avances ;

avances , & à la charge de les entretenir & de les améliorer.

Il ne reste plus rien à partager , & il se présente une infinité de gens qui n'ont rien reçu , & qui cependant ne peuvent aussi vivre que sur la reproduction. Mais ils n'ont point de titre pour parvenir directement à la distribution ; ils n'ont contribué ni aux avances de la culture , ni aux avances foncières , ni aux avances sociales. Où sera donc leur lot ? Dans leurs travaux subséquens à ceux de la culture , dans les salaires qu'ils obtiennent pour prix de ces travaux , & des services qu'ils rendent aux copartageans de la reproduction.

Nous avons considéré les productions au moment de la récolte , dans l'état où elles sont au sortir des mains de la nature : mais elles ont besoin pour être appropriées à nos usages , de diverses préparations. Les unes sont propres à devenir la subsistance des êtres vivans , & sont d'une consommation subite ; les autres sont des matières premières destinées à former des ouvrages de durée , & d'une consommation lente & successive : toutes ont besoin d'être préparées , échangées , voiturées. Il est en outre de services purement personnels , & qui procurent des moyens de subsistance à une partie de cette classe.

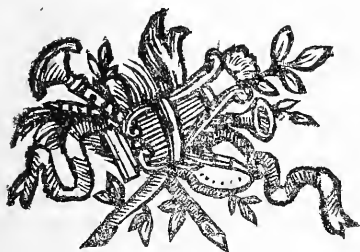
Tous ces travaux n'accroissent pas sans doute dans une nation la somme des richesses , puisqu'ils n'ajoutent rien à la reproduction ; mais ils n'en sont pas moins nécessaires , utiles ou agréables. Ils nécessitent des dépenses & des consommations ; ils procurent des bénéfices à leurs agens ; mais ces dépenses & ces bénéfices sont un emploi d'une partie de la reproduction , & sont payés partie par la classe des cultivateurs sur les reprises ,

partie sur le produit net par les propriétaires & par les mandataires de la souveraineté. La totalité de la reproduction se trouve ainsi dépensée & distribuée, & la société se perpétue par ce cercle non interrompu de consommation & de reproduction.

Peut-on soumettre à une contribution cette troisième classe ? La question est décidée par la nature de leurs travaux qui ne sont pas productifs, & de leurs richesses dont l'emploi n'en fait pas naître, & par le titre auquel ils obtiennent des subdivisions de la reproduction. Si l'on veut les faire contribuer sur leurs consommations, on augmentera les frais de leurs dépenses & de leurs services ; d'ailleurs ces impôts portant sur tous les citoyens greveront également la classe productive qui ne doit rien, & accroîtront ses reprises au préjudice du produit net, & par conséquent de la part du souverain ; ils greveront les propriétaires dans l'emploi de leur revenu, & les mandataires de l'autorité dans l'emploi du revenu public ; ils auront en outre l'effet plus fâcheux encore de nuire à la valeur des productions, & de préjudicier à la culture & ensuite au produit net, en diminuant la recette de la classe productive. On ne pourroit donc exiger de cette classe qu'un impôt personnel. Mais sur quelle base l'asseoir, & à quel titre le demander ? Y a-t-il ici un vrai produit net ? Y a-t-il autre chose que des frais & un emploi de la reproduction, dont la partie libre doit avoir fourni la part de la souveraineté par un partage régulier ? Des gens qui n'ont que des salaires & des bénéfices réduits au plus juste prix par la concurrence, peuvent-ils supporter un impôt sans s'en indemniser sur ceux qui les payent, & par conséquent sans renchérir les frais de

culture pour la part qu'en supporte la classe productive, & l'emploi du produit net pour la part qu'en supportent les propriétaires & les agens du souverain.

Tout est donc préordonné, pesé, mesuré par les loix de la justice & par celles de l'ordre physique qui assignent aux dépenses sociales une part dans le produit net. Il ne s'agit que de savoir si ces loix sont faites pour gouverner ces sociétés.



CINQUIEME DISCOURS.

Du pouvoir de l'ordre sur l'administration & le gouvernement intérieur.

LA science de l'ordre décide toutes les questions de deux manieres : par l'inspection de la justice qui regle souverainement les droits & les devoirs de chacun , qui n'impose point de devoirs sans assurer de droits corrélatifs , & par la considération calculée de l'intérêt véritable & légitime qui se trouve toujours & sans exception réuni à l'observation rigoureuse des loix de la justice. Elle joint ainsi par des liens indissolubles *le juste & l'utile* , que l'ignorance a si souvent séparés dans le fait , & place la récompense & le châtiment à côté de la loi , afin d'assurer par une sanction aussi attrayante que redoutable , l'exécution de ses préceptes.

Qu'il est admirable ce rapport intime & nécessaire entre l'observation de la justice & le bonheur des hommes , entre l'ordre social & l'ordre physique ! Qu'il est étendu & efficace le pouvoir de ces loix dérivées de la justice & tellement combinées avec les loix de la nature , qu'elles ne permettent aux hommes d'être

heureux qu'autant qu'ils sont fidèles à s'y conformer , & qu'elles décident de la population , des forces ou de la foiblesse des empires.

Bien différentes de ces loix arbitraires qu'il plaît aux hommes de s'imposer , qui ont besoin d'un appui continuel de l'autorité pour avoir quelque exécution , & qui se détruisent d'elles-mêmes par l'oubli. Les loix de l'ordre souverainement impérieuses , subsistent & agissent indépendamment de l'homme , soit pour punir sa témérité par la privation des biens & par tous les fléaux du désordre , soit pour récompenser sa fidélité en lui faisant trouver dans l'état social tout le bonheur dont il est susceptible. Que peut-il en effet désirer de plus que la sûreté civile & l'abondance de récoltes , qui assurent aux cultivateurs la rentrée de leurs avances , d'amples revenus aux propriétaires & à l'état , des profits aux négocians , des salaires à l'industrie , des secours aux indigens ? Que peut désirer un souverain , que d'avoir à gouverner par des loix justes & faciles un peuple nombreux vivant dans l'aisance , sur un territoire fertile, au sein de la paix & de la liberté ?

Oh , combien étoit instructif & touchant le spectacle que des cultivateurs anglois offrirent autrefois aux regards de leur souverain pour honorer son passage ! Ils rangerent sur son

chemin une file de deux cent charrues. Quel discours pourroit égaler l'énergie d'un trait aussi éloquent, & exprimer tout ce que renferme ce langage d'action? « Voilà, lui disoient-ils, l'instrument créateur des productions & des richesses, de la subsistance des sujets & de la puissance du souverain. Vous regnez sur un peuple libre, & que la propriété des héritages retient sous votre empire; mais cette propriété seroit nulle sans la culture, nos campagnes seroient des déserts, & vous regneriez dans la solitude. Respectez la propriété, c'est elle qui nous rend vos sujets. Honorez la culture de vos regards favorables; c'est elle qui nous attache à la propriété; c'est par elle que vous êtes roi, & cet instrument est la base de votre puissance. Pour nous, nous bénissons cette autorité tutélaire & bienfaisante, qui défend nos héritages & nos moissons, qui protège nos travaux, & à l'ombre de laquelle nous jouissons de la sûreté, du repos & de la paix, puisse-t-elle agréer l'hommage le plus sincère & le plus digne de lui être offert ».

Quel souverain reçut jamais un hommage plus flatteur? Une armée à la suite de ce prince eût montré l'appareil imposant de son pouvoir. Ce cortège rustique présentait à la fois le soutien

de sa puissance , l'image la plus frappante du rapport intime qui confond l'intérêt du souverain avec celui du peuple , & le tribut le plus légitime de la reconnoissance des sujets.

La plupart des historiens , dépourvus de la connoissance des principes qui décident de la force & de la durée des empires , ne présentent qu'un assemblage de faits , dont il ne reste dans l'esprit qu'une image confuse. On y trouve des récits de guerre , de sieges , de batailles : on y passe en revue les actions de ces hommes turbulens qui sont nés pour le malheur de leurs semblables , & qui ont préféré le titre de conquérans à celui de bienfaiteurs de l'humanité : on y découvre les ressorts de l'ambition , le jeu des passions , le manège des cours ; on y voit la vie des princes plutôt que l'état des peuples. L'histoire d'une nation n'est-elle donc autre chose que le triste récit de ses malheurs ?

L'étude de l'histoire ne seroit-elle pas infiniment plus instructive , si elle nous offroit le tableau intéressant des richesses d'une nation ; de ses ressources , de la sagesse ou des erreurs de son gouvernement , des progrès ou de la décadence de sa population ; si elle nous découvroit dans les différens temps les principes de son administration intérieure , les défauts ou les avantages de ses loix économiques , l'état

de ses finances & la forme de leur perception; si elle nous apprenoit à ne plus juger de sa puissance par les entreprises brillantes, les succès éclatans & les efforts ruineux, ni même par l'étendue de son territoire & de ses possessions, par ses dépenses & par la somme de ses revenus; mais par le nombre & l'aisance des sujets, par l'état de sa culture & la facilité de ses débouchés, par la valeur locative de ses terres, par l'abondance & le prix de ses productions, & qu'elle nous aidât à apprécier sur ces points de comparaison l'état d'une nation dans ses différens âges & le degré de sa puissance relativement à celle des différens peuples. En effet, une nation peut obtenir dans un moment une supériorité passagère, & devoir au génie du prince qui la gouverne, un rang qu'elle n'est pas faite pour conserver : elle peut aggrandir son territoire par des conquêtes, & y trouver la cause de son affoiblissement : elle peut par le moyen d'emprunts ruineux & d'impôts défordonnés, étaler une dépense supérieure à ses forces réelles, & dans le moment même où elle s'épuise, en imposer par une apparence de grandeur, sans avoir une base solide de sa puissance.

Mais ce n'est que du sein de la terre richement cultivée que sortent les richesses des sujets

& les forces inépuisables des empires. Ce n'est que sur son territoire mis en grande valeur, qu'une nation peut établir sa puissance ; c'est de lui seul qu'elle tire le principe renaissant de ses forces. Le grand nombre des sujets est le soutien & l'appui des états : mais la charrue ne nourrit pas seulement les hommes ; c'est elle qui les fait naître ; ils se sement pour ainsi dire, & se multiplient avec les productions. La population dépendra toujours de l'abondance ou de la difficulté des moyens de subsistance : partout où manquent ces moyens, les hommes disparaissent, ils se dispersent, ils périssent, ils étouffent leur postérité.

Le souverain doit donc tout à la culture ; mais si elle fait lui payer les soins qu'il prend de la faire fleurir, il est en état de lui rendre en protection ce qu'il en tire de forces & de secours. Tel est le pouvoir du souverain, tel est l'auguste caractère de l'autorité suprême dont il est revêtu. Semblable au créateur dont il est l'image, il tient en sa main le bonheur ou le malheur des sujets : sa parole est puissante comme celle du très-haut ; il ouvre ou ferme à son gré la source renaissante des richesses, & répand sur la terre la stérilité ou l'abondance. Il semble que Dieu en lui communiquant une émanation de son autorité, l'ait associé à son

pouvoir sur la nature ; & s'il s'est réservé de commander aux élémens & aux saisons , & de gouverner le monde physique par les loix générales qu'il a établies ; il a soumis les loix de la reproduction à l'observation de l'ordre & de la justice dont il a confié la manutention au souverain (1).

(1) Est-il un exemple plus frappant de l'influence du gouvernement sur la culture , sur les richesses & sur la population , que l'état où est réduite la campagne de Rome. Pendant plusieurs siècles cette ville fameuse n'a possédé qu'un territoire fort resserré : mais ce territoire mis en grande valeur , entretenoit une population immense , & fournissoit des armées invincibles dont les généraux & les soldats retournoient à la charrue dans les intervalles de paix. La culture soutenoit les entreprises militaires , & quelques arpens de terre arrachés aux peuples voisins étoient la récompense des exploits. *Ipforum tunc manibus imperatorum colebantur agri : ut fas est credere , gaudente terrâ vomere laureato , & triumphali aratore.* (Pline , hist. nat. livre 18 , chap. 3).

Ce respect pour la culture qui avoit fait donner la prééminence aux tribus de la campagne sur celles de la ville , qui est la véritable base de la grandeur romaine & la cause de ses succès , caractérise les beaux siècles de la république. Il disparut avec les vertus qu'il supposoit & qu'il entretenoit. Les guerres portées hors de l'Italie éloignèrent les citoyens , & leur firent perdre de vue le territoire qui ne prospère que sous les yeux du maître. L'ambition toujours croissant & la facilité du pillage , présentèrent d'autres moyens de s'enrichir. Les dépouilles & les tributs de tant de peuples subjugués , amenèrent le luxe & corrompirent les mœurs publiques & privées. L'étendue des possessions réunies entre les mains d'un petit nombre devenus trop riches pour y

En effet , les loix physiques de la reproduction attendent pour agir la coopération de

veiller eux-mêmes , priva de leurs héritages le plus grand nombre des citoyens. La culture dédaignée fut abandonnée aux esclaves , & commença à se venger du mépris par la diminution des récoltes qu'on attribua à l'intempérie des saisons. Mais , comme dit très-bien Columelle , *nec reor intemperantiâ cœli nobis ista , sed nostro potiùs accidere vitio , qui rem rusticam pessimo cuique servorum dedimus , quam majorum nostrorum optimus quisque tractaverit.*

Mais que diroient aujourd'hui Caton , Varron , Columelle , en voyant l'état de la culture actuelle dans la campagne de Rome ; combien n'étoit-elle pas florissante encore de leur temps , si on la compare à ce qu'elle est devenue ? Les méthodes qu'ils enseignoient n'étoient certainement pas prises dans des exemples lointains , & ce n'est pas à des étrangers qu'ils adressoient des préceptes sur la manière de cultiver les vignes , les oliviers , les chanvres , de nourrir & de multiplier les bestiaux. Ce territoire si fertile , si favorisé de la nature , ne présente plus qu'un désert couvert de ruines , où l'on rencontre quelques troupeaux épars qui n'ont presque aucun trait à la cultivation , & qui vivent des productions spontanées de la terre. Rome ne peut plus tirer sa subsistance de son territoire ; elle est forcée de faire venir à grands frais du dehors des grains , des vins , des huiles , des bestiaux , des toiles , que le pays devrait lui fournir en abondance. Cette capitale subsiste en partie des contributions que lui payent les états catholiques , & cette population par laquelle elle en impose encore , est dûe aux étrangers que les affaires ou la curiosité y attirent. Les riches donnent tout au faste de décoration , & méprisent tous les soins champêtres. Les habitans de la campagne sont dénués d'avances & languissent. Toute industrie est éteinte ; l'habitude de la misère leur ôte toute idée d'amélioration , tout espoir d'un meilleur sort. Le peuple de cette ville superbe , fier d'habiter un

l'homme, & l'emploi des moyens auxquels est attachée l'abondance des récoltes. Mais ce travail

sol si fameux par les grands hommes qu'il a portés, croit avoir hérité de la grandeur & de la dignité des Romains, & n'a pour partage que l'orgueil & la pauvreté. Le luxe entretenu par des ressources précaires, enlève & réduit à la domesticité une grande partie de la population qui y périt par la débauche, & va se perdre dans des hôpitaux qu'on peut regarder comme des tombeaux magnifiquement décorés, & dont le nombre est une preuve & une nouvelle cause d'inaction & de pauvreté.

Le pays même est devenu malsain. Les eaux qui le fécondoient, aujourd'hui laissées à elles-mêmes, ont produit des marais infects, & rendent redoutable, dans la saison des chaleurs, ce territoire autrefois habité par un peuple si nombreux & si robuste. On proposa aux pères du concile de Constance, d'établir quelques annates extraordinaires en faveur de la Cour de Rome, pour l'entretenir dans une splendeur convenable; ils répondirent qu'elle n'avoit qu'à mettre en valeur son territoire qui lui fourniroit abondamment de quoi se soutenir, s'il étoit cultivé.

Si les états catholiques cessoient de l'alimenter, peut-être ses souverains forcés par la nécessité, chercheroient-ils dans la culture des ressources plus abondantes & plus assurées. Mais que peut-on espérer d'un gouvernement qui change si souvent d'administrateurs? Une nouvelle faute a dans ces derniers temps mis le comble à tant de causes réunies qui tiennent la culture dans l'état le plus déplorable. La chambre apostolique s'est approprié le commerce des grains & du bétail à titre de privilège exclusif, & sans doute sous le prétexte de pourvoir à l'approvisionnement. On a cessé plus que jamais de labourer & de nourrir. Ce monopole a été cause de la disette de 1764. Que l'on compare l'état actuel de la Toscane à celui du territoire de Rome, & que l'on juge de ce que peut, pour le bonheur d'une nation, le gouvernement de l'ordre même commencé.

créateur ne peut être exécuté avec ce succès qui assure une grande prospérité à une nation agricole , qu'au sein de la liberté , par des hommes assurés de recueillir le fruit de leurs sueurs & de leurs dépenses , & déterminés par cette certitude à verser avec profusion sur la terre les richesses qui la fertilisent , par des hommes qui pleins de sécurité sur leur sort , savent que l'autorité veille autour d'eux , qui goûtent avec délices un repos acheté par des fatigues , qui n'ayant à craindre ni les erreurs des loix , ni la malice des hommes , ne redoutent que l'intempérie des saisons , qui peuvent avec sûreté annoncer leur aïssance , étaler leurs richesses sur la terre , & se glorifier de leurs récoltes.

Dès que ces conditions seront remplies , ne nous inquiétons plus de l'état de la culture ; elle n'attendoit que la liberté d'agir , & ne demande point d'autre encouragement. C'est à la terre à récompenser ses efforts. Les loix de la reproduction qui n'ont besoin que de n'être pas contrariées , développeront leur activité : les hommes aiguillonnés par la nécessité , & plus encore par le désir de jouir , se porteront d'eux-mêmes vers les richesses que leur offre la terre ; l'état d'entrepreneur de culture sera honoré & recherché , parce qu'il présentera un emploi sûr

& utile des richesses mobilières ; la propriété foncière deviendra précieuse en raison de son produit ; & plus elle sera rare , plus on s'efforcera d'en augmenter le rapport par toutes les voies d'amélioration , & d'en créer de nouvelles par des défrichemens & des constructions : le territoire enfin mis en valeur , couvert de richesses & d'habitans , nourrira dans la joie & l'abondance un peuple heureux & innombrable (2).

(2) C'est une question de calcul de savoir si la culture donne un véritable produit net dans les cantons où le propriétaire fait les avances primitives , souvent même une partie des avances annuelles , & les confie à un pauvre métayer qui lui rend la moitié de tout le produit , & est réduit à prendre sur l'autre moitié le reste des avances annuelles , sa subsistance & l'impôt. D'abord cette manière de tirer un produit n'est point affermer , c'est faire valoir par le moyen d'un manouvrier qu'on paye pour une portion aliquote des fruits , & que l'on charge sur sa part d'une partie des frais & des risques. Mais le produit qu'on perçoit de cette manière est-il un véritable produit net ? N'est-il pas composé de l'intérêt des avances que le propriétaire a faites , & d'un retranchement rigoureux pris sur la subsistance du métayer : ou s'il y a d'ailleurs quelque produit net , n'est-il pas borné à celui que peuvent donner les troupeaux auxquels on abandonne les bois & les pacages , parce que la culture est trop pauvre & trop resserrée pour les nourrir. C'est presque l'état de la vie pastorale qui est le plus voisin de celui où l'homme est réduit à la recherche des fruits spontanés. C'est la culture dans son enfance.

Une société qui verroit tout son territoire exploité

Que ne peut l'industrie humaine , lorsqu'aucun obstacle n'arrête ses efforts , lorsque son activité n'est point enchaînée par les fausses institutions d'un régime contraire à l'ordre ? Quel pays plus ingrat que la Suisse ? Couverte de neiges , hérissée de montagnes & de rochers , coupées de gorges & de défilés : la nature semble l'avoir destinée , à servir de réservoir aux rivières , & de retraites à quelques pâtres. Est-il un pays où la culture ait trouvé plus d'obstacles physiques , & ait opéré plus de prodiges ? En est-il un qui sur une étendue aussi étroite , nourrisse une aussi grande population ? La terre

de cette manière , feroit assurément bien pauvre & bien peu nombreuse sur une grande étendue. Le commerce & l'industrie seroient nécessairement dans le même degré de langueur ; car ces travaux secondaires ne peuvent exister & s'étendre qu'en raison des matières premières , & des salaires que la culture peut leur fournir.

Mais une société dont une notable partie du territoire seroit réduite à cet état , ou à des degrés voisins , pourroit-elle se flatter d'être dans une situation prospère ? Ne seroit-il pas louable & utile de rechercher les causes de cet appauvrissement ? C'est ce que fait la science économique , & elle les trouve dans les atteintes portées aux deux loix souveraines de la liberté & de la propriété , & dans la forme vicieuse de l'impôt ; causes de destruction qui souvent ont une origine très-ancienne , & qui dérivent presque toujours d'un défaut de lumières , & de l'ignorance des principes de l'ordre ; causes que la culture trouve encore moyen de surmonter dans les cantons privilégiés par la proximité des grandes villes , & par la facilité des débouchés.

semble se refuser aux habitans qui la couvrent la propriété fonciere ne s'acquiert qu'à un prix excessif, & la possession de quelques arpens est une fortune (3). N'y cherchez point des parcs immenses destinés aux plaisirs d'un seul homme, des jardins voluptueux achetés par des dépenses qui fertiliseroient une contrée : on y regrette jusqu'à l'espace qu'occupent les chemins & les habitations, & l'on n'y est prodigue que pour la culture. C'est là qu'elle se déploie avec une magnificence dont nous n'avons pas d'idée. C'est là que des hommes simples & économes la traitent avec une profusion qui efface tout le vain étalage de notre luxe imposant, & surpasse tous ses efforts. Vous y verrez des montagnes coupées par étages sur toute leur hauteur pour les soumettre à la culture & multiplier la surface. Le sol soutenu par des talus, & étendu par des terrasses, s'élève par degrés couvert d'habitations & de récoltes, & offre le beau spectacle d'une ville en amphitéâtre, entrecoupée de possessions sur lesquelles la culture

(3) Tel est en particulier le pays de Vaux, depuis Morgue jusqu'à Vevai, qui contient environ vingt lieues d'espace. C'est un principe reçu & universellement pratiqué, qu'il vaut mieux mettre deux arpens de terre l'un sur l'autre que de les avoir à côté.

à épuisé ses efforts (4). Ces monumens érigés en son honneur, ne sont point l'ouvrage d'un souverain qui possède des trésors, & qui partageant au sein de l'opulence les revenus d'un grand territoire, est jaloux de s'illustrer par des dépenses éclatantes & singulieres. Ces travaux ne sont ni commandés ni payés, ils sont l'ouvrage d'un peuple libre, riche de sa simplicité & de sa frugalité, excité par la nécessité de la subsistance, soutenu par la certitude de la sûreté civile, & laissé à son industrie. La culture, source inépuisable de richesses pour qui fait se l'ouvrir, lui en fournit les moyens, & lui en assure la récompense (5).

(4) C'est ce qu'on appelle le pays des montagnes ; il contient huit cens habitans par lieue carrée.

(5) Quoique l'état de la culture & de la population en Suisse soit la preuve incontestable d'un gouvernement sage, plein de modération & de respect pour la liberté & la propriété, il est difficile de penser qu'un examen approfondi de ses loix & de son administration, ne découvrit pas plusieurs points qui ne sont pas parfaitement conformes à l'ordre, & dont il doit résulter des inconvéniens particuliers. C'est aux sages qui habitent cet heureux pays à les rechercher & à les discuter, & cette entreprise est bien digne d'occuper *la société économique de Berne*. Oserois-je ici inviter les savans qui la composent, & qui ont bien voulu m'honorer d'une association dont je sens tout le prix, à se livrer à cette recherche, à porter la lumière des principes de l'ordre sur toutes les parties de l'administration, à proposer à

Voulez-vous d'autres exemples du pouvoir de la liberté : voyez les colonies angloises , & en particulier la Pensylvanie fondée il y a moins d'un siècle par une poignée d'hommes qu'ont chassés de nos climats l'oppression & l'intolérance civile. Sa population s'est accrûe avec une rapidité qui étonne ; elle suit les progrès du travail qui la nourrit , & double dans l'espace de vingt années ; cette colonie n'est qu'une petite province comparée au Canada , à l'Acadie & à la Floride , & ses richesses sont réputées quatre fois plus grandes que celles de ces immenses contrées prises ensemble. Jusqu'où n'auroit-elle pas porté sa prospérité , si les guerres dans lesquelles l'ambition de l'Angleterre a forcé ses colonies d'entrer , n'avoient détourné une partie de ses richesses de l'emploi productif ; si sa culture n'étoit pas endommagée par les impôts indirects établis dans la métropole sur les productions qu'elle y envoie , & sur les marchandises qu'elle en reçoit ; si elle jouissoit de la liberté parfaite du commerce & de l'industrie ; si le monopole qu'exerce sur elle la cupidité marchande érigée en maxime d'état

leurs concitoyens le fruit de leurs réflexions , & à travailler à vaincre les préjugés qui s'opposeroient à des changemens salutaires. Car quel est le pays qui soit entièrement libre de préjugés ?

par la politique européenne , ne privoit pas les denrées d'une partie de leur valeur , & ne la grevoit dans le prix des ouvrages de main-d'œuvre , qu'il ne lui est pas permis de tirer d'ailleurs que de l'Angleterre ?

Voyez encore dans un autre genre la Hollande. Après avoir disputé son indépendance contre toutes les forces de l'Espagne , après s'être enrichie par quarante années de guerre qui ont épuisé cette vaste monarchie par le déplacement des dépenses , sortir en quelque sorte du sein des eaux ; repousser la mer pour étendre son territoire ; changer ses marais en des jardins fertiles , & ne soutenir les efforts des flots qui menacent continuellement de reprendre un terrain usurpé sur eux , que par des ouvrages immenses dont la grandeur rend croyables pour nous les ouvrages tant vantés qu'exécuta l'ancienne Egypte en faveur de la culture.

Voilà ce qu'opèrent la liberté & la propriété : voilà ce dont les hommes sont capables sous l'empire illimité de ces deux loix. Diminuez cet intérêt qui les fait agir , vous ralentirez leur action ; supprimez-le , vous l'arrêterez aussi tôt. Tel que le souffle glacial de l'Aquilon enchaîne le cours des fleuves les plus rapides ; le découragement engourdira tous les bras , abattra les forces , éteindra l'activité. Si l'homme ne peut

abdiquer entièrement le soin de sa subsistance sous peine de souffrir & de mourir, il peut renoncer au désir de l'améliorer & de l'étendre; il peut même porter l'indifférence jusqu'à cesser de s'intéresser au sort de sa postérité (6). Ce

(6) L'homme est naturellement plein de courage & d'action; mais il faut qu'il soit aiguillonné par son intérêt, & qu'il puisse se promettre d'accroître son bien-être pour lui-même & pour ses enfans, pour lesquels il étend sa prévoyance au-delà du terme si court de sa vie. Dès que cet espoir lui est ôté, l'impossibilité du succès & l'exemple de tout ce qui l'environne, lui ôtent toute énergie morale & physique. L'habitude de la misère lui interdit le désir d'améliorer son sort, en ne lui permettant pas d'en voir la possibilité, & éteint en lui toute industrie, toute activité, tout projet de perfection. Aussi borné dans ses desirs que dans ses facultés, il n'ambitionne que sa subsistance : devient-elle plus difficile, il la restreint au plus étroit nécessaire, & ne laisse à ses enfans pour héritage que sa misère & l'attente d'un pareil sort. Cet état d'inaction & d'insensibilité est un état violent, contraire à la nature de l'homme. La mort éteint les besoins; mais la misère les perpétue, & livre les hommes à une souffrance continuelle. L'autorité devient alors pour eux un joug accablant : ils n'en éprouvent que des rigueurs, sans être dans le cas de partager ses bienfaits : elle n'est utile que pour garder & pour protéger, & ils n'ont presque rien à mettre sous sa protection; elle leur interdit tout moyen illégitime de se procurer du soulagement, & la misère qui ne produit que la misère, leur en ôte les moyens légitimes, & jusqu'à l'espérance. L'autorité qui devrait à leur indigence, sinon des secours, du moins l'immunité, ne se fait sentir à eux que pour exiger des services gratuits pour renchérir leur subsistance déjà si bornée, & même pour leur en enlever directement une partie : elle les retient ainsi dans un état plus malheureux en quelque sorte que celui des

renoncement est l'effet de la pauvreté héréditaire , habituelle & invincible, & du peu d'utilité du travail. Il a pour causes l'excès du

animaux qui pressés par les besoins , ne reconnoissent point de loi qui les empêche de suivre celle de la nécessité.

La non-valeur des productions causée par les prohibitions de commerce & par l'impôt désordonné , suffit pour réduire les hommes à cet état , & devient pour une nation le fléau le plus redoutable. Si la guerre est un orage qui porte la terreur , & qui s'annonce par un appareil effrayant, tôt ou tard le calme succede à la tempête : la paix fait cesser les malheurs de la guerre ; les habitans des campagnes sauvent une partie de leurs richesses mobilières , réparent leurs demeures , & reprennent leurs héritages. A peine les armées se sont-elles retirées , qu'ils conduisent la charrue sur le champ de bataille ; l'espoir d'une nouvelle récolte soutient leurs efforts , & souvent la culture se relève de ses pertes avec avantage.

Mais la non-valeur des productions est un fléau durable & d'autant plus terrible , que ses effets sont lents & imperceptibles. La misère qu'elle produit est une cause habituelle de dépopulation , qui s'étend sur les races futures , en les empêchant de naître. Elle porte partout le découragement & l'inaction ; état le plus funeste de tous , parce qu'il détruit jusqu'à l'espérance. La non-valeur ressemble à ces eaux dormantes que le défaut d'écoulement retient sur la surface des campagnes qu'elles inondent , & qui même pendant les chaleurs de l'été , restant entre deux terres , y entretiennent un froid habituel & indestructible , empêchent le développement des germes , enchaînent les principes de la végétation , émoussent l'activité des sels , & deviennent une cause permanente de stérilité. Le débordement d'une rivière eût causé plus d'alarme , eût renversé des habitations , arraché des arbres , détruit des récoltes ; mais peut-être eût-elle , en se retirant , déposé un limon précieux , du moins n'eût-elle causé qu'une perte locale & momentanée.

despotisme arbitraire , l'intervention des loix de l'ordre , l'anéantissement des avances productives , l'extinction de la valeur des productions , & une forme d'imposition qui achève de porter le découragement & l'impuissance. Dans cet état de langueur , on ignore que la culture puisse être un moyen de s'enrichir ; on regarde comme des fables les succès qu'elle obtient dans des contrées plus favorisées. Les vœux , les soins , le travail se bornent à en tirer le plus étroit nécessaire , parce qu'on ne conçoit pas la possibilité d'un meilleur sort. Une population imbuë de cet esprit de détachement universel ne tient presque plus au territoire : on lui a appris à jeter la tasse , & à boire dans le creux de la main , à mettre sa sagesse & sa prudence dans ce désintéressement , à n'avoir plus à craindre qu'on lui dispute le moindre superflu ; & si l'on alloit jusqu'à la forcer dans ce dernier retranchement , elle ne risqueroit rien à s'expatrier , elle en trouveroit autant partout ailleurs.

Malheur à la nation où ce sentiment qui n'est pas dans la nature de l'homme , a fait des progrès considérables , où il a abattu le courage & flétri les cœurs. La terre la plus fertile semble frappée de stérilité ; les troupeaux qui la couvroient & la fécondoient languissent ,

dégénèrent & disparoissent : la charrue presque démontée ne peut plus tracer que de foibles sillons ; peu à peu l'inutile bruyere s'étend sur les guérêts les plus riches , & laisse encore appercevoir les tristes vestiges d'une ancienne culture : les vignes sont abandonnées , les bois se dégradent & deviennent la pâture des bestiaux que les moissons ne peuvent plus nourrir ; les bâtimens s'écroulent sans que le possesseur puisse les relever ; les campagnes ne présentent plus que des débris ; la population quoique diminuée est encore trop nombreuse pour le partage des fruits que fait naître une culture appauvrie : la mendicité devenue pour un nombre de familles une ressource nécessaire , se multiplie par la contagion de l'exemple , & devient un dernier fléau ; tout enfin annonce la misère , la dépopulation & la ruine ; la nature elle-même semble respirer un air de tristesse , de solitude & d'abattement , & vouloir venger de toute part le mépris & l'infraction des loix éternelles de l'ordre (7).

(7) Les hommes sont entrés dans la confédération civile tels qu'ils sont constitués au moral & au physique : la société ne doit pas entreprendre de réformer leurs affections , mais seulement de les régler , de les contenir dans de justes bornes ; elle ne doit pas restreindre leurs

Qu'est devenue la fertilité incroyable de

droits légitimes, mais maintenir dans une balance égale l'observation des devoirs.

L'homme assujéti à des besoins urgens, impérieux, toujours renaissans, trouve par son travail & son industrie les moyens de les satisfaire. L'acte de consommer étant un acte destructif, ne peut se continuer que par une reproduction constante des choses propres à la consommation. Il faut donc que la source qui fournit à la dépense soit inépuisable, puisque le besoin de consommer n'est pas passager, mais journalier. Aussi l'est-elle dans l'ordre de la nature qui perpétue par la reproduction les moyens de dépenser, & qui entretient la reproduction par la dépense. Sans la reproduction la dépense cesseroit : d'un autre côté c'est la nécessité de dépenser qui force l'homme à chercher les moyens de continuer la dépense, & qui lui en donne la faculté au moyen de la valeur qu'elle attribue aux productions. Si donc la reproduction est la matière de la dépense, d'un autre côté la dépense est la cause de la reproduction, non seulement la cause occasionnelle, mais efficiente, puisqu'on ne l'obtient que par elle, & qu'il faut commencer par dépenser avant de recueillir.

Besoin, dépense, travail, fruits du travail, sont des choses corrélatives dont les rapports s'étendent & se resserrent à la fois. Retrancher une partie des dépenses, même de simple consommation, vous diminuez le travail & les fruits du travail ; à plus forte raison si vous retranchez directement sur les dépenses productives. L'intérêt d'une grande nation agricole n'est donc pas que ses citoyens vivent d'abstinence, mais qu'ils consomment beaucoup, & qu'ils soient portés au travail, non-seulement par le besoin de la subsistance, mais encore par le désir de jouir, qui est beaucoup plus actif & plus étendu.

En effet, le travail est une occupation pénible à laquelle l'homme jouissant de sa liberté, ne se livre pas sans de puissans motifs. Si vous restreignez ces

l'Egypte & de la Palestine ? Où est allée se perdre la population innombrable de l'Asie mineure &

motifs , vous le plongez dans l'inaction , & vous ne lui laissez que la mesure d'activité proportionnée à l'étendue du motif qui le fait agir , & à l'utilité que vous lui permettez d'envisager.

Or il est deux motifs qui portent l'homme au travail : l'un est irrésistible , l'autre volontaire : l'un tire sa force de la nécessité urgente , & l'autre son attrait de l'espérance du bien-être. Le premier naît de la sensation du besoin ; sensation pénible , douloureuse , qui le force de chercher les moyens de la faire cesser ; sensation qu'il faut apaiser tous les jours , parce qu'elle renaît tous les jours ; loi impérieuse qui ne laisse pas de milieu entre la privation de la subsistance & la recherche des moyens de subsistance.

Mais à peine le nécessaire physique est-il rempli , à peine l'homme est-il tranquille sur les moyens d'y pourvoir , que le désir de jouir ouvre à ses regards une nouvelle carrière bien plus étendue. Le besoin de la subsistance a des bornes assez étroites ; celui de la jouissance n'en a point. Indéterminé de sa nature , il s'étend au gré des désirs , & les désirs n'ont d'autre mesure que la capacité du cœur qui est immense. En cela différent de la brute qui n'a d'autre sentiment que l'appétit actuel , l'homme porte ses vues plus loin ; l'avenir lui découvre une perspective qui l'excite au travail & le porte à l'action. Il craint , il espère , il prévoit , il désire , il se crée de nouveaux besoins , il les remplit , & il désire encore. Il se figure toujours un accroissement de bonheur dans un accroissement de biens. Jaloux de son bien-être & avide de jouissances , il est capable des plus grands travaux pour se les procurer : l'espérance lui fait oublier les fatigues actuelles , & le soutient dans ses entreprises. Actif , prévoyant , industrieux , il renonce au repos qu'il peut trouver dans les biens acquis pour en augmenter la somme ,

de la Grece ? La terre a-t-elle été dépouillée de sa fécondité ? Le ciel est-il devenu d'airain

& se préparer un avenir dont il ne jouira peut-être jamais.

Le désir est donc un principe bien plus agissant que le besoin, parce que la jouissance est bien plus étendue que la subsistance. L'amour paternel n'est un motif si puissant pour le travail, que parce qu'en étendant en quelque sorte l'existence de l'homme, il prolonge au-delà de la vie le désir, les soins & la prévoyance.

La religion dont les préceptes sont d'un ordre bien supérieur aux loix sociales, enseigne à l'homme la modération des désirs & le détachement des biens créés, en lui faisant voir que ces biens doivent lui échapper; que d'ailleurs la capacité de son cœur qui est infinie, ne peut être remplie que par un bien infini, & elle lui propose la possession de ce souverain bien dans un avenir qui n'est éloigné de lui que par l'espace si court de sa vie. Mais la religion elle-même en réprimant la cupidité, en la guérissant par des secours surnaturels dans le petit nombre de ceux qui lui sont fidèles, invite l'homme au travail, lui en fait même un précepte, lui laisse toute son activité, & ne lui interdit point l'intérêt légitime & les motifs qui le portent au travail.

Ainsi l'homme est forcé par le besoin à chercher sa subsistance, & il est entraîné à la jouissance par le désir. L'un & l'autre l'excitent au travail, & par conséquent à l'association du travail, sans laquelle ses efforts ne peuvent être suivis du succès. Sous ce point de vue le désir de la jouissance lui rend la société bien plus nécessaire que ne peut faire le besoin. Il pourroit dans la solitude pourvoir à son nécessaire physique; mais il ne peut jouir qu'en commun.

L'homme isolé ou sauvage n'a pour motif de travail que la sensation présente du besoin. Est-il satisfait, il se repose : ou s'il porte un peu plus loin la prévoyance, elle se borne à ramasser quelques provisions, jamais à étendre sa jouissance. La chasse, la pêche, la recherche

pour ces vastes contrées ? La nature lasse de produire , a-t-elle été forcée par l'épuisement

des fruits spontanés sont pour lui des moyens suffisans auxquels sa population se proportionne. Mais il en faut de bien plus étendus pour l'homme en société : il a bien d'autres besoins à remplir , & l'accroissement de sa population les multiplie encore. La fécondité de la terre aidée par son travail & par l'usage des moyens propres à l'étendre , lui ouvre une ressource indéfinie ; mais il ne peut faire usage de ces moyens qu'en joignant son travail à celui des autres ; & si par cette simple association formée par des conventions réciproques & libres il peut se livrer à un commencement de culture , bientôt la propriété foncière qu'il ne peut créer qu'en confiant à la terre des richesses mobilières , en les exposant , ainsi que ses récoltes , aux entreprises des hommes injustes & violens , lui fait éprouver le besoin de la sûreté , & la nécessité d'une sauve-garde.

Mais la société civile en lui procurant cet avantage , ne change ni la constitution ni les affections qui lui donnent pour mobile de ses actions l'intérêt personnel. Ce mobile est parfaitement analogue à l'ordre physique , puisque s'il n'est pas dans la nature de l'homme moral de faire pour d'autres que pour lui-même de grands travaux & de grandes avances , & de s'y livrer sans la sûreté d'en recueillir les fruits , il n'est pas non plus dans l'ordre de la reproduction , que la terre devienne féconde sans ces travaux & ces avances.

La société ne doit donc faire autre chose que d'étudier la nature & de la suivre , sans la supposer autre qu'elle n'est en effet , & sans entreprendre de la réformer. S'il existe un ordre social , il fait partie de celui de la création ; il doit être conforme aux loix de la reproduction & à la constitution de l'homme moral & physique : il doit se proposer non d'éteindre & d'affaiblir l'intérêt personnel , mais de lui laisser déployer toute son activité , parce que tant que l'ordre physique subsistera tel qu'il a été donné par l'auteur de la nature , la reproduction ne s'obtiendra que par des travaux & des

de rester dans l'inaction ? Ou les loix de la reproduction font-elles changées dans ces climats

dépenses , & que tant que l'homme fera tel qu'il est , il ne se portera à ces travaux & à ses dépenses que par la considération & le motif de son intérêt. Il en est de même de tous les travaux subséquens à la culture : c'est l'intérêt personnel qui les fait entreprendre , & cet intérêt est légitime ; ils doivent donc jouir d'une entière liberté , d'abord par rapport à leurs agens en vertu du droit qu'ils ont de faire de leur personne , de leurs talens & de leurs richesses mobilières l'emploi qu'ils jugent pouvoir leur être utile ; ensuite en conséquence des rapports multipliés que ces travaux ont avec la classe productive dont les dépenses augmenteront si l'on renchérit les frais des travaux subséquens , avec la classe des propriétaires qui ne tireront plus de leur revenu toute la jouissance qu'ils ont droit d'en attendre , enfin avec la consommation , le débit & la valeur des productions que restreint nécessairement toute entrave mise au commerce & à l'industrie.

Sous tous ces rapports l'ordre social se réduit au maintien de la loi de la propriété sous laquelle chaque citoyen pleinement en possession de sa personne , de ses facultés , de ses talens , de ses biens , jouit de tous les avantages qu'il peut se promettre de l'état civil , & en jouit dans une sûreté parfaite , sous laquelle tous les intérêts n'ont d'autres bornes que l'intérêt d'autrui , sous laquelle la société dont la prospérité ne peut être que le résultat de l'aisance générale , acquiert le plus grand degré de force & de solidité. Tout ce qui contredit cette loi souveraine tend à relâcher les liens qui unissent les hommes , à dissoudre l'association & à en diminuer les avantages.

La société entière n'est donc établie que sur la loi de la propriété : tout se rapporte à cette loi , tout est institué pour elle , & dirigé pour son exécution : le souverain , les magistrats , les loix civiles , la force militaire , la loi même de l'impôt qui ne paroît la blesser que pour

autrefois si favorisés ? Non sans doute , la nature est la même ; la terre n'éprouve point de dépérissement , & la révolution des siècles ne tarira jamais sa fécondité : les loix de la reproduction sont toujours prêtes à agir en faveur de l'homme ; mais elles ne font rien pour lui sans son concours , & l'homme n'est capable de rien , s'il n'est libre & assuré de sa propriété.

Ces contrées autrefois si fertiles & si peuplées , sont tombées sous un gouvernement oppresseur. Le despotisme homicide a étendu sur elles ses ravages ; il a soufflé sur elles le froid de la mort ; il dessèche & détruit le germe de la reproduction , en ôtant aux hommes le motif qui les porte au travail ; il dévore tout ce qui est sous sa main , & ne peut regner que sur un petit nombre d'hommes errans au milieu des déserts.

Pourquoi faut-il que dans les gouvernemens modérés , l'ignorance de l'ordre , l'erreur &

en devenir l'appui , en fournissant le moyen d'en procurer la sûreté , & de l'améliorer par les dépenses communes. Aussi l'impôt entre-t-il tellement dans la constitution de l'ordre social , qu'il n'a rien d'arbitraire ; & que si les détails doivent être déterminés par une administration positive , il a sa base & sa mesure dans les loix de la reproduction & dans l'intérêt de la propriété.

l'opinion ayent si souvent causé des ravages semblables avec des intentions si différentes? Pourquoi faut-il que tant de souverains, si dignes par la bonté de leur cœur d'être les bienfaiteurs des hommes, soient parvenus à blesser l'intérêt de la société par les moyens mêmes qu'ils croyoient les plus propres à le procurer. Mais dans une matiere où tout est physique, la diversité du motif n'est qu'une affection morale qui ne change rien aux effets.

Qu'importe au physique de la reproduction, qu'un despote se jouant de l'existence des hommes les prive de leurs droits, parce qu'il croit ne leur rien devoir, & ne regner en sûreté qu'autant qu'il les tient asservis; ou que des administrateurs séduits par de fausses lumieres, entraînés par l'aveuglement de la nation elle-même, croient assurer le bien de la société par des loix positives qui gênent la liberté, & enlèvent aux hommes l'exercice de leurs facultés & de leur industrie (8).

(8) Si je ne savois que l'arbitraire est le plus terrible fléau de la propriété, je dirois presque : qu'importe, quant aux effets, qu'un despote ne fasse décider les contestations qui s'élèvent entre les esclaves qui lui sont soumis, que par des préposés qui n'ont d'autre règle de leurs jugemens que leur volonté; ou que dans les gouvernemens modérés, les loix positives par leur multitude, leur complication & l'arbitraire de leurs dispositions, fussent des contestations, & qu'ensuite

Qu'importe au physique de la reproduction , qu'un despote se déclare seul propriétaire , & jette les hommes dans l'inaction par l'incertitude des possessions dont il est toujours forcé de leur laisser une certaine mesure de jouissance ; ou que dans un gouvernement modéré , l'impôt assis sur de faux principes & arbitrairement réparti , menace à chaque instant la propriété , attaque les avances qui font renaître les richesses , & détruise le revenu dans sa source.

Qu'importe au physique de la reproduction , qu'un despote , par une folie qui n'a pas d'exemple , ne permette la culture qu'avec des restrictions & à des conditions onéreuses ; ou que dans un gouvernement modéré l'administration défende en tout ou en partie certains genres de culture ; que sous prétexte de pourvoir à la subsistance des sujets , elle se rende arbitre des échanges , gêne le commerce , & entretienne la non-valeur des productions par des prohibitions aussi contraires à la culture qu'à la liberté & à la propriété.

les longueurs interminables & les frais énormes qu'engendrent les procès , ruinent les citoyens qui ont eu le malheur d'avoir besoin de réclamer ce que nous appelons *la justice* , ou qui ont été assez peu sensés pour recourir à elle , & mettent les deux contendans au même niveau ou à peu de distance.

L'effet fera toujours le même ; car il se mesure non sur le motif qui détermine l'autorité, mais sur l'étendue & l'importance des atteintes qu'elle porte aux loix de la justice & à l'intérêt qui détermine les hommes au travail (9).

(9) Veut-on avoir une preuve sans réplique de la dégradation du territoire causée par ce régime fiscal, réglementaire & prohibitif, adopté principalement depuis 1660, & si bien perfectionné depuis ; il ne s'agit que de comparer l'état du revenu public actuel, avec l'état du revenu public sous Louis XII, le pere du peuple ; sous Louis XII qui ne mit aucun impôt, & qui les diminua tous tant en somme que dans les frais de perception ; sous Louis XII qui regnoit sur la France moins grande d'un tiers qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Louis XII recevoit quatre & net sept millions sept cent cinquante mille livres. Pour réduire cette somme à l'état actuel, il faut lui comparer la valeur relative de la principale denrée. Le septier de bled, mesure de Paris, valoit vingt sols sous son regne. Le revenu public étoit donc de la valeur de plus de sept millions & demi de septiers de bled. Mais en outre il étoit levé dans les provinces des sommes qui n'entroient pas dans le trésor public, & qui étoient destinées aux dépenses des provinces, aux chemins, aux fournitures des vivres & ustensiles de la gendarmerie, &c. Il paroît que ces sommes montoient à peu près à une somme égale de sept millions & demi de septiers. Il étoit donc levé sur le territoire la valeur de quinze millions de septiers. En estimant aujourd'hui le septier à vingt livres, cette quantité répond à une valeur actuelle de cent cinquante millions.

Le Roi jouit aujourd'hui de trois cent soixante-dix-sept millions, le royaume étant accru d'un tiers. Voyons si avec cette somme il est aussi riche que l'étoit Louis XII. Trois cent soixante-dix-sept millions divisés par vingt,

Le

Le bonheur des hommes est donc dans leurs mains. Dieu a mis devant eux les biens & les maux, *bona & mala ostendit illis* : il les a doués

donnent 18, 850, 000 septiers. Il faut d'abord en ôter le tiers, puisque le royaume est accru d'un tiers depuis Louis XII. Le tiers est 6, 280, 000, lesquels ôtés de 18, 850, 000, il reste pour point de comparaison 12, 577, 000 septiers.

Mais Louis XII avoit quinze millions de septiers à dépenser librement sans autre charge que la dépense publique. Le roi au contraire doit cent trente millions d'arrérages. Cette somme divisée par vingt, donne 6, 500, 000 septiers dont se trouve grevé le revenu du roi. Il ne se trouve donc avoir que 6, 077, 000 septiers employables à la dépense publique comparativement à Louis XII, qui jouissoit de quinze millions. Quelle énorme différence!

La surcharge de ces cent trente millions d'arrérages vient des emprunts par lesquels on a, de regne en regne, tâché de réparer le vide de l'impôt, tandis qu'en même temps on forçoit l'impôt par tous les moyens possibles. Il est donc clair que plus on augmente les impôts indirects, plus on détruit le revenu national & le revenu public; que plus on emprunte, plus on rend le revenu public insuffisant; de sorte que l'emprunt réduit à augmenter l'impôt, & que l'impôt en détruisant de plus en plus le revenu, devient une nouvelle cause d'emprunt: double progression de malheur que rien ne peut arrêter que le retour à l'ordre.

Ces comparaisons d'un regne à l'autre sont des points bien importans à discuter, & plus dignes des recherches de nos savans & de nos académies, que la plupart des faits de critiques qui les occupent.

Que deviendroît la gloire du regne tant vanté de Louis XIV, si on la discutoit à la lumière de ces principes, si on la mesuroit sur le bonheur des peuples? Elle seroit encore bien au-dessous de celle de François premier. Les gens de lettres ont exalté ces deux regnes

de raison & d'intelligence, *disciplinâ intellectûs replevit illos, & sensu implevit cor illorum*. Il leur a donné des loix simples & faciles, proportionnées à leurs besoins, & dans lesquelles ils doivent trouver leur bonheur, *præcepta quæ faciens homo vivet in eis* (10). Il ne s'est pas contenté de graver dans leur cœur les premiers principes de la justice, & de les leur montrer comme des vérités qui éclairent leur esprit; il a voulu par une bonté digne de toute leur reconnaissance, tellement lier ces loix avec les loix de la nature relatives à la reproduction des

à l'envi; mais la gloire qu'ils distribuent n'est pas toujours la véritable gloire.

Et il faut bien remarquer que sous Louis XII, le peuple étoit heureux & à son aise, & payoit sans surcharge la valeur de quinze millions de septiers: preuve incontestable du bon état de la culture. Aujourd'hui que le royaume est plus grand d'un tiers, il est notoire que le peuple est beaucoup trop foulé, quoique le Roi ne reçoive que 18, 850, 000 septiers. La raison en est, 1°. que la moitié de cette somme est levée par des impôts qui coûtent le double pour avoir le simple; 2°. que par leur nature ces impôts sont destructifs de la valeur & de la reproduction; 3°. que l'arbitraire qui préside à la répartition des autres parties de l'impôt, est encore un autre obstacle au succès de la culture.

(10) Ce passage de l'Ecclésiastique, chap. 17, vers. 5 & 6, s'entend de la loi naturelle manifestée aux hommes, *par cette lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde*; il peut donc s'appliquer à l'ordre social qui fait partie de la loi naturelle, ou plutôt qui est cette loi même en tant qu'elle dirige les rapports des hommes réunis en société, qu'elle prescrit leurs devoirs, & assure leurs droits.

biens & aux moyens physiques auxquels est attachée la subsistance, que l'homme fût forcé d'être juste lorsqu'il veut être heureux, & ne pût violer les loix de la justice sans en être puni.

Tel est en effet le pouvoir suprême & la force irrésistible de l'ordre, qu'il n'est pas possible aux hommes de s'écarter impunément de la ligne qu'il leur trace. Il n'y a point à composer avec ces loix redoutables, à les modifier, à les altérer. Si elles étoient de nature à se prêter ainsi aux caprices & à l'inconstance de la volonté, bientôt l'homme se feroit un jeu de les violer : dès lors elles ne seroient plus des loix, ou ne le seroient qu'à la maniere des loix humaines, qu'il est si facile d'incliner & de plier à son gré.

Mais si l'ordre violé déploie son pouvoir pour la punition des hommes infracteurs de ses loix, il est également puissant pour les combler de biens, lorsque reconnoissant leurs erreurs, ils s'empresseront de lui rendre hommage. Dans le temps même où ils le méconnoissent, que ne fait-il pas pour eux ? C'est par lui qu'ils existent ; c'est lui qui a fondé les sociétés ; c'est lui qui les soutient dans le degré de force & de richesse relatif à la maniere dont ils observent ses loix. Aussi magnifique dans ses

récompenses que terrible dans ses châtimens ; il est prêt de rouvrir pour eux la source renaissante des richesses , & d'en faire couler l'abondance : à sa voix le territoire le plus inculte se couvrira de biens , & la population par un accroissement rapide suivra le progrès des subsistances (11).

Si l'observation de l'ordre est le seul moyen propre à favoriser la multiplication des biens & la population , son influence n'est pas moindre sur les mœurs , & cette partie de l'administration sur laquelle l'autorité a directement si peu de prise , dépend autant du physique que du moral. C'est des loix humaines & positives qu'il est vrai de dire que les loix ne peuvent rien sur les mœurs , parce qu'elles sont inutiles pour la réforme , tant qu'elles sont en oppo-

(11) Il n'y auroit aucune ressource pour une nation qui seroit pauvre , & dont la culture seroit foible , si en même temps elle avoit toujours été gouvernée par les loix de l'ordre. Mais cette supposition ne peut jamais avoir lieu , vu la liaison nécessaire qui se trouve entre l'observation des loix de l'ordre & la prospérité de la culture. Une nation pauvre est nécessairement une nation qui de longue main a eu une administration contraire à l'ordre , principalement par rapport à l'impôt & à la liberté du commerce , qui sont les deux points qui ont le plus d'influence sur la culture. Il y a donc chez cette nation une infinité d'abus à réformer & d'améliorations à faire qui lui offrent la perspective la plus consolante.

sition avec des causes plus puissantes & plus actives.

Le désordre social porté à un certain point, répand nécessairement la corruption dans les mœurs, détruit le germe des vertus, ou n'en laisse subsister qu'une fausse apparence : il va même souvent jusqu'à les attaquer de front, & à les rendre méprisables ou odieuses.

La société ne trouve plus personne qui la serve avec désintéressement & fidélité. Tout homme chargé d'une administration publique, ne croit être en place que pour s'enrichir. Toutes les idées naturelles d'honneur, de vertu, de probité, d'amour de la patrie, de zèle pour la chose publique, ne paroissent que de belles chimères propres à exercer les moralistes, ou à être enseignées aux enfans, en attendant que l'école des mœurs publiques leur présente des leçons contraires. Toutes les passions, l'ambition même, se réduisent à l'amour de l'argent, parce qu'il devient l'instrument universel, & le moyen de remplir les vœux réunis des autres passions. Les richesses acquierent le pouvoir non-seulement de procurer les jouissances & les plaisirs, mais même de frayer le chemin aux honneurs, aux dignités, aux emplois les plus importants, d'attirer l'estime & la considération, de remplacer le mérite, de suppléer aux talens, de

dispenser du travail : pouvoir funeste qui corrompt rapidement toutes les parties du gouvernement, qui relegue les sentimens honnêtes dans les classes inférieures , & qui écarte des places ceux que l'intérêt public y appelleroit pour les donner à des gens incapables ou vicieux.

Les fortunes pécuniaires élevées sur les ruines de la société , absorbent en même temps les revenus publics & l'aisance nationale ; elles achevent d'épuiser la nation par l'exemple contagieux du luxe qui porte partout la séduction , qui entraîne même les plus sages , & qui attribue à l'argent une supériorité accablante pour la médiocrité qui s'efforce d'y atteindre. Mais pendant qu'une partie de la nation se ruine par le goût des dépenses superflues , la terre dénuée des richesses qui la rendent féconde , se refuse à la reproduction dans les provinces éloignées : la vie & la circulation se concentrent autour de la capitale , où les grands propriétaires vont porter la dépense de leurs revenus , & où la forme vicieuse de l'impôt accumule les dépouilles de la nation (12).

(12) La question du luxe sur laquelle on a tant disputé , trouve sa solution non-seulement dans son rapport avec les mœurs d'une nation , mais encore dans l'intérêt sensible de la reproduction. Elle devient une affaire de calcul fort simple pour ceux qui connoissent

Le désordre de l'administration , l'amour désordonné du luxe , le déplacement des dé-

les vrais principes de l'ordre social , & n'a jamais pu être controversée que parce qu'on les ignoroit , & qu'on regardoit le travail de la main d'œuvre comme productif des richesses.

Le luxe est un *excès* de dépenses stériles préjudiciable à la reproduction. Je dis un *excès* , parce qu'il est bien des dépenses stériles indispensables , & une nation pauvre n'en devroit pas connoître d'autres.

Le luxe est relatif ; ce qui est luxe pour un homme , ne l'est pas pour un autre ; & de même ce qui l'est pour une nation , peut ne l'être pas pour une autre , quoiqu'en général l'excès & la frivolité soient toujours un mal moral & politique.

Dans l'état de prospérité où les avances annuelles de la culture rendroient 250 pour cent , & cent pour cent en produit net , une nation peut porter la moitié de son revenu en achat de subsistances à la classe productive , & la moitié en achat de travaux stériles ; cette balance la maintiendrait dans l'état de prospérité.

Mais une nation qui est prodigieusement éloignée de cet état , & dont la culture est dégradée de longue main , devroit suivre un ordre de dépense plus favorable à la reproduction , & chercher une ressource dans l'économie , non sur la consommation des denrées , mais sur les dépenses stériles qui sont superflues. Elle devroit épargner sur le revenu qui lui reste , non pour créer des rentes , mais pour réparer les héritages , pour les améliorer , pour les défricher , planter , marnier , multiplier les bestiaux & les moyens de les nourrir , & rétablir les avances.

Dans l'état de prospérité une portion notable du revenu est affectée à l'entretien des dépenses foncières , qui est une condition essentielle à la perpétuité du revenu. Mais dans l'état d'appauvrissement , ne conviendrait-il pas de restreindre au nécessaire indispensable la portion disponible pour être en état d'en porter une partie sur

penſes, ſont des maux qui embrasſent tout le corps politique, qui non-ſeulement corrompent

la terre, & travailler ainſi directement à accroître la reproduction.

Il y a plus, l'ordre à garder dans les dépenses ſtériles n'eſt point du tout indifférent & arbitraire : il en eſt un qui eſt bien préférable à l'autre, & c'eſt celui qui s'éloigne de la recherche, qui économiſe ſur les travaux de préparation, & qui tend à favoriſer la forte conſommation des productions du territoire, qui reſtreint les dépenses de ſimple commodité & d'agrément, qui préfère pour les meubles & les habillemens les matières premières du pays, & parmi elles celles qui ſont les plus favorables à la culture. A plus forte raiſon le premier article de réforme ſeroit-il de négliger & de mépriſer l'induſtrie frivole, celle qui ne s'occupe qu'à faire naître des beſoins imaginaires, à ſuſciter des goûts de fantaiſie, à varier ſans ceſſe les modes, & à précipiter une nation vers un genre de dépense futile & déſordonné. Car quoi qu'en penſe le vulgaire ignorant qui croit voir dans cette induſtrie une branche de commerce fort importante, elle eſt funeſte même pour une nation riche, elle ne ſert qu'à l'amollir & à la rendre ridicule.

Quoiqu'après l'entretien des dépenses foncières, le produit net ſoit diſponible, il ne faut pas croire que ſon emploi ne ſoit aſſujetti à aucune règle. Il doit retourner tout entier par la voie de la conſommation à la claſſe productive qui l'a payé, afin qu'elle puiſſe le rendre l'année ſuivante, & cette rentrée doit lui parvenir par le chemin le plus court.

Or il y a une grande différence dans la manière dont ſe fait cette rentrée : elle dépend des mœurs d'une nation, de ſon amour pour l'économie & la frugalité, ou de ſon goût pour le luxe, la frivolité & les dépenses ſuperflues. L'induſtrie la plus ſimple eſt la plus favorable à la prompte circulation & au débit des premières denrées qu'il eſt ſi important de provoquer, parce qu'il décide du revenu : outre le rapport qu'elle a avec la

les premières classes de la société, mais qui refluent nécessairement sur toutes les autres. Dès

culture à raison des matières premières qu'elle tire du territoire, elle est moins coûteuse en raison de ce qu'elle est moins recherchée, & les salaires qu'elle procure vont directement au pain, au vin, à la viande aux habits les plus grossiers & les moins chargés de frais de préparation. Au contraire, plus l'industrie est recherchée, plus ses agens gagnent de forts salaires; mais comme ils ne consomment pas davantage de premières denrées, & qu'en raison de ce qu'ils gagnent plus, ils font plus de dépenses stériles & souvent de luxe; il est vrai de dire que la somme de salaires qu'ils reçoivent, ne retourne à la culture que par un circuit plus long. Si je dépense six mille livres en ouvrages de maçonnerie & de charpente, cette somme va être reportée directement à la classe productive en achats de subsistance. Mais si j'emploie ces six mille livres à acheter un carrosse, la consommation qui doit en résulter sera-t-elle aussi rapide & même aussi entière?

Si dans toute circonstance le goût du luxe est funeste au moral & au physique, l'économie dans les dépenses stériles devient un devoir plus indispensable encore pour une nation pauvre. Malheureusement les causes qui ont dégradé la culture, concourent à la précipiter dans l'excès des dépenses recherchées & superflues; le luxe de décoration s'étend en raison de la misère publique, & contraste singulièrement avec elle. La principale de ces causes est le désordre de l'impôt qui produit les grandes fortunes pécuniaires, les faux emplois de l'argent, & l'extension de la classe oisive des rentiers. Dans l'ordre naturel il n'y a d'autre moyen de se former un revenu ou d'employer ses capitaux, que la propriété foncière, ou l'entreprise des divers travaux utiles à la société. Ces moyens sont bornés; la propriété a des charges qui croissent avec elle; la concurrence qui se trouve dans les travaux stériles empêche que les profits ne soient trop considérables, l'argent se partage, & plus il est

que les moyens légitimes de subsistance devien-
nent rares & difficiles par le renversement

divisé, plus la consommation devient abondante & facile. Mais le désordre de l'impôt dérange toute la circulation; en même temps qu'il tarit la source du revenu, & par conséquent du commerce & de l'industrie, il fait passer une grande partie du numéraire en profits de finances, en gains sur la dépense publique, & en arrérages de rente. La facilité d'acquérir ainsi l'argent invite naturellement à la dissipation & à la prodigalité, & surtout à ce genre de dépense qui éblouit, qui attire les regards, qui annonce la supériorité de l'opulence en écrasant tous ceux qui, quoique riches, ne peuvent y atteindre. Ainsi il résulte du désordre de l'impôt une double cause d'appauvrissement qui tend à diminuer la forte consommation des denrées qui ne peut être l'effet que de l'aisance nationale: la reproduction est moindre, le revenu est réduit, & une partie de ce qui en reste est dépensé d'une manière contraire à l'intérêt de la reproduction.

Mais le luxe est contagieux: les hommes même les plus sages n'ont pas la force de résister au torrent de l'exemple: tout ce qu'ils font, c'est de ne le suivre que de loin. Ainsi non-seulement la portion du produit net qui passe par différentes voies aux possesseurs des richesses pécuniaires, mais même celle qui reste aux propriétaires est en partie dépensée dans un ordre contraire à l'intérêt de la culture. Les propriétaires à qui les héritages donnent peu de revenu, ne peuvent suffire aux dépenses superflues vers lesquelles ils se laissent entraîner, qu'en négligeant les dépenses foncières, & plus encore celles d'amélioration. La maxime qu'on ne peut vivre sans avoir des rentes, s'établit généralement, & multiplie ce faux emploi des richesses. L'arbitraire de l'impôt achève enfin de détourner l'argent de l'emploi productif; il peuple les villes au détriment des campagnes, & y retient dans une circulation infructueuse les fonds qui seroient si utilement employés, soit dans

de l'ordre, les hommes se trouvent dans un état violent qui les déconcerte. Le peuple manque de travail & de salaires, parce qu'il ne peut en avoir qu'en raison de la reproduction. La mendicité devient une ressource forcée & cruelle par ses suites & ses ravages : elle multiplie dans le sein de la société une classe d'hommes qui ne tient plus à rien, qui menace & attaque la sûreté publique, & qui achève d'épuiser les campagnes par les services forcés qu'elle exige (13).

des entreprises de culture, soit dans le commerce rural.

Quel remède peut-on apporter à ce goût ruineux pour le luxe & pour les dépenses superflues ? Croira-t-on pouvoir lui opposer avec succès des loix somptuaires ? foible & inutile moyen ! Les loix présentent un obstacle direct, qu'on se fait un point d'honneur de franchir, & l'amour dépravé de la singularité saura rompre cette fragile barrière en imaginant d'autres moyens de se satisfaire & de se distinguer. Il n'y a que le retour à l'ordre & la sagesse de l'administration qui puissent guérir ce mal en en supprimant les causes. L'exemple du souverain si puissant sur une nation comme la nôtre, est ensuite le moyen le plus efficace pour rétablir les mœurs, réprimer l'excès du luxe, & mettre en honneur la simplicité & la fragilité.

(13) C'est bien ici que les extrêmes se rapprochent : l'excès du luxe & de la pauvreté se réunissent & concourent à appauvrir le territoire. La multitude des mendiants est la preuve *visible* d'une surabondance de population causée en partie par la diminution de la reproduction, en partie par la mauvaise distribution des dépenses. Je dis la preuve *visible*, parce qu'elle ne montre

Mais comment les mœurs pourroient-elles se soutenir, lorsque tout conspire à les dégrader

pas encore toute l'étendue de la pauvreté, puisqu'il s'en faut bien que tous les pauvres mendient. Les uns sont retirés dans les hôpitaux; les autres sont aidés par les secours charitables. Mais un très-grand nombre manque de ces ressources, & ne vit qu'au moyen d'un retranchement forcé de subsistance. Croit-on en effet qu'on ne doive pas regarder comme des pauvres tant d'habitans de la campagne, qui mènent une vie languissante, & notoirement plus courte que n'est la vie ordinaire des hommes; qui vivent de chataignes & de bled noir, & dont la dépense annuelle pour la nourriture & le vêtement ne monte qu'à environ dix écus par tête. Est-il aucun pauvre dans les villes, est-il même aucun mendiant qui ne consomme davantage, & qui par conséquent ne vive mieux? Ne faut-il pas que l'attachement à leur propriété foncière, quoique la plus infructueuse, ou même le simple amour du pays natal, soient d'une force singulière pour retenir des habitans si pauvres? Doit-on être surpris du nombre des mendiants, ne doit-on pas plutôt s'étonner que des gens si malheureux n'abandonnent pas une terre que leur pauvreté rend si ingrate, soit pour aller chercher ailleurs des salaires, soit pour aller mendier dans les provinces où il y a des secours à espérer?

C'est donc renverser tous les principes, c'est mettre l'effet avant la cause, que de prétendre calculer la puissance d'une nation par l'étendue de son territoire, & même par sa population. Un grand territoire dépeuplé, ou misérablement cultivé par des hommes, qui ne font naître que de quoi vivre très-étroitement, ne présente qu'un grand objet de dépense pour le garder, & y entretenir la justice & la police avec des moyens insuffisans pour y pourvoir. C'est la population agricole qui fait subsister tout le surplus de la société : la partie de cette classe qui ne fait que se suffire à elle-même, est inutile à l'état; le terrain qu'elle habite, le travail qu'elle

& à les corrompre , à provoquer la licence ,
à faire négliger les professions honnêtes &

exécute sont nuls : elle ne donne presque pas de produit net qui puisse contribuer à l'entretien de la société ; elle ne fournit ni richesses ni hommes disponibles. Exiger d'elle une contribution tant que le désordre social la met hors d'état d'en fournir , c'est entretenir son impuissance , c'est même la forcer à s'expatrier ou à mendier. Mais la partie de la population qui ne subsiste que par la mendicité , n'est pas seulement inutile , elle est très-onéreuse : car elle dévore & restreint la part des autres. Les hommes se nuisent quand la subsistance leur manque.

Dans une société formée il n'y a point de propriété vacante , tout est occupé jusqu'à la chasse & la pêche. On ne peut devenir propriétaire qu'à titre d'acquisition ou de succession. Il est encore pour ceux qui ont des capitaux un autre moyen direct de subsistance : c'est d'affermir l'héritage d'autrui , de le cultiver & de vivre sur la portion destinée au remplacement des frais. L'arbitraire de l'impôt interdit cet emploi si utile des capitaux à une infinité de gens qui les y porteroient , si l'état de fermier étoit honoré & protégé comme il devroit l'être , & si les avances étoient en sûreté : il fait plus , il engage souvent de bons fermiers à quitter la charrue , & à placer leurs enfans dans d'autres professions. Mais ce moyen , ainsi que toute entreprise de commerce & d'industrie , sont fermés à tout homme qui n'a que ses bras.

Il existe à la vérité beaucoup de moyens de subsistance qui ne demandent aucune avance. Les entrepreneurs de culture ont besoin de travailleurs , & l'occupation possible en ce genre est d'une étendue immense. Mais une culture dégradée , comme elle l'est dans tant de provinces , & réduite à laisser en friche une grande partie du territoire , emploie d'autant moins de bras qu'elle est plus restreinte , & une partie de ceux qu'elle

utiles? Quelle digue pourroit arrêter ce torrent?
Quelle barrière assez forte pourroit résister à

emploi pendant six mois , restent vacans le surplus de l'année.

Les travaux stériles offrent un autre débouché ; mais ils sont bornés de leur nature. Comme ils ne multiplient pas les richesses renaissantes , mais qu'ils sont payés par elles , ils ne peuvent s'étendre au-delà de la somme qu'une nation peut dépenser en ce genre. Chez une nation riche & dont le territoire est en grande valeur , il y a une grande abondance de salaires : chez une nation pauvre & qui achève encore de s'appauvrir par le luxe , il y en a moins , & la somme qui existe est si divisée par la concurrence de ceux qui s'empressent de la partager , qu'elle suffit à peine pour procurer aux travailleurs le nécessaire le plus étroit. Il est donc indispensable qu'une infinité de gens manquent de salaires , ou n'en reçoivent que d'insuffisans , & qu'ils n'aient d'autre ressource en tout ou partie que les secours charitables ou la mendicité. Aussi voit-on tous les jours dans les campagnes les enfans des journaliers mendier leur pain en hiver surtout , & partager ce supplément de subsistance avec le reste de la famille. La mendicité n'est pas moins fréquente dans les villes , quoique les distributions des paroisses la préviennent en grande partie , & cette ressource manque absolument dans les campagnes où nul ne reçoit le moindre secours s'il ne va mendier. Quel soulagement cette portion si pauvre & si nombreuse de la population ne trouveroit-elle pas dans la suppression des impôts sur les consommations , & principalement sur le sel qui rendroit à chaque famille 25 à 30 livres par an ! En vain prétendrait-on la soulager en faisant tomber par des prohibitions le prix du bled pour le mettre plus à sa portée. Ce n'est pas en tarissant une des principales sources du revenu qu'on multipliera les salaires qui sont pour elle le seul moyen de subsistance. Indépendamment des variations énormes de prix qu'entraîne le régime prohibitif , comme le démontre l'expérience de plus d'un siècle , & qui sont cruelles pour le

l'impétuosité des passions dont l'activité est redoublée par les circonstances?

peuple, n'est il pas évident que cette classe qui ne vit que de salaires, a le plus grand intérêt à ce qu'ils soient abondans; que les salaires ne pouvant être fournis que par la reproduction, sont plus ou moins rares suivant l'état de la culture, & que quoique le prix commun du bled, à prendre une révolution de cinquante années, soit même plus cher sous le régime prohibitif que sous la liberté, la culture ne peut prospérer que par le moyen d'un prix uniforme, & aussi éloigné de la cherté que de la non-valeur. C'est donc par une administration conforme à l'ordre, favorable à la reproduction, par un impôt qui n'exige rien de ceux qui n'ont rien, & qui ne nuise point à la culture, qu'on peut soulager efficacement la partie du peuple qui ne vit que de salaires.

Mais l'exemple de la mendicité est aussi contagieux que celui du luxe. Comme cet état n'a de pénible que l'humiliation à laquelle il réduit, & que tout devient habitude, beaucoup de gens secouent la honte, & le préfèrent au travail par l'amour de l'oïveté & du libertinage; ils y persistent toute leur vie, & l'enseignent à leurs enfans.

Or comment arrêter le cours de ce désordre dans une nation où tant de causes l'entretiennent, & où l'exemple le multiplie? Comment distinguer les vrais pauvres des pauvres volontaires? Comment punir ceux-ci d'un délit qu'on ne peut prouver contre eux, celui d'avoir pu trouver des salaires, & d'avoir préféré de mendier? Comment subvenir à tous les besoins réels par des secours efficaces & des moyens durables?

La contribution que la mendicité lève sur les fermiers, doit être considérée comme une charge d'autant plus considérable qu'elle se répète tous les jours. Cependant ils seroient encore fort heureux, s'ils n'avoient à partager leur pain qu'avec les mendiants domiciliés, si leurs habitations, leurs richesses & leur propre vie étoient en sûreté. Mais il est une autre espèce de men-

N'attendons pas des hommes un amour pour la vertu assez généreux & assez fort pour résister à l'opinion , à l'exemple , aux appâts de la

dians qui sont pour eux le fléau le plus redoutable , qui ayant abdiqué tout domicile , toute patrie , ayant rompu les liens qui unissent les hommes entre eux , vivent dans un état de guerre ouverte avec tous les citoyens , & sont d'autant plus forts qu'ils n'ont plus aucun frein , d'autant plus indépendans qu'ils n'ont rien à perdre , d'autant plus redoutables qu'ils peuvent tout oser. Ils ne se contentent pas du nécessaire ; comme ils n'ont embrassé cette vie coupable que par libertinage , ils veulent y trouver une sorte d'abondance , & ils se la procurent par des crimes. Ils ne demandent pas avec la modération de gens qui sollicitent des secours , ils exigent avec insolence , & punissent les refus , ou l'apparence des refus par les plus terribles vengeances. C'est parmi eux que se forment les voleurs & les assassins.

Il est incroyable que de tels excès soient aussi fréquens dans une société policée. La sûreté est le premier des avantages qu'on doit trouver dans la confédération civile , & l'objet le plus essentiel de la dépense publique ; mais les troupes destinées à procurer la sûreté intérieure , ne sont ni assez nombreuses ni assez payées.

Ne désirons donc pas une accrûe de population , lorsque celle qui existe forme déjà une surcharge ; & pourquoi ambitionner la multiplication des hommes pour les vouer à la misère & à des privations rigoureuses ? Il y a toujours assez d'hommes partout où manquent l'emploi & les salaires nécessaires pour les faire vivre avec une sorte d'aïssance. Cherchons plutôt à faire cesser les causes politiques qui rendent onéreuse une partie de la population : les hommes se multiplieront ensuite sans que l'on s'en inquiète ; ils augmenteront les biens par leurs travaux , & les feront valoir par leur consommation. Ce seroit donc un fléau & une terrible surcharge pour le royaume que d'y introduire aujourd'hui un million d'hommes , *qui n'auroient que leurs*
cupidité

cupidité , à la contagion du luxe , à l'avilissement de la pauvreté. Ne cherchons pas dans les loix positives le remède à ces maux , ni les moyens de conserver la décence , l'honnêteté , la probité , la distinction des rangs , la générosité des sentimens , la convenance dans les alliances. Il n'appartient qu'à l'ordre de maintenir ou de rétablir les mœurs , dont l'état chez tous les peuples a toujours été relatif à celui du gouvernement.

bras ; car ils n'apporteroient que des besoins sans moyens de les remplir : faute d'avances ils ne pourroient trouver de ressource dans la culture , & ils ne pourroient s'approprier une partie des salaires qui existent qu'au préjudice de ceux qui les partagent aujourd'hui. Est-il besoin d'appuyer d'une preuve de fait une vérité si évidente ? Combien n'a-t-on pas été embarrassé pour faire subsister ces familles canadiennes qui ont demandé une retraite en France à la dernière paix ? Ce n'étoit certainement pas le territoire qui manquoit. Mais l'homme périra sur le champ le plus fertile , s'il est dénué des moyens de le cultiver , s'il n'a pas du moins sa subsistance assurée jusqu'à la première récolte , s'il n'a pas un abri , & quelques instrumens ; & le gouvernement qui ne pouvoit faire les frais de donner à ces familles les premières avances de la culture la plus foible , a probablement dépensé plus que n'eût coûté cette première mise , en les nourrissant sans rien faire pendant plusieurs années : peut-être sont-elles encore aujourd'hui à sa charge. Tant il est vrai que dans tous les calculs politiques , *la subsistance* est le premier objet à considérer : elle est la racine de l'humanité : elle est la mesure de la population utile , des forces & de la puissance d'une nation.

Telle est l'influence sensible du physique sur le moral , que la forme vicieuse de l'imposition qui est un des grands maux de la société , & le plus grand obstacle à l'amélioration du territoire, est en même temps une des principales causes du désordre moral. Non-seulement elle contribue plus que toute autre à corrompre les mœurs par l'exemple des fortunes pécuniaires , & du luxe qui en est la suite, par l'introduction des emprunts publics qui multiplient à l'excès la classe des gens oisifs ; mais la manière seule dont se fait la perception , agit sur les sentimens & les avilit ; elle tend à détacher les citoyens de l'intérêt commun pour les appliquer uniquement au soin de leurs affaires , à les diviser entre eux , & à relâcher les liens d'une union qu'on ne peut trop resserrer. En général , l'arbitraire dans la répartition de l'impôt personnel , abat le courage , & ne laisse envisager d'autre ressource pour en diminuer le poids que les sollicitations & les intrigues , ou bien l'artifice , la dissimulation & l'application à déguiser ses facultés. La nature des autres impôts exige qu'on multiplie des précautions humiliantes, des menaces & des peines contraires à la liberté & à la dignité du citoyen , qui de son côté ne cherche qu'à se dérober au payement par tous les moyens qu'il peut imaginer , qui

croit ne pas payer à l'état ce qu'on exige de lui par ces fortes de voies ; & qui se met continuellement en garde contre les poursuites & les recherches.

Il résulte de cette disposition des esprits une division intestine entre les citoyens , une opposition marquée d'intérêts , une guerre sourde qui a pour objet ce qui touche le plus vivement les hommes ; & qui les met aux prises sans relâche. L'on s'occupe d'un côté à percevoir , à exiger & à surveiller : on met dans cet exercice toute la sagacité possible , soutenue de l'autorité dont on dispose. Que ne fait-on pas de l'autre pour se cacher , pour éviter les regards pénétrants , & dérober ses démarches à des yeux toujours ouverts ? Chacun emploie tous ses soins dans l'attaque & dans la défense : c'est une étude continuelle qui tient les esprits appliqués de part & d'autres à la recherche des moyens propres à réussir. Cette manière d'agir influe ensuite sur le reste de la conduite : on la porte dans le commerce de la vie : on introduit dans les affaires la ruse , la fausseté , les petites finesses & la méfiance , on en bannit la sincérité , la franchise & la générosité.

L'établissement d'une administration provinciale substituée à cette forme d'imposition , si fâcheuse d'ailleurs par ses autres effets , seroit

très-propre à rapprocher les citoyens , à réunir les cœurs , à inspirer la confiance , à ranimer l'amour de la patrie , & à faire sentir aux sujets que les tributs peuvent être de leur part un hommage volontaire. Une répartition faite par des concitoyens , paroît être l'ouvrage commun , & le résultat de toutes les volontés. Ceux qui en sont chargés , soutenus par la considération & par les regards du public , se font un point d'honneur de mériter son estime , d'étouffer toute vue d'intérêt personnel , & d'éviter les reproches de faveur & de partialité. L'opération une fois établie sur un plan solide & dirigée par des intentions droites , se perpétue par les mêmes principes.

On se soumet sans murmure à une imposition qu'on fait être répartie avec équité , & dans une proportion fixe & déterminée , sans aucun mélange d'arbitraire. On croit y avoir concouru par le suffrage de ses représentans , & l'on est flatté d'influer sur l'administration de son canton , soit par la nomination de ceux qui en sont chargés , soit par la part qu'on a à la subdivision de l'impôt qui ne peut se faire sans consulter les plus petits propriétaires. Il est bon d'inspirer aux citoyens une certaine estime d'eux-mêmes , de mettre en œuvre leur amour propre , & de leur persuader qu'ils méritent d'être consultés

sur les détails : c'est le moyen de les tirer de l'engourdissement, & de faire diversion à l'intérêt particulier qui occupe toute leur attention. Les sujets commencent à penser qu'ils sont comptés pour quelque chose ; ils entrevoient une relation plus prochaine entre le souverain & eux. L'idée de patrie ne leur présente plus un mot vide de sens : l'amour qu'ils ont pour elle n'est plus une affection métaphysique, que rien ne nourrit & n'entretient : c'est un sentiment qui se propose un objet plus présent & plus sensible. L'état en général n'a point assez de rapport avec le commun des sujets pour se les attacher immédiatement. L'intérêt qui lie le chef & les membres de la société a trop d'étendue : à peine en apperçoit-on les deux extrémités, si l'on n'a soin de rapprocher d'eux ce grand intérêt pour le mettre à leur portée. Une forme d'administration & de perception est vicieuse, par cela seul qu'elle met entre eux & lui des agens étrangers, qui interceptent les relations si naturelles qui les unissent, & détruisent cette confiance réciproque, qu'il est si utile & si doux d'entretenir ; qui séparent un intérêt indivisible de sa nature ; qui se disant chargés de celui du prince, ne s'occupent qu'à le faire valoir au préjudice de celui du peuple, dont ils ne peuvent mériter quelque reconnaissance, qu'en

lui faisant le moins de mal qu'il est possible.

Il faut un revenu public ; pourquoi ne le pas recevoir directement de la main des sujets , comme un tribut offert par l'amour , plutôt que comme une contribution levée à main armée ? Ce revenu ne peut être qu'une portion des fruits annuels du territoire , & doit se former par un partage régulier & invariable ; pourquoi faudroit-il au souverain d'autres receveurs & d'autres agens de la perception , que les propriétaires eux-mêmes ? Pourquoi ne leur pas laisser la satisfaction de l'asseoir , comme si d'autres qu'eux avoient intérêt à l'équité de la répartition , comme si elle pouvoit jamais être bien faite par d'autres ? Pourquoi leur ôter le plaisir de le verser sans frais dans le trésor public , ou plutôt d'en être eux-mêmes les gardiens & les répondans , pour en faire directement l'emploi sous les ordres du souverain , dont toutes les dépenses arrêtées & fixées pour chaque département , seroient payées en ordonnances sur les caisses des provinces ? Pourquoi ne leur pas laisser le soin d'ordonner sur les lieux les dépenses de leur canton , de veiller sur les travaux publics , & d'administrer des intérêts communs ? Peut-on jamais espérer que des détails journaliers qui demandent une action & une surveillance continue , puissent être bien gouvernés ou même

connus par des administrateurs, ou éloignés, ou indifférens à la chose, ou surchargés par l'immensité du travail, ou même poussés par des intérêts contraires ? Aussi dans une pareille administration tous les détails & le soin de l'exécution sont-ils nécessairement abandonnés à des sous-ordres qui n'ont pas toujours en vue le plus grand bien, & dont les opérations ne peuvent être surveillées (14).

(14) « Il est impossible, dit un auteur très-versé dans ces matières, de parvenir à une estimation & à une répartition égales autrement que par les communautés. Seules elles connoissent leur territoire ; seules elles peuvent facilement discerner les différens produits avec précision ; seules elles sont intéressées à déterminer l'exacte quotité des contribuables d'après la valeur relative des héritages & leur mesure ; seules elles peuvent réunir à ces avantages une perception sans frais, sans trouble, sans abus. Il n'y a point de communauté qui ne se portât à cette opération avec zèle, & la plupart des propriétaires feroient eux-mêmes volontiers les frais de l'arpentage de leurs domaines, pour se mettre pour toujours à l'abri de tout arbitraire ».

En effet, l'inégalité & l'arbitraire attachés à la forme actuelle, entraînent des inconvéniens sans nombre, non-seulement par rapport à la fortune, mais aussi par rapport aux mœurs & aux sentimens. De là les jalousies, les haines, les injustices, les vexations, les procès, la corruption, les excès de tout genre. Plus d'union, plus d'harmonie, plus de société ; les citoyens opprimés, sacrifiés les uns par les autres, se regardent comme ennemis, & ils le sont en effet. Etablissez un ordre équitable, bienfaisant, agréable à tous, vous verrez à cette guerre intestine & générale, succéder la paix, la cordialité, la fraternité universelle, & cette disposition morale devient une nouvelle cause de prospérité physique.

Une administration de propriétaires, soutenue par l'opinion & la considération publique, organisée de manière que la corruption ou le relâchement ne puissent s'y introduire, est la forme la plus honorable pour le souverain & pour la nation, la plus digne de leur confiance, la seule qui puisse réunir véritablement leurs intérêts, la seule capable d'exécuter toutes les réformes nécessaires, de ramener à l'ordre toutes les parties du gouvernement, de les simplifier, d'en éclairer tous les détails, d'assurer le bon emploi du revenu public & une comptabilité exacte, & de débarrasser le souverain d'une infinité de soins qui détournent & absorbent son attention. C'est un ressort unique placé sous la main du souverain, qui du haut de l'élévation où il est assis, le dirige d'un seul regard. Et telle est en effet la fonction du prince dans un grand empire. C'est à lui de commander les opérations générales, de donner le branle à toute la machine, & d'empêcher que rien ne trouble la régularité du mouvement qu'il lui a imprimé. Il est l'ame de tout le corps politique; mais les membres d'un corps animé exécutent par une action libre & facile les ordres qu'ils reçoivent de la volonté, sans avoir besoin d'être remués par ces ressorts cachés, qui donnent un mouvement

contraint & artificiel à une représentation privée de vie. Entreprendre de tout voir & de tout conduire de la distance où se trouve le souverain, c'est risquer de ne rien voir, de confondre les objets dans l'éloignement, & de porter un jugement faux & incertain sur des détails mal apperçus, ou d'après des rapports infidèles; c'est en quelque sorte quitter sa place d'ordonnateur général, pour remplir un ministère subordonné; c'est abandonner le gouvernail pour présider à la manœuvre. Il n'appartient qu'à Dieu d'embrasser l'ensemble d'un seul de ses regards, sans cesser de gouverner chacun des êtres, de donner des loix générales, & de tout conduire en même temps par des volontés particulières. Mais Dieu lui-même cache son opération immédiate pour faire agir les causes secondes (15).

(15) Plus on étudie la constitution de la monarchie françoise, plus on reconnoît que le fond en est très-bon en lui-même, & qu'il présente toutes les facilités possibles pour admettre le gouvernement de l'ordre.

Il ne manque proprement au bonheur de la nation que l'instruction sans laquelle les meilleures institutions sociales dégèrent & deviennent inutiles, & des loix constitutives plus expressees & plus formelles, afin qu'on ne soit plus réduit à les aller chercher dans les faits qui prêtent trop à l'interprétation, & dont les conséquences s'oublient & s'obscurcissent si aisément. Il lui manque surtout une bonne loi constitutive sur l'impôt, & une forme d'administration sur cet objet

essentiel qui détermine & qui garantisse pour toujours les droits du souverain & des sujets ; & cette forme ne peut être autre qu'une administration provinciale, bien organisée, & composée uniquement de propriétaires, parce qu'eux seuls doivent l'impôt.

Mais si nous consultons l'histoire, nous reconnaitrons que l'impôt, lorsque la nation a commencé à en payer, n'a pas été établi sans son concours, & que l'enregistrement des Cours n'a fait que suppléer ce consentement que la nation donnoit autrefois. Quant à la perception, qui ne sait que les élus étoient des gens choisis par la nation pour asséoir l'impôt, & pour juger des contestations qui y avoient rapport ? Qui ne sait que c'est par abus de la chose qu'ils ont été mis en charge, & ensuite qu'ils n'ont plus été consultés, & que le gouvernement a attiré à lui toute cette administration ?

L'établissement d'une administration provinciale ne feroit donc autre chose que rappeler une ancienne institution ; mais ce seroit d'une manière d'autant plus stable & plus parfaite, que nous avons sur les siècles précédens un avantage inestimable. Les préjugés de nos peres leur ont fait préférer l'impôt indirect, & ont forcé le souverain de se former le revenu le plus irrégulier & le plus onéreux aux propriétés. S'ils eussent connu le véritable intérêt social, s'ils n'eussent pas été préoccupés de l'idée de privilège & d'immunités, ils auroient offert à la souveraineté son droit incontestable, qui consiste dans une part déterminée du produit net des terres sans distinction ; ils auroient senti que quiconque se refuse à cette dette sacrée, renonce aux droits de regnicole, & qu'une terre privilégiée est une terre étrangère : dès-lors tous les faux moyens qu'on a imaginé pour remplacer l'impôt régulier n'auroient pas eu lieu ; & s'ils eussent été proposés, les propriétaires auroient dit avec raison, nous payons une portion de notre revenu fixe & suffisante pour les besoins réels ; ce qui nous en reste doit être franc dans nos mains ; tout droit sur les consommations est abusif, parce qu'il détruit le revenu que nous partageons avec vous : droits sur l'administration de la justice sont impôt, & nos terres payent l'impôt ; créations de charges & d'offices sont impôt, & nous payons l'impôt ; prohibitions de

commerce , privilèges exclusifs , taxes sur l'industrie , sont impôt , & nous payons l'impôt ; octrois des villes sont impôt , & nous payons l'impôt ; emprunts sont impôt & germe d'impôt , & nous payons l'impôt ; & la terre ne donnant qu'une récolte par an , nous ne pouvons payer d'avance , ni l'état dépenser d'avance , &c. Mais ce refus de l'impôt régulier a nécessité & légitimé toutes les fausses opérations par lesquelles on a cru le suppléer.

La connoissance de l'ordre social peut réparer aujourd'hui un désordre qui est l'effet de l'ignorance. Mais nous trouvons véritablement dans nos anciennes institutions & dans notre constitution tout ce qu'il faut pour rétablir l'ordre.

Il en est de même de la comptabilité , partie si importante d'une bonne administration. Nous possédons cette institution ; il ne s'agit que de la rendre aussi utile qu'elle doit l'être , & d'en former une véritable barrière contre la déprédation & le désordre.

Et ce que l'on ne doit pas oublier , c'est que tout service public doit & peut se faire gratuitement , lorsqu'on voudra conduire les hommes par les mobiles qu'on trouve en eux ; c'est ce que je ferai voir dans le septième Discours.



SIXIEME DISCOURS.

DE l'inutilité des contreforces pour remédier au désordre social , & du pouvoir de l'ordre à cet égard.

DANS le gouvernement de l'ordre , le seul qui puisse être stable & heureux , le souverain est le ministre essentiel de la justice. Il n'a d'autre fonction que celle de la faire connoître , respecter & observer. Il est en quelque sorte la justice vivante & personnifiée , armée de la force , annonçant aux hommes ses loix d'une manière irrésistible. Il est le gardien & le protecteur de la liberté de tous , de leurs propriétés , de leurs droits , & le vengeur public des crimes qui attaquent la sûreté de tous ses droits. Il ne peut avoir trop d'autorité , parce que la justice ne peut être trop puissante : il faut que tout plie sous ses ordres , que tout lui obéisse : il ne doit point éprouver de résistance , ou du moins il doit trouver dans la force publique , à qui il donne le mouvement & la direction , les moyens de la réprimer.

Telle est la nature de l'autorité souveraine ;

fi positivement déterminée par la fin même & le but de la société, qu'elle ne peut prétendre plus d'étendue, sans vouloir devenir arbitraire, & dégénérer de son origine & de la dignité de ses fonctions; & qu'elle ne peut en avoir moins, sans être insuffisante & incapable de remplir son objet.

Ce n'est pas par choix, c'est par nature, c'est par nécessité que l'homme est social. La confédération civile étant un établissement indispensable, ordonné de Dieu pour le maintien de l'ordre & de la justice, & ne pouvant subsister sans une autorité souveraine qui y préside, cette autorité doit être regardée comme une institution divine, tout ainsi que la société elle-même. Ce n'est donc point à l'homme à en poser arbitrairement les bornes, à fixer son étendue, à prescrire ses droits & ses devoirs. Tout cela est invariablement déterminé par l'ordre. Les peuples ont souvent entrepris de le régler; mais quel a été le succès de leurs soins & de leur prévoyance?

Ce que les hommes ont connu de la justice a suffi pour maintenir les sociétés dans l'état imparfait où elles sont, & ne peut suffire pour les rendre aussi heureuses qu'elles doivent l'être. Sans les notions que les hommes en ont eues, ils n'auroient jamais pu parvenir à entretenir une

union civile , puisqu'il n'y a que la nécessité de procurer aux loix de la justice un appui toujours présent , qui ait pu les y déterminer ; mais cette connoissance a été jusqu'ici trop peu exacte & trop peu développée , pour assurer la stabilité & la prospérité des sociétés.

En effet , pour atteindre parfaitement à ce but , il faut que les membres qui veulent s'unir aient véritablement un intérêt unique , clairement connu de tous , dont résulte une volonté commune , qui opere la réunion des forces , & qui mette entre le commandement & l'obéissance un tel concert , que le chef ne puisse contrarier cette volonté commune qui est essentiellement la sienne , & que les membres aient la certitude & la conviction qu'en lui obéissant , ils obéissent à la société , qui veut & ordonne par lui , & qu'ils ne font que se soumettre à la raison publique pour leur propre avantage.

C'est à ce point de perfection & d'unité que doit être & que peut être portée l'union civile. Mais pour qu'il puisse ainsi s'établir une volonté commune sur toutes les parties du gouvernement , il faut qu'il existe une règle commune , clairement connue de tous , & qui domine toutes les volontés , sans quoi il n'est pas possible qu'elles s'accordent. Tout sera sujet à

contestation, tout dégénérera en conflit & en débats, & chacun aura des prétentions à opposer à celles des autres. Or cette regle commune ne peut être que la justice qui gouverne souverainement tous les rapports des hommes entre eux, qui fait leur force & leur sûreté, qui les empêche de se nuire, qui concilie tous leurs intérêts en ne leur en présentant qu'un seul, qui fixe invariablement les droits & les devoirs, qui pose les bornes du commandement & de l'obéissance, qui prescrit également le bon usage de l'autorité & l'observation des loix, qui assure l'un par l'autre, qui récompense le souverain par l'attachement des sujets, par l'accroissement de sa gloire & de sa puissance, & les sujets par le bonheur & la tranquillité dont ils jouissent à l'ombre de l'autorité.

Mais les peuples n'ayant jamais été plus instruits que les souverains de l'étendue de la justice, de ses conséquences ultérieures, & de leur rapport intime avec les loix physiques de la reproduction, l'union civile qui s'est formée entre eux, & qui vaut sans doute encore mieux que l'anarchie; cette union qui, si l'on consulte les faits, s'est plutôt établie par la force & par les circonstances que par voie de délibération & de conseil, n'a pu garantir les sociétés d'une infinité de maux, parce qu'au lieu d'avoir

pour base un intérêt commun & indivisible clairement reconnu, elle a rassemblé dans une même enceinte des êtres dont les volontés n'étoient nullement d'accord, & a laissé subsister les volontés arbitraires, les intérêts exclusifs, la méfiance & la discorde.

Ne soyons donc pas étonnés que les hommes en reconnoissant la nécessité d'une autorité souveraine, aient cherché à se mettre en garde contre elle lorsqu'ils ont été à portée de le faire, & qu'ils aient tenté mille expédiens pour retenir ou pour reprendre une partie de ce dépôt. Ne soyons point étonnés de voir une si grande variété dans les formes de gouvernement, dans le partage de l'autorité, dans la combinaison des pouvoirs, & n'allons pas nous imaginer que tant de constitutions si différentes aient toujours été le fruit de la réflexion & d'une prudence profonde, ni que chacune ait été adoptée comme plus convenable à un tel peuple, comme plus conforme à son climat & à son caractère. Reconnoissons plutôt d'après les faits, que la plupart des sociétés, nées au milieu du désordre, des orages & des alarmes, ont été formées par la force; que les changemens qu'ont éprouvés leurs constitutions, ont été occasionnés par des révolutions qui n'ont eu elles-mêmes que des causes accidentelles, & que ces révolutions
produites

produites par les guerres civiles , les révoltes & les attentats , n'ont eu le plus souvent pour effet que de faire réussir des projets ambitieux , de substituer un despote à un autre , de désoler les nations , & d'appesantir leurs chaînes.

Cette variété dans les formes de gouvernement (soit que l'on parcoure toutes les nations d'un coup d'œil , soit que l'on considère les divers états par lesquels le même peuple a passé successivement) ; mais surtout l'état général des nations encore si éloigné du bonheur & du but de la société , ne prouvent autre chose , sinon que toutes ces institutions si contraires & si mobiles ne sont pas conformes à l'ordre , & que la meilleure constitution de toutes , qui est la monarchie , manque encore pour atteindre à sa perfection d'un point essentiel , qui ne peut être que la connoissance explicite des loix de l'ordre , & l'instruction publique qui la perpétue , & en assure l'observation.

La monarchie héréditaire est en effet de tous les gouvernemens le plus simple , le plus naturel , le plus propre à maintenir la paix parmi les hommes , à prévenir les troubles civils , à donner à l'autorité la force qu'elle doit avoir pour remplir son objet , celui enfin dont les avantages l'emportent sur les inconvéniens dont il est mêlé comme tous les autres , dans l'état

d'ignorance des loix essentielles de l'ordre.

Aussi cette forme est-elle en même temps la plus ancienne & la plus généralement établie. Partout où elle n'a plus lieu, il faut l'imputer aux souverains qui par la dureté du commandement ont fait naître le désir du changement, & ont porté les peuples maltraités à profiter des circonstances pour secouer le joug trop rigoureux.

Mais une nation une fois échappée des fers, & qui se voit en possession de l'indépendance qu'elle vient d'acheter au prix de son sang, se porte naturellement dans les premiers momens d'effervescence & d'enthousiasme, à tout renverser plutôt qu'à modifier. La sensation vive & récente des maux qu'elle vient d'éprouver, la jette dans un excès opposé. Elle proscriit jusqu'au nom même de la royauté, elle adresse tous ses vœux à la liberté, & l'appelle à grands cris. Le gouvernement républicain succède donc au monarchique; mais le bonheur est-il le fruit de la révolution?

Si l'homme est fait pour la liberté, sa nature ne comporte pas l'égalité & l'indépendance. Ce n'est que dans le sein de la société qu'il doit jouir de la mesure de liberté qui lui convient, & la société ne peut exister sans un chef qui commande, & des sujets qui lui soient soumis,

sans une autorité assez forte pour procurer l'exécution des loix & vaincre toute résistance. Cette autorité qui doit être une, & qui s'affoiblit par le partage, devient nulle, si elle est commune à tous, si les membres font en même temps portion du souverain, s'ils réunissent le droit de commander au devoir d'obéir; & détruisent l'un par l'autre en les confondant. Une démocratie parfaite est un être monstrueux qui implique contradiction; & qui ne présente que l'anarchie. Aussi la société fatiguée bientôt de son incapacité, de ses irrésolutions & de ses propres excès, est-elle forcée de renoncer à exercer par elle-même cette autorité qui n'a plus dans ses mains ni solidité, ni activité; ni énergie, & de la confier à des représentans pris dans les premières familles, ou de la partager avec un sénat toujours subsistant.

De là l'aristocratie & les républiques mixtes. En remédiant à l'anarchie populaire, l'aristocratie a-t-elle prévenu les troubles & la jalousie du pouvoir entre des chefs devenus rivaux? N'a-t-elle pas divisé la société par des factions, par des intrigues, par des cabales toujours funestes à l'intérêt commun & à l'exercice de l'autorité? Et combien de fois la nation n'a-t-elle pas vu sa tranquillité altérée par la discorde, & sa liberté exposée à devenir la proie

des partis contraires? Heureuse encore si elle ne finit pas par payer de son sang les succès d'un ambitieux qui lui a préparé des fers. Ou si les chefs que la société s'est donnés, savent tenir entre eux la balance du pouvoir, & s'observer de maniere qu'aucun n'ose tenter de s'élever au-dessus de ses égaux; cette union qui fait leur force & leur sûreté, ne leur fournit-elle pas un moyen pour asservir la nation & la soumettre à un joug d'autant plus redoutable, que l'oppression dirigée par un souverain collectif, est plus réfléchie & plus durable que la tyrannie exercée par un seul homme.

Les républiques mixtes ont-elles été plus heureuses & plus tranquilles? Rome nous en offre un exemple mémorable. Nous voyons ce peuple célèbre essayer d'abord du gouvernement monarchique, & s'en dégoûter pour passer à l'état républicain; remédier aux inconvéniens de l'anarchie par les institutions les plus propres à lui servir de frein; déferer à un sénat dont il connoissoit la sagesse, une partie de l'autorité, en devenir jaloux ensuite, & chercher continuellement à la reprendre; la tempérer par une magistrature plébéienne toujours opposée au pouvoir du sénat & des magistrats ordinaires; n'exercer la puissance qu'il s'étoit réservée qu'au milieu des dissensions civiles & des orages; ne

pouvoir être distrait de cette guerre intestine que par les guerres étrangères devenues nécessaires pour servir d'aliment à son inquiétude ; passer des siècles dans cet état violent , & dans des efforts également soutenus de part & d'autre pour maintenir cet équilibre que rompoient tantôt l'adresse & la politique des Patriciens , tantôt la fougue du peuple agité par ses tribuns ; enfin après avoir éprouvé toutes les convulsions de la discorde civile , se partager en factions ennemies , courir aux armes , déchirer le sein de la patrie , combattre non plus pour la liberté , mais pour le choix d'un maître , & finir par tomber sous le plus cruel despotisme.

Trouverons-nous plutôt le modèle d'une bonne constitution dans ce gouvernement introduit en Europe par les nations modernes ; dans ce gouvernement qui sans remédier à aucun des abus qui se font sentir dans les autres , réunit tous les inconvéniens de l'anarchie & de l'aristocratie ; qui présente l'indépendance des grands & l'oppression du peuple ; le combat perpétuel des intérêts particuliers toujours armés , déchirans la nation pour leurs querelles , & ne se concertant que pour sa ruine ; la force privée s'élevant au-dessus de la force publique & la détruisant ; la tyrannie & l'anarchie réduites en principes & revêtues d'une forme

civile; un souverain sans autorité, sans force réelle, sans action; spectateur impuissant des malheurs de sa nation, des entreprises des grands & de la foiblesse des loix. L'état de la Pologne où ce désordre subsiste encore dans toute sa force, fournit un exemple trop sensible des abus de ce gouvernement barbare & destructif de toute civilisation, de toute police, de toute autorité légitime.

Où les hommes pourront-ils donc trouver le repos, la sûreté civile & le bonheur? Les malheurs qu'ils éprouvent dans l'état social en font-ils donc la suite nécessaire? Ne leur sera-t-il jamais donné de rencontrer une forme de gouvernement qui les en garantisse? Et quelques mesures qu'ils puissent prendre, ne pourront-ils empêcher les abus de l'autorité arbitraire, ou les désordres aussi fâcheux de l'indépendance, & trouver un juste tempérament entre ces deux excès? Si l'état monarchique est encore préférable aux autres, ne peut-on pas le perfectionner & en prévenir les inconvéniens par un partage de l'autorité qui, sans lui ôter son activité, l'empêche de devenir arbitraire? C'est ce que plusieurs peuples ont essayé de faire en tempérant l'autorité du souverain, en la balançant par des institutions qu'ils ont jugées propres à la contenir, en lui liant les mains par

des formes constitutives , en le soumettant à l'empire des loix , en élevant leur pouvoir au-dessus du sien , & se réservant le droit de concourir à leur formation.

Le succès a-t-il répondu à la sagesse apparente du projet ? Ne prouve-t-il pas au contraire l'insuffisance de la prudence humaine , & la nécessité d'un point commun de réunion , qui forme un véritable lien social , qui fasse taire les intérêts particuliers , les prétentions & les entreprises respectives , pour tout soumettre à un même intérêt , & qui fasse concourir à ce but unique toutes les volontés & toutes les forces ?

La combinaison de l'autorité avec les moyens qu'on a pris pour la balancer & la contenir , a paru le chef-d'œuvre de la politique : elle s'est applaudie de sa prudence , qui n'a réussi à empêcher quelques maux , qu'en en faisant naître d'autres peut-être aussi fâcheux. Les hommes n'ayant jamais bien connu ni la nature de l'autorité souveraine , ni ses droits , ni ses devoirs , l'ont regardée comme une institution humaine , & les contreforces comme une autre institution , dont le mélange devoit produire le juste milieu qu'on cherchoit. Mais ce point si important est encore à trouver. Les hommes ont voulu devoir leur bonheur & leur sûreté à leur sagesse & à leur prudence : ils n'ont bâti que sur le

sable & sur l'instabilité des intérêts transitoires & discordans : ils n'ont élevé que des édifices fragiles , sans plan régulier & sans ensemble , qui menacent d'un côté , lorsqu'on veut les relever de l'autre.

On a cherché dans les contreforces un pouvoir distinct de l'autorité , & qu'on pût lui opposer. Mais l'autorité est nécessairement armée : elle dispose de la force publique , sans cela elle ne seroit qu'une vaine représentation. Lui opposera-t-on une contreforce armée ? C'est mettre la nation aux prises : il faut que la plus grande force cede à l'autre , ou qu'elles s'oppriment & se relevent tour à tour ; si tant est que cet état violent puisse avoir une certaine durée , & ne pas finir par le despotisme arbitraire. De quelque côté que reste la victoire , ce sera la nation qui sera subjuguée & asservie , & le vainqueur usera de la puissance comme de sa conquête (1).

(1) Une nation voisine très-méfiante & jalouse de sa liberté , prend le parti , non d'armer sa contreforce , mais de désarmer presque le souverain : elle préfère d'être pillée & violée sur les chemins à l'établissement d'une garde publique destinée à procurer la sûreté intérieure : elle craindroit que le souverain ne s'en servît pour subjuguier sa liberté. Est-elle vraiment plus libre qu'une autre ? Oui , Si la liberté consiste dans le droit de gouverner des factions , de déclamer contre l'autorité & les

Une contreforce armée est trop évidemment funeste au repos public , pour que les nations qui ont voulu balancer l'autorité y aient recours. Il a donc fallu chercher une barrière dans un sénat , ou dans des assemblées nationales convoquées de temps à autre , qui pussent partager & borner l'autorité. Dans l'état d'ignorance des principes de l'ordre , qui est l'état commun de toutes les nations , & par conséquent le seul d'après lequel on puisse raisonner , ces contreforces ont-elles véritablement rempli leur objet ? Ont-elles procuré suffisamment la sûreté civile , & garanti la liberté & la propriété ? Si l'on consulte les faits , peut-être trouvera-t-on souvent dans ces institutions autant d'inconvénients

ministres , de répandre des libelles , de se livrer aux clameurs & aux émeutes populaires. Mais si la vraie liberté consiste dans le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la justice , dans la sûreté civile , dans le droit d'user de ses facultés , de disposer de ses productions , d'acheter , de vendre & de jouir dans l'état d'immunité , après avoir acquitté par un partage régulier la dette sacrée de l'impôt ; il n'est peut-être pas de nation moins libre. Qu'importe que ce soit le souverain , ou elle-même , qui la charge de chaînes , si dans le fait elle en est chargée : si même elle a d'autant moins de ressources pour s'en délivrer , que sa forme d'administration tient intimement à ses préjugés , à son esprit de monopole , à ses fausses idées sur le commerce , & aux intérêts particuliers exclusifs qui prédominent chez elle plus que partout ailleurs , & l'empêcheront long-temps de connoître le véritable intérêt social.

que d'avantages. Si la puissance intermédiaire n'a pas toujours déchiré la société par des guerres civiles, combien de fois ne l'a-t-elle pas divisée par la discorde, par les factions, par l'esprit de parti, qui toujours porté à l'excès, provoque & soutient concurremment les entreprises de l'autorité sur le corps national, & de celui-ci sur les droits du souverain? Plus les représentans sont attachés à la constitution, plus ils sont integres & incorruptibles, & plus la société est agitée & ressemble à un vaisseau toujours battu par l'orage : car ils ne voudront rien céder au souverain ; ils mettront leur gloire & leur vertu à lui résister. Ils auront toujours vis-à-vis de lui, ainsi que lui vis-à-vis d'eux, l'attitude de gens en présence, qui s'observent, qui cherchent à porter des coups ou à les parer. Le gouvernement présentera une sorte de balance dont la perfection consistera dans un équilibre impossible à maintenir, parce que continuellement & de part & d'autre, on chargera les bassins de nouveaux poids, dans le dessein non de la tenir égale, mais de la faire pencher : il semblera ne subsister que par la chaleur des factions contraires, par la continuité des troubles, par l'attaque & la défense également soutenues. Si l'une des parties se relâche de son attention & de sa fermeté, si elle cesse d'être sur ses gardes,

l'autre ne manquera pas d'en profiter & d'anticiper, & la constitution en sera ébranlée : car elle ne se maintient que par cet équilibre de force & de résistance. Son état ne sera donc jamais constant : il dépendra des circonstances, & principalement de la fermeté & de l'habileté du prince ou de sa foiblesse : mais le plus souvent le combat est inégal entre le souverain qui suit constamment un même plan, qui dirige toutes ses démarches vers l'aggrandissement de son pouvoir, & la société qui ne peut avoir la même unité de vues, & ne lui oppose que des volontés mal unies.

Les contreforces ont pour objet d'opposer une barrière au souverain, & de balancer son pouvoir. Mais dans l'état d'ignorance la nation peut abuser de son droit, aussi bien que le souverain de son autorité : elle peut s'opposer à son propre avantage, & apporter aux volontés justes du souverain une résistance qui lui soit funeste : car tant qu'il n'y a pas d'intérêt général reconnu de tous & de volonté commune, les contestations ne peuvent s'élever que sur des prétentions respectives, sur des prérogatives, sur des intérêts contraires que chacun cherche à faire prévaloir. L'intérêt national vrai ou faux devient une affaire de faction & de cabale, & l'opinion publique se partage suivant les factions : on met

en œuvre de part & d'autre les moyens dont on dispose. Dans ce conflit, c'est ordinairement le souverain qui a l'avantage, parce qu'il a recours à l'adresse, & qu'il trouve moyen de semer la division, de gagner les suffrages, d'influer sur les délibérations sans le paroître, de corrompre une partie des représentans, de les soudoyer, & de se les attacher par des grâces.

Qu'on examine la conduite des souverains & les prétentions des peuples, on y verra une opposition continuelle d'intérêts, un débat entre le commandement & l'obéissance, des demandes & des refus, des voies d'autorité employées pour vaincre la résistance, une soumission forcée, des mécontentemens & des murmures. Il seroit un moyen de les accorder, & il n'en est qu'un. Ce seroit de leur découvrir la justice également élevée au-dessus du souverain & des sujets, donnant des loix dont le souverain n'est que le ministre, & dont l'observation peut seule assurer le bonheur de la société. Mais comment parvenir à s'entendre au milieu des ténèbres, & dans ce conflit entre l'autorité qui commande sans éclairer, & qui fait valoir le droit de la force, & les sujets qui réclament sans savoir précisément ce qui leur convient, qui, si on leur laissoit le choix des moyens, choisiroient peut-être encore plus mal, & qui

n'obéissent que malgré eux, & en cédant à la force dont la sensation est toujours pénible (2).

Les souverains d'un côté regardent l'autorité comme une prérogative purement personnelle, & qui leur donne le droit indéfini d'exiger l'obéissance. Ils n'en connoissent d'une manière distincte, ni l'étendue légitime, ni les bornes nécessaires, ni les droits incontestables, ni les devoirs indispensables. Ils font presque dépendre le juste & l'injuste des loix positives, ou du moins ils se croient en droit de créer des délits par des prohibitions arbitraires, & de donner à leurs ordres le même poids que la justice donne à ses préceptes. Ils appellent pouvoir législatif, le droit d'ériger en loix leurs volontés, & de leur donner une forme légale. Ils ne consultent dans l'exercice de ce pouvoir d'autre règle qu'un amour général de la justice,

(2) Supposons plusieurs voitures au milieu de la nuit qui se croisent dans un chemin traversé par plusieurs autres, environné d'arbres & de ravins. Les conducteurs s'agitent beaucoup & se tourmentent : ils ne s'approchent que pour se heurter ; ils savent tous qu'ils veulent aller, & chacun prétend avancer, sans qu'aucun puisse assurer quel est le chemin qu'ils doivent choisir : on s'échauffe, on dispute avec chaleur, on emploie la violence pour prouver qu'on a raison. Cependant les injures & les coups ne tirent personne d'embarras. Le jour paroît, tout est d'accord, chacun enfila sa route. Tel est l'effet de l'ignorance, tel est celui de la lumière.

qui dépourvu de la connoissance explicite de ce qui lui est conforme ou contraire, leur permet de porter des atteintes continuelles aux droits les plus certains de la liberté & de la propriété qu'ils blessent en croyant faire le bien. Ils sont principalement jaloux du droit d'imposer, d'ordonner l'emploi des revenus, de juger des besoins publics, & de la maniere d'y pourvoir. Mais l'impôt tel qu'il est établi chez les peuples, tel que l'ignorance des loix physiques qui le déterminent permet de l'asseoir, fera éternellement un sujet de discorde civile, de contestations renaissantes, d'entreprise d'autorité, de mécontentemens, d'aigreur, de rupture d'union & d'intérêt. Il devient une cause toujours subsistante d'appauvrissement dont on accuse la somme de l'impôt, & qui procede bien plutôt de sa forme. Ce n'est pas que la plûpart des souverains n'aiment leurs sujets, & qu'ils ne désirent le bien de la société; mais ils en ignorent les moyens qui ne sont nullement arbitraires. Souvent ils se voient impérieusement maîtrisés par les circonstances forcées où les jette un désordre ancien; ils n'apperçoivent de choix qu'entre des moyens également fâcheux, & choisissent par ménagement pour le peuple celui qui le révolte le moins, quoique le plus funeste par ses suites.

D'un autre côté , si les plaintes des sujets sont fondées , n'ont-ils pas souvent un tort égal vis-à-vis du souverain. Tous les maux des sociétés procedent de l'ignorance , & ils la partagent avec lui. Ont-ils des représentations à lui faire ? Vous les verrez réclamer non les droits imprescriptibles que leur assure la justice , mais ce qu'ils appellent leurs prérogatives & leurs privilèges ; invoquer non des principes immuables & essentiels , mais des loix positives auxquelles le souverain déroge par la même autorité qui les a établies ; rechercher moins ce qui doit être que ce qui étoit autrefois , & appuyer leurs prétentions sur des usages & des exemples anciens qui peuvent n'être que des abus. Ont-ils quelque avantage dans ces débats civils par les circonstances ou par la foiblesse du souverain ? Ils ne demandent qu'à empiéter sur l'autorité ; ils lui disputent ses droits les plus certains , tandis qu'ils lui en supposent & lui en accordent qu'elle ne peut avoir , parce que de sa nature elle ne peut rien contre la justice. S'agit-il de l'impôt qui est la cause la plus fréquente & la plus vive des contestations ? Vous les verrez toujours refusant & forçant le prince à prendre des voies détournées pour arriver à son but , quelquefois à jeter sa nation dans des guerres ruineuses pour obtenir des secours qu'on

lui refuse, ou pour calmer les factions en leur proposant un objet étranger. Vous les verrez consentir volontiers à des emprunts qui grevent à perpétuité le revenu public, & qui forceront ensuite à des impôts. Vous verrez les représentans de la nation, aussi peu éclairés que ceux dont ils défendent les intérêts, ignorer ce que c'est que l'impôt, & où il peut être placé sans détérioration, & préférer à l'impôt territorial tous les impôts indirects, principalement ceux sur les consommations, & toutes les inventions du régime fiscal aussi funestes à la liberté civile qu'à la reproduction.

Au milieu de ces prétentions contraires, de ces intérêts opposés, que devient le véritable intérêt social? Est-ce par des contreforces qu'on parviendra à le procurer, & à remédier à un désordre qui est l'effet de l'ignorance? Elles peuvent produire quelque bien accidentel & passager; le plus souvent elles sont insuffisantes, & quelquefois dangereuses. En effet, si elles sont foibles, elles servent d'exercice aux intrigues & aux manœuvres, sans être d'aucune utilité réelle : elles donnent lieu à la séduction & à la corruption : elles n'ont d'autre mérite que de mettre de la lenteur dans les opérations, de multiplier les formes & les difficultés. Si elles sont trop fortes (& elles peuvent le devenir
par

par les circonstances sans l'avoir été dans leur origine) elles ébranlent & entraînent la constitution ; elles dénaturent le gouvernement ; elles substituent une aristocratie à la monarchie ; elles oppriment la liberté publique par le despotisme le plus dur , comme fit Cromwel , comme a fait le sénat de Suède. Le souverain sans autorité est réduit à l'impuissance de sauver sa nation , & reste spectateur de sa ruine : heureux même si son existence n'est pas compromise. Charles premier succomba : Gustave III auroit peut-être eu le même sort , si son courage & la fidélité d'une nation généreuse ne l'eussent sauvé.

Toutes les contreforces qu'on a imaginées dans l'état d'ignorance des loix de l'ordre , ne sont que des étais avec lesquels on prétend soutenir en l'air un bâtiment dont les fondemens ne sont pas capables de le porter , & les efforts que font contre cette constitution fragile , le souverain & les corps qui partagent la puissance , peuvent être comparés à l'action de gens qui en forçant les étais , risquent de soulever & de renverser le bâtiment.

Il n'en seroit pas ainsi dans le gouvernement de l'ordre. Tous les droits seroient connus , fixés & déterminés : tous les citoyens seroient instruits des loix souveraines de la justice : tous

connoîtroient leurs droits & leurs devoirs, l'étendue de la liberté & de la propriété. Les mandataires de l'autorité surtout feroient plus parfaitement instruits : aucun ne feroit admis à partager l'exercice du pouvoir, sans avoir donné des preuves publiques de ses études. Si par passion, par haine ou par faveur ils abusoient de leur pouvoir, ils sauroient que le recours est ouvert, soit à leurs supérieurs, soit même au souverain (3).

Cette connoissance de l'ordre répandue par un renseignement général, dirigeroit sans partage l'opinion publique : elle deviendrait la

(3) Sans doute il ne faut pas demander que la totalité d'une nation parvienne à une connoissance détaillée & explicite de tous les principes de l'ordre & de leurs conséquences, & cela n'est pas nécessaire. Il suffit que tous les magistrats & tous ceux qui participent à l'administration aient cette connoissance, & que la partie des citoyens qui reçoit une éducation cultivée, l'ait au moins en quelque degré. Quant au peuple, l'expérience des avantages de l'ordre est pour lui un argument suffisant & le plus à sa portée; d'ailleurs l'instruction ne peut se répandre généralement, qu'elle ne parvienne jusqu'au peuple. Il se formera des principes sur les résultats : il ne démêlera pas tous les effets si compliqués des impôts indirects; mais il saura que c'est la terre qui produit tout, & que c'est elle qui doit fournir à la dépense publique. Il trouvera un grand soulagement à n'en point payer, s'il n'est que salarié; & s'il a une petite propriété, il sentira qu'il est juste qu'il en supporte sa part proportionnelle. Il ne connoîtra pas tous les inconvéniens des prohibitions de commerce; mais il saura qu'il doit être absolument libre,

contreforce la plus puissante & la plus forte barriere qui pût jamais être opposée aux prétentions mal fondées des sujets, & aux volontés arbitraires du souverain. Dans cet état la moindre voie d'opposition que la nation trouveroit dans sa constitution seroit plus efficace que la plus grande contreforce ne peut l'être dans l'état actuel. En effet, ce ne seroient plus des tribunaux, un sénat ou une diète qui seroient valoir des prétentions litigieuses, qui disputeroient & composeroient avec le souverain : ce seroit la nation entiere qui réclamerait la justice clairement reconnue, & qui appuieroit la résistance des tribunaux & des corps intermédiaires de tout le poids de l'opinion publique. Et quelle force cette opinion unanime d'une nation éclairée ne donneroit-elle pas aux réclamations ? Croit-on que le souverain sous des prétextes qui ne pourroient faire illusion à personne, se déterminât aisément à heurter de front le sentiment général, à révolter tous les esprits, à voir tous les mandataires de l'autorité d'autant plus fermes, qu'ils seroient soutenus par le vœu général, opposer les loix immuables de la justice, & les loix constitutives à ses volontés arbitraires (+).

(4) Si, par exemple, le souverain formoit le

Ce n'est que dans le gouvernement de l'ordre que les corps intermédiaires aidés & soutenus

dessein de déguiser quelque impôt indirect sous une apparence de bien public , il seroit aisé de lui démontrer par le calcul la perte qu'il en résulteroit sur le revenu des propriétaires , & par conséquent sur le revenu public qui en est une portion déterminée. Il seroit facile de lui dire : il y a deux choses à considérer dans l'établissement que vous proposez , le motif & la chose même. Aucun motif de bien public ne peut jamais autoriser à gêner la liberté en quelque genre que ce soit , à diminuer la valeur des productions , à taxer le commerce & l'industrie , à privilégier aucuns de leurs agens , &c. Quant à la chose même , la taxe dont il s'agit peut vous produire quatre millions. Sa perception coûtera tant ; mais ses effets indirects porteront la perte à tant. Ainsi en voulant gagner quatre millions , vous en faites perdre dix à la nation , & vous préjudiciez au revenu public qui en partagera la perte.

Mais d'ailleurs dès qu'on suppose le gouvernement de l'ordre établi chez cette nation , une de ses premières loix constitutives sera la proscription de tout impôt indirect sous quelque forme qu'il soit déguisé , & l'établissement de l'impôt unique fixe & proportionnel croissant & décroissant avec le revenu des propriétaires. Ce seroit donc attaquer directement une des loix principales , que de vouloir introduire un impôt indirect quelconque chez une nation où la connoissance de l'ordre social manifesterait à tous leur danger & leur illusion. Or , comme je l'ai dit dans le quatrième discours , l'impôt chez tous les peuples a toujours été la principale cause de discorde entre le souverain & les sujets. C'est principalement pour s'en garantir que les peuples ont employé les contreforces , & imaginé tant de fausses constitutions. Il n'est point de matière plus importante à la sûreté publique que celle de l'impôt , parce que le droit d'imposer à volonté est terrible , & menace continuellement les propriétés. Mais l'impôt

par l'opinion publique , peuvent être opposés avec succès à des surprises faites à l'autorité , qui malgré les lumieres répandues dans la nation , n'est pas exempte de foiblesse & de passions , qui peut se laisser séduire par des impressions étrangères , par un intérêt mal entendu , quelquefois même par le penchant à l'arbitraire qu'inspire assez naturellement le pouvoir. C'est alors que cette espece de contreforce peut être vraiment utile , sans avoir le moindre danger , sans pouvoir causer de trouble , sans priver l'autorité de la force dont elle a besoin , sans prétendre partager avec elle ni la puissance législative , ni la puissance exécutive qui constituent essentiellement l'autorité , & ne peuvent souffrir de division.

Quoique toutes les institutions humaines portent un caractère de foiblesse & de fragilité , on doit du moins convenir que s'il existe un moyen de procurer le bonheur des sociétés , de prévenir les excès du despotisme & de l'anarchie , & de fonder sur une base solide des constitutions durables , c'est de les établir sur

territorial une fois fixé par une loi constitutive à une quotité déterminée du produit net , chacun a son compte clairement établi , & il ne peut plus guères y avoir de matiere à contestation entre le souverain & la nation.

la justice, de n'exiger des hommes qu'une soumission conforme à ses loix, de les convaincre du rapport nécessaire de ces loix avec leurs intérêts les plus chers, & de les conduire moins par la force & l'autorité, que par la raison & l'instruction sans laquelle ils s'égarent si aisément.

En vain opposera-t-on les entreprises & les effets des passions à la possibilité d'un gouvernement stable, heureux & conforme à l'ordre. C'est dans l'état d'ignorance que les passions ont le plus de facilité d'exercer leur pouvoir : c'est lorsqu'il ne peut y avoir de point de réunion & de volonté commune, que tous les intérêts particuliers s'élèvent, envahissent & oppriment l'intérêt public : c'est lorsqu'on ne fait pas distinguer avec certitude ce qui est bien ou mal, funeste ou favorable, contraire ou conforme à la justice, que la cupidité qui fait toujours très-bien ce qui lui convient, profite de cet état d'indifférence & d'obscurité pour aveugler les hommes par ses prestiges, & les égarer dans les routes insidieuses des erreurs & des opinions qu'il lui est utile de faire admettre. Mais que deviennent l'illusion des passions, les artifices de la cupidité, les ruses de l'intérêt personnel, lorsque la justice regne souverainement, lorsque toutes les parties de

l'administration lui sont soumises , lorsque les loix immuables de la liberté & de la propriété gouvernent tous les rapports , & sont reconnues pour devoir être la raison universelle de toutes les loix positives , lorsque l'impôt direct , unique & proportionnel , est établi comme une loi constitutive ?

Quand les nations auront essayé de ce moyen sans en être plus heureuses , elles pourront assurer que la justice est une chimere ; qu'il n'existe point d'ordre social ; que toutes les loix sont indifférentes ; que le sort des sociétés est d'être livrées à l'arbitraire , & abandonnées au caprice de ceux qui les gouvernent. Elles ne le croient pas cependant , & la connoissance imparfaite qu'elles ont de la justice ne leur permettra jamais d'admettre une erreur si absurde. Pourquoi la connoissance explicite qu'elles peuvent acquérir des loix de la justice ne les conduiroit-elle pas à ce bonheur dont elles ont l'idée , & dont même elles jouissent en partie suivant que leurs institutions & leur administration sont plus ou moins éloignées de l'ordre (5) ?

(5) Sans doute le pouvoir des passions l'emporte souvent sur celui de la vérité connue ; sans la nier ni l'attaquer directement, elles bravent ses préceptes & passent outre. Mais a-t-on droit d'en conclure que l'instruction

& l'évidence de l'ordre social ne puisse rien ou presque rien pour le bonheur des sociétés ?

J'ai déjà répondu à cette objection en faisant voir dans le second discours qu'il est une infinité de fautes d'administration auxquelles les passions n'ont aucune part , & qui procèdent purement de l'ignorance. Le désordre social a tout à la fois pour cause l'ignorance & la cupidité qui se déguisent sous mille formes différentes. L'instruction guérit d'abord l'ignorance , & prévient ainsi les fautes dont elle est la cause , ce qui est déjà un grand point ; mais de plus elle devient en même temps le frein le plus efficace qu'on puisse opposer aux passions : non que la connoissance de l'ordre suffise toujours par elle-même pour les réprimer dans tel homme en particulier , mais parce que tous ne sont pas en même temps agités & emportés par les mêmes passions , & que ceux qui ne les éprouvent pas portent un jugement sain & exact , & sont en état d'opposer aux entreprises injustes une résistance ou du moins une réclamation qui les arrête ou les modere.

J'ajoute que ce ne sont pas les passions des particuliers qui sont à craindre, puisque l'autorité est faite pour les réprimer , & qu'elle a bien plus de facilité pour s'acquiescer de ce devoir chez un peuple instruit de l'ordre , que chez un peuple ignorant. Ce sont donc les passions des administrateurs qui sont à redouter. Or elles sont infiniment plus fâcheuses dans la nuit de l'ignorance , où toutes les barrières qu'on peut leur opposer n'ont d'autre force que celle de l'opinion arbitraire & versatile , où les corps qui sont établis à cet effet sont tout autant susceptibles de passions , de préjugés & d'erreurs que les dépositaires de l'autorité , où les pouvoirs intermédiaires apportent autant d'obstacles au bien qu'au mal , & égarent plus souvent le souverain qu'ils ne le redressent , où les contreforces ne présentent que le choc des passions aveugles , oppressives & arbitraires , & entretiennent dans le sein de la société un état de guerre d'autant plus habituel & inévitable , qu'il tient à la constitution du gouvernement.

D'ailleurs pour calculer l'effet des passions , ne confondons pas la constitution avec ce qui est d'administration. Si un souverain , instruit de ses droits & de ses

vrais intérêts, vouloit donner à sa nation une constitution solide & propre à assurer le gouvernement de l'ordre contre les entreprises de ses successeurs, il ne consulteroit certainement pas ses passions : il n'agiroit pas par le désir du pouvoir arbitraire, parce qu'il sauroit que les bornes de sa puissance sont posées par la nature, qu'il ne peut la porter au-delà sans la corrompre & l'affoiblir. C'est donc dans le courant de l'administration que l'effet des passions peut se faire sentir en y introduisant le relâchement ou la corruption. Mais ces abus particuliers ne sont rien comparés à ceux auxquels est livrée une société dans l'état de désordre, & ils trouvent leur remède dans la bonté de la constitution, dans la perpétuité de l'instruction, dans l'opinion publique qui avec le temps s'y conforme, dans la vigilance d'un souverain plus ferme que ses prédécesseurs. Sans doute les passions joueront toujours un rôle parmi les hommes. Mais le seul moyen d'y parer autant qu'il est possible, est de guérir l'ignorance, de rendre l'intérêt social manifeste à tous, d'y faire concourir toutes les volontés, de lui procurer toute la force de l'opinion publique, & d'opposer aux passions toutes les barrières qu'on peut trouver dans une bonne constitution.

Enfin quoique dans le fait il faille toujours compter sur les passions, comme sur les frottemens dans la mécanique, quoiqu'on ne puisse jamais espérer dans la pratique que les hommes parviennent à la perfection absolue de l'ordre, il est toujours nécessaire d'en avoir l'idée exacte, puisque l'état le plus heureux est celui qui en approche le plus, & qu'on ne peut se la proposer, & y rendre sans en avoir la connoissance claire & explicite. En effet, pourquoi raisonneroit-on autrement à cet égard que dans toute autre matière ? N'y a-t-il pas en tout genre dans les arts comme dans les sciences, un point idéal & théorique de perfection auquel on fait qu'on ne pourra jamais atteindre, & qui cependant sert de règle, de modèle & de mesure pour juger, apprécier & comparer. C'est parce que les passions des hommes apporteront toujours dans le fait plus ou moins d'obstacles au gouvernement parfait & absolu de l'ordre, qu'il est important d'en posséder la théorie la plus exacte.

afin d'avoir toujours ce modele sous les yeux, d'y tendre toujours, & de pouvoir redresser dans un temps les désordres particuliers qui peuvent s'être introduits dans un autre. C'est pour cela qu'il faut répandre généralement cette connoissance, afin d'en tirer la plus grande force possible contre les abus, les relâchemens & les atteintes des passions.



SEPTIEME DISCOURS.

DE la stabilité de l'ordre , & des institutions nécessaires pour la procurer.

TANT que les principes de l'ordre social seront ignorés , il ne fera point étonnant de voir tant de fausses constitutions de gouvernement , tant de variété & de contrariété dans les principes d'administration , tant de changemens & de révolutions dans les empires ; il n'appartient qu'à la justice de donner la stabilité , & elle ne peut la donner qu'à son ouvrage.

La seule base inébranlable d'un gouvernement , & la contreforce la plus efficace dont on puisse l'appuyer est donc l'ordre lui-même , l'évidence de sa sagesse , l'expérience de ses avantages , & la connoissance de ses loix manifestées à tous par l'instruction.

En général les hommes ne cherchent dans l'association civile que le repos & la sûreté de leur propriété. S'ils sont inquiets , turbulens & soupçonneux ; s'ils prêtent l'oreille à la séduction & au désir des nouveautés , c'est qu'ils

sont mal gouvernés , c'est qu'ils ont la sensation douloureuse du mal qu'ils éprouvent , sans avoir la connoissance des moyens qui pourroient les rendre heureux , & qu'ils espèrent par un sentiment vague trouver dans les troubles & le changement une amélioration à leur sort. Ce n'est jamais que chez des nations fatiguées par un désordre ancien & par les excès du despotisme , que les factions se forment , & que les ambitieux se font écouter , & le feu de la rébellion ne s'allume que lorsqu'il y trouve les esprits disposés de longue main. Le peuple est naturellement attaché à son gouvernement , & beaucoup plus porté à souffrir qu'à se révolter.

Mais l'autorité n'est-elle pas dénaturée lorsqu'elle devient un joug onéreux , ou même inutile au bonheur de ceux qui lui sont soumis ? L'obéissance est dûe au souverain : pourquoi vouloir l'obtenir par la contrainte , tandis qu'il lui est si aisé de la rendre douce & facile ? Qu'il réserve la force pour défendre la société au dehors , pour la faire respecter des étrangers , pour punir au dedans les crimes qui l'attaquent , & dont il peut même tarir presque en entier la source. C'est par leur intérêt , c'est par leur bonheur qu'il doit attacher ses sujets à son administration , & il a pour y parvenir des moyens bien différens de la force.

Quoique la fonction d'appliquer à l'administration les loix de l'ordre soit propre au souverain, la connoissance de l'ordre n'est pas un bien qu'il doive se réserver. La nation a droit de prétendre à cet avantage, & elle doit le tenir de lui. L'instruction publique est un de ses premiers devoirs dont l'acquittement, comme celui de tous les autres, porte sa récompense avec soi, & le met à portée d'exercer plus utilement pour elle & pour lui le droit de la gouverner.

C'est par l'usage de sa raison éclairée que l'homme peut s'élever à la notion distincte de ses droits & de ses devoirs; qu'il peut acquérir les vertus sociales; qu'il peut apprécier les avantages de la réunion, & donner son approbation aux principes par lesquels on veut le gouverner. Il faut qu'il joigne à l'expérience & au sentiment de son bonheur la satisfaction si douce de savoir qu'on ne peut le procurer par d'autres moyens, & qu'il devienne ainsi capable d'un attachement réfléchi, & d'une soumission libre, dictée par la reconnoissance.

Dans les gouvernemens déréglés l'instruction du peuple est absolument négligée: on va même jusqu'à prétendre qu'elle est dangereuse, & qu'elle rend le peuple plus indocile, plus impatient & plus disposé à la révolte. Oui sans

doute , il est à propos de le dévouer à l'ignorance , lorsqu'on veut le gouverner à discrétion , comme un vil troupeau ; lorsqu'on cherche à s'engraïsser de ses travaux , sans s'inquiéter de son état ; lorsqu'au lieu de désirer & de mériter son attachement , on ne demande de lui qu'une soumission aveugle aux volontés des derniers sous-ordres ; lorsque loin de veiller sur ses mœurs , on multiplie sous ses yeux des exemples de rapines , de déprédations , de corruption qui contrasteroient d'une manière trop frappante avec les leçons qu'on lui donneroît ; lorsqu'on croit avoir tout fait pour lui , tant qu'on le voit supporter son joug avec patience , & qu'on veut bien prendre cette soumission pour une preuve suffisante de son bonheur. Mais l'opinion que les hommes ignorans & abrutis sont plus aisés à conduire que les hommes éclairés , est aussi absurde que barbare. Qui ne voit que des gens instruits se portent d'eux-mêmes à appuyer l'exécution de la justice , & sont attachés par la vue même de leur intérêt à l'autorité qui la maintient , tandis que la force & les supplices sont toujours insuffisans pour contenir des malheureux qui n'ont aucune idée précise de la justice ni de leurs vrais intérêts.

Mais un souverain pénétré de ses obligations ,

& jaloux de s'attacher une nation bien moins par la force que par les véritables liens de la société, s'appliquera non-seulement à procurer son bonheur, mais à l'en convaincre, à lui montrer la nécessité & la sagesse des moyens qu'il emploie, & à lui découvrir les principes de son administration bienfaisante. Il ne se contentera pas de faire le bien, il voudra le préparer & le perpétuer en répandant la lumière. Il prendra soin d'éclairer & de diriger l'opinion publique, non-seulement pour faciliter ses bonnes opérations, mais pour servir de frein à ses successeurs, s'il s'en trouvoit par la suite qui voulussent substituer leurs volontés arbitraires aux principes de l'ordre. Il regardera l'instruction publique comme le plus ferme appui de son gouvernement & le gage de sa durée; comme la plus forte barrière qu'il puisse opposer aux volontés injustes; comme son premier devoir & celui qui doit lui faciliter l'accomplissement de tous les autres; comme le vrai moyen de graver l'amour de la justice dans tous les cœurs, d'y développer la connoissance de ses loix avec l'âge & la raison, de les présenter aux hommes comme des notions nécessaires & immuables, inhérentes à la nature de l'homme, comme la règle indispensable & primitive à laquelle aucune volonté humaine ne peut pas

plus déroger qu'elle ne peut changer les rapports des nombres.

Il donnera donc à sa nation pour premières loix, les seules qui soient vraiment fondamentales, celles de la justice qui renferment tous les droits & les devoirs des hommes : il les lui donnera, non comme son ouvrage & sa volonté, qu'il pourroit changer & modifier suivant les circonstances, mais comme contenant la volonté de Dieu & l'ordre essentiel & nécessaire. Il mettra tous ses sujets à portée de connoître cette divine législation par un enseignement public, général & continu. Il exigera surtout que ceux qui se destinent à remplir quelque fonction publique, ayent des notions claires, distinctes & explicites de l'ordre social qui constitue le meilleur état des hommes réunis, & de ses conséquences applicables à toutes les parties du gouvernement; de l'objet de la société qui ne rassemble les hommes que pour leur procurer la sûreté de tous leurs droits, bien loin d'en restreindre l'exercice; de la base physique de l'ordre social & de son rapport nécessaire avec les loix de la reproduction & de la distribution des subsistances; de la nature de l'autorité souveraine qui doit être unique, de ses droits, de ses devoirs, & du caractère de la soumission qui lui est dûe : il exigera qu'ils sachent

sachent ce que c'est que liberté & propriété ; qu'ils connoissent l'étendue de ces droits , l'obligation qui en naît de les respecter dans les autres , & l'importance de l'observation de ces loix primitives de la justice d'où dépend le sort de la culture , & par conséquent l'état des richesses de la population , de la force & de la puissance des empires agricoles ; la division des trois classes qui composent la société , leur distinction physique & nécessaire , & le partage qui se fait entre elles de la masse des fruits renaissans ; l'unité de la source des richesses , & par conséquent de l'intérêt social concentré dans celui de la reproduction ; la nature des avances productives , la distinction des reprises de la culture & du revenu ; la différence des travaux , des dépenses & de leurs effets ; les rapports de la culture avec le commerce , l'industrie , la circulation , la consommation & le négoce extérieur ; la subordination de tous ces objets à l'intérêt de la reproduction ; la nécessité de ne les jamais gouverner par des loix contraires à cet intérêt , & par conséquent de ne les soumettre qu'aux loix de la liberté & de la propriété ; le préjudice que porte à la culture toute atteinte portée à ces deux loix primitives ; le danger & les effets de toute prohibition , de toute imposition indirecte ; les principes qui déterminent l'impôt

à ne pouvoir être régulièrement qu'un partage fixe & proportionnel du revenu entre l'état & les propriétaires fonciers , & l'obligation de se soumettre par principe de conscience à l'acquittement de cette dette , qui fait la force physique de la société.

C'est à la lumière de ces mêmes principes dont il aura saisi l'évidence , & dont il exigera la conviction intime de tous ceux qu'il appellera pour partager avec lui les soins du gouvernement , qu'il approfondira les maux de la société , leur cause & leur étendue , qu'il sondera courageusement les plaies de l'état , & qu'il entreprendra de les guérir. Le tableau effrayant du désordre qu'il trouve de toute part ne le jettera pas dans l'inaction. Le découragement est le parti des âmes foibles & timides. Quelque anciens , quelque invétérés , quelque multipliés que soient les abus , l'ordre est capable de tout réparer ; & dès qu'on le connoît , on est assuré du remède. Mais en même temps qu'il agira , il aura soin de lever les obstacles d'opinion que les erreurs & les préjugés apportent aux changemens les plus salutaires , d'éclairer ses sujets , de leur apprendre ce qu'il veut faire pour eux , & de leur découvrir l'ordre des moyens qu'il prend pour préparer & assurer leur bonheur. Soutenu de leur confiance , assuré de leur

consentement , il entreprendra avec fermeté les réformes les plus salutaires & les plus étendues. Il reconnoîtra bientôt que son pouvoir est plus grand & plus efficace au moral qu'au physique ; qu'il s'étend sur les mœurs , sur les opinions , sur les volontés & sur les cœurs ; qu'il est d'autres moyens de conduire les hommes que la force , d'autres manieres de payer le service public que l'argent , d'autres ressources que le crédit & les emprunts.

Mais qu'il ne se contente pas de procurer pendant son regne le bonheur passager de ses sujets , qu'il étende ses vues plus loin. Il n'a qu'un moment à séjourner sur la terre , & la durée de la société est indéfinie. Que le bien qu'il veut faire aux hommes lui survive : qu'il porte son ambition jusqu'à pourvoir à leur bonheur dans les siècles les plus reculés. Que les races futures bénissent sa mémoire en jouissant de ses bienfaits : que son nom rappelle à jamais l'idée de la vertu , de l'ordre , de la justice , de l'amour de la patrie , & ne soit prononcé qu'avec le respect qu'on doit avoir pour les loix. Un prince doué de grandes qualités , & plein d'amour pour ses sujets , peut les rendre heureux , si l'on compare leur état à celui qui l'a précédé ou qui le suit. Mais ce bonheur passager n'est pas le gouvernement de l'ordre. Celui-ci est

stable & immuable , parce qu'il est établi, non sur les vertus & le génie d'un seul homme qui disparoît sans laisser un successeur digne de le remplacer , mais sur une base solide , sur une bonne morale civile , & sur une éducation qui en inculque les principes à tous les citoyens. Dans cet état le relâchement & les vices qui peuvent se glisser ne sont qu'accidentels , passagers & peu importans. Au contraire , dans l'état de désordre & d'ignorance , s'il se fait quelque bien , ce n'est en quelque sorte que par hasard , & ce bien ne tient à rien , parce qu'il n'est appuyé sur aucune base.

La connoissance de la vraie morale civile , & de l'enchaînement des loix de l'ordre , l'instruction publique qui la perpétue par un enseignement non interrompu , forment cette base. Mais elle ne suffit pas encore : il faut que l'édifice élevé sur cette base soit protégé & maintenu par toutes les institutions politiques , propres à en assurer la stabilité , à le réparer s'il s'ébranle par le relâchement de quelques parties , & à le mettre hors d'atteinte des insultes des passions & des entreprises de l'autorité arbitraire. Il faut que la nation trouve dans sa constitution une force qui lui garantisse qu'elle sera toujours conduite par ces principes qu'on lui démontre être seuls dignes de la gouverner.

Il ne peut y avoir de gouvernement conforme à l'ordre dont le vœu est la stabilité , que celui qui est assez solidement établi pour se soutenir par ses forces intérieures , & se conserver indépendamment des qualités personnelles du souverain , & qui trouve en lui-même un principe de vie capable de le maintenir & de le perpétuer. Un établissement fait pour avoir une durée indéfinie , n'aura qu'une existence précaire , si son sort est attaché à la vie d'un seul homme , ou à ses talens & ses dispositions.

Le gouvernement de l'ordre suppose donc nécessairement dans une nation une existence politique, un véritable corps civil, doué de vie, de mouvement & d'action, une volonté commune qui ait la faculté de s'exprimer , & qui puisse énoncer son vœu , ses besoins , ses demandes. Il suppose des formes constitutives & nationales , propres à chaque partie de l'administration , pour la formation des loix nouvelles , pour la distribution de la justice , la hiérarchie , la compétence & le ressort des tribunaux , pour l'assiette , la répartition & la perception de l'impôt , pour la détermination de la dépense publique & la comptabilité. Ces formes sans lesquelles tout deviendrait arbitraire & variable , sans lesquelles le désordre trouveroit tant de facilité à se glisser

& à s'introduire de toute part , doivent être respectées comme les secondes loix fondamentales de la société , après les loix immuables de la justice. Ce sont elles qui éclairent toutes les parties d'un gouvernement , qui assurent l'observation des regles , qui garantissent l'exécution des premieres loix & la stabilité de l'ordre. Elles seules constituent un gouvernement régulier ; tout ainsi que la bâtisse & l'architecture donnent la forme aux matériaux, & en composent un édifice qui sans cette liaison & cet ensemble n'existeroit pas. Ces formes peuvent avoir quelque chose d'arbitraire dans les détails relativement à la maniere d'être d'une nation : mais le fond en est essentiel & de premiere nécessité (1).

Que les despotes qui donnent pour loi leur

(1) Il faut distinguer trois sortes de loix : *les loix fondamentales* , *les loix constitutives* , & *les loix civiles*.

Les loix fondamentales ne peuvent être que les loix de la justice absolue & essentielle , toujours d'accord avec l'intérêt social. Elles sont vraiment fondamentales , parce que sans elles il ne peut exister d'autres loix , ni même de société. La connoissance qu'une nation doit en avoir , ne doit pas se borner à des notions générales. L'expérience ne prouve que trop que ces notions vagues & indéterminées , ne garantissent pas des infractions continuelles de ces loix. Elles doivent faire la matiere d'une instruction publique & d'un enseignement continuel , & être présentées d'une maniere

volonté du moment, croient ne trouver l'affermissement de leur puissance que dans l'avidité & l'ignorance où ils tiennent leurs

distincte qui fasse sentir leur rapport avec les loix de l'ordre physique.

Les loix constitutives sont celles qui donnent telle ou telle forme à un gouvernement, dont les principales sont l'établissement de l'autorité souveraine, son dépôt dans telle ou telle main, l'ordre de la succession, les droits & les fonctions des corps intermédiaires, la hiérarchie des tribunaux, la formation des loix positives, la loi de l'impôt, sa perception, la comptabilité du revenu public, &c. Ces loix qui composent le second ordre des loix sociales, renferment les moyens que la société a pris pour assurer l'observation des premières loix, les préserver de toute atteinte, & en garantir l'exécution à la société.

Les livres élémentaires de l'enseignement public doivent contenir les notions de ces deux ordres de loix en abrégé & moins détaillées pour la généralité des citoyens, & beaucoup plus étendues pour ceux qui se destinent à remplir quelque fonction publique.

Le troisième ordre de loix est celui des *loix civiles & criminelles*, dont l'étude ne doit être exigée que de ceux qui se destinent aux places de la magistrature ou aux fonctions du barreau. Ces loix doivent être aussi simples & aussi claires qu'il soit possible pour couper cours aux contestations. On doit en retrancher toute disposition purement arbitraire, & déduire des loix fondamentales la raison des loix positives qui sont indispensables pour régler & déterminer les détails. A cet égard la source la plus pure où l'on puisse puiser, est la collection qui nous reste des loix romaines. Si l'on en ôte ce qui s'y trouve de particulier aux mœurs de ce peuple, à sa forme de procéder, le surplus est tiré des vraies notions du juste & de l'injuste appliquées aux différentes actions que les hommes peuvent avoir à exercer.

fujets ; qu'ils cherchent à rendre leur nation nulle , à étouffer en elle toute affection sociale , à lui interdire tout concours à la chose commune , à dénaturer l'homme & à l'avilir à ses propres yeux , à lui ôter par le moyen de la crainte , de l'habitude & de l'indifférence , tout sentiment & tout desir de liberté : ils agissent conséquemment à l'idée qu'ils se forment de l'autorité ; ils la concentrent en eux-mêmes ; ils la regardent comme leur étant propre & personnelle ; ils doivent craindre de la perdre en la communiquant ; ils ne doivent la confier qu'avec réserve à quelques mandataires amovibles auxquels ils sont toujours prêts à la retirer au premier soupçon , au moindre caprice. Ils n'ont garde de la communiquer à des corps permanens , encore moins de consulter la nation par des représentans , & de l'intéresser à la chose commune. Ils ne sont ennemis des formes , que parce qu'ils sont ennemis des regles. Mais si toute la constitution réside en leur personne , leur personne même ne tient à rien. Ils ne méritent pas de commander à des hommes dont l'obéissance doit être raisonnable : ils peuvent donner des ordres ; mais on ne gouverne que par des loix : ils peuvent avoir des esclaves & des ennemis ; & ils n'auront point de sujets. Le titre le plus glorieux d'un

roi est celui de premier citoyen : mais il ne peut y avoir de citoyens là où il n'y a point de cité , là où un seul est tout , & les autres rien. Une nation qui n'a aucun droit de réclamer & de présenter ses vœux & ses besoins , ne ressemble-t-elle pas à un homme à qui l'on interdit la parole , & à qui il ne reste que ses bras pour faire connoître & pour exiger ce qu'il demande ?

Mais un souverain jaloux d'établir à jamais le bonheur & la grandeur de sa nation sur une base inébranlable , doit aspirer , non à commander à des hommes isolés , indifférens & sans intérêt commun , mais à gouverner une véritable société. Il désirera d'élever sa nation à la dignité d'un corps politique vivant & organisé. Il sentira que plus sa nation aura d'estime d'elle-même , de sentimens généreux , d'amour de la patrie , d'intérêt à la chose publique ; plus son chef sera assuré de son attachement , plus il sera puissant & couvert de gloire. Il portera donc son ambition à devenir proprement le fondateur & l'instituteur de sa nation. Si sa constitution est vicieuse , foible ou relâchée , si elle donne trop de facilités à l'autorité arbitraire , il mettra sa gloire à lui en donner une aussi sage , aussi forte , aussi solidement combinée que la prudence humaine

peut le permettre. Il reconnoîtra que pour la rendre indestructible, il faut réunir tous les intérêts à sa conservation; que comme tous les intérêts sont concentrés dans la justice, qu'ils dérivent tous du droit de propriété, & que la souveraineté elle-même n'a point d'autre titre, il faut lier étroitement les lois constitutives à l'exécution des lois fondamentales, qui ne sont autres que les lois suprêmes de la justice; qu'il faut faire respecter & chérir de tous la constitution comme la gardienne des premières lois; qu'il faut l'assurer & la consolider par toutes les institutions sociales propres à remplir cet objet, & à faire que jamais ce qui est décidé par les lois immuables & fondamentales, ne puisse dépendre de la volonté personnelle d'un seul; qu'il faut attacher à cette constitution, par les nœuds les plus forts & les plus sensibles de cet intérêt commun, les souverains à venir, & les générations qui les auront pour maîtres. Il fera enforte d'enchaîner par l'ensemble de cette constitution le souverain, la nation & les lois; de manière que la nation en obéissant au souverain & aux magistrats, sache qu'elle n'obéit qu'à la loi; que le souverain soit l'homme de l'état & de la loi, qu'elle ait tout pouvoir sur lui, qu'il soit au dessus de tous, qu'il ne voye qu'elle au dessus de lui,

& qu'il soit ainsi dans l'heureuse impuissance de s'en écarter ; que la force publique qui est celle de la nation , soit dans sa main pour soumettre tout à la loi ; mais que tout à coup cette force soit nulle , s'il vouloit la tourner contre la loi : parce que la loi n'est pas une volonté humaine , arbitraire & versatile , mais la justice essentielle , la volonté de Dieu clairement reconnue par la raison , & qui promulguée par l'instruction , est devenue la volonté publique ; & qu'alors ce seroit la nation qui agiroit contre elle-même , & qui en connoissance de cause prêteroit son appui à l'infraction des loix de la justice.

Il faut qu'il fasse enforte par l'exemple & par l'éducation d'unir étroitement cette constitution aux mœurs & à l'opinion ; de créer un esprit national ; de donner à ses sujets une patrie dans toute l'étendue que doit avoir ce mot sacré , qui ne signifie plus rien parmi nous ; de les intéresser à sa conservation & à sa gloire ; de les rendre passionnés pour elle. Il faut qu'ils s'honorent de la dignité de citoyens , & qu'ils ne craignent rien tant que d'y porter atteinte. Il faut que cette patrie identifiée avec leur existence soit tout pour eux , qu'ils la fassent consister bien plutôt dans sa constitution & ses loix , que dans le sol qu'ils habitent : de manière

que si par une de ces révolutions qui peuvent arriver dans le cours des siècles, & qui auroient pour cause les fautes particulières d'un souverain, ou un enchaînement de malheurs imprévus, & non l'infidélité ou la lâcheté des citoyens, cette nation venoit à être subjuguée, elle fût plutôt disposée à abandonner son territoire que sa constitution, & à se faire égorger que d'y renoncer.

Que la religion enfin intervienne pour ajouter à cet édifice, qui doit durer autant que les siècles, sa force, sa consistance & son immuabilité; qu'elle achève de le rendre inébranlable par le motif des peines & des récompenses futures. Que le souverain maître, le roi des rois, le législateur par essence, soit appelé comme garant de cet engagement contracté sous ses yeux; qu'il le scelle & le confirme, comme vengeur jaloux de la majesté des rois, qui sont son image; comme protecteur de la société, qui est son ouvrage; comme auteur des loix, qui contiennent sa volonté; qu'il reçoive les sermens réciproques du souverain & de la nation, & que l'acte en demeure comme en dépôt dans ses mains.

Telle est l'idée qu'on peut se former de la solidité que doit avoir une constitution pour être inaltérable, pour braver en quelque sorte

les événemens & la vicissitude des choses humaines. En vain voudroit-on nous persuader qu'il est pour les corps politiques, comme pour tous les êtres qui respirent, un terme nécessaire d'existence; que dans la durée des empires il est différens âges qui se succèdent sans retour, & que le temps qui détruit tout, les entraîne par un déclin plus ou moins rapide vers leur ruine, sans leur permettre de rétrograder. En vain appelle-t-on en témoignage l'histoire de tous les siècles, & cherche-t-on dans la succession des empires fondés sur les débris les uns des autres, la preuve de cette loi irrévocable à laquelle on suppose qu'ils sont soumis. Jamais cette loi n'exista par une nécessité physique ni morale : elle n'a de réalité que celle que lui prête d'une part l'orgueil de l'homme qui voudroit rejeter & excuser ses fautes sur une fatalité aveugle, & de l'autre le découragement qui croit trouver dans cette fatalité prétendue une raison pour ne point agir, & pour regarder les maux des sociétés comme incurables. Les hommes meurent & disparaissent par une nécessité physique; mais les générations se succèdent, & les sociétés subsistent & se perpétuent par ce renouvellement continu, sans trouver dans leur durée de cause nécessaire de dépérissement. C'est dans leurs gouvernemens,

dans leurs constitutions plus ou moins bonnes ou contraires à l'ordre , qu'il faut chercher la cause de leur durée ou de leur décadence , comme celle de leur prospérité ou de leur foiblesse. La fatalité n'est qu'un vain nom & une chimère : elle n'a d'existence que par nos fautes, elle ne renverse que les états défordonnés & mal constitués.

Est-ce donc une fatalité qui depuis tant de siècles fait subsister l'empire de la Chine ? Est-ce une fatalité qui conserve presque sans altération ses loix, ses mœurs, son administration, qui n'est cependant pas en tout point conforme à l'ordre , tandis que l'état des autres peuples ne présente qu'un tableau mobile de révolutions qui se succèdent , & que l'ignorance, l'inconstance & les passions ont de toute part renversé les constitutions , changé les loix , confondu les droits , semé les troubles & asservi les hommes ? Quelle force ne faut-il pas que ce gouvernement trouve en lui-même & dans son organisation intérieure , pour subsister depuis tant de siècles sans altération , & résister au torrent qui semble à ceux qui n'approfondissent pas les causes , entraîner par une pente nécessaire toutes les institutions humaines ? La Chine sans doute, dans la suite nombreuse des princes qui l'ont gouvernée, en a eu beaucoup de mauvais & de

foibles. Le caractère particulier du prince n'a eu d'autre effet que de mettre plus de fermeté ou de relâchement dans l'administration : mais le fond du gouvernement est resté le même, sans être altéré par des abus de détails, qui n'ont été que des maux du moment, & ont trouvé ensuite leur réforme dans la force & la sagesse de la constitution, ou qui même, s'ils ont été plus considérables, ont trouvé leur remède dans des révolutions. En effet, ce qui augmente l'étonnement, c'est que cet empire n'a pas toujours été à l'abui de ces événemens, qui sont époque chez les autres peuples, & qui causent dans leurs constitutions des changemens si remarquables. Deux fois cet empire immense a été la conquête des Tartares, & ces révolutions ont été précédées & préparées par de mauvais regnes : & deux fois les vainqueurs ont été assez sages, non-seulement pour laisser aux vaincus leurs mœurs, leurs loix & leur forme d'administration, mais pour s'y conformer eux-mêmes ; de manière que la conquête n'a opéré qu'un changement de dynastie, & non une révolution dans le gouvernement.

Quel est donc le législateur qui puisse se glorifier d'avoir donné des loix aussi durables, des loix que ni la succession des siècles, ni la vicissitude des choses humaines, ni les secousses de

la conquête n'ont pu renverser ni même altérer ; des loix auxquelles les vainqueurs ont été forcés de rendre hommage ? Quelle est donc cette constitution politique, & où a-t-elle pu puiser le principe d'une stabilité si étonnante ? Il n'y a que l'ordre qui porte ce caractère de perpétuité. Seroit-ce donc sur cette base qu'est fondé ce gouvernement paternel & agricole, qui seul immuable au milieu de tous les autres, les a vus naître & périr, occuper la scène du monde & en disparoître, ne s'élever sur les débris de ceux qui les ont précédés que pour être renversés à leur tour ?

Et pourquoi la connoissance explicite de l'ordre, que jusqu'ici les hommes n'ont jamais eue, ne seroit elle pas capable d'opérer une révolution dans les gouvernemens ? Pourquoi les hommes qui ne désirent que d'être heureux, s'obstineroient-ils toujours à rejeter les moyens de l'être, lorsqu'on les leur présente avec évidence ? L'amour éclairé de la patrie, le courage & la vertu ne peuvent-ils se trouver dans les administrateurs des sociétés, surtout lorsqu'on leur montre qu'indépendamment du plaisir de faire du bien aux hommes, l'ordre est le vrai moyen d'obtenir ce qui fait l'objet de leur ambition, l'accroissement de force, de puissance, de richesses & de gloire ?

Eh

Eh quoi ! ces idées d'ordre , de justice , d'amour de la patrie font-elles donc étrangères à l'homme ? N'en trouve-t-il pas le germe en lui-même ? Et la société dont le but est de le civiliser , de le perfectionner , de cimenter son union avec ses semblables ; la société à qui ces vertus feroient si utiles ; n'a-t-elle pas le plus grand intérêt de les développer & de les cultiver par toutes les institutions qui y sont propres ?

Les rois & les administrateurs des états connoissent bien peu l'étendue de leur pouvoir & de leurs ressources. Ils ne voient que la force publique dont ils disposent pour tenir les peuples dans leur dépendance : ils placent tout leur appui dans la somme de leur revenu , qui les met en état d'entretenir cette force ; ils ne calculent leur pouvoir que sur leurs richesses (2).

(2) Par une contradiction que l'ignorance des principes de l'ordre peut seule admettre , la forme & les vices de l'administration mettent obstacle à la multiplication des richesses. Les souverains veulent de l'argent , & l'expriment par toutes les voies qu'ils peuvent imaginer , & ils tarissent la source qui le produit ; ils favorisent le luxe qui corrompt & appauvrit les nations ; ils ne savent pas ménager la classe qui nourrit & entretient toute la société ; ils détruisent par des prohibitions de commerce la valeur des productions qui est la mesure des revenus ; ils perdent une grande partie de l'impôt en frais de perception , & l'épuisement qu'ils éprouvent les rend avarés pour les dépenses publiques qui feroient propres à vivifier le territoire , tandis qu'ils sont prodigues pour les dépenses inutiles.

Ils font de l'argent la récompense universelle ; & il ne savent pas se servir d'un trésor qui est en leur disposition ; d'un trésor qui loin de s'épuiser, s'accroît & s'étend par l'usage , de celui de l'honneur & de la considération , qui supplée si avantageusement à l'or , & que l'or ne peut remplacer , qui élève les ames , qui inspire des sentimens généreux , qui soutient le courage , & rend les hommes capables de tout , qui procure à la patrie des services purs & désintéressés , & qui paye ces services sans avilir celui qui les rend , & sans rien coûter à l'état.

En effet , quoique les hommes ne soient guidés que par l'amour d'eux-mêmes & par l'intérêt personnel , qui est l'ame de la société , & le principe actif qui la met en mouvement ; ils sont capables des sentimens les plus désintéressés , des dévouemens & des sacrifices les plus héroïques , & ces actions généreuses n'en sont pas moins dictées par l'amour d'eux-mêmes. L'homme en société sort de lui-même , & semble agrandir son être. Il ne se considère plus comme un individu isolé. Il ne renferme pas toute son existence en sa personne ; il la place en grande partie dans l'esprit des autres , dans leur estime , dans leur opinion. L'intérêt de cette espèce d'existence morale peut aller jusqu'à l'emporter sur celui de son existence

physique ; & lorsqu'il exige les plus grands sacrifices , celui même de sa vie ; on le voit disposé à la donner , & solliciter même les occasions de la prodiguer.

Quel trésor pour la société ! Lorsque le souverain qui en est le premier dépositaire & le dispensateur , saura le mettre habilement en œuvre. Il en fera l'instrument le plus puissant & le plus utile d'une sage administration. Il ménagera avec prudence ce fonds précieux qui ne peut perdre de sa valeur que par le mauvais usage ; il n'y puisera qu'avec précaution & avec réserve. Il sera jaloux que les graces , les places importantes & les distinctions annoncent le mérite , & soient un sûr garant de la vertu , de la conduite & de la capacité. Son choix présentera la preuve de son discernement , & confirmera le vœu public. Il fixera l'opinion de manière qu'il suffira pour tous ceux qui ne connoîtront pas l'homme qu'il a récompensé ou élevé en dignité , d'apprendre son élévation pour juger qu'il en est digne ; & sous son administration, la dignité supposera le mérite aussi nécessairement que les fonctions publiques supposent la place (3).

(3) L'examen personnel du souverain ne peut avoir lieu que pour les premières places de l'état. Mais le

Gardons-nous de prostituer notre admiration & nos éloges à tant de princes dont la bonté & la générosité ne sont vantées que par ceux qui les approchent , & dont les prétendues vertus sont un malheur de plus pour leur nation ; qui aiment à prodiguer les récompenses pour le seul plaisir de faire des heureux , qui ne

choix des sujets pour toutes les autres places , soit d'administration , soit de magistrature , ne doit pas être abandonné au hasard , c'est-à-dire à la faveur , à l'intrigue , aux sollicitations , & le prince qui ne peut par lui même y vaquer , doit en confier le soin à des gens dont il soit assuré. Dans une nation où l'on voudroit établir le gouvernement de l'ordre , & le fonder sur l'instruction publique , personne ne devoit être reçu à exercer aucune place sans avoir donné des preuves publiques & sérieuses de ses études & de sa capacité , & ce seroient les corps mêmes où il y auroit des places à remplir qui devoient présenter au prince des sujets choisis parmi ceux qui auroient donné ces preuves , & qui jouiroient en même temps de la réputation la mieux établie du côté des mœurs & de la conduite.

Les magistrats qui sont les dépositaires & les gardiens des loix , doivent avoir avant tout la connoissance explicite de la raison primitive & essentielle des loix , c'est-à-dire des loix fondamentales. Ils sont d'ailleurs le lien social qui unit le souverain avec les sujets : leur ministère forme une partie intégrale de la constitution de l'état ; ils doivent donc connoître parfaitement cette constitution qui est la partie positive de l'ordre social. C'est à eux à donner l'exemple aux citoyens de cet attachement inviolable à la constitution qui fait la force morale de la société , & qui ajoute à la force physique un degré de force qui la rend indestructible. Enfin ils doivent être instruits des loix civiles , puisqu'ils sont chargés de les appliquer.

s'intéressent qu'au bonheur de ceux qui les entourent, qui multiplient des graces ruineuses pour la société, sans avoir la force de résister aux importunités de cette foule d'hommes avides qui les assiegent. Est-ce donc dans ce cercle étroit qui forme leur cour, que leur bonté doit se renfermer? Celle qui convient à un roi est universelle, elle s'étend sur tout son peuple : elle est ferme, sévère, économe, amie de l'ordre, de la discipline, de la subordination; elle se réduit à la justice dans laquelle consiste la véritable bienfaisance des rois.

Mais s'il est du devoir d'un prince de distinguer le mérite, d'exciter à la vertu & au service de la patrie par la considération, les honneurs & les récompenses; il tient aussi dans ses mains un autre ressort dont la justice & la fermeté doivent diriger l'usage; c'est celui des châtimens & de la honte : ressort nécessaire & puissant, dont un bon prince ne se sert qu'à regret, mais dont l'usage se concilie parfaitement avec une clémence éclairée par l'amour de l'ordre. Il fait donc forcer le vice à rougir, & punir par la honte & le mépris public, les fautes graves contre les mœurs, la folle dissipation, le luxe défordonné, la conduite déréglée, l'ambition qui n'est pas réprimée par l'incapacité. Il châtie avec toute la rigueur des

loix , les vexations , les rapines , les injustices publiques , les concussions , les brigandages , la corruption , les abus d'autorité ; crimes d'autant plus énormes qu'ils n'attaquent pas un seul citoyen , mais la société entière , que l'impunité les multiplie , & que quelques exemples de sévérité deviennent un acte important de bonté envers une nation.

Avec ce double ressort des récompenses & des peines , de l'honneur & de la honte , avec le secours de l'exemple & de l'instruction , il n'est point d'obstacle qu'un souverain ne soit en état de surmonter ; il n'est point de nation si corrompue qu'il ne réforme ; il n'est point d'administration si vicieuse qu'il ne ramène à l'ordre. En effet , il n'est rien qu'on n'obtienne des hommes , lorsqu'on saura les manier , les prendre par leurs intérêts les plus chers , par l'évidence & l'expérience de leur bonheur , & des moyens qui le leur procurent ; lorsqu'on voudra leur donner des mœurs , leur inspirer l'amour de la patrie , le respect pour les loix & l'autorité , distribuer l'honneur & la honte avec sagesse & économie , arracher aux richesses la considération pour l'attacher au service public & à la vertu , réformer les fausses idées de gloire , pour ne les rendre sensibles qu'à la véritable , leur apprendre qu'il n'y a de vertueux

& d'honnête que ce qui est juste , & que la vraie gloire ne peut être séparée de la justice , leur donner enfin la plus grande idée de la justice , dont la connoissance exacte éclaire l'homme sur ses devoirs , & regle l'usage de sa raison & de ses facultés.

C'est surtout l'opinion publique qu'il faut s'attacher à diriger : c'est plutôt elle en général qui gouverne les hommes que la raison. Si l'on jette un coup d'œil sur l'histoire morale des nations , on verra qu'il n'est point d'opinion si fautive , si absurde même & si barbare , qui n'ait eu des peuples entiers pour sectateurs ; qu'il n'est rien dont l'homme ne soit capable ; qu'il n'est point de sacrifice auquel on ne le trouve disposé , lorsque l'opinion l'exige. Et sans chercher des exemples éloignés , qu'est-ce qui fait affronter aux militaires les dangers & la mort ? Qui est-ce qui leur fait briguer les postes les plus périlleux ? Est-ce toujours l'amour pur & désintéressé du devoir & de la patrie ? C'est l'honneur ; & l'honneur a l'opinion pour base. Cette opinion est juste , légitime & louable , lorsqu'elle a pour objet la défense publique ; mais elle est condamnable & fautive , lorsqu'elle impose la prétendue nécessité de tirer vengeance d'une injure particulière. Elle a cependant la même force ; elle subjugué l'esprit ; elle fait taire la

justice & la raison ; elle fait courir à la mort : elle contraint en quelque sorte l'homme le plus sage & le plus modéré à tremper ses mains dans le sang de son semblable , de son concitoyen , de son ami même.

Il ne s'agit donc que de savoir diriger l'opinion pour maîtriser & transformer les hommes ; & si des opinions funestes , contraires à leur intérêt & à leur bonheur , peuvent obtenir d'eux un si violent attachement , pourquoi la vérité , la raison , la justice ne pourroient-elles pas leur inspirer la même fermeté , le même courage , le même dévouement , surtout lorsqu'on tire ces idées de leur abstraction , pour les lier à des intérêts sensibles & évidens ; lorsqu'on offre aux sentimens un objet déterminé , une patrie à aimer , à servir , à défendre , & qu'on fait trouver aux hommes dans le sein de cette patrie leur bonheur & leur sûreté.

Cet attachement invincible à la chose publique & à la constitution , cette vigueur , cette fermeté de courage , cette dignité de sentimens , l'ancienne Rome n'avoit-elle pas trouvé le moyen de l'inspirer à ses citoyens ? La patrie étoit leur idole ; ils n'existoient que pour elle , & ils étoient toujours prêts à se sacrifier pour son service. L'extrémité du danger ne faisoit que redoubler leur amour , & appaisoit les

divisions intérieures pour réunir à la défense de la mere commune tous les esprits , toutes les volontés , toutes les forces. Dans un temps où l'état étoit encore presque en entier renfermé dans ses murs , Rome est brûlée par les Gaulois , & elle renaît de ses cendres. Annibal la met à deux doigts de sa perte : elle se relève par la force de sa constitution ; elle abat sa rivale , & lui fait sentir combien l'attachement & les vertus de ses citoyens rendent un empire supérieur à celui qui n'a que des richesses. Sa constitution étoit cependant vicieuse à bien des égards. Elle donna lieu plusieurs fois à des dissensions intestines qui ébranlerent la république. Mais au milieu même de ces troubles , il est aisé de remarquer , de la part du peuple , un fond admirable de respect pour les loix & pour la patrie , & dans le sénat une conduite pleine de modération & de prudence. Le but principal de cette constitution étoit moins l'ordre , la justice , le bonheur des citoyens ; que l'agrandissement sans bornes de la république. Elle avoit fortement adopté & inculqué à ses citoyens l'opinion que l'empire du monde lui étoit destiné , & elle a marché vers ce but avec une constance que le succès a couronné. Elle a dirigé vers lui toutes ses démarches , ses institutions , sa milice , l'éducation de ses citoyens , sa constitution

entière. Elle est parvenue au terme de ses désirs; elle a obtenu l'empire du monde auquel elle aspirait, & elle a succombé sous le poids de sa grandeur. Elle a acquis des richesses & des vices. Elle a étendu sa puissance, & elle a perdu ses biens les plus précieux, ses mœurs, sa frugalité, ses vertus qui avoient fait sa force, sa politique qui l'avoit si bien servie, cet esprit de justice & de modération qu'elle avoit si bien su allier avec l'ambition des conquêtes, cette sorte de désintéressement qui avoit aveuglé tous les peuples sur le danger de ses progrès, qui les avoit fait consentir à recevoir ses loix, & à rechercher son alliance. Dès qu'elle n'a plus eu d'ennemis à redouter, elle a fait sentir aux nations la pesanteur de son joug, qu'elle avoit eu jusqu'alors l'adresse de leur rendre supportable. A force de combats, de victoires & de constance, elle a forcé les rois & les peuples à plier la tête devant elle; elle en a fait ses sujets, & elle n'a plus retrouvé de citoyens. En devenant la patrie commune de l'univers subjugué, elle a cessé d'être la patrie de ses enfans. Elle a vu se relâcher & se rompre ces liens si forts qui les attachoient à elle. Sa constitution subsistoit encore : mais l'esprit national, qui en fait toute la force, s'anéantissoit. L'empire avoit excédé la juste mesure que comporte la possibilité du

gouvernement & l'exercice de l'autorité. Les dissensions intérieures prirent un caractère bien différent de celui que faisoient naître autrefois les inquietudes & la défiance d'un peuple jaloux à l'excès de sa liberté. Ce peuple n'étoit plus compté pour rien. Il ne s'agissoit plus de sa querelle. Trop nombreux pour former des délibérations sages, trop corrompu pour n'être sensible qu'à l'intérêt public, il ne faisoit plus que servir les projets ambitieux de quelques citoyens trop puissans : & ce peuple roi finit par trouver des maîtres, dont le premier fut adoucir ses chaînes, & dont la plupart des autres le gouvernerent avec un sceptre de fer, & ne conserverent de la constitution que le nom des magistratures dont ils s'attribuèrent l'autorité, & du sénat qu'une ombre vaine & un simulacre dégradé & avili.

Mais si Rome par la force de sa constitution a fait des hommes si supérieurs à nous, que nous les regardons presque comme excédans la portée ordinaire de l'humanité ; si elle a su maintenir cette constitution pendant cinq cens ans malgré ses défauts, & ne l'a vu périr que par des causes étrangères, & par l'étendue sans bornes qu'elle a voulu donner à son empire ; si elle a fait paroître une sagesse, des mœurs, des vertus auxquelles on ne peut reprocher que

l'injustice des conquêtes : pourquoi une constitution uniquement dirigée vers le bonheur des sujets, parfaitement conforme à l'ordre & à la justice, établie sur de bonnes loix vraiment fondamentales, n'obtiendrait-elle pas un égal attachement des sujets, & une stabilité à l'épreuve des divisions intérieures?



HUITIEME DISCOURS.

*DE l'évidence & de la possibilité du
gouvernement de l'Ordre.*

LE tableau que nous offre l'histoire, la révolution des empires qui s'élèvent & disparaissent, qui se forment par des réunions pour être ensuite démembrés, qui presque tous ont été fondés par la violence, l'invasion & la conquête, plutôt que par le choix libre & réfléchi des hommes, qui lors même qu'ils font l'ouvrage des peuples, n'en ont pas plus de stabilité: tout nous porteroit à croire que ces scènes qui changent si souvent la face du monde politique, ne sont qu'un jeu du hasard & l'effet fortuit des circonstances & des passions, si nous ne savions qu'il existe une providence qui dirige tous les événemens par des vues de rigueur ou de bonté, dont il n'est pas toujours donné aux hommes d'appercevoir les motifs.

Au milieu de cette vicissitude qui agite les nations, & rend leur état si mobile, & de ces causes si variées qui ont tant influé sur la constitution des gouvernemens, sur le partage & la combinaison des pouvoirs, sur la durée des

empires, sur leur degré de force ou de foiblesse ; il est un point décisif qui rend inutiles les recherches & les discussions sur toutes ces institutions plus ou moins imparfaites ou vicieuses, & qui doit faire cesser les contestations sur les faits, pour ne s'occuper que du droit : c'est qu'il existe *un ordre naturel, immuable & essentiel*, institué de Dieu pour gouverner les sociétés civiles de la manière la plus avantageuse aux souverains & aux sujets : c'est que nécessairement les hommes s'y sont en partie conformés, sans quoi toute association auroit été impossible entre eux : c'est que si les sociétés ne sont pas aussi heureuses qu'elles devroient l'être, & qu'elles doivent désirer de l'être, les désordres & les maux qu'elles éprouvent ne viennent que de ce qu'elles n'en connoissent que quelques principes généraux, sans en appercevoir l'ensemble & sans en tirer les conséquences pratiques qui en dérivent, de manière qu'elles s'en écartent dans des points essentiels ; c'est que cet ordre si important à découvrir & à observer, a une *base physique*, & découle par un enchaînement de rapports nécessaires, des loix de l'ordre physique, par lesquelles seules on obtient l'accroissement des subsistances, des richesses & de la population, & par conséquent la prospérité des empires, & la mesure de

bonheur que comporte l'état social : c'est que cette base physique , que jusqu'ici les hommes n'avoient jamais apperçue , & faute de laquelle ils n'avoient eu que des notions vagues & trop indéterminées de ce qui est contraire ou conforme à la justice & à leur intérêt bien entendu , est aujourd'hui connue & démontrée d'une manière évidente & explicite , qui entraîne l'adhésion & la conviction de ceux qui jugent digne de leur application une science qui regle par des principes certains tous les rapports des hommes réunis en société.

J'ai annoncé dans le premier discours l'existence de cet ordre social dérivé de l'ordre physique ; & je crois l'avoir prouvé dans les suivans autant que mes foibles talens me l'ont permis. Si le succès n'a pas répondu à mes efforts , on doit me l'imputer fans s'en prévaloir pour douter de la certitude des principes que j'ai exposés. D'autres les ont établis avant moi ; d'autres les démontreront encore par la suite , fans qu'on doive se lasser de les présenter sous toutes les formes , jusqu'à ce que tous les doutes soient éclaircis , toutes les difficultés répondues , toutes les objections réfutées , tous les problèmes résolus , & tous les esprits subjugués par l'évidence ; jusqu'à ce que les rois & les peuples éclairés enfin & convaincus , adoptent des loix si

dignes de les gouverner , si nécessaires à leur bonheur.

Heureuse révolution dont le moment est connu de celui qui pèse les destinées des hommes & le sort des empires. Mais qu'il soit permis de penser que Dieu qui considère du haut de sa gloire les enfans des hommes , n'auroit pas tourné leurs recherches vers l'étude des loix dont il est lui-même l'auteur , s'il n'avoit dessein qu'ils s'y conformassent un jour , & s'il prévoyoit que ces notions si importantes dussent rester dans les termes de vérités spéculatives sans application au gouvernement des sociétés. Ne refusons pas de nous livrer à cette idée consolante. L'étude des moyens de remédier aux maux qui affligent les sociétés , ne présenteroit qu'une recherche vaine & même affligeante , si elle n'étoit soutenue de l'espoir du succès & de la possibilité de l'exécution.

Mais pourquoi les hommes n'ont-ils pas fait plutôt cette découverte qui nous paroît aujourd'hui si facile , que sa simplicité semble diminuer le mérite de celui à qui nous la devons ? Question superflue , & qui s'adresse à celui de qui procèdent toute lumière , toute connoissance , tout don excellent , soit dans l'ordre de la nature , soit dans celui de la religion. Il nous suffit d'examiner si cette législation qu'on
nous

nous annonce, porte véritablement les caractères de la certitude , si elle entraîne la conviction , si elle est propre à nous rendre heureux , & enfin si elle est possible dans l'exécution.

Cet examen est-il donc si difficile ? Les principes qu'on nous présente consistent-ils dans des idées abstraites, & pénibles à saisir ; sont-ils de nature à pouvoir être éternellement contestés ? La dispute peut être interminable sur de simples opinions, qui après s'être entrechoquées long-temps, laissent le public indifférent ou indécis. Mais les vérités de l'ordre social ont en elles-mêmes toute la force nécessaire pour soumettre les esprits : car elles ont celle de l'évidence , qui tôt ou tard se fait jour & obtient des hommes un acquiescement qu'ils ne peuvent lui refuser. Les uns la saisiront plutôt , parce qu'ils se trouveront plus disposés à l'admettre ; les autres seront plus lents à l'appercevoir : mais elle est de nature à être reçue par tous ceux qui ont l'esprit droit , quoiqu'obscurci par les préjugés , & qui n'ayant pas d'aversion décidée pour les vérités qu'on leur présente , ni d'intérêt personnel à les rejeter , ne ferment pas tout accès à l'instruction par le refus de lire & d'examiner.

L'autorité qui procède de l'enseignement & de l'exemple , n'est pas par elle-même un guide sûr & infaillible , parce que la vérité n'est pas

toujours attachée au consentement des hommes. Qui pourroit compter les erreurs non-seulement spéculatives, mais pratiques, qu'ils ont adoptées? La vérité feroit partout, si elle étoit toujours dans l'opinion générale; elle feroit également dans les contradictoires. Combien d'opinions opposées n'ont elles pas dominé tour à tour? Dès-lors elle ne feroit nulle part, puisque si elle existe, elle est essentiellement une, elle n'est ni divisible, ni variable, ni arbitraire.

L'autorité de l'opinion ne peut donc présenter que des raisons de douter qu'il faut apprécier & balancer avec les raisons contraires que nous avons découvertes, ou qu'on nous présente. Le jugement que nous portons ensuite est un acte simple, une détermination de l'entendement : lorsqu'il est prononcé après un examen suffisant, il nous rend la vérité propre, & établit en nous son évidence, qui est *un discernement clair & distinct des sentimens que nous avons, de toutes les perceptions qui en dépendent, & de tous les rapports de ces perceptions.* Il n'y a que cette manière de voir & de saisir la vérité toute entière qui la fixe pour toujours, & qui la mette à l'épreuve de tout examen, parce qu'elle nous découvre en même temps la cause de la certitude que nous avons acquise, & les raisons de l'erreur qui y est contraire : elle

opere ainsi cette conviction intime qui exclut le doute, qui fait cesser l'état pénible de l'indétermination, & ne nous laisse plus la liberté de ne pas consentir.

Ce n'est pas que nous ne puissions posséder la vérité sans en avoir l'évidence. Mais alors nous n'avons pas la certitude de la posséder, ni l'assurance de la conserver. Notre opinion peut être vraie : mais tant qu'elle n'est pas accompagnée de l'évidence, c'est une vérité qui reste pour nous dans la classe des simples opinions. Une opinion contraire peut l'obscurcir à nos yeux faute de l'avoir saisie dans tous ses rapports, d'en avoir acquis la certitude, & de nous être rendu propres les motifs de notre acquiescement. Une opinion vraie ou fausse ne jouit que précairement de l'autorité qu'elle a obtenue, en attendant qu'une opinion l'en dépouille, ou que son évidence manifestée la mette au rang des vérités incontestables. Mais si la vérité n'est pas toujours pour nous revêtue de l'évidence, jamais du moins l'erreur ne peut envahir ce caractère, & jamais par conséquent elle ne peut être assurée de conserver l'empire qu'elle exerce sur les esprits.

Lorsque l'évidence a consacré une vérité en lui imprimant son caractère, ou lorsqu'elle nous a découvert de nouveaux rapports

entre des vérités connues, mais isolées, dont nous n'avions jamais saisi l'enchaînement, dont nous n'avions pas tiré les conséquences nécessaires : alors l'erreur démasquée perd pour toujours le crédit qu'elle avoit usurpé; les préjugés se dissipent, les doutes disparoissent, la vérité reste seule élevée au-dessus de toutes les opinions, brillante d'un éclat qui ne permet plus de la méconnoître, supérieure à la contradiction qui n'a servi qu'à assurer son triomphe, & réunissant à elle l'acquiescement universel.

Dès qu'une fois la vérité nous est ainsi acquise, ne craignons plus de la perdre, sa possession est irrévocable : & comment une opinion quelconque pourroit-elle prévaloir sur elle? Comment soutiendrait elle un combat si inégal contre la vérité parée de toute la lumière de l'évidence? Elle ne pourroit être qu'erronée; mais elle est connue pour telle par celui qui possède l'évidence, & il n'est pas dans la nature de l'homme, il n'est pas même dans son pouvoir d'embrasser volontairement l'erreur connue pour telle. La vérité a un tel empire sur son esprit, qu'il lui rend hommage lors même qu'il saisit l'erreur au lieu d'elle : car il ne l'admet que parce qu'elle paroît à ses yeux sous les couleurs empruntées de la vérité, & qu'elle le séduit par cette ressemblance.

Sans doute il n'appartient pas à tous les hommes de démasquer l'erreur , de s'élever au-dessus des préjugés , de démêler le vrai & le faux d'une opinion , de faire luire l'évidence , de découvrir des vérités nouvelles , & de saisir même tous les rapports des vérités connues , surtout de ces vérités importantes & fécondes qui forment époque dans l'histoire de l'esprit humain. Il se passe des siècles sans qu'il paroisse de ces génies créateurs. Mais s'il n'est donné qu'à eux de reculer les bornes de nos connoissances , il est donné à tous de profiter de leurs travaux , d'ouvrir les yeux à l'évidence qu'ils ont fait briller , & de se rendre propres ces vérités qui sont devenues un bien commun.

Qu'il s'en faut cependant que la vérité quoique manifestée , obtienne sans peine l'acquiescement des hommes ! Ils sont faits pour la connoître , elle a un rapport merveilleux avec leurs facultés , elle est la lumière des esprits , & son sort est d'être non-seulement méconnue & négligée pendant long-temps , mais combattue. Cette injure que nous lui faisons est prouvée par l'exemple de tous les temps , & bien propre à confondre l'orgueil de l'homme. Il ne suffit pas que la vérité lui soit offerte pour qu'il lui donne son consentement ; il faut qu'elle soit appuyée du suffrage de la multitude , qu'elle

ne peut encore avoir lors qu'elle s'annonce. La plupart des hommes peu accoutumés à faire usage de leur propre discernement, à juger par eux-mêmes, à se rendre compte des motifs de leur adhésion, se déterminent par l'autorité. Ils admettent sur parole ce qu'ils voient être adopté par le plus grand nombre, & se font ainsi des principes qu'ils n'ont jamais pris la peine de discuter au tribunal d'une raison sévère & exacte. De là tant de jugemens précipités admis sans examen, & auxquels on est attaché comme si la certitude en avoit été acquise par la réflexion & le raisonnement.

Cette maniere de voir & de juger n'est pas tellement propre aux hommes ordinaires & superficiels, qu'elle ne leur soit commune avec les gens dont l'esprit est le plus cultivé & exercé: tant les hommes tiennent fortement à leurs opinions, tant l'autorité a d'empire sur eux. Lorsque l'erreur a dominé long-temps sans contradiction, lorsqu'elle a formé des préjugés consolidés par l'exemple universel, elle retient ses partisans, les uns par l'habitude, les autres par la difficulté d'une réforme qu'on reconnoît avantageuse, les autres par des intérêts mal vus. La vérité ne perce qu'avec lenteur: & comme elle ne s'annonce qu'avec l'apparence de la nouveauté, elle révolte les

Esprits , & n'éprouve d'abord que des obstacles.

C'est ainsi que toutes les vérités nouvelles ont été accueillies , même les vérités spéculatives & indifférentes. Quelle opposition ne doivent pas rencontrer des gens qui prêchent une doctrine nouvelle sur les objets les plus intéressans , sur toutes les parties de l'administration , qui annoncent *un ordre social absolu , immuable , nécessaire* ; qui soutiennent qu'il n'y a rien d'arbitraire dans l'art de gouverner les hommes , que tout est réglé , prévu , ordonné , de manière que les administrateurs n'ont qu'à suivre & exécuter , qui réduisent à un petit nombre de principes très-simples , mais très-féconds , & dans lesquels ils n'admettent aucune exception , cette science qui a paru jusqu'ici si compliquée de rapports difficiles à démêler , & d'intérêts contraires , si dénuée de points fixes , si assujettie à la variation des circonstances. On les traitera de novateurs , de gens à système , de sectaires (1). On réunira.

(1) Il y a certainement du vrai dans cette manière d'envisager les philosophes qu'on appelle *économistes* : il n'y a de faux que la note injurieuse qu'on attache à ces qualifications , & qu'ils ne méritent pas.

Ils sont *novateurs* , en ce qu'ils enseignent une doctrine nouvelle contraire à la tradition des maximes.

contre eux les inculpations les plus contradictoires. On les accusera de favoriser le despotisme,

pratiques d'après lesquelles les sociétés sont administrées de toute part. Cependant si cette doctrine étoit réellement fondée sur l'ordre même de la nature, elle pourroit bien, quoique nouvellement enseignée, avoir le mérite de l'antiquité, s'il est vrai qu'il n'est point de vérité moderne en elle-même, quoiqu'il puisse en être par rapport à nous.

Ils sont *gens à système* : car leurs idées sont tellement liées, qu'il en résulte un corps d'enseignement bien suivi, bien raisonné, bien conséquent, mais différent des autres systèmes, en ce qu'il est établi sur des principes qui ne sont nullement hypothétiques.

Ils forment même *une secte*, s'il suffit pour cela d'avoir les mêmes opinions, le même langage, d'être parfaitement d'accord sur tous les points, de reconnoître un même maître. Cette conformité est telle que s'il s'élevoit des gens qui ayant pris une partie de l'enseignement, prétendroient déguiser la doctrine, contredire & rejeter certains points, concilier des notions vraies avec des idées inexactes & incomplètes, changer le langage sous prétexte de le réformer, tandis que la langue a été faite avec la doctrine, & que l'acception des mots a été fixée dans le sens le plus propre ; ces prétendus sectaires s'empresseroient de les absoudre du crime d'être économistes.

Du reste ces novateurs ne seront dangereux que lorsqu'ils seront convaincus d'enseigner une doctrine contraire à l'intérêt du souverain, à celui de la société, ou à celui de la religion : que lorsqu'il sera faux que la liberté & la propriété sont les deux premières loix sociales ; que les hommes ont des droits & des devoirs essentiels ; que l'ordre moral est parfaitement conforme aux loix de l'ordre physique, parce qu'ils ont également Dieu pour auteur, & l'homme tel qu'il est pour objet ; que la justice est toujours d'accord avec le véritable intérêt

& d'être ennemis de l'autorité souveraine ; d'élever trop haut le pouvoir des loix , & de vouloir renverser toutes les loix ; de chercher à procurer la cherté par la concurrence , de ne s'occuper que de l'intérêt des propriétaires , & de vouloir les écraser en réunissant sur leur tête tout le poids de l'impôt ; d'avilir les professions du commerce & de l'industrie , & de réclamer pour elles l'exemption de toute contribution , de toute gêne , de toute prohibition , &c. ; tant on a bien saisi l'ensemble de leur doctrine qui cependant est tellement liée par un enchaînement de conséquences nécessaires , qu'on ne peut en détacher la moindre partie , & qu'il faut nier les premiers principes qui lui servent de base , pour pouvoir attaquer les vérités pratiques qui en découlent.

Les gens les plus modérés croiront beaucoup faire de suspendre leur jugement , & d'en appeler à l'expérience. Mais la vérité ne peut-elle donc se prouver que par les faits ? N'est-il aucun autre moyen de la discerner de l'erreur ? Un sentiment n'est-il vrai que lorsqu'il plaît aux

des nations ; qu'un gouvernement a pour but le bonheur du peuple qui lui est soumis ; qu'il ne peut le procurer par des moyens arbitraires , par des loix contraires à l'intérêt de la reproduction qui est l'intérêt social , &c. &c.

hommes de l'admettre & de le suivre. S'il en étoit ainsi, les hommes une fois qu'ils se feroient trompés, seroient sans ressource : leurs fautes seroient irréformables. Car quel motif pourroit les engager à changer de conduite ? Qui pourroit leur garantir les avantages d'une réforme, si l'expérience seule pouvoit déterminer la conviction ? Mais la raison a-t-elle donc été donnée à l'homme comme un présent inutile ? La connoissance de la vérité n'est-elle pas la récompense du bon usage qu'il fait de ses facultés ? Et cet usage est-il si difficile lorsqu'il ne s'agit pas de découvrir des vérités inconnues, mais de les admettre lorsqu'on nous les présente avec toutes les raisons capables d'obtenir notre consentement ?

Il est du moins un point sur lequel on devroit convenir : c'est que jusqu'ici l'ordre social, s'il en existe un, nous a été inconnu, puisqu'on ne peut nous montrer sur l'administration des sociétés qu'une théorie incertaine, variable, incohérente, mêlée d'erreurs & de quelques vérités vagues & sans conséquence, puisque dans la pratique on ne trouve que des faits, des actes d'autorité qui ne sont appuyés sur aucuns principes certains, des décisions momentanées, contradictoires & adaptées aux circonstances.

Cependant s'il existe un ordre social donné

par la nature, il doit être simple, constant, invariable, nécessaire & susceptible d'être connu avec évidence.

La doctrine qu'on nous présente, porte-t-elle ces caractères? Ceux qui l'enseignent le prétendent; mais ils ne doivent pas être crus légèrement, & ils ne le demandent pas. Loin de redouter la diffusion, ils la provoquent comme nécessaire à la discussion de la lumière; ils s'y exposent nûment & à découvert sans ménagement pour des opinions qu'ils croient fausses; comment craindroient-ils de les heurter, puisqu'ils entreprennent de les détruire? Ils désirent de nous engager d'abord à douter, pour nous amener ensuite à examiner, en écartant les préjugés qui naissent de l'exemple & de l'habitude, & ils nous recommandent de ne donner notre adhésion qu'à la vérité clairement reconnue & démontrée.

Les premiers principes de l'ordre social qu'ils nous annoncent sont simples; ils sont conformes à la constitution de l'homme; ils ont toujours été connus implicitement, quoiqu'on n'en ait pas tiré toutes les conséquences qui en dérivent: ils sont tellement nécessaires, qu'on ne pourroit les contredire en entier sans détruire la société, & qu'on ne peut s'en écarter sans la rendre moins heureuse. Ils sont incontestables, & leur

évidence est facile à saisir. Ils sont établis d'une part sur les notions de la morale généralement avouées & expressément dictées par le sentiment intérieur, de l'autre sur les loix même de la nature dont les résultats sont sous nos yeux. Cet ordre social est en même temps prescrit par la justice, & indiqué par l'intérêt; il a pour base les droits & les devoirs de l'homme moral & physique, de l'homme doué d'intelligence, & capable de discerner le vrai d'avec le faux, le bien d'avec le mal, le juste d'avec l'injuste, de l'homme assujetti à des besoins, & forcé de prendre, pour les remplir, les moyens que les loix de la reproduction lui présentent, & qu'il découvre par l'expérience & la réflexion. Cet ordre est établi sur le droit qu'il a de pourvoir à sa subsistance & à son bien-être par tous les moyens possibles, & par conséquent d'y employer ses facultés, son industrie, ses richesses mobilières, sans nuire aux droits d'autrui : d'où naissent pour lui *la liberté personnelle & la propriété mobilière*. Il est établi sur la réciprocité de ces droits de laquelle dérivent les devoirs, sur la justice dont les préceptes gravés au fond du cœur & manifestés par la raison, lui sont intimés par son intérêt présent, & par les loix de la reproduction. L'homme reconnoît par l'étude de ces loix la possibilité d'étendre sa

jouissance par la culture, les moyens de l'exécuter, & les conditions sociales nécessaires pour le faire avec succès. Ces moyens sont le travail & les avances par lesquelles il crée & achète *la propriété foncière*, qui est légitime, puisqu'elle est le fruit du travail & des avances, qui est nécessaire, puisque la terre ne peut être cultivée en commun qu'avec succès, & dont les conséquences immédiates sont *la liberté des échanges*, & celle de tous les travaux subséquens à la culture, qui sont payés par la reproduction, source unique de toutes les dépenses. Les conditions sociales de la culture se réduisent à la sûreté du fonds & des fruits, ce qui comprend toutes les institutions propres à la procurer, celle de l'autorité tutélaire, des magistrats, des lois civiles, de la force publique, de la contribution aux dépenses communes, dont la base & la mesure sont déterminées par l'intérêt de la propriété foncière & par celui de la reproduction.

L'ordre social étant le résultat de l'ordre moral & de l'ordre physique, réunit toute l'évidence dont l'un & l'autre est susceptible. Voudroit-on contester cette évidence pour n'admettre que l'évidence des vérités mathématiques? Mais s'il n'existe point d'évidence morale, en ce cas il n'y a plus ni juste ni injuste.

ni droits ni devoirs , ni moyen de les discerner : du moins si les hommes pouvoient s'égarer au point de le soutenir , ou si après avoir reconnu implicitement qu'elle existe , ils la réduisent à rien par des exceptions & des distinctions qui en ruinent la certitude, ils ne sont pas inaccessibles à la considération de leur intérêt ; ils ne sont pas assez aveugles pour nier l'évidence physique établie sur des observations répétées, & sur les loix constantes de la nature : c'est elle qui les dirige & les gouverne journellement dans leurs travaux & dans leurs entreprises. L'avantage qu'a la science économique telle qu'elle se présente aujourd'hui sur les notions que les hommes ont eues jusqu'ici de l'ordre social , c'est qu'elle applique cette évidence physique au gouvernement des sociétés ; c'est qu'elle appuie les préceptes tirés de la morale & du raisonnement sur des faits constans dont nos sensations nous attestent l'existence , sur les loix incontestables de la nature , & qu'elle élève sur cette base physique une suite de déductions évidentes par la certitude des principes & la justesse des conséquences.

N'est-ce pas un fait constant que la culture ne peut s'exécuter sans des travaux & des dépenses ; que l'homme ne s'y détermine que par son intérêt , & qu'il n'en aura ni le pouvoir ni

la volonté, s'il n'est assuré de sa propriété? N'est-ce pas un fait que la reproduction se partage en deux parts très-importantes à distinguer, dont l'une forme les reprises de la culture, dont on ne peut rien distraire sans préjudicier à la reproduction, sans diminuer l'intérêt & la faculté du cultivateur, & l'autre est la seule disponible? N'est-ce pas un fait que toutes les dépenses, tous les travaux, tous les salaires sont payés par la reproduction médiatement ou immédiatement; qu'ainsi l'intérêt social est renfermé dans celui de la culture, & ne peut admettre aucune institution qui y soit contraire?

Sont-ce là des principes hypothétiques sur lesquels on puisse élever des doutes légitimes? Sont-ce des idées vagues, abstraites, métaphysiques & purement spéculatives, qu'on puisse modifier, nier ou admettre à son gré, qu'on puisse obscurcir par l'abus du raisonnement, par les artifices d'une logique captieuse? Opposera-t-on que cette évidence, quoique physique, ne se présente pas d'elle-même, & a besoin de réflexion pour être apperçue? Est-il donc évident pour un homme qui n'y a jamais fait attention, que les trois angles d'un triangle équipollent à deux droits? L'évidence de l'ordre social a même d'autant plus de rapport à celle

des géometres , qu'elle est aussi appuyée sur le calcul auquel elle soumet tous les objets relatifs à l'intérêt des hommes réunis. L'évidence du calcul n'est-elle donc pas du genre de l'évidence mathématique (2) ?

(2) Le calcul est une formule par laquelle on opere sur des quantités mesurables & comparables , entre lesquelles on cherche à découvrir un rapport quelconque. Le résultat présente l'inconnue qu'on cherchoit , & que l'on auroit eu beaucoup de peine à découvrir sans cette formule. La science économique s'exerçant sur des objets mesurables , est susceptible d'être une science exacte , & d'être soumise au calcul. Il lui falloit une formule particuliere qui fût propre à son usage , & qui serve d'appui aux preuves tirées du raisonnement. Cette formule est le tableau économique , invention aussi importante qu'ingénieuse , qui peint à nos yeux la distribution de la reproduction annuelle dans les trois classes de la société , les versements d'une classe à l'autre , & les effets salutaires ou funestes de toute opération du gouvernement dans les rapports qu'elle a avec la culture. Il est construit sur les loix de la reproduction & de la distribution des richesses , sur des faits d'une évidence physique , qu'il suppose avoués , & d'après lesquels il opere sur des quantités données qui sont nécessairement hypothétiques comme dans toute opération d'arithmétique ou d'algebre. Le résultat est juste lorsque les données ont été bien posées.

Ces faits pris de l'ordre physique & qui deviennent la base de l'ordre social ; sont que la terre est la source unique de toutes les richesses ; que la reproduction annuelle est la mesure de la dépense , & que la maniere dont se fait la dépense n'est nullement indifférente ; que tous les citoyens ne viennent pas au même titre au partage de la reproduction ; que sous ce rapport la société est nécessairement divisée en trois classes , dont la premiere est celle qui tire les fruits de la terre par son

Mais

Mais puisque l'évidence de l'ordre est appuyée non seulement sur le raisonnement ,

travail & ses avances ; la seconde celle qui fournit le fonds mis par ses dépenses antérieures en état de culture , & qui pour prix reçoit l'excédent des frais de cultivation , & dont la troisième n'a aucun droit direct à la reproduction à laquelle elle ne contribue point , mais en reçoit sa part des deux premières à titre de salaires ; que la somme de la reproduction sur laquelle vit & subsiste toute la société , est décidée par sa quantité & par son prix à la vente en première main , parce que la valeur qu'obtiennent les productions par les travaux subéquens , n'est qu'une valeur en frais étrangère à la recette de la classe productive , & onéreuse même pour elle , si cette accrûe de valeur n'est pas réduite aux frais indispensables ; que par delà la reproduction il n'y a que circulation , & non accroissement de richesses ; que tout autre travail , tout autre emploi de richesses est stérile , & simple consommation qui ne reproduit pas sa dépense , bien loin de donner un produit net ; que la terre ne rend qu'en raison des dépenses qu'on fait pour elle ; que les avances annuelles sont d'autant plus productives , qu'elles sont soutenues de fortes avances primitives ; que la terre restitue non seulement les avances annuelles avec un bénéfice pour l'entrepreneur , ce qui forme ce qu'on appelle les reprises de la culture , mais encore un excédent disponible qui est le patrimoine de la classe propriétaire , & qu'elle partage avec tous ceux qui vivent sur sa dépense ; que cet excédent est plus ou moins fort suivant l'état des avances , suivant que toutes les conditions propres à favoriser la culture sont observées ou violées , suivant que la société est bien ou mal gouvernée , d'autant que l'administration toute entière influe sur l'état de la culture , & que quelle que soit la circulation , il n'y a que la première classe qui paye sans avoir reçu de personne , parce qu'elle puise dans le sein fécond de la nature.

Que toute la force physique de la société consiste

mais sur des faits constans & physiques ; ce ne sera pas par de vaines déclamations qu'on

dans la somme du produit net qui décide de l'état de ses richesses, de sa population, & du sort de cette population ; qu'elle a donc le plus grand intérêt à l'immunité des avances, à leur accroissement, si elles sont dégradées, à leur maintien, si elles sont suffisantes ; que tout ce qui nuit à la consommation, au débit favorable, à la valeur des productions, toute gêne, toute prohibition, tout impôt indirect, tout ce qui blesse directement ou indirectement les reprises de la culture, nuit à la reproduction, & par conséquent à l'intérêt sensible de la société ; que le préjudice qui résulte de toutes ces erreurs de l'administration ne produiroit qu'une perte simple, s'il tomboit toujours en entier en déduction du produit net, & qu'on pût être assuré que les reprises n'en souffrirent rien ; mais que dans une société où les loix de l'ordre sont absolument ignorées, où le revenu public est formé par mille impôts indirects, où il est absorbé par les arrérages d'une dette énorme, où il est toujours insuffisant pour les besoins, où l'on est réduit à le compléter par toute sorte de moyens ; on ne s'occupe nullement de l'état des avances, de leur importance, du danger qu'il y a de les compromettre ; qu'on y détruit donc continuellement le revenu territorial de deux manières, & par les déductions qu'on nécessite sur la somme en conséquence des charges que les fermiers ont pu prévoir, & qu'ils rejettent sur les propriétaires, & par la survenance des charges imprévues qui pendant le restant des baux, tombent à la charge des fermiers, qui entament les avances, & operent une diminution de reproduction d'autant plus rapide, qu'avec une moindre récolte ils sont obligés de payer le même revenu, & par conséquent de prendre d'autant plus sur les avances.

La formule du tableau est établie sur tous ces faits, & en démontre les résultats par le calcul. Quoique les avances soient de plusieurs sortes, il n'opere que sur les avances annuelles, parce qu'étant restituées tous

parviendra à en ébranler la certitude. Que ses adversaires essayent donc de lui opposer des

les ans, elles font partie de la reproduction totale dont il présente la distribution.

Le tableau de prospérité est celui où les avances annuelles étant supposées de deux, & soutenues de dix d'avances primitives, donnent une reproduction de cinq, ce qui est 250 pour 100 des avances annuelles. Sur ces cinq l'entrepreneur de culture, soit qu'il soit propriétaire ou fermier, reprend deux pour la restitution des avances annuelles, & un pour l'intérêt des avances primitives; réserve essentielle qui constitue son bénéfice légitime, qui est le *palladium* de la culture, qui sert à parer aux accidens physiques, & à entretenir le fonds des avances. Il reste deux de produit net partageables entre ceux qui ont droit sur la récolte; savoir, le propriétaire foncier comme ayant fait lui ou ses auteurs, les dépenses nécessaires pour mettre l'héritage en état d'être cultivé, & à la charge d'entretenir ces avances; le souverain comme chargé des frais de protection & des dépenses sociales, & les ministres de la religion pour leur subsistance & l'entretien du culte.

C'est sur la dépense réunie des deux premières classes que subsiste la troisième dont les travaux ne produisent rien, & sont payés par les deux autres à titre de salaires médiatement ou immédiatement. Des cinq de reproduction totale, la première classe en garde deux pour la restitution des avances annuelles. Il n'y en a que trois qui circulent dans les deux autres classes. Les deux de produit net sont dépensés par la classe propriétaire, moitié en achat de subsistances, & moitié en achat d'ouvrages de main-d'œuvre: la première classe dépense aussi un ou le tiers de ses reprises en ouvrage de main-d'œuvre: de sorte que la recette de la troisième classe est de deux, qu'elle reporte en entier à la première classe, moitié en achat de subsistances, moitié en achat de matières premières qui forment ces avances, qu'elle renouvelle continuellement, & qu'elle tient toujours en

argumens du même genre ; qu'ils se présentent & que publiquement ils tentent d'établir les contradictoires des vérités que l'ordre enseigne, sans tergiverfer, sans admettre quelques vérités pour en détruire ensuite les conséquences en les modifiant, sans vouloir concilier le vrai avec le faux, comme si l'homme pouvoit composer

réserve en même quantité. Ainsi de ces trois qui sont en circulation, il en est un qui fait partie des reprises, & dont la première classe reçoit l'équivalent de la troisième en ouvrages & en travaux : mais il en est deux que la classe productive fournit sans rien recevoir, qui sont l'excédent de ses frais & un pur don de la nature. Si la seconde classe, tant par elle-même que par ses salariés, revient ensuite faire des achats à la première, elle ne le fait que parce qu'elle a d'abord reçu d'elle la faculté d'acheter.

Mais cet état de prospérité suppose une administration conforme à l'ordre, l'immunité parfaite des dépenses productives, la régularité de l'impôt établi directement & uniquement sur le propriétaire, la liberté entière du commerce, la bonne valeur des productions favorisée par les communications qui sont les *avances sociales*, la bonne conduite des propriétaires, leur exactitude à entretenir les avances foncières, leur modération dans les dépenses stériles, &c. &c.

En changeant les données, le tableau présente d'autres résultats, & offre les effets qu'occasionnent sur la reproduction & sur le produit net toutes les causes qui diminuent la recette de la classe productive & préjudicient aux avances. Toutes les opérations du gouvernement susceptibles d'être assujetties au calcul, & leur influence en bien ou en mal sur la culture, est déterminée par le montant des sommes que reçoit la première classe. On trouve différens exemples de ces tableaux dans la physiocratie & dans la philosophie rurale.

avec l'ordre physique ; qu'ils mettent en avant des propositions claires & précises ; qu'ils soutiennent que la terre n'est pas la source unique des richesses ; que la valeur que les matieres premières acquièrent par les travaux de la main-d'œuvre est autre chose qu'une valeur en frais, & le remboursement de la consommation des ouvriers ; que la reproduction annuelle peut s'obtenir sans la culture ; que la culture peut s'exécuter sans les avances ; que l'homme n'est pas dirigé par l'attrait de son intérêt personnel ; qu'il fera de grands travaux & de grandes avances sans être assuré de sa propriété , sans la considération de son propre avantage ; qu'il n'est pas nécessaire que le cultivateur prélève ses reprises sur la récolte pour continuer son entreprise ; qu'on peut entamer les avances sans nuire à la reproduction ; qu'un régime arbitraire & variable & des impôts indirects n'operent pas de déduction sur le revenu , & n'exposent pas les avances à être entamées ; que toutes les richesses peuvent être indistinctement & sans inconvénient soumises à l'impôt ; qu'il existe d'autre revenu & d'autre matiere à impôt que l'excédent des frais de culture ; que la valeur des productions en première main n'influe pas sur le revenu ; que les impôts sur les consommations , les prohibitions de commerce ne

nuisent point à la valeur & au revenu ; que les arts & le commerce soumis à des gênes , à des exclusions , à des taxes , prospèrent davantage ou autant que sous le regne de la liberté ; que ces travaux sont productifs & peuvent être imposés sans que leurs agens s'en indemnisent sur personne , &c. &c.

Alors on pourra voir juger & choisir entre les contradictoires ; c'est le vrai moyen de simplifier les matières , de terminer les disputes , de parvenir à la vérité , & de concilier les sentimens. Tout le monde sans doute se réunit , ou feint de se réunir pour désirer le rétablissement de la prospérité publique , la liquidation de la dette , l'amélioration de la culture , du commerce & de l'industrie , pour souhaiter que l'impôt soit moins onéreux aux sujets & plus profitable au souverain ; ceux même qui ont leurs raisons pour préférer l'état actuel n'oseroient les annoncer : de manière que quelles que soient les dispositions secrètes , le langage est assez uniforme. Que ceux donc qui veulent méconnoître & contredire les loix de l'ordre , qui traitent de vaine spéculation le projet de ramener à ces loix une administration qui s'en est écartée , se levent & veuillent bien nous dire par quels moyens ils imaginent qu'une nation appauvrie puisse se rétablir ; par quels

moyens elle peut parvenir à éteindre la dette qui l'opprime , à assurer un revenu public proportionné aux besoins , & capable de laisser des fonds libres pour la liquidation ; qu'ils nous disent s'ils croient que cette nation parviendra à se libérer en continuant à emprunter ; si elle pourra se dispenser de recourir aux moyens extraordinaires , tant que le revenu public fera au-dessous de ses dépenses ; si elle pourra les porter au niveau de ses dépenses nécessaires ; & au-dessus pour parvenir à se libérer , tant que la faculté d'y fournir ne fera pas augmentée ; si cette faculté peut augmenter autrement que par une plus grande reproduction ; si l'on peut obtenir une reproduction plus abondante autrement que par l'amélioration des avances productives ; si l'on peut les améliorer autrement qu'en assurant leur rentrée , en les rendant inviolables , en favorisant le débit & la bonne valeur des productions , non-seulement par la sûreté entière du commerce , mais encore par la facilité des débouchés & des communications ; si tant que le produit net existant sera absorbé par des impôts qui levent le double de la somme qu'ils fournissent , tant que l'accroissement du produit net possible sera empêché par des impôts qui tiennent dans l'anéantissement quatre & cinq fois plus de richesses qu'ils

ne procurent de secours , on pourra trouver moyen d'augmenter le revenu public sans causer de surcharge , &c. &c.

Qu'on nous démontre toutes ces assertions , qu'on fasse luire sur elles l'évidence dont toute vérité physique est susceptible de sa nature , & alors il demeurera pour constant que la science de l'ordre est une chimere.

Mais si cette science existe véritablement telle qu'on nous la présente , quelle considération pourroit donc être assez puissante pour rendre téméraire ou impossible l'observation des loix qu'elle nous découvre ? Que faut-il de plus pour y déterminer , que d'avoir l'expérience du mal & la connoissance évidente du bien , & d'un bien actuel & présent , qui embrasse tous les intérêts , qui réunit tout ce que les hommes peuvent désirer , tout ce que les peuples sollicitent , la paix , le repos , la jouissance assurée de tous leurs droits , l'abondance des productions , la facilité des moyens de subsistance ; tout ce que les rois ambitionnent , l'attachement de leurs sujets , l'accroissement de gloire , de puissance & de richesses.

Sans doute un changement aussi entier dans l'administration présente des difficultés dans l'exécution , & ces difficultés sont même la juste punition du désordre. Mais l'obéissance aux

loix de l'ordre porte aussi sa récompense , & la certitude des avantages qui doivent en résulter est bien capable d'inspirer & de soutenir le courage ; d'ailleurs si nous voulons être justes appréciateurs des choses , l'établissement de l'ordre présente-t-il donc en lui-même plus de difficultés & de travail , que la continuation du régime actuel , qui malgré la force de l'habitude , est aussi fâcheux pour les administrateurs , qu'il accable d'une infinité de détails peu faits pour les occuper , que pour les sujets qu'il gêne & qu'il fatigue ?

Supposons pour nous en convaincre une nation qui ait toujours été en possession de l'ordre , (& pourquoi faut-il que l'histoire ne nous en fournisse point d'exemple parfait ? Dans cet état heureux , la liberté & la propriété reglent tous les rapports des citoyens entre eux & avec le souverain. L'autorité ne se fait sentir que pour empêcher & réprimer toute entreprise sur les droits d'autrui. L'impôt unique & facile dans sa perception forme le patrimoine public , & rend le souverain copartageant régulier d'une portion déterminée du produit net de la culture. Chaque province sous ses ordres fait la répartition & la levée : elle est chargée de sa propre dépense , & éclaire sa comptabilité. Tous les contrats par lesquels s'établit la

communication réciproque de tous les services & de tous les biens , sont parfaitement libres. Les productions jouissent de toute leur valeur naturelle. La concurrence met le prix à tous les travaux. La justice distributive est gouvernée par des loix simples & déduites des loix primitives. Tous les ressorts qui font mouvoir l'administration sont faciles : l'impression de l'autorité est si insensible , que tout paroît marcher de soi-même par la loi de la nécessité qui ne permet pas que les choses soient autrement ; & les administrateurs heureux & tranquilles , n'ont qu'à jouir du bonheur public , dont la reconnaissance éclairée des sujets leur reporte l'hommage.

Comparons l'état de cette nation , qui présente le regne de la justice , de la paix & de la félicité à nos polices modernes. Si la perfection du gouvernement civil se trouve dans nos institutions , cette nation en est bien éloignée , & doit nous paroître encore sauvage & barbare. Ecartons plutôt un moment nos préjugés , & voyons si elle doit être tentée de changer son sort , & d'envier cette police que nous croyons devoir au progrès de nos connoissances & de nos réflexions.

Jugeons , par exemple , si elle se détermineroit à adopter une législation civile , si excessive

par l'énormité de son volume, que la vie la plus longue de l'homme le plus infatigablement laborieux, peut à peine lui permettre d'en connaître les principales parties, & de posséder seulement la nomenclature des autres, tant elle est composée d'une multitude de loix arbitraires, de coutumes locales & bisarres qui se contrarient d'un pas à l'autre, de réglemens & de décisions particulières, dont l'ensemble forme par lui-même une collection immense, & dont chaque partie sert ensuite de texte à une foule innombrable d'auteurs & de commentateurs, qui se sont exercés à l'envi à paraphraser ces loix, à en développer le sens, quelquefois à l'obscurcir, à les interpréter, à les expliquer, à les étendre, à les compiler (3).

Jugeons si elle seroit disposée à nous imiter dans la distribution de la justice; à la confier à une multitude de tribunaux qui se croisent & entreprennent les uns sur les autres; à vendre la justice aux citoyens, en grevant d'impôts tous les actes; & en les multipliant pour mul-

(3) Que de savoir seroit perdu, si nos loix civiles étoient réduites à celles qui sont nécessaires, & qui tirent leur raison des loix primitives! Que de livres & de grands commentaires deviendroient inutiles! Que de bibliothèques à nettoyer & à vider.

tiplier l'impôt; (4) à leur vendre l'authenticité des contrats, à environner les tribunaux d'une foule d'agens, qui ayant acheté fort cher le droit de défendre les citoyens, sont autorisés à mettre dans les affaires toute la longueur que leur intérêt demande, toute l'obscurité que la nature des loix favorise, & à se faire payer, non à raison du mérite intrinseque de l'affaire & des soins qu'elle pouvoit exiger, mais en raison de ce qu'ils ont pu parvenir à l'étendre, à la rendre volumineuse & à la compliquer.

Jugeons si elle préféreroit à la maniere simple dont elle perçoit le revenu public, une forme d'imposition qui porte sur toutes les richesses qui se présentent, sans distinguer si elles sont libres ou engagées à des dépenses, si celui de qui l'on exige est, ou propriétaire jouissant de la portion libre des fruits renaissans, la seule qui

(4) Les procès sont un mal social, comme les maladies sont des maux physiques : que dirions-nous d'une police qui feroit mêler dans les alimens qui se vendent au marché des drogues capables d'altérer la santé ? Et que font autre chose nos loix positives, lorsque par des dispositions aussi bizarres que multipliées, elles font naître mille occasions de trouble & sement les procès ? Que dirions-nous d'un impôt établi sur les maladies, & sur chaque remède ordonné pour les guérir ? Et combien d'impôts mis sur l'administration de la justice, & payable à chaque acte ? Est-ce qu'un procès seroit productif des richesses, pour devenir matiere à contribution ?

puisse sans détérioration , être chargée de la dépense publique ; ou salarié , ne recevant que ce que la concurrence lui permet d'obtenir , & ne produisant par son travail que des fruits payables par la reproduction , ou trafiquant , achetant pour revendre , & ajoutant à ses frais le montant de ce qu'on prétend lui faire payer , ou cultivateur , ne possédant que des richesses destinées à féconder la terre , qui doivent être respectées comme le dépôt le plus sacré , comme une des causes efficientes de la reproduction , comme le gage de la subsistance de tous , & de la perpétuité des récoltes , comme la semence même dont on ne pourroit enlever une partie sans supprimer ce qui en doit naître (5).

(5) La quotité de l'impôt est indifférente ici : c'est du principe & de la forme de la perception dont il s'agit. Un impôt peut être modéré en somme , & très-défastrueux dans ses effets. Il peut être considérable sans nuire à la prospérité d'une nation : tout dépend de la manière dont il est assis. S'il porte sur les richesses qui doivent être confiées à la terre pour la rendre féconde ; s'il nuit à la valeur des denrées ; s'il gêne le commerce ; s'il est prohibitif de quelque genre de production , soit absolument , soit en partie par la diminution de la consommation , soit intérieure , soit extérieure ; s'il leve le double pour avoir le simple , & greve ainsi les sujets sans que l'état en profite : il est évident qu'on peut en soulageant les sujets accroître le revenu public , dès qu'on l'établira de manière à n'avoir aucun de ces inconvénients. Les sujets qui gagneront d'abord les frais , ensuite la sûreté des avances productives , la

Jugeons si elle approuveroit une forme d'imposition qui comprend tant de parties , que sa perception ne peut se faire qu'en couvrant le territoire d'une armée de préposés, & en perdant en frais indispensables une grande portion du produit ; qui est si compliquée par la multitude d'objets , de manieres d'être , de lieux & de circonstances sur lesquelles elle porte , que la législation fiscale particularisée sur tous les cas qu'elle embrasse , forme une bibliothèque immense , & que sa connoissance dans chaque branche devient un art particulier , & un sorte

liberté de la culture , la facilité du débit, l'accroissement de la valeur & de la consommation , & par conséquent de la reproduction , pourront donner au souverain plus qu'il ne recevoit (sinon d'abord, du moins après un certain temps) & rester eux-mêmes beaucoup plus riches.

Le problème de trouver comment le souverain peut recevoir plus , tandis que les sujets payeront moins , n'est donc pas difficile à résoudre dans l'état actuel de l'impôt. Cependant de tout temps les souverains auroient préféré de recevoir plus , & les sujets de payer moins. Ce ne peut donc être que l'ignorance qui ait introduit le désordre de l'impôt , & le désordre en cette partie si importante s'est étendu sur tout le reste de l'administration. C'est lui qui a amené la dissipation des revenus publics , la parcimonie dans les dépenses utiles , les corvées , les milices , les emprunts , les gênes du commerce , mille injustices de détails que l'intérêt de sa perception semble exiger , &c. Pourquoi la connoissance évidente de l'ordre ne pourroit-elle donc pas amener la réforme de l'impôt ?

de science qui demande un homme tout entier : de maniere qu'il est absolument impossible aux citoyens d'acquérir la plus légère teinture des réglemens innombrables qui prescrivent les temps, les lieux, les raisons, les objets ; la maniere, la forme, la quotité des sommes qu'on exige d'eux, & que leur ignorance invincible devient encore, par la peine dont elle est suivie, une nouvelle source d'impôt.

Jugeons si elle seroit d'avis de préjudicier à la valeur & au débit de ses productions, à la formation de son revenu, au succès de sa culture, par des prohibitions & des interdictions de commerce, par des impôts sur les consommations, qui détruissent dix pour avoir un, & qui grevent en pure perte la dépense publique comme toutes les autres : si elle seroit portée à écouter les conseils insidieux de la cupidité exclusive, en repoussant le service des étrangers, en s'exposant à des guerres ruineuses, dont le succès ne peut que rendre son commerce plus défavantageux, & à suivre les fausses vues de l'esprit réglementaire, en soumettant l'industrie à un régime prohibitif, & au joug d'une inspection qui n'est propre qu'à la restreindre & à renchérir ses travaux.

Jugeons si elle compteroit au nombre de ses ressources réelles le crédit public & la faculté

d'emprunter, c'est-à-dire, de grever son revenu, de le rendre insuffisant pour les dépenses nécessaires, de se procurer la malheureuse facilité d'anticiper les dépenses, de les porter au-delà de ses forces, d'entreprendre des guerres sans calculer les moyens, & de les prolonger ensuite au-delà de ces moyens, d'engager à jamais la postérité en lui faisant payer ses fautes, de détourner les capitaux des entreprises utiles, pour les porter dans un emploi stérile, &c. &c.

Indépendamment du désordre universel qu'annonce un tel régime, qui ne seroit justement effrayé d'une manutention aussi accablante par son volume & ses détails? L'inspection seule ne suffit-elle pas pour la convaincre d'être contraire à l'ordre? Rien en effet ne lui est si opposé, non seulement quant aux effets, mais encore quant à la forme. Il subsiste & se perpétue de lui-même; il se fait obéir sans effort & sans contrainte; il n'a pas besoin de tant de loix & d'un si grand nombre d'agens; il n'a presque rien à ordonner ni à défendre; il laisse un libre cours aux intérêts particuliers, & se contente de veiller à ce que chacun fasse valoir le sien sans blesser celui d'autrui.

Comment seroit-il donc si difficile de passer au gouvernement de l'ordre? Est-il pénible à un homme excédé de travail & de fatigue,
de

gôûter le repos ? Est-il pénible de passer d'un état rempli de soins, d'embarras & de tumulte, à un état de paix & de tranquillité ; dans lequel dès que la première impulsion est donnée, tous les ressorts vont d'eux-mêmes, & n'ont besoin que d'une inspection générale ? Est-il donc si difficile de laisser les hommes se livrer paisiblement à ce que leur intérêt légitime leur conseille, & aux travaux qui leur conviennent ? Est-il si difficile de ne se pas tourmenter soi-même pour les fatiguer ? Il ne s'agit pas de substituer à un régime laborieux un autre régime également pénible, ce qui ne feroit que changer l'espece du désordre. Il ne faut, pour établir l'ordre, que faire cesser les causes qui l'empêchent d'agir & de gouverner, abattre les digués élevées de toute part pour lui faire obstacle, ranger les pierres, couper les épines & les ronces qu'a fait naître une régie embarrassante, aplanir les chemins, rompre enfin les chaînes qui nous entourent, & nous dire, *soyez libres & heureux de par la nature ; soyez libres dans vos personnes & dans vos biens, dans vos achats & dans vos ventes, dans l'exercice de vos facultés & dans l'emploi de vos richesses* (6).

(6) L'administration conforme à l'ordre sera toujours celle qui se proposera, non de gouverner les sujets par

Sans doute il est beaucoup de gens intéressés à la perpétuité du désordre : ils ne manqueront pas de réunir leurs efforts pour arrêter les progrès de la réforme ; ils feront des obstacles sous les pas des administrateurs ; ils feront naître des difficultés dans l'exécution. Toujours cachés sous un masque imposteur , ils joueront le personnage de citoyens , & feront leurs efforts pour prévenir la nation contre les changemens les plus nécessaires ; ils ne mettront en avant que le bien public , & se joindront à ceux que l'ignorance ou la timidité rendront , sans le vouloir , ennemis du bien de la patrie. En vain entreprendroit-on de les persuader des avantages de la réforme , ils ont la conviction personnelle de l'utilité qu'ils trouvent dans le désordre , & sont trop occupés d'eux-mêmes , pour être accessibles à l'amour du bien général : ou si vous parvenez à les convaincre , ils n'en feront

des moyens directs , en s'occupant des intérêts particuliers , en les dirigeant par des ordres ou des prohibitions , en voulant par l'appât des gratifications ou des privilèges , les détourner d'un travail pour les porter vers un autre ; mais celle qui accordera à tous sans distinction ni préférence ce qu'elle doit généralement à tous , *protection & sûreté*. Ce qu'elle peut faire de plus utile est de s'abstenir d'agir & d'influer pour laisser un libre cours aux intérêts particuliers , & de régler par des loix simples & faciles les parties sur lesquelles elle ne peut se dispenser de statuer.

que plus redoutables , parce qu'ils sentiront d'autant mieux le danger qui les menace : ils vous méprisoient d'abord comme des gens à système ; ils vous hairont ensuite comme des gens qui attaquent sérieusement leur existence.

Quelque grand que puisse être cet obstacle , il n'est pas le plus redoutable. Que la connoissance des principes se répande dans la nation ; que l'instruction libre & publique porte partout la lumière , l'intérêt commun deviendra sensible & palpable , & la cupidité démasquée sera réduite au silence. L'autorité est faite pour lui en imposer : & quelle force n'a-t-elle pas , lorsqu'elle fait parler la justice , lorsqu'elle n'ordonne que la justice , & qu'elle l'annonce à une nation éclairée par la connoissance explicite de ses loix ?

La plus grande difficulté consiste donc à vaincre & à détruire les préjugés , qui de toute part s'opposent aux progrès de la lumière ; à porter la conviction dans les esprits ; à faire admettre & goûter les principes de l'ordre , & à en faire désirer l'application au gouvernement. Cette entreprise ne peut être l'ouvrage de la force ni de l'autorité. La force révolte loin d'obtenir le consentement : l'autorité commande & ne persuade pas ; si elle veut prévenir toute résistance , & se faire obéir avec empressement ,

il faut qu'elle y dispose les esprits : & quelle facilité n'y trouvera-t'elle pas , lorsqu'elle intéressera la nation entière à la chose publique , qu'elle appellera les propriétaires à l'administration de leurs provinces , qu'elle leur confiera la répartition & la perception de l'impôt , & qu'en même tems elle favorisera l'instruction , pour amener les sujets à recevoir avec reconnaissance , & même à accélérer par leurs vœux le bien qu'elle leur prépare (7).

(7) Son Altesse sérénissime Monseigneur le Margrave regnant de Bade vient de donner en cette partie l'exemple le plus frappant de la sagesse & de la modération qui caractérisent son gouvernement. Pénétré des principes de l'ordre dont il a fait une étude profonde , & de l'obligation où est un souverain de faire servir ses connoissances à l'utilité de la nation qui lui est confiée , il a pris la résolution de délivrer ses sujets du joug des impositions indirectes. Mais il n'a voulu entreprendre cette grande réforme que du consentement de ses sujets , & après les avoir mis en état de donner à ce changement un consentement éclairé & réfléchi.

Puis-je mieux faire connoître la manière dont son Altesse protede à cette réforme , dont l'exemple est si intéressant , qu'en donnant ici l'extrait du mémoire de M. Schlettwein , conseiller de sa chambre des finances , & chargé par elle de l'exécution de cette opération bienfaisante.

« Son altesse Monseigneur le Margrave , dit-il , étant
 » pleinement convaincu que le produit net des biens
 » fonds est la seule source de l'impôt conforme à la
 » perfection de l'agriculture & au bonheur des peuples ,
 » & que tout ce qui détourne les travaux & les avances
 » de la culture des terres , diminue les véritables

Les philosophes qui consacrent leurs études à la science de l'ordre , qui en fomentent les

» richesses des états , résolut de supprimer toutes les
 » impositions sur les personnes , sur la propriété mobilière & sur les consommations des productions , dont ses sujets ont été chargés depuis des siècles ; d'affranchir les états des corvées dont ils étoient accablés ; de leur accorder une entière liberté de commerce , & de mettre un impôt unique sur le produit net des biens fonds.

» Son Altesse m'ordonna en 1770 d'exécuter ce projet à Dietlingen. J'y allai , je fis convoquer tous les citoyens , je leur proposai ce plan , leur démontrai par les raisons & les calculs les plus simples & les plus évidens , les funestes effets de la multiplicité des impositions arbitraires & indirectes , & les dangereuses suites de la corvée , & des contraintes dans le commerce , & finalement je leur prouvai par des calculs de la plus grande clarté , les avantages qu'ils pourroient tirer de la liberté du commerce , de la suppression du grand nombre des impôts , de l'abolition de la corvée , & de l'introduction d'un impôt unique sur le produit net des biens fonds. Mais en connoissant la difficulté de persuader les payans propriétaires & cultivateurs , de l'utilité d'un changement dans des abus invétérés , je les exhortai & même priai de me dire avec toute la franchise du cœur , ce qu'ils pensoient de mes propositions. J'écoutai toutes leurs objections , & je tâchai d'y donner les réponses les plus conformes à la simplicité du jugement de chacun. En voyant plusieurs d'entre eux choqués de ce que l'impôt nouveau tomboit sur les propriétaires seuls , & que toutes les autres classes de citoyens en étoient exemptes , je leur mis sous les yeux les rapports entre les dépenses des autres classes & le produit net des biens fonds. Je répétais ensuite les calculs les plus clairs , & je vis avec plaisir que les payans de Dietlingen s'accordoient aux vues

principes à l'examen public, qui discutent toutes les objections qu'on peut y opposer, sont donc

» de leur souverain, & consentoient à l'exécution de
 » la réforme dont il s'agissoit. J'ordonnai une assemblée
 » de deux préposés, de deux juges, & de quelques
 » membres de la communauté, pour faire la classifica-
 » tion des terres labourables, des prairies & des vignes
 » du terroir du village, pour calculer le produit de
 » chaque classe, & pour y fixer l'impôt. J'instruisis
 » les paysans dans la méthode de calculer les avances
 » & le produit net. Je fis faire par eux-mêmes tous les
 » calculs nécessaires, & *leur laissai fixer la part de*
 » *l'impôt. Ils s'engagerent à payer, outre la dixme*
 » *usitée, environ le quart du produit net, des terres*
 » *labourables, des prairies & des jardins, & la sixieme*
 » *partie du produit net des vignes, dans la proportion*
 » *suivante, savoir,*

» Je fis alors un compte général sur la somme des
 » biens fonds de chaque classe, & sur la somme de
 » l'impôt fixée par les députés de la communauté, pour
 » faire un parallele assez exact du nouvel impôt avec
 » la somme de toutes les impositions arbitraires &
 » indirectes payées auparavant par les habitans de
 » *Dietlingen*, & avec la valeur de la corvée. Je trouvai
 » que la somme du nouvel impôt surpassoit la somme
 » totale des anciennes impositions & de la valeur de
 » la corvée; & qu'au lieu de l'impôt offert par les
 » *Dietlingenois* eux-mêmes, on pourroit lever la cin-
 » quieme partie du produit net des champs labou-
 » rables, des prairies & des jardins, avec profit pour
 » les finances de son Altesse, & fixer une partie du
 » nouvel impôt même pour suppléer à la corvée, &
 » payer tous les travaux que les *Dietlingenois* avoient
 » faits autrefois à la corvée. Je fis donc les calculs né-
 » cessaires, & les mis sous les yeux de mon sérénissime
 » maître avec mon rapport. Son Altesse, après les avoir
 » examinés, *déclara qu'elle ne vouloit point accepter la*
 » *proposition qu'avoient faite les habitans de Dietlingen,*

véritablement les coopérateurs des bons rois & des sages administrateurs. Leurs travaux sont

» *de payer le quart du produit net ; & que pour les*
 » *animer davantage à l'amélioration de leur culture ,*
 » *elle se contentoit du cinquieme. Elle me chargea de*
 » *leur notifier cette résolution , qui les combla , comme*
 » *elle le devoit, de reconnoissance & de joie , & fit une*
 » *ordonnance du 22 Août 1770 , par laquelle dans le*
 » *village de Dietlingen toutes les impositions anciennes,*
 » *arbitraires & indirectes ont été supprimées à la fois ,*
 » *la corvée abolie , la pleine liberté du commerce éta-*
 » *blie , & l'impôt sur le produit net des biens fonds établi*
 » *solemnellement. On est actuellement occupé à faire*
 » *toutes ces mêmes opérations dans plusieurs autres*
 » *villages du pays , savoir à où j'ai fait*
 » *par ordre de son Altesse , des visites économiques &*
 » *politiques semblables à celle de Dietlingen , & où*
 » *j'ai instruit les habitans de leurs véritables intérêts*
 » *relativement à l'impôt fixé sur le produit net des*
 » *biens fonds. Son Altesse fera continuer ces opérations,*
 » *afin d'établir en peu de temps dans tous ses états la*
 » *plus simple & la moins couteuse perception de l'impôt,*
 » *la liberté la plus étendue du commerce , l'agriculture*
 » *la plus florissante & la plus riche , l'industrie la plus*
 » *active & la plus régulière , & enfin le bonheur le*
 » *plus durable parmi ses sujets».*

Je ne puis me refuser au plaisir de transcrire ici une note de l'auteur des éphémérides , sur un événement aussi intéressant en lui-même , & aussi remarquable pour ceux qui savent estimer la véritable gloire. « La mo-
 » dération d'un souverain auquel ses sujets offrent le
 » quart du revenu net de leurs terres , & qui se con-
 » tente du cinquieme , est un exemple si rare , que nous
 » ne nous souvenons pas que l'histoire ait jusqu'à pré-
 » sent fait mention de rien de pareil , & que nous crai-
 » gnons trop qu'elle n'ait encore de long-temps que
 » bien peu d'imitations de cet exemple à citer.

» Cet événement nous présente une expérience bien

plus étendus qu'on ne pense. Il est vrai que la science de l'ordre dérive d'un petit nombre de

» authentique & bien singulière sur l'impôt. Un peuple
 » qui n'est pas à portée d'évaluer les avantages successifs
 » de la liberté du commerce, & qui ne peut compter
 » que la dépense effective que lui occasionnent les im-
 » positions indirectes & arbitraires, calcule & trouve
 » que pour être affranchi de ces impositions, il *aura*
 » *du profit à payer le quart du produit net de ses terres.*
 » Le souverain de son côté calcule ce que son fisc
 » retire de ces mêmes impositions, & trouve qu'il aura
 » encore plus de profit à ne prendre que le cinquième.
 » Si, comme on doit le croire, il en est de même des
 » autres pays soumis au même genre d'impositions,
 » on peut en conclure que chez une nation sur laquelle
 » on leveroit l'impôt par ces voies indirectes & arbi-
 » traires, la réforme donneroit un grand profit à par-
 » tager entre le souverain & le peuple, sans parler des
 » avantages ultérieurs de la sûreté des avances de la
 » culture, de la liberté du commerce & du travail,
 » effet plus important encore que la suppression des
 » frais & des profits intermédiaires qu'entraîne l'impôt
 » indirect. Si avec cette marge bien constatée, comme
 » elle paroît l'être par l'expérience de Bade-Dourlach,
 » la réforme de l'impôt paroïssoit encore impossible
 » chez cette nation, il faudroit convenir que les in-
 » térêts particuliers qui s'opposeroient à cette réforme,
 » & lutteroient contre les bonnes intentions du gou-
 » vernement, contre son intérêt & contre celui de la
 » nation, auroient pris une bien terrible puissance.

» On pourroit peut-être objecter que ce qui est facile
 » dans un état borné comme celui de Bade-Dourlach,
 » seroit difficile dans un vaste empire. Mais on doit
 » remarquer qu'un vaste empire n'est qu'un assemblage
 » de plusieurs provinces, qui chacune en particulier
 » ne sont pas plus grandes que les états de Bade-Dour-
 » lach; ce qui confirme la possibilité de faire dans

principes faciles à saisir par leur simplicité & par l'éclat de leur évidence : mais ils sont d'une

» un pays ce qu'on a exécuté dans un autre. *Ephé-*
 » *merides*, 1771, tome 7 ».

En effet est-il un pays où il soit difficile, lorsqu'on le voudra, de faire sentir aux propriétaires que tout l'impôt, de quelque manière qu'il soit assis, est toujours payé par la terre ; & qu'il retombe nécessairement sur eux, parce qu'eux seuls possèdent la portion libre de la reproduction ; qu'il retombe sur eux de deux manières, ou en augmentation de dépense, parce que les agens du commerce & de l'industrie, qui n'ont que des rétributions & des salaires, se font payer plus cher en conséquence des impôts qu'on exige d'eux, & qui ne peuvent être payés médiatement ou immédiatement que par ceux qui possèdent la totalité de la reproduction ; ou en diminution de revenu, parce que leurs fermiers leur diminuent sur la ferme qu'ils pourroient leur payer les impôts auxquels ils sont soumis ; que si une partie de l'impôt reste à la charge des fermiers, c'est le cas le plus favorable pour les propriétaires, parce que l'état du revenu dépend de la quotité des avances, qui ne peuvent jamais être entamées sans qu'il en arrive une perte plus ou moins sensible sur la reproduction ; que si l'impôt indirect a l'inconvénient d'être dispendieux par sa perception, il est bien plus fâcheux encore par ses effets sur les avances de la culture qu'il restreint, sur la consommation qu'il diminue, sur la valeur des productions qu'il enlève ?

Est-il donc si difficile de faire comprendre au peuple que l'impôt régulier, payé par la terre, ne coûte rien à personne, qu'il ne coûte rien aux cultivateurs, puisqu'avant qu'il puisse être établi légitimement, ils doivent être pleinement remboursés de tous les droits que leurs avances & leurs travaux leur donnent sur la récolte ; qu'il ne coûte rien aux propriétaires, puisqu'ils n'ont jamais acheté ni reçu en partage la portion du revenu engagée au paiement de l'impôt, & au remboursement de tous ceux qui n'ayant point de revenus, & ne vivant

fécondité infinie ; & pour peu qu'on les approfondisse , on en voit sortir comme d'un germe inépuisable une foule de conséquences , dont l'application à chaque opération particulière , demande ensuite beaucoup de réflexion & de sagacité. Les détails se compliquent de circonstances qu'il faut démêler & ramener au point de décision. Cette science prise dans son ensemble , embrasse toutes les parties de l'ad-

que de salaires , ne peuvent faire aucune avance pour aucune charge publique , que sous la condition tacite , mais inviolable , d'en rejeter tout le fardeau sur ceux qui payent leurs salaires , ce qui définitivement ramène tout l'impôt sur les propriétaires. Il est possible de faire remarquer ces faits aux hommes , parce qu'ils sont vrais & sensibles , & par conséquent de les amener à désirer la suppression de l'impôt indirect , & l'établissement d'un impôt régulier & proportionnel assis sur le produit net des biens fonds.

Son Altesse Monseigneur le Margrave de Bade continue l'importante réforme qu'il a commencée dans ses finances : il travaille aux instructions nécessaires pour le peuple dont il veut perfectionner l'éducation : son intention étant que tous ses sujets soient instruits des droits & des devoirs de l'homme & du citoyen.

Heureux peuple qui tient tout à la fois de son souverain , non-seulement son bonheur , mais la conviction de son bonheur , ce qui y ajoute un prix infini ; non-seulement son bonheur actuel & présent , mais la perpétuité de ce bonheur , en tant que la connoissance explicite des loix de l'ordre généralement répandue dans une nation ; lui donne la plus grande certitude qu'elle puisse avoir pour l'avenir d'une sage administration , & sert de barrière contre les volontés arbitraires d'un souverain qui seroit tenté de s'en écarter.

ministration ; culture , commerce , industrie ; impôt , justice , police , législation , paix , guerre ; tout ce qui a rapport à la sûreté , à la tranquillité & au bonheur des hommes réunis , est de son ressort. Qu'on considère d'un point de vue général combien chacune de ces parties renferme de branches , & l'on concevra l'étendue d'une science qui les comprend toutes , & dont les principes s'appliquent à chacune d'elles.

Qu'on ne s'imagine donc pas avoir tout fait , lorsqu'on connoît les vérités meres. Il est vrai qu'un des grands avantages de cette science est d'être simple , parce que l'ordre simplifie tout ce qui lui est soumis. Mais comme nous sommes très-éloignés de l'ordre , le travail devient plus difficile & plus compliqué , parce qu'il faut beaucoup d'attention pour connoître & démêler les suites du désordre , non-seulement dans la partie qu'on examine , mais dans toutes les autres qui y tiennent plus ou moins prochainement. Car ces effets dépendent de plusieurs causes combinées qui se croisent & réagissent les unes sur les autres. Souvent même elles sont cachées , & dépendent d'un principe qui ne paroïssoit pas avoir un rapport direct à la matiere (8).

(8) Par exemple , le principe de la liberté du

La connoissance détaillée des maux qui résultent de la violation d'une loi de l'ordre,

commerce est par lui-même de la plus grande simplicité : il est évident que le commerce ne peut jamais mieux fleurir que sous ses auspices : & s'il en avoit toujours joui, tout seroit à cet égard dans l'ordre, toutes les productions jouiroient de leur vrai prix, la valeur ne seroit déterminée que par les causes naturelles qui doivent la fixer. Peut être dans cet état pourroit-on se dispenser de rechercher quels pourroient être les effets des différentes prohibitions.

Mais dans l'état contraire où le commerce est grevé de toute part par des privilèges, des prohibitions & des impôts, c'est ne rien tenir que de se contenter de savoir en général qu'il doit être libre. Comment avec cette idée vague sera-t-on en état de discerner & de calculer tous les effets des prohibitions & des impôts mis sur telle ou telle production dans l'intérieur ou sur la frontière, à l'entrée ou à la sortie, d'évaluer la perte qui doit en résulter sur la valeur en première main, sur la reproduction, sur le revenu ? Comment sera-t-on en état de démêler & de combattre avec succès toutes les fausses vues politiques qui ont fait établir ces prohibitions & ces impôts, les moyens insidieux que la cupidité a suggérés pour les faire admettre, la chimère de la balance du commerce, & tous les faux principes que le désir de prévaloir dans la main d'œuvre, la revente & le voiturage, a fait ériger en maximes d'état ?

Le principe de l'impôt est aussi simple que celui de la liberté du commerce. La terre est la source unique des richesses, & fournit à toutes les dépenses qui se font annuellement dans la société. L'impôt ne peut donc être qu'une portion des richesses annuellement renaissantes destinée à la dépense publique, & cette portion ne peut être prise que sur le produit net, qui est la seule portion libre de la reproduction.

Les effets de l'impôt régulier sont aussi simples que le principe. Sous cet impôt tout est dans l'ordre, les

appartient nécessairement à la connoissance même de la loi , qui n'est plus loi , si elle ne

avances de la culture sont intactes ; le revenu des propriétaires est assuré ; l'emploi des richesses est libre ; le prix des salaires est à son taux naturel ; les productions jouissent de leur vraie valeur ; aucune des dépenses n'est grevée ni renchérie ; les frais de perception sont presque nuls ; le souverain devient copartageant régulier d'une portion déterminée du produit net, & dès-lors il est personnellement intéressé à son accroissement. L'état de son revenu lui sert de règle infaillible pour juger de la culture dans chaque province , & l'avertit continuellement d'être en garde contre ce qui pourroit lui nuire , & de travailler à son amélioration en facilitant les communications & les débouchés. Enfin la répartition de l'impôt n'a rien d'arbitraire : il n'est proprement payé par personne ; c'est la terre qui le fournit dans une mesure réglée , & la portion affectée à l'impôt ne se vend ni ne se transmet.

Mais s'agit-il de se placer dans l'hypothèse de l'impôt indirect, varié & combiné sous mille formes différentes, sur les productions , sur les personnes , sur les travaux , sur toutes les manières d'être & d'agir ; rien n'est si difficile que d'apprécier & de calculer ses effets sur la culture, sur le revenu , sur le commerce , sur l'industrie , sur la valeur des productions , sur toutes les dépenses. Il faut suivre sa marche pas à pas , & établir comment quelque route qu'on lui fasse prendre , & sans le préjudice qu'il cause aux deux classes laborieuses, il revient de toute part aboutir au propriétaire comme à son dernier terme ; montrer toute la pesanteur qu'il acquiert par tous ces circuits , & avec combien de désavantage il revient fondre sur le propriétaire & l'appauvrir tant par la diminution de son revenu , que par l'augmentation de sa dépense ; prouver combien il est onéreux par les frais de sa perception & par les bénéfices intermédiaires qu'il occasionne ; prouver qu'il l'est encore plus par la

porte avec elle une sanction capable de la faire respecter. Souvent l'obscurcissement des vérités est si grand, qu'il faut prouver non-seulement que tel effet fâcheux résulte d'une telle cause, mais encore que tel effet est un mal. Car l'habitude & les préjugés peuvent égarer les hommes au point de les empêcher de voir que telle chose est un mal, & de leur faire prendre ce mal pour un bien. *Dicunt malum bonum, & bonum malum, ponentes tenebras lucem, & lucem tenebras; ponentes amarum in dulce, & dulce in amarum.* Isaïe, chap. 3.

Telle est la différence entre l'ordre & le désordre. L'ordre ne marche que par des principes simples & évidens, & ces principes ne sont pas l'ouvrage de l'homme; ils sont le résultat des loix de la justice toujours nécessairement d'accord avec les loix de la reproduction. Le désordre au contraire est l'ouvrage de l'homme, qui veut mettre sa volonté & sa

somme des richesses qu'il empêche d'exister, que par celle qu'il enlève.

Tous ces effets de l'impôt indirect sont si compliqués, qu'ils ne peuvent se développer que par parties: chaque impôt agissant différemment, demande un examen particulier. On peut voir dans l'ouvrage intitulé, *les Effets de l'Impôt indirect prouvés par les deux exemples de la gabelle & du tabac*, un exemple de ces effets compliqués, & de la discussion qu'exige leur développement.

prévoyance à la place des loix du créateur ; qui se livrant , sans consulter la nature , au flux & au reflux de ses opinions , s'éloigne du bonheur qu'il veut obtenir par des moyens contraires ; qui trop écarté du simple & du vrai pour l'apercevoir , s'avance de plus en plus , s'égare dans la route incertaine qu'il s'est frayée , ignore la cause de l'état fâcheux qu'il éprouve , & l'aggrave encore par les moyens mêmes qu'il prend pour en sortir.

Les philosophes qui se livrent à cette étude ne doivent donc pas se borner à nous découvrir les principes de l'ordre ; ils doivent aussi s'appliquer à faire connoître le désordre & ses suites , pour nous mettre en état de juger par comparaison , & nous tenir d'autant plus fermement attachés à l'ordre , si jamais nous avons le bonheur d'y arriver , que nous sentirons mieux ce qu'il en coûte pour s'en être écarté. Cette partie n'est pas moins nécessaire à étudier , que la première , sur-tout lorsqu'il s'agit de combattre les opinions & les préjugés , d'approfondir les causes , & de faire face aux objections. L'étude des principes en eux-mêmes est sans doute plus facile & plus satisfaisante : mais l'on ne possède la connoissance évidente & explicite de l'ordre , qu'autant que l'on est en état de découvrir & d'apprécier les effets du désordre.

C'est donc l'instruction qu'il s'agit de répandre & de multiplier. Un jour viendra, n'en doutons pas, qu'elle fera partie de l'éducation publique, & que nos enfans n'entreront dans le monde qu'avec la connoissance de l'ordre social, de ses principes, & de ses conséquences immédiates. En attendant, que de combats la science de l'ordre n'aura-t-elle pas encore à soutenir ? Mais c'est par cette contradiction même qu'elle parviendra à s'élever sur les débris des opinions & des préjugés, à regner sur les esprits, & à gouverner souverainement les sociétés.

Les citoyens qui auront été les premiers prédicateurs de cet enseignement, auront la gloire d'avoir proprement civilisé les sociétés ; d'avoir jeté les premiers fondemens d'une nouvelle administration, non incertaine & variable, comme le sont les institutions purement humaines, mais solide & inébranlable, comme la justice qui en sera la base ; d'avoir travaillé à délivrer les hommes du joug tyrannique de l'erreur, & de leur avoir enseigné la seule route du bonheur social. S'ils ne trouvent pas chez leurs contemporains la reconnoissance dûe à leurs services, qu'ils se soutiennent par la vue des progrès lents, mais solides, que fait la connoissance de l'ordre, & par l'espérance que leur travail deviendra un jour utile au genre humain.

NEUVIEME

NEUVIEME DISCOURS.

*Du pouvoir de l'ordre sur la politique
extérieure.*

LA justice seroit imparfaite, & par conséquent n'existeroit pas, si elle n'embrassoit dans l'étendue de ses préceptes tous les rapports que les hommes ont entre eux. Elle n'a pas besoin pour y suffire de les multiplier. Elle gouverne par les mêmes loix les rapports des citoyens dans l'intérieur de la société, ceux des souverains avec les sujets, & ceux des nations entre elles (1).

Les hommes en se multipliant ont couvert la terre, & l'ont partagée. Pouvoient-ils rester unis dans une seule société? Qui auroit pu être dépositaire de l'autorité souveraine? Quel homme mortel pourroit soutenir un tel fardeau, contenir une si grande multitude, entretenir l'harmonie dans un si vaste corps,

(1) J'ai cru pouvoir insérer dans le commencement de ce discours quelques morceaux d'un discours que j'ai publié en 1762, sur le droit des gens, & sur l'état politique de l'Europe;

atteindre d'un bout à l'autre de l'univers, & y rendre présente une autorité qui ne peut que diminuer à force de s'étendre? Les hommes se sont donc divisés en plusieurs nations, qui se sont placées les unes à côté des autres, & la distinction des territoires est devenue indispensable, pour régler les limites des sociétés particulières, & les bornes de l'autorité qui les gouverne.

Cette division des hommes en différens peuples, a sans doute établi des rapports nouveaux; mais a-t-elle détruit les anciens? Elle a uni d'une manière plus intime ceux qui se sont trouvés faire partie de la même société; mais leur a-t-elle rendu tous les autres indifférens ou étrangers? A-t-elle dû être un obstacle à la communication des biens qui est également avantageuse à tous? Elle a fait naître l'amour de la patrie; mais l'effet de cette passion si noble, si propre à élever l'ame, doit-il être de retrécir le cœur, & d'y éteindre tout amour pour le reste des hommes?

Il existe donc des devoirs de nation à nation, comme il en existe d'homme à homme: & ces devoirs dérivent des mêmes loix, parce qu'il n'existe qu'une justice, dont la violation est d'autant plus funeste, qu'il s'agit de rapports plus importans & plus étendus. Les nations doivent être regardées comme des individus,

qui se maintiennent dans la société universelle par les mêmes loix que les citoyens dans un état particulier. Il est vrai qu'à raison de leur indépendance, elles ne reconnoissent aucun supérieur, aucune loi positive. Mais les hommes avant leur réunion civile, étoient dans le même cas, & ils avoient des droits & des devoirs. Comment donc les sociétés entre elles ne feroient-elles pas soumises à ces mêmes loix générales instituées pour gouverner toute l'espece humaine, pour procurer la sûreté des hommes dans toutes les circonstances, pour être leur force & leur sauve-garde, pour être la regle invariable de leur conduite, pour gouverner tous leurs rapports, pour les empêcher de se nuire à eux-mêmes & aux autres? La réunion civile d'une multitude d'hommes peut-elle changer l'essence des choses? Peut-elle anéantir la justice? Peut-elle donner à cette multitude le droit d'enfreindre ces loix? Mais la confiance que lui inspirent ses forces & l'espérance de l'impunité font-ils des titres pour tout oser?

Une nation doit donc à une autre nation, ce qu'un homme doit à un autre homme, la justice, la bonne foi, la communication des biens, la fidélité dans l'exécution des conventions, l'accomplissement de tous les devoirs réciproques. Elle doit respecter sa liberté, son

indépendance , son territoire , son commerce ; & il n'est pas plus permis aux nations de se nuire , de chercher à s'affoiblir , à se priver de leurs avantages naturels , que ces actions injustes ne sont permises aux citoyens entre eux , indépendamment des loix positives. *Omnes gentes & omni tempore una lex & immutabilis continet.*

L'état de discorde , de défiance & de guerre dans lequel la plupart des sociétés existent entre elles , a dénaturé les idées : on a cru que ces grands corps qui paroissent indépendans , n'avoient entre eux aucun autre lien commun ; que les conventions expressees auxquelles ils vouloient bien se soumettre , ni d'autres loix que celles qu'ils consentoient de s'imposer : & l'on a ainsi confondu le fait avec le droit. Mais n'est-il pas évident que s'il existe des loix communes à tous les hommes , elles obligent les sociétés comme les individus ; qu'un peuple qui en attaque un autre , qui par ambition , par jalousie , entreprend de soumettre ses voisins , ou de leur interdire les communications que la nature a ouvertes à tous , commet la même injustice qu'un citoyen qui en offense un autre dans sa liberté ou dans ses biens ? L'homme pervers brise les nœuds qui l'unissent à la société civile : la politique injuste , le souverain

ambitieux rompt ceux qui l'attachent à la société universelle.

Mais de même que les administrateurs se croient souvent en droit, dans l'exercice de l'autorité civile, de s'écarter des regles ordinaires de la justice, & de s'en créer d'institution humaine qu'ils varient comme il leur plaît : de même la politique s'est persuadée que la justice lui étoit étrangere, que la sévérité de ses loix ne pouvoit se concilier avec la raison d'état & l'intérêt des empires ; elle se fait à elle-même des principes aussi variables que les circonstances & l'intérêt du moment qu'elle prend pour regle de sa conduite ; & elle croit justifier ses décisions par l'importance du but qu'elle se propose, & par le bien qu'elle croit procurer à la société.

Mais en tout genre l'ignorance est la principale cause des maux qui affligent les hommes. C'est elle qui donne un libre effort à leurs passions, qui les aveugle sur leurs devoirs, & qui les empêche de reconnoître que leur véritable intérêt est toujours inséparable de la justice : tant il est vrai que les hommes ont toujours besoin d'un frein qui les contienne. Lorsque la force ne peut leur en imposer à raison de l'indépendance où ils se trouvent, il faut que la raison éclairée & exercée leur serve de guide,

qu'elle leur découvre l'illusion de leurs projets ; & le danger auquel leurs passions les expose ; sans quoi ils se livrent avec une impétuosité aveugle aux faillies de l'emportement , aux mouvemens inconsiderés de la haine , aux conseils pernicioeux de l'ambition , de la jalousie , de l'intérêt du moment.

On diroit que les hommes regardent la justice comme étant purement d'institution humaine , & qu'ils ne la font dériver que des loix positives. En effet , là où cessent les loix civiles & l'autorité , là d'ordinaire ils font cesser son pouvoir , pour donner lieu au pouvoir arbitraire , & au droit du plus fort ; droit barbare & aveugle , fait pour agiter les animaux irraisonnables , & non pour gouverner les hommes , & terminer les différens qui s'élèvent entre eux. Est-il donc si difficile d'être juste , que les hommes ne puissent consentir à l'être , que quand ils y sont forcés ? Mais dès que la justice , dont les loix sont inflexibles , est mise à l'écart , ou n'est plus consultée que pour la forme , il ne reste pour motifs de conduite , que les passions , l'ambition , la jalousie , le désir de prévaloir. Il n'existe plus de véritable lien social entre les nations : & si la nécessité les force de se rapprocher par des traités , ce n'est point la justice qui en garantit l'exécution , comme ce n'est point elle

qui les a dictés. On ne les regarde comme obligatoires qu'autant qu'ils conviennent; & dès qu'on croit pouvoir les rompre avec avantage, leur interprétation en fournit bientôt le prétexte.

Ainsi les sociétés particulières qui devroient resserrer les nœuds de la société générale, qui devroient être le lien de la paix, semblent ne s'être formées qu'aux dépens de cette grande société, dont elles sont membres, & qu'elles déchirent par leurs divisions. Les hommes ne se sont réunis avec une partie de leurs semblables, que pour devenir en quelque sorte ennemis de tous les autres. Ils n'ont assuré leur repos d'un côté, qu'en le perdant de l'autre: ils n'ont fait cesser leurs querelles particulières par l'association civile, qu'en donnant lieu aux guerres nationales plus terribles encore: & la discorde qu'ils ont réprimée au-dedans par la crainte des peines, se déchaîne au-dehors avec plus de violence. Des haines nationales se perpétuent d'âge en âge, s'identifient avec les mœurs & les opinions, semblent devenir des vertus inhérentes aux citoyens, & faire partie de l'attachement qu'ils ont pour leur patrie. L'état naturel de l'homme est-il donc un état de guerre? Hélas! on ne seroit que trop porté à le croire, si l'on en jugeoit par l'histoire de tous les siècles?

Et c'est à nous que le créateur a donné pour première loi, l'amour mutuel. C'est à nous qu'il a dit : vous êtes tous enfans du même pere ; je vous donne la terre , habitez-la en commun ; partagez - en les fruits entre vous. C'est à nous qu'il a ordonné de vivre en société : & cette société qu'il nous a rendue nécessaire, à laquelle tous nos besoins nous portent , tous nos penchans nous invitent , c'est ainsi que nous l'entretenez , c'est ainsi que nous remplissons notre destination !

Cependant tout paroîtroit se réunir pour ne faire de l'Europe qu'une même république, & entretenir dans ce vaste corps une paix inaltérable. La conformité de religion , de mœurs , de gouvernement , les traités , les alliances , le commerce qui mêle & confond les nations , tous les liens les plus forts & les plus respectables , semblent se multiplier pour former de concert cette grande union , la resserrer , la cimenter de toute part , & lui communiquer une force inébranlable. Mais on diroit que la discorde tire une nouvelle activité de ce qui devroit servir à l'éteindre. Les nations de l'Europe ne se rapprochent de plus près , que pour s'entrechoquer plus rudement ; elles ne sont unies par tant de liens , que pour rendre leurs divisions plus fréquentes & plus cruelles , &

donner aux guerres qu'elles se font continuellement toute l'horreur & la ressemblance des guerres civiles.

L'Europe au milieu même de la paix , nourrit un germe toujours subsistant de divisions , que la moindre occasion fait éclore , & qui devenant un mal contagieux , fait d'une querelle particuliere une guerre générale. La discorde fermente en secret dans son sein , & y entretient un feu toujours prêt à se déclarer , & à causer des embrasemens qui ne s'éteignent que dans des flots de sang. Tels ces feux souterrains qui dévorent les entrailles de la terre , qui trop resserrés sous les voûtes qui les compriment , cherchent à se développer , & dont l'explosion imprévue ébranle la terre jusque dans ses fondemens , la soulève , & entr'ouvre des abîmes.

La tranquillité générale fait la force & la santé de ce vaste corps ; les intérêts compliqués , les prétentions opposées , les vues particulieres d'aggrandissement , sont autant de maladies funestes qui l'altèrent & le fatiguent. Trop uni pour ne pas ressentir les mouvemens qui agitent quelques-uns de ses membres , il ne l'est pas assez pour les prévenir ou pour y remédier. Toutes les puissances de l'Europe se touchent par une infinité de points. Mille rapports les

attachent ensemble par des nœuds redoublés ; & les lient au fort les uns des autres. Le moindre événement cause un ébranlement qui se communique de proche en proche ; & lorsque les négociations ne peuvent terminer le différent qui s'élève , la force se dispose à le décider. Chaque souverain attentif jette alors un regard autour de lui , & réfléchissant sur lui-même , cherche la place qu'il doit occuper sur la scène qui se prépare. Il consulte son intérêt , ses forces & les circonstances , pour savoir s'il s'engagera dans les troubles , ou s'il en demeurera spectateur : & son intérêt lui paroît toujours être d'affoiblir ses voisins. C'est une espece de jeu de hasard qui s'ouvre. Chacun combine les risques & les avantages ; ceux qui s'y engagent esperent y gagner ; tous y perdent , & les peuples , toujours comptés pour rien dans ces grands démêlés , ne manquent jamais d'en être les victimes. Les grandes puissances toujours opposées se craignent , & s'observent en se menaçant. Autour d'elles les états moins considérables se rangent & se partagent suivant la position où ils se trouvent. Attachés à leur sort , ils sont forcés de suivre leur impulsion. Tantôt ils ne songent qu'à éviter leur propre ruine , & à n'être pas brisés par le choc redoutable des grands empires : tantôt ils cherchent à en

profiter, à vendre leur alliance, & à tirer avantage de ce commerce de secours & de protection : & ce chaos d'intérêts contraires, cette opposition de motifs & de desseins tiennent tous les souverains dans un état continuel d'action & de réaction, qui ne peut se comparer qu'à l'agitation des flots qui s'abaissent & s'élèvent au gré des vents & des orages.

Il ne suffit donc pas de montrer aux rois & aux peuples que la justice, cette souveraine immédiate de ceux qui n'ont point de supérieur sur la terre, leur impose des devoirs. Ils le savent sans doute, & n'en sont pas plus fidèles à les observer, pas plus disposés à la concorde, parce que la justice considérée comme vertu morale, a malheureusement par elle-même peu d'autorité sur la conduite des hommes, dès qu'ils croient pouvoir la violer impunément. L'opinion confirmée par les faits persuade aisément qu'il n'est point de loix pour les maîtres du monde, qu'il n'est point de devoirs pour ceux qu'on ne peut contraindre à les remplir, & que leurs forces sont la seule mesure de leurs droits. Comment les souverains, qui ne suivent que trop ces mêmes principes vis-à-vis de leurs sujets, se croiroient-ils liés vis-à-vis des étrangers?

C'est donc par la vue distincte, c'est par le

calcul de leur intérêt présent & sensible, qu'il faut les amener à l'observation de la justice. Il faut leur prouver qu'il en est inséparable ; & leur montrer qu'il en est à cet égard des nations entre elles comme des individus ; que l'ordre social ajoute toujours le motif de l'intérêt à celui de la justice , & attache à la pratique des devoirs ou à leur infraction, une récompense ou un châtiment proportionné ; que la justice intime ses préceptes par une sanction d'autant plus forte & plus inévitable , que les devoirs sont plus importans & plus étendus ; & que s'il est quelquefois possible aux particuliers d'être injustes avec succès , il n'est pas donné aux nations de pouvoir l'être avec un avantage réel.

Assez d'orateurs & de poètes ont exercé leur génie , & déployé toutes les richesses de l'imagination pour nous peindre les malheurs de la guerre. Ils ont décrit avec les couleurs les plus vives & les plus touchantes le tableau effrayant des maux qui marchent à sa suite , & des désordres qu'elle entraîne ; la discorde soufflant de toute part le feu de la division , inspirant la haine , la méfiance & la jalousie , répandant des alarmes , agitant les nations pour des querelles imaginaires , les appelant aux combats , arrachant les hommes de leurs foyers tranquilles , pour les faire courir aux

armes, & les rassemblant en foule pour se repaître du spectacle de leur fureur & de leur désespoir : ils ont assez décrit les champs de bataille couverts de cadavres, de mourans & de blessés ; la mort choisissant ses victimes, & se repaissant du sang des hommes qu'elle immole par la main de leurs freres ; le sac des villes prises d'assaut, les cités les plus fameuses réduites en cendre, les temples abattus, les travaux de plusieurs siècles de prospérité détruits en un instant ; les hommes hors d'eux-mêmes ne respirant que le carnage & la vengeance, possédés de la rage, & transformés en bêtes féroces ; le soldat furieux couvert de sang & chargé de pillage, les femmes outragées, les enfans égorgés sur le sein de leurs meres expirantes ; les campagnes ravagées, leurs habitans dispersés, chassés de leurs demeures dont ils contemplent de loin les flammes, & plus encore de crimes commis par le plaisir barbare de nuire, que de malheurs indispensables. Et combien de fois l'éloquence & la poésie profituant à la basse adulation les éloges dûes aux véritables héros, ou sacrifiant aux préjugés les intérêts de la vérité & de la justice, n'ont-elles pas brûlé un encens coupable sur les autels de l'ambition & de la fausse gloire ? Combien de fois n'ont-elles pas contribué à égarer l'opinion

publique , en décorant de louanges des entreprises injustes , en célébrant des passions meurtrières & des victoires dignes de larmes , en érigeant des trophées à des crimes qui méritent l'indignation du genre humain ?

Je n'emploierai contre la guerre offensive que des raisons prises de l'intérêt évident des souverains & des nations , du peu de fruit de ces entreprises , & du préjudice qu'elles causent même au vainqueur , & je les exposerai avec la simplicité la plus éloignée de la déclamation.

Si l'étendue du territoire étoit la mesure du bonheur pour les sujets , une nation pourroit avoir intérêt de chercher à l'accroître par des conquêtes , comme un homme peut désirer de joindre à son héritage celui de ses voisins. Cet intérêt a pu déterminer autrefois les incursions des peuples du nord , qui surchargés d'une population que leur territoire ne pouvoit plus contenir , étoient comme forcés de s'expatrier pour chercher de nouvelles terres , & former des établissemens dans les pays que la force des armes pouvoit leur soumettre.

Il n'est aujourd'hui aucun peuple qui trouve un pareil motif dans l'excès de sa population. La Chine seule dont le gouvernement agricole est si favorable à la multiplication des hommes ,

pourroit désirer de reculer les bornes de son empire. Mais la Chine aussi juste dans sa politique extérieure que dans son administration, a préféré de chercher, dans une culture active & portée à sa perfection, les moyens de nourrir cette immense population.

L'état actuel de l'Europe la met à l'abri de ces grandes révolutions qui ont changé la face de la terre & la destinée des empires. Si l'on considère les circonstances qui ont autrefois favorisé le succès de ces entreprises, on verra que tout s'y oppose aujourd'hui. L'ambition est donc réduite à borner ses projets à la poursuite de quelques prétentions obscures que les souverains se ménagent pour servir de prétexte à leurs armes, & à la conquête de quelque province dont l'acquisition ne peut compenser ni les dangers ni les dépenses.

En effet, le système de l'Europe a pris une consistance qui semble devoir en maintenir la durée, & conserver à peu près chaque puissance dans l'état où elle se trouve. Il sert également de rempart aux foibles, & de barrière à ceux à qui leur force pourroit inspirer le désir de s'accroître. Aucun prince n'est assez puissant pour opprimer tous les autres; & s'il en étoit un capable de le tenter, il éprouveroit une résistance supérieure à ses efforts, & trouveroit sa

ruine dans une entreprise aussi téméraire. L'impossibilité d'obtenir des avantages considérables, le danger de perdre plus qu'on ne peut espérer, les hasards & les malheurs inséparables de la guerre, tout conspire à en dégoûter pour toujours les souverains, & à faire passer les principes de la saine politique & de la véritable gloire du cabinet des philosophes dans le conseil des princes, ou du moins à les convaincre de l'inutilité de leurs efforts.

Les conquérans qui ont causé de ces révolutions aussi subites qu'imprévues, ont été favorisés par des circonstances qui n'existent plus : & les nations barbares qui ont abattu l'empire romain, l'ont trouvé sur le penchant de sa ruine, & ne l'ont renversé que parce qu'il avoit perdu ses forces, parce que le despotisme avoit aliéné les peuples, parce que la discipline étoit énermée; encore combien de temps l'empire ne s'est-il pas soutenu, & n'en a-t-il pas imposé plus par le souvenir de son ancienne puissance, & le respect pour Sa Majesté passée, que par ses forces réelles?

Aujourd'hui la communication d'un bout de l'Europe à l'autre est si prompte, toutes les démarches d'un souverain sont tellement observées par les autres, que le moindre mouvement les trouble, les agite, répand l'alarme parmi eux,

eux, & les avertit de se mettre en défense : d'ailleurs toutes les nations ont à peu près la même discipline, la même manière de faire la guerre. L'art militaire est devenu une science fondée sur des principes connus & pratiqués par toute l'Europe. Les frontières sont défendues par la nature ou par des places fortes dont les sièges longs & difficiles arrêtent à chaque pas, & donnent le temps à la puissance attaquée de rassembler ses forces.

Ce n'est pas un effort subit & momentanée qui a conduit les Romains à la conquête de l'Univers. Leur grandeur est l'effet d'un système suivi constamment pendant plusieurs siècles. Ils ont dès le commencement regardé l'empire de l'Univers comme attaché au destin de Rome, & ont dirigé vers ce but leurs guerres, leurs traités & toutes leurs démarches.

Or il n'y a qu'une république qui puisse ainsi marcher sur une même ligne, ne se départir jamais des mêmes maximes, se proposer un objet, & y tendre sans le perdre de vue. Dans les monarchies au contraire il ne peut y avoir la même unité de desseins & de principes. Chaque souverain embrasse un système différent, parce que chacun a ses vues, son caractère & ses passions. Cette variété de plan & de

conduite est une des causes les plus efficaces qui préserveront l'Europe d'une révolution considérable.

Le gouvernement de Rome étoit purement militaire. La guerre étoit l'unique objet vers lequel étoient dirigées les récompenses , les châtimens , toutes les institutions. Les vertus guerrières étoient le chemin des distinctions , des honneurs & des dignités. Tous les citoyens naissoient soldats , & recevoient de bonne heure une éducation conforme à cette destination. La ville au milieu de la paix offroit une image de la guerre. Les délassemens , les exercices étoient des jeux militaires. Le champ de Mars étoit une école publique , où les jeunes gens faisoient leur apprentissage , & se formoient des corps robustes , où tous les citoyens s'entretenoient dans l'habitude de supporter les fatigues & les travaux. Le Romain regardoit ses armes comme faisant partie de lui-même , & la guerre comme son état , & il savoit allier cette profession avec l'agriculture , le barreau & les autres occupations de la paix.

Sont-ce là nos mœurs & nos usages? Seroit-il à souhaiter pour le repos des peuples , qu'ils eussent pris cette direction? Il n'y a parmi nous qu'une très-petite partie de chaque nation

destinée à défendre l'autre. L'agriculture , les arts , le commerce , occupent le reste des citoyens , & la maniere de faire la guerre aujourd'hui a rendu toute autre profession incompatible avec le service militaire. La guerre devient pour nous le fléau le plus terrible. Sans enrichir le soldat , elle ruine le citoyen , elle interrompt la circulation , dérange l'économie intérieure , & acheve d'accabler les peuples par les subsides considérables qu'elle exige. Nos armées composées de gens pris au hasard , souvent arrachés malgré eux à leur profession , sont-elles comparables à des armées de citoyens romains ? Le courage peut être égal dans un jour de bataille ; mais la force est-elle la même ? Le récit des travaux que supporroit le soldat romain , nous semble incroyable : ses armes seules nous paroïtroient un fardeau énorme , & ce n'étoit qu'une partie de celui qu'il avoit coutume de porter. Nos soldats savent affronter les dangers & la mort ; mais peuvent-ils soutenir la faim , la soif , les fatigues excessives , les marches forcées. L'intempérie de l'air , la rigueur des saisons suffisent pour fondre & réduire à rien les armées les plus nombreuses : il faut les renouveler à chaque campagne : les maladies leur sont mille fois plus funestes que le fer des ennemis. Ce n'est point avec des

bras aussi foibles , que les Romains ont soumis l'Univers (2).

La guerre dont ils faisoient se faire un moyen d'aggrandissement & de richesses , est un état funeste à nos constitutions modernes : & elle est devenue plus ruineuse encore depuis un siècle par l'appareil immense avec lequel elle se fait aujourd'hui , & par le train prodigieux dont les armées embarrassent leur fuite. Louis XIV a forcé par son exemple tous les souverains à entretenir des armées beaucoup trop nombreuses , & à monter leurs dépenses de paix plus haut que n'étoient autrefois leurs dépenses de guerre.

Les nations de l'Europe auroient-elles donc des trésors , & un excédent de population à employer à la guerre ? Mais elles sont toutes

(2) Rien n'a plus contribué à l'aggrandissement des Romains que cette politique sourde , dont ils ont trouvé moyen de cacher le jeu à tout l'Univers. C'est par elle qu'ils ont avancé insensiblement à leur but ; qu'ils ont dérobé la marche & l'étendue de leurs desseins aux nations voisines , que des projets d'ambition trop marqués auroient engagées à se réunir efficacement contre eux : c'est par elle qu'ils ont fait en sorte de n'avoir ordinairement à la fois qu'une guerre à soutenir , & qu'ils ont subjugué successivement les peuples de l'Italie , qui ensuite comme alliés leur ont aidé à pousser plus loin leurs conquêtes.

Aujourd'hui une pareille politique ne pourroit réussir. La vigilance des souverains , leur attention à observer mutuellement la combinaison des alliances , s'opposent toujours aux succès des grandes conquêtes.

écrasées de dettes. Leur culture en général est foible, leur population est diminuée; & leur impôt ruineux & assis sur de faux principes, est par lui-même une cause toujours subsistante d'appauvrissement. Aussi quelques campagnes les ont bientôt épuisées. L'impossibilité de soutenir ses avantages, de recruter ses armées, & de continuer les dépenses énormes de la guerre, force le vainqueur d'entendre aux négociations. La paix replace à peu près les parties dans l'état où elles étoient, quant aux territoires : elle les trouve dans un épuisement à peu près égal; de manière que l'affoiblissement respectif est ordinairement tout le fruit de ces entreprises aussi injustes que mal calculées. Ne viendra-t-il jamais un temps où les souverains estimeront plus sage de travailler à augmenter leurs forces réelles, qu'à diminuer celles des autres; où ils s'appliqueront à prévaloir par la sagesse de leur administration & par l'amélioration de leurs ressources, & à se procurer par des moyens aussi sûrs que légitimes, une supériorité certaine & durable; où ils mettront leur politique à multiplier les hommes, plutôt qu'à les détruire, à cultiver plutôt qu'à ravager, à amasser des richesses plutôt qu'à les dissiper (3) ?

(3) La politique des nations de l'Europe peut très-

Malgré des raisons si puissantes pour diriger tous les vœux vers la tranquillité générale , la paix n'est pour l'Europe qu'une trêve passagère accordée à l'épuisement , & rompue aussi-tôt par de nouveaux efforts. Nos guerres ne cessent que par lassitude , par l'impuissance de continuer les dépenses qu'elles exigent : elles se terminent par des traités qui suspendent les effets sans faire cesser les causes , qui arrêtent les hostilités sans mettre fin à la jalousie , à la cupidité aveugle & exclusive , au désir de se venger ou de pousser plus loin ses avantages , & qui souvent font naître par leur interprétation de nouveaux germes de discorde. Les puissances ne posent les armes que pour reprendre haleine ;

bien être comparée à la conduite de cinq à six grands propriétaires voisins , qui au lieu de s'occuper chacun tranquillement à faire cultiver leur terre , & à jouir par l'échange des productions les uns des autres , mettroient toute leur application à se nuire réciproquement ; emploieroient leurs gens de labour à ravager réciproquement leurs moissons , & à couper leurs arbres ; qui dépenseroient beaucoup plus pour se faire tout le mal possible , qu'il ne leur en coûteroit pour mettre leurs héritages en grande valeur ; qui s'endetteroient & engageroient leurs domaines pour soutenir ce projet destructeur ; qui ne cesseroient par intervalle ces hostilités , que pour les recommencer au premier moment ; qui pendant même la trêve s'interdiroient la liberté des échanges. Nous les regarderions comme des insensés. Que font autre chose les nations ? Ont-elles un autre intérêt que celui d'un grand propriétaire ?

comme ces athlètes qui suspendent un moment les coups , pour retrouver des forces , ou pour surprendre plus aisément leur adversaire. Le sort de cette grande société européenne , qui devroit présenter l'image d'une puissante république , dont les membres ont un égal intérêt à la concorde , est donc d'éprouver tous les malheurs de l'anarchie , & d'être continuellement troublée , agitée , déchirée par ceux mêmes que la providence a placé pour la gouverner , & la faire jouir des avantages que les hommes trouveront toujours dans l'observation de la justice.

Si quelquefois la passion de la gloire arme un souverain , & le précipite dans une guerre , sans autre motif que celui de rendre son nom célèbre ; c'est une folie aussi digne de mépris que d'indignation , & sur laquelle les considérations les plus sages n'ont point de prise. Mais ce sont le plus souvent les conseils pernicieux de la politique qui séduisent & entraînent les rois , & qui les décident par de fausses vues d'intérêt national. Souvent elle leur présente comme des causes indispensables de guerre , de simples soupçons & des ombrages , des craintes imaginaires , des prétentions chimériques & oubliées , des droits anciens que la prescription a effacés depuis des siècles , des titres vains ,

des préséances puériles. Cet art obscur & arbitraire, qui ne se repaît que d'intrigues, de mensonges & de conjectures; qui s'exerce à répandre l'alarme & à semer la discorde; qui précipite dans les maux sous prétexte de les prévenir; qui se perd dans des voies détournées, & se fatigue pour devenir le fléau des autres: cet art trompeur qui se vante de connoître & de peser d'une main si sûre les intérêts des souverains & des peuples, fait profession de compter pour rien la distinction du juste & de l'injuste, & de ne faire entrer dans la balance de ses délibérations que le motif de l'intérêt. En le séparant ainsi de la justice, il ne peut manquer de blesser en même temps l'un & l'autre, parce qu'il n'appartient qu'à la justice de concilier véritablement le juste & l'utile.

Il ne faut pour s'en convaincre, que de remonter au but de l'association. C'est là qu'on trouve le seul & véritable intérêt social qui ne consiste que dans la sûreté de la liberté & de la propriété, dans la jouissance paisible de tous les droits par l'observation de tous les devoirs.

L'établissement d'une autorité souveraine armée de la force publique, est le moyen par lequel les hommes ont cherché à se procurer cet avantage.

Leur droit à cet avantage est la mesure de

leur intérêt , comme leur intérêt est la mesure de leur droit.

Cette sûreté qu'ils ont voulu se procurer , peut être troublée au dedans par les crimes qui blessent les droits des citoyens , & au dehors par l'invasion des étrangers , qui attaqueroient le territoire & la propriété publique : le souverain est chargé de cette double défense , & y emploie la force commune dont il dispose.

L'usage de cette force devient légitime lorsqu'il est nécessité par l'intérêt social , toujours inséparable de la justice. Mais la guerre est un malheur si redoutable , qu'elle doit être la dernière ressource , & que toutes les voies pacifiques de négociation doivent être épuisées avant d'en venir à une rupture , dont les suites sont si funestes , & les événemens si incertains. Dès qu'elle devient indispensable , dès que la force est le seul moyen de repousser la violence & l'usurpation , alors c'est la justice elle-même qui arme le bras du souverain , non pour une vengeance que dicte la colere & la passion , mais pour la protection de la société , pour sa liberté , pour son existence , & pour la défense de ses membres. Alors la guerre est dans l'ordre , & devient un devoir. L'inaction seroit un crime aux yeux de Dieu , & une lâcheté honteuse devant les hommes. Alors les soldats qui

combattent pour l'état , deviennent les ministres de la justice , & les défenseurs de l'intérêt commun.

Mais lorsque la société est tranquille au dehors , lorsque son existence politique n'est point attaquée ni même menacée , quel droit peut-elle avoir d'intenter une guerre offensive ? C'est sans doute alors la seule considération de son intérêt qui la détermine , & c'est-là son erreur.

En effet , en supposant même le succès le plus certain , en supposant que la nation qu'elle veut dépouiller se trouve dans un tel état d'affaiblissement , qu'elle ne puisse opposer de résistance , quel avantage l'agresseur peut-il trouver dans cette lâcheté , à moins que son intention ne soit de détruire , ou d'expulser les habitans , pour partager leur territoire ? Mais depuis les débordemens des peuples du nord , qui ont envahi l'empire romain pour se procurer des établissemens , la guerre enlève une partie des richesses mobilières , ou plutôt les détruit & les perd sans profit pour le vainqueur ; elle ne dépouille pas les vaincus de leur propriété foncière. Une ville ou une province ajoutée à un empire , n'augmente ni le bonheur ni la sûreté , ni les jouissances des citoyens ; ils n'en sont ni plus libres , ni plus riches , ni moins grevés d'impôts ; il ne peut leur revenir de cette

entreprise qu'une surcharge de frais, la jalousie de leurs voisins, l'inimitié de la nation offensée, & souvent l'occasion & le germe d'une nouvelle guerre (4).

Mais la conquête n'est pas d'ordinaire si facile, & l'attaque produit la défense. Souvent la société qui a provoqué un ennemi, en trouve plusieurs qui se réunissent pour arrêter ses projets d'usurpation. Le danger alors devient égal, & l'agresseur achète un succès, qui ne peut lui être d'aucune utilité réelle, au prix de ce qu'elle a de plus précieux. Quelque favorable que puisse

(4) Si quelque nation a eu lieu de s'applaudir de ses succès militaires; si quelqu'une a réussi à remplir les vastes projets d'une ambition demesurée, c'est sans doute la république romaine. Mais quel a été le fruit de ses conquêtes, & à quoi s'est terminée cette gloire qui en avoit imposé à tout l'Univers connu? Au renversement de sa constitution, à l'excès de la corruption & du despotisme. C'est ce que Tacite exprime admirablement en peu de mots. *Hist. Lib. 2, num. 38.*

Vetus ac jam pridem insita mortalibus potentia cupido, cum imperii magnitudine adolevit, erupitque. Nam rebus modicis, equalitas facile habebatur. Sed ubi subacta orbe, & amulis urbibus regibusvè excisis, securas opes concupiscere vacuum fuit, prima inter patres plebemque certamina exarsère. Modo turbulenti tribuni, modo consules prevalidi, & in urbe ac foro tentamenta civilium bellorum. Mox è plebe infimâ C. Marius, & nobiliorum savissimus L. Silla victam armis libertatem in dominationem verterunt. Post quos Cn. Pompeius occultior, non melior. Et nunquam postea, nisi de principatu questum.

être l'événement , un avantage nul pour elle peut-il être mis en balance avec ce qu'il lui en a coûté pour l'obtenir ? On ne viole pas impunément la justice : elle fait proportionner la peine à l'importance du crime ; & les succès apparens n'empêchent pas la réalité du châtiment qu'elle inflige. (5). La société payera donc malgré ses victoires , & expiera l'iniquité

(5) La guerre de 1756 prouve bien que les dépenses que nécessite la guerre , surpassent les avantages des conquêtes. Les Anglois ont eu certainement des succès ; ils ont acquis l'île Royale , le Canada , la Floride : ils ont ruiné le Pondichéri (la suite nous apprendra ce qu'y gagnera leur commerce des Indes , & quel sera le sort de leur compagnie). Mais ces conquêtes leur ont coûté une augmentation de dette de quinze cens millions de notre monnoie , dont le remboursement ne peut jamais être espéré , & dont l'intérêt à trois & demi pour cent greve leur revenu de cinquante-deux millions , cinq cent mille livres. D'ailleurs ces conquêtes exigent des dépenses d'entretien & de souveraineté , qui , suivant les papiers publics , paroissent monter à onze millions cinq cent mille livres : & l'Angleterre qui n'en retire pas cette somme , voudroit la faire payer à ses anciennes colonies qui s'y refusent ; de manière qu'elle pourra rester en grande partie à ses charges , & que ses succès lui coûteront plus de soixante millions de son revenu : & ces soixante millions se trouvent lui en coûter réellement cent vingt , parce qu'elle ne pourvoit à cet accroissement de dépense , que par des impôts sur les consommations , qui coûtent au moins le double de ce qu'ils rendent , qui désolent son trafic pour l'avantage duquel elle a cru travailler , & qui retombent sur sa culture , sur les propriétaires , sur ses colonies par tous les effets nécessaires & compliqués des impôts indirects.

de son entreprise par l'épuisement de ses forces, de son sang, & de ses richesses, par la dégradation de sa culture, le déplacement de ses dépenses, l'interruption de son commerce, la rigueur des impôts, & la surcharge des emprunts. Quelquefois même son ambition inquiète sera punie par des défaites multipliées suivies d'un épuisement qui la conduira à une ruine entière, ou à un état d'anéantissement qui en est voisin : & ce seront les exploits les plus éclatans, achetés par des efforts supérieurs à ses forces réelles, qui l'auront conduite à essuyer les revers les plus humilians, à perdre par degrés toute considération politique, & à présenter une conquête facile à celui qui voudra l'entreprendre.

Mais si dans tous les cas même les plus favorables, la société ne peut rien gagner à une guerre offensive ; ce ne peut être que pour l'intérêt du souverain qu'elle prend les armes. N'est-il donc pas contraire à l'objet même & au but de la société, que celui qui la gouverne puisse ainsi diviser son intérêt d'avec celui de sa nation, & le procurer non-seulement sans égard au bien commun, mais à son préjudice ? Est-ce donc à cet usage qu'est destinée la force publique qui est celle de la société ? Les hommes en devenant membres d'un corps

politique, sont-ils réduits à n'être qu'un instrument passif dans la main de celui qui en est le chef? Et la société est-elle un patrimoine dont il puisse disposer à son gré, jusqu'à ruiner son territoire, sacrifier la vie de ses membres, les exposer à toutes les horreurs & toutes les suites de la guerre, jusqu'à risquer même son existence, & compromettre son intégrité?

Quel est donc cet intérêt si puissant qui, en mettant à part la justice due aux étrangers, & même toute idée du devoir du souverain envers les sujets, puisse justifier cette entreprise aux yeux de quiconque voudra l'apprécier? Il consiste dans la vaine satisfaction d'étendre sa domination, & d'ajouter une province à son empire.

Mais si cet avantage est toujours acheté beaucoup plus qu'il ne peut valoir; s'il faut prodiguer la vie de ses sujets, pour en soumettre de nouveaux; s'il faut épuiser son territoire, pour acquérir celui d'autrui, & ne regner que sur des provinces dévastées les unes par la guerre, les autres par les dépenses qu'elle exige; s'il en coûte pour avoir cette province, dont le conquérant n'achète si cher que la souveraineté, plus que la propriété même du territoire ne coûteroit à acquérir légitimement: est-il donc une extravagance comparable à celle d'une

guerre offensive ? La cupidité n'est-elle pas aussi aveugle dans ses calculs , qu'injuste dans ses vues ? Qu'il seroit à désirer , qu'avant de céder à ses conseils , un souverain , s'il ne daigne pas interroger la justice , consultât son intérêt , & le soumit au calcul exact de ce que doit & peut lui coûter cette entreprise dont le succès est incertain ; qu'il voulût bien examiner de sens froid toutes les suites de la guerre , d'après un tableau fidelle , quoique toujours au-dessous du vrai , & non d'après les téméraires avis de ministres flatteurs , ou de généraux ambitieux , qui cherchent à se rendre nécessaires , ou à pressentir son goût pour s'y conformer ; qu'il fît entrer dans ce calcul la perte des hommes en les considérant seulement comme instrumens de la puissance , les sommes qu'il faudra dépenser , les impôts qui deviendront indispensables , la dégradation de son territoire qui sera l'effet de ces impôts & du déplacement des dépenses ; que même sans apprécier tous ces effets éloignés , sans avoir égard à la possibilité des revers , il mît en balance l'accroissement de puissance qu'il prétend obtenir par la conquête , avec ce que lui procureroit de puissance effective & de richesses le tiers seulement de ces avances utilement employé à vivifier son territoire par des chemins & des canaux , il est difficile de

croire qu'il ne préférât pas le parti le plus sage (6).

Ce n'est donc pas seulement par les loix de la justice qu'il faut juger d'une guerre offensive, mais encore par le calcul & par la considération de son intérêt ; ou plutôt c'est toujours par l'un & par l'autre ensemble , parce que ces deux motifs de décision sont nécessairement inséparables & indivisibles. Il le sont tellement que la justice dont les ordres sont revêtus d'une force absolue & irrésistible , veut que la guerre dé-

(6) Quel a été le fruit de tant de guerres entreprises par Louis XIV ? Il a réuni au royaume la Franche-Comté & une partie de la Flandre. Mais s'il étoit possible de calculer le nombre des hommes qu'il a sacrifiés , les sommes qu'il a dépensées , les effets des impôts qu'il a multipliés , les suites de la dégradation de la culture si sensible sous son regne , & par conséquent du commerce & de l'industrie , (ce que bien des gens ne croient pas , parce qu'ils ne jugent que sur les apparences) , on verroit ce que la France a gagné à ces victoires tant célébrées par les poètes , les orateurs & les académies , qui ont excité la jalousie , qui ont animé & réuni contre lui toutes les puissances de l'Europe , & qui ont préparé & amené tous les malheurs qui ont accablé la fin de ce regne si glorieux. Nous supportons encore aujourd'hui les suites fâcheuses de ces entreprises : nous payons les intérêts d'une partie des dettes contractées pour troubler le repos de l'Europe & ruiner le royaume , dont l'autre partie a été soldée en 1720.

Ce regne tant vanté a été à la vérité celui des sciences, des lettres & des arts , mais non celui du bonheur. Il n'en est point où l'administration se soit plus écartée des loix de l'ordre social , & de la route de la prospérité.

ensive,

ensive, la seule qu'elle puisse avouer, soit aussi la moins fâcheuse dans ses effets, la moins dispendieuse & la moins difficile à soutenir. Si toutes les nations pouvoient se convaincre de ces vérités, il n'y auroit plus de guerres même défensives, puisqu'il n'y auroit plus d'agresseur (7).

(7) Cette proposition demande à être développée pour en sentir toute la vérité. La guerre offensive est sans doute la plus brillante, la plus agréable pour un souverain ambitieux, pour une nation guerrière, la plus propre à en imposer, & à fournir des événemens dignes d'être célébrés en vers & en prose; elle paroît même préférable en ce qu'elle porte ailleurs le théâtre des hostilités, & qu'elle épargne aux citoyens le spectacle affreux de la guerre & les suites du séjour des armées toujours fâcheux à tant d'égards.

Mais la guerre défensive est ordinairement la plus sûre; elle est certainement la moins coûteuse, & par conséquent celle qu'il est possible de soutenir plus long-temps. En cas de revers on est bien plus à portée de secours; on tire de chez soi les subsistances, l'on ne craint point d'en manquer; & l'on risque moins de se les voir enlever: on ne prive pas la culture des retours que doit lui faire journellement rentrer la circulation: on attire chez soi la consommation de l'ennemi, & l'on enrichit ses provinces, de manière que malgré le dégât qu'elles peuvent souffrir, elles se relevent aussi-tôt, plus riches qu'elles n'étoient. Nous en avons un exemple bien sensible dans la Hollande. Elle a été pendant quarante ans le théâtre d'une guerre sanglante qui a épuisé l'Espagne, & elle a trouvé dans cette guerre même les moyens d'y résister. Nous en avons un autre dans la Flandre qui depuis des siècles a été le séjour de la guerre, & qui a été fécondée par les dépenses qu'elle y attire.

Si la guerre défensive épuise moins une nation, elle

Mais si les souverains ont trop de peine à se priver de ce jeu cruel & funeste, s'ils sont jaloux

est aussi bien moins dispendieuse en elle-même. Elle se contente de harceler l'ennemi, de le surprendre, de lui rendre la subsistance difficile, de suivre toutes ses démarches, de l'observer, de l'arrêter à chaque pas, de le miner insensiblement : & elle trouve une ressource toujours à portée dans les habitans même, qui secondent ses opérations de tout leur pouvoir, qui en partagent même les travaux, qui fatiguent l'ennemi, & le détruisent efficacement & sans éclat.

Dans l'état actuel de l'Europe, l'équilibre que les nations cherchent à garder entre elles, la jalousie qu'elles conçoivent contre la puissance qui annonce ou qui fait craindre des projets d'agrandissement, le système des alliances, tout s'oppose au succès des grandes entreprises ; & la manière dont se fait aujourd'hui la guerre, plus par l'artillerie, la discipline & le nombre, que pour le choix des soldats, n'y apporte pas moins d'obstacles, & rend les conquêtes très-longues & très-difficiles.

Mais il est encore plus facile d'en faire que de les conserver. Cependant quelque succès que l'agresseur ait eus dans le cours de plusieurs campagnes, le point important & décisif est de savoir ce qui lui restera de ses avantages, & quelle sera sa position, lorsqu'il faudra faire la paix. Or ce n'est pas précisément l'étendue des provinces qu'il a subjuguées qui en décidera. Il peut avoir eu de grands succès, & n'en conserver que très-peu, ou même aucun. Tout dépend de l'état où il se trouve alors, de ses facultés, de l'impuissance ou de la possibilité où il est de continuer encore ses efforts une ou deux campagnes.

S'il est épuisé par une guerre éloignée & dispendieuse, par des impôts multipliés & mal assis qui dévastent son territoire ; si tandis qu'il porte chez les autres le fer & le feu, son pays est en proie à des traitans qui le dévorent, & qui s'enrichissent en lui fournissant quelques

de déployer par intervalle cet appareil formidable de leur puissance, de faire retentir l'Europe du bruit de leurs exploits , & de vivre dans la postérité par le souvenir des maux qu'ils auront faits aux hommes , plutôt que par la mémoire

sommes insuffisantes ; si sa culture déjà affoiblie par le déplacement des dépenses portées au loin , s'appauvrit de plus en plus par la spoliation des avances productives ; s'il n'a plus d'autres ressources pour pallier ou dissimuler cet état de foiblesse toujours croissant , que de l'aggraver encore , & de le rendre plus durable par des emprunts qui oberent ses revenus , & qui le forceront de remplacer le vide par de nouveaux impôts , qui détourneront les capitaux des emplois utiles , & multiplieront la classe des citoyens oisifs : il peut très bien arriver qu'il soit obligé de faire les premières démarches pour la paix , de sacrifier tous ses avantages , & de recevoir la loi au lieu de la donner.

Ce ne sont donc pas toujours les victoires qui décident des traités : c'est bien plutôt la situation des contendans : & celui qui se trouve encore en état de faire une campagne pendant que son adversaire ne le peut plus , a véritablement l'avantage.

Or la nation qui se sentant plus foible au commencement de la guerre , a paru céder à l'impétuosité du torrent , ou qui par le seul motif d'une prudence réfléchie , s'est bornée à faire la guerre d'observation , qui s'est appliquée à ménager ses forces , & à ruiner celles de son ennemi par un plan d'attente plus que d'action ; qui de longue main a moins appauvri sa culture ; qui fait trouver dans la consommation & l'argent que lui apporte l'ennemi , des ressources pour continuer sa défense ; qui malgré des revers peut encore , soit par elle-même , soit par ses alliés , soutenir la guerre plus long-temps que son adversaire , regagnera par les négociations ainsi soutenues de ces considérations décisives , ce qu'elle a perdu par la force des armes.

de leurs vertus & de leurs bienfaits ; du moins devroient-ils étudier avec quels moyens se fait la guerre ; du moins devroient-ils savoir que c'est l'état de la culture qui décide des succès militaires , parce que c'est elle qui en paye les dépenses ; qu'avec des revenus faciles perçus de la seule maniere qui ne soit pas désastreuse , & levés par un partage fixe & proportionnel sur une reproduction abondante , on ne manque jamais ni de soldats , ni de matelots , ni de munitions , ni d'aucun des instrumens qu'exige l'art de détruire les hommes ; que s'ils sont passionnés pour les conquêtes , ces entreprises dispendieuses ont besoin d'être appuyées d'une culture capable d'en soutenir les forces ; & que ce n'est pas précisément l'étendue du territoire , mais son état , qui décide de la puissance effective (8). Mais les souverains ne pourroient

(8) Lorsqu'à la fin d'une guerre une nation se trouve épuisée & hors d'état de la continuer , ce ne sont pas tant les hommes qui lui manquent , que les richesses nécessaires pour payer & entretenir ces hommes , & fournir à toutes les autres dépenses de la guerre.

En effet , un grand empire qui jouit d'un revenu facile & suffisant , ne manque jamais de soldats. Il les attire sous ses drapeaux par une paye convenable. Non-seulement les déserteurs des autres nations lui arrivent de toute part ; mais tous les gens surnuméraires dépourvus de salaires ou de volonté de travailler , tous ceux qui aiment le métier de la guerre , & qui savent que

admettre ces moyens aussi simples qu'efficaces ;
d'augmenter la somme de leur pouvoir & de

le soldat est bien nourri , bien vêtu , bien traité chez
une nation , accourent pour lui offrir leurs services ;
de sorte que l'état est à portée de ménager ses sujets
utiles , & de ne déranger aucun de ceux qui ont embrassé
des professions plus lucratives.

« Les batailles gagnées , dit un auteur célèbre , où
» l'on ne fait que tuer des hommes , sans causer d'autres
» dommages , affoiblissent peu l'ennemi , si le salaire
» des hommes qu'il a perdu lui reste , & s'il est suffisant
» pour attirer d'autres hommes. Une armée de cent
» mille hommes bien payés , est une armée d'un mil-
» lion d'hommes : car toute armée où la solde attire
» les hommes , ne peut être détruite : c'est alors aux
» soldats à se défendre courageusement : ce sont eux
» qui ont le plus à perdre ; car ils ne manqueront pas
» de successeurs bien déterminés à affronter les dangers
» de la guerre. C'est donc la richesse qui soutient
» l'honneur des armes. Le héros qui gagne des batailles,
» qui prend des villes , qui acquiert de la gloire , &
» qui est le plutôt épuisé , n'est pas le conquérant.
» L'historien qui se borne au merveilleux dans le récit
» des exploits militaires , instruit peu la postérité sur
» les succès des événemens décisifs des guerres , s'il
» lui laisse ignorer l'état des forces fondamentales &
» de la politique des nations dont il écrit l'histoire :
» car c'est dans l'aisance permanente de la partie con-
» tribuable des nations & dans les vertus patriotiques ,
» que consiste la puissance permanente des états ».

Mais dans une nation appauvrie de longue main , &
grevée de dettes , où l'on est contraint à économiser
sur la paye & le traitement , la crainte de manquer de
volontaires réduit à exiger des services forcés , & à dé-
tourner malgré eux des hommes occupés à la culture
ou à d'autres travaux utiles.

Mais les gens de la campagne accoutumés à leur genre
de vie , attachés à leur canton & à leur famille qu'ils
n'ont jamais quittée , nécessaires à leurs parens à qui

leurs richesses , qu'en adoptant une administration conforme aux loix de l'ordre. Dès-lors ils sentiroient bientôt par conviction & par une heureuse expérience , combien c'est faire un mauvais emploi des richesses , que d'en abuser pour aller porter la désolation chez les autres. Ils découvreroient tous les rapports de bien-

ils épargnent des domestiques , redoutent les enrôlemens forcés. Lorsqu'ils peuvent se racheter , ils y emploient toutes leurs facultés. Lorsque cette liberté leur est interdite , ils se cotisent pour faire une somme à ceux sur lesquels le sort tombera. Ces contributions réitérées qu'il est possible de défendre , & non d'empêcher , forment autant d'impôts qui épuisent les campagnes. Les pere & mere prennent sur leurs avances , les plus pauvres vendent leurs bestiaux & leurs meubles , ou empruntent pour fournir leur contingent. Ainsi les enrôlemens forcés enlèvent en même temps à la culture des bras & des richesses. Double perte & également inséparable. Les richesses déjà si rares dans les campagnes , n'y reviennent plus lorsqu'elles en ont été détournées : & quoique celles-ci y restent en temps de paix , cette cotisation fait le bien d'un particulier au préjudice de vingt familles. Les hommes enlevés à la culture sont ordinairement perdus pour elle sans retour. Toutes les professions se recrutent journellement aux dépens de la classe productive , sans jamais lui rendre un seul homme. La culture est un état dur & pénible ; on ne le choisit pas , il faut y naître : on ne l'embrasse pas après en avoir goûté un autre. Il est donc bien important d'y fixer ceux que la nature y a placé , de ne leur fournir aucun motif de vaincre l'habitude qui les y retient , & de le leur adoucir par la liberté , par la sûreté personnelle , par l'immunité de leurs richesses mobilières qui ne doivent à l'état que leur emploi sur la terre , comme les hommes de cette profession ne lui doivent que leur travail.

veillance , de communication & de service que les nations doivent entretenir entre elles , & qui les mettent dans une dépendance mutuelle pour leur prospérité réciproque. Alors enfin ils rendroient à la justice un hommage éclairé ; & convaincus que le véritable intérêt en est inséparable , ils feroient en même temps justes & heureux.

Mais quelle tranquillité l'Europe peut-elle espérer tant que cette prétendue balance imaginée pour y faire regner la paix , sera gouvernée par les faux principes que lui a donnés une politique jalouse & artificieuse ? Ce projet d'équilibre est cependant en lui même un témoignage bien précieux du sentiment naturel & général qui porte les nations à se regarder comme unies par une confédération réciproque & nécessaire. Il sembleroit devoir contenir toutes les prétentions , réprimer l'ambition des grands empires , assurer l'existence des autres , & fonder une paix inaltérable. Par quelle fatalité ce plan politique , qui est le fruit d'une conviction si conforme à l'ordre , si propre à consolider l'union , a-t-il si peu de pouvoir , ou plutôt n'a-t-il d'autre effet que de multiplier les occasions de trouble ? Combien de fois le zèle pour la conservation de cet équilibre n'a-t-il pas fourni des prétextes pour le rompre par

des traités , par des ligue , par des entreprises funestes au repos de l'Europe , & qu'on annonce comme nécessaires à son maintien ?

Cette contradiction qui fait naître la discorde du plan même qui paroît avoir pour but de l'éteindre , prouve une inconséquence singulière entre la fin qu'on se propose , & les moyens qu'on prend pour y parvenir. D'où peut-elle procéder , si ce n'est de ce que les nations n'ont pas connu la base de cette confédération naturelle , dont elles sentoient le besoin ? Une union véritable ne peut être solidement établie que sur un intérêt commun clairement reconnu , & au maintien duquel se portent toutes les volontés & toutes les forces.

La séparation trop marquée d'intérêt entre les souverains & les sujets , beaucoup plus fréquente encore que la guerre , n'a point d'autre cause que cette ignorance des loix de l'ordre essentiel & de l'intérêt social. C'est de la même source que sortent tous les désordres qui affligent les sociétés au dedans , & les dissensions qui les mettent aux prises. L'identité de cette cause est telle qu'une nation ne pourroit admettre le gouvernement de l'ordre , sans reconnoître la liaison intime de son intérêt avec l'observation de ses devoirs envers les autres ; & que la première qui donnera l'exemple d'une administration conforme

à la justice , donnera en même temps celui de la concorde. La connoissance explicite de l'ordre est indivisible ; & comme elle embrasse tous les rapports des hommes réunis , elle ne leur permet aucun doute qui puisse servir de prétexte pour s'écarter de ses loix. Elle leur montre comment d'homme à homme & dans l'intérieur de la société , tous les devoirs dérivent de la justice absolue , & produisent nécessairement des droits relatifs : elle les force de reconnoître que les nations entr'elles sont gouvernées par les mêmes loix , & que leur bonheur respectif est attaché , comme celui de chaque individu , à l'exercice plein & entier de la liberté & de la propriété.

Si les nations avoient apperçu distinctement cette connexité de rapports qui les rapproche & les unit , & cette liaison intime de leur intérêt avec l'observation des devoirs ; elles n'auroient point admis les principes de cette politique qui les séduit & les divise en leur présentant des intérêts contraires : elles n'eussent eu besoin d'aucun traité formel & exprès pour établir entre elles une confédération générale & inébranlable. La conviction évidente de ses avantages , le bien de la sûreté commune , l'identité des intérêts en auroient fait la force & le soutien , & auroient opposé une résistance

concertée aux efforts de ceux qui, sous quelque prétexte que ce fût, auroient entrepris de la troubler.

Mais faute de ce point commun de réunion, la politique a réussi à subdiviser les intérêts, & à partager les forces : elle n'a pas formé une confédération générale, mais des confédérations particulières qu'elle a mises aux prises. Chaque puissance a accédé à un des bassins de cette balance, ou s'en est retirée suivant ses vues personnelles, les circonstances & ses passions : & même chaque puissance, en entrant dans une de ces confédérations, n'a cherché qu'à faire valoir ses projets, & à poursuivre ses prétentions particulières.

Cet équilibre de l'Europe ne présente donc proprement qu'une collection mal assortie d'intérêts contraires & discordans, qu'on a prétendu, non pas réunir & soumettre à un vœu commun qui ne pourroit être que la concorde, mais balancer & opposer les uns aux autres, en les appuyant de forces & de contreforces, combinées par des traités aussi variables que les intérêts mêmes au soutien desquels ils sont dirigés.

Mais la justice ne peut avouer un plan qui n'a pas pour objet le maintien de ses loix : elle refuse toute espèce de consistance & de succès

à cet équilibre prétendu , qui ne présente que la discorde érigée en système.

La balance de l'Europe & le soin de la maintenir , a rendu la politique beaucoup plus difficile à manier par la multitude & la contrariété des vues & des intérêts , qu'elle ne l'étoit , lorsque chaque nation , sans s'inquiéter des démarches des autres , ne consultoit que sa haine particulière & ses passions. Cet art obscur qui s'enveloppe dans les plis & les replis de la dissimulation , qui craint de se laisser entrevoir , & croit ne pouvoir réussir qu'à l'ombre du mystère , qui n'a aucun principe déterminé , & qui ne règle ses décisions que sur des vues incertaines & variables , décide cependant du sort de l'Europe ; il fait mouvoir les souverains & les nations , & du fond des tenebres où il cache ses délibérations & ses procédés , il prononce sur les prétentions & sur les démarches.

C'est lui qui fait la paix & la guerre ; qui préside aux négociations , & les rend si longues & si épineuses ; qui forme & dissout les alliances ; qui jure & viole les traités ; qui rend les conventions si fragiles , & jette en les dictant des ambiguïtés dont il se servira pour les dénouer ; qui fait passer & repasser les souverains de l'un à l'autre bassin de la balance ; qui rompt à chaque instant cet équilibre , qu'il dit être son

objet & son ouvrage , & le rend impossible à maintenir ; qui ne favorise un intérêt qu'en en blessant d'autres ; qui rend si vagues & si incertaines les combinaisons & les efforts de la prévoyance ; qui renverse les arrangemens , & substitue de nouveaux projets à ceux qu'il vient de détruire ; qui détache les alliés pour en faire des ennemis ; qui suscite tous les jours de nouvelles prétentions , & change la face des affaires ; qui fait naître ou suspend les méfiances, les jalousies & les haines ; qui enfin agite les nations , & les fait courir à la poursuite d'intérêts factices & imaginaires que la moindre circonstance détruira le lendemain.



DIXIEME DISCOURS.

DES guerres & des prohibitions de commerce.

LA politique en se perfectionnant, a trouvé moyen d'étendre encore son empire. Elle a imaginé & fait adopter un nouvel intérêt inconnu à nos peres, dont elle s'attribue la direction. Elle ne se contente plus du pouvoir qu'elle exerce en Europe relativement aux prétentions des souverains dans le continent & aux limites des territoires; elle porte ses vues sur le globe entier pour le soumettre à ses loix: & depuis que les nations européennes ont passé les mers pour fonder aux extrémités du monde des colonies & des comptoirs, elle les y a suivies, & est devenue leur oracle. Elle se vante d'embrasser dans la vaste étendue de ses spéculations les intérêts du commerce de l'Univers dont elle fait aujourd'hui son objet principal.

Jusque-là on avoit pensé que le commerce s'exerce par des conventions réciproques pour l'intérêt des parties qui contractent, & qui n'ont besoin d'aucune intervention pour conclure leur traité, qu'il n'étoit soumis qu'aux

loix simples & invariables de la liberté & de la concurrence, & que soit qu'il se renferme dans l'intérieur des sociétés, soit qu'il passe de l'une à l'autre, soit qu'il traverse les mers, il ne sert jamais mieux les nations, que sous le régime de ces loix.

Mais la politique qui a le talent de compliquer tout ce qu'elle embrasse, a dénaturé & confondu ces notions si simples, & leur a substitué des principes factices, suggérés par la cupidité aveugle & jalouse, d'après lesquels elle trace au commerce la route qu'il doit suivre; elle prétend étendre ou restreindre ses opérations, calculer, balancer & partager ses bénéfices. Elle suppose aux nations des intérêts contraires dans une communication qui leur est également avantageuse; elle élève de toute part des barrières, elle hérissé les frontières de prohibitions, elle ferme ou entr'ouvre les ports, elle admet ou elle refuse par des exclusions graduées & combinées, & distingue les nations plus ou moins favorisées.

Heureuse l'Europe, si le commerce, qui est le lien de la communication ordonnée par la providence entre les hommes, ne devenoit pas souvent pour elle une occasion de guerre, & si les faux principes qui la dirigent n'avoient d'autre suite que de gêner & d'arrêter cette

communication. Mais la discorde qui met également à profit les prétentions réelles & les chimères pour troubler le repos général, suscite continuellement des démêlés d'autant plus difficiles à éclaircir & à régler, qu'ils naissent de la complication des intérêts contraires occasionnée par l'obscurité des principes abstraits & faux que la politique a établis, & qu'entre des nations rivales & jalouses, les armes paroissent le moyen le plus court & le plus expédient de vider les querelles.

Ainsi nous voyons l'Europe en feu, la guerre portée aux extrémités du monde, & les nations acharnées à s'épuiser, & à se déchirer pour les intérêts du commerce paisible, qui ne demande que le repos, la liberté & la sûreté.

Cependant si la guerre offensive qui se propose l'agrandissement & la conquête, est l'entreprise la plus injuste & la plus insensée, celle qui a pour objet de s'emparer du commerce, de borner & de restreindre celui de la nation qu'on regarde comme rivale, est, s'il est possible, encore plus absurde. En effet, on peut acquérir des provinces & agrandir le territoire; si les succès coûtent plus qu'ils ne valent, on avoit un but déterminé, & on l'a rempli. Mais le commerce ne peut être une occasion raisonnable de guerre, on peut le molester, le mettre

en fuite, le détruire, sans pouvoir proprement le conquérir. Il n'y a que l'ignorance de la nature & des effets du commerce, & du véritable intérêt social, qui puisse suggérer des jalousies de commerce, des guerres par lesquelles on prétend l'interdire aux autres pour se l'approprier, des prohibitions & des impôts qui tendent à le repousser.

En effet, les frontières qui séparent les nations ne sont pas des barrières naturelles pour le commerce. Tous les biens que la terre produit doivent être considérés comme une masse commune destinée à l'usage de tous les hommes. Si la distinction des territoires est nécessaire pour déterminer les limites de chaque société, pour faire connoître aux sujets à quelle nation ils appartiennent, & indiquer à chaque souverain où s'étendent ses droits & ses devoirs d'instruction, de protection & d'administration ; elle n'a rien de commun avec le commerce, qui n'a d'autres bornes par lui-même que les productions & la faculté de les payer, & qui tend à lier entre eux tous les peuples pour leur avantage réciproque.

La liberté des échanges est une suite & une conséquence du droit de propriété, dont nous avons vu que les hommes n'avoient perdu aucune partie en devenant membres d'une société civile.

rière. Les souverains n'ont donc rien à ordonner à cet égard. Il est de leur devoir, & par conséquent de leur intérêt de maintenir l'exercice plein & entier du droit de propriété qui exige que les productions atteignent à toute leur valeur naturelle (1).

Le commerce n'est autre chose que le débit des productions qui se fait par le moyen de l'échange. Son objet est de varier les jouissances, & de remplir les besoins réciproques par la communication des biens, & non d'enrichir les parties qui contractent; car il se fait de valeur pour valeur égale, conformément au

(1) La liberté des échanges dérive en même temps de la liberté personnelle, & de la propriété mobilière & foncière.

Si je suis libre, j'ai droit d'acheter & de vendre, où, & à qui il me plaît. Si je suis propriétaire, j'ai droit de disposer de ma chose, & de l'échanger au prix qu'y met la libre concurrence. Les prohibitions de commerce attaquent donc directement la propriété; d'abord des productions dont elles font baisser le prix; ensuite des héritages mêmes, qui ne valent que par les fruits. Enlever un sixième des fruits, ou leur faire perdre un sixième de leur valeur, l'effet est le même, & cet effet emporte l'invasion d'une partie du fonds.

S'il est des cas où le principe de la propriété puisse souffrir des exceptions, ils sont très-rares & particuliers: il ne peut jamais admettre d'exceptions générales & permanentes. Il n'est donc aucun cas où le souverain puisse par une loi permanente porter atteinte à la liberté des échanges, qui est un droit d'hommes, non de citoyens.

cours naturel des causes qui décident de la valeur au moment du traité.

Les prix sont l'expression de la valeur. Ils varient continuellement, parce qu'ils sont soumis à l'influence de causes variables qui les déterminent, & qui sont préexistantes au commerce. Les prix sont vrais & naturels, lorsqu'il n'entre dans leur fixation que les causes qui doivent y concourir, telles que la rareté, l'abondance, les frais indispensables, la facilité de payer plus ou moins répandue, l'état des communications & des débouchés, &c. Ils sont faux & défavorables pour l'une des parties au préjudice de l'autre, lorsqu'ils n'atteignent pas à leur niveau naturel, ou qu'ils montent au-dessus par quelque cause factice & arbitraire, telle qu'une prohibition, un privilège, un impôt, dont l'effet est de diminuer la concurrence possible, de gêner la liberté, de renchérir les productions ou les services relatifs aux échanges. La propriété ne jouit de toute son étendue légitime que par la liberté pleine & entière du commerce au dedans & au dehors : & l'autorité qui n'est instituée que pour le maintien de la propriété, ne peut être autorisée par aucun motif à restreindre ou à grever la liberté des échanges qui en dérive nécessairement.

En effet, c'est pour l'intérêt des nations,

c'est avec leurs productions, que se fait le commerce, que des idées fausses & incomplètes, suggérées par la cupidité exclusive, n'ont que trop confondu avec les moyens par lesquels il se fait.

Les moyens du commerce consistent dans toutes les facilités & les travaux qui concourent à étendre & à favoriser la jouissance & la communication des biens, & comprennent les chemins, les rivières les voitures, la navigation, tous les outils & les instrumens nécessaires à la fabrication & au transport, & tous les services des hommes qui s'emploient à ces travaux sub-séquens à celui de la culture, & qui sont tous des agens interposés entre les premiers propriétaires des productions & les consommateurs.

Ces travaux sont indispensables pour procurer le débit & la jouissance des productions, parce qu'elles ne sont pas toujours à portée de ceux qui veulent échanger, & qu'elles exigent diverses préparations pour être appropriées à nos besoins. C'est sur ces travaux que sont établis les moyens de subsistance pour ceux qui n'étant ni cultivateurs ni propriétaires, n'ont pas un droit immédiat au partage des productions. Ils en acquièrent leur part par leurs services à titre de salaires & de bénéfices, dont le montant forme l'emploi d'une partie considérable des

richesses renaissantes , & est un objet de dépenses pour ceux qui en possèdent originai-
rement la totalité.

C'est toujours la masse des productions annuellement renaissantes , estimée au moment de la récolte , & au prix de la vente en première main , qui constitue & détermine pour une nation la totalité des moyens de dépenser. Les accroissemens de valeur qu'obtiennent ensuite les productions par les travaux du commerce & de l'industrie , n'ajoutent rien à cette somme ; ils ne pourroient être calculés de nouveau que par un double emploi évident ; parce qu'ils coûtent tout ce qu'ils valent ; parce qu'ils ne présentent pas une nouvelle production , mais l'emploi d'une partie des productions créées par la culture ; parce que le travail qui leur a donné la forme ou le mouvement , loin de procurer des richesses , est payé en totalité par celles qu'a fait naître le premier travail.

Les productions qui sont des biens par eux-mêmes , n'acquierent la qualité de richesses que par la valeur , & c'est le débit qui leur communique cette valeur par le moyen de l'échange. Tous ceux qui sont vendeurs de productions , c'est-à-dire , les deux classes productives & propriétaires qui les partagent immédiatement , ont donc le plus grand intérêt à ce que le débit se

faſſe au meilleur prix poſſible. Mais ces deux claſſes compoſent principalement la nation dans un état agricole ; car elles renferment les ſouverains , les propriétaires du territoire , & ceux qui incorporent à la terre le fonds de leurs richelſſes mobilières pour la rendre productive (2).

(2) La claſſe qui par ſon travail & ſes avances , nourrit & entretient toute la ſociété , eſt la claſſe attachée à la culture : la claſſe qui fournit véritablement la dépenſe publique , eſt la claſſe des propriétaires. Les autres citoyens ſont dans la nation ; mais ils ne ſont pas proprement la nation : car ils ne tiennent pas proprement au territoire ; ils peuvent transporter ailleurs leur industrie & leurs capitaux ; & par rapport à l'impôt ils ne ſont pas vraiment contribuables. En vain vous gloſifieriez-vous de la proſpérité de votre commerce , tant que vous n'en jugerez que par la fortune de vos marchands & de vos voituriers. Quelques-uns d'eux peuvent ſ'enrichir par l'effet des privilèges que vous leur accordez , & la nation ſ'appauvrir. D'ailleurs leurs richelſſes toutes mobilières ne ſont pas des richelſſes nationales. Ils ſavent en toutes circonſtances les ſouſtraire à l'impôt. Ils vous prêtent les ſommes qu'ils ont gagnées au détriment du commerce national , & par cette reſſource perfide ils perpétuent la durée des guerres , qui n'ont que leur avantage pour objet , & dont les ſuites vous écraseroient pendant des ſiècles , ſi l'impuiffance de payer n'amenoit les réductions des intérêts , puis des capitaux , & ne faiſoit à la fin évaporer la dette par une injuſtice graduelle qui ruine une partie de vos ſujets , mais qui prend ſon origine dans des dépenſes ſupérieures à vos moyens , parmi leſquels vous avez compté le crédit qui n'en eſt un que pour le moment. Vos marchands peuvent vous prêter , mais ils ne vous donnent pas. Ils vous entretiennent dans la fauſſe idée

Quel est donc ici le véritable intérêt national ; si ce n'est celui des deux premières classes ; qui consiste à avoir une abondante reproduction , à lui procurer par le débit facile une grande valeur , & par conséquent à jouir de la plus grande liberté dans les échanges , laquelle en favorisant le débit avantageux , assure la rentrée des reprises de la culture , & tout le revenu que doivent partager le souverain & les propriétaires dans l'état donné de la culture ?

Que les échanges se fassent au dedans ou au dehors , cette différence ne change rien à l'essence des choses. Le commerce extérieur n'est qu'une branche du commerce national , très-petite en elle-même , quoique très-importante par ses effets sur la valeur. Il se fait pour l'avantage réciproque des nations agricoles qui échangent leurs productions. Ce sont elles qui supportent & qui remboursent les frais du

d'une puissance qui n'a pour base que des ressources ruineuses. Ils ne payent pas plus que les propriétaires sur leur consommation personnelle : & vous n'êtes pas sans doute assez peu éclairé pour ne pas voir que ce ne sont pas eux qui payent réellement les taxes d'entrée & de sortie , qu'ils ne manquent pas de les rejeter sur les consommateurs & sur les vendeurs en première main , (c'est-à-dire sur vous & sur vos colonies ,) & d'y ajouter même les intérêts de l'avance qu'ils en font.

service de l'industrie & du transport par lequel se fait le rapprochement.

Les nations doivent donc se regarder respectivement comme vendant & comme achetant. En tant qu'elles vendent, c'est l'intérêt des deux premières classes qu'il faut consulter, parce qu'il renferme celui de la troisième. En tant qu'elles achètent, il n'y a plus de distinction à faire entre les trois classes qui partagent la société : l'intérêt commun est d'être servi dans l'état d'immunité & de concurrence, & ceux mêmes qui par un intérêt particulier & contraire à cet intérêt général, désirent des exclusions dans un genre, en supportent les effets, lorsque dans d'autres ils ne sont plus que consommateurs.

L'intérêt commun & respectif des nations en toute circonstance est donc d'ouvrir leurs ports & leurs frontières, d'admettre indistinctement tous les étrangers à venir acheter & vendre chez elles, & de ne soumettre leur commerce qu'aux loix de la plus entière concurrence.

Or comme tout intérêt légitime constitue un droit duquel naît un devoir, toutes les nations ont un droit constant à la liberté des échanges, & doivent se regarder comme obligées au devoir étroit de la respecter dans les autres. Mais

la balance de la justice est égale : ceux qui s'emploient aux travaux de l'industrie & du commerce ont aussi le droit de retirer de leurs travaux & de leurs avances le prix qu'y met la libre concurrence. Le souverain gardien & protecteur universel leur doit , comme aux deux premières classes , la garantie de leurs droits ; mais il ne peut accorder à quelques-uns d'entre eux plus que la justice ne leur attribue : car il ne pourroit le faire qu'en les privilégiant aux dépens des deux premières , & même au préjudice de toutes les autres subdivisions de la classe salariée qui en ressentiroient nécessairement les contre-coups.

Comment les nations ont-elles pu prendre le change sur des notions aussi simples , au point de sacrifier leur véritable intérêt , de confondre leur commerce qui est celui de propriété , avec l'exercice du trafic qui n'est que le service de leur commerce ; de restreindre le débit & la valeur de leurs productions pour favoriser par des privilèges les marchands & les voituriers domiciliés dans leurs ports ; de renchérir les frais de leur commerce par l'exclusion des étrangers , ou par des impôts qui en ont plus ou moins l'effet ; de gouverner leurs colonies par ces principes prohibitifs , & de ne les

estimer en quelque sorte que pour ouvrir & réserver à leurs négocians une branche de salaires & d'occupations (3)?

Tant il est vrai que les hommes sont susceptibles d'admettre les opinions les plus fausses & les plus préjudiciables, lorsqu'ils sont dénués de la connoissance des vérités qui leur en démontreroient l'illusion. La cupidité aveugle & exclusive est parvenue à persuader aux

(3) Dans les guerres qui ont la conquête pour objet, on peut dire aux nations : calculez bien, & vous verrez que les avantages auxquels vous aspirez vous coûteront plus qu'ils ne valent ; dans les guerres de commerce on a droit de leur dire en outre : ces succès qui ne valent pas le prix que vous les achetez, vous seront très-préjudiciables, & sont directement contraires aux intérêts de votre commerce.

En effet, on peut par un traité de paix dans lequel on donne la loi, stipuler que la nation ennemie n'aura plus droit de commercer dans tel pays, ou assujettir son trafic à des impôts qui ont l'effet d'une exclusion partielle. Mais en l'excluant de vos conquêtes & de vos colonies, vous resserrez le commerce de propriété de vos sujets, vous nuisez à la valeur de leurs productions : vous les grevez dans leurs achats & dans leurs ventes, vous renchérissez le service de vos marchands que vous délivrez du frein de la concurrence ; vous partagez vous-même cette surcharge par la réciprocité du commerce que vous avez avec vos colonies.

Tout le fruit de vos succès & de votre politique est donc d'appauvrir vos colonies que vous devriez traiter comme des provinces de votre empire, & de renchérir pour vous les productions que vous en recevez.

Sujets comme aux souverains , que la société renfermant dans son sein plusieurs classes de citoyens distinguées par leurs professions & leurs travaux, ne pouvoit pas être gouvernée par des loix générales, comme si elle n'avoit à consulter qu'un intérêt commun. Elle a étalé avec emphase les sommes acquises par le commerce & l'industrie ; elle a vanté les fortunes que ces travaux procurent à leurs entrepreneurs ; elle a réussi à les faire regarder comme des richesses nationales , quoiqu'elle sache très-bien les moyens de les soustraire à la contribution aux besoins publics. Elle a fait croire qu'il étoit bien avantageux d'en réserver toutes les branches ; qu'il ne falloit rien laisser passer aux étrangers de ce qu'il étoit possible de leur enlever ; qu'il étoit utile de se procurer la préférence dans la main d'œuvre par le bas prix des denrées ; qu'il falloit écarter par des impôts les ouvrages des étrangers , ainsi que leur service ; que toute traite des colonies devoit être réservée à la métropole , c'est-à-dire aux marchands qui y résident , &c. &c. La cupidité a élevé sur ces principes une théorie séduisante que les souverains & les nations ont adoptée , qu'ils prennent pour règle de leur démarches ; & qui est devenue le point le plus important

des traités , & le plus difficile à concilier (4).

Ainsi de toute part le commerce entravé , vexé , repoussé au milieu même de la paix , ne marche plus qu'accablé de chaînes. Il achette à chaque pas le droit de se mouvoir , le droit d'acheter , de vendre , de passer , le droit de servir les nations , de remplir leurs besoins , de soutenir la valeur de leurs productions , & nécessairement il leur fait payer tous ces retards qu'il éprouve , ces surcharges dont il est grevé , & ces difficultés vaincues. Souvent même il ne marche qu'en se glissant dans les tenebres ; il est forcé de se cacher pour rendre

(4) Actuellement que la fureur des conquêtes est passée , & que le système présent de l'Europe ne permet à aucune nation le projet d'en subjuguier une autre , & de conserver paisiblement son acquisition , à moins qu'elle ne la partageât avec les nations qui peuvent s'y intéresser : presque toutes les guerres ne sont plus que des guerres de commerce , dont l'objet est de s'approprier une branche de trafic , ou d'interdire l'accès de ses colonies aux étrangers , & dont l'effet est de ruiner respectivement les parties belligérantes , pour faire un tort réciproque à leur commerce.

Mais on ne peut trop le répéter : l'intérêt du commerce pour une nation consiste essentiellement dans la liberté & la facilité des échanges , dans la concurrence des vendeurs & des acheteurs , des agens intermédiaires & des voituriers , qui procure le prix le plus favorable en toute circonstance , & qui réduit au taux le plus bas les salaires , les bénéfices & les frais indispensables au profit évident des vendeurs & des consommateurs , c'est-à-dire au profit de la nation.

son service moins cher , d'employer tous les artifices de la fraude pour se soustraire aux prohibitions & aux impôts , pour se dérober à la vigilance des gardes établis pour le surveiller , ou le mettre à contribution ; & s'il se laisse surprendre , ses opérations deviennent des crimes.

Sans doute un jour les nations éclairées sur leurs véritables intérêts reconnoîtront que ce sont elles qui vendent & qui achettent , que c'est pour elles & avec leurs productions que se fait le commerce ; alors elles abattront de toutes parts les barrières qu'elles lui opposent , elles rompront ses chaînes , & l'inviteront à les servir dans un état de pleine liberté & de concurrence. Mais cette révolution importante ne se fera jamais par une convention générale ; il n'y a que l'exemple qui puisse l'amener par degrés : la nation qui le donnera d'abord en retirera tant d'avantages , que le refus des autres ne doit pas lui paroître un obstacle. Elle n'a pas droit d'user de contrainte pour obtenir d'elles l'observation de ce devoir réciproque. Mais les prohibitions autorisent d'autant moins les représailles , que le tort qui en résulte retombe sur la nation même qui les établit (5).

(5) Tout acte par lequel on nuit aux propriétés

Le principe de la fraternité des nations n'est donc pas seulement dicté par la justice ; il est

d'autrui , par lequel on attente à sa liberté , est un acte ennemi , & constitue l'état de guerre.

Il est aujourd'hui entre les nations deux sortes de guerres : l'une qui se fait à main armée & à force ouverte , qui porte le fer & le feu sur le territoire de ses voisins , qui égorge les hommes , qui saccage les villes , qui porte la désolation & la mort. Cette folie barbare cause d'ordinaire autant de tort à l'agresseur qu'à son ennemi : car celui ci se défend , & lui rend autant de mal qu'il peut. C'est un double malheur pour l'humanité , & nous couronnons de lauriers ces monstres qui désolent la terre : nous célébrons leur gloire en vers & en prose , nous leur élevons des statues.

L'autre espèce de guerre est sourde & cachée. Chaque nation l'emploie pour nuire aux propriétés de ses voisins par des voies indirectes , pour restreindre la valeur de leurs productions , & en empêcher le débit par des prohibitions & des impôts. Cette guerre cause encore autant de mal à celui qui la fait qu'à celui contre qui elle est dirigée : car il n'est pas possible aux nations d'être injustes impunément.

Cette manière de faire la guerre à laquelle se bornent les nations de l'Europe dans les intervalles où elles se disent en paix , est moins cruelle & moins barbare. Ses effets sont moins frappans & moins sensibles ; mais il en résulte toujours diminution de richesses de culture & de produit , perte égale & respectueuse ; & ces actes d'hostilité par lesquels les nations s'appauvrissent & se nuisent à l'envi , nous les regardons comme une partie essentielle de la politique , comme la preuve d'une administration attentive à procurer le bien d'une nation.

En vérité le moyen d'obtenir l'estime des hommes est de leur faire beaucoup de mal , & l'ignorance dénature tout à leurs yeux. La première manière de faire la guerre est quelquefois blâmée par la nation qui sent le fardeau des dépenses ; encore l'approuvera-t-elle , si

également conforme à l'intérêt de chaque nation indépendamment de la conduite des autres. Il ne doit pas être simplement regardé comme une belle idée morale, bonne à enseigner dans les écoles des philosophes, mais comme une maxime pratique de gouvernement dont on ne peut s'écarter qu'à son préjudice.

Les hommes ont tellement multiplié les exceptions au principe de la fraternité, qu'ils lui ont substitué dans la pratique le principe contraire de l'opposition habituelle d'intérêt, & qu'ils en ont fait la base de leur politique. Mais est-il donc au pouvoir des hommes de changer par leurs opinions la nature des choses, de rendre un principe applicable à la conduite, ou de le réduire à n'être qu'une simple vérité de théorie, d'accorder ou de refuser aux loix divines l'autorité d'être obligatoires ? Ils peuvent sans doute s'aveugler & se tromper,

elle se fait avec succès, ou si l'on peut avant de l'entreprendre, lui persuader que l'intérêt de sa gloire, ou de ce qu'on appelle *son commerce*, l'exige.

La seconde espèce de guerre est généralement applaudie : elle s'exerce réciproquement de la meilleure foi du monde : chaque souverain, dit-on, est le maître chez lui ; il doit être attentif à réserver à sa nation tous les bénéfices qu'il peut, à faire pencher en sa faveur la balance du commerce, à lui assurer la préférence sur l'étranger, à tâcher de rendre celui-ci tributaire de son industrie, &c. &c.

& malheureusement ils n'abusent que trop de ce pouvoir. Mais la vérité ne feroit qu'un vain nom , & son autorité feroit illusoire , si elle dépendoit de leurs opinions & de leur conduite. Ce qui est vrai le fera toujours : ce qui est obligatoire ne cesse pas de l'être , quoique contredit & méconnu. Les loix divines ne perdent ni leur existence ni leur autorité , parce qu'il plaît aux hommes de les violer ; la conduite des autres n'est un titre pour suivre leur exemple , que dans le cas d'une défense légitime , où il n'y a d'autre moyen que la force pour repousser la force.

Mais l'acte d'hostilité que commet une nation envers une autre en l'excluant de chez elle par des prohibitions & des impôts , en violant la loi de la réciprocité du commerce & de la liberté des échanges , n'autorise point les représailles ; parce qu'elles ne sont légitimes que dans le cas d'une nécessité indispensable ; parce que loin de diminuer le mal , elles ne font que l'aggraver , l'étendre & le rendre universel ; parce que cette manière de se venger & de repousser les prohibitions par des prohibitions , les impôts par des impôts , est aussi ruineuse & aussi funeste à la nation qui l'emploie , qu'à celle qui a été assez peu réfléchie pour en donner l'exemple ; parce qu'en tout

état de cause , & quelle que soit la conduite des autres peuples , il est physiquement & immuablement utile à une nation d'ouvrir ses ports , & d'accueillir le commerce universel , soit pour se procurer les meilleures conditions possibles dans ses ventes & dans ses achats , soit pour réduire les frais du trafic ; parce qu'enfin le seul moyen de faire cesser ce genre d'hostilité est de continuer à maintenir la franchise & la liberté , ou de les rétablir , si l'on s'est laissé entraîner par l'exemple , & de prouver aux autres par les heureux effets qu'on retirera de cette modération , combien est solide & abondante la récompense attachée à l'observation inviolable de la justice (6).

(6) L'intérêt du commerce bien entendu ne peut jamais nécessiter une guerre. Les étrangers ne peuvent demander ni désirer rien de mieux , que la liberté de vous acheter & de vous vendre chez vous & dans vos colonies. Il faut la leur accorder , non par foiblesse & par impuissance , mais parce qu'elle est juste en elle-même , & qu'elle vous est utile. Ils ont tort sans doute de la refuser chez eux : mais cette faute d'ignorance dont , sans le savoir , ils sont punis les premiers , n'est pas une raison qui doive vous porter à vous nuire à vous-même en suivant cet exemple , & à vous exposer aux suites , & aux dépenses d'une guerre pour avoir la vaine satisfaction d'user de représailles , dont l'effet ne peut manquer de retomber sur vous , & de rendre votre commerce plus désavantageux. La véritable manière de répondre à ces hostilités seroit de le faire par un

Que

Que l'on compare au principe si simple , si touchant & si vrai de la fraternité des nations , la politique que les hommes lui ont substituée , & lui préfèrent : quelle différence dans l'origine

manifeste de paix universelle & de liberté générale.

Quel prétexte de discorde & de guerre pourroit avoir le peuple le plus jaloux contre une nation qui feroit profession de recevoir tous les étrangers & les marchandises dans ses ports & ses colonies ? Voudroit-il la forcer à exclure les autres pour n'admettre que lui ? Ce seroit véritablement alors une cause légitime de guerre ; ce seroit une injustice à laquelle l'intérêt & l'honneur de la société forceroient de s'opposer. Mais cette querelle deviendrait nécessairement celle de toutes les nations qui seroient intéressées à l'embrasser , & qui en la soutenant croiroient combattre pour la liberté commune. Pendant cette guerre son commerce ne souffriroit aucune interruption ; il se feroit par les nations amies , ou bien il faudroit que l'agresseur déclarât en même temps la guerre à toutes les nations commerçantes.

Le bon abbé de Saint-Pierre avoit imaginé un projet de paix perpétuelle pour la république européenne. Mais la paix ne peut être que le fruit de l'ordre ; parce que lui seul fait concilier tous les intérêts ; elle ne peut être solide qu'autant que toutes les parties voient clairement qu'il leur est utile de la maintenir , & qu'elles ne peuvent que perdre en la troublant. Or puisque nos guerres les plus fréquentes aujourd'hui sont des guerres de commerce , la liberté entière ne seroit-elle pas le meilleur moyen de parvenir à cet heureux état de paix perpétuelle ; d'abord pour la nation qui l'établirait la première , qui dès-lors n'auroit plus à craindre la jalousie de ses voisins ; & qui , si elle pouvoit être attaquée , verroit par une confédération fondée sur l'intérêt commun , tous les autres peuples s'armer pour sa défense ; & ensuite pour toute l'Europe , lorsque l'exemple des avantages rapides de la liberté auroit fait sentir aux autres nations la nécessité de l'établir.

& dans les effets ! Cette politique est le fruit malheureux des passions, de l'ambition insatiable, de la jalousie exclusive, de la vengeance aveugle ; & l'injustice de ces passions est entretenue par l'opinion erronée qui séduit, qui interdit tout examen & tout calcul, & qui persuade que le mal qu'on peut faire aux autres est un moyen d'accroître la somme de son bonheur & de ses richesses. Voudroit-on contester cette odieuse origine de la politique ? Qu'on en juge par les effets ; cette foule de maux qui en dérivent, l'attestent & la démontrent.

. N'est-ce donc pas cette politique, qui a jusqu'à présent fermé les dissensions, les haines, les rivalités, les prohibitions, les impôts réciproques, qui a rendu les guerres si fréquentes & si opiniâtres, les traités si peu sincères & si faciles à rompre, qui au sein même de la paix, ou plutôt dans les courts intervalles d'une guerre à l'autre, a maintenu les nations dans un état habituel d'hostilité, en leur suggérant d'attaquer soudainement leur propriété respective, de s'exclure réciproquement, de restreindre la communication, & de se nuire à elles-mêmes pour appauvrir les autres ? Comme s'il étoit dans l'ordre de la providence de permettre à quelqu'une de s'enrichir d'une manière solide & durable au préjudice des autres peuples.

Ces opinions si fatales au bonheur des hommes & au repos des nations, si opposées à leur intérêt commun, à l'ordre essentiel, & aux loix de la justice, qui peuvent être ignorées & violées, mais qui ne peuvent l'être impunément, sont-elles donc si fortement enracinées qu'on ne puisse les attaquer sans paroître publier une nouvelle doctrine, sans être accusé d'altérer les principes du gouvernement par des opinions systématiques & des spéculations dangereuses? Et les hommes sont-ils si éloignés du simple & du vrai, & si ennemis de la justice, qu'on ne puisse sans témérité entreprendre de les y rappeler?

Mais la politique extérieure d'une nation, gouvernée au dedans par les loix de l'ordre social, seroit nécessairement aussi simple, aussi juste, aussi fraternelle, que son administration intérieure. C'est la foiblesse des gouvernemens, causée par l'ignorance de leurs vrais intérêts, qui les rend timides, méfians, faciles à alarmer, toujours prêts à courir aux armes, jaloux & inquiets de la conduite de leurs voisins. C'est elle qui les rend le jouet des circonstances, & qui les force de céder à tous les mouvemens qui s'excitent autour d'eux.

Ne s'élèvera-t-il donc jamais une nation, ou plutôt un gouvernement, qui établisse sa

puissance, la force, la sûreté, non sur des alliances fragiles, passagères & dictées par l'intérêt du moment, non sur la foiblesse de ses voisins, sur les intrigues & les manœuvres des Cours, sur l'art des négociations, sur les fausses maximes de la politique actuelle; non sur des armées nombreuses, formées de gens pris au hasard, indifférens aux revers & aux succès, à charge & désœuvrés pendant la paix; mais sur une bonne constitution intérieure, sur un impôt sagement établi, sur une riche culture, sur une administration conforme à l'ordre, sur une bonne milice, vraiment nationale, fortement constituée, composée de citoyens qui sauront que jamais ils n'auront à combattre pour servir l'ambition d'un souverain, ou les fantaisies d'un ministre qui se joue de la vie des hommes, mais pour une cause juste & indispensable, pour la défense de la patrie & pour ses vrais intérêts; qui soutenus par ces grands motifs se croiront invincibles, & qui attachés à leur profession par l'éducation, par les sentimens, par les mœurs, par l'opinion, préparés aux fatigues de la guerre par des travaux utiles pendant la paix, sentiront toute leur supériorité sur ces armées de stipendiaires que peuvent leur opposer les autres nations.

Que la politique de cet état sera différente

de celle des autres ! Il méprisera les ressources de cette prétendue science, qui n'est autre chose que l'art de tromper avec plus d'adresse, & d'éviter de l'être ; de susciter des querelles pour affoiblir ses voisins ; de fomentier des divisions sans paroître y prendre part ; de compliquer les intérêts pour se rendre nécessaire ; de négocier avec finesse & avec avantage ; de découvrir les projets des autres sans se laisser pénétrer ; de semer la défiance & les troubles dans l'espérance d'en profiter ; d'intriguer sourdement en donnant le change sur ses démarches ; de nouer des traités dans l'intention de les violer ; de protester de sa fidélité lorsqu'on se dispose à y manquer.

Il méprisera ces manœuvres comme indignes de lui, comme des preuves & des effets de foiblesse ou de mauvais desseins, & il ne sera ni foible ni ambitieux. Sa politique sera aussi franche & aussi ouverte que sa conduite avec ses sujets ; ses manifestes seront aussi vrais que les préambules de ses loix. Il n'exigera rien des autres : il aura su rendre son existence indépendante ; il ne craindra point leur prospérité ; il ne sera point jaloux de leur puissance : & s'il cherche à prévaloir sur eux, ce sera par la supériorité de ses loix, par la sagesse de son gouvernement, par l'attachement de ses sujets. *U*

fera profession d'aimer la paix , & il faudra se la procurer : il craindra la guerre , & il sera toujours prêt à la faire. Tel le roi des animaux qui dort avec assurance : son silence même inspire le respect : son sommeil est fier & tranquille , & son réveil seroit terrible pour qui oseroit troubler son repos.

Il n'entreprendra jamais de guerre offensive ; parce qu'il sera juste ; parce qu'il verra avec évidence la liaison de la justice avec ses vrais intérêts ; parce qu'il sentira qu'un empire trop vaste est plus difficile à défendre & à gouverner , surtout si les possessions sont divisées , que le même territoire peut doubler de valeur par la culture d'une manière bien plus avantageuse que s'il doubloit par la conquête ; qu'il vaut mieux accroître le nombre des citoyens par la sagesse du gouvernement qui multiplie les hommes avec une rapidité incroyable , que par la force des armes qui détruit une partie des sujets pour en soumettre de nouveaux , & qui fait perdre plus de forces réelles à l'état , qu'elle ne peut lui faire gagner en étendue (7).

(7) Il est deux causes de la dépopulation de l'Espagne & de son appauvrissement , depuis l'expulsion des Maures qui l'avoit déjà si fort affoiblie ; ces deux causes qui ont concouru , procèdent toutes deux du déplacement des dépenses.

La première est la conquête du nouveau Monde :

Il n'aura jamais de guerre, & ne pourra même jamais en avoir pour de prétendus intérêts de

elle a négligé son territoire si riche & si fertile pour courir après la fortune : elle a enlevé à la terre une partie de ses avances pour en faire des capitaux de commerce, & payer des entreprises maritimes. Si elle avoit cultivé le nouveau Monde, comme ont fait les Anglois, elle n'auroit fait que déplacer les richesses & sa population, & peut-être avec un bon gouvernement ; & en ne formant que des établissemens progressifs, auroit-elle pu soutenir ce partage sans trop préjudicier à la métropole ? Mais la culture est un moyen trop long de s'enrichir. L'idée de se fixer à la terre peut-elle venir à des gens qui ne quittent leur patrie que pour amasser de l'or, qui le voient briller à leurs yeux, & à qui il ne coûte que le prendre ? C'est en pillant, en dépeuplant, en dévastant, que l'Espagne a prétendu s'enrichir, & elle a fourni un grand exemple de la vérité de cette maxime ; qu'il n'est pas donné à une nation de trouver son avantage à être injuste. Le pillage a des bornes fort courtes ; il détruit tout & ne produit rien : les pillards ou leurs enfans finissent par devenir pauvres. L'Espagne en préférant les riches métaux aux biens annuellement renaissans de la culture, a perdu & les richesses territoriales qu'elle possédoit avant la conquête, & celles qu'elle a acquises par ses dévastations. Elle a cru qu'il suffisoit d'avoir de l'or : & cet or au lieu de vivifier son territoire, l'a desséché : cet or répandu dans l'Europe a perdu plus de la moitié de sa valeur d'échanges : en a-t-on été plus riche, parce qu'il a fallu en donner un plus grand poids ? Ces métaux enfin auxquels elle a tout sacrifié, ne font plus que passer par ses mains pour couler chez les nations qui tirent de leur territoire de quoi les acheter.

La seconde cause de l'épuisement de l'Espagne vient des guerres étrangères entreprises par Charles-Quint & Philippes II, qui ont porté au loin la consommation d'une partie des sujets & de l'impôt : & c'est cette

commerce. Il sera peu jaloux d'avoir des possessions à l'extrémité de la terre, & d'y porter

dépense portée chez elles qui a enrichi les Provinces-Unies, & leur a facilité les moyens de se soutenir contre toute la puissance de l'Espagne.

En effet, les suites du déplacement des dépenses sont très-fâcheuses pour la culture. La valeur des productions se convertit en argent par la vente qu'en fait le cultivateur : mais cet argent après avoir payé les dépenses annuelles qui ont fait naître la récolte, après avoir payé le propriétaire & l'impôt, après avoir passé ensuite par les mains de la classe de l'industrie par la vente qu'elle fait de ses ouvrages, & circulé ainsi dans toute la société, doit revenir au cultivateur, à qui tous ceux qui l'ont reçu en première, seconde, troisième mains, &c. doivent le rapporter par les achats qu'ils font à la classe productive, soit de subsistances, soit de matières premières. Lorsque cinquante millions de cet argent, qui représentent la valeur de cinquante millions en productions, & qui doivent rentrer à la classe productive de jour à autre par de nouvelles ventes, sont portés ailleurs : lorsqu'une partie des citoyens qui doivent consommer & payer leur consommation avec cet argent fourni par le cultivateur, l'emporte & va la dépenser au loin, & cela pendant une longue suite d'années : il faut que la valeur des productions diminue, à moins que d'un autre côté le commerce étranger ne vienne enlever ces productions qui manquent de valeur & de débit, & suppléer au défaut de consommation intérieure. Mais il faudroit qu'il fût bien libre & bien étendu pour pouvoir la remplacer, & jamais il ne peut procurer les mêmes avantages que la consommation faite sur les lieux.

On dira peut-être que l'Espagne ne devoit pas en ressentir de perte, parce que si d'un côté les guerres étrangères enlevoient une partie des retours qui devoient rentrer à la classe productive ; d'un autre côté la découverte du nouveau Monde faisoit entrer continuellement

des dépenses qui peuvent trouver tant d'emplois si utiles sur son territoire , pour se procurer à

en Espagne beaucoup plus d'argent qu'il n'en sortoit par la guerre.

Cela peut être : mais la plus grande partie de cet argent ne retournoit pas à la culture ; il étoit employé à des entreprises de commerce , & à des établissemens étrangers à la terre. Il appartenoit à des capitalistes , & ne circulant pas dans la classe productive , il ne pouvoit la dédommager du déplacement des dépenses : la conquête du nouveau Monde au contraire augmentoit le mal , & entraînoit en même temps au-delà des mers une autre partie de la nation ; ce qui causoit double perte , & enlevoit encore à la culture une partie de ses capitaux , bien loin de lui en rendre.

Des millions introduits dans une nation par un événement pateil , peuvent augmenter son numéraire , mais ne l'enrichissent pas. Ils font seulement tomber la valeur des productions relativement à l'argent , en diminuant la valeur d'échange des métaux. Il n'y a d'accroissement de richesses pour une nation que par un accroissement de production. Il n'y a de richesses qui se reproduisent que celles qui sont appliquées à la terre , & qui s'y incorporent par la culture. Elles seules renaissent avec bénéfice ; elles nourrissent leurs agens & toute la société par un pur don de la nature : au lieu que tout autre emploi d'argent ne produit qu'une circulation stérile , dont les effets peuvent être par contre-coup utiles à la culture en favorisant le débit & la consommation , mais dont il ne résulte toujours que des frais , & tout simplement des frais qui ne peuvent être payés que par la reproduction , laquelle restitue annuellement ses propres dépenses avec un produit net , dont l'emploi ne peut être porté ailleurs sans détérioration.

Ces vérités sont évidentes pour ceux qui ont les premières notions de l'ordre physique , & qui sentent la différence essentielle qui se trouve entre les travaux de

grands frais des objets de luxe , dont il fait que les autres nations ne le laisseront pas manquer , si ses sujets ne sont pas encore assez sages pour y renoncer (8).

Aucune nation n'aura chez lui de privilège ni de faveur pour le commerce, & les négocians domiciliés chez lui n'en auront pas davantage. Son code à cet égard sera aussi simple & aussi court que ses principes. *Liberté, sûreté, franchise, concurrence au dedans & au dehors.* On entrera chez lui, on en sortira de même : on

la culture qui tirent de la terre par une nouvelle génération , & la restitution de leurs frais , & un excédent disponible ; & les autres travaux qui donnent la forme aux matieres que la terre a produites , qui exigent de même des frais , & procurent un bénéfice à l'entrepreneur , mais dont toute la dépense ne peut être payée que par les richesses qu'a fait naître le premier travail.

(8) Les nations qui ambitionnent si fort le commerce des Indes , ne le font que dans l'espérance d'y gagner : elles ont donc le plus grand intérêt de vous vendre , & prendront en retour vos productions, qui ne sont pas reçues aux Indes. Quelque chose que fasse chacune d'elles , elle ne sera pas seule à vous servir. Laissez-leur faire les frais de ce commerce ruineux , qui n'a aucun trait à votre territoire , & qui ne vous procure que des marchandises superflues. Laissez aussi vos marchands y aller à leurs risques , s'ils le jugent à propos. Vous achetez moins cher dans cet état de concurrence, que d'une compagnie privilégiée. Vous aurez d'épargne les frais immenses de souveraineté dans des établissemens précaires situés à l'extrémité de l'Univers ; & les capitaux que vous verseriez dans ce commerce , trouveront chez vous mille emplois plus utiles.

traversera son territoire sans y rencontrer ni tarifs, ni préposés, ni barrières. Il s'inquiétera peu des sublimes & inintelligibles spéculations de *la balance du commerce*, qu'on dit avoir servi de base à des tarifs combinés il y a plus d'un siècle sur les intérêts du commerce, qu'on dit en même temps être sujets à des variations continuelles. Ses ports deviendront le rendez-vous général du commerce, qui ne cherche que l'immunité, & il reconnoîtra bientôt que loin de lui avoir préjudicié par cette sage politique, il n'a fait que l'étendre. Il ne forcera aucune nation à s'acquitter envers lui du devoir de la réciprocité : il attendra que l'exemple des avantages de la liberté détermine ses voisins à l'imiter.

Il ne s'inquiétera pas de ce qui se passe chez les autres. Que lui importent leurs querelles, leurs jalousies, leurs projets ambitieux, auxquels il ne veut prendre aucune part ? Le souverain de cet état exhortera les autres à la paix & à la concorde ; il leur offrira sa médiation & ses bons offices : & lorsqu'il surviendra quelque un de ces grands démêlés, qui menacent le repos de l'Europe, les rois divisés déposeront dans son sein leurs plaintes respectives, sûrs de trouver en lui un juge aussi éclairé qu'équitable ; ils viendront mettre au pied de son

trône leurs intérêts , leurs prétentions & leurs querelles , & lui accorderont une supériorité d'autant plus véritable & plus flatteuse , qu'elle fera l'effet de la confiance & de l'estime.

Il préférera la gloire de concilier ses voisins à l'avantage de leur enlever une province , & de procurer leur affoiblissement pour profiter ensuite de leurs dépouilles ; parce que la guerre étrangère fait sentir au loin ses contre-coups ; parce qu'elle interrompt toujours les communications , & trouble l'harmonie générale ; parce qu'elle est pour le genre humain un mal terrible , & qu'elle est de la part de l'agresseur l'entreprise la plus odieuse , la plus injuste , la plus insensée , & la plus cruelle des extrémités pour celui qui est forcé de se défendre. Il souhaitera de rendre tous ses voisins participants du bonheur dont il jouit. Il le désirera pour eux , parce qu'il regardera les nations comme les branches d'une même famille , & les hommes comme étant frères par leur origine. Il le désirera pour lui-même , parce qu'il sentira que plus ils seront riches , plus il y aura d'échanges à faire avec eux ; que plus ils seront heureux , plus ils seront tranquilles , & peu disposés à troubler le repos commun.

Il ne cherchera point à se faire des alliés : sa politique fraternelle le rendra nécessairement

l'ami de toutes les nations. Il se sentira assez fort pour pourvoir à sa défense : il pourra se reposer sur la solidité de sa constitution, & sur l'attachement de ses sujets. Et que pourroient lui servir des alliances ? Qu'à lui susciter des occasions de guerre , & à le faire sortir malgré lui du plan pacifique qu'il s'est formé.

Voudroit-on l'engager à prendre part à ces dissensions qui mettent les nations aux prises ? Il fait profession de n'avoir aucune prétention à faire valoir , aucun intérêt à soutenir au dehors , aucun démêlé volontaire à vider , & les prétextes ne sont pas pour lui des motifs. Quelle nation oseroit entreprendre de le forcer à se déclarer ? Ce seroit une insulte qu'il ne souffriroit pas , & l'agresseur n'y gagneroit que de s'attirer de plus pour ennemi une puissance aussi redoutable.



CONCLUSION.

Ô FRANCE ! Ô ma patrie ! voilà le rôle qu'il te convient de remplir en Europe ; voilà le rang qu'il t'appartient d'y tenir , & la place que tu peux y occuper : c'est de toi qu'est sortie la lumière qui découvre aux hommes leurs droits & leurs devoirs , leurs véritables intérêts , les principes de la justice par essence , les loix & l'ensemble de l'ordre social qui reglent les rapports des nations entre elles , comme ceux des citoyens. Le gouvernement de l'ordre est indivisible , & la sagesse de la politique extérieure est la suite nécessaire d'une administration heureuse , fondée sur la connoissance explicite des loix immuables de la justice. Puissent les nations recevoir de toi l'exemple de l'un & de l'autre , & cet exemple devenir le germe d'une révolution générale , qui établisse la concorde sur le bonheur particulier de chaque nation , & sur son intérêt clairement reconnu , qui substitue le principe de la fraternité aux maximes de cette politique basse & jalouse , oppressive & désastreuse , qui a gouverné trop long-temps les sociétés ; qui ne fasse de l'Europe qu'une vaste république dont tous les membres sentent qu'ils ne sont point isolés & absolument indépendans ; que les richesses de l'un

contribuent aux richesses de l'autre , & que la paix universelle ne peut être fondée d'une manière inaltérable , que sur la connoissance générale & sur l'observation de l'ordre , qui rapprochera les nations , qui confondra leurs intérêts , qui démasquera les prestiges de l'ambition qui les agite , & les faux calculs de la cupidité exclusive qui les séduit , qui leur fera trouver leur bonheur particulier dans la prospérité de chacune d'elles , & dans sa fidélité aux loix de l'ordre , & qui amenera enfin sur la terre le regne de la justice , de la vertu & du bonheur.

Il ne faudroit pour opérer cette révolution si heureuse , que l'exemple d'une grande nation qui adoptât le gouvernement de l'ordre. Les autres nations ne la verroient pas sans doute marcher à grands pas vers la prospérité , établir sur une riche culture une puissance inaltérable , vivifier son territoire , jouir de tous les avantages d'un commerce libre , & doubler rapidement sa population , sans étudier sa conduite , & s'instruire par son expérience. N'y a-t-il donc que le vice qui soit contagieux ? La vertu ne fait-elle point d'imitateurs ? Et lui est-il si difficile d'en faire , lorsqu'elle ne présente pas des préceptes tristes & austères , mais des principes également avantageux aux souverains &

aux sujets ; lorsque la raison qui nous en découvre la justice nous montre en même temps la liaison nécessaire qu'ils ont avec notre intérêt & notre bonheur ?

Pourquoi , par exemple , n'espérerions-nous pas que la Suède donnera ce grand exemple à l'Europe , & que cette révolution incroyable , qui a si heureusement rétabli chez elle l'autorité royale , qui sans la perte d'un seul homme , sans répandre de sang , par un seul acte de vigueur , & dans l'espace d'un seul jour , a tiré tout un peuple de l'oppression , a abattu comme d'un souffle cette puissance formidable , qui pour l'accabler s'étoit élevée au-dessus du souverain , deviendra à jamais l'époque de son bonheur , & amenera successivement la réforme de son administration ?

Déjà cette nation généreuse qui s'est jetée avec tant de confiance dans les bras de son roi , a remporté pour prix de sa fidélité & de son courage , une constitution sage , & fortement organisée ; une constitution qui n'est pas l'ouvrage du hasard , ni le fruit informe des intérêts opposés , mais le résultat éclairé du vœu commun du souverain & des sujets , cimenté par leurs sermens réciproques ; une constitution qui assure le maintien des droits par l'observation des devoirs respectifs , qui est également propre à prévenir

à prévenir les malheurs de l'anarchie & les entreprises du despotisme ; une constitution par laquelle l'autorité tutélaire & la liberté civile sont si heureusement combinées , qu'elles ne pourront plus se trouver en opposition , & qu'elles regneront conjointement sans se nuire ni se confondre ; où le peuple est vraiment libre , parce qu'il n'obéit qu'à la loi ; où le souverain est tout puissant , parce que la loi peut tout ; où il dispose de la force publique , parce qu'il est la loi vivante , & que la loi doit être armée du pouvoir physique de se faire obéir.

De toutes les parties du gouvernement de l'ordre , ce point étoit sans doute , comme il le sera toujours , le plus difficile à obtenir , & le plus important à assurer. Et c'est à son roi que la Suède est redevable de cette constitution. Il n'a repris d'une main si ferme les rênes de l'autorité , que pour en modérer & en combiner l'exercice de la manière la plus favorable à la liberté civile.

Que n'a pas fait Gustave pour sa nation ? Et que lui reste-t'il à faire au prix de ce qu'il a exécuté ? Il l'a sauvée par une résolution généreuse dont l'exécution tient du prodige. Il a fait plus : l'effet ordinaire d'une grande révolution est de porter à l'excès , soit le despotisme , si elle est l'ouvrage du souverain , soit l'anarchie

& le désordre, si elle est celui de la nation. Gustave, maître de lui-même, supérieur aux événemens, & plus grand par sa modération que par ses succès, abdique sur le champ ce pouvoir sans bornes qu'il tient en ce moment de son courage & de son génie : il tempère la puissance suprême en donnant à cette nation, dont le sort est dans ses mains, une constitution qui fera éternellement le gage, le principe & le garant de sa liberté politique. Il peut parler en maître absolu, & il agit en citoyen.

La Suède témoin d'un événement si rapide & si inespéré qu'il tient de la nature des songes, ne le considère presque encore qu'avec un étonnement mêlé d'admiration & de doute. L'histoire en le transmettant à la postérité, ne la forcera à croire un fait aussi vrai que peu vraisemblable, qu'en lui en apportant pour preuve les suites permanentes qui subsisteront aussi long-temps que cette heureuse constitution nationale qui en a été le premier fruit : & cette constitution qui trouve dans la sagesse de sa combinaison la cause de sa durée, qui porte en elle-même le principe inébranlable de sa perpétuité, est faite pour durer autant que les siècles, autant que la justice qui l'a dictée.

Puisse la Suède connoître tout son bonheur, & savoir apprécier son roi ! Puisse-t-elle toujours

lui donner toute sa confiance , dont il est si digne , & se laisser conduire par lui au terme de la prospérité. Il faudra l'y fixer pour toujours , en la soumettant au gouvernement de l'ordre , qu'on ne peut plus perdre , lorsqu'on en a été une fois en possession , parce qu'il ne peut s'établir chez une nation , que par l'évidence de ses avantages (9).

(9) Depuis long-temps la Suède inquiète sur son sort , aigrie par ses malheurs , jalouse à l'excès & ivre de sa liberté , qu'elle ne faisoit consister que dans l'anéantissement de l'autorité , qui doit en être la gardienne , en proie au despotisme d'un sénat ambitieux qui l'opprimoit sous prétexte de la protéger , sembloit s'agiter par des efforts aussi violens qu'inutiles : elle éprouvoit le sentiment douloureux de ses maux , & en ignoroit la cause ; elle cherchoit avec ardeur la lumière : elle invitoit par la liberté de la presse ses citoyens à s'occuper de cette recherche. Mais en vain eût-elle découvert les vrais principes de l'administration , le vice de sa constitution ne lui eût pas permis de les admettre , & les intérêts particuliers qui la déchiroient auroient apporté un obstacle invincible à la réforme. L'autorité doit être une pour réformer , pour agir , pour exécuter , & elle étoit divisée : elle doit être toute puissante comme la loi dont elle est l'organe , & elle étoit affaiblie & anéantie par le partage. Elle est une aujourd'hui : elle est active & toute puissante ; mais de plus elle est entre les mains d'un roi citoyen , qui ne l'a rétablie que pour lui faire trouver dans la constitution la plus parfaite qui ait jamais existé , tout le pouvoir nécessaire pour opérer le bonheur public , en l'enchaînant ; si jamais elle vouloit faire le mal , qui connoît parfaitement les loix de l'ordre social , qui joint au désir de faire le bien les lumières nécessaires pour le prouver avec certitude.

Gustave n'a plus aujourd'hui de rivaux à dompter , plus de rebelles à réprimer , plus de révolte à craindre. Il ne voit que des sujets soumis & des citoyens paisibles. Il regne sur une nation fidelle qu'il s'est attachée par les liens d'une reconnoissance sans bornes , qui lui doit son salut , sa liberté , son bonheur. Il ne peut plus avoir d'autres ennemis à combattre que les erreurs & les préjugés qui s'opposeroient au gouvernement de l'ordre , à l'établissement d'un impôt régulier , au regne absolu des loix immuables de la liberté & de la propriété. Il saura détruire ces ennemis , par les armes qui leur conviennent : il emploiera pour les vaincre , non l'autorité qui commande , qui subjugué , qui force l'obéissance ; mais la lumière de l'instruction qui éclaire , qui persuade , qui dissipe les erreurs , qui fixe les opinions en les soumettant à l'évidence. Autant il a fait paroître de vigueur dans le moment de la révolution , autant il mettra de délais & de prudence dans la réforme de l'administration ; & ce héros qui dans cet instant décisif s'est montré avec la rapidité de la foudre , qui frappe & renverse avant même que l'éclair l'ait annoncée , attendra pour entreprendre le grand ouvrage qui lui reste à faire , que la nation éclairée par ses soins , convaincue par l'évidence des

principes de l'ordre , sollicite elle-même cette réforme salutaire , & concoure avec lui dans l'exécution. Il fera tout à la fois le roi , le restaurateur & l'instituteur de sa nation (10).

Mais ne faut-il pas moins qu'une révolution pareille à celle qui a rétabli en Suède l'autorité

(10) L'Université d'Upsal vient de faire soutenir une thèse qui renferme dans la plus grande précision tous les principes de la science économique ; on la trouve dans le sixième volume des Ephémérides de 1775. Cet événement est la preuve la plus certaine des progrès qu'a fait en Suède la connoissance de l'ordre social. Les compagnies savantes accoutumées à leurs usages , fortement attachées à leur doctrine & à leur manière d'enseigner , montrant d'ordinaire la plus grande opposition à toutes les nouveautés , & ne les admettent que lorsqu'elles sont entraînées par l'opinion générale. Elles ne donnent pas l'exemple des réformes dans l'enseignement , elles ne font que le suivre de très-loin. Les découvertes qui ont enrichi la philosophie , la physique & la médecine , ont été non-seulement négligées , mais combattues pendant long-temps par les Universités , qui ne les ont adoptées qu'à l'extrémité , & forcées par le sentiment universel.

La lumière est sortie de la France ; c'est une gloire qu'on ne peut lui disputer. Mais c'est une autre nation qui donne le premier exemple de l'enseignement public.

Il nous faudroit deux ouvrages classiques : l'un plus abrégé pour être enseigné dans le cours de philosophie pendant trois mois , & l'autre plus étendu pour être enseigné pendant un an dans les Facultés de Droit , sur lequel tout étudiant soutiendrait une thèse publique. Il seroit inutile que chacun d'eux en dressât les positions : elles seroient imprimées à la fin du volume , comme en étant le résultat. Mais il faudroit que cette étude fût plus sérieuse que celle qui se fait aujourd'hui pour prendre des degrés.

souveraine , ou à celle qui vient de soustraire les états unis de l'Amérique au joug de la métropole , pour amener le gouvernement de l'ordre ? Quel obstacle trouveroit donc dans cette entreprise un prince qui auroit toujours joui sans contradiction de tout le pouvoir qui constitue la souveraineté légitime , qui regnant déjà par les loix & avec les loix , voudroit se servir du pouvoir qu'elles lui donnent , pour réformer celles qui sont défectueuses , pour assurer le bonheur de sa nation , & établir sur de solides fondemens une administration vraiment conforme à l'ordre & à la justice ?

La France en ce moment tourne des regards pleins de confiance & d'amour vers un roi , dont les bienfaits ont déjà prévenu & surpassé son attente , & dont toutes les opérations annoncent un regne dirigé par l'esprit de raison , de conseil & de justice. A peine est-il monté sur le trône , qu'il s'est empressé d'y faire asseoir les loix avec lui ; d'assurer leur stabilité par le rappel de leurs ministres ; de rétablir les anciennes institutions , & les principes sur lesquels repose la tranquillité de l'état ; de rendre aux vœux de la nation les tribunaux essentiellement liés à l'ordre public , & de raffermir la constitution ébranlée par une révolution malheureuse , qui ne pouvoit subsister sans achever d'éteindre l'esprit national,

& de diffoudre tous les liens du corps politique.

Que ne peut pour le bonheur d'une nation un souverain qui ne veut regner que par la justice , qui sent dès-lors la nécessité d'étudier ses loix pour y conformer son gouvernement, & de les faire connoître à ses sujets pour les disposer aux opérations salutaires qu'il médite ; qui loin de s'effrayer de la grandeur de l'entreprise , se soutient par la certitude du bien qui doit en résulter ; qui connoît l'étendue de son pouvoir & de ses ressources, & se propose de les mettre en œuvre ; qui fait que les sujets ne font que ce que les fait le gouvernement ; qu'il ne faut pour réformer une nation & opérer des merveilles , que savoir diriger l'opinion publique , employer à propos le ressort puissant de l'honneur , réveiller l'amour de la patrie dont le germe n'est pas encore détruit , & faire revivre l'esprit national dans un peuple dont le caractère est si bon, si flexible , & aussi capable du bien que du mal , suivant la direction qu'on lui donne.

Il reconnoîtra bientôt qu'il suffit , pour effectuer le rétablissement de l'ordre, de le vouloir sincèrement ; que si une révolution aussi entière demande un certain temps pour l'exécution , chaque opération prospère amenera rapidement la suivante ; que le succès en inspirera le courage, & en facilitera les moyens.

Au milieu de tant de maux qui affligent les nations, des divisions qui les mettent aux prises & les déchirent, des faux principes qui les ruinent & les dépeuplent, il est doux aux philosophes qui ont consacré leurs travaux au développement des loix de l'ordre, de voir que ces maux dont eux seuls sentent toute l'étendue, parce qu'eux seuls en connoissent toutes les causes, ne sont pas sans remède, & que ces remèdes sont aussi faciles qu'efficaces. Il est de leur devoir de publier ces vérités si utiles, dont ils ont acquis l'évidence, & ils trouvent dans l'accomplissement de ce devoir une satisfaction qui en est la récompense. Loin d'eux cette philosophie qui concentrant l'homme en lui même, le rend tranquille & indifférent au sort de ses semblables. La science de l'ordre qui est celle de la vraie morale politique, ne s'occupe que du bonheur des hommes : comment en éclairant l'esprit, pourroit-elle ne pas toucher & échauffer le cœur?

Ils aiment donc leur patrie; ils l'aiment d'un amour de préférence : & pour qui ce nom si doux n'a-t-il pas des charmes? Mais ils ne l'aiment pas exclusivement, & leur attachement est réglé par l'ordre & par la justice. Ils souhaitent sa prospérité; mais ils savent qu'elle ne peut la trouver dans l'appauvrissement de ses voisins.

Ils lui annoncent avec zèle les vérités propres à l'éclairer sur son état , sur ses maux , sur ses ressources : ils les annoncent en même temps à toutes les nations qui en ont un égal besoin ; & ils font des vœux pour qu'elles en profitent. Ils gémissent en secret sur les fautes souvent involontaires & forcées des administrateurs : ils apprennent avec joie , ils publient avec transport leurs opérations louables & salutaires. Ils portent leurs regards sur l'Europe ; & ils ont la consolation de voir que l'enseignement n'est point inutile , que l'instruction est une semence qui fermente & se développe , qui portera des fruits dans son temps , & qui commence déjà à en porter.

Ils félicitent *la Toscane* d'avoir pour souverain un prince bienfaisant , éclairé , uniquement occupé de ses devoirs. Ils étudient avec soin toutes ses opérations , & ils n'en voient aucune qui ne tende à rapprocher son administration des loix de l'ordre , qu'il prend pour la règle de sa conduite , & qui ne justifie ce que la renommée publie de ses lumières , de la bonté de son cœur , & de la sagesse de ses mœurs (11).

(11) En 1764 la Toscane éprouva , comme le reste de l'Italie , une de ces famines terribles qui laissent un long souvenir dans la mémoire des hommes : & deux ans après il en survint une seconde qui mit le comble

Ils se réjouissent de voir les états de *Baden* délivrés bientôt du joug des impositions indirectes , des corvées , des prohibitions de

aux horreurs de ce fléau. Si les réglemens pouvoient préserver de ces malheurs , la Toscane auroit dû en être exempte. Le commerce y étoit assujetti à des prohibitions multipliées , dont on avoit redoublé la rigueur dans ces temps de calamité , où la prudence humaine déconcertée par le peu de succès des mesures qu'elle oppose au gouvernement de l'ordre , en croyant les opposer au malheur des circonstances , déploie toutes les ressources de l'autorité , & accumule toutes les précautions que peut imaginer une police inquiète & subjuguée par le préjugé.

C'est ce moment critique qu'a choisi Léopold pour détruire toutes les loix prohibitives & réglementaires , pour rétablir la liberté de la vente & de la circulation. L'effet de cette loi salutaire a été , comme il le sera partout , de faire reparoître les subsistances , d'ouvrir les greniers , d'amener des grains étrangers , de faire baisser le prix , de démontrer que la concurrence est le seul remède de la cherté , & que les plus grands efforts des gouvernemens , leurs soins & les dépenses dont ils se chargent pour suppléer au commerce libre , ne peuvent que produire les alarmes , le monopole & la disette. Les années suivantes n'ont pas été abondantes en Toscane , plusieurs ont été mauvaises : la liberté a été maintenue avec fermeté dans sa plénitude , & non avec les restrictions qu'on y a apposées ailleurs dans le même temps ; la Toscane n'a point éprouvé de cherté , & sa culture s'est améliorée & perfectionnée. La liberté de l'entrée & de la sortie a été ensuite établie , & il n'en a résulté que des avantages.

La mémoire de cette opération si importante au bonheur des peuples & au progrès de la culture , vient d'être consacrée par une médaille. Cette manière de transmettre à la postérité les faits intéressans de l'histoire , ne sera-t-elle donc jamais employée que pour conserver le souvenir des événemens ou indifférens ou

commerce ; de les voir pleinement en possession des droits de liberté & de propriété qui

même funestes aux nations , tels que les conquêtes , les batailles gagnées , les villes prises & saccagées ? Mais jusqu'ici qu'avoit-on autre chose à transmettre ? La fausse gloire pouvoit-elle ne pas séduire tous les esprits , tant que la véritable étoit ignorée ; & les moyens d'acquérir celle-ci pouvoient-ils être connus avant la découverte de cette théorie sublime qui apprend l'art de rendre les peuples heureux , & qui soumet à des regles fixes & invariables la science du gouvernement ? Si l'on eût frappé des médailles dans chaque nation pour les opérations importantes de son administration intérieure , qu'auroient-elles présenté , sinon des emblèmes & des inscriptions inventées par la flatterie , & destinées à perpétuer une suite de fausses démarches dictées par la cupidité , par l'autorité arbitraire , par l'ignorance , dignes de larmes & non d'éloges , & dont l'effet a été de corrompre , d'appauvrir & de désoler les nations. C'est aux princes éclairés par la connoissance des loix de l'ordre social , & qui travaillent à y ramener leur administration , qu'il est réservé d'enrichir l'histoire des monumens propres à consoler les nations & à instruire la postérité : c'est à eux qu'il appartient de commencer une suite de médailles qui fixent l'époque de la plus heureuse révolution qui soit jamais arrivée.

Léopold ne s'est point arrêté à cette première opération , il continue de rechercher les différentes parties de l'administration , & de porter dans toutes ses branches cette même lumière qui a dirigé ses premiers pas : il a rencontré de toute part ce que l'on trouve dans tous les gouvernemens de l'Europe , des abus , des désordres , des violations des droits les plus légitimes de l'homme & du citoyen , & il le réforme successivement avec un travail & un courage infatigable.

Il a rendu la liberté aux travaux de l'industrie ; il a aboli plusieurs taxes onéreuses au commerce ; il a permis aux possesseurs des bois d'en disposer en pleine propriété.

constituent le citoyen , & dont il ne peut jouir véritablement que sous le régime de l'ordre.

Il a soustrait les communautés agricoles à l'inspection & à l'administration des villes qui les tenoient dans l'asservissement , & leur a confié le soin de pourvoir elles-mêmes à la direction de leur patrimoine commun , à la confection de leurs travaux , à la discussion de leurs intérêts.

Persuadé que les trop vastes possessions sont toujours négligées , & que de tous les propriétaires le souverain est le moins à portée de régir utilement ses domaines , il a ordonné la vente d'une grande partie de ses biens fonds , qui le constituoient un des plus grands propriétaires de l'état , & il a eu soin de subdiviser ces héritages à des cultivateurs à portée de les faire valoir.

L'administration de la justice a attiré ses regards , & il s'est appliqué à la réforme , en remplissant les tribunaux de gens intégres & capables ; en combinant pour la plus grande commodité de ses sujets , la distribution & le ressort des tribunaux ; en établissant une proportion plus sage entre les délits & les peines ; en faisant disparaître les loix pénales qui avoient érigé en délits des actions permises en elles-mêmes , & qui ne sont qu'un exercice légitime de la liberté : dès-lors il étoit juste de détruire les asiles , qui depuis qu'il n'y avoit plus de crimes factices , ne pouvoient servir qu'à procurer l'impunité aux véritables ennemis de la société.

Il a prouvé par la modération des loix pénales , qu'il a portées contre les vrais crimes , que la griéveté de la peine n'est pas le meilleur moyen de diminuer le nombre des coupables , & qu'il vaut bien mieux aller à la source du mal par une administration sage qui supprime l'occasion & le désir du crime , qui invite les citoyens au travail , en leur en assurant les fruits , en rétablissant l'aisance nationale par l'amélioration de la culture , & en gouvernant les hommes par leur intérêt. Il s'est appliqué à faire revivre les mœurs bien plus puissantes que les loix ,

Ils admirent les vertus , la prudence , la générosité du prince qui donne à l'Europe un exemple si nouveau & si important.

Il conçoivent l'espérance du bonheur prochain

parce qu'elles entraînent une obéissance volontaire & générale , en réprimant le luxe plus par l'exemple que par des loix prohibitives , en mettant en honneur la frugalité & la simplicité.

Enfin il prépare & facilite ses opérations en répandant l'instruction par la liberté de la presse. Sans doute il n'espère pas de persuader ceux qui sont attachés aux abus , soit par intérêt , soit par préjugé d'état. Mais ces gens-là ne composent pas toute une nation ; le plus grand nombre des citoyens est susceptible d'entendre le langage de la raison & de la justice. Lorsqu'une fois l'expérience du succès des premières opérations a fixé l'opinion publique , la confiance seule dans les vues bienfaisantes du gouvernement la décide d'avance , & lui assure les suffrages.

Léopold commence à recueillir des fruits bien doux pour un bon prince : il voit déjà la face de son territoire changer & s'embellir sous ses loix. Des marais immenses ont été desséchés , & cette opération , en rétablissant la salubrité de l'air , a rendu de vastes contrées susceptibles de productions. La culture qui ne demande qu'à n'être pas gênée , vexée , outragée , redouble ses efforts , & s'empresse de répondre à ses soins paternels. Les arts qui marchent à la suite , qui se perfectionnent & s'étendent en raison de l'accroissement des richesses & de la faculté de dépenser , offrent de nouvelles jouissances qui deviennent une ressource pour tous ceux que la terre ne peut occuper.

Sans doute il reste encore beaucoup de réformes à faire en Toscane ; il existe encore bien des entraves , bien des loix arbitraires , bien des atteintes portées à la liberté , bien des impôts destructeurs. Tant de plaies profondes & multipliées ne se guérissent pas en un instant. Mais il n'est point de désordre irréformable , lorsqu'on connoît l'ensemble des loix de l'ordre.

de la *Suède*, & ils la fondent sur la sagesse de son roi, sur ses lumières, sur son courage, sur les progrès de l'instruction publique.

Ils portent leurs regards sur le nouveau monde, & sans prétendre prévoir des événemens encore cachés dans l'avenir, ils étudient les circonstances qui les ont préparés, & y trouvent de grandes instructions.

De toute part les gouvernemens commencent à s'éclairer, à connoître & à goûter les moyens de faire du bien, à s'occuper du bonheur des sujets & du soin d'adoucir leur sort. De toute part on commence à redouter la guerre, à calculer les maux qu'elle entraîne, & le peu d'utilité des entreprises militaires, à sentir les avantages de la paix, à attacher la véritable gloire aux entreprises & aux réformes utiles. La connoissance des loix de l'ordre à mesure qu'elle s'étendra, multipliera les exemples de bienfaisance universelle, & les heureux fruits de l'amour éclairé des souverains pour leurs sujets.

Mais que les hommes, lorsqu'ils verront les principes de l'ordre se répandre & passer dans l'administration, n'oublient pas qu'il est tout différent de n'avoir de l'ordre & de la justice que des notions vagues & incertaines, telles qu'ils les ont eues jusqu'ici, ou d'en saisir l'ensemble, d'en posséder l'évidence, d'en connoître tous les

rapports & les conséquences pratiques; & qu'ils sont redevables de cette découverte aux travaux de cet homme de génie qui a posé la base physique de l'ordre social, & qui a réduit l'art de gouverner jusqu'ici si arbitraire & si versatile, en une science exacte & soumise à des règles invariables (12). Ce même esprit d'observation guidé par une logique profonde & serrée qu'il avoit porté dans l'art conjectural de guérir les maladies, l'a conduit bien plus sûrement dans la recherche des principes de l'économie politique, & des causes si compliquées des maux qui affligent les sociétés.

C'est en étudiant la constitution de l'homme, ses besoins, & les moyens qu'il a pour y pourvoir, les loix de la reproduction, la route que suivent les richesses annuellement renaissantes depuis leur origine jusqu'à leur consommation, la distribution qui s'en fait dans la société, la nature des divers travaux humains & leurs résultats, qu'il a saisi le premier fil, qui par une suite de déductions & une chaîne parfaitement liée de raisonnemens, l'a introduit dans cette science, dont il a d'abord établi les fondemens sur les loix physiques de la nature. C'est ensuite en comparant ces premières notions, c'est en

(12) François Quesnai, mort le 16 Décembre 1774.

les rapprochant continuellement des loix souveraines de la justice , & en approfondissant les rapports qui les unissent , qu'il en a déduit comme des conséquences nécessaires les conditions sociales les plus favorables à la multiplication des biens , & qu'il est enfin parvenu à élever sur un petit nombre de principes d'une évidence physique & fondée sur des rapports nécessaires, cette théorie aussi simple que sublime de *l'ordre social* , qui fixe immuablement les droits & les devoirs , & les compense au plus grand avantage de tous ; qui les montre pour ainsi dire au doigt , & nous force de les lire écrits de la main même de Dieu sur la terre , qui fait marcher de front l'intérêt des souverains & des peuples , de la propriété foncière , de la culture , du commerce & de l'industrie ; qui réduit tous ces intérêts si discordans jusqu'ici à un intérêt unique & indivisible , également subordonné aux loix morales de la justice , & aux loix physiques de la nature , & qui ne laisse rien à désirer ni pour la certitude ni pour l'étendue des conséquences applicables à tous les rapports que les hommes ont entr'eux.

Pourrois-je en traitant de la justice , ne pas rendre à ce grand homme le tribut d'éloge qu'il mérite ? En remplissant ce devoir , je m'acquitte de la reconnoissance que je lui dois ,
des

des soins qu'il a pris de diriger par écrit & de vive voix mes premiers pas dans cette étude. La mort qui vient de nous l'enlever, me prive de la satisfaction de lui présenter cet ouvrage qui lui appartient, puisqu'il n'est que le développement de sa doctrine. J'en fais hommage à sa mémoire.

Les philosophes qui l'ont suivi dans la carrière qu'il leur a ouverte, se feront toujours gloire de le reconnoître pour leur maître. Ils n'ont rien ajouté à sa doctrine, & nul n'y ajoutera rien. Il n'en fera pas de cette science comme de toutes les autres dont les progrès ont été lents, & dont la perfection n'est dûe qu'aux travaux accumulés des savans qui les ont enrichies par leurs découvertes successives. Celle-ci s'est montrée toute entière dès son origine; telle que son auteur l'a produite, telle elle subsistera à jamais. On en présentera des développemens, on en tirera des conséquences; mais elle ne comporte ni changemens, ni réforme, ni addition : & lorsque les administrateurs des sociétés voudront s'occuper de leur bonheur, ils ne feront que réduire cette théorie en pratique, & l'appliquer aux détails de l'administration. Sans doute alors ils rendront à la mémoire de son auteur les honneurs qui lui sont dûs; sans doute ils ne rougiront pas de

s'avouer ses disciples : & les nations qui verront leur bonheur attaché à l'observation des loix de l'ordre, béniront celui qui les a découvertes, & le proclameront à jamais *le bienfaiteur & le législateur des hommes.*



DISCOURS

*Prononcé au Bailliage d'Orléans , le
10 Janvier 1775 , lors de la
présentation des Lettres-patentes du
2 Novembre , & de l'Arrêt du
Conseil du 13 Septembre 1774 ,
sur la liberté du Commerce des
Grains , par M. TROSNE, Avocat
du Roi.*

MESSIEURS ;

Qu'y a-t-il de plus capable d'inspirer à la nation la confiance que mérite un gouvernement juste & paternel , que de voir son roi occupé du soin de l'instruire ; de la convaincre de l'utilité , de la nécessité des loix qu'il lui présente ; de lui prouver qu'il ne veut la gouverner que par la raison & par la justice ; & c'est ce que le roi fait admirablement dans le préambule de la loi que nous avons l'honneur de vous présenter ? Ce n'est pas un législateur qui ordonne en maître ; c'est un pere qui tient compte de

l'approbation de sa famille ; qui daigne discuter avec elle , & la mettre à portée de juger des motifs qui le décident. Quelle différence d'une loi ainsi motivée à ces préambules vagues , qui ne contiennent que des mots artificieusement arrangés, pour colorer des dispositions arbitraires ou même dangereuses ! Ici c'est la raison seule qui parle , & qui se présente avec la lumière de la démonstration. Aussi ne s'agit-il pas d'une loi arbitraire ni même positive ; mais d'une loi purement fondée sur les premiers principes de la justice exacte & rigoureuse , d'une loi dans laquelle le souverain ne fait usage de l'autorité législative , que pour déclarer ce qui est conforme aux loix primitives & essentielles de la liberté & de la propriété.

LIBERTÉ, PROPRIÉTÉ, loix immuables ; loix , qui constituez la justice par essence , loix parfaitement conformes à la nature de l'homme, à sa constitution , à ses besoins , à l'ordre physique & aux loix de la reproduction ; vous ne tirez votre autorité d'aucun législateur : vous existez par vous-mêmes & nécessairement. Antérieurement à toute association civile vous gouverniez souverainement tous les rapports des hommes entr'eux : vous leur prescriviez des devoirs, vous leur assuriez des droits relatifs à ces devoirs. Ce n'est pas pour vous mettre des

bornes arbitraires & positives ; ce n'est pas pour se soustraire à votre empire , que les hommes se sont réunis. C'est au contraire pour acquérir la sûreté & la jouissance pleine & entière de leurs droits , qu'ils ont cherché à se mettre sous la sauvegarde d'une autorité toujours présente , & armée de la force publique. L'association civile ne peut avoir d'autre objet.

Par un renversement incroyable des idées les plus simples , cette autorité uniquement établie pour maintenir ces loix primitives & en garantir l'observation à tous les citoyens , s'est trop souvent crue en droit de les modifier & de les restreindre sous le prétexte du plus grand bien de la société , qui ne peut jamais s'obtenir que par leur pleine exécution.

Le roi , dans la loi que nous vous présentons , rend l'hommage le plus entier & le plus solennel à la pureté de ces principes , en reconnoissant & en déclarant que *les moyens les plus propres à assurer la subsistance de ses sujets , se réduisent à observer l'exacte justice , & à maintenir les droits de la propriété & de la liberté légitime.* En conséquence il ne fait autre chose que lever les obstacles que l'autorité entraînée par de fausses vues , avoit mis à l'exécution de ces loix primitives , & assurer en cette partie l'exercice de ces droits , que les hommes ne

tiennent ni de l'autorité, ni de la loi civile ; mais de la nature & de la justice : droits dont ils doivent jouir dans l'état social sans limitation pour l'intérêt même de la société, parce que l'intérêt social ne peut être contraire à la justice, ni en opposition avec les loix mêmes qui ont fondé la société.

Puissent ces mêmes principes si simples, si lumineux, si féconds, être successivement appliqués à toutes les parties du gouvernement, les rapprocher de l'ordre naturel & primitif, & devenir la raison universelle de toutes nos loix, & la base de tout genre d'administration.

Elevons-nous un moment, MM., au dessus de l'objet particulier de la loi dont il s'agit, pour envisager les motifs sur lesquels elle est fondée, & dont ses dispositions ne sont que la conséquence. Pouvons-nous ne pas trouver dans cet hommage si pur, si entier, que le souverain rend aux loix immuables de la liberté & de la propriété, le présage du gouvernement le plus juste & le plus éclairé ?

Un souverain bien persuadé que la société n'a d'autre but que l'observation de ces deux loix, & la sûreté des droits qui en résultent ; qu'il n'est revêtu de la puissance que pour les protéger ; qu'il n'est armé de la force publique que pour en assurer l'exécution contre toute

espece de trouble & d'entreprise ; que le trouble le plus dangereux de tous est celui que l'autorité, par une terrible méprise , apporte elle-même sous quelque prétexte que ce soit , à l'exercice de ces droits ; un souverain, dis-je , intimement convaincu de ces vérités , tient le véritable fil qui doit diriger toute sa conduite. La suite de ses opérations ne présentera qu'une application constante & fidelle de ces principes , elle n'en fera que le développement exact. A l'aide de cette lumière indéfectible , il recherchera successivement toutes les parties de l'administration pour les réformer ; il assurera toutes ses démarches , & il aura la certitude la plus parfaite qu'il ne peut s'égarer.

En effet, il sentira qu'il n'y a rien d'arbitraire dans le grand art de gouverner les hommes ; qu'il étoit digne de la sagesse & de la bonté du créateur de pourvoir au bonheur des sociétés par des moyens simples , faciles à découvrir , invariables , indépendans de la volonté humaine , & de leur donner des regles infailibles dont ils pussent par le secours de la raison, déduire une législation complète , qui ne laissât rien au caprice & à l'opinion. Il sentira que le pouvoir de faire des loix positives ne consiste pas dans le droit de donner une forme légale à des dispositions purement arbitraires ; ce qui

ne peut être une prérogative de la puissance souveraine , comme le pouvoir de se tromper n'est pas une prérogative de l'humanité : mais que ce pouvoir si important consiste dans le droit d'appliquer à toutes les parties de l'administration les conséquences plus ou moins éloignées des loix immuables de l'ordre , & de déclarer ces conséquences avec une autorité suprême , suivant les formes reçues dans la société qu'il gouverne ; que l'usage de motiver les loix suppose & démontre l'obligation de ne les établir que sur de justes motifs ; qu'un souverain attentif à consulter cette divine législation , fidelle à y puiser la raison des loix positives qu'il donne à ses sujets , éclairé ensuite par les conseils & les représentations de ses magistrats chargés de l'examen & de la vérification , remplit la fonction la plus sainte & la plus sublime , & devient véritablement le ministre de la volonté du très-Haut pour le bonheur des hommes.

Il reconnoîtra , par exemple , que le revenu public nécessaire aux dépenses communes & à l'entretien de la société , ne doit jamais être établi de manière à blesser les droits essentiels dont les citoyens ont cherché la sûreté dans l'association civile ; que l'impôt ne peut les blesser sans tarir la source même qui le fournit ,

par le préjudice que toute atteinte portée à ces droits cause nécessairement aux avances de la culture , à la consommation & à la valeur des productions ; que les loix de l'ordre physique qui ne laissent rien d'arbitraire , ne présentent qu'une seule maniere d'asseoir l'impôt sans détérioration , comme elles ne donnent aux hommes qu'un moyen de pourvoir à leurs besoins , & d'augmenter leurs jouissances ; que l'impôt régulier ne pouvant être qu'une portion fixe & proportionnelle du produit net de la culture , qui fournit à toutes les dépenses autres que celles nécessaires pour perpétuer la reproduction , le souverain ne peut trouver un accroissement de puissance & de richesses que dans l'accroissement de ce produit qu'il doit partager , & qu'il ne peut procurer cet accroissement que par une administration parfaitement conforme aux loix essentielles de l'ordre ; qu'ainsi l'intérêt social est toujours & nécessairement inséparable de la justice , dont l'exacte observation porte sa récompense avec elle.

Il ne se contentera pas d'avoir acquis pour lui-même l'évidence de ces principes qu'il aura pris pour base invariable de son administration : il entreprendra de la découvrir à ses sujets , & leur permettra de s'éclairer par le choc des opinions dont la vérité ne manque jamais de sortir

victorieuse. Il s'acquittera du devoir de les instruire pour exercer plus utilement pour eux & pour lui le droit de les gouverner. Il ne craindra point de leur exposer ses motifs & ses vues, persuadé que le plus ferme appui des loix est dans l'évidence de leur utilité, & dans la force irrésistible de la justice.

Il marchera ensuite avec assurance & avec fermeté dans la carrière qu'il ouvre au bonheur public. Il entreprendra successivement les réformes les plus étendues, sans écouter les conseils trop timides de la défiance, sans craindre ni les travaux de l'exécution, ni les inconvéniens passagers des changemens, ni les clameurs de la cupidité blessée; ni les restes expirans des préjugés; & loin de trouver de l'opposition, il verra les difficultés s'applanir sous ses pas. Ses sujets éclairés par ses soins, convaincus déjà par l'expérience, iront au devant de ses desirs, & accuseront de lenteur les sages délais de sa prudence.

Si l'exposition des motifs qui ont déterminé la loi que nous vous présentons est, si propre à faire concevoir pour l'avenir les plus grandes espérances, son dispositif nous assure déjà les fruits précieux de l'administration la plus sage & la plus éclairée.

Les avantages de cette opération salutaire,

quoique si fortement contestés par les préjugés, sont tellement démontrés par le préambule même de la loi, qu'il n'est pas possible de rien ajouter à la lumière qui en résulte. Les raisons simples & palpables qu'il présente, entraînent la conviction de ceux qui cherchent la vérité avec le désir de la trouver.

D'abord, Messieurs, la liberté du commerce est conforme à la justice : elle dérive du droit de propriété, droit sacré, pour le maintien duquel la société a été formée, l'autorité souveraine a été érigée au milieu d'elle & armée de la force publique, les loix civiles ont été instituées, les tribunaux ont été établis ; & à la sûreté duquel toutes les institutions sociales ont été dirigées.

C'est sans doute déjà un grand argument en faveur d'une opération, que de reconnoître qu'elle est juste.

Mais si elle est juste, elle est nécessairement conforme à l'intérêt général de la société, & elle n'en blesse aucune classe pour favoriser une autre. Et d'abord elle est avantageuse au soutien & à la prospérité de la culture ; & comme c'est la classe des cultivateurs qui non-seulement nourrit toute la société par les productions qu'elle tire de la terre, mais qui lui fournit les moyens d'acheter la subsistance, & qui lui fait

trouver dans l'excédent des frais productifs la somme qu'elle peut annuellement dépenser ; il est déjà évident sous ce rapport que la liberté du commerce est favorable à l'intérêt général. En effet, si la faculté de dépenser & de payer n'a pour toute la société d'autre étendue que celle que lui donne la masse des productions annuellement renaissantes ; il est intéressant pour toute la société que cette masse soit considérable , & qu'après le prélèvement des frais de culture, les propriétaires jouissent d'un revenu avantageux , dont la dépense nourrit ensuite toute la classe salariée. La liberté du commerce qui assure & maintient la valeur constante des productions est donc utile à toute la société (1) ?

(1) Les hommes sont naturellement impatiens ; ils prétendent maîtriser le cours des choses , & substituer leur prévoyance à l'ordre naturel ; ils se roidissent & se revoltent contre lui ; ils tâchent de lui opposer leurs fausses combinaisons , & ne font qu'aggraver leurs maux ; ils voudroient dominer les causes physiques par l'autorité , au lieu de prendre les moyens simples que leur offre la providence pour adoucir leur sort.

La récolte est mauvaise : l'effet indispensable est la cherté. Qu'y a-t-il de mieux à faire que de travailler à la diminuer. Toutes les provinces ne sont pas également maltraitées : il faut faciliter la communication entre elles , animer la circulation , multiplier les débouchés , favoriser le commerce , qui seul peut égaliser les prix , qui en cherchant son intérêt fera toujours pour le mieux , & prendra le bled où il est moins cher.

Mais n'est-il pas à craindre que cette liberté ne porte le prix des subsistances à un prix trop

pour le porter où il est plus cher, en mettant dans le transport le plus d'économie qu'il pourra. La récolte n'est pas également mauvaise par toute l'Europe : il faut inviter le commerce étranger à nous approvisionner, au moyen de quoi les provinces frontieres pourront verser dans l'intérieur, & recevront du dehors. Mais l'étranger ne s'empressera pas de venir, s'il n'est assuré de pouvoir disposer de sa marchandise, & de sortir de vos ports aussi libre qu'il y est entré. Il faut donc en tout temps lui assurer une liberté entière, qui l'engagera à former habituellement des magasins chez vous qu'il s'empressera de vous vendre, dès que le prix lui montrera du bénéfice. En un mot *sûreté & liberté au dedans & au dehors*. Voilà le vrai & seul remède contre la cherté; parce que c'est le seul moyen d'amener la production où elle manque, & d'attirer le commerce qui est une profession essentiellement libre, & qui a grand soin de fuir les lieux où l'on prétend l'asseoir.

Mais ces idées sont trop simples. On a l'autorité en main ; il est plus court d'en user, & d'opposer à la cherté des prohibitions, des reglemens & des ordonnances. On fait qu'il y a du bled dans tel grenier, il n'y a qu'à faire enfoncer les portes : il passe un bateau sous nos murs, il faut l'arrêter : il faut connoître les marchands, suivre leurs opérations, inspecter leur commerce, les rendre responsables de l'approvisionnement, les forcer à garnir les marchés, leur défendre d'acheter, & leur ordonner de vendre ; il faut nous approprier le territoire qui nous environne, & nous réserver un arrondissement qui nous garantisse notre subsistance, qui ne puisse vendre qu'à nous, & qui ne cultive que pour nous : il faut même inventorier le bled chez les laboureurs, ou du moins leur distribuer des ordres d'amener régulièrement à notre marché.

Enfin que n'a-t-on pas imaginé pour opposer la force à la justice, l'autorité arbitraire à l'ordre, la contrainte

haut pour les facultés du peuple ; qu'elle ne favorise trop les propriétaires par un renchérissement auquel ses salaires ne puissent atteindre ?

Il est facile de répondre d'abord en demandant d'où le peuple tire ses salaires. Il ne les crée certainement pas par son travail , il ne peut les recevoir que de ceux qui au moment de la récolte , ont en leur possession , à titre de propriétaires fonciers , ou d'entrepreneurs de culture , la totalité des fruits renaissans : donc plus ces deux classes auront à dépenser , plus il y aura de salaires pour le peuple ; & s'ils n'augmentent pas d'une manière sensible pour chaque travailleur , il y aura plus de salariés : mais lorsque la liberté sera constante , l'effet indispensable de la concurrence sera d'établir le niveau entre le prix des salaires & celui des subsistances ; niveau qui commence déjà à se

à la liberté ? Ces moyens violens ont-ils réussi ? *Le traité de police du commissaire la Marre* présente le recueil complet de toutes ces loix coactives , & montre en même temps à quiconque veut y faire attention , non-seulement leur inutilité , mais leur danger. Les faits qu'il a constatés prouvent que la voie des prohibitions , loin de ramener l'abondance , fait disparaître & resserrer le bled qui existe , & que la concurrence des provinces & de l'étranger auroit forcé de mettre en vente ; qu'elle répand l'alarme ; qu'elle cause des disettes factices ; qu'elle anime le peuple contre les marchands ; qu'elle fait fuir le commerce , & redouble la cherté.

former, & qui ne peut jamais s'établir lorsque les prohibitions causent une alternative continuelle de bas prix & de cherté.

Mais il est une autre réponse ; c'est que le propre effet de la liberté n'est pas d'occasionner un prix de cherté, mais de maintenir un juste milieu entre les deux extrémités également fâcheuses, soit pour la culture, soit pour le peuple. Elle ne fait que réparer l'inégalité des récoltes, & compenser la trop grande différence des prix autant qu'il est possible de le faire, c'est-à-dire, en ne laissant subsister que celle qui résulte nécessairement des frais du commerce.

Par ce moyen elle favorise alternativement le propriétaire de la denrée & le consommateur ; mais toujours conformément à l'intérêt social.

Dans l'abondance, elle soutient la valeur par ses achats, par ses emmagasinemens, par ses transports : elle favorise alors le propriétaire de la production, ne lui procurant un prix soutenu dans le temps où il a beaucoup à vendre.

Dans la disette, le cultivateur a peu à vendre ; il n'a que le tiers ou la moitié, il faudroit qu'il vendît le double ou les deux tiers en sus pour se remplir de ses frais, & payer le même revenu.

Le commerce alors tourne ses opérations

contre lui ; il produit ce qu'il a mis en réserve ; il va chercher dans les provinces où la récolte a été plus favorable , ou même au dehors , des approvisionnemens , qui modèrent le prix local des cantons où la récolte a été mauvaise. Il ruinerait par cette opération le cultivateur , si , par ses achats dans les années abondantes , il ne lui avoit donné la force de soutenir cette perte.

Il agit donc pour ou contre , tour à tour & suivant les circonstances. Il travaille contre le consommateur , en empêchant dans le temps d'abondance que la dentée ne tombe à vil prix ; mais alors le consommateur n'en souffre pas , & même c'est encore pour lui qu'il travaille , puisque cette production dont il met alors l'excédent en réserve , doit servir ensuite à modérer le prix dans le temps de la disette. Il travaille contre le cultivateur lorsque celui-ci a peu à vendre , & qu'il fait baisser le prix par ses opérations. Par ce moyen il établit ce niveau si désirable qui rend plus insensibles les variations des récoltes (2).

(2) Dans l'état de prohibition il est indispensable *de fait & de droit* que le bled soit très-cher dans les années mauvaises.

Cela est indispensable *de fait* , parce que le commerce se trouve concentré en peu de mains , parce qu'il

Mais

Mais c'est surtout dans les temps de disette que cet avantage se fait sentir.

n'y a point assez de magasins formés, de circulation & de concurrence.

Cela est indispensable *de droit*, parce que sans ce renchérissement considérable le cultivateur qui a vu ses grains tomber en non valeur par le défaut de liberté, quand il avoit beaucoup à vendre, auroit contre lui tous les événemens, & ne pourroit se soutenir, s'il ne trouvoit dans le prix un dédommagement qui compensât la modicité de ce qu'il a à vendre. Cependant cette grande cherté est cruelle pour le peuple, parce que ses salaires qui n'augmentent pas, & qui physiquement ne peuvent augmenter dans la même proportion (comme je vais le prouver) sont insuffisans pour atteindre au prix de sa subsistance.

Au contraire, lorsque la liberté sera constamment établie, le cultivateur qui aura fait des ventes avantageuses dans les années abondantes, supportera la perte que lui causeront les mauvaises récoltes, & la réduction que le commerce libre apportera dans le prix : & en outre l'amélioration de la culture rendra toujours moins fâcheux les accidens qui font dépérir les récoltes.

Il faut donc consentir à payer le bled à un prix soutenu dans les bonnes années, afin de ne le payer qu'à un prix modéré dans les mauvaises.

D'ailleurs lorsqu'on examine l'intérêt du peuple, il ne faut jamais perdre de vue d'où il tire ses salaires. Il ne peut les recevoir que de ceux qui partagent la totalité de la reproduction : & la somme que ceux-ci peuvent lui payer est relative à la recette qu'ils font en argent par la vente des productions : d'où il suit qu'il est de l'intérêt du peuple que cette recette soit à peu près égale. (On peut conclure de ceci en passant combien le défaut de récolte en vin depuis sept à huit ans, qui a concouru avec de mauvaises récoltes en bled, a dû contribuer à rendre la cherté du pain onéreuse au peuple, en diminuant la somme de ses salaires).

Voyons quel est l'effet des prohibitions. Les cultivateurs

En effet, l'inégalité des récoltes d'une année à une autre, ou d'un canton à un autre, ne peut

de grains ont récolté 1200 septiers dans une année abondante, il leur en faut 200 pour les semences, & pour leur consommation, reste 1000 septiers à vendre, qu'ils vendent à 13 livres, moyennant 13000 livres. vient une mauvaise récolte qui ne leur donne que 500 septiers. Il leur en faut de même 200, reste 300 à vendre. Pour retirer de même 1300 livres, & que la somme des salaires ne diminuât pas, il faudroit qu'ils vendissent plus de 43 livres le septier. Mais quoique le peuple reçût en ce cas les mêmes salaires, son état n'en seroit pas moins fâcheux, puisque n'ayant que la même somme, il payera la subsistance trois fois plus chère & davantage.

Entreprenez-vous pour le soulager de réduire ce prix de cherté par le moyen des prohibitions. Supposons que vous y parveniez, quoique l'expérience prouve que les loix prohibitives ont l'effet de renchérir excessivement le prix dans la disette, comme celui de l'avilir dans l'abondance. Alors si vous réussissez à faire tomber le prix de 43 livres à 20 livres, la recette du peuple en salaires ne fera plus que de 6000 livres; il recevra donc plus de moitié moins, & il achètera encore la même mesure 20 livres au lieu de 13 livres.

Quel est donc véritablement l'intérêt du peuple, si ce n'est de voir le prix des subsistances aussi uniforme qu'il peut l'être, afin que ses salaires s'établissent sur ce même niveau. Le prix lui est indifférent en lui-même, il n'a d'intérêt qu'à cette proportion. Mais il ne peut obtenir cet avantage que par la liberté permanente du commerce.

En général de mauvaises récoltes sont un mal très-réel, & pour toutes les classes de la société. Tout ce que les hommes peuvent faire, c'est de chercher par l'extension & l'amélioration de la culture, à rendre ce malheur moins sensible; c'est de réparer le vide par des grains conservés ou apportés d'ailleurs, & ces deux

être réparée, autant qu'elle peut l'être, que par des grains, ou conservés des années abondantes, ou apportés d'ailleurs. Cette proposition est d'une évidence physique. Il ne s'agit plus que de savoir par qui il est plus utile que se fasse cette réserve & ce transport, ou par le gouvernement, ou par le commerce. Mais il ne faut pas beaucoup de lumière pour décider cette question, pour sentir que le gouvernement ne peut faire ce service public que d'une manière très-imparfaite, très-lente, très-insuffisante, avec de très-grandes dépenses qui retombent sur le peuple même, avec les plus grands inconvéniens, & avec un danger évident de négligence, & même d'infidélité de la part de ses préposés. Il ne feroit peut-être pas besoin de remonter à des siècles pour en trouver la preuve.

Il n'y a donc point à balancer, il faut laisser ce soin au commerce, & comme il ne servira

moyens supposent le commerce libre. Si le passage de l'état des prohibitions à la liberté paroît dur, ce n'est donc pas à elle qu'il faut l'imputer. Car pourquoi la rendre responsable d'un effet qui ne se fait sentir que parce qu'elle n'a pas eu lieu ? Mais soyons d'ailleurs persuadés que ce passage n'auoit eu rien de fâcheux, s'il n'étoit pas survenu depuis dix ans en bled & en vin plusieurs mauvaises récoltes qui, en diminuant la masse des denrées, ont réduit, au préjudice du peuple la somme des salaires, & si la liberté avoit véritablement existé telle qu'elle doit être.

jamais mieux que lorsqu'il fera plus libre, il faut lui assurer la plus entière liberté, le délivrer de toute inspection, de toute surveillance, de toute gêne, de toute prohibition, lui accorder toute protection, lui faciliter la communication & les débouchés (3).

(3) Il est encore en faveur de la liberté un argument bien sensible : c'est qu'elle augmente le revenu des terres, & par conséquent la somme des salaires, *sans renchérir le prix commun pour les consommateurs.*

En effet, le consommateur qui tous les ans achète la même quantité de bled, peut caculer le prix de plusieurs années, pour former le prix commun de ces années. Il n'en est pas ainsi du cultivateur. Quand le bled est à bas prix, il en a beaucoup plus à vendre que lorsqu'il est très-cher. Son prix commun n'est donc point celui du consommateur, parce que le calcul de ses ventes, année commune, est fondé sur des quantités très-inégaux de productions, & celui de l'acheteur sur des quantités parfaitement égales.

Les élémens de ce calcul ont été établis dans plusieurs ouvrages modernes, mais d'une manière plus exacte & plus détaillée dans l'ouvrage intitulé : *De l'Intérêt général de l'état sur la liberté du commerce des Grains*, (chez Dessain, 1770). Les citoyens qui veulent s'instruire sur la grande question de la liberté, ne peuvent mieux le faire que dans cet ouvrage. Je prie l'auteur de me permettre d'extraire l'endroit dont il s'agit.

On trouve dans *l'Essai sur les Monnoies*, & dans *l'Essai sur la police générale des Grains*, les différens prix des bleds, depuis 1559 jusqu'en 1745, sauf les années 1588, 1593 & 1594, qui manquent. Le prix commun de ces cent quatre-vingt-trois années pour les consommateurs, a été de 24 livres 10 sols le septier, au cours actuel de l'argent parmi nous.

En divisant ces cent quatre-vingt-trois années selon

Telle est en peu de mots la théorie de l'opération actuelle. Elle n'est pas du nombre de celles dont les inconvéniens balancent les

la différence de leurs prix, les trente-six années les plus chères donnent pour prix commun 46 livres, les trente-six chères encore donnent 27 livres, les trente-six qu'on peut nommer prix moyen, donnent 21 livres, les trente-six à prix médiocre, 16 livres, & les trente-six à bas prix, 12 livres 10 sols.

Pour trouver le prix moyen du cultivateur pendant ces mêmes cent quatre-vingt-trois années, il faut considérer que la différence d'une année très-abondante à une très-mauvaise, est comme d'un à cinq, & cette supposition est fondée non-seulement sur la différente quantité de la production, mais encore sur ce qu'il ne s'agit pas ici de récolte totale, mais de la portion commercable. Quelle qu'ait été la récolte, s'il faut au cultivateur cent mesures pour sa consommation & ses semences, & qu'il ait à les prélever sur une bonne récolte de six cens mesures, il lui en reste cinq cent à vendre; s'il vient une mauvaise année qui ne lui donne que deux cens mesures, il a à la vérité le tiers de la bonne récolte qui étoit de six cent; mais il faut qu'il en préleve de même cent pour sa dépense; il n'en peut donc vendre que cent, & sa récolte marchande est diminuée de quatre cinquièmes.

De ces observations il résulte que c'est se mettre au dessous de la réalité, que de ne porter qu'à un cinquième d'année en année, la diminution de la récolte marchande, pour faire un tableau de cinq années qui représente les cinq subdivisions des cent quatre-vingt-trois années dont il s'agit. Ainsi dans cette hypothèse chaque degré de diminution de récolte correspond à un degré de renchérissement; desorte que le cultivateur vend quatre fois plus de bleds dans celle qui est très-abondante & à très-bas prix sous le régime prohibitif,

avantages, dont les effets difficiles à prévoir présentent l'alternative du doute, ou dont le succès incertain ne puisse être justifié que par l'événement.

que dans celle qui est très-mauvaise & au prix le plus cher. Ainsi

	septiers	liv.	s.	liv.
Une année très-abondante.	500	à 12	10	6250
Une année moins abondante.	400	à 16		6400
Une année suffisamment bonne.	300	à 21		6300
Une année mauvaise.	200	à 27		5400
Une année très-mauvaise.	100	à 46		3600
	1500	122 l.	10 s.	28950

En divisant par 5 les 122 l. 10 s. que donnent au total ces cinq prix différens, on trouvera qu'ils forment pour les consommateurs un prix commun de 24 liv. 10 s. qui résulte de la compensation de tous ces prix.

Mais ce prix commun pour les consommateurs qui achètent tous les ans la même quantité, n'est pas le prix commun pour les cultivateurs, parce qu'ils ne vendent pas tous les ans la même quantité, & que le prix très-cher ne les dédommage pas encore du défaut de récolte. Il faut donc un autre calcul pour trouver leur prix

La liberté n'est pas l'effet d'un système particulier, ni d'une spéculation arbitraire. Elle

commun. Leur recette en argent des cinq années ci-dessus est de 28950 liv.

La quantité de septiers vendus par eux est de 1500 sept.

C'est donc . . . 28950 } qui donnent en-
à diviser par . . 1500 } viron 19 l. 6 f.

Les consommateurs ont donc payé le septier 24 l. 10 f.
tandis que les cultivateurs ne l'ont vendu,
année commune, que 19 6

Différence 5 l. 4 f.

Ainsi en supposant que la liberté fasse monter le prix commun du cultivateur de 5 liv. 4 f., les consommateurs ne le payeroient pas plus cher qu'ils l'ont payé par le passé; & ils auroient encore l'avantage inestimable de n'avoir plus à craindre ces renchérissements excessifs, qui ont quelquefois porté le prix à 60 & 70 livres, & qui sont cruels pour le peuple.

Le prix commun sera donc le même pour le consommateur & pour le cultivateur, les variations iront de 20 à 28 livres, & le prix commun sera de 24 livres, ce qui établira le prix du pain ordinaire du peuple à 2 sols, si la fabrication du pain étoit parfaitement libre, & si la mouture nouvelle étoit établie par tout; & avec l'ancienne & très-imparfaite mouture, & l'inconvénient de la fabrication soumise à un privilège, le prix commun du pain à 24 livres, ne doit pas excéder 2 sols 4 ou 5 deniers. Il est même plutôt à croire que le prix commun sera au dessous de 24 livres par l'accroissement & l'amélioration de la culture.

L'augmentation de 5 livres pour le prix commun du cultivateur, qui ne renchérit point le prix commun du consommateur, est presque tout entière en augmentation du revenu, parce que les frais de culture n'en seront presque pas plus chers.

Mais il ne faut pas oublier que toute la partie du peuple ne vit que de salaires, & qu'un accroissement

est l'état naturel conforme à la justice & à l'intérêt social : elle existoit & gouvernoit avant que la loi positive vînt la contrarier & la détruire par des prohibitions. Il ne faut pour la rétablir que cesser de l'opprimer ; il ne faut que retirer la main qui la tenoit asservie, faire tomber ses fers, & elle se relève.

Le régime prohibitif érigé pour lui mettre des entraves, avoit multiplié les défenses, les gênes & les précautions. Il exigeoit une inspection toujours surveillante, des préposés & des tribunaux ; il falloit pour le maintenir s'armer de la force, entasser les réglemens, cumuler les prohibitions, créer des contraventions, & établir des peines contre des délits que la loi positive faisoit naître. La loi actuelle rend tous ces soins inutiles : elle supprime cette odieuse inquisition, elle renferme tout ce cortège. Elle n'a besoin du secours de personne pour être observée. Elle laisse un libre cours aux intérêts particuliers, qui sans aucune intervention d'autorité, se balanceront & se combineront de manière qu'il en résultera dans toutes les circonstances l'effet le plus favorable à l'intérêt

de plus d'un cinquième dans le produit net que donne la culture des grains, lui procurera un accroissement proportionné de salaires, sans renchérir le prix commun de sa subsistance.

commun ; effet que les soins les plus multipliés des administrateurs ne peuvent qu'empêcher.

Il en fera de même dans toutes les parties de l'administration , lorsqu'on voudra leur appliquer les mêmes principes , & en soumettre tous les détails aux loix si simples de l'ordre naturel : lorsqu'on voudra cesser de gouverner ce qui ne doit pas l'être , & qu'on laissera agir l'intérêt particulier , qui ne peut jamais être un ressort dangereux , tant qu'il sera comprimé par la concurrence , & contenu par les loix de la justice dans les bornes que lui prescrit l'intérêt d'autrui.

Laissons donc agir le commerce , & reposons-nous sur lui du soin de notre approvisionnement. Il est le pourvoyeur des nations , l'entremetteur des échanges , & l'agent de la communication des biens. Il parcourt la terre pour s'informer des besoins , & s'empresse de les remplir. Attentif aux variations des prix , il passe & repasse d'une province & d'une nation à l'autre pour les servir toutes à la fois ; tantôt en les déchargeant d'un excédent qui nuirait à la valeur , tantôt en leur fournissant le nécessaire , & réparant l'insuffisance de leurs récoltes.

Bannissons donc toute inquiétude : jamais notre subsistance ne sera plus assurée que

lorsqu'elle sera fondée sur les moyens que la providence a établis. Si nous éprouvons des chertés, soyons persuadés qu'elles seroient encore plus fâcheuses sans la liberté dont nous commençons à jouir ; & que plus elle s'établira, plus elle nous mettra à l'abri de ces malheurs, tant par les opérations du commerce qui s'étendra & se perfectionnera, que par l'amélioration de notre culture, qui rendra plus insensible l'intempérie des saisons.

Est-ce le monopole que nous craignons ? La liberté est le seul frein propre à réprimer ses manœuvres. Il ne peut nous nuire partout où la concurrence existe. Les emmagasinemens ne diminuent pas la masse des productions : ce sont des réserves qui s'opposent à la cherté, & qui rentrent dans le commerce de concurrence. Ceux qui ont acheté, ne l'ont fait que pour gagner, & desireroient au moins de ne pas perdre. Le calcul ne leur laisse pas ignorer qu'il faut qu'ils augmentent le nombre des vendeurs à proportion de ce qu'ils ont à vendre ; qu'il faut qu'ils se pressent de vendre dans la crainte de perdre ; & que les acheteurs ont d'autant moins à craindre la disette, qu'il y a de grandes réserves, dont la vente est la seule ressource de ceux qui ont fait ces magasins. Un calcul si simple qui prouve évidemment à ceux qui

voudroient être monopoleurs, qu'ils ne peuvent y réussir dans l'état de libre concurrence, prouve aussi à la nation que dans cet état elle n'a rien à craindre du monopole.

Ne craignons pas non plus que le commerce puisse enlever le nécessaire à une province pour en approvisionner une autre, son intérêt s'y opposera toujours. Il importe partout où le haut prix l'appelle; & le haut prix dénote le besoin: il exporte d'où le prix modéré lui permet d'enlever avec espérance de gain; & ce prix dénote un excédent commercable. Jamais il ne peut entamer le nécessaire; & où placeroit-il avec avantage une production qu'il auroit achetée fort cher, & qu'il renchériroit encore par les frais de transport?

Malheureusement l'opération actuelle a été plutôt tentée qu'exécutée en 1763; & les chertés qui sont survenues depuis, n'ont que trop confirmé les préjugés.

Cependant si l'on veut être juste dans l'appréciation des effets & des causes, on reconnoitra que la liberté a été très-imparfaite, tant du côté du législateur qui y avoit apposé des restrictions considérables, que dans son exécution: & que toute imparfaite qu'elle a été, elle avoit déjà produit de grands biens; qu'elle avoit amélioré & étendu la culture, & modéré

les chertés locales autant qu'il lui a été possible de le faire dans l'état donné des choses (4).

(4) Un des argumens qu'on fait le plus valoir contre la liberté, est de dire que son effet deviendra illusoire, parce que toutes les autres productions, les travaux & les services augmenteront dans la même proportion. Mais cette proportion n'aura pas lieu par rapport aux autres productions, parce qu'elles jouissoient déjà plus ou moins de cette liberté dont les grains étoient privés, & elle ne sera pas si forte qu'on peut le croire par rapport aux travaux, puisque, comme il a été dit ci-dessus, le prix commun ne renchéra pas pour le consommateur, & qu'il jouira de l'avantage inestimable de l'égalité du prix.

Il doit cependant résulter de cette opération quelque renchérissement des autres productions & des travaux; mais il ne proviendra pas précisément du renchérissement des grains, il n'en sera qu'un effet plus éloigné. Il aura pour cause immédiate l'augmentation du revenu national & de la faculté de dépenser.

Tel est l'enchaînement naturel des causes & des effets que l'accroissement de valeur qui résulte non de la disette, mais de la liberté, ce qui est fort différent, produit un accroissement de richesses, & ensuite de productions. La nation étant plus riche par l'effet d'un bon prix habituel, par l'extension & l'amélioration de la culture, fera une plus grande consommation des autres productions & des ouvrages de main d'œuvre, & en fera par conséquent augmenter la valeur. Ce bon prix multipliera les travaux & les denrées : la population qui s'accroît avec les moyens de subsistance, favorisera encore la consommation & la valeur. Ces effets nécessaires d'une première cause, deviendront eux-mêmes la cause d'une nouvelle prospérité. Les suites favorables d'une bonne opération ne se bornent pas à son objet immédiat. Le bien qui en dérive est nécessairement double, parce que les productions servant de prix les unes aux autres, & se payant réciproquement par l'échange, leur masse ne peut s'accroître dans un genre,

C'est sur la foi de cette liberté , plutô^t encore annoncée que vraiment établie ; c'est à l'aide des forces qu'elle a commencé à faire renaître ; c'est sur l'espérance qu'un ouvrage si important à la prospérité publique ne resteroit pas imparfait , que le laboureur plein de confiance & assuré de sa propriété , a fait tous ses efforts pour l'étendre ; a versé sur la terre de plus fortes avances ; a créé de nouvelles possessions , & réuni au domaine public des héritages nuls , qui faisoient partie du territoire sans être d'aucune utilité à la nation.

D'où vient en effet dans nos campagnes cette nouvelle ardeur ? D'où procèdent ces efforts redoublés pour augmenter nos moissons par une amélioration de culture ? Avant 1764 tout étoit dans la langueur & l'abattement. Le cultivateur contemploit tristement sa récolte : il étoit presque réduit à gémir sur l'abondance

qu'il n'en naisse autant dans un autre genre pour les balancer. Si les cultivateurs de grains & les propriétaires parviennent par l'effet du bon prix & par une amélioration de culture à une aisance qui leur permette d'étendre leur consommation d'un quart ou d'un cinquième , les cultivateurs des autres productions trouvant un nouveau débit & un meilleur prix , étendront aussi leur culture. Par ce moyen toutes les cultures se ressentiront de cet effet favorable de la liberté rétablie par une partie qui en étoit privée.

dans laquelle il prévoyoit sa ruine. Qui lui a donc inspiré ce courage ? Qui lui a prêté des forces inconnues ? Les troupeaux se multiplient de toute part ; la marne tirée du sein de la terre est répandue pour échauffer sa surface ; la charue fend des terrains en friche , qui depuis un siècle n'avoient pas senti l'impression du soc. Ces terrains qui sembloient condamnés pour toujours à la stérilité , auroient-ils été fécondés par une pluie salutaire ? Où seroit-ce le souverain qui jaloux des progrès de la culture , auroit ordonné d'y conduire la charue ? Seroit-ce lui qui paye & soutient ces travaux ? Car en vain ordonneroit-il d'agir à des gens dénués de forces (5).

(5) On ne songe à étendre la culture par des défrichemens , que lorsque les terres en valeur deviennent précieuses. Or le moyen de donner un bon prix aux héritages , & de forcer ainsi les hommes à tirer parti de la terre , est de mettre en action leur intérêt , & de leur faire trouver leur avantage dans ces entreprises pénibles & coûteuses.

Je puis citer tel canton où la terre en valeur se vendoit il y a douze & quinze ans 24 livres & 30 livres l'arpent ; tout étoit à vendre , & une partie des terres réputées en valeur étoient souvent abandonnées pour plusieurs années. Personne alors n'étoit assez mal avisé pour défricher. Il en coûtoit même plus pour marner un arpent que pour en acheter un. On ne s'avisoit donc pas de marner. Aujourd'hui l'arpent se vend 120 , 130 & 200 livres , l'on commence à mieux cultiver ; on marne de tous côtés. Non-seulement on ne laisse

Non, Messieurs, ce changement arrivé sous nos yeux, & dont il ne tient qu'aux habitans

plus la terre vacante, mais on arrache les haies comme contraires à la production, & l'on défriche les bruières & les côteaux qu'on ne jugeoit pas en valoir la peine.

Ces observations s'appliquent à une infinité de cantons. Les améliorations sont moins frappantes dans ceux qui de tout temps étoient en valeur : il est cependant facile de voir quelle activité & quelle émulation y a pris la culture. Or la perfection de la culture est une cause d'abondance bien plus efficace que les défrichemens, parce qu'elle est bien plus étendue.

Les hommes n'auront ni la force ni la volonté de faire ces dépenses, tant qu'ils ne seront pas assurés de trouver dans le prix des productions le dédommagement de leurs avances. Mais le prix nécessaire pour les déterminer à agir n'est pas le prix de cherté, qui procède de la disette, & qui ne dédommage jamais du défaut de récolte : il faut *abondance & bon prix*, c'est-à-dire, le prix de la liberté la plus parfaite.

Ce prix est absolument nécessaire pour engager à cultiver les terrains médiocres, & pour les provinces éloignées des débouchés. Il y a souvent cinquante sols de différence par septier entre le prix des cantons éloignés, & celui des villes situées favorablement pour le commerce.

Si la liberté s'établit d'une manière constante, elle pourra soutenir le prix habituel de ces cantons éloignés à 18 livres & 21 livres. Mais s'il retomboit à 12 livres & à 9 livres, tel qu'il étoit il y a douze ans, il faut de toute nécessité que des milliers de charues succombent; que les fermiers perdent les avances qu'ils ont acquises; que la culture redevienne ce qu'elle étoit; que la bruière regagne les terrains qu'on lui a enlevés, & que nous retombions sous les cruelles alternatives du bas prix & de la disette, que nous avons tant de fois éprouvées depuis deux siècles. Mais qu'on y prenne garde, le zèle le plus utile & le plus prudent est celui qui porte ses

des villes de s'assurer par eux-mêmes ; ce changement est un effet simple du rétablissement de l'ordre en une partie importante. Il n'en a coûté au souverain qu'un acte de sa volonté,

vues au-delà du moment présent. Quelque contrainte qu'ait été la liberté depuis 1764, elle a commencé à rendre à la culture des forces dont nous voyons les effets : & l'abondance qui en résultera sera d'autant plus durable , que les améliorations & l'extension du labourage rendront par la suite les accidens physiques moins fâcheux.

Les déclarations faites dans les greffes pour jouir de l'immunité accordée aux défrichemens , & dont les états sont déposés chez M. d'Ormesson, intendant des finances , prouvent que depuis Janvier 1766 jusqu'en Octobre 1769, il a été défriché 360 mille arpens , non compris le Languedoc , le Dauphiné & la généralité de Montauban ; de manière qu'on peut estimer 400 mille arpens , & aujourd'hui probablement plus de 1200 mille. Quelque fâcheuses qu'aient été les récoltes , toujours est-il certain qu'elles l'ont été moins qu'elles n'eussent été sans cela , & qu'il a résulté de ces améliorations un produit qui sans elles n'auroit pas eu lieu. Quand il ne seroit que de trois millions de septiers , c'est à 20 livres le septier 60 millions qu'il auroit fallu dépenser de plus à l'étranger pour acheter ces trois millions de septiers , qui n'auroient pas été tirés de la terre. Mais indépendamment des défrichemens , croit-on que les récoltes n'eussent pas été encore plus foibles sans les améliorations des terres qui étoient déjà en valeur.

Voilà donc un effet de la liberté qui a déjà été très-favorable dans le temps de la disette. Mais les contre-temps physiques ne dureront pas toujours. Sous une culture plus riche les récoltes ne peuvent manquer de devenir plus favorables , & de nous procurer une abondance qui sera plus solide & plus constante , lorsque la liberté fermement maintenue assurera à nos récoltes le prix naturel de la concurrence.

qui

qui a commencé à rendre à la nation l'exercice d'un droit qu'elle tient de la justice ; qui a déclaré que celui qui par son travail tiroit une production du néant , qui l'achetoit par ses sueurs & ses avances , feroit le maître d'en disposer , & qui a interdit sur cette production tout acte d'injustice légale.

Si depuis 1764 l'abondance des récoltes n'a pas couronné les efforts des cultivateurs ; si même la disette a affligé successivement plusieurs provinces ; si les années 1765 , 1767 , 1769 & 1774 ont été très-mauvaises , n'allons pas doublement rebelles , ajouter à des murmures contre le souverain dispensateur des biens , la révolte contre la justice qui contient sa volonté suprême en accusant la liberté de nos malheurs : la liberté qui est le plus beau présent que Dieu ait fait aux hommes ; la liberté qu'il a voulu être une condition nécessaire pour opérer la multiplication des biens , & à laquelle il a soumis les loix même de la reproduction : la liberté qui n'a pas promis de nous préserver de l'intempérie des saisons ; mais qui nous garantit l'amélioration de notre culture & son extension , qui seule peut nous procurer la modération du prix dans les années foibles ou mauvaises , un prix favorable & soutenu dans

les années abondantes , l'accroissement des revenus , des salaires & des moyens de subsistance : la liberté qui a déjà produit ces heureux effets partout où les hommes l'ont accueillie , & lui ont permis d'agir , & qui a laissé en proie à la disette & au délire du murmure & de la sédition les provinces d'où les prohibitions l'ont forcé de fuir , & qui se sont déchaînées contre elle sans l'avoir jamais connue ; la liberté enfin dont la suppression équivaldrait à une défense de continuer à conduire la charue sur les terres incultes , à un ordre de laisser la stérile bruyère couvrir de nouveau les terres d'où elle a disparu , & toutes celles dont la qualité inférieure ou l'éloignement des débouchés ne permet la culture qu'à la faveur du prix de la libre concurrence.

Mais quelle injustice d'imputer à la liberté les chertés que nous avons éprouvées ! A-t-elle donc véritablement existé depuis dix ans ? Peut-on dire que le commerce ait été libre dans l'Isle de France , tandis que la déclaration de 1763 a conservé les prohibitions sous lesquelles la police de Paris a toujours tenu son territoire asservi , & qui enveloppent plusieurs rivières & les provinces qui débouchent par elles ? Peut-on dire qu'il ait été libre dans tant d'endroits

où l'on s'est déchaîné contre lui, où les juges par défaut de lumière, ou par une fausse complaisance pour le peuple, l'ont vexé & repoussé, sans que ces atteintes multipliées de toute part aient été réprimées.

Mais cette liberté n'a-t-elle pas encore trouvé dans les opérations du gouvernement un obstacle qui par degrés a pris un tel accroissement, qu'il est parvenu à écarter le commerce & à le détruire? A-t-elle pu exister, cette liberté, lorsque le souverain s'est rendu lui-même acheteur, lorsqu'il s'est chargé du soin d'approvisionner les provinces; lorsque trompé par de fausses vues que la cupidité a trop bien su lui déguiser sous des apparences de bienfaisance, il lui a opposé par des reventes faites à perte, une concurrence qu'il n'étoit pas possible au commerce de soutenir.

Mais cette prétendue liberté déjà détruite dans le fait, ne l'a-t-elle pas été légalement par les lettres-patentes du 16 Janvier 1771, qui ont ramené toutes les loix antérieures, & remis en vigueur le régime prohibitif?

De quel droit les adversaires de la liberté viennent-ils lui reprocher des maux qui n'ont eu lieu qu'en conséquence des mauvaises récoltes, & que la liberté auroit adouci plus

qu'elle n'a fait , si elle n'avoit pas toujours été contrariée & définitivement anéantie ? Le peu d'activité qu'elle a eue par intervalle depuis 1763 , avoit déjà commencé à réparer notre culture , à l'étendre , à modérer les cherrés locales partout où on l'a laissé agir. Mais ce n'est pas par intervalle & par secousse qu'elle peut s'établir : elle n'existe proprement que lorsqu'elle est entière & permanente. Ce n'est que de l'arrêt du 13 Septembre dernier & de la loi que nous vous présentons , qu'on doit fixer l'époque véritable de son établissement. Elle ne fait donc que de naître , & ses effets ne peuvent s'étendre & s'assurer que par degrés. Il faut que la confiance s'établisse , que les spéculations se multiplient , que les relations se forment , que le commerce se monte , que les préjugés s'affoiblissent par le temps & l'expérience , que le public s'accoutume à ce mouvement de la circulation , qu'il cesse d'attacher de la défaveur à un commerce aussi nécessaire , & qui ne peut devenir dangereux que quand il est concentré dans un petit nombre de mains , & armé de l'exclusion.

O vous , dont le travail créateur nourrit & entretient toute la société ! vous dont les richesses incorporées à la terre font la cause &

la mesure de la puissance publique, ne craignez pas que les cris confus & tumultueux qui se sont élevés contre la liberté naissante, parviennent à l'étouffer. Depuis dix ans les circonstances ont malheureusement concouru à réveiller les inquiétudes, & à jeter l'alarme parmi le peuple des villes qui sollicite le bas prix sans considérer d'où il tire ses salaires, & sans s'informer de l'état des récoltes. Mais poursuivez avec confiance vos travaux; redoublez vos efforts pour faire naître l'abondance, & tous les vœux des contradicteurs qui réclament encore les prohibitions, & qui sont si partagés sur le choix de celles qu'ils voudroient admettre, se réuniront en faveur de la liberté (6).

(6) Les défenseurs de la liberté se réunissent avec les partisans des prohibitions pour désirer l'abondance.

Mais pour l'obtenir il faut améliorer la culture & l'étendre; voilà le moyen physique ordonné par la providence. Plus la culture sera bonne, & moins les accidens physiques prendront sur le nécessaire.

Ce moyen est dispendieux; il faut donc que les fruits en payent aisément la dépense, & que l'abondance ne devienne pas onéreuse.

Il faut en outre tirer de la culture autre chose que ses frais; sans quoi il n'y auroit ni revenu pour les propriétaires & pour le souverain, ni salaires pour tous ceux qui doivent vivre sur leur dépense.

Mais pour que la reproduction donne de fortes

JE touche, Messieurs, au terme de ma carrière. Quelle satisfaction pour moi de terminer

reprises pour la culture, & de bons revenus (ce qui comprend l'intérêt général de la nation, même celui des renniers dont les arrérages ne peuvent se prendre ailleurs) il faut que les productions aient un débit assuré & une valeur constante & favorable.

Or quel est le moyen de leur procurer ce débit & cette valeur, si ce n'est le commerce qui met en réserve dans les années abondantes, qui égalise les prix par ses achats & par ses ventes, & qui ne peut jamais être remplacé par le propriétaire ni par le laboureur, auxquels il faut une rentrée facile & une vente à leur portée. Mais le commerce ne peut procurer ces avantages qu'autant qu'il est libre.

Il faut également le laisser libre, si l'on veut prévenir le prix de cherté dans les provinces où la récolte auroit manqué; 1°. parce que le prix de disette est un grand malheur; 2°. parce que le commerce ne se chargera pas de l'excédent d'une année ou d'une province, si on l'empêche de remplir par ses ventes le vide d'une autre année ou d'une autre province.

La liberté est donc bonne en tout temps & en toute circonstance.

Telle est la manière de raisonner des défenseurs de la liberté : les partisans des prohibitions ont aussi leur sans doute : il ne s'agit que de juger si elle est plus conséquente; c'est-à-dire, si l'on peut avoir d'une manière constante & durable l'abondance sans la bonne culture, la bonne culture sans le bon prix; le bon prix dans les années abondantes, & le prix modéré dans les années foibles sans communication; la communication sans commerce; le commerce sans liberté; ou si la liberté est conciliable avec les prohibitions & les réglemens.

Mais, disent ils, la liberté est bonne à un certain

mêmes fonctions par celle que je remplis aujourd'hui , & de voir adoptés par le législateur & consacrés par la loi ces mêmes principes que j'ai soutenus dans plusieurs ouvrages , pour lesquels j'ai encouru le blâme de bien des gens qui n'ont pas rendu la justice qu'ils devoient à la pureté de mes intentions. Je suis quitte envers la patrie après lui avoir payé le tribut de plus de vingt années de travail dans une place qu'un autre auroit remplie avec plus de talens ; mais non , j'ose le dire , avec plus de zèle pour le

point , on peut cependant en abuser , il est bon de lui donner des bornes. Si vous croyez qu'on puisse en abuser , vous ne la connoissez pas : car elle est le seul préservatif des abus que vous craignez : ou bien , ce qui arrive souvent , vous prenez pour abus ses effets les plus nécessaires & les plus utiles. C'est la circulation qui vous déplaît : vous ne songez qu'à vous : vous ne portez pas la prévoyance au-delà du moment : vous voudriez vous approprier tout le bled de votre territoire , sans vous inquiéter ni du droit d'autrui , ni du sort de la culture , ni des besoins des autres provinces. Vous ne voyez pas plus loin que l'enceinte de vos murs : & vous trouvez mauvais que le commerce passe à vos portes pour aller plus loin , ou qu'il prenne chez vous pour porter dans un autre endroit , ce qu'il ne fait jamais que lorsque le besoin manifesté par le prix , y est plus pressant.

Oh que les hommes ont de peine à lier deux idées ensemble ! Nos descendans pourront-ils croire que dans un siècle qui passe pour éclairé , des vérités aussi simples aient pu éprouver tant de contradictions ?

bien public , non-seulement dans ce qui a concerné mon service , mais dans toutes les occasions où j'ai été assez heureux pour pouvoir y contribuer. Peut-être un jour vous présenterai-je mes enfans , & vous prierai-je de les admettre en faveur des services de leur pere , en faveur de la mémoire & des services de leur aïeul.

Nota. L'Auteur se proposoit de joindre ici un Discours sur la Justice Criminelle. La grosseur de ce volume ne le lui ayant pas permis , il s'est déterminé à le faire imprimer à part. On le trouve chez le même Libraire.



DE L'INTÉRÊT SOCIAL,

*Par rapport à la Valeur, à la Circulation,
à l'Industrie, & au Commerce intérieur
& extérieur :*

OUVRAGE ÉLÉMENTAIRE;

*Dans lequel on discute quelques principes
de M. l'Abbé DE CONDILLAC.*

Par M. LE TROSNE, ancien Avocat du Roi;
& Conseiller honoraire au Présidial d'Orléans,
affocié de l'Académie royale des Belles-Lettres
de Caën, honoraire de la Société économique de
Berne, & membre de la Société royale d'Agriculture
d'Orléans.

*C'est une belle idée que d'appeler tous les hommes à la
discussion des vérités utiles, & c'est un signe de
grandeur que de la permettre. De la Législation & du
COMMERCE DES GRAINS, IV^e. partie, chap. XI.*



A P A R I S,

Chez les Freres DEBURE, Libraires, Quai des Augustins;

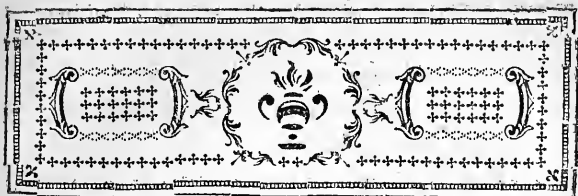
M. DCC. LXXVII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

AVERTISSEMENT.

LA forme que j'ai donnée à mon ouvrage sur l'Ordre social, ne m'a pas permis de discuter à fond plusieurs matieres très-essentielles à la théorie de l'ordre. Je crois devoir le faire par une dissertation particuliere, dans laquelle je me propose de soumettre à une logique exacte, les principes les plus importants, & d'en déduire les principales conséquences.

On trouve chez les Freres Debure l'ouvrage sur l'Ordre social.



DE L'INTÉRÊT SOCIAL,

*PAR rapport à la Valeur , à la Circulation , à
l'Industrie & au Commerce intérieur & extérieur.*



LES erreurs spéculatives dans lesquelles on est tombé sur la valeur & la circulation , sur la nature & les effets de l'industrie & du commerce , ont occasionné une foule d'erreurs pratiques dans l'administration. On n'a pas craint d'apporter à la valeur & au débit des productions , des obstacles sans nombre , dont la suite a été la dégradation de la culture , la diminution du revenu national , & par conséquent celle de la population qui décroît avec les moyens de subsistance : on a ignoré les loix de la distribution des richesses comme celles de leur formation : on a attribué à l'argent des effets que la circulation ne peut avoir , puisqu'il n'a d'autre mouvement que celui qui lui est imprimé par les productions : on a regardé comme productifs les travaux du commerce & de l'industrie , c'est-à-dire , qu'on a pris des frais pour des produits , & des dépenses

pour un accroissement de richesses. Dans cette confusion d'idées factices & reçues sans examen, comment n'aurait-on pas méconnu l'intérêt social qui est simple & unique? On a fait prévaloir sur lui des intérêts très-subordonnés & souvent très-contraires : & ces fausses opinions ont induit à blesser en même temps les loix de la reproduction & celles de la justice dont l'accord indissoluble forme l'ensemble des loix sociales.

Je tâcherai de concilier la précision avec la clarté nécessaire, pour mettre à la portée de tout le monde des matieres abstraites par elles-mêmes. Je serai forcé de présenter souvent les mêmes raisonnemens, parce que la doctrine que je vais établir dérivant d'un petit nombre de principes, tous les points se rapprochent & se touchent. Dans les quatre premiers chapitres je la réduirai à des propositions simples suivies de leur développement; j'en ferai ensuite l'application à l'industrie & au commerce considérés sous tous leurs rapports.

Cette doctrine que j'ai enseignée dans mes discours sur l'*Ordre social*, & que je vais exposer méthodiquement dans cet essai, a été publiée, prouvée & démontrée dans plusieurs ouvrages depuis quinze ans. Elle ne l'a pas encore été assez, puisqu'un auteur aussi capable que M. l'abbé de Condillac, de la saisir & de la faire valoir avec tant d'avantage, n'en a adopté qu'une partie, & l'a rendue méconnoissable par un mélange d'opinions contraires. Mais cette théorie forme un ensemble tellement lié par une suite de déductions nécessaires & cohérentes, que dès qu'on en rompt la chaîne, on ne peut plus présenter que des membres épars, des vérités isolées & altérées, des principes tantôt obscurcis par un langage peu exact, tantôt modifiés par des exceptions.

qui les détruisent , enfin des résultats qui ne sont justes que parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les prémisses. L'autorité d'un auteur aussi célèbre m'en auroit imposé , si la doctrine que j'ai enseignée dans les ouvrages que j'ai publiés jusqu'ici , n'avoit pour moi cette évidence que rien ne peut obscurcir. Elle a pu en imposer à beaucoup de personnes , qui n'ayant pas fait une étude suivie de ces matieres , ont peine à démêler ce que la science économique peut avouer ou réprouver dans l'ouvrage de M. l'abbé de Condillac. Je ne m'attacherais pas à l'ordre de son ouvrage , mais je discuterai ses principes à mesure que la matiere les amenera. J'apporterai dans cette discussion qui n'a pour objet que l'instruction publique , tous les égards que mérite l'auteur , & j'ose me flatter qu'elle ne me fera rien perdre de l'amitié qu'il a bien voulu me témoigner.

CHAPITRE PREMIER.

De la valeur & de ses différentes causes.

I.

Besoins , moyens de les remplir.

L'HOMME est environné de besoins qui se renouvellent tous les jours : il en est d'impérieux & d'indispensables , qu'il est forcé de satisfaire sous peine de souffrance & de mort ; il en est de moins urgens , quoique très-nécessaires ; il en est de simple commodité & de jouissance , qu'il ne songe à remplir , que

lorsqu'il est tranquille sur les premiers. Quels qu'ils soient, ce n'est que de la terre qu'il peut tirer les moyens de les remplir.

Cette vérité physique que la terre est la source de tous les biens, est si évidente par elle-même, que personne ne peut la révoquer en doute. Ses conséquences qui ne souffrent aucune exception, & qui embrassent l'ordre social tout entier, ont cependant été tellement obscurcies, qu'il est nécessaire de les développer & de les démontrer, afin qu'elles deviennent aussi évidentes que le principe.

I I.

Fécondité de la terre, aidée du travail de l'homme.

LE créateur en soumettant l'homme à tant de besoins, a rendu la terre féconde, & a doué l'homme d'intelligence & de force.

L'homme se sert de son intelligence pour observer les loix de la nature, pour examiner les productions les plus propres à ses besoins, en découvrir les propriétés, & étudier les moyens de les multiplier; il fait usage de sa force & de son industrie pour solliciter & aider la fécondité de la terre. Ce n'est donc pas l'homme, qui par son travail lui donne cette faculté; elle la tient de la puissance du Créateur & de la bénédiction originaire, source inépuisable de la fécondité de la nature. L'homme trouve cette faculté existante, il ne fait que s'en servir. Il remue la terre, la divise & lui confie des semences qui tirent du sein où elles sont reçues la cause de leur développement. Ce principe de production est toujours prêt à agir dès qu'il est

sollicité ; ou plutôt il est si efficace par lui-même , qu'il agit seul & indépendamment de tout secours. Ce n'est que relativement à ses besoins que l'homme a droit d'accuser de stérilité la terre dépourvue de culture. D'elle-même elle produit des forêts , des arbres de toute espèce , des plantes innombrables. La culture ne fait que déterminer le genre de ses productions , substituer les unes aux autres , en faciliter la multiplication par des soins , & la provoquer par des secours toujours fournis par la terre. Si les animaux ont en eux-mêmes un principe de reproduction qui leur est propre , il est toujours dépendant de la terre , puisqu'ils périroient s'ils cessoient d'y trouver leur subsistance.

La reproduction des êtres étant un développement successif de la première création , ne peut appartenir qu'à celui qui a tiré du néant tous les êtres. Mais il associe en quelque sorte l'homme à cet acte de sa puissance , en exigeant le concours de son travail. L'homme peut donc à bon droit appeler son travail *productif* , lorsqu'il l'emploie à obtenir la multiplication des biens. En lui-même son travail n'est qu'une action , un mouvement , une manière d'être dirigée par l'intelligence. Il est *productif* ou *stérile* , suivant la nature de son objet & du fonds sur lequel il s'exerce ; mais quoiqu'il soit stérile , lorsqu'il n'est pas appliqué à la terre , il peut être très-utile & très-nécessaire.

I I I.

*Il faut considérer dans les productions leur utilité
& leur valeur.*

C'EST donc de la terre seule que l'homme peut tirer les moyens de remplir ses besoins. Mais

il ne suffit pas d'estimer les productions par leurs qualités usuelles, il faut considérer la propriété qu'elles ont d'être échangées les unes contre les autres, propriété qui dérive de leur utilité.

L'homme isolé qui, sans rapport avec les semblables, vivroit sur sa récolte, n'estimeroit dans les productions que son utilité personnelle : il régleroit l'étendue de sa culture sur sa consommation, & ne travailleroit pas pour faire naître un excédent qui lui deviendroit inutile. Dès-lors le moindre accident physique pourroit le réduire à manquer du nécessaire ; & faute de pouvoir embrasser plusieurs cultures, & remplir les besoins de préparations, il vivroit dans cette privation presque générale.

Mais pour peu que deux familles s'établissent à portée l'une de l'autre, il se forme entre elles une association naturelle de travaux & de services ; & l'échange se présente pour remplir tous les besoins, étendre les jouissances, & faire trouver à chacun dans son excédent en un genre, les moyens d'acquérir ce qui lui manque dans un autre.

I V.

Définition de la valeur.

Les productions acquièrent donc dans l'état social une qualité nouvelle qui naît de la communication des hommes entr'eux : cette qualité est *la valeur*, qui fait que les productions deviennent *richesses*, & qu'il n'y a

plus proprement de superflu , puisque l'excédent devient le moyen d'obtenir ce qui manque.

La valeur consiste dans le rapport d'échange qui se trouve entre telle chose & telle autre , entre telle mesure d'une production & telle mesure des autres.

Le prix est l'expression de la valeur : il n'est pas distinct dans l'échange , chaque chose est réciproquement le prix & la marchandise ; dans la vente le prix est en argent.

Il faut bien distinguer la valeur propre des productions , qui est le rapport d'échange qu'elles ont entre elles , d'avec leur prix exprimé en argent qui ne présente que le rapport des productions avec l'argent. C'est faute de sentir cette distinction que le vulgaire s'imagine , que les productions étoient à bon marché il y a 300 ans. Elles avoient alors plus de valeur propre qu'elles n'en ont aujourd'hui : car leur valeur étoit bien moins détériorée par le régime fiscal & prohibitif , qui ne s'est si bien perfectionné que sous le regne si célèbre de Louis XIV. Mais elles avoient moins de valeur en argent , parce que l'argent étant plus rare avoit lui-même une plus grande valeur vénale , qui exprimoit plus avec un moindre volume ; l'augmentation de valeur des productions , relativement à l'argent , n'étant que l'effet de l'abaissement de la valeur de l'argent , ne peut donc jamais produire un véritable accroissement de richesses.

Il faut observer en général que la valeur consistant

dans le rapport d'échange, il n'y a que la masse des productions échangées, ou destinées à l'être, qui influent sur la valeur. La portion qui est consommée en nature par les producteurs n'y contribue pas, parce qu'elle n'entre point dans le commerce. Mais tous ceux qui consomment les productions d'autrui, ne peuvent les obtenir qu'en donnant l'équivalent, & les deux choses que les contractans mettent respectivement dans la balance, acquièrent une valeur d'échange.

V.

Première cause de la valeur, la propriété usuelle.

Il est plusieurs causes combinées qui décident de la valeur, & c'est de leur concours qu'elle résulte : elle est d'abord fondée sur la propriété usuelle.

En effet, une chose qui ne seroit d'aucune utilité ne pourroit avoir de valeur ; mais cette utilité peut n'être que relative, une même chose pouvant être réputée utile par les uns & inutile par les autres. Il suffit qu'elle soit connue pour être recherchée par un certain nombre de personnes, pour avoir une valeur même aux yeux de ceux qui ne l'estiment pas, & qui pourront la recevoir en échange dans la vue de s'en défaire. Il est bien des choses qui, sans avoir une utilité réelle, ou sans avoir plus de mérite que d'autres du même genre, acquièrent de la valeur, ou une plus grande valeur par la fantaisie, la curiosité ou la mode. Tant que les motifs qui les font rechercher subsisteront, elles auront une valeur qu'elles perdront en tout ou en partie, lors-

que le goût viendra à changer. C'est par cette raison que le prix des perles est si fort diminué. Les femmes à la parure desquelles servent ces babioles , ont préféré des diamans : quelque jour elles reviendront aux perles. Un enfant préfère aujourd'hui son cheval : demain il le laissera pour son tambour.

Trouver une propriété à une chose qui n'en avoit pas , c'est lui donner de la valeur ; découvrir un nouvel usage d'une chose qui en avoit déjà , c'est l'augmenter.

Le tabac étoit une plante qui n'avoit aucune valeur avant que les hommes ne lui eussent trouvé une propriété. Le nouveau besoin qu'ils s'en sont fait , a donné lieu à une nouvelle culture , & par conséquent à un accroissement de population , qui par le moyen de l'échange , trouve moyen de vivre sur ce nouveau produit. Ce besoin , loin d'être une cause d'appauvrissement , est donc une nouvelle cause de richesses (bien entendu pour les pays où la culture & le débit de cette plante sont libres.)

Il faut , pour qu'une chose qui est un bien par sa nature ait une valeur propre , que son acquisition ne soit pas si facile que chacun puisse se la procurer par soi-même ; il faut que son abondance ait des bornes , ainsi que la possibilité de l'obtenir. L'eau est un bien usuel des plus indispensables ; mais elle est trop commune pour avoir une valeur propre. La nature la donne sans frais , & en plus grande quantité qu'il ne faut pour nos besoins. Si le travail de la puiser ou de la transporter lui communique une valeur , ce n'est qu'une pure valeur en frais ; c'est le paiement d'un service rendu. En un mot la qualité de *richesses* suppose non-seulement une propriété usuelle , mais encore la

possibilité d'échanger, puisque la valeur n'est autre chose que le rapport, d'échange. L'eau n'est donc pas *richesse*, puisque, quoiqu'elle soit très-nécessaire, on ne trouve pas à l'échanger; attendu que tout le monde peut s'en procurer sans l'échange; mais si l'on ne veut pas prendre la peine de l'aller chercher, il faut payer le salaire à celui qui rend ce service; ce n'est pas l'eau qu'on paye, c'est la peine.

Pour prouver que l'eau a une valeur à elle, M. l'abbé de Condillac dit, page 14 « qu'on ne payeroit pas des » frais de voiture pour une chose qui ne vaudroit rien ». Mais le mot *valoir* peut s'entendre de deux manières qu'il faut distinguer. Si l'on entend par *valoir* avoir une utilité; sans doute l'eau vaut, & vaut beaucoup; il n'est point étonnant qu'on paye le travail de celui qui l'apporte. Mais dans les discussions économiques, il s'agit de la *valeur vénale*, relativement à l'état des richesses d'une nation. Le bled a une *valeur propre*, & lorsqu'il est transporté, il augmente de valeur en raison des frais. Mais de ces deux valeurs, on ne doit considérer que la première, lorsqu'il s'agit de calculer les richesses d'une nation, relativement aux reprises de la culture & à la formation du revenu. Or l'eau n'a qu'une *valeur en frais*. Cette question n'est pas si indifférente qu'on pourroit le croire, elle tient à la nature du commerce.

V I.

L'utilité n'est pas la mesure de la valeur.

QUOIQUE la valeur suppose une utilité quelconque, il ne s'ensuit pas qu'elle soit

proportionnée au degré d'utilité , parce qu'il est encore d'autres causes qui la déterminent.

Sans cela les choses les plus nécessaires auroient le plus de valeur : & c'est le contraire qui arrive. Il ne me paroît donc pas exact de dire « que la valeur est » dans l'estime que nous faisons des choses , & que » cette estime est relative à notre besoin , page 15 ». Plus au contraire le besoin d'une chose est grand & général , moins elle a de valeur vénale ; parce que le débit en étant plus assuré , à raison de ce qu'elle convient à plus de monde , on s'efforce de la multiplier.

M. l'abbé de Condillac apporte , page 130 , une autre raison pour laquelle le prix des choses nécessaires est toujours bas , en comparaison du prix des choses superflues. « Le prix des choses nécessaires , dit - il , » fera très - bas par comparaison au prix des choses » superflues , parce que tout le monde est intéressé à » les apprécier au plus juste. Au contraire le prix des » choses superflues fera très - haut par comparaison , » parce que ceux même qui les achètent , ne sont pas » intéressés à les estimer avec précision. A quelque prix » qu'on les achète , celui qui les paye avec un argent » surabondant est toujours censé donner moins pour » plus ».

Je ne pense pas que cette raison soit celle du moindre prix des choses nécessaires ; & il est bon de distinguer ici les productions d'avec les ouvrages de main d'œuvre. Le prix des productions nécessaires est le plus bas , parce que , comme je viens de dire , on le multiplie en raison du besoin & du débit , & que la grande concurrence entre les vendeurs les force de se contenter

du juste prix. Les productions moins nécessaires ou superflues sont plus chères, d'abord par la raison générale qu'elles conviennent à bien moins de consommateurs, & que leur usage suppose plus d'aisance. Mais il est une raison plus décisive encore, qui met une différence dans le prix ; c'est celle des frais plus ou moins grands de culture. Du vin, du chanvre, de beaux fruits, des légumes, doivent être plus chers que du bled par proportion, parce qu'ils coûtent plus de travail & de frais. Ainsi, quoique l'on fût assuré du débit, on ne pourroit les donner à moins sans perte : & si l'on n'en trouvoit pas le débit, on en restreindroit la culture. La qualité des productions influe aussi sur leur valeur comparative. L'infériorité est compensée par le moindre prix, & tous les besoins sont remplis. D'ailleurs les productions d'une qualité supérieure sont ordinairement moins abondantes que celles d'une qualité inférieure ; la vigne du meilleur plant rend moins : les cantons qui donnent du vin supérieur sont rares, & jouissent d'un privilège qu'ils tiennent de la nature.

C'est le concours de toutes ces causes combinées avec celles dont j'ai encore à parler qui déterminent la valeur, & non « l'intérêt qu'a l'acheteur d'apprécier plus » ou moins juste, & d'estimer avec plus ou moins de » précision, ni la considération particulière, si le prix » qu'il donne est surabondant pour lui ou non ». Cette considération peut le porter à satisfaire des besoins qu'un homme moins riche se refuse, ou même des goûts de fantaisie & de délicatesse, mais non à payer plus cher. Je reviendrai par la suite à ce principe de M. l'abbé de Condillac.

Quant aux ouvrages de main d'œuvre , le prix est composé de la matiere premiere & des frais de fabrication. Si les plus nécessaires sont les moins chers , c'est que les matieres premieres & les frais sont moindres , c'est que la laine est moins chere & plus commune que la soie ; c'est ensuite que les artisans des travaux grossiers sont moins d'avances , & se contentent d'un moindre bénéfice. S'agit-il des ouvrages d'un luxe recherché , c'est que les ouvriers capables de les exécuter ne sont pas si communs , & vendent leurs tems plus cher , à raison de leur talent : c'est souvent encore que leurs ouvrages sont renchéris par les marchands qui les débitent.

V I I.

Deuxième cause de la valeur , les frais indispensables.

UNE autre cause de la valeur sont les frais indispensables qu'une chose a coûtés. Cette cause est commune à toute espece de frais , soit de culture , soit de transport ou de main-d'œuvre. Il faut avant tout qu'ils soient remboursés par le prix. Mais ce qui m'occupe en ce moment sont les frais de culture qui constituent *le prix fondamental des productions.*

Si ces frais n'étoient pas restitués par le prix , on n'auroit plus ni la volonté , ni le pouvoir de continuer les mêmes travaux & les mêmes avances pour perpétuer la reproduction : & il faut observer que l'échange ou la vente , doit procurer non-seulement le remboursement des frais de culture , mais en outre un excédent

ou indemnité des premières dépenses faites originairement , pour mettre l'héritage en état d'être cultivé : c'est cet excédent qui constitue la valeur foncière des héritages , & qui fournit le revenu.

Quelque juste & indispensable que soit cette cause de la valeur , il peut arriver des cas particuliers où elle cesse d'agir en grande partie. Les productions d'un héritage ingrat ou foiblement cultivé , peuvent ne pas donner de produit net , quelquefois même ne pas rembourser tous les frais ; tandis que celles d'un héritage fertile & bien cultivé donnent un grand excédent. C'est que toutes les productions d'un même genre ne forment proprement qu'une masse , dont le prix se détermine en général & sans égard aux circonstances particulières. L'avantage ou la privation des débouchés peut aussi produire la même différence.

De là suit une observation bien importante dans la pratique , c'est que le bon prix des productions procuré , tant par la facilité des communications , que par la liberté du commerce , est une cause d'abondance & de richesses d'autant plus efficace , qu'elle met en état de cultiver bien des héritages , dont le bas prix rendroit la culture impossible.

V I I I.

Troisième cause , la rareté ou l'abondance.

LA rareté ou l'abondance est encore une des causes qui influent beaucoup sur la valeur. Quoique cette cause soit physique par elle-même , elle est aussi relative ; étant sinon détruite , du moins modifiée par une cause
plus

plus puissante encore , par la quantité combinée des gens qui demandent & qui offrent.

En effet , augmentez le nombre des consommateurs , l'état d'abondance ne sera plus un obstacle à la valeur ; augmentez la masse des productions par le moyen du commerce , la rareté locale ne se fera plus sentir. C'est par cette raison que la grêle qui afflige quelque canton ne produit aucun effet sur la valeur , & n'est qu'un malheur particulier. Plus les échanges sont libres & faciles , plus la possibilité de la communication est grande ; & plus on voit le prix s'égaliser au loin , plus on voit s'étendre la masse des productions & le nombre des acheteurs. Les récoltes de Picardie influent sur le prix de celles de Provence , & celles de Pologne sur le prix de celles de l'Espagne. Si cette communication est restreinte par quelqu'obstacle , par quelque désordre social , l'état des récoltes locales agit sur les prix d'une manière bien plus sensible. Si j'ôte ou si j'ajoute un seau d'eau sur un grand volume , la différence est nulle ; si je fais cette opération sur un tonneau , elle est très-remarquable.

Dans les choses de luxe , de curiosité & de pure fantaisie , la rareté est le principal mérite. On ne les recherche que pour se distinguer , & il n'y auroit plus de distinction si tout le monde pouvoit en avoir. Si le diamant étoit aussi commun que le verre , il ne seroit pas plus cher ; il le seroit même beaucoup moins , parce que le verre a de grandes propriétés usuelles que le diamant n'a pas. Les coquilles qui ornent nos cabinets resteroient sur le bord de la mer , si elles étoient aussi communes que le gallet : elles étoient beaucoup

plus chères il y a vingt ans. Comme on a vu qu'elles étoient recherchées, le commerce en a apporté ; & l'abondance en a fait baisser le prix. Mais comme personne ne nous apportera des tableaux de Rubens ou de la Sueur, le prix ne fera qu'augmenter.

Il est donc vrai, par rapport aux choses qui ne sont pas consommables, ni propres à un usage vraiment utile, que c'est l'idée qu'on y attache & la rareté qui en font le prix. Mais ces causes formant l'opinion générale, suffisent pour donner un cours aux choses, de manière que leur prix ne dépende pas de l'opinion particulière des contractans, comme le prétend M. l'abbé de Condillac, ainsi que je le dirai ci-après.

I X.

Quatrième cause, la concurrence.

C'EST donc la concurrence des consommateurs & des productions à vendre qui décide souverainement de la valeur. Les circonstances locales cedent à cette cause générale, & sont presque effacées par elle, à moins qu'elles ne soient très-étendues, comme il arrive lorsqu'une grande contrée est affligée de la disette, ou se trouve dans l'abondance. Mais la concurrence ne fixe la loi des prix que d'après les causes ci-dessus.

Ainsi, par exemple, comme la communication ne peut se faire sans frais, la concurrence n'établit ordinairement le niveau que sous la différence qui en résulte, quoique souvent aussi elle agisse sans y avoir le

moindre égard, comme je le ferai voir par la suite.

Le pouvoir de la concurrence n'empêche pas la vérité du principe, que la valeur dépend de la rareté ou de l'abondance; mais c'est que cet état est relatif, & c'est la concurrence qui le détermine. Chacune de ces causes a donc son effet propre, & agit suivant l'état donné des choses; & comme cet état est dans une variation continuelle, la valeur n'est jamais fixée, & ne peut l'être. Voulez-vous la fixer autant qu'il est possible, établissez la plus grande liberté de commerce, & ouvrez-lui de toute part des communications.

X.

Les productions sont elles-mêmes la cause ultérieure de la valeur.

MAIS il est ici un enchaînement nécessaire.

La concurrence qui n'est que la combinaison des productions avec la consommation, déterminant les rapports d'échange, il faut aller plus loin, & rechercher quelle est la cause ultérieure de la valeur; & nous reconnoîtrons que ce sont les productions elles-mêmes.

Ce point de vue est très-important à envisager. Ce sont les productions elles-mêmes qui sont le principe de la valeur; elles entrent toutes dans la balance des échanges, & sont contrepoids les unes avec les autres. C'est donc l'état de la culture qui décide, non-seulement de la quantité des choses consommables, mais aussi de leur valeur, puisque c'est lui qui décide de la faculté de les obtenir par l'échange, & qui fournit les

moyens plus ou moins abondans de les payer. La terre à la vérité ne donne que les productions qui tiennent de la nature la qualité physique d'être propres à nos besoins ; & c'est l'échange qui leur attribue la valeur, qualité relative & accidentelle. Mais comme ce sont les productions elles-mêmes qui sont la seule matière des échanges , il s'ensuit qu'on peut dire exactement , que c'est la terre qui produit non-seulement tous les biens , mais toutes les richesses.

Les travaux & les dépenses qu'on fait pour la terre ont pour objet de fournir à la consommation , & n'ont pas d'autre but. C'est le succès de ces travaux & de ces dépenses qui décide de la faculté de consommer , non-seulement pour ceux qui font naître les productions , mais pour toute la société : car prise dans sa totalité , elle n'a à dépenser que sa reproduction annuelle ; laquelle se partage en deux parts , les reprises de la culture & le produit net , qui distribuées ensuite & subdivisées à l'infini par le payement de tous les autres travaux , alimentent le surplus de la société.

On opposera peut-être que cette manière de voir paroît contredire le principe , que l'abondance & la rareté influent sur la valeur , & qu'il s'ensuivroit au contraire que l'abondance , bien loin de la diminuer , auroit pour effet de l'augmenter , ou du moins de la soutenir. Mais il n'y a point ici de contradiction , & ces deux causes agissent sans se nuire , parce que les états de rareté & d'abondance sont relatifs , non-seulement à la masse de la reproduction , mais aussi au nombre des consommateurs , & sur-tout à leurs facultés , & encore à la facilité & à la liberté du commerce.

A cette réponse générale, on peut en ajouter une plus particulière. Il est certain que toutes choses restant les mêmes d'ailleurs, l'abondance de telle production a pour effet d'en diminuer la valeur ; c'est-à-dire, qu'on en donnera plus que l'année précédente, pour avoir la même quantité d'une autre production, dont la récolte n'a été qu'ordinaire, & *vice versa*. La raison en est que, sans que le nombre des consommateurs soit augmenté, sans que la quantité des autres productions soit plus grande, il se présente à l'échange une plus grande quantité de la production dont il s'agit. Il faut donc, pour pouvoir être débitée, qu'elle baisse de prix ; c'est-à-dire, qu'on en donne plus qu'à l'ordinaire pour une quantité déterminée des autres productions. Car la faculté de la payer n'étant pas augmentée pour les consommateurs, qui ne peuvent l'acquérir que par l'échange de leurs productions, dont la mesure est restée la même ; si les propriétaires de la production surabondante ne vouloient pas lâcher la main, il leur en resteroit nécessairement une partie. Ils sont donc forcés par la nature des choses, par le besoin de vendre, & la concurrence qui est entre eux, de baisser le prix.

Mais supposons qu'une année soit également abondante en toute sorte de productions, pourra-t-on dire qu'elles soient toutes diminuées de valeur : on le dira peut être si l'on ne considère que les apparences, & le rapport de l'argent avec chaque production en particulier. Mais si le commerce ne se faisoit que par échange, il faudroit dire que la consommation a pris un accroissement notable, & non que chaque production a perdu de sa valeur ou de son rapport d'échange. Car si l'on donne plus de telle production, on reçoit plus des au-

res : l'égalité relative est donc conservée ; il n'y a de changement absolu que dans la consommation , & la consommation n'est augmentée , que parce que la faculté de consommer est accrûe généralement.

L'introduction de l'argent dans le commerce ne change rien à ce rapport. Car si l'on est forcé de donner pour 18 liv. une quantité de telle production qui en valoit 24 : lorsqu'on emploiera ce même argent à acheter , on aura également pour 18 liv. ce que l'on payoit 24. On peut donc consommer un quart de plus , & c'est être plus riche que de pouvoir consommer davantage.

X I.

La Valeur dépend de la population & de l'aisance de la population.

LE nombre des hommes n'influe pas toujours sur la consommation autant qu'il le devroit. Elle dépend non-seulement de la population , mais de l'aisance ou de la misère de cette population qui décide de la consommation effective , & du prix auquel elle se fait ; car le débit se fait à tout prix , & il n'y a que le bon prix qui puisse soutenir ou relever la culture.

Dans une nation appauvrie de longue main par une administration contraire à l'ordre , deux causes concourent à priver les productions de la valeur à laquelle elles atteindroient naturellement. 1°. La population est moindre , parce qu'elle se proportionne toujours aux moyens de subsistance , quoiqu'elle les excède plutôt

qu'elle ne reste au-dessous. 2°. Parmi les hommes qui existent, il en est un très-grand nombre qui désireroient bien consommer, & qui sont réduits à des privations rigoureuses. Leurs facultés sont si bornées, qu'ils ne peuvent payer qu'à bas prix le peu de consommations, qu'ils font, de manière que le besoin de vendre force de baisser le prix, ce qui retient la culture dans un état de foiblesse & d'inaction.

X I I.

La reproduction & la consommation sont réciproquement la mesure l'une de l'autre.

QUOIQUE tout procède de la reproduction, puisque c'est-elle qui décide de la consommation & des moyens de la payer; ces deux causes réagissent l'une sur l'autre. La reproduction est la mesure de la consommation, & la consommation est la mesure de la reproduction.

Il est aisé de concevoir que la reproduction est la mesure de la consommation; mais en quoi la consommation influe-t-elle si fort sur la reproduction. Ce ne peut être qu'en tant qu'elle devient utile à ceux qui font naître les productions. Sans cela ils ne travailleroient pas à les multiplier au-delà de leurs besoins personnels. Il n'y a que le desir de jouir qui puisse engager à cultiver pour soi & pour les autres. Pour jouir, on a besoin des autres hommes dont on achète les travaux par des productions, & qu'on associe à sa dépense. Par ce

moyen on jouit sous une forme nouvelle de cet excédent qui deviendrait inutile, si d'autres ne le consommoient. C'est donc l'avantage que les propriétaires des productions trouvent à les faire consommer par d'autres, qui les engage à étendre indéfiniment la culture, tant qu'ils ne manqueront pas d'hommes, qui ne demanderont qu'à consommer, & qui offriront en échange des services agréables à ceux qui pourront les payer; ainsi toute l'économie politique ne roule que sur l'intérêt personnel. Les uns s'empressent de multiplier les moyens d'acheter des services de tout genre, les autres de gagner des salaires.

X I I I.

On ne peut améliorer la reproduction que par la valeur.

MAIS puisque la reproduction & la consommation ont l'une sur l'autre un effet réciproque, on ne peut améliorer d'un côté qu'on améliore de l'autre. Le point est de savoir par où l'on peut commencer.

La reproduction est à la vérité la matière de la consommation; mais comme elle ne peut s'obtenir que par les travaux & les avances, qu'il faut dépenser avant de récolter, & dépenser davantage avant de récolter davantage; c'est par le rétablissement de la valeur qu'il faut commencer le cercle de prospérité.

Mais comment augmenter la valeur avant d'avoir augmenté par la reproduction la faculté de payer. Il n'y auroit pas de moyen d'y parvenir pour une nation dont la culture seroit dégradée, & qui cependant seroit

gouvernée par les loix de l'ordre ; mais c'est ce qui implique contradiction. Une nation pauvre est nécessairement une nation , dont l'administration est depuis long-tems contraire à l'ordre , chez laquelle mille causes étrangères & factices viennent déranger les rapports d'échange , chez laquelle des impôts indirects & des prohibitions de commerce détruisent le débit & la valeur. Dès-lors l'équilibre de prospérité est rompu , & remplacé par l'équilibre de misère & de dégradation. Il n'y a plus d'autre calcul à faire que celui de la perte qui en résulte , & dont on ne peut même saisir que les effets les plus frappans.

Et c'est-là ce qui rend les impôts sur les consommations si funestes , que la somme levée par cette voie n'est rien en comparaison de la perte qui en résulte sur la valeur & sur la culture , non-seulement dans la partie qui est grevée directement , mais dans la totalité de la reproduction. Le dommage devient double par les contre-coups , parce que les productions ne se payant qu'avec des productions , il y a moins de moyens d'acheter ; par conséquent diminution de valeur , & dégradation de toutes les cultures.

Le rétablissement de l'ordre produit l'effet inverse : il commence par rétablir la valeur , d'où résulte la régénération des avances , & l'amélioration de la culture.

X I V.

Importance de la Valeur.

Q U O I Q U E la valeur ne soit qu'une qualité relative , elle est donc bien importante , puisqu'elle décide de l'état de la culture & de la

somme du produit net , qui est la mesure des richesses & de l'aisance d'une nation.

En effet , si les cultivateurs ne travailloient que pour eux-mêmes , la valeur seroit indifférente : mais aussi borneroient-ils leur travail à faire naître leur simple nécessaire. Il n'y auroit par conséquent qu'une classe d'hommes occupée à faire naître sa subsistance , & dont les autres besoins ne seroient remplis que très-imparfaitement. Dès-lors il n'existeroit point de société : car il n'y auroit point d'hommes disponibles qu'on pût distraire de ce travail , parce qu'il n'y auroit pas de richesses disponibles qu'on pût employer à leur subsistance : bientôt même il n'y auroit plus de culture , faute de sûreté dans les propriétés.

C'est donc l'excédent que fournit la culture au-delà des frais qui donne l'existence à la société , qui décide de la possibilité du revenu public , & de la somme à dépenser , non-seulement pour les propriétaires , mais pour tous ceux qui doivent vivre sur leur dépense. Or le montant de cet excédent est déterminé , non-seulement par la quotité de la reproduction , mais aussi par sa valeur. La concurrence oblige les fermiers de donner aux propriétaires toute la part qui excède les reprises. La classe des fermiers est donc celle qui paroît la moins directement intéressée à la bonne valeur , parce que sa part étant privilégiée , elle ne doit rendre que le surplus.

Si dans l'ordre naturel du niveau des prix , la valeur de telle mesure de production étoit exprimée par vingt sous , le cultivateur qui recolt 5000 mesures , en garderoit par exemple 3000 pour ses reprises , il y auroit

2000 mesures en produit net partageables entre le propriétaire & l'état. Si par l'effet d'un impôt ou d'une prohibition de commerce, la production perd un cinquieme de sa valeur, il est évident que les premiers possesseurs de cette production seront obligés d'en donner une plus grande quantité, pour une quantité déterminée des autres productions : & comme dans la vente l'argent sert à exprimer la valeur relative d'échange, ils recevront une moindre somme d'argent pour une même quantité de cette production qui a perdu une partie de sa qualité de richesse. La valeur de chaque mesure qui devrait être de vingt sous, ne fera plus exprimée que par seize sous ; ainsi comme il faut toujours une valeur de 3000 liv. au fermier pour ses reprises, il faudra pour se remplir qu'il retienné à seize sols 3750 mesures. Il ne restera donc pour le produit net que 1250 mesures, qui ne vaudront plus 1250 livres, mais 1000. Le revenu qui devrait être de 2000 livres, se trouve donc réellement diminué de moitié, par l'effet de la suppression d'un cinquieme de la valeur en première main : & comme les héritages ne s'estiment que par le revenu, leur valeur fonciere se trouve également perdre moitié. Cette hypothese n'est que trop souvent réalisée : tel est au vrai le préjudice que cause l'impôt des aides à la culture de la vigne ; il ne seroit pas difficile de l'établir par un calcul sans réplique.

Mais cette perte que supporte la classe propriétaire ne lui est pas tellement propre, qu'elle ne retombe sur la classe salariée. Les propriétaires dont le revenu est diminué pourront remplir moins de besoins, & se procurer moins de jouissances : & comme ils ne peuvent jouir qu'en associant d'autres hommes à leur dépense,

il est évident que ceux-ci recevront d'autant moins, que les propriétaires auront moins à leur donner : ou bien il faut dire, comme M. l'abbé de Condillac, que la classe salariée multiplie les richesses par ses travaux : encore ne suffit-il pas de le dire, il faut que cela soit, & c'est ce que nous verrons ci-après.

Mais la classe des fermiers n'est pas moins intéressée à la valeur. Le bas prix est toujours l'effet d'un désordre d'administration : il a pour cause les impôts indirects & les prohibitions de commerce, qui sont autant d'obstacles à la consommation & à la valeur. Or empêcher le cours naturel des prix, c'est arrêter la reproduction : & comme ces causes sont la suite d'un régime arbitraire & variable, elles rendent incertain l'état des fermiers ; elles prennent des accroissemens successifs pendant le cours des baux, & en dérangeant les combinaisons : elles attaquent sourdement les avances de la culture, & la ruinent par une progression infaillible. Sans avoir même dans le moment cet effet imprévu ; il suffit qu'elles l'aient eu dans l'origine, pour avoir occasionné des dégradations, qui peu à peu ont diminué le nombre des riches fermiers, & leur ont substitué des métayers plus ou moins pauvres, qui ne pouvant faire les avances convenables, convertissent en avances une partie des héritages, en les faisant servir de pâture vague aux bestiaux de labour que la charrue ne peut plus nourrir, qui dégradent les bois, négligent les vignes, &c. &c.

Qui remontera la culture ainsi affoiblie ? Les propriétaires sont forcés de faire une partie des avances, & en prenant droit pour réduire les métayers à la condition des journaliers. Il n'existe presque plus de produit

net , & ce qui paroît en tenir lieu n'est que l'intérêt des avances : les dépenses foncières sont négligées , celles d'amélioration encore plus ; & toutes les terres qui ne peuvent être cultivées qu'à la faveur du bon prix , tombent en friche.

Mais , comme je l'ai dit , la valeur ne peut être entretenue que par une forte reproduction , qui fournit les moyens d'acheter à bon prix. Une culture dégradée devient donc une nouvelle cause de non valeur , qui réagit sur la reproduction , & la diminue encore. Ces deux causes ont un effet réciproque : c'est par la non valeur que la reproduction commence à s'affoiblir ; ce n'est que par le rétablissement de la valeur qu'elle peut se relever. La terre est toujours prête à rouvrir son sein , lorsque les gouvernemens cesseront d'y mettre obstacle par un régime contraire à l'ordre.

X V.

La Valeur est le thermometre de l'état d'une nation.

LA valeur des productions est donc le thermometre de l'aisance privée & de la prospérité publique , parce qu'elle décide du prix auquel peut se faire la consommation , & que le débit à bon prix est en même temps l'effet & la cause d'une forte reproduction.

La valeur si importante au succès de la culture & à la prospérité d'une nation , n'est pas une valeur relative simplement à l'argent occasionnée par son abondance , qui force d'en donner un plus grand poids , & qui induit tant de gens en erreur , lorsqu'ils comparent les

prix d'un siècle à un autre. Elle n'est pas une valeur factice procurée par des primes & des encouragemens, ou par le monopole exercé par des compagnies privilégiées, ou par la cherté qui provient de la rareté des productions : c'est une valeur constante, uniforme, produite par une forte consommation, qui procède de l'aisance générale, qui n'éprouve que les variations de l'ordre physique, & les rend presque insensibles par la facilité des communications, qui est maintenue par la liberté & l'immunité du commerce intérieur & extérieur, & qui embrasse toutes les productions. Car si l'une reste grevée, tandis que l'autre est libre, la justice n'est plus gardée : les propriétaires de celle qui est gênée sont lésés dans leurs échanges : ils ne peuvent vendre qu'à un prix avili, & sont forcés d'acheter au vrai prix.

Ce n'est que sous le règne absolu de l'ordre, que tous les rapports de la société sont maintenus dans un équilibre favorable à tous les intérêts, que tous les droits sont assurés, que toutes les propriétés sont respectées, que le niveau s'établit entre les travaux & les salaires, que toutes les prétentions sont soumises à la justice.

Mais puisque la valeur est si importante, il est du devoir & par conséquent de l'intérêt de l'administration, non-seulement de supprimer les obstacles factices qui la détruisent, mais encore de la favoriser & de la soutenir, en procurant par des chemins & des canaux la facilité des communications, qui rapproche les distances, qui multiplie le nombre des consommateurs, & égalise les prix, qui réduit les frais de transport au profit de la valeur en première main. C'est là un des objets les plus essentiels de la dépense publique, &

l'emploi le plus utile du patrimoine de la société. Ouvrez un débouché à une province qui en manquoit, & qui étoit surchargée de la moindre quantité de productions au-delà de sa propre consommation ; vous verrez sa culture sortir de l'engourdissement, & prendre des forces relatives à cette nouvelle cause de prospérité. En même tems vous présentez un nouveau débouché aux provinces voisines, vous étendez les rapports d'échange, & le bien qui en résultera produira un double effet.

X V I.

Il n'y a que la Valeur en premiere main qui influe sur les richesses.

MAIS toute espece de valeur n'est pas du même genre. Il n'y a que celle en premiere main qui augmente la masse des richesses, parce qu'il n'y a qu'elle qui intéresse les premiers distributeurs des productions, qui assure la rentrée des reprises, & qui décide du revenu. L'accroissement de valeur que les productions obtiennent par les travaux subséquens, ne sont qu'une dépense & un emploi de la somme de la reproduction décidée invariablement par sa quotité, & mesurée par sa valeur en premiere main.

Cette proposition trouvera sa démonstration dans ce que je dirai sur la nature des travaux, de l'industrie & du commerce. Dès que l'on n'admet pas cette distinction essentielle entre la valeur premiere & la valeur

subséquent, on ne peut plus se former d'idées justes, ni sur la source des richesses, ni sur l'ordre de leur distribution, ni sur l'organisation de la société, ni sur la nature des divers travaux & des dépenses. C'est sur cette distinction (qu'a refusé d'admettre M. l'abbé de Condillac) que roule toute la théorie de l'ordre social.

X V I I.

Résumé.

LE résultat de cette discussion est que la valeur des productions, fondée d'abord sur leur propriété usuelle & sur les dépenses faites pour les obtenir, est modifiée par la rareté ou l'abondance, dont la proportion est relative à la concurrence des vendeurs & des acheteurs, & à l'état de la consommation qui lui-même est déterminé par la faculté de payer plus ou moins étendue ; qu'elle est restreinte au grand préjudice de la reproduction par les impôts indirects & les prohibitions, & qu'elle n'est à son taux naturel, seul favorable aux producteurs, aux propriétaires & aux consommateurs, que sous le regne absolu de la liberté.



C H A P I T R E II.

De l'Echange & de la Vente.

X V I I I.

Définition de l'Echange.

L'ÉCHANGE est de sa nature un contrat d'égalité qui se fait de valeur pour valeur égale. Il n'est donc pas un moyen de s'enrichir, puisque l'on donne autant que l'on reçoit; mais c'est un moyen de remplir ses besoins, & de varier ses jouissances. Il en est de même de la vente qui ne diffère de l'échange que dans le moyen & non dans l'objet. Dans l'échange il n'y a point de prix distinct, dans la vente il y en a un qui consiste en argent.

Telle est la nature de l'échange, lorsqu'il se fait dans un état de pleine concurrence, & que le prix n'est déterminé que par les causes qui doivent y influencer. Il devient défavorable pour l'une des parties, lorsque quelque cause étrangère vient diminuer ou exagérer le prix. Alors l'égalité est blessée; mais la lésion procède de cette cause, & non de l'échange.

La préférence que l'on donne à la chose que l'on reçoit, n'est nullement une raison pour soutenir que l'échange ne se fait pas valeur pour valeur égale, & qu'on donne *moins pour plus*. Tel est cependant le sen-

timent de M. l'abbé de Condillac , pag. 53 & suiv.

« Il est faux , dit-il , que dans les échanges on donne
 » valeur pour valeur égale : au contraire , chacun des
 » contractans en donne toujours une moindre pour une
 » plus grande sans quoi il n'y auroit de gain
 » à faire pour aucun des contractans. Or tous deux
 » en font ou en doivent faire , parce que les choses
 » n'ayant qu'une valeur relative à nos besoins , ce qui
 » est plus pour l'un est moins pour l'autre , & réci-
 » proquement ». Ce qui dérive du principe qu'il a
 établi , pag. 19 « que la valeur n'est pas une qualité
 » absolue , inhérente aux choses . . . qu'elle est prin-
 » cipalement dans le jugement que nous portons de
 » leur utilité par rapport à nous ».

La préférence que chacun donne à la chose qu'il reçoit , est bien le motif qui porte à contracter , mais ne touche point à la valeur , qui n'est nullement déterminée par la volonté des contractans , ni par leur opinion particulière. D'ailleurs si chacune des parties reçoit plus qu'elle ne donne , il s'ensuit qu'elles traitent avec égalité , & qu'il n'y a ni perte ni gain. En effet , dès que la préférence est réciproque , tout est égal dans l'intention comme dans le fait : chacun est content , puisqu'il a ce qu'il avoit désiré ; & chacun a fait un marché égal , puisqu'il a acquis moyennant une valeur égale.

En quoi consiste donc cet avantage prétendu , qui , selon M. l'abbé de Condillac , est ordinairement réciproque & égal , quoique dans certains cas il n'existe que pour l'un des contractans. Son opinion est exposée au long dans le quinzième chapitre , dont je vais donner un extrait.

Sa doctrine sur la valeur roule sur ce principe, *qu'il n'y a que le surabondant qui entre dans le commerce, & qui soit la matière des échanges ; que le surabondant d'un homme n'ayant point pour lui de valeur, c'est-à-dire, d'utilité, il fait un marché avantageux de s'en défaire, & donne moins pour plus ; que s'il donne une chose qui lui est nécessaire, il perd & donne plus pour moins.* « En effet, dit-il, c'est l'inégalité de valeur » qui donne lieu aux échanges. Si ce que je vous » offre est égal pour vous en valeur, ou en utilité à » ce que vous m'offrez, & *vice versa*, nous ne ferons » pas d'échange. Quand nous en faisons, nous jugeons » vous & moi que nous recevons chacun plus que nous » ne donnons, ou que nous donnons moins pour plus... » Nous avons remarqué plus haut, dit-il, page 120, » que lorsque le commerce se fait par échange de » choses dont on surabonde, chacun donne une chose » qui n'a point de valeur par rapport à lui, parce qu'il » ne peut en faire aucun usage pour une chose qui a » une valeur par rapport à lui, parce qu'il peut » en faire usage, & par conséquent chacun donne » moins pour plus. Or c'est ainsi qu'il eût été naturel » de juger toujours des valeurs, si l'on eût toujours » commercé par échange & sans argent ; mais lorsqu'il » a été employé comme mesure commune, il a été » naturel de juger qu'on échangeoit valeur pour va- » leur égale. Cependant pour juger si l'on donne moins » ou plus, il faut considérer si ce que l'on donne est » surabondant ou nécessaire..... car si les objets échan- » gés sont surabondans de part & d'autre, l'avantage » est égal, & nous donnons chacun moins pour plus. » Dans tout autre cas » (c'est-à-dire, sans doute si

l'un des contractans donne une chose qui n'est pas surabondante pour lui) » l'échange ne peut être égal , » & l'un de nous donne plus pour moins ».

M. l'abbé de Condillac pouvoit , ce semble , même en ce cas , ne rien changer à son principe général , & dire que quoiqu'on donne une chose nécessaire , c'est qu'on la répute moins nécessaire que celle qu'on reçoit , & qu'ainsi on donne toujours moins pour plus : & c'est ce qu'il dit lui-même , pag. 44.

« L'introduction de l'argent , continue-t-il , chapit-
 » tre 15 , ne change rien à ce principe » (& il ne
 doit rien y changer , s'il est vrai ; car la vente se réduit
 à l'échange) ». Cependant , parce qu'on n'est pas
 » porté à croire que l'argent puisse être surabondant ,
 » en quelque quantité qu'on en ait , on aura de la
 » peine à comprendre , que lorsqu'on s'en défait , on
 » donne moins pour plus. Voyons donc comment il
 » peut être considéré comme chose nécessaire ou comme
 » chose surabondante ». Pour le faire sentir , il apporte
 l'exemple d'un propriétaire de terre comparé à un
 rentier. « Le propriétaire a des denrées de toute es-
 » pece , qu'il ne peut consommer. En donnant son
 » surabondant , il lui donne une chose qui lui est inu-
 » tile , pour une chose qu'il regarde comme utile : il
 » donne donc moins pour plus. Le rentier ne peut
 » subsister avec son argent , comme le propriétaire
 » avec ses denrées , & en le considérant sous ce rap-
 » port , il lui est inutile en totalité. Cependant comme
 » l'argent a été pris pour mesure commune des va-
 » leurs , le rentier est assuré de se procurer avec son
 » argent les choses nécessaires à sa subsistance. Mais
 » ce nécessaire prélevé & mis à part , tout ainsi que

» le propriétaire met en réserve les denrées qui lui sont
» nécessaires, le surplus de cet argent est surabondant,
» comme l'excédent de la consommation du proprié-
» taire est pour lui un surabondant : ainsi lorsqu'il s'en
» défait, même pour des frivolités , il donne moins
» pour plus ».

Ainsi si le rentier a mis à part dans un tiroir l'argent qu'il juge nécessaire à sa subsistance , & son surabondant dans un autre ; le contrat change de nature , & lui est avantageux ou défavorable , suivant que pour payer il puise dans le tiroir du nécessaire ou dans celui du surabondant.

Mais toutes ces considérations personnelles, tous ces petits calculs particuliers, ne font rien au contrat en lui-même, ni à la valeur, qui, quoiqu'elle ne soit pas une qualité absolue, inhérente à la chose, est en elle-même indépendante des jugemens que nous portons. L'estime que nous faisons de la chose peut nous décider à acheter ou à ne pas acheter ; mais la chose n'en a pas moins sa valeur, parce que nous ne sommes pas les seuls acheteurs, & que si elle ne nous convient pas, elle pourra convenir à un autre. C'est la préférence, le besoin, le goût qui décident à contracter ; mais ces motifs personnels ne touchent pas le moins du monde à la valeur, parce qu'elle est le résultat de toutes les causes qui concourent à la déterminer. Il se forme de toutes ces causes combinées une estimation ou jugement général, indépendamment du jugement particulier, & auquel les contractans sont forcés de se soumettre, sans quoi ils ne contracteront pas ; & même quoiqu'on ne soit pas dans la disposition d'acheter, on porte un jugement conforme à cette estime générale.

Dans une vente à l'encan où il se trouve vingt personnes, il n'y en aura que deux qui mettent l'enchère à un objet, mais toutes les autres portent le même jugement du prix.

Ce ne sont donc pas les contractans qui prononcent sur la valeur ; elle est décidée avant la convention. Le prix est fixé d'avance par la concurrence, qui adopte & exprime ce jugement général. La variation fréquente des causes de la valeur pourra demain changer quelque chose à ce résultat ; mais il est tel aujourd'hui, & forme la loi des prix, ou le cours. A peine reste-t-il quelque intervalle du plus cher au moins, dans lequel les parties disputent & se débattent.

Tout au plus pourroit-on admettre cette relation du prix à l'estime personnelle dans l'achat d'une chose de curiosité & de fantaisie, telle qu'un tableau rare, parce que cette chose n'a pas de cours ni de prix déterminé : encore la mode & le goût établissent-ils une espèce de cours. Les tableaux flamans valent aujourd'hui quatre fois plus qu'il y a trente ans. Si les Américains, que M. l'abbé de Condillac cite pour exemple, donnoient des lingots pour des choses de vil prix par rapport à nous ; c'est que ces choses étoient nouvelles pour eux, & leur paroïssent avoir une utilité réelle ou de curiosité, & que l'or & l'argent étoient communs chez eux. Mais lorsque l'avidité des Européens leur eut appris l'estime qu'ils en faisoient, ils y en ont aussi attaché davantage, & ont cessé de les donner si facilement. Cet exemple prouve que dans les choses qui ne sont pas consommables ni nécessaires, la valeur dépend de l'estime qu'on fait des choses d'après leur usage & leur rareté : mais cette estime étant générale produit

un prix courant , indépendant de l'opinion des deux parties qui veulent contracter ; & l'échange se fait de valeur pour valeur égale dans l'état donné des choses.

Cette opinion qui est particuliere à M. l'abbé de Condillac , pourroit passer pour indifférente , si elle n'étoit fondée sur cette assertion , *qu'il n'y a que le surabondant qui soit la matiere du commerce , & qu'il n'a point de valeur , e'est-à-dire , d'utilité pour celui qui le donne*. Ce sentiment peut induire à des erreurs sur la nature du commerce.

Peut-être pourroit-on admettre cette maniere de voir & de juger dans une société naissante composée de deux ou trois familles , qui peuvent regarder comme inutile un surabondant de productions , & l'échanger en croyant gagner beaucoup de trouver à s'en défaire. Aussi , comme je l'ai dit en commençant , n'y a-t-il à considérer pour l'homme isolé que la propriété usuelle des choses : ces familles ne resteront pas long-tems dans cette premiere simplicité. Mais dans une société formée , où il y a une grande concurrence de vendeurs & d'acheteurs , toutes les marchandises obtiennent une valeur , qui sans doute est sujette à quelque variation , mais qui est assez constante pour les faire donner & recevoir comme parfaitement équivalentes , sans égard au besoin & à l'estime particuliere des contractans , sans égard à la considération du nécessaire & du surabondant. Il y a plus , c'est qu'il n'y a de surabondant en aucun genre. Le laboureur qui a fait naître un excédent au-delà de sa propre consommation , fait qu'il a bien des engagements à remplir ; qu'il doit trouver dans l'échange de cet excédent la rentrée de ses avances & le payement du revenu. Il n'a pas travaillé pour lui seul.

mais pour toute la société, qui doit vivre du fruit de son travail. Il n'a pris à forfait la fécondité de la terre, qu'à la charge d'en partager les fruits avec le propriétaire. Ce *surabondant* prétendu est donc très-nécessaire : il est destiné à l'échange qui est le moyen de communication entre les hommes, au payement de tous les salaires & de tous les services. L'entrepreneur de culture n'a pas plus de *surabondant*, que l'horloger n'a de montres *surabondantes*, & que le marchand qui achete des productions pour les revendre. Sur quoi est donc fondée la différence que M. l'abbé de Condillac admet entre eux. Si le marchand n'achete que pour tirer un profit ; le cultivateur n'a fait naître les productions, & ne les a achetées de la terre par ses avances que dans la même intention. Ils attacheront donc l'un & l'autre autant d'estime à ces productions. Chacun dans sa profession fait en sorte de multiplier les moyens d'échange, qui sont pour lui ceux d'étendre sa subsistance & ses jouissances, de remplir ses engagements, d'élever sa famille. Un grand propriétaire trouve sans doute dans son revenu les moyens de se procurer des choses qui passent les besoins de commodité : & c'est cette grande aisance qui entretient les arts superflus. Il use en cela de la prérogative de la propriété ; mais il n'achete toujours qu'au prix que la concurrence a mis aux choses, indépendamment des facultés particulières de tel ou tel acheteur.

X I X.

Le Commerce où l'argent intervient est incomplet.

IL y a cette différence entre l'échange & la vente, que dans l'échange tout est consommé

pour chacune des parties : elles ont la chose qu'elles vouloient se procurer , & n'ont plus qu'à jouir. Dans la vente au contraire il n'y a que l'acheteur qui ait rempli son objet , parce qu'il n'y a que lui qui soit à portée de jouir. Mais tout n'est pas terminé pour le vendeur. L'argent qu'il a reçu n'est pas un bien propre à la jouissance : il faut donc pour en faire usage qu'il devienne à son tour acheteur.

Il suit de-là que tout achat de la part de celui qui achete en ce moment , suppose une vente précédente , & que toute vente suppose un achat qui doit suivre : que la somme des ventes est égale à la somme des achats ; que chacun rend journellement l'argent qu'il a reçu , & le remet en circulation : qu'à chaque station que fait l'argent , il indique un besoin rempli de la part de celui qui le donne , ou un engagement acquitté , & l'intention ultérieure de s'acquitter ou de remplir un besoin de la part de celui qui le reçoit.

Mais les productions ne sont pas la seule matiere des ventes & des achats : tous les états de la société sont vendeurs , & n'achètent qu'autant qu'ils ont vendus. Le propriétaire vend la fécondité de sa terre , le fermier son travail , & l'emploi de ses avances , le commerçant & l'ouvrier leurs services , &c. &c. Il ne faut pas pour cela croire que toutes les valeurs soient du même genre , & confondre les travaux & les services avec les productions ; car ce seroit confondre ceux qui payent avec ceux qui sont payés. Les moyens d'acheter sont

différens ; mais il n'y a qu'une source commune des dépenses : & ceux qui n'en sont pas propriétaires reçoivent pour pouvoir consommer ; & s'ils achètent en argent, ils ne payent qu'autant qu'ils ont été payés. M. l'abbé de Condillac a rangé tous les acheteurs sur la même ligne.

X X.

La Vente se réduit à l'échange, & ne diffère que dans la manière.

LA vente se réduit donc définitivement à l'échange ; elle n'en diffère que parce qu'elle est moins simple ; elle se fait de même , valeur pour valeur égale , & n'est pas un moyen de s'enrichir.

L'échange arrive directement au but qui est la consommation ; il n'a que deux termes , & se termine par un seul contrat. Mais un contrat où l'argent intervient n'est pas consommé , puisqu'il faut que le vendeur devienne acheteur , ou par lui-même , ou par l'interposition de celui auquel il transportera son argent. Il y a donc , pour aboutir à la consommation qui est l'objet ultérieur , au moins quatre termes & trois contractans , dont l'un intervient deux fois.

Mais on préfère ordinairement la vente , parce qu'elle est plus commode ; parce que l'acheteur n'a pas toujours la chose dont on a besoin ; parce qu'en traitant avec lui , on n'auroit pas le choix ; parce que le traité seroit d'autant plus sujet à discussion , qu'il y auroit à contester sur deux marchandises , au lieu qu'on ne conteste point sur l'argent ; parce que quelquefois il

faudroit convenir sur un retour ; parce que souvent le vendeur n'a pas de besoin actuel à remplir , & que la garde & le transport de l'argent sont moins embarrassans ; parce qu'il peut avoir à-satisfaire des engagemens qui doivent l'être en argent , &c. &c. En général , l'habitude de tout estimer en argent est telle , que lors même qu'on traite par échange , on commence à réduire de part & d'autre la valeur en argent.

C H A P I T R E I I I .

De la fonction de l'argent dans les échanges.

X X I .

Fonction de l'argent.

L'ARGENT est reçu comme gage intermédiaire entre les ventes & les achats , & il sert de mesure commune , de valeur pour valeur.

Il n'est donc pas exact de dire que l'argent est signe de richesse , & qu'il représente les valeurs. Il n'est pas simple signe , car il est lui-même richesse ; il ne représente pas les valeurs , il les équivaut.

En effet , les métaux sont par eux-mêmes propres à divers usages , & comme tels ils ont une valeur. Lorsqu'au lieu de se borner à en faire des vases , on s'en est servi comme de moyen terme dans les échanges , on a augmenté leur valeur à raison de ce nouvel emploi , auquel a été destinée une partie de ces métaux.

Convertis en monnoie , les métaux ne sont plus sous cette forme un bien propre à la jouissance ; mais comme ils sont toujours métaux , ils conservent leur qualité de richesse , & leur valeur varie comme celle de toutes les matieres commercables , en raison de ce qu'ils sont plus rares ou plus communs.

La rareté des métaux précieux , leur incorruptibilité , leur grande valeur exprimée en peu de volume , la facilité de la garde & de transport , leur ont fait attribuer par un usage presque général cette fonction de gage intermédiaire , qui les rende très - commodes dans les échanges.

L'argent est dans les mains du vendeur qui l'a reçu un gage ou un mandat , qu'il fera acquitter quand il voudra , & en telle nature qu'il voudra. Par-tout où il se présentera , il sera sûr de n'être pas refusé en offrant ce gage valeur pour valeur , parce que ceux à qui il le donnera , seront de même assurés de le convertir à leur gré en des biens propres à la jouissance.

C'est donc parce que l'argent a une valeur à lui , qu'il a été choisi pour être la mesure commune. Sans cela il ne pourroit servir à l'échange ; mais il vaut exactement ce que l'on donne à sa place , & il entre dans la balance du commerce , qui de sa nature est toujours égale. Il a cours par-tout , sans que l'on s'informe d'où il vient ; & c'est ce qui le distingue essentiellement des billets , qui ne sont autre chose qu'une cedula d'engagement , & qui n'ayant aucune valeur intrinsèque , n'en tirent que de la solvabilité présumée de l'obligé. Aussi ne se reçoivent-ils pas comme richesse , mais comme un titre pour être payé d'une richesse ; & ce titre est jugé plus ou moins solide ,

suivant la confiance plus ou moins grande dans les facultés du souscripteur. En un mot par un billet on promet payer , avec l'argent on paye.

Il est des siècles où l'argent est devenu très-rare après avoir été commun , parce que dans les guerres continuelles & les ravages des nations barbares , on en a perdu & enfoui une quantité immense. Il est devenu beaucoup plus commun depuis la découverte du nouveau monde. Il a donc perdu de sa valeur comparative : peut-être la perdra-t-il au point de faire abandonner les mines , qu'on ne pourra plus exploiter avec bénéfice.

Je n'ai aucune observation à faire sur ce que dit M. l'abbé de Condillac sur les métaux & sur la monnoie , chap. 13 & 14 , je remarquerai seulement qu'il dit , pag. 114 , que l'usage de l'argent a fait regarder les valeurs comme absolues. Cependant si une once d'argent est un poids fixe , la quantité qu'on en donne dans les achats n'est pas fixe : ce n'est donc pas en ce point que l'introduction de l'argent peut avoir induit en erreur ; c'est bien plutôt en ce qu'on a regardé ce moyen d'échange comme la principale richesse , & qu'on a perdu de vue la chose même & l'objet de la circulation , pour ne voir que l'argent. Il est certain que la valeur n'est pas une qualité absolue inhérente aux choses : quoiqu'on puisse dire encore que leur valeur dérive de la propriété d'être échangée , & que cette propriété appartient aux choses , puisqu'elle est la conséquence de leurs qualités usuelles ; mais si elle n'est pas proprement une qualité absolue , elle est encore moins une qualité absolument arbitraire , & qui n'ait d'existence que par le jugement personnel des

contractans, & par la considération du nécessaire ou du surabondant par rapport à eux.

X X I I.

La Valeur de l'argent est déterminée par le cours.

LA valeur de l'argent monnoyé étant fondée sur celle de l'argent métal, ou plutôt étant la même, est fixée par le cours qui s'établit entre les nations commerçantes. Elle n'est donc au pouvoir d'aucun souverain en particulier.

C'est la concurrence qui règle la valeur des choses commercables. Plus elle est étendue, plus le prix est uniforme, sauf la différence des frais de transport; mais comme l'argent en coûte peu, son prix est égal par-tout.

Le Prince n'ayant pas plus de pouvoir sur la valeur de l'argent métal, que sur celle de toutes les marchandises, n'en a aucun sur celle de l'argent monnoie. Il ne fait autre chose, en y mettant son empreinte, qu'attester le poids & le titre, afin qu'il ne puisse à cet égard se glisser dans le commerce ni erreur ni fraude.

Mais que deviendra la foi publique, si celui qui est préposé pour la maintenir la viole lui-même dans un point aussi essentiel, & altere le gage des échanges. Cette ressource de finance dont on n'a que trop fait usage autrefois, est l'expédient le plus funeste qu'on puisse imaginer; il est ruineux par ses suites, & n'aboutit qu'au discrédit de l'état qui le met en œuvre.

Altérer la monnoie , c'est corrompre la mesure commune par une fraude qui est usée dès qu'elle est connue , & qui ne tarde pas à l'être ; c'est troubler tous les rapports sans aucun avantage , l'argent ne se prendra dans le commerce que pour ce qu'il vaut réellement. Le Souverain qui a voulu tromper est pris lui-même dans ses propres pieges : on lui paye l'impôt dans la même monnoie , de maniere que s'il ne veut pas perdre , il faut qu'il l'augmente. Que peut-il gagner à cette opération ? Entreprendra-t-il de rembourser ses dettes avec cette monnoie altérée ? Mais il n'en paye réellement qu'une partie ; il étoit bien plus simple de déclarer qu'il n'entendoit pas payer l'autre , & fort inutile , pour parvenir à cette banqueroute partielle , de mettre le trouble dans toutes les propriétés.

L'augmentation de la dénomination du numéraire fait à-peu-près autant de mal , & porte le trouble dans le commerce. Le Prince peut bien dire qu'il entend que deux valent trois , mais il ne peut pas faire qu'ils le valent réellement ; il n'est pas plus en son pouvoir d'ajouter à la valeur que de créer la matiere. Aussi n'a-t-il de pouvoir que sur la dénomination , & non sur le prix intrinseque , & sur les vrais rapports d'échange. Quel sera donc le fruit de cette opération ? d'augmenter les ressources du fisc ? Mais c'est les diminuer ; car l'impôt se payera suivant la nouvelle dénomination , à moins qu'on ne rétablisse la proportion. D'acquitter à moindre prix la dette publique ? Mais supprimer une partie de la dette n'est pas l'acquitter. De libérer les débiteurs au préjudice des créanciers ? Mais en quoi cela est-il juste & utile ? De gagner sur les achats qu'on fait à l'étranger ? Mais celui-ci sans égard à la dénomination , ne

prend jamais l'argent qu'au poids & au titre, & il en fera quitte pour calculer en conséquence. D'enrichir les sujets ? Oui, si la richesse consiste dans les mots : mais après les variations causées dans l'expression de toutes les valeurs, le niveau se retrouve & se rétablit de lui-même. La dénomination de la valeur des denrées change relativement à celle de l'argent.

L'opération de baisser la dénomination, & d'attirer l'argent pour le remonter ensuite par une refonte au même poids & au même titre, n'est autre chose qu'un vol manifeste, mais bien plus funeste par ses suites, que si l'on eût pris directement dans toutes les bourses un sixieme, ou un dixieme : car ces variations fréquentes ôtent toute la confiance du commerce, arrêtent la circulation, & jettent l'incertitude dans toutes les propriétés.

Les Jurisconsultes n'ont pas peu contribué à brouiller & à dénaturer toutes les idées, par le pouvoir qu'ils ont attribué au Souverain sur la monnoie : & partant plutôt du fait que du droit, ils ont élevé des principes destinés, non à régler la conduite, mais à la justifier. Ils nous ont enseigné que l'argent monnoie est un pur signe; & qu'il falloit faire abstraction de la matiere. D'où ils ont conclu que la qualité de signe étant attribuée à la matiere par l'empreinte, que le Souverain y met, & étant seule dans le commerce, le Souverain étoit le maître de déterminer la valeur de ce signe qu'il a établi : & confondant la valeur qui est une chose très-réelle, avec cette qualité de signe, qui est de leur invention, ils ont dit que le Prince, en changeant la dénomination du signe, changeoit à son gré la valeur, qu'il pouvoit forcer les sujets à recevoir pour cinq une
portion

portion de métal, qui ne vaut que quatre, mais qu'il lui plaît aujourd'hui d'appeler cinq; qu'il pouvoit même dans le commerce substituer le papier à l'argent, & obliger ses sujets à le prendre en paiement, parce que signe pour signe, l'un vaut l'autre, & que le choix de la matiere à laquelle est attachée la qualité de signe, ainsi que la valeur de ce signe, dépend de la volonté du Souverain. Ils en ont conclu que la stipulation que le débiteur ne pourra payer qu'en argent, est une clause de nulle considération; que la stipulation que l'acheteur payera tant de marcs d'argent est nulle. Ils en ont conclu que lorsqu'il survient une augmentation dans la dénomination, on acquitte bien véritablement une dette antérieure de 24, avec un poids dont la valeur réelle n'est que de 18, que le Prince qui n'auroit pas droit de libérer un débiteur de la moindre partie de sa dette, le décharge valablement par le moyen de cette fiction, & que les juges remplissent leur devoir, qui est de tenir une balance exacte entre les parties, en décrétant des offres notoirement insuffisantes.

Mais toutes ces idées sont fausses, parce qu'elles contrarient l'essence des choses, qui ne se prête point à tous ces raisonnemens; parce qu'elles introduisent l'arbitraire, où tout est de rigueur & de justice; parce qu'elles soumettent à la volonté du Souverain ce qui ne peut être en son pouvoir; parce qu'elles lui donnent sur la propriété un droit qu'il ne peut avoir, puisqu'il contrediroit le but même & l'institution de l'autorité, qui n'est établie que pour le maintien de la propriété.

Les Jurisconsultes auroient dû enseigner au contraire, que le Prince ne peut ni ne doit changer arbitrairement,

& encore moins altérer la mesure; qu'il n'est ni de la justice, ni de son intérêt de le faire, & que les métaux ont leur valeur décidée par le cours sur lequel le prince n'a aucune autorité. Mais on diroit qu'en cette matière ils n'ont considéré dans la souveraineté que la force dont elle est revêtue, & non son origine & ses fonctions; qu'ils ont fait de la force le titre du pouvoir, & non du pouvoir un titre pour disposer de la force.

Au lieu de chercher une ressource de finance dans la monnaie, combien ne seroit-il pas plus simple, plus honorable & plus expédient d'en regarder la fabrication comme faisant partie du service public, pour la dépense duquel le souverain a sa part dans la reproduction, & d'en prendre les frais sur le revenu national. En effet, si pour retrouver les frais on décrédite la vieille monnaie, toute la perte tombe sur ceux qui s'en trouvent propriétaires, & qui sur la foi publique viennent de convertir en argent des valeurs en productions. N'est-il pas plus juste que la perte occasionnée par le déchet de la monnaie qui s'use, & par les frais de fabrication soit prise sur les fonds public? La monnaie n'étant pas propre aux usages particuliers, & ne servant qu'à l'échange qui la fait passer de main en main, n'appartient proprement à personne, mais à l'état: elle s'use à force de servir; mais dans combien de mains n'a-t-elle pas passé? Et pourquoi toute la perte tomberoit-elle sur ceux qui la possèdent aujourd'hui? Si au lieu de baisser la vieille monnaie, on altère la nouvelle pour retrouver le déchet & les frais, c'est encore une fausse opération. Combien n'est-il pas plus avantageux pour une nation d'être connue pour avoir la monnaie au meilleur titre.

• M. l'abbé de Condillac, page 442, permet au

» souverain de s'indemniser des frais de fabrication ;
» mais il va plus loin , & dit qu'on lui doit encore
» un droit ou un bénéfice pour son empreinte qui a
» une valeur , puisqu'elle est utile ».

Qu'on dise que l'argent monnoie vaut plus que l'argent métal du montant des frais de fabrication , comme un plat vaut plus qu'un lingot , la comparaison n'est pas encore juste , car le plat est utile au propriétaire , & ne l'est qu'à lui ; au lieu que la monnoie appartient à l'état , & ne fait que circuler pour le commerce général ; & c'est ce qui devrait faire sentir que le monnoyage n'est autre chose qu'un service public , qui doit être payé en commun par le revenu public , & jamais inégalement aux dépens de ceux qui possèdent passagèrement l'argent , ni au détriment de la chose même. Mais de dire que l'empreinte du souverain a une valeur à raison de son utilité & qu'il faut la payer , c'est admettre une valeur idéale : c'est attribuer à la monnoie une valeur indépendante de celle de l'argent métal , une valeur de signe. Le souverain donne son empreinte , donc il lui est dû un bénéfice. Toute effigie procureroit le même effet , puisqu'il ne s'agit que de donner à la monnoie une empreinte distinctive. Mais n'est-ce donc pas une marque & un attribut de la souveraineté ? N'est-ce pas un droit dont il est jaloux ? D'ailleurs n'est-il pas l'homme de la société , l'organe de la nation , le dépositaire du sceau public ? Et après qu'il a reçu la part qui lui appartient dans le revenu national , doit-il faire payer en particulier chacun des actes de la souveraineté ? J'ose croire que cette manière de penser est non-seulement plus noble , mais prise dans la nature même de la chose.

CHAPITRE IV.

De la Circulation.

X X I I I.

L'argent n'est pas l'objet de la circulation ; ce sont les productions qui le font mouvoir.

L'ARGENT monnoie n'étant pas un bien propre à la jouissance , mais un simple outil de commerce ; ce n'est pas lui qui est l'objet de la circulation & le but des échanges , mais ce sont les productions qui le mettent en mouvement & le font circuler.

On ne doit donc jamais s'inquiéter de l'argent , il y en a toujours assez. On l'achette avec des productions , comme on achette des productions avec lui ; mais sous cette différence qu'on ne le reçoit pas pour lui-même. Il ne manque jamais de se présenter , lorsque la faculté de payer concourt avec le besoin de vendre , & c'est la somme de la reproduction & non celle du numéraire qui décide de la faculté de payer. On ne peut donc pas dire que la culture languit , parce que l'argent manque : mais l'argent semble rare , parce que la culture est foible. Ranimez-la par la suppression des obstacles qui s'opposent à ses progrès ; l'argent sans augmenter en masse suffira à tous les échanges : la célérité de son mouvement supplée à sa quantité. Lorsqu'il en est

besoin il ne fait que glisser d'une main dans l'autre sans s'arrêter un instant. S'il ne peut suffire à la célérité qu'on exige de lui ; si l'on trouve sa marche trop lente, son poids trop embarrassant, son transport trop incommodé, on lui substitue le papier avec lequel on fait une infinité d'affaires sans que l'argent se montre. On peut donc suppléer à l'argent, mais rien ne peut suppléer aux productions. Et même plus une nation est riche, moins elle a besoin d'un numéraire proportionné ; car il se trouve chez elle un plus grand nombre de gens dont la solvabilité est bien établie, & dont les promesses circulent comme argent comptant.

Il suit encore de là qu'un numéraire plus grand qu'il ne seroit besoin pour la circulation, seroit un poids inutile, & même onéreux à la nation qui le posséderoit : car elle n'auroit pu l'acheter qu'avec des productions ; elle auroit donc diminué ses jouissances pour accroître une masse qui n'est pas propre à la jouissance, & dont l'excédent ne pouvant pas trouver d'emploi dans les échanges, resteroit oisif, ou ne circuleroit que sur lui-même par l'agiotage.

Du reste le pécule d'une nation est toujours relatif à ses besoins, & l'on ne voit pas comment elle pourroit l'augmenter autrement qu'en augmentant ses productions, & alors il ne seroit toujours que dans la proportion où il doit être. L'argent se partage entre les nations relativement au besoin qu'elles en ont. Si la culture diminue chez l'une & s'étend chez l'autre, il coule de l'une à l'autre, étant toujours attiré par les productions.

L'intérêt des nations agricoles par rapport à l'argent est différent de celui de ces petites nations qui s'adonnent

au commerce de revente & au voiturage. Cellés là ne doivent rechercher dans l'argent que la commodité de leur circulation , & elles en ont toujours assez : celles-ci peuvent & doivent tendre à l'accumuler chez elles : il est pour elles un outil essentiel du trafic comme sont les voitures : il n'est pas principalement destiné à payer leur propre dépense & leur consommation , mais à circuler dans leur commerce. S'il leur appartient quant à la propriété , il est quant à l'usage , destiné au service des nations agricoles , qui le reçoivent tour à tour par leurs ventes , & le rendent par leurs achats ; mais il ne revient qu'avec des bénéfices qui , accumulés par l'économie , en augmentent continuellement la masse. Mais comme en toutes choses la quantité offerte diminue la valeur , l'abondance de l'argent chez les nations marchandes en réduit le fûr , & force de se contenter d'un bénéfice modéré ; sans cela l'argent resteroit souvent oisif ; & à quel bas prix qu'il soit employé , il vaut mieux qu'il le soit que de rester vacant. L'augmentation du numéraire n'enrichit donc pas ces nations en raison de sa masse , parce que plus il s'accumule , moins l'emploi qu'on peut en faire donne de profit. C'est ce qui rend le service de ces nations marchandes grandement utile aux peuples agricoles : elles achètent plus librement & revendent de même ; elles voiturent à meilleur marché , parce qu'elles se contentent d'un moindre profit. Les peuples agricoles agissent donc évidemment contre leur propre intérêt , lorsqu'ils renchérisseient leurs services par des gênes & des impôts , comme je l'établirai plus au long par la suite.

Ce n'est donc pas sur l'argent que le gouvernement d'une société agricole doit avoir les yeux ouverts , car

sa marche fait illusion ; mais sur la reproduction & sur le produit net de la culture. Tous les calculs qu'on prétend faire sur la quantité du numéraire qui existe dans une nation sont illusoires. Les refontes, & les sommes frappées depuis, d'année à autre, ne l'indiquent pas, parce qu'il en sort comme il en rentre. D'ailleurs la principale raison est que tout l'argent qui ne circule pas est absolument inutile. Il ne sert qu'autant qu'il rend richesse pour richesse, qu'il est employé aux échanges & à la solde de l'impôt, du revenu, & de tous les payemens, qui le font souvent passer par plus d'une main, avant qu'il soit employé à payer des productions brutes ou façonnées.

Si l'on peut former des conjectures sur la masse du numéraire qui existe chez une nation, on peut dire qu'il n'est pas même besoin qu'il soit égal au revenu des biens fonds. Dans cette proportion il est plus que suffisant pour l'usage, parce que le revenu se paye par partie, & que le même argent y sert plusieurs fois.

Mais si l'argent n'est utile que comme moyen de circulation, s'il ne multiplie pas les biens usuels, s'il ne contribue pas à la valeur des productions, & ne fait que l'exprimer ; l'introduction du papier ne peut jamais être un moyen d'enrichir une nation, ni d'accroître la circulation utile. Il n'a point de valeur à lui, il n'est qu'un engagement ; il ne tient lieu de rien, puisqu'il faut une richesse réelle pour en répondre. Il ne peut donc influencer sur la valeur des productions : car si on l'emploie pour les payer, il faut ensuite que la caution du papier paye le papier.

X X I V.

L'Argent se donne & se reçoit valeur pour valeur.

L'ARGENT étant une chose échangeable comme toutes les autres , & se donnant valeur pour valeur , on ne s'enrichit pas en l'acquérant , comme on ne s'appauvrit pas en le donnant.

Il suit de là qu'une nation n'a aucun intérêt à prohiber la sortie de l'argent , qu'elle doit en laisser la circulation libre , & regarder le pécule qui roule dans le commerce général comme une masse commune servant aux échanges. En effet ; c'est rendre le commerce plus difficile , que de prohiber un des moyens d'échange , & celui qu'on emploie le plus généralement. On doit d'ailleurs être persuadé qu'on ne transporte l'argent en nature que lorsqu'on ne peut mieux faire , & que les négocians cherchent plutôt à convertir leurs retours en marchandises , ou du moins en papier , ne fût-ce que pour la commodité.

La défense de sortir l'argent ne peut être fondée que sur un faux principe : elle supposeroit que l'argent est la seule richesse , ou du moins qu'elle est préférable aux autres. Cependant il est bien évident qu'elle est égale aux autres , puisqu'elle les mesure valeur pour valeur ; & qu'elle n'est pas préférable , puisqu'on ne la reçoit que pour l'échanger contre des biens usuels , & comme un gage entre une vente qu'on a faite & un achat qu'on fera par soi-même ou par autrui *.

* J'observerai en passant que si les fausses idées qu'on a sur l'argent ont engagé à prohiber la sortie , elles devroient militer

Dira-t on qu'il y a de l'avantage à recevoir l'argent pour des productions , parce qu'il ne se détruit pas , & que les productions se consomment. Mais la vente comme l'échange tend à la consommation ; & comme l'argent n'y est pas propre , on ne le prend d'une main que pour le rendre d'une autre. Si le vendeur a encore l'argent , tandis que l'acheteur a déjà consommé les productions , attendez un moment , & vous verrez le vendeur en faire autant , c'est à-dire , devenir acheteur , ou faire passer à quelque titre que ce soit cet argent à un autre qui achètera. Si l'argent étoit préférable à raison de sa durée , il faudroit dire qu'une valeur de mille livres en argent vaudroit plus qu'une pareille valeur en marchandise , ce qui est assez difficile à comprendre ; il faudroit même aller plus loin , & dire qu'il y auroit de l'avantage à donner pour cinq cens livres en argent une valeur de mille livres en productions , parce que quand les denrées seront consommées , l'argent subsistera ; en conséquence il faudroit enfermer l'argent à triple clefs dans la crainte qu'il ne s'échappe. Mais la manie

pour favoriser l'entrée des métaux auxquels on attache tant d'importance. Cependant on en greve l'entrée de droits très-considérables. J'aurois eu peine à le croire , si je ne l'eusse éprouvé. Monseigneur le Margrave de Baden m'ayant gratifié de son portrait en médaille , il m'en a coûté douze livres à l'entrée du royaume. La circulation intérieure des métaux est également grevée au passage d'une province réputée étrangère dans une province des cinq grosses fermes. L'Académie de Toulouse m'ayant fait l'honneur , en 1776 , de m'adjuger un prix qui consiste dans une figure d'argent du poids de cinq cens francs , il m'en a coûté trente-six livres de droits de traites à l'entrée du Berri. On entrevoit une raison prétendue politique pour grever la sortie des métaux. Je ne suis pas assez clairvoyant pour pénétrer celle qui a porté à grever leur entrée & leur circulation. Je pense qu'il ne faut trop se travailler l'imagination pour la découvrir , & qu'en fait d'impôts indirects , il n'y en a pas d'autre que *rem quocumque modo rem.*

d'un avaré qui met son bonheur à contempler l'argent , & qui se rend pauvre par ses privations , ne peut être celle d'une nation qui possède dans son territoire une source renaissante de richesses , & qui la perpétue par sa consommation même.

Il en est des nations comme des particuliers : la somme de leurs ventes est égale à la somme de leurs achats. Si elles reçoivent de l'argent d'un côté , elles en payent de l'autre , & il n'y auroit point d'avantage pour celle qui trouveroit moyen d'en recevoir plus qu'il ne lui en faut pour son usage , puisqu'elle l'auroit payé ce qu'il vaut , & qu'elle ne pourroit user de cette richesse qu'en la laissant écouler.

C'est sur cette erreur , qui attribue à l'argent la préférence sur les productions , qu'est établi le prétendu avantage de la balance du commerce ; illusion qui s'évanouit dès qu'on la soumet à l'examen. Les nations courent après un fantôme qui leur échappe lorsqu'elles se proposent de gagner sur les autres par le moyen du commerce , qui de sa nature est un contrat d'égalité ; & elles ne réussissent qu'à rendre leur commerce défavorable par des gênes & des prohibitions réciproques.

La balance du commerce consiste à s'approprier , autant qu'il est possible , l'argent des étrangers par un commerce incomplet , par lequel on vend plus qu'on n'achète , & à recevoir en argent le surplus des ventes.

Quel avantage trouveroit donc une nation à amasser ainsi beaucoup d'argent , & à en recevoir beaucoup plus qu'elle n'en donneroit ? En seroit-elle plus riche ? Mais

l'a-t-on donné pour rien ? N'en a-t-elle pas fourni l'équivalent ? Ou bien il faut consentir à dire qu'une

valeur d'un million en argent vaut plus qu'une valeur égale en marchandises.

Dira-t-on que cet argent introduit chez elle procurera plus de valeur à ses productions ? Mais ce n'est pas l'argent qui produit la valeur , il ne fait que l'exprimer d'après les causes qui la déterminent , & il l'exprime relativement à ce qu'il vaut lui-même. Si donc leur valeur augmentoit , ce ne seroit que relativement à l'argent , dont à raison de sa plus grande abondance , la valeur d'échange auroit baissé par rapport aux productions qui conserveroient entr'elles leur rapport ordinaire. On continueroit , par exemple , de donner deux boisseaux d'avoine pour un boisseau de bled , vingt-quatre boisseaux de bled pour une piece de vin de telle qualité ; mais on payeroit en argent le boisseau d'avoine 18 sous au lieu de 12 , le boisseau de bled 36 sous au lieu de 24 , la piece de vin 54 livres au lieu de 36 , le débit n'en seroit pas plus assuré , ni la consommation plus forte , ni la faculté de dépenser plus étendue , ni la nation plus riche.

Elle le seroit moins ; car elle se seroit privée d'une partie de ses productions pour accumuler une richesse dont l'accroissement lui seroit inutile : elle le seroit moins encore , parce qu'elle parviendroit à s'interdire le commerce extérieur , si nécessaire pour soutenir le prix intérieur. Les nations voisines ne pourroient plus consommer ses productions , parce que l'argent devenu rare chez elles auroit augmenté de valeur par rapport aux productions , comme il a baissé chez cette nation à raison de son abondance. Loin donc de pouvoir lui acheter en argent , elles reviendroient lui vendre leurs productions , & feroient ainsi refluer chez elles ce même

argent qui leur a été enlevé, jusqu'à ce que le niveau fût rétabli.

Le projet de vendre constamment à une nation sans lui acheter, est donc un projet insensé dans le cas même où il pourroit réussir. Ce commerce se détruiroit lui-même, & parviendrait à ruiner cette nation, non pas précisément par la perte de l'argent, mais par l'interversion dans l'ordre des dépenses : car il ne lui procureroit point de débouché pour ses productions, & il dérangerait toute sa circulation. Cet argent avec lequel elle achèteroit au dehors, est un capital fourni par la vente de ses productions dans l'intérieur, & qui doit, après avoir parcouru les divers rameaux de la circulation, retourner à la classe productive qui l'a fourni, pour la mettre en état de continuer la culture & de payer le revenu. Si une partie notable de cet argent est enlevée sans retour pour payer des productions étrangères, la culture est privée de la rentrée de ces sommes, & s'appauvrit par ce déplacement des dépenses. Ce commerce ruineux pour elle cessera donc bientôt, & le projet de l'autre nation qui en a conçu le succès, ne peut être fondé que sur un faux calcul de la cupidité exclusive, qui sans prévoir les suites, ne demande qu'à jouir dans le moment, & à envahir ; qui voudroit pouvoir convertir tous les biens en or, & consentiroit pour s'en procurer à ruiner son territoire & celui des autres, au risque de perdre & les productions & l'argent qui disparoit, dès que les richesses renaissantes ne le retiennent plus.

Heureusement pour les nations ce projet ne peut réussir. L'argent se partage entr'elles en raison des moyens qu'elles ont de l'acheter, & du besoin qu'elles en ont.

pour la circulation. Si elles veulent en augmenter la masse , il faut qu'elles améliorent leur culture. Elles deviendront alors plus riches ; mais ce ne fera pas par l'introduction de l'argent qu'elles auront reçu valeur pour valeur , mais par l'extension de leur reproduction.

Il est cependant des nations qui peuvent , sans s'appauvrir , payer le plus souvent leurs achats en argent , & même qui le doivent. Ce sont celles qui possèdent des mines. Le retour de l'argent n'est point dû à leur culture , car ce n'est point elle qui l'a fourni. Les métaux sont pour elles une richesse territoriale , dont elles ne peuvent jouir qu'en l'échangeant. L'argent qu'elles tirent annuellement du sein de la terre doit ne faire que passer par leurs mains pour se distribuer chez toutes les nations , en raison des moyens qu'elles ont de l'acheter , & le commerce établit le niveau malgré toutes les loix prohibitives. S'il ne le faisoit pas , les nations qui possèdent les mines , verroient l'argent s'accumuler chez elles au point d'être privées de tout commerce extérieur de leurs productions : les étrangers pour qui l'argent auroit plus de valeur d'échange , à raison de ce qu'il seroit moins commun , ne pourroient plus leur acheter , & viendroient leur vendre en contrebande , si le commerce libre leur étoit interdit.

N'envions donc pas le sort des nations qui possèdent les mines. Elles achètent les métaux par les frais d'exploitation , & n'ont de bénéfice que l'excédent. Plus l'argent devient commun , & moins elles y trouvent de profit : de manière que s'il continuoit de fluer en Europe comme il a fait depuis deux cens ans , on pourroit prévoir le temps où elles seroient forcées d'abandonner les mines ; & ce temps ne seroit peut-être pas

éloigné, si le commerce des grandes Indes n'alloit verser annuellement au fond de l'Asie ces métaux tirés à grands frais de l'Amérique.

L'avantage des nations qui possèdent les mines est d'autant moins digne d'envie, que cette richesse devient par contrecoup nuisible à leur culture, non que leur classe productive ait à se plaindre de ce que cet argent passe chez l'étranger, puisqu'elle ne l'a pas fourni, & que son abondance lui deviendrait onéreuse; mais parce que cet argent donné en échange des productions étrangères, diminue la consommation des productions nationales, & nuit au débit intérieur. Ce n'est donc pas la sortie de l'argent qui est fâcheuse, mais le déplacement de la consommation; celle qui se porte au dehors ne se fait pas au dedans. Lorsque le commerce en productions brutes ou manufacturées est réciproque, il se fait une compensation; mais elle n'a pas lieu lorsqu'une nation est forcée de payer le plus souvent en argent: le commerce alors lui devient désavantageux, sans que l'introduction de cet argent soit un gain pour la nation qui le reçoit. C'est là le vrai point de vue sous lequel on peut envisager la balance du commerce. Elle est toujours égale dans chaque traité particulier; & si le commerce devient plus ou moins avantageux entre deux nations qui échangent, ce n'est pas par la considération de l'argent donné ou reçu, c'est par ses effets favorables ou onéreux à leur culture. Et c'est là une des grandes causes de l'appauvrissement de l'Espagne & du Portugal. Ces nations ne sont pas plus riches en argent que les autres; elles le sont beaucoup moins, parce que l'argent se proportionne à la reproduction, & que leur culture est pauvre. Le pécule d'une

nation, si l'on pouvoit le calculer, n'indiqueroit l'état de ses richesses que par le montant des sommes reçues par la classe productive. Or chez les nations qui possèdent les mines, la culture ne reçoit pas plus d'argent pour le prix de ses ventes, parce qu'il n'en résulte aucune augmentation dans la consommation. Quand on supposeroit (ce qui ne peut être, & ce qui produiroit un autre mal) que cette introduction annuelle d'argent hausseroit la valeur des productions, ce ne seroit que relativement à l'argent, & il n'en résulteroit pas d'accroissement de richesses. Cet argent est donc absolument étranger à leur culture : mais il y a plus, il lui devient funeste, parce que ne trouvant point d'emploi sur le territoire, il va en chercher ailleurs, & payer des productions étrangères : il porte au dehors une partie de la consommation ; il ne fait donc que passer, & en passant il brûle & dessèche le territoire.

X X V.

La Circulation part toute entiere de la classe productive.

PUISQUE ce sont les productions & non l'argent qui sont l'objet de la circulation, il est évident qu'elle part toute entiere de la classe productive qui seule en fournit la matiere.

C'est cette circulation dont la marche est peinte par le tableau économique dont j'ai donné une idée dans une note sur mon huitieme discours de l'ordre social.

On peut considérer cette circulation de deux manieres, l'une plus simple sans intervention d'argent avec les

productions seules données en échange & en paiement ; ou avec l'argent.

Supposons que la reproduction totale ait donné cinq cent mille mesures, la classe productive en retient trois cent mille pour ses reprises, & en verse deux cent mille aux propriétaires comme produit net de la culture. Voilà la matière de toutes les dépenses : les objets de consommation & de jouissance qui existent en outre dans une nation, sont des fonds & des capitaux accumulés des années précédentes, qui ne changent rien à la distribution annuelle. La classe productive a besoin de divers travaux de la classe stérile, & lui donne cent mille mesures pour les acheter. La classe propriétaire en a également besoin, & lui livre cent mille mesures. La troisième classe se trouve donc en possession de deux cent mille mesures, dont moitié consiste en matières premières pour ses ouvrages, & l'autre moitié consiste en subsistances pour ses agens. Cette distribution n'augmente certainement pas les productions d'une seule mesure.

Veut-on supposer que le revenu & tous les salaires se soldent en argent, & que tout s'exécute par des ventes & des achats ; cette diversité dans le moyen n'apportera aucun changement réel.

La reproduction est de cinq cent mille mesures, estimée chacune une livre. La classe productive est alors la seule qui vende en première main, puisqu'elle ne peut payer le revenu en argent que du prix de ses ventes. Ses reprises seront de trois cent mille livres, & le revenu de deux cent mille. Elle préleve sur la masse environ deux cent mille mesures en nature qu'elle consomme, & dont une partie se distribue entre ses agens

par

par des ventes réciproques. Elle vend trois cent mille mesures aux deux autres classes. Mais pour cela il n'est pas besoin qu'il se trouve dans la circulation un numéraire de trois cent mille livres, ni même de deux cent mille livres, parce que ce même argent entre dans ses mains & en sort continuellement, & que ses ventes & ses payemens se font pendant toute l'année. Elle a deux cent mille livres à payer aux propriétaires, & ses besoins en ouvrages de main-d'œuvre montent à cent mille livres qu'elle donne à la troisième classe. A mesure qu'elle vend elle paye le revenu aux propriétaires, & achete à la troisième classe. Mais ces deux classes ne peuvent vivre avec cet argent : elles le lui rapportent aussi-tôt ; savoir, la classe propriétaire pour acheter d'elle des subsistances, & la troisième classe pour acheter des subsistances & des matières premières pour ses ouvrages. La classe productive voit donc ce même argent lui rentrer par ses ventes, & elle l'emploie de nouveau à continuer ses payemens & ses achats, & ainsi de même jusqu'à ce que tout le revenu soit payé, & que les trois cinquièmes de la reproduction qui doivent passer aux deux autres classes, leur soit distribué. Alors le cercle de la révolution est achevé, & amène une nouvelle récolte qui fournit à une nouvelle circulation. C'est ainsi que la société se perpétue par ce cercle non interrompu de reproduction & de consommation, entretenu par la fécondité inépuisable de la terre, aidée du travail de l'homme & des avances.

Le Numéraire passe tous les ans par les trois classes.

Tout le numéraire circulant passe donc annuellement par les trois classes de la société.

Il passe d'abord par les mains de la classe productive ; elle l'attire à elle par ses ventes , & le remet en circulation par le paiement du revenu & par ses achats à la troisième classe.

Ce même numéraire passe en entier à la classe propriétaire. Elle le reçoit par le paiement qui lui est fait de son revenu : elle en reporte directement une partie à la classe productive pour payer les subsistances dont elle a besoin , & elle lui reporte l'autre par le canal de la troisième classe.

Ce même numéraire passe en entier à la troisième classe. Elle le reçoit des deux premières pour le paiement de ses ouvrages & services quelconques , & le reporte à la première , partie en achat de subsistances , partie en achat de matières premières qu'elle tient toujours en réserve pour la continuation de ses travaux , & qu'elle renouvelle sans cesse.

Mais quoique chacune des classes reçoive une somme égale , la circulation ne fait pas passer toutes les sommes par les trois classes. Les cent mille livres portées par la première à la troisième en achats de main-d'œuvre , ne passent pas par la seconde. Les cent mille livres , moitié de leur revenu que les propriétaires emploient en achats de subsistances , ne passent point par la troisième classe. Il n'y a que l'autre moitié du revenu que

les propriétaires dépensent en ouvrages & services qui parcourt les trois termes , parce qu'ils ne reviennent à la premiere classe qu'après avoir passé par la troisieme.

Telle est la maniere dont l'argent circule pour opérer la distribution de la reproduction. La circulation est souvent plus compliquée , parce que l'argent passe par plus d'une main avant qu'il s'effectue une consommation.

X X V I I.

Différence entre la circulation de l'Argent & celle des Productions.

IL suit de ce qui précède , qu'il y a une différence essentielle entre la circulation de l'argent & celle des productions.

L'argent circule & ne se consomme pas , il ne fait que changer de main pour faciliter les payemens & les échanges.

Mais les productions se consomment. Leur circulation se réduit souvent à aller du producteur au consommateur. Si une partie passe par des mains intermédiaires pour la fabrication , le transport & la revente , ce n'est qu'un canal pour arriver à la consommation.

On reçoit les productions pour elles-mêmes , & l'on ne reçoit l'argent que pour l'échanger en une valeur en productions.

Mais si les productions se consomment , elles se renouvellent tous les ans par le bienfait de la nature , & elles ne se renouvellent qu'autant qu'elles sont consommées , tant par les deux premieres classes que par

la troisième, qu'elles associent à leur dépense pour leur propre utilité.

L'argent ne se détruisant pas, n'a pas besoin de se renouveler; il suffit qu'il se représente toutes les fois qu'il est nécessaire. S'il se multiplioit comme les productions, il s'accumuleroit tellement qu'il ne pourroit plus remplir sa fonction, ayant perdu sa valeur.

L'argent ne multiplie pas les productions, mais les productions semblent multiplier l'argent en le faisant circuler.

Les productions qui se renouvellent pour remplir nos besoins renaissans, sont donc une richesse bien autrement importante que l'argent, qui une fois dépensé, ne revient plus, à moins qu'on ne l'achète de nouveau. C'est la terre qui en renouvelant les productions, rappelle cet argent qui s'étoit échappé.

Une valeur en argent est donc une valeur en productions : ainsi lorsque l'impôt greve les consommations, ce sont des denrées qu'il enlève. En vain dit-on qu'il rend cet argent, & le fait repasser par la circulation à ceux de qui il l'a reçu. *Il ne le leur donne pas, il le leur revend.* Il l'a reçu gratuitement, & il le donne en échange. C'est comme si l'on disoit qu'un homme qui a pris vingt-quatre livres à un laboureur, & qui vient les lui rapporter pour le prix d'un sac de bled, lui a rendu ces vingt-quatre livres. On trouve cependant dans bien des auteurs cette assertion sur l'effet de la circulation.

XXVII.

Unité de la source des dépenses.

LA classe productive fournit donc tout ce qui se dépense dans la société, sans être payée

ni soudoyée par personne. Elle donne tout & ne reçoit rien ; parce qu'elle puise directement dans le sein fécond de la nature. Lorsque les deux autres classes de la société lui font des achats, ou font entr'elles des payemens & des ventes subdivisées à l'infini, tant d'une classe à l'autre, que dans l'intérieur de chacune, il faut toujours remonter à la source ; c'est d'elle seule qu'ils ont reçu les moyens de payer.

De là suit l'unité de la source des richesses & des dépenses, & par conséquent de l'intérêt social.

Mais si tout se réduit à la reproduction, le gouvernement doit porter toute son attention sur ce point unique, non pour le diriger par un régime arbitraire de commandemens & de prohibitions, mais pour lever tous les obstacles qui s'opposeroient aux succès de la culture, & la protéger par l'observation des loix de l'ordre social dans toutes les parties de l'administration, parce que toutes retentissent à l'intérêt de la culture.

Du reste après la reproduction il n'y a plus que mouvement, circulation, emploi & distribution des richesses par le moyen des échanges conclus avec l'argent ou sans lui, & des salaires qui soldent tous les travaux & les services. Cette distribution se fait d'elle-même par des conventions libres & pour le mieux, sans la moindre intervention du gouvernement.

On ne sauroit croire en général combien peu il faut gouverner ; combien l'administration auroit peu de chose à faire sous le régime de l'ordre ; combien de

soins elle abandonneroit à la libre concurrence des intérêts particuliers ?

En effet, la classe productive n'a pas besoin de l'attention du gouvernement pour cultiver telle ou telle denrée, pour tirer de la terre une forte reproduction. Le propriétaire n'en a pas besoin pour entretenir ses héritages, les affermer, & dépenser son revenu après avoir acquitté la dette sacrée de l'impôt : ni le commerçant pour établir ses combinaisons, former des entreprises, acheter dans un lieu & revendre dans un autre, ou spéculer d'un temps à un autre : ni le fabricant ou l'ouvrier pour choisir le genre qui lui convient, & diriger ses travaux suivant le goût des consommateurs. En un mot toute la société n'en a pas besoin pour jouir, pour consommer, pour échanger, vendre, acheter, louer, affermer, prêter, &c. &c.

Mais la société a des voisins que la jalousie & l'ambition peuvent porter à envahir le territoire ; à insulter la nation, à lui fermer les communications que la nature a ouvertes pour tous. Le gouvernement chargé de la sûreté publique, doit donc être toujours prêt à repousser les attaques du dehors. Mais dans le sein de la société il y a des hommes injustes, disposés à usurper par la violence ou par la fraude ; il faut encore une force publique pour les réprimer & les contenir. Mais il survient entre les citoyens des différens sur la manière d'interpréter & d'exécuter les conventions, sur le partage & la possession des héritages ; il faut des tribunaux pour prononcer sur ces objets, & entretenir la paix avec une autorité irrésistible. Mais la société a des propriétés communes, dont la jouissance appartient à tous, il faut les entretenir, les améliorer & les étendre.

Du reste *il mundo va de se* : & il ne va jamais mieux que lorsqu'il va de lui-même.

Le souverain ne doit donc avoir de rapport direct & d'intérêt à discuter qu'avec les propriétaires, qui possédant seuls la partie disponible de la reproduction, sont seuls chargés par la nature de leurs richesses de frayer à la dépense publique. Cette contribution doit être fixée par des loix précises & qui ne prêtent point à l'arbitraire, de maniere que chacun ait son compte clairement arrêté. Quant à la premiere & à la troisieme classe, le souverain n'a rien à leur demander, & ne doit s'adresser à elles que pour leur acheter soit des productions, soit des travaux & des services. Telle est en deux mots toute l'économie de l'ordre social qui est bien simple.

X X I X.

Le partage de la reproduction se fait à différens titres.

QUOIQUE la source des dépenses soit unique & commune à tous, tous ne viennent pas y puiser au même titre.

La classe productive y a incontestablement le premier droit : la reproduction est le fruit de ses sueurs & de ses avances. Le dernier morceau de subsistance est pour elle : le propriétaire même du fonds ne peut venir qu'en seconde ligne : il faut ou qu'il laisse son fermier vivre sur son fonds, ou qu'il le cultive lui-même.

La seconde classe tire son droit du titre même de sa propriété. Le fonds lui appartient; elle s'associe pour le faire valoir avec la premiere classe qui apporte sur ce fonds son travail & ses richesses mobilières. Ce sont

des conventions libres faites entre ces deux classes qui déterminent la portion disponible qui est plus ou moins forte suivant l'état donné des choses, suivant la fertilité naturelle ou acquise de la terre, suivant les débouchés plus ou moins faciles, suivant que les conditions sociales nécessaires au succès de la culture sont observées ou violées, suivant la sagesse ou les erreurs de l'administration.

Il n'y a que ces deux classes qui aient un droit immédiat à la reproduction. Mais le droit de la troisième pour n'être que médiat, n'en est pas moins légitime. Elle le tire de son travail, de ses services, de son industrie, de l'emploi de ses capitaux : elle le tire de sa propriété personnelle & de sa propriété mobilière. Mais elle ne peut trop se rappeler qu'elle ne peut avoir que ce que les deux premières classes pourront lui céder ; que son intérêt est donc inséparablement attaché au leur, qu'il se réduit à celui de la reproduction, & par conséquent à l'observation des conditions sociales propres à la favoriser.

X X X.

*Deux sortes de consommations : l'une subite ;
l'autre progressive.*

Tout vient donc de la reproduction, & tout aboutit à la consommation : mais la consommation est de deux sortes : l'une subite & entière, l'autre lente & successive. Sous ce point de vue la reproduction se partage en subsistances & en matières premières.

Ces deux genres de consommation sont relatifs aux différens besoins. Le besoin de la subsistance ne peut

être rempli que par un anéantissement actuel des choses dont on use. Les autres besoins n'emportent pas une destruction subite , mais partielle & progressive. Un habit dure un an , une voiture dix ans , des meubles plus ou moins , une maison des siècles. Mais la préparation des matieres propres à remplir ces besoins n'a pu se faire sans une destruction actuelle de substances de la part de ceux qui l'ont exécutée. Jouir de ces choses , c'est consommer des matieres premieres plus ou moins durables , & dont la préparation a coûté la consommation actuelle d'une certaine quantité de productions. C'est donc consommer par soi-même & par autrui : ou , ce qui est la même chose , restituer la valeur de ce qui a été consommé pour nous procurer cette jouissance. §

Sous ce point de vue , le seul vrai , tout se réduit donc aux productions : productions existantes dans les matieres premieres ; productions consommées pendant le temps de la fabrication.

Comme la jouissance de ces choses est plus ou moins durable , & que leur consommation n'est que partielle , elles sont de nature à se revendre après avoir déjà servi : c'est alors achever une consommation commencée par autrui : la louer , c'est payer une rétribution pour l'usage qui en est concédé.

Au moyen de la durée plus ou moins grande des ouvrages de main-d'œuvre , une nation possède un fonds considérable de richesses , indépendant de sa reproduction annuelle , qui forme un capital accumulé de longue main , & originairement payé avec les productions , qui s'entretient & s'augmente toujours. Dans les siècles où les mœurs se corrompent , où l'on donne tout à la jouissance & au luxe de décoration ; ce fonds s'accroît

tellement qu'il forme une partie beaucoup trop notable des fortunes, au préjudice des dépenses foncières & de l'amélioration du territoire qu'on néglige.

Le numéraire qui circule chez une nation est un capital accumulé. Si elle a des mines, c'est un fruit de son territoire. Si elle n'en a pas, elle ne peut l'avoir acquis que par l'échange de ses productions; car les nations qui en possèdent la source, ne le donnent pas pour rien.

Comme l'argent a une valeur à lui, & qu'il est admis dans tous les échanges; qu'avec lui on peut se procurer non-seulement toutes les productions, mais les héritages mêmes, on en concède l'usage moyennant une somme fixe & annuelle, qui opère un revenu pour le prêteur. Mais il est évident que ce revenu, quoique très-réel pour lui, n'est pas fourni par la chose même, & qu'il ne peut l'être qu'immédiatement ou médiatement par la reproduction qui fournit la matière de toutes les dépenses.

Il faut en dire autant du loyer des maisons qui sont les ouvrages de l'industrie les plus durables.

Cette proposition me conduit à examiner la nature des travaux subséquens à ceux de la culture. Les principes sont établis, il n'y a plus qu'à les appliquer dans les chapitres suivans, & à démêler les difficultés dont les préjugés ont obscurci une théorie si simple en elle-même.

Avant d'entamer cette matière, je crois devoir discuter ici les sentimens de M. l'abbé de Condillac sur la circulation.

*Examen de la doctrine de M. l'abbé de Condillac,
sur l'organisation de la société & la circulation.*

La doctrine que je viens d'établir ne fait qu'énoncer ce qui existe , ce qui se passe sous nos yeux. Une seule source de richesses : deux classes auxquelles appartient la totalité des productions : une troisième qui reçoit sa part des deux autres pour prix de ses services.

Le division de la société en ces trois classes n'a rien d'hypothétique : elle est fondée sur des caractères qui ne permettent pas de les confondre. Une de ces classes distinguée par la propriété du sol : les deux autres étant occupées au travail, ne peuvent l'être que par le genre de leur travail , & par le titre auquel elles partagent la reproduction.

Cette organisation de la société est une des clefs de l'économie politique. Elle simplifie l'intérêt social , & le réduit à un seul point : elle décide toutes les questions d'administration , & en particulier celle de l'impôt , (comme je l'ai fait voir dans le résumé sur mon quatrième discours de l'ordre social). Sans elle on n'aperçoit dans la circulation qu'un mouvement rapide & confus , & l'on ne fait d'où il part : on voit des travaux sans nombre , qui tous font vivre leurs agens , & quelquefois les enrichissent , & on les met tous sur la même ligne. On voit les matières premières doubler , tripler de valeur , & l'on en conclut un accroissement de richesses.

Demandez à la plupart des gens qui n'ont jamais réfléchi sur ces matières , quelle est la source des dépenses , & d'où vient pour chacun des citoyens la faculté d'acheter & de payer. On vous répondra sans

aller plus avant , que chacun achete avec son argent : & cet argent, vous dira-t-on , vient au propriétaire de son revenu qui lui est payé par son fermier , au rentier des arrérages provenans du prêt de son capital , au propriétaire de maison de ses loyers , au commerçant de ses profits , au manufacturier de la vente de ses ouvrages , au peuple de son industrie & de ses salaires : chacun vit comme il peut de son métier. La plupart des gens ne percent pas plus loin , & n'en cherchent pas davantage. A leurs yeux le cultivateur est un homme précieux ; car il fournit à nos besoins les subsistances & les matieres premières de l'industrie : mais dès que l'on a rendu à la culture cet hommage indispensable , tout est dit , on se croit quitte envers elle. Le cultivateur n'est plus qu'un homme qui sème du bled ou du farasin , qui est riche ou pauvre , qu'il ne faut pas mettre trop à son aise , parce qu'il deviendrait paresseux , qui vend ses denrées où il peut & comme il peut : c'est à lui à se tirer d'affaire. Du reste personne ne sent que c'est lui qui non-seulement nous nourrit physiquement , mais qui nous fournit de quoi payer toute notre dépense dans quelque profession que nous soyons , & que de son aisance ou de sa pauvreté dépend la fortune publique.

De même un propriétaire est aux yeux de la multitude un homme qui reçoit sa ferme comme un rentier touche ses arrérages. Tout cela est égal & fait revenu dans l'état.

L'industrie paroît une source de richesses aussi bien que l'agriculture ; elle fait vivre le peuple ; elle multiplie l'emploi des hommes au profit de l'état ; elle double , elle triple la valeur des matieres premières , &c.

Le commerce enrichit une nation , il fait entrer l'argent , &c. &c. &c.

Telle est l'idée vague que la plupart des gens se forment de la circulation , idée prononcée sur la surface des choses sans remonter à la cause.

Peut-on trop regretter de ne pas trouver des notions plus exactes dans un auteur tel que M. l'abbé de Condillac. J'ose croire que s'il avoit jeté les yeux sur les principaux ouvrages qui ont paru depuis seize ans sur ces matieres , il auroit adopté ces notions si vraies & si simples : & combien n'auroient-elles pas gagné sous la plume d'un écrivain aussi lumineux & aussi méthodique.

M. l'abbé de Condillac n'admet que deux classes dans la société : celle des propriétaires & celle des salariés , pag. 313. Il renferme dans la classe des salariés l'entrepreneur de culture qui , dit-il , *ne subsiste qu'avec le salaire que lui paye le propriétaire.*

Mais un homme qui prend à forfait la fécondité de la terre , qui vient avec un atelier d'avances considérables pour la faire valoir , qui stipule de la portion du produit qu'il donnera au propriétaire , n'est certainement pas un salarié. C'est plutôt un homme qui s'associe avec le propriétaire , & qui apporte sa mise dans la société. On ne peut donc pas dire , page 314 « *que la totalité de la reproduction appartienne aux propriétaires , & qu'ils en laissent une partie aux fermiers pour leurs salaires* ». C'est au contraire aux fermiers qu'en appartient la totalité , dont ils donnent en nature & souvent en argent , la portion convenue. Non-seulement cette maniere de voir est inexacte , mais elle dérange toute l'économie sociale , en supprimant une

des classes qui joue le plus grand rôle , puisque c'est d'elle que part la circulation , & que ses reprises entrent dans la distribution annuelle des richesses , & salarient en partie la troisième classe.

Selon M. l'abbé de Condillac , page 70 , *« tous les » citoyens sont salariés les uns par les autres ; le mar- » chand & l'artisan le sont du colon , le colon l'est à » son tour du marchand & de l'artisan , & chacun se » fait payer de son travail »*. Tous les travaux sont donc mis de niveau ; & parce que tous nourrissent leurs agens , tous sont regardés comme *« productifs de ri- » chesses »* sans distinguer d'où viennent ces richesses , & à quel titre elles sont transmises.

« Page 366 , l'argent fait la principale richesse des » villes , comme les productions font la principale ri- » chesse des campagnes ».

Mais si ce sont les productions qui font circuler l'argent , s'il ne parvient dans les villes qu'autant qu'il a passé par les campagnes ; si ceux des propriétaires qui sont payés en productions n'ont d'argent que par la vente qu'ils en font , s'il ne passe dans la classe industrielle , que parce que la culture a fait naître le moyens de payer ses services , on ne peut pas mettre les richesses des villes en opposition avec celles des campagnes , puisque le tout sort de la même source , & que l'argent ne fait que passer de l'un à l'autre sans s'arrêter un instant ; mais il est essentiel de faire voir d'où il part.

L'établissement des villes présente sans doute des avantages de commodité & d'agrément. Elles sont le centre des affaires , le rendez-vous des productions , le séjour de l'industrie. Mais en est-il résulté un accrois-

fement de richesses ? M. l'abbé de Condillac le pense, parce qu'il regarde l'industrie comme productive ; il est certain que la réunion des hommes dans les villes a donné naissance aux arts , & a porté une plus grande partie de la dépense du côté de la main d'œuvre. Mais si l'industrie est absolument *stérile* , comme j'espère l'établir dans le chapitre suivant , il s'ensuivra qu'on ne peut pas dire que « *l'établissement des villes a augmenté le produit des terres ; page 70, que les propriétaires sont devenus plus riches , qu'il est resté moins de friches , &c.* ». Sans doute les villes ont vivifié leurs environs ; mais c'a été au détriment de l'intérieur des campagnes qui ont perdu à l'éloignement des propriétaires & au déplacement de leur dépense, & tous les frais nécessaires pour les approvisionner au loin , ont été des frais stériles payés au détriment du prix en première main & du revenu.

Les bornes que je me suis prescrites ne me permettent pas de discuter plusieurs autres endroits sur la circulation dans les chap. XI , XVI & XIX de la première partie , & les chap. I , II & III de la seconde. Il est impossible que nous ne soyons souvent d'avis contraire , puisque nous partons des principes contraires. Je n'admets qu'une source de richesses , & M. l'abbé de Condillac en admet autant qu'il voit de genres de travail.

Cependant lorsqu'il passe à la pratique , la justesse de son esprit l'a redressé. Il établit parfaitement l'unité de l'impôt , la liberté de l'industrie , celle du commerce intérieur & extérieur , les effets du monopole , le danger des prohibitions. Les sentimens qu'il a suivis dans la théorie n'influent pas sur les résultats , quoiqu'il y eût quelquefois lieu de le craindre. Par exemple , le principe

que l'industrie est productive de richesses, rend à autoriser l'impôt mis sur elle; mais il l'abandonne lorsqu'il établit l'impôt direct, chap. XXVIII. Il fait voir très-bien que cette classe ne possède que des salaires réduits au plus bas par la concurrence; que ses frais lui sont remboursés par ceux qui veulent jouir de son travail, qu'à ce moyen l'impôt retombe sur l'acheteur. Mais alors que devient la richesse produite par l'industrie? Le résultat n'est donc juste que parce qu'il contrarie le principe.

Mais peut-on désirer trop d'exactitude dans un *ouvrage élémentaire*, dans un ouvrage où l'on reproche à ceux qui nous ont devancés, *d'avoir commencé par écrire avant d'avoir fait la langue*, pag. 1?

Sans doute chaque science demande une langue particulière: aussi la science économique en a-t-elle une qui est toute faite, & qui est née avec elle. Ceux qui l'ont enseignée jusqu'ici ont eu le plus grand soin de fixer le sens propre des mots; & s'ils en ont pris quelques-uns dans une nouvelle acception, ils n'ont pas manqué de la déterminer.

Il seroit à souhaiter qu'on voulût bien indiquer les mots peu propres qu'ils ont pu employer. En attendant me seroit-il permis de présenter des doutes sur quelques expressions de M. l'abbé de Condillac, & de les comparer avec celles que les auteurs qui ont écrit sur ces matières, ont employées. Je discuterai en même temps quelques passages qui tiennent au fond même des choses.

Les auteurs *qui ont commencé par écrire avant d'avoir fait la langue*, appellent fermier ou entrepreneur de culture, un homme qui prend une terre à bail, & qui
fair

fait les avances primitives & annuelles ; s'il ne fait qu'une partie des avances , ils l'appellent *métayer* : ils ne l'appelleront pas *régisseur* , pag. 87 , parce que ce mot semble emporter l'idée d'un homme qui reçoit & dépense pour un autre , & qui est comptable : par la même raison ils n'appelleront pas le fermage une *régie* , pag. 94.

Lorsque le possesseur du fonds ne fait pas valoir, mais afferme, il ne l'appelleront pas *colon* , mais propriétaire ; ils ne diront donc pas, *dans cette régie nous voyons un homme qui fournit le fonds , c'est le colon ; un entrepreneur , c'est le fermier* : car s'il y a un fermier, le propriétaire n'est plus *colon*.

Ils appellent *salaire* , un homme qui reçoit salaire. En conséquence ils n'ont garde de dire que *tous les citoyens sont salariés les uns par les autres* , pag. 70 . car il leur semble que ni l'entrepreneur de culture , ni le propriétaire ne sont salariés de personne , & qu'au contraire ce sont eux qui salarient médiatement ou immédiatement dans une nation tous ceux qui reçoivent salaire. Les propriétaires sont exceptés , pag. 313 , de la généralité de cette proposition : mais elle ne paroît pas plus exacte par rapport aux fermiers , qui ne sont point les *salaariés* du propriétaire.

Ils diront qu'un propriétaire qui cultive par lui-même, doit distinguer dans la récolte la portion qui lui appartient comme reprise de culture , & celle qu'il a comme produit net , & qu'il n'y a que celle-ci qui forme son revenu. Ils ne diront pas , pag. 86 , *que lorsqu'il afferme, il renonce à une partie de son revenu* : car il a toute la portion libre de la reproduction, il n'abandonne que celle qui est due à celui qui fait les avances , & qui ne

peut jamais appartenir au propriétaire considéré comme tel.

Ils ne diront pas que *toutes les productions appartiennent à la classe des propriétaires*, pag. 313 ; car elle n'a que le produit net à ce titre.

Ils ne mettront pas les entrepreneurs de culture dans la classe des salariés, *qui n'ayant ni terres ni productions en propre, subsistent avec les salaires dûs à leur travail*, pag. 313 : car les fermiers ont une grande partie de la reproduction *en propre*, puisque leurs reprises très-légitimes en prélèvent plus de la moitié ; & ils ont *en propre* la totalité en nature, lorsqu'ils payent en argent. Il n'en est pas moins vrai, comme le dit M. l'abbé de Condillac, que l'impôt ne doit pas s'adresser à eux ; mais ce n'est pas, parce qu'ils n'ont point de productions *en propre*, c'est parce qu'ils en ont une qui est très-considérable, & destinée à une dépense dont il n'est permis de rien retrancher.

Ils distinguent dans les productions celles qui sont d'une consommation subite, & celles qui sont d'une consommation lente & successive. Ils appellent les premières des *substances*, & les autres des *matieres premières*, parce qu'elles fournissent la matiere première des ouvrages de l'industrie. Ils n'appelleront pas les premières *richesses foncières*, parce que si l'on se sert de cette expression par la raison que ces richesses sont produites par les fonds de terre, elle convient également aux matieres premières, & ne peut servir à les distinguer ; parce que d'ailleurs cette expression paroît bien mieux convenir aux héritages mêmes qui, sous tous les rapports, sont *richesses foncières*. Ils n'appelleront pas les secondes *richesses mobilières*, parce que

si l'on prend le mot *meubles* dans le sens qu'on lui donne en jurisprudence , les subsistances sont également des *meubles* , parce que si on le borne , suivant une acception assez ordinaire , aux effets qui garnissent nos habitations , aux *meubles meublans* , il ne renferme plus les habits ni les bijoux , il renferme encore moins les matériaux qui servent à construire les maisons , & les maisons mêmes qu'on n'a jamais appelées *richesses mobilières*.

Ils diront que le *cordonnier* qui chauffe un fermier est salarié par lui ; mais ils ne diront pas qu'il devient *copropriétaire du produit de la terre* , pag. 95.

Ils feront sentir que tous les travaux sont utiles ; mais ils ne les mettront pas tous sur la même ligne , & ils les distingueront par les caractères qui leur sont propres.

Ils ne diront pas par une distinction qui ne paroît pas exacte , pag. 348 , que nous devons au colon les *richesses foncières* , & à l'artisan les *richesses mobilières* ; car nous devons au colon les matières premières qu'il plaît d'appeler *richesses mobilières* ; nous lui devons encore les productions consommées par l'ouvrier , sans lesquelles il ne pourroit exécuter son travail : nous lui devons encore la faculté d'acheter le travail de l'ouvrier , & de lui rembourser la valeur des consommations qu'il a faites. Que devons-nous donc à l'artisan ? Nous lui devons un service qu'il nous rend , que nous payons tout son prix , & qui ne nous enrichit pas.

Ils ne diront pas qu'il n'y a que deux classes dans la société , pag. 313 , parce qu'il y en a essentiellement trois ; ou que si , sous un autre regard , on veut n'en admettre que deux , celle qui paye & celle qui est payée ,

il faut subdiviser la premiere en classe productive & classe propriétaire.

Ils se garderont de généraliser le mot *commerce*, en disant qu'il n'est pour tous les citoyens qu'un moyen de s'enrichir, le *commerce*, pag. 374 ; ce qui tend à confondre sous une même dénomination des choses absolument différentes. Mais ils appelleront les ventes faites par les deux premieres classes, *commerce de propriété*, qui est le vrai commerce ; & ils appelleront les ventes faites par la troisieme classe, *trafic*, ou *commerce de revente*, & *commerce de main-d'œuvre*.

Ils n'exprimeront pas le commerce de propriété par *commerce de productions*, parce que cela ne le distingue nullement du *trafic*, qui fait aussi le commerce de productions, pag. 374.

Ils n'appelleront pas indistinctement toutes les especes de trafics, *commerce de commission*, pag. 375, parce qu'ils pensent que cette expression ne convient qu'à la vente qu'un homme fait pour le compte d'un autre, & moyennant un salaire, d'une marchandise qui ne lui appartient pas.



C H A P I T R E V.

De la nature des travaux de l'industrie.

A R T I C L E P R E M I E R.

Etat de la question.

LE travail de l'industrie ajoute une valeur souvent très-grande à la matiere premiere.

Mais cette valeur forme-t-elle pour une nation un accroissement de richesses ? Le montant des ouvrages fabriqués dans une année donne-t-il droit de soutenir qu'une nation a dépensé plus que sa reproduction annuelle , & doit-il être ajouté à cette masse estimée en première main , de maniere que si elle est évaluée trois milliars , & qu'il ait été fait pour 500 millions d'ouvrages , la nation puisse être réputée avoir eu une richesse de trois milliars 500 millions ?

M. l'abbé de Condillac soutient , pag. 63 & *passim* , que tous les travaux concourent à augmenter la masse des richesses ; que l'industrie des marchands & des artisans est un fonds de richesses autant que l'industrie des colons : il va même plus loin , & dit , pag. 72 , à parler exactement , le colon ne produit rien ; il dispose seulement la terre à produire : l'artisan au contraire produit une valeur , puisqu'il y en a une dans les formes qu'il donne aux matieres premieres. Produire en effet , c'est donner de nouvelles formes à la matiere : car la terre lorsqu'elle produit ne fait pas autre chose..... Je dirai donc que

le colon produit les richesses foncières , & l'artisan les richesses mobilières , pag. 73.

Voilà bien expressément les travaux de l'industrie mis au pair avec ceux de la culture , si même ils ne sont mis au-dessus. Voilà deux sources de richesses au lieu d'une , dont on peut additionner séparément les résultats , pour former le montant des richesses annuelles d'une nation.

Si l'on oppose que façonner une chose produite , ou la produire , sont des choses essentiellement différentes ; que l'industrie ne fait qu'ajouter des formes à la matière première , au lieu que la terre donne des substances qui de non existantes , deviennent existantes : on vous répondra que la terre lorsqu'elle produit , ne fait autre chose que donner des formes : & de cette précision métaphysique il résultera que l'industrie qui donne aussi des formes , est également productive : & si l'on insiste , & que l'on demande d'assigner la différence entre le colon & l'artisan ; la voici , nous dit-on , *le colon produit les richesses foncières , & l'artisan les richesses mobilières.*

On conclut le chap. 7 en disant : *il est donc démontré que l'industrie est aussi en dernière analyse une source de richesses. Cette question a été fort obscurcie par quelques écrivains.*

Je vais donc travailler à l'obscurcir encore de nouveau ; si c'est l'obscurcir que d'analyser ces prétendues richesses mobilières produites par l'artisan , & de montrer qu'elles se réduisent à des frais , puisque l'artisan ne produit ni les matières premières , ni les denrées qu'il consomme.

A R T I C L E I I.

Que le travail de l'industrie est absolument stérile.

Il y a sans doute différens genres de travaux relatifs à nos besoins. La terre accorde les productions au premier travail : mais la plûpart & surtout les matieres premières , exigent un second travail pour être appropriées à nos besoins.

L'industrie est donc très-utile, très-nécessaire ; mais il n'y a que le travail de la culture qui soit productif , parce qu'il s'exerce sur un fonds productif. Partout ailleurs l'homme réduit à lui-même ne peut rien produire : je le vois agissant seul , préparant , façonnant , contour-nant en mille manieres , déplaçant & transportant les productions fournies par le premier travail ; mais qui dans ses mains ne peuvent s'étendre ni se multiplier.

Ce travail est donc très-nécessaire, *mais stérile* : il n'ajoute rien à la somme des richesses d'une nation, déterminée par la masse de la reproduction annuelle , & mesurée par sa valeur en première main. C'est ainsi que le propriétaire d'une source abondante n'augmente pas la quantité d'eau qu'il possède , en tirant de part & d'autre des canaux dérivés de cette source. Il la dépense au contraire ; mais la dépenser ainsi , c'est s'en servir. En vain dira-t-on que sans son travail elle seroit restée inutile : cela est vrai ; mais employer utilement & conserver , n'est pas produire.

C'est ce que fait une nation en payant les travaux de l'industrie : elle n'ajoute rien à la somme de ses richesses : elle en fait usage & la distribue ; elle remplit ses divers besoins , & n'en remplit qu'à proportion de ses moyens.

Il n'est point étonnant qu'un ouvrier ou fabricant regarde comme productif un travail qui lui fournit sa subsistance : mais ce qui a droit d'étonner, c'est que des gens soldés & salariés par d'autres ayent pu réussir à persuader sérieusement à ceux qui les payent, que la dépense qu'ils font en ce genre augmente leurs richesses.

Il n'y a dans une nation que les deux classes propriétaires de la totalité de la reproduction qui payent, parce qu'elles seules en ont la faculté : elles seules ont le droit primitif de consommer par elles-mêmes & par autrui. Tout le reste est classe salariée qui n'achete & ne paye qu'autant qu'elle en a reçu les moyens des deux premières.

La classe salariée peut donc dire à ces deux classes : *je remplis vos besoins de nécessité, de commodité & de jouissance dans le genre de la main-d'œuvre : je pourrois employer mon temps à un travail qui me fourniroit ma subsistance ; je le consacre à votre service, & je vous dispense par ce moyen de vaquer par vous-même à ces sortes d'occupations : déchargez-moi aussi du soin de pourvoir directement à ma subsistance : mettons nos travaux en commun. La terre fructifie les vôtres, ou la propriété du sol vous donne un titre pour en partager les fruits, payez mon travail : partagez avec moi l'excédent que la culture vous donne au-delà de votre propre consommation, afin que je puisse m'employer à vous servir.*

Telle est en effet l'espèce de convention que font entre elles les deux premières classes & la troisième. Il est donc juste de payer l'industrie : mais n'allons pas croire que son travail soit de nature à nous enrichir. Il n'est besoin pour reconnoître ce qu'il est, que de l'analyser.

A R T I C L E I I I.

*Différence essentielle entre les avances de la Culture
& celles de l'Industrie.*

En quelque genre que ce soit, on n'obtient rien sans dépense, par la raison qu'on n'obtient rien sans travail. L'industrie a donc, ainsi que la culture, ses avances primitives en métiers & instrumens dont il lui est dû un intérêt. Elle a de même des dépenses à faire pour l'entretien de ses agens. Elle a encore une autre sorte d'avances qui lui est propre; savoir, le fonds des matières brutes & fabriquées qu'elle tient en réserve. Le prix lui en est restitué en entier par l'acheteur, & lui sert à remplacer journellement le débit qui s'en fait. Elle ne fait qu'avancer ce fonds qui n'est pas destiné à être dépensé par elle: ce n'est de sa part qu'un commerce de revente.

La culture & l'industrie exigent donc également des avances. Mais la culture assujettie à l'ordre physique, a une marche régulière dans son travail & dans ses dépenses. Elle a consommé pendant toute l'année: le retour périodique de la récolte lui restitue en une fois le montant de ses dépenses, soit en nature, soit en équivalent par le moyen de l'échange. Ce travail se suffit donc à lui-même, non-seulement il alimente ses agens sans rien recevoir de personne; mais il donne en outre un excédent qui, distribué dans toute la société, la nourrit & paye tous les travaux & les services.

Il en est autrement des travaux de l'industrie. L'ouvrier ne fait pas naître le remplacement de ses avances;

il faut qu'elles lui soient remboursées par autrui, & elles ne peuvent l'être que par les fruits du travail productif. L'industrie ne restitue donc pas ses frais ; à plus forte raison ne donne-t-elle pas de produit net.

Il résulte pourtant une valeur du travail de l'industrie, & cette valeur est une richesse. En quoi consiste-t-elle ? C'est ce qu'il est facile de déterminer.

A R T I C L E I V.

En quoi consiste la valeur des ouvrages de l'Industrie.

Remarquons bien d'abord qu'elle résulte d'un changement de forme, & non d'une addition de substance. Cette forme donnée à la matière première lui ajoute à la vérité une valeur ; mais il faut voir d'où elle procède, & ce qu'elle coûte. L'ouvrier a consommé en travaillant : les productions qu'il a dépensées n'existent plus. Il en transporte la valeur sur la matière ouvragée ; de manière que celui qui voudra en jouir ne le pourra qu'en vertu d'une convention libre par laquelle l'ouvrier lui dira : *vous voulez jouir de mon travail, rendez-moi le montant de ce que j'ai dépensé en travaillant.* Ce prix sur-ajouté à la matière première, fait donc compensation avec une valeur égale qui a été détruite. Ce n'est donc qu'un remplacement de dépense sans nouvelle production : ce n'est qu'une pure valeur en frais : l'ouvrier ne peut être remboursé qu'autant qu'un autre veut & peut en faire la dépense. Tout se réduit donc à la reproduction qui paye ce travail.

A R T I C L E V.

Objection en faveur de la productibilité de l'Industrie.

On oppose à ces raisons un argument qu'il est à propos de mettre dans tout son jour. On dit, si la valeur que l'industrie ajoute à la matière première n'est qu'un remplacement d'avances, & une substitution d'une valeur à une valeur détruite ; on doit en dire autant de la portion des productions destinées à remplacer les avances de la culture. Les denrées que le cultivateur a consommées n'existent plus, elles sont de même remplacées par une nouvelle production qui a coûté ce qu'elle vaut. Il est vrai que le fabricant ne produit pas ses frais en nature, le genre de son travail ne le permet pas ; mais il les reproduit par équivalent, il leur substitue une valeur qui par le moyen de l'échange, tient exactement lieu des denrées consommées pendant le temps de la fabrication ; cette valeur est une richesse comme l'étoient les productions consommées. Le fabricant peut donc être assimilé en ce point au cultivateur. Celui-ci pendant le temps d'une récolte à l'autre a consommé beaucoup de denrées, que le genre de sa culture ne lui rend pas toujours en nature, il suffit qu'elle les lui rende par équivalent, & que la faculté d'échanger lui assure tous ses besoins. La parité se rencontre entre eux : l'un & l'autre ont substitué par leur travail une valeur à une valeur : & la valeur fournie par l'industrie est une richesse échangeable, comme le sont les productions. Tour-à-tour la culture paye l'industrie, & est payée par elle : tous les jours le fruit du travail de la culture est échangé contre un ouvrage de main-d'œuvre,

parce que l'un & l'autre sont également un bien appréciable & commercable. Le cultivateur ainsi que l'ouvrier, ne retire ses avances qu'autant que les autres lui achètent ses denrées : & ils ne peuvent les lui acheter qu'autant que le travail dans l'un des deux genres, leur a fourni médiatement ou immédiatement la faculté de payer. L'un & l'autre ne retirent leurs avances que par le moyen de l'échange, & la nature des choses échangées est ici indifférente ; car il ne s'agit pas de comparer la nécessité ou l'utilité plus ou moins grande d'une chose relativement à une autre, mais de comparer les valeurs : or dès qu'elles entrent dans la balance de l'échange, elles sont égales.

ARTICLE VI.

Réponse à l'objection.

L'argument se réduit à dire : l'industrie n'est pas stérile, puisqu'elle reproduit ses frais par équivalent, & qu'elle donne richesse pour richesse, quoique dans un genre différent. La valeur qu'elle produit entre dans la balance des échanges, ce qui suppose égalité de part & d'autre.

Il est vrai que la reproduction, quant à la portion correspondante aux frais, ne fait que remplacer des productions consommées. Mais la différence essentielle, comme je l'ai déjà dit, c'est que c'est la nature qui fait ce remplacement, au lieu que dans l'industrie c'est l'acheteur qui le fournit, & qui ne peut le faire qu'avec des richesses qu'a fait naître le premier travail.

Cette valeur produite par l'industrie, ou plutôt transportée par elle sur la matière première, n'est pas un

être réel & existant par lui-même, comme sont dix septiers de bled, qui remplacent dix septiers consommés par le cultivateur : elle n'existe que par le besoin ou l'envie qu'un autre aura de jouir de cette matière travaillée, & il ne peut en jouir qu'en l'achetant. Cette valeur n'est donc pas une véritable production fournie par le fonds même, & qui ne coûte rien à personne, comme sont les dix septiers restitués par le travail productif. Elle attend son existence du besoin d'un autre; elle est un objet de dépense pour celui qui voudra l'acquérir; elle ne restitue ses frais qu'autant qu'un autre les paye.

Où est donc le rapport qu'on prétend trouver entre la culture & l'industrie, quant à la restitution de leurs frais respectifs? S'il en existe un, c'est celui qui se trouve entre donner & recevoir, produire & consommer, dépenser & gagner. C'est la nature même qui restitue les frais de la culture par un nouveau don qui remet des productions existantes à la place de celles qui ont été consommées.

Chaque récolte dans la portion qui correspond aux frais, ainsi que dans la partie disponible, est donc également une création de richesses : elle est destinée à la subsistance & à l'entretien de la classe productive, elle est son patrimoine. Mais quel est le patrimoine de l'industrie? C'est la rétribution qu'elle gagne par son travail : & cette rétribution, par qui est-elle fournie? Est-ce par son travail même? Non, car le travail de l'homme n'est qu'une manière d'être. Est-ce par la matière qu'emploie l'ouvrier? Non certes, car c'est un fonds stérile qui a été produit, mais qui ne produit pas : elle est donc fournie par l'acheteur. Or si cette

rétribution est payée par un tiers ; si la valeur ajoutée à la matière première par la main-d'œuvre ne consiste que dans cette rétribution ; si cette valeur n'a par elle-même aucune existence réelle , & n'en reçoit qu'autant qu'il plaît à un tiers de lui en donner , il s'ensuit que cette valeur qui ne vaut qu'autant qu'elle est payée , ne restitue pas ses frais , mais en attend d'ailleurs la restitution ; il s'ensuit qu'elle ne donne pas richesse pour richesse , puisqu'elle n'est rien par elle-même ; il s'ensuit que l'ouvrier a consommé sans rien produire qui tienne lieu de sa consommation ; que s'il a ajouté une valeur , cette valeur n'est point une nouvelle richesse , mais servira d'emploi à une richesse existante ; que prétendre la calculer de nouveau , c'est voir les objets doubles ; c'est prendre un simple changement de main pour une cause productive ; en un mot que cette valeur est relativement à l'ouvrier le résultat de ses frais , & relativement à l'acheteur un remboursement de frais.

Que met donc l'ouvrier dans la balance de l'échange ? Il y met la matière première , & en cette partie il n'est que revendeur : il y met son temps qui est appréciable , son travail , son talent , ses frais ; il y met les productions qu'il a consommées. Or des productions consommées n'existent plus. Il est donc rigoureusement vrai de dire qu'il n'y a point là d'échange proprement dit , mais une rétribution & un salaire. Le cultivateur qui donne du vin pour du bled , échange véritablement , il reçoit l'équivalent de ce qu'il a donné , il ne perd ni ne gagne , il ne dépense rien. L'industrie au contraire nous vend ce qu'elle produit , c'est-à-dire , ses services , & une forme qui est un résultat de frais : elle

nous vend le travail de l'homme ; mais ce travail porté partout ailleurs que sur la terre , est absolument stérile : car l'homme n'est pas créateur.

Cependant si on l'exige , j'appellerai *échange* , la convention qui intervient entre l'ouvrier & l'acheteur , pourvu que l'on convienne de la différence qui se trouve entre les choses échangées , dont l'une consiste dans une chose existante , & l'autre dans la valeur de choses qui n'existent plus. Cette différence née de la chose même , n'empêche pas que le contrat ne se fasse d'une valeur pour une valeur égale ; car des productions consommées peuvent très-bien entrer en compensation avec des productions existantes , lorsque ce remboursement de dépense est le salaire d'un service rendu.

A R T I C L E V I I.

Que c'est le premier travail qui fait naître de quoi payer le travail de l'industrie.

Les propriétaires des productions ont pour objet non-seulement de se procurer leur propre consommation , en nature ou par échange , mais encore d'étendre leur jouissance , & de la rendre plus commode & plus agréable. Ce but ultérieur qui donne à l'intérêt personnel une étendue indéfinie , exige qu'ils cultivent pour eux-mêmes & pour autrui , & qu'ils partagent les productions avec d'autres hommes dont ils obtiennent des services en tout genre.

Ce n'est donc pas l'industrie qui fait naître la faculté de payer ses services , elle la trouve existante , & elle en profite pour tirer sa part de la reproduction. Si elle consomme , c'est parce que la première classe en a fait naître pour elle les moyens : lorsqu'elle achète , elle ne

fait que rapporter l'argent qu'on lui a donné. Ce n'est donc point elle qui règle le prix des productions, puisqu'elle ne peut payer qu'avec ce qu'elle reçoit, & que ses facultés sont bornées par sa recette, qu'elle ne contribue nullement à augmenter. Ce sont les productions elles-mêmes qui sont le principe de la valeur, comme je l'ai prouvé dans la dixième proposition. Ce sont elles qui décident de la somme qu'une nation peut dépenser en salaires, & non la somme des salaires qui contribue à augmenter la reproduction. C'est donc prendre l'effet pour la cause, que de faire valoir la consommation de la troisième classe, qui ne consomme qu'autant qu'elle est payée pour le faire, qui ne peut consommer plus qu'autant qu'une plus grande reproduction fournit les moyens de dépenser davantage en sa faveur; qui étendrait inutilement ses travaux au-delà de cette mesure, puisque ses travaux ne peuvent accroître la somme des richesses qui servent à les payer.

Il y a donc en tout ceci un point fixe auquel il faut toujours revenir, *la reproduction* qui est la source unique des dépenses, laquelle ne peut s'accroître par des travaux purement stériles, mais seulement par le moyen de la culture. Il n'y a point à sortir de ce cercle circonscrit par la nature.

A R T I C L E V I I I.

*Cause de l'erreur en laquelle on tombe par rapport
à l'Industrie.*

Ce qui fait illusion, ce qui semble même donner à l'industrie une sorte de prééminence sur la culture, c'est que ses ouvrages ont une durée plus ou moins grande,

&

& qu'en s'accumulant ils ajoutent continuellement à la masse des richesses d'une nation , au lieu que les subsistances se détruisent annuellement & ne font que se remplacer.

Mais l'illusion consiste à attribuer cet effet à l'industrie , tandis qu'il est dû bien plutôt au premier travail , puisque c'est lui qui a fourni tant les matieres premières , que les denrées consommées pendant l'exécution du travail. Il est vrai que l'ouvrier a donné cette forme à laquelle s'est attachée une valeur ; mais cette valeur ayant coûté tout ce qu'elle vaut , il n'en résulte aucun accroissement de richesses. S'il en résulte une accumulation de richesses , c'est que les matieres premières sur lesquelles s'est reportée la valeur des denrées consommées , étoient plus ou moins durables.

Il est donc évident que l'industrie nous sert , mais ne nous enrichit pas , & qu'elle gagne sans rien produire , puisqu'elle ne produit ni les matieres premières , ni les productions qu'elle consomme , ni la faculté de dépenser dans ceux qui la payent.

On ne peut donc jamais mettre en parallèle les fruits de son travail avec ceux de la culture , comme formant deux articles séparés , & devant être calculés à part , puisque les ouvrages de l'industrie , quant au fond , sont fournis par le premier travail , & quant à la forme , sont payés par lui.

M. l'abbé de Condillac l'a senti parfaitement , & ne peut se dispenser de convenir, pag. 71 , que sans les subsistances & les matieres premières , il n'y auroit point de ce qu'il appelle *richesses mobilières* , & qu'il attribue à l'industrie. *La valeur des ouvrages de l'art* , dit-il , *est la valeur même de la matiere première , plus la valeur*

de la forme, & la valeur de la forme est équivalente à la valeur des productions que l'ouvrier est censé avoir consommées.

D'après cet aveu auquel il n'étoit pas possible de se refuser, je demande comment on peut attribuer distinctement & séparément à l'industrie la production de ces *richesses mobilières*, puisqu'elles sont le résultat de deux articles fournis par la culture; je demande comment on peut dire formellement, pag. 73 & 348, *nous avons deux sortes de richesses : les richesses foncières que nous devons au colon, & qui se remplacent ; les richesses mobilières que nous devons à l'artisan ou à l'artiste, & qui s'accumulent.*

Les ouvrages de l'industrie n'ont point de valeur propre, de l'aveu même de M. l'abbé de Condillac; ils n'ont qu'une valeur empruntée, une valeur en frais ajoutée à celle de la matière première, une valeur qui résulte de consommations faites, & qui de plus n'existe & n'est transportée sur l'ouvrage qu'autant qu'un autre aura la faculté de payer cette dépense.

L'industrie diffère donc essentiellement de la culture, dont les productions ont une valeur à elle, & un prix supérieur au montant des frais qu'il a fallu faire pour les tirer de la terre. Outre ses dépenses que la culture restitue sans qu'il en coûte rien à personne, & par le bienfait de la nature, elle donne par-delà ses frais une quantité plus ou moins grande de productions qui est disponible, & qui constitue le produit net dont la somme est la mesure de la puissance d'une nation.

On ne trouve rien de semblable dans la prétendue production de l'industrie; ses ouvrages ne valent que leurs frais indispensables, & ils ne les restituent qu'autant

qu'un autre paye cette dépense. A plus forte raison ne donne-t-elle jamais de produit net.

S'il est des artistes qui se font payer au-delà des frais indispensables , c'est qu'à raison de leurs talens & des études qu'ils ont faites , ils ont droit à une plus forte consommation que les ouvriers ordinaires , & ils exigent d'autant plus qu'ils ont moins de concurrens. Mais s'ils semblent obtenir une sorte de produit net , *ils ne le produisent pas , ils le gagnent ;* & cette plus valeur qui est pour eux un bénéfice , est une dépense de plus pour les acheteurs.

A R T I C L E I X.

Différence de l'intérêt d'une nation par rapport à la valeur des productions , & par rapport à la valeur des ouvrages de l'industrie.

Il est de l'intérêt d'une nation que les productions aient une valeur favorable , parce que leur prix en première main décide du produit net.

Il est de son intérêt que les ouvrages de l'industrie ne valent que leurs frais indispensables , & que ces frais soient réduits au taux le plus bas.

Cette différence vient de celle qui existe entre ces deux valeurs. Celle des productions est une valeur réelle dont il résulte une richesse : l'autre n'est que le résultat d'un montant de frais. La première procure les moyens de dépenser ; la seconde est un objet de dépense. Or les propriétaires de la reproduction en sont primitivement & de droit les premiers distributeurs. Moins les travaux qui leur sont nécessaires ou utiles seront chers , plus ils pourront satisfaire de besoins pour leur propre jouissance. Cet ordre est , de droit naturel , une prérogative

de leur propriété, à laquelle sont assujettis tous ceux qui n'ont pas un droit immédiat à la reproduction.

Mais quelle est donc cette espèce de valeur qu'il est également intéressant & juste de mettre au rabais? Si c'est une vraie richesse, une production réelle, devons-nous craindre de l'augmenter? Si, comme l'enseigne M. l'abbé de Condillac, *les marchands & les artisans concourent à augmenter la masse des richesses; si leur industrie est autant pour la société un fonds de richesses que celle des colons, &c.* multiplions les travaux de main d'œuvre, bénissons toutes les inventions qui diminuent le travail; gardons-nous de condamner le luxe, favorisons-le comme une source indéfinie de richesses: le plus utile sera celui qui ajoutera une plus grande valeur à la matière première. Dès-lors aussi il ne sera plus possible d'être de l'avis de M. l'abbé de Condillac dans son chap. 27 sur le luxe, où il le définit *un excès*, où il en fait sentir les inconvéniens, *même lorsqu'il est entretenu par l'industrie nationale*, où il conclut que la vie simple peut seule rendre un peuple riche, puissant & heureux. Il est également difficile d'être de son avis sur l'impôt auquel il soutient que les agens de l'industrie ne doivent pas être assujettis. En effet, pourquoi *l'artisan dont l'industrie est autant productive de richesses que celle du colon*, ne contribueroit-il pas également à la dépense publique? Il semble qu'il est indispensable d'opter entre le principe de théorie & le résultat pratique *.

* Me seroit-il permis de remarquer que parmi les excellentes choses que M. l'abbé de Condillac dit au sujet de l'impôt, il emploie, pag. 317, un argument auquel il est facile de ré-

A R T I C L E X.

Etat de la question réduit à des termes encore plus simples par la supposition des payemens en nature.

Si les payemens se faisoient toujours par les productions en nature , jamais on n'auroit songé à attribuer à l'industrie la prérogative de produire des richesses. On auroit vu évidemment des frais , des consommations , des salaires payés & reçus , & rien de plus. On auroit senti que si la reproduction totale est de 500 mille mesures que les deux premières classes partagent entre elles comme reprises & produit net ; ces deux classes ont des besoins multipliés à remplir pour la préparation des productions , auxquels elles ne veulent ni ne peuvent

pondre ? Or il est tant de moyens décisifs contre l'impôt indirect , qu'il peut être dangereux d'en présenter de foibles.

Il dit que si les salariés sont forcés de prendre sur leurs salaires une partie de l'impôt faute de pouvoir la rejeter sur l'acheteur , ils seront réduits à retrancher sur leur consommation , & que la perte qui en résultera sur la valeur , retombera sur les propriétaires.

On peut lui répondre que l'impôt direct présente le même inconvénient , puisqu'en demandant aux propriétaires une portion quelconque de leur revenu , il la retranche , sinon toujours sur leur consommation personnelle , du moins sur la dépense qu'ils auroient pu faire en salaires.

Mais que ! que soit l'impôt , on répondra que les salariés du gouvernement remplacent cette consommation qui ne se fait pas par les salariés des propriétaires , & que la troisième classe en profite également , de manière que la totalité de la reproduction se trouve dépensée. C'est par des moyens plus approfondis qu'il faut attaquer l'impôt indirect , par son arbitraire indispensable , par les frais de sa perception , par ses effets nuisibles à la valeur & à la reproduction , &c. Il faut en même temps faire voir que si cette manière de percevoir accumule des profits & des richesses pécuniaires , la consommation qui en résulte n'a pas le même avantage que celle du peuple qu'on a diminuée par ces impôts.

vaquer ; que pour obtenir ces services, elles livrent une partie de la reproduction à ceux qui offrent de les leur rendre ; qu'en le faisant , elles n'augmentent pas leurs richesses , mais les dépenses ; & que comme cette manière de les dépenser leur est utile , elle devient un motif pour étendre la reproduction , & pour multiplier les moyens de dépenser. En un mot on n'auroit vu autre chose que la consommation faite par la classe stérile d'une partie des productions qui renaissent annuellement par les travaux de la classe productive.

Mais l'argent payé contient-il autre chose qu'une valeur équivalente aux productions que l'ouvrier a droit de consommer , valeur que celui qui la donne s'est procurée immédiatement ou médiatement avec des productions , & que celui qui la reçoit fera acquitter quand il voudra & à son choix ? Et d'ailleurs combien d'exemples de payemens en nature nous conduisent au même résultat ?

Je sème deux mesures de bled , j'en recueille douze. Mon travail a été productif de dix par delà la semence. Je mets ces douze mesures au moulin , le meûnier en retient une pour son salaire , & il ne m'en reste qu'onze. Son travail est fort nécessaire , mais il est stérile : s'il procure au meûnier le gain d'une mesure , c'est à mes dépens , & son salaire est une portion de ma récolte. Je demande pardon de renvoyer mes adversaires à un exemple si simple. Mais il en est de même du fabricant de draps , d'étoffes de soie , de toiles , de dentelles , &c. Ils préparent la laine , la soie , le chanvre , le lin pour les rendre propres à nos usages : ils reçoivent en conséquence des salaires qui équivalent des productions , ou des productions même en nature.

Veut-on un exemple dans le genre de fabrication ? Au lieu d'acheter cent aunes de toile, j'ai recolté du chanvre que j'ai fait filer par mes domestiques : je fais venir à ma terre un tisserand avec toute sa famille ; sa femme & sa fille préparent & devident mon fil ; ils ont en outre deux petits enfans incapables de travailler. Le pere monte son métier dans ma cave & fait ma toile. Je nourris cette famille pendant tout le temps, même les jours de repos, & je tiens registre exact de la dépense qui en résulte. N'aurai-je pas droit de dire que ma toile me coûte tant de bled, de bois, de viande, de vin, de sel, &c. ? Je payerai en outre à ce tisserand un salaire, non pour sa dépense comestible, mais pour la dépense qu'il fait lui & sa famille en habillemens, meubles, &c. Ce salaire en outre doit renfermer une partie du prix de son loyer ; & s'il surpasse un peu ces divers objets, le surplus est un excédent qu'il doit mettre en réserve pour les cas d'accident, qui le constituant dans une dépense supérieure à ses gains journaliers, le réduiroient à la mendicité, s'il n'a eu de longue main la précaution d'amasser quelque chose pour y subvenir.

Lorsque je lui donne ma toile à faire chez lui, le prix doit renfermer l'équivalent de tous ces articles. Cependant il n'en est pas toujours le résultat exact. Souvent une cause prépondérante l'emporte, & en mettant les salaires au rabais, les restreint outre mesure. Cette cause est la consommation plus ou moins forte des ouvrages de l'industrie combinée avec le nombre des ouvriers. Elle décide souverainement des prix, & les réduit souvent trop bas dans la partie de l'industrie la plus commune. Lorsque les diverses causes de dégradation dans les revenus d'une nation restreignent la

consommation du peuple, les ouvriers qui travaillent pour elles sont forcés de donner leur temps au rabais; ce qui prouve bien que l'industrie n'est pas une cause productive de richesses, mais un simple moyen de distribution de salaires nécessairement subordonnés à la reproduction qui les paye.

ARTICLE XI.

Subdivision des divers travaux stériles.

Les services & les travaux relatifs à nos différens besoins ne se bornent pas à ceux de l'industrie : il en est de bien des sortes qui sont tous également stériles, parce qu'il n'y a qu'un travail productif. On peut les rapporter à quatre subdivisions.

La première s'occupe à préparer & façonner les productions, tant les substances que les matières premières. Ainsi le boulanger, le fabricant & le maçon se trouvent dans cette classe.

La seconde à transporter & voiturier les productions tant brutes que façonnées.

La troisième à les acheter & les revendre aux consommateurs.

La quatrième à rendre des services purement personnels.

Tous ces services sont également payés par la reproduction, & nul d'eux ne peut accroître la somme des richesses. Les membres de ces quatre subdivisions se rendent continuellement entre eux des services réciproques; mais il ne faut pas perdre de vue qu'ils ne payent eux-mêmes qu'autant qu'ils en ont reçu auparavant la faculté des premiers distributeurs des productions.

On se récriera sans doute contre la parité que j'établis entre ces quatre subdivisions, & l'on soutiendra qu'il y a une grande différence entre les services personnels & les travaux de l'industrie & du commerce d'où il résulte une valeur ajoutée aux productions brutes ou façonnées.

Cependant en quoi consiste cette différence ? J'ai besoin de gens qui me rendent le service de me faire une étoffe pour m'habiller, comme j'ai besoin d'un homme qui me donne des conseils sur ma santé & sur mes affaires, ou d'un domestique qui me serve. Le genre des services ne fait rien à la question présente ; il ne s'agit pas ici de régler les rangs & la dignité, mais d'établir une distinction physique relative à la somme des richesses d'une nation, & aux moyens qui peuvent l'accroître. Toutes ces professions donnent leur temps, leurs soins, leur travail, en échange de la rétribution qu'on leur paye. Il y a cependant une différence qu'il faut analyser.

A R T I C L E X I I.

En quoi consiste la différence entre les services personnels & les travaux de l'industrie. ?

La différence naît du genre des services. Ceux qui sont personnels ne sont relatifs qu'à moi, ils ne sont ni transmissibles ni cessibles ; il ne peut en résulter une valeur, parce qu'il n'est personne pour qui ce travail puisse avoir un prix, & que la valeur consiste dans le rapport d'estimation déterminé par la concurrence : au lieu que les productions étant propres à l'usage général, ont une valeur par elles-mêmes, & en acquièrent par la

main-d'œuvre une nouvelle qui se transfère & se revend.

Mais cette différence ne change rien à la nature des services, quant à *leur finalité*. Car elle ne consiste que dans la faculté qu'a l'acheteur de retirer en tout ou en partie par la revente le prix qu'il a payé. Cette valeur ne résulte pas proprement du travail de l'ouvrier, mais du besoin plus ou moins général que les autres peuvent avoir de la matière qu'il a travaillée. Il n'a donc rien créé à cet égard, il n'a rien produit. Car ce n'est pas lui qui a fait naître ce besoin ou ce desir dans lequel consiste la valeur ou l'estimation mise à la chose par la concurrence ; comme ce n'est pas lui qui a procuré à l'acheteur la faculté de payer son travail.

Cette valeur que l'industrie ajoute aux productions consiste dans la faculté qu'a l'acheteur d'un ouvrage de main-d'œuvre, de s'en défaire & d'en retirer le prix ; mais en ce cas il n'aura été à cet égard que revendeur, il faut en revenir à l'acheteur, consommateur, dont il est vrai de dire qu'il a satisfait au besoin, & qu'il a payé un service rendu.

Il est même des cas où les services de l'industrie ne produisent pas plus de valeur que les services purement personnels. Si je revends un habit tout neuf, je perdrai plus que la façon & les fournitures. Ce travail loin d'avoir ajouté une valeur équivalente aux salaires, pourra même me constituer en perte sur le prix de l'étoffe. Il est donc vrai que la valeur résulte moins du travail en lui-même, que de la concurrence de ceux auxquels il peut convenir.

Avant l'invention de l'imprimerie, une infinité de gens gagnoient leur vie à copier. Un homme qui faisoit copier l'Enéide acquéroit une valeur qui *peut-être* étoit

égale aux salaires du copiste. Je dis *peut-être*, parce que s'il en étoit des manuscrits comme il est aujourd'hui des livres, on pourroit bien perdre à la revente. Celui qui faisoit copier un mauvais ouvrage, non-seulement n'acquéroit rien, mais perdoit le parchemin. Ainsi le même travail a d'un côté déprécié la matière, & de l'autre lui a ajouté une valeur considérable. Cette différence ne vient donc pas de l'ouvrier, mais du mérite de l'ouvrage qui fait que l'un est recherché, & que l'autre ne l'est pas. Cette cause de valeur est donc étrangère à l'ouvrier, elle ne résulte pas de son travail, mais de la concurrence des acheteurs qui est grande d'un côté, & nulle de l'autre.

Il se trouve de même dans bien d'autres genres des causes de diminution ou de suppression de valeur indépendantes du travail. Le changement de mode détruit la valeur qu'avoit dans sa nouveauté un ouvrage de main-d'œuvre. En fait de livres, une nouvelle édition fait tomber la première, & même sans cela on perd plus que la reliure sur les livres que l'on revend. En général la revente d'un ouvrage d'industrie faite par tout autre que par les marchands, constitue en perte le premier acheteur.

Cependant si l'industrie est productive de richesses, pourquoi la valeur de ses ouvrages est-elle si arbitraire, si variable, si dépendante du caprice & des circonstances? Convenons qu'elle résulte du besoin, du désir, des facultés des acheteurs & de leur concurrence; que l'ouvrier qui n'est pas producteur de ces causes, ne nous vend que son temps & ses services qui s'apprécient par sa dépense.

ARTICLE XIII.

Du genre de main-d'œuvre qui paroît le plus productif.

S'il est un genre de main-d'œuvre dans lequel l'industrie pût se flatter d'être productive, ce seroit sans doute dans la construction des bâtimens, dont la location produit un revenu annuel, qui constitue l'intérêt de la somme dépensée.

Observons d'abord que la richesse qui procède d'une construction, dépend de la situation. Si je bâtis en campagne je ne trouverai qu'un foible loyer, & en revendant ma terre avec le bâtiment, je ne retrouverai pas le quart de ma mise en sus du prix de ma terre. Si je bâtis en ville & en bon quartier, j'acquies un revenu proportionné à ma dépense, & un capital. Cette différence ne vient certainement pas du travail des ouvriers, il a été le même de part & d'autre. Elle procède de la concurrence plus ou moins grande des gens auxquels conviennent ces bâtimens.

Au fond, le travail de l'industrie est aussi stérile en ce genre qu'en tout autre. Celui qui bâtit emploie des productions fournies par la terre, & paye aux ouvriers des salaires qui font le remboursement de leur dépense. S'il bâtit pour se loger, il satisfait un besoin par cette dépense. Mais comme ce genre de service est durable & transmissible, la concurrence plus ou moins grande des gens à qui ce logement convient, mettra un prix, soit à la propriété, soit à la jouissance.

Mais si un loyer de mille livres est égal en somme à un fermage de mille livres, il est entre ces deux revenus une différence essentielle par rapport à la somme des

richesses d'une nation. Le fermier d'un héritage tire du fonds même qu'il a pris à bail , la somme qu'il s'est engagé de payer au propriétaire : ce n'est pas *de suo* qu'il paye , il ne fait que donner une partie convenue des fruits. Mais le locataire ne tire pas de la maison le prix du loyer ; cette dépense ne peut être payée que par la terre , & le locataire ne fait cette dépense qu'autant qu'il a participé à la reproduction , soit immédiatement comme propriétaire foncier , soit médiatement comme salarié , gagiste ou rentier.

Tous les bâtimens qui existent dans une nation sont donc l'emploi accumulé d'une partie de ses richesses renaissantes , & le revenu fourni par cette propriété n'est qu'un emploi annuel d'une partie du revenu tiré de la terre. Ainsi la somme des loyers n'accroît nullement la masse des richesses d'une nation. D'où il suit que ce revenu , qui est une véritable dépense pour celui qui le paye , ne peut être imposé que par un double emploi ; au reste , c'est le dernier des impôts indirects qu'il faille ôter , parce qu'il n'est ni arbitraire ni couteux à percevoir , & qu'il n'a aucun des inconvéniens des autres impôts indirects.

A R T I C L E X I V.

*De l'Industrie en tant qu'elle travaille pour
l'étranger.*

Si l'industrie ne crée point le prix de ses ouvrages ; si elle ne produit que des frais ; si la valeur qu'elle ajoute n'est qu'une valeur empruntée , représentative d'une valeur égale en productions consommées , elle n'est pas plus productive de richesses lorsqu'elle vend à l'étranger ,

que lorsqu'elle vend dans l'intérieur. L'exportation de ses ouvrages se réduit à une simple vente de productions dont le montant a été reporté sur la matière première. On ne peut donc pas dire que son travail, lorsqu'il est payé par l'étranger, assure à la nation un bénéfice indépendant de son territoire.

Le prix de la main-d'œuvre est un prix nécessaire, déterminé par le prix des productions. Si l'industrie vend à l'étranger sur ce prix, c'est la même chose pour la nation, & quant à l'intérêt de la consommation, que si l'étranger avoit acheté les matières premières & les productions en nature. Si l'industrie vend au-dessus de ce prix, elle pourra faire des bénéfices : mais cet avantage lui est propre, la nation n'a rien à y prétendre : elle perd au contraire en ce qu'elle est forcée de payer ces mêmes ouvrages au-dessus du prix indispensable : car elle ne les aura pas à meilleur marché que l'étranger.

Mais il y a plus, l'industrie ne peut vendre à l'étranger au-dessus du prix indispensable, qu'autant qu'elle paye elle-même les productions au-dessous du prix du marché général, ce qui suppose & prouve que la nation ne jouit pas de la liberté du commerce. Dès-lors c'est sur les vendeurs des productions, c'est-à-dire, sur les deux classes qui constituent proprement la nation que tombe cette perte, qui favorise contre l'intérêt social, une classe qui par la nature de son travail & l'emploi de ses capitaux, ne tient point au territoire qu'elle habite, & n'a pour patrimoine que les salaires, qui pour la très-grande partie lui sont payés par la nation même.

Ce bénéfice de l'industrie procuré par le moindre prix intérieur des productions, occasionne à la nation une double perte. 1°. Elle ne devoit payer les ouvrages de

l'industrie que sur le pied qu'elle lui vend les productions ; elle les paye plus cheres par la concurrence de l'étranger , qui les achete au prix du marché général , lequel se trouve plus haut que le prix intérieur de cette nation. 2°. Mais elle perd infiniment plus par le bas prix intérieur de ses productions qui procede des obstacles mis à la liberté du commerce. Quelle énorme méprise de sa part , de tenir ses productions au-dessous de leur vrai prix , pour assurer la préférence à ses manufacturiers , & leur procurer de plus grands bénéfices ! N'est-ce pas sacrifier le travail productif au travail stérile, le profit mercantil à la richesse nationale , & tout à rien ; & même si l'on considère l'industrie en masse & non dans telle ou telle branche particuliere qu'on veut favoriser , n'est-ce pas lui porter le plus grand préjudice , puisqu'elle ne peut s'étendre qu'en raison de la reproduction qui paye ses travaux ; & que ruiner la culture , c'est tarir la source qui l'alimente ?

Le travail de l'industrie pour l'étranger n'a d'autre utilité que de provoquer la consommation , de servir de débouché , & il se réduit à un commerce de productions. La nation gagne donc tout autant à vendre ses productions en nature à l'étranger qui lui en donneroit le même prix ; & si elle trouve quelque avantage de plus à ce moyen de s'en défaire , c'est que ses productions converties en cette forme peuvent être d'un débit plus facile , & convenir aux étrangers qui n'auroient peut-être pas acheté ses productions en nature , & que d'ailleurs contenant une plus grande valeur sous un moindre volume , elles coûtent moins de frais de transport.

Mais dans ce cas même où l'industrie procure à la

nation une véritable utilité, on n'est pas plus fondé à regarder son travail comme productif de valeur par lui-même, mais simplement comme une cause occasionnelle de valeur qui facilite le débit par la diminution des obstacles qui s'y opposent. Un canal creusé, une rivière rendue navigable auroient produit le même effet, & d'une manière bien plus avantageuse.

Il suit de là, 1°. que l'industrie qui vend à l'étranger, ne vend qu'au prix nécessaire. 2°. Qu'il est indifférent à une nation qui jouit de la liberté du commerce, de vendre ses productions à l'ouvrier ou à l'étranger, puisqu'elle ne reçoit toujours que le prix de ses productions au taux de la concurrence. 3°. Que tout l'avantage qu'elle peut y trouver consiste dans la facilité du débit & la diminution des frais du transport. 4°. Que si l'industrie vend au-dessus du prix nécessaire, c'est-à-dire, de celui auquel elle achète les productions qu'elle consomme, c'est une perte énorme pour la nation; c'est une preuve que ses productions sont retenues au-dessous du prix du marché général par des obstacles de commerce. 5°. Qu'en tout état de cause la ressource que présente l'industrie pour le débouché, ne peut jamais équivaloir & remplacer la liberté du commerce. 6°. Que si la vente des ouvrages procure au-delà du prix des productions consommées un bénéfice pour l'intérêt des capitaux d'avance, ce bénéfice n'est nullement national, mais très-propre aux entrepreneurs; que d'ailleurs la réciprocité du commerce fait que les consommateurs des deux nations payent alternativement ces bénéfices à leurs fabricans, ce qui fait compensation. 7°. Que le moyen de subsistance tiré de l'industrie est absolument précaire, & dépend du goût de l'étranger

des circonstances ; que les ouvriers sont des pensionnaires qu'il entretient chez vous , & qu'il peut laisser manquer au premier moment , auquel cas ils forment une population onéreuse. 8°. Que le résultat pratique est qu'il ne faut point s'interdire ce débouché qui est toujours utile , mais qu'il ne faut pas le provoquer par des faveurs particulières.

Ce sont principalement les ouvrages du luxe qui sont recherchés par les étrangers : aussi est-ce ce genre d'industrie qu'on ambitionne le plus. On le regarde comme le plus profitable à raison de la cherté de la main-d'œuvre. Cependant en considérant l'industrie comme véhicule de consommation , qui est le seul avantage qu'elle procure à une nation , lorsqu'elle travaille pour l'étranger , l'industrie du luxe est la moins utile , parce qu'elle tire ses matières premières du dehors , & qu'elle ne procure de débit que par la consommation des ouvriers. Mais cette utilité si mince & presque nulle pour une nation qui jouit de la liberté du commerce , peut-elle jamais être compensée par les suites funestes qu'entraîne le luxe pour une nation qui s'y livre , par son influence sur les mœurs , par le dérangement qu'il occasionne dans l'ordre des dépenses , & le préjudice qu'il cause à la reproduction & à la consommation intérieure des matières premières du territoire ? Au physique , c'est s'appauvrir pour donner aux autres l'exemple de le faire : au moral , c'est se corrompre pour corrompre les autres.



CHAPITRE VI.

De la nature & des effets du Commerce.

ARTICLE PREMIER.

Définition du Commerce en général.

LE commerce consiste dans le débit des productions qui se fait par le moyen de l'échange : ou si l'on veut , c'est l'échange des biens usuels pour parvenir à leur consommation.

D'après ce que j'ai dit sur l'échange , il n'est plus besoin d'établir ici que le commerce se fait de valeur pour valeur égale ; qu'il n'est pas un moyen de s'enrichir , mais de remplir les divers besoins ; qu'il ne change pas de nature lorsqu'il se fait par de simples échanges , ou par la médiation de l'argent ; que l'argent n'est qu'un gage intermédiaire entre les ventes & les achats ; qu'il n'est pas le but du commerce , mais une simple facilité ; qu'on ne l'acquiert par les ventes , que pour le rendre par les achats , & que la somme des unes est égale à la somme des autres.

ARTICLE II.

Que la liberté du Commerce est conforme à l'intérêt de tous.

Dès que quelques familles se sont réunies , il s'est établi entre elles une communication de biens. Les besoins réciproques font donc le fondement du commerce.

Comme personne n'achete qu'autant qu'il a vendu précédemment , & ne vend que pour acheter ensuite , l'intérêt de chacun change suivant qu'il devient vendeur ou acheteur , & lui fait désirer tantôt le prix favorable , tantôt le bas prix. Mais comme la vente précède l'achat , en tant que c'est le prix procuré par une vente précédente qui donne à chacun la faculté d'acheter , le bon prix en tout genre est l'intérêt commun de tous.

C'est la concurrence qui concilie tous les intérêts : elle n'est parfaite que sous le regne absolu de la liberté des échanges , qui est la première conséquence du droit de propriété , & par conséquent une des loix les plus essentielles de l'ordre social. Elle seule peut établir les productions à leur prix naturel , de manière qu'elles n'éprouvent que les variations de l'ordre physique , qu'elle rend même bien moins sensibles.

En même temps la liberté établit la juste proportion entre les productions & les salaires. En effet , le but de la reproduction est la consommation ; mais , comme je l'ai déjà dit , ceux qui font naître les moyens de consommer pour toute la société , soit par les travaux de la culture , soit par l'entretien de la propriété foncière , ne se proposent que leur propre utilité. L'ordre social ne se maintient que par l'intérêt personnel laissé à lui-même , & contenu par l'intérêt d'autrui. Les premiers distributeurs des productions sont forcés d'associer à leur dépense une infinité d'hommes , & d'acheter leurs services par des productions. Donc pour qu'ils aient un grand intérêt à les multiplier , il faut qu'ils puissent se procurer beaucoup de jouissances par l'échange de ce qui excède leur consommation personnelle , ou , ce qui est la même chose , il faut que l'argent qu'ils en retirent

par la vente puisse leur servir à satisfaire beaucoup de besoins.

Pour remplir cet intérêt, les premiers distributeurs de la reproduction n'ont autre chose à demander que la liberté absolue des échanges, qui contient le plein exercice de leur droit de propriété.

L'intérêt de ceux qui n'acquierent une part dans la reproduction que par le moyen de leurs services, est subordonné à cet intérêt primitif; mais il n'y est nullement contraire, parce que la justice ne favorise jamais personne au préjudice d'un autre.

En effet, s'ils sont payés en nature, on est forcé de leur livrer la portion qui leur est dûe suivant l'ordre des consommations auquel chacun d'eux a droit de prétendre suivant son état. S'ils sont payés en argent, la somme doit correspondre au prix des productions, parce que ce ne sont pas les salaires qui déterminent ce prix, & qu'il est au contraire réglé par lui.

Il n'est pas possible que les premiers distributeurs des productions abusent jamais de la liberté des échanges. 1°. Parce que la vente est un contrat libre. 2°. Parce que la concurrence entre les vendeurs met des bornes qu'il n'est pas possible de passer. 3°. Parce que pour vendre à tel prix, il faut trouver des acheteurs qui veuillent & puissent donner ce prix. 4°. Parce que tous les acheteurs ayant été vendeurs, trouvent dans leurs ventes précédentes faites au prix de la liberté, les moyens d'acheter au même prix. 5°. Parce que la troisième classe qui n'a point à la vérité de productions à vendre, est propriétaire à un titre également légitime de son temps, de ses travaux, de son industrie, & que le prix de ses services étant réglé par le prix des productions, elle

reçoit ou des productions en nature dont alors le prix lui est égal , ou des sommes correspondantes à ce même prix.

La liberté entière des échanges est donc conforme aux intérêts de tous , sans pouvoir blesser les intérêts de personne.

Ce qu'on ne peut trop répéter , puisque tant de gens ne l'entendent pas encore , c'est que le prix auquel ont droit les propriétaires , n'est pas un prix indéfini , mais uniquement celui qui résulte de la liberté & de la suppression de tous les obstacles factices qui s'opposent au prix naturel. Par-delà ce terme ils n'ont rien à demander : il y a plus , c'est qu'on ne peut pas leur procurer davantage. Mais ils ont droit jusques-là : & dès que ce droit est conforme à la justice , il ne peut être contraire à l'intérêt social , ni à celui d'aucune classe de la société. Ainsi tombent d'eux-mêmes tous ces argumens tant répétés , *que les propriétaires ne composent pas toute la nation ; que le prix des productions intéresse ceux qui n'en ont point à vendre , ce qui forme le plus grand nombre ; que le souverain à qui tous les citoyens sont également chers , doit veiller à ce que le prix de la première denrée ne soit pas trop haut ; qu'il doit mettre des bornes à la cupidité des propriétaires , qui , lorsque le prix du septier est à vingt livres , voudroient le voir à trente , &c. &c. &c.*

Les propriétaires ne demandent & ne peuvent demander ni le prix de dix-huit livres , ni celui de vingt-quatre , ni celui de trente , mais celui de la liberté absolue , qui ne peut jamais être un prix de disette , parce que le commerce libre fait l'abaisser s'il est trop haut , comme il l'élève s'il est trop bas. Leur prétention

ne mériterait donc d'être réprimée que dans le cas où ils demanderoient qu'on provoquât la valeur par des moyens factices, ou qu'en donnant la liberté de la sortie, on mît la moindre borne à la liberté de l'entrée.

ARTICLE III.

Distinction entre le Commerce & le Trafic.

De quelque manière que se fasse la communication des biens entre les hommes, c'est toujours l'intérêt respectif du premier vendeur & du consommateur qu'il faut envisager, & l'on n'a admis tant d'erreurs sur cette matière, que parce qu'on s'est arrêté à des intérêts intermédiaires très-différens, & même contraires.

Le commerce se fait ou immédiatement entre les deux termes pour lesquels il se fait, ou médiatement par le moyen d'agens interposés; c'est alors *le Commerce* qui s'exécute par le moyen *du Trafic*. Dans le premier cas il se fait sans frais: dans le second il occasionne des frais intermédiaires nécessairement supportés par les contractans.

Ce n'est pas qu'il y ait deux prix en première main, & que le vendeur reçoive plus, quand il vend directement au consommateur voisin, que quand il vend à un tiers, qui porte au consommateur éloigné. Il s'établit un prix général en raison composée de l'étendue de la consommation sur les lieux, & de celle qui est éloignée. Plus celle sur les lieux est forte, & plus le prix est favorable: moins il y a de consommation sur les lieux, & plus la considération des frais du trafic entre dans la fixation du prix en première main, à l'effet de le réduire. Elle n'y entre cependant pas toute entière, & se partage ordinairement entre le vendeur en diminution du prix,

& le consommateur en renchérissement du prix de la revente.

Il suit de là combien la réduction des frais du commerce est intéressante , puisqu'elle n'influe pas seulement sur le prix des productions qui passent par les mains du trafic , mais également sur le prix de toutes les premières ventes.

A R T I C L E I V.

Subdivision des agens du Commerce , & distinction à faire par rapport aux frais & aux bénéfices.

Les agens du commerce se subdivisent en plusieurs classes. Ce sont, 1°. ou des entrepreneurs des travaux de l'industrie qui achètent les matières premières pour les fabriquer , & qui en cette partie sont revendeurs,

2°. Ou des commissionnaires qui se chargent moyennant une rétribution , de vendre pour le compte d'autrui.

3°. Ou des marchands détailliers qui réunissent divers assortimens de marchandises , soit brutes , soit façonnées pour les débiter.

4°. Ou des voituriers qui ne s'occupent que du transport.

5°. Ou des gens qui achètent dans un endroit pour envoyer & revendre dans un autre.

6°. Ou enfin des gens qui achètent pour spéculer sur la garde , & attendre les révolutions qu'amènent dans les prix les variations de l'ordre physique , ou qui spéculent sur la différence des prix d'un lieu à un autre.

Tous ces gens là font des frais & gagnent des bénéfices , sans lesquels ce service ne se feroit pas ; & ces frais sont nécessairement payés , tant par le renchérissement du prix de la revente , que par la diminution

du prix en première main , qui sans eux auroit été plus fort.

Dans cette subdivision des agens du commerce , il est une différence à observer par rapport aux frais & aux bénéfices. Dans les cinq premières classes les frais entrent nécessairement dans le prix de la revente , qui devient un prix composé. Les mêmes frais ayant lieu pour tous les agens du commerce , la concurrence qui se trouve entre eux , établit un prix commun , & leur permet d'ajouter leurs frais & bénéfices au prix de la première vente.

Le commerce de spéculation est d'un autre genre. Le négociant qui établit son opération sur la différence du prix qui se trouve entre un pays où une denrée est abondante , & celui où elle manque , joue une espèce de jeu de hasard. Il ne revendra qu'au prix courant actuel du pays , sans aucun égard au bénéfice qu'il espéroit , ni aux frais du transport. Dans ce cas le prix de la revente est simple , ou du moins ce négociant ne peut pas dire , je veux vendre 1200 livres , parce que la marchandise me coûte 1000 livres , & qu'il doit me revenir 200 livres pour mes frais & mon bénéfice légitime. Car le prix local n'est nullement déterminé par ces causes , mais uniquement par la concurrence , qui peut avoir tellement fait baisser le prix , que le marchand perde sa rétribution & même ses frais. Il peut se trouver des marchands qui aient acheté moins cher , ou qui venant de moins loin , vendent à moindre prix : il arrive souvent aussi que les envois faits de toute part procurent une telle abondance , que les derniers arrivés se trouvent en perte.

Il en est de même du commerce de spéculation d'un

temps à un autre , entrepris dans l'attente d'une variation dans les prix. Le marchand court le risque que cette révolution n'arrive pas , & ne peut faire entrer ni les frais de garde , ni son bénéfice dans le prix de la revente : il gagnera ou il perdra sans aucun égard à cette considération , & sera forcé de se conformer au cours. Il est donc vrai de dire en un sens que dans le commerce de spéculation , les bénéfices ne se font aux dépens de personne. En effet , le marchand a acheté au prix courant , & il a soutenu la valeur dans un temps ou dans un lieu où les productions étoient à moindre prix : il sert ensuite les consommateurs en remettant en circulation ces mêmes productions dans un temps ou dans un lieu où elles sont plus chères : il a donc rendu un double service. Cette considération n'empêche pas en même tems qu'il ne soit toujours vrai dans le commerce de spéculation d'un pays à l'autre , que les frais de transport sont un obstacle à la valeur en première main , & une suite de l'éloignement qui empêche de donner au premier vendeur le prix qu'on auroit pu lui offrir sans cela.

A R T I C L E V.

Que l'accroissement de valeur qui résulte des frais du Commerce , est pour une nation une dépense , & non une augmentation de richesses.

Cette proposition est si évidente qu'elle ne devoit pas avoir besoin d'être prouvée. On en est convaincu pour le commerce intérieur ; mais comme on pense & qu'on agit tout au contraire , dès qu'il s'agit du commerce étranger , il est bon de discuter & d'établir la thèse en général.

Le commerce n'est autre chose que l'échange des productions pour parvenir à leur consommation. De quelque manière qu'il se fasse, il n'a que deux termes essentiels. Mais souvent pour arriver à son but, il a besoin d'agens intermédiaires. En quelque nombre qu'ils soient, c'est toujours entre le premier vendeur & le consommateur qu'est concentré l'intérêt du commerce : c'est par eux, c'est pour leur utilité respective qu'il se fait, & les tiers qui s'entremettent pour les servir n'ajoutent certainement rien ni aux richesses de l'un, ni aux jouissances de l'autre.

Il est d'abord évident que les productions ne gagnent rien en quantité en passant par plusieurs mains : mais gagnent-elles en valeur ? Oui, si l'on considère le prix de la revente ; mais cette plus valeur ne peut être réputée un accroissement de richesses : car ce n'est qu'une valeur en frais, c'est le prix d'un service rendu, nécessairement payé par la reproduction comme les services de l'industrie, comme toutes les dépenses qui se font dans la société.

En effet, comme je l'ai déjà dit, il n'y a que le prix en première main qui serve à mesurer les richesses d'une nation, parce que c'est lui qui assure la rentrée des avances productives, & qui décide de la somme du produit net, qui ne consiste que dans l'excédent des reprises. Il y a bien des manières de dépenser les richesses ; mais il n'y en a qu'une qui serve à les reproduire, & qui les restitue avec avantage. Plus les productions ont une bonne valeur, moins il est nécessaire que les fermiers en retiennent pour leurs reprises, & il en reste davantage pour le revenu.

Mais lorsque les productions sont une fois sorties par

la premiere vente des mains des premiers distributeurs , la plus value qu'elles obtiennent n'a plus aucun trait à la culture ni à la formation du revenu : elle n'entre point dans l'évaluation de la reproduction totale , qui est la matiere de toutes les dépenses d'une nation & la mesure de ses richesses , parce qu'elle ne doit son existence qu'à des frais , & qu'elle est un objet de dépense , & non un produit. Il est vrai que ces frais sont nécessaires pour procurer la valeur en premiere main ; mais ils n'en sont pas moins des frais qui ne se reproduisent pas comme ceux de la culture , & dont le montant est l'objet d'une soustraction , & non d'une addition dans le calcul total des richesses.

En effet , le prix de la revente absolument étranger aux premiers distributeurs des productions , devient l'affaire personnelle du trafiquant , & ne présente plus par-delà le prix de la premiere vente , que des frais. Ces frais causés par l'éloignement sont pour le premier vendeur une suppression de valeur premiere , & pour l'acheteur un surhaussement de prix. Ils renchérissent la chose en pure perte pour le vendeur originaire , qui n'a reçu que la somme de la premiere vente , & pour l'acheteur qui est obligé de les rembourser , sans acquérir rien de plus que ce qui a fait l'objet de la premiere vente. L'un & l'autre supportent cette perte & la partagent. Le premier auroit mieux vendu , si le consommateur eût été à sa portée ; celui-ci auroit acheté moins cher , s'il eût été plus voisin , & dès-lors auroit été en état de consommer davantage en ce genre ou en d'autres.

Dira-t-on qu'on doit d'autant moins regretter ces frais , qu'ils font vivre une infinité d'hommes , & procurent une consommation utile. La difficulté est-elle donc

de trouver des moyens de dépenser , & doit-on jamais craindre qu'une épargne sur des frais nuise à la consommation ? N'oublions jamais que les premiers distributeurs des productions ne les tirent de la terre que pour leur utilité personnelle. Comme ce sont eux qui payent toutes les dépenses qui se font dans la société , ils sont de droit rigoureux les arbitres de l'emploi des richesses renaissantes. Ils ont intérêt d'épargner sur tous les frais non indispensables , pour se procurer plus de jouissances , & leur droit fondé sur la justice exacte consiste à payer les services au moindre prix possible.

D'ailleurs l'utilité de l'épargne sur les frais s'applique à tous les travaux , & à ceux de la culture comme aux autres.

Le produit net est tout pour une nation , parce qu'il n'y a que cette partie de libre , & que tout ce qui est engagé à des dépenses n'est pas disponible ; & le souverain qui comme chef d'une nation agricole , a un droit incontestable au partage du produit net , a le plus grand intérêt à son accroissement.

Au reste , si l'on prend des frais purement stériles pour des produits ; si l'on veut voir un accroissement de richesses dans des dépenses qui se font au détriment du produit net possible , ou aux dépens du produit net qui existe , il est pour une nation un moyen bien facile de s'enrichir à volonté : c'est de multiplier les frais du trafic ; c'est d'interdire les rivières , c'est de faire faire aux productions le double du chemin & par terre pour arriver à la consommation. Car tout est ici de rigueur : les principes sont vrais ou faux dans toute leur étendue. Si les frais sont un gain pour une nation , il faut les étendre : s'ils sont une charge & une dépense , il faut

les réduire par tous les moyens possibles , & ce dilemme s'applique au commerce étranger comme au commerce intérieur.

A R T I C L E V I.

Des effets du Commerce sur la valeur en premiere main.

M. l'abbé de Condillac qui croit appercevoir dans les travaux de main-d'œuvre une véritable augmentation de richesses pour une nation , a dû accorder au trafic la même prérogative. Il enseigne dans le sixieme chapitre , que *les commerçans augmentent la masse des richesses , qu'ils font en quelque sorte quelque chose de rien* , & il tire cette conséquence de son principe sur l'échange. *Si dans les échanges , dit-il , on donnoit toujours valeur pour valeur égale , le commerce n'augmenteroit pas la masse des richesses ; mais on donne toujours moins pour plus* , & delà il conclut que le commerce est un moyen d'augmenter les richesses.

Il est facile de sentir que le commerce est très-utile , très-nécessaire pour distribuer les productions & remplir tous les besoins ; mais il n'est peut-être pas si aisé de saisir cette abstraction par laquelle une partie s'enrichit , sans que ce soit le moins du monde aux dépens de l'autre , ou plutôt par laquelle les deux contractans font tous deux un gain (pag. 52) & un gain *égal* , sans qu'il soit permis de dire qu'ils contractent valeur pour valeur égale. Mais j'ai suffisamment discuté ce principe dans le deuxieme chapitre.

Ce n'est pas sans doute par ses frais que M. l'abbé de Condillac regarde le commerce comme productif de richesses ; il dit lui-même , pag. 42 , que *les marchands*

font des gains sur la nation ; ce ne peut donc être que par ses effets sur la valeur en première main , & c'est ce que je me propose d'examiner dans cet article.

J'observerai d'abord que lorsqu'on a évalué à une somme quelconque la reproduction totale dans l'état donné des choses , on a compté toute la valeur des productions procurée par les échanges qui se font , soit directement , soit par le moyen d'agens interposés. Si la même consommation pouvoit se faire à moindres frais ou sans frais , sans transport ni intermédiaires , la valeur en première main auroit été plus favorable , & l'estimation totale plus forte. Tout est donc dit à cet égard , & l'on n'est plus en droit de calculer à part les effets du commerce de revente sur la valeur , puisqu'ils sont entrés en considération dans l'évaluation totale.

Mais , dira-t-on , il n'en est pas moins vrai que le trafic est productif de valeur , puisque c'est d'après ses effets qu'on a calculé. Sans doute le trafic soutient & provoque la valeur en première main , puisqu'il est un moyen d'échange , & que la qualité de richesses naît de l'échange. Il donne une extension au débit en allant chercher au loin des consommateurs ; il décharge une province d'un excédent qui lui auroit été onéreux ; il fait circuler les ouvrages de l'industrie ; il est l'entremetteur de la communication des biens. On ne peut contester son utilité , elle tient le premier rang après la culture. Il ne faut donc pas se priver des avantages du trafic à cause des frais qu'il occasionne. Il est infiniment plus utile à la valeur première par ses achats , & aux consommateurs par ses ventes , qu'il ne leur est onéreux. Ses frais sont un inconvénient inséparable du service. Quoiqu'ils se fassent au détriment de la valeur

possible, ils ne préjudicient point à la valeur actuelle, puisque le négociant achete au prix courant, & le fait même monter par la concurrence; & loin d'être à charge au consommateur, il fait baisser le prix en sa faveur.

Mais le négociant est-il proprement créateur de cet accroissement de valeur en première main qu'il procure par ses opérations? Je crois pouvoir soutenir qu'il n'en est que la cause occasionnelle. Il ne faut pour s'en convaincre que considérer les causes de la valeur que j'ai établies dans le premier chapitre. Elles dérivent de la qualité usuelle, des frais de production, de la rareté & de l'abondance; enfin de l'état même de la reproduction qui décide de la faculté plus ou moins grande de consommer, puisque c'est elle qui fournit les moyens d'échange. Or ce n'est pas le négociant qui crée toutes ces causes: il les trouve existantes, & il en profite pour ses opérations. Il vient offrir ses services pour gagner salaires. Il sert en même temps le producteur & le consommateur; mais il n'a fait naître ni les productions, ni les moyens de les payer: il ne produit donc pas la valeur qui en dernier ressort dérive des moyens de payer, c'est-à-dire, des productions. Il n'est donc qu'un instrument du commerce, comme sont les chemins, les rivières, les voitures. Sans doute c'est le commerce qui procure la valeur: mais *le commerce n'est autre chose que l'échange*, qui ne comprend que les deux termes entre lesquels & pour lesquels il se fait. Les agents interposés sont des moyens d'échange, par lesquels le commerce se fait; mais ils ne sont pas les causes du commerce en lui-même, ni par conséquent celle de la valeur qui en est l'effet. On cultive en chaque endroit non-seulement pour la consommation locale en nature,

mais aussi pour se procurer par l'échange ce qui manque : & c'est cet excédent qui fait naître les moyens d'échange. La valeur existe en conséquence des productions qui viennent se placer dans la balance, & le négociant ne fait qu'apporter de plus dans cette balance un montant de frais qui se partagent entre le producteur & le consommateur : il n'a donc produit & n'a droit de revendiquer dans la valeur, que le renchérissement qui résulte de ses frais.

Il est vrai qu'en multipliant la demande dans un endroit, le négociant y fait hausser la valeur ; mais il n'achète dans cet endroit, que parce qu'il existe dans un autre des moyens de payer, qui lui permettent d'y transporter la marchandise avec un bénéfice au-delà de ses frais. C'est donc cette faculté existante dans un endroit qui détermine ses achats dans un autre. C'est donc elle qui est la cause directe & efficiente de ses opérations.

Cette vérité est encore plus sensible dans le commerce de spéculation, sur la différence des prix d'un lieu à un autre. Le marchand est assujéti, comme tout autre, à la loi des prix, qui précèdent toujours les achats & les ventes, & qui les gouvernent. Les prix existent par des causes antérieures aux opérations du commerce. Tout l'art du marchand consiste à s'informer de ceux qui existent en divers lieux, à les comparer & à savoir profiter de la différence ; différence à laquelle il n'a contribué en rien, & que son opération tend à effacer. En effet, s'il en résulte une accrûe de valeur dans le lieu de l'achat, il en résultera un abaissement dans le lieu de la revente. La somme des prix reste donc la même ; l'un ne monte qu'autant que l'autre baisse. Le marchand

ne fait donc qu'étudier la différence des prix pour l'appliquer à son profit : & si les causes des prix ont varié dans l'intervalle de son opération, il peut se trouver en perte au lieu de gagner. Il ne résulte donc de son opération qu'une égalisation dans les prix ; opération grandement utile sans doute ; mais il ne s'agit ici que de savoir si c'est lui qui a produit la valeur.

La conclusion pratique de cette théorie est qu'une nation ne doit considérer le trafic que relativement à son influence sur la valeur en première main ; qu'elle ne doit s'occuper que des moyens de favoriser *le commerce de propriété* par la concurrence la plus entière, par la facilité des communications ; & qu'elle doit être persuadée que tout ce qu'il sera possible de retrancher sur les frais, tournera au profit des premiers vendeurs & des consommateurs. C'est le vrai & seul moyen d'étendre le trafic dans sa partie vraiment utile, & de le restreindre dans sa partie onéreuse.

C H A P I T R E V I I.

Du Commerce extérieur.

TOUTES les questions sur la nature & les effets du commerce extérieur trouvent leur solution dans les principes établis ci-dessus. Il devrait suffire de dire que le commerce de revendeur ne change pas d'objet, lorsqu'il passe d'une nation à l'autre ; qu'il ne renferme toujours qu'un échange de valeur pour valeur égale ; qu'il n'enrichit donc pas les nations ; qu'il les fait seulement participer à leurs productions respectives, & leur rend un service commun & réciproque ; qu'il est plus

surchargé de frais à raison de l'éloignement, & que les nations les supportent & les partagent, tant en diminution du prix en première main, qu'en renchérissement du prix de la revente.

Mais tandis que tout le monde est d'accord sur la liberté qu'il faut laisser à la circulation intérieure, sur la concurrence générale qu'il faut admettre entre tous les agens ; on prétend que ces mêmes principes regardés au-dehors comme des vérités incontestables, se changent en contradictoires, dès qu'il s'agit de franchir les frontières qui séparent les empires. Il s'est élevé sur cette matière tant de fausses opinions, qui ont fait un sujet inépuisable de discorde de ce lien universel de paix & de communication, qu'il est nécessaire d'en faire voir l'illusion par une application expresse des principes déjà établis. Sans doute un jour les nations ouvriront les yeux sur une méprise si grossière, qui leur fait sacrifier à un vain fantôme leur intérêt essentiel & évident ; elles auront alors peine à croire que cette erreur ait pu régner parmi elles si généralement & si long temps.

ARTICLE PREMIER.

Le Commerce extérieur est peu étendu & très-important par ses effets.

Plus une nation est placée dans un climat favorable auquel la nature n'a refusé aucune des productions nécessaires & agréables, plus sa culture est bonne & sa population aisée, & moins son commerce extérieur a d'étendue. Elle a d'un côté peu de besoins à remplir au-dehors, & de l'autre elle ne manque pas de consommateurs en état de payer. Comme les achats se compensent avec les ventes, son commerce d'exportation

est relatif à son commerce d'importation, & ce qu'elle vend au-dehors ne mérite nullement d'entrer en comparaison avec ce qui se consomme chez elle.

Mais quoique son commerce extérieur soit peu de chose en lui-même, il est de la plus grande importance, en tant qu'il influe sur la valeur des productions dans l'intérieur, & la soutient habituellement au taux du marché général. Ce prix constant & favorable permet au producteur d'étendre indéfiniment la culture, & de travailler non-seulement pour la nation, mais pour tous les consommateurs qui voudront & pourront acheter. En effet, les prix auxquels se fait le débit intérieur, sont bornés par l'état de la récolte, puisque ce sont les productions elles-mêmes qui sont la cause & la mesure de la valeur (comme je l'ai établi dans la dixième proposition). La consommation intérieure, le débit & le prix, ne peuvent s'étendre au-delà. La consommation de la troisième classe ne peut se faire qu'à ce prix, puisqu'elle est elle-même payée pour acheter, & qu'elle est payée en raison de ce prix qui est indépendant d'elle. Mais par le moyen du commerce extérieur, une nation participe constamment aux prix qui ont cours parmi les nations qui l'environnent; elle monte & soutient son débit intérieur à ce même prix.

Pour jouir de cet avantage, il n'est pas nécessaire qu'il sorte réellement une grande quantité de productions; il suffit qu'elle puisse sortir. La liberté seule produit cet effet.

Il suit de là que la moindre gêne, la moindre surcharge dans le commerce extérieur, que tout impôt mis aux endroits des débouchés, toutes atteintes portées à la concurrence, tant des acheteurs que des voituriers,

sont funestes , non pas tant pour les bornes que ces obstacles mettent à la sortie effective , que par la perte qui en résulte sur tous les prix de l'intérieur des lieux qui peuvent communiquer à ces débouchés.

ARTICLE II.

Un grand commerce extérieur n'est pas toujours une preuve de prospérité.

Quoique la liberté de l'entrée & de la sortie soit essentielle , un grand commerce extérieur n'est pas toujours une preuve de prospérité.

Il est même difficile qu'il ne soit pas une preuve de désordre & de misère.

1°. En général il indique que la nation n'a pas un assez grand nombre de consommateurs doués de la faculté de consommer à bon prix ; ce qui oblige d'y suppléer , & d'aller au loin chercher des consommateurs. Mais ce mouvement imprimé à une partie notable de la reproduction , soit brute , soit façonnée , la surcharge de frais , & le prix en première main n'est pas si favorable que si la consommation étoit rapprochée.

2°. Ce défaut d'aisance générale procure encore sous un autre rapport une extension au commerce extérieur , en tant qu'il a pour cause un désordre dans l'administration & dans l'impôt , qui en même temps qu'il appauvrit une grande partie de la population , & la met hors d'état de consommer à bon prix , accumule & concentre les richesses dans un petit nombre de personnes , qui ne pouvant suffire à consommer toutes les productions auxquelles leurs richesses pécuniaires leur donne droit , se jettent dans des dépenses de luxe ,

& font venir à grands frais du dehors les matieres de ces dépenses , lesquelles ne se payent qu'avec des productions , qui à raison de la misere générale , excèdent la consommation possible sur les lieux dans l'état donné des choses. C'est par là que le luxe est si contraire à la prospérité d'une nation ; il déränge l'ordre économique des dépenses , & prive la classe productive du retour des sommes qu'elle a fournies. *Voyez la douzieme note sur mon discours de l'Ordre social.*

3°. Mais ce luxe devient contagieux , & entraîne dans le même genre de dépense toute la partie aisée d'une nation , qui cesse de soutenir par un bon débit la reproduction des denrées du territoire , qui néglige les matieres premières du pays pour porter sa consommation vers des matieres étrangères , qu'il faut acheter avec l'argent fourni par la classe productive qui se trouve privée du retour de ces sommes & s'appauvrit.

C'est sous ce rapport que l'usage infiniment trop répandu de la soie , a causé à la France une perte incalculable , dont son commerce extérieur de luxe ne compense pas la millieme partie. Le nombre des troupeaux s'est réduit & proportionné à la moindre consommation & au bénéfice qu'on a trouvé à en nourrir , les terres cultivées aux troupeaux qui les engraisent , la quantité des chevaux & des bœufs aux terres en valeur , la reproduction à l'étendue de la culture & aux avances de cette culture , la population à la reproduction. L'agrément d'être vêtu & meublé d'une maniere plus agréable , & le profit de nos brillantes manufactures , nous tiennent lieu de ces avantages. Quel calcul ! Et combien Sulli n'avoit-il pas raison de voir dans ce luxe le dépérissement de la culture ?

Il suit encore de ce dérangement dans l'ordre naturel des dépenses, une nouvelle cause progressive d'appauvrissement. La diminution du prix & de la quantité des laines, bien loin de mettre le peuple en état de consommer davantage en cette partie, restreint au contraire sa consommation, parce que la faculté de dépenser suit nécessairement l'état de la reproduction, qui en fournit les moyens & détermine la somme des salaires. En conséquence pendant que toute la partie aisée de la nation porte ailleurs sa dépense, & cesse de vivifier le territoire par sa consommation, des millions d'hommes sont réduits à se refuser des habits de laine, à porter de la toile au milieu de l'hiver, & à coucher durement avec leur famille. Mais nous avons l'agrément d'être habillés de soie, & d'en habiller une partie de l'Europe. Sans doute la pauvreté du peuple tient encore à bien d'autres causes : mais celle-ci en est certainement une, & forme en même temps une des principales branches du commerce extérieur.

4°. Un grand commerce extérieur de main-d'œuvre se réduit, quant à l'intérêt d'une nation, à une vente de productions converties sous une autre forme. Mais si pour multiplier le travail en cette partie on cherche à se procurer la préférence en faisant tomber par des prohibitions de commerce, le prix intérieur des denrées de première nécessité ; on peut à la vérité réussir à donner plus d'étendue à ce commerce précaire ; mais c'est en ruinant la nation.

5°. Il est des nations moins favorisées auxquelles la nature refuse certaines productions. Quoique leur excédent dans d'autres genres leur fournisse les moyens d'acheter, les frais du commerce sont pour elles une

surcharge qui diminue leurs jouissances. C'est un désavantage de leur situation.

6°. Dans des cas de disette le commerce prend nécessairement de très-grands accroissemens, & n'est certainement point alors une preuve de prospérité. Une nation manque de vin, une autre de bled : il faut un très-grand commerce pour remplir les besoins respectifs, & les deux nations se trouvent chargées de très-grands frais d'échange.

7°. La politique moderne qui interdit à des colonies la culture des denrées nécessaires, & la fabrication des ouvrages de main-d'œuvre, pour les faire approvisionner par la métropole ; qui leur défend même la fabrication de leurs propres productions pour se la réserver, qui les prive de toute concurrence dans leurs échanges, qui les oblige de n'exporter que par les voituriers nationaux, d'envoyer toutes leurs denrées à la métropole, sauf à en réexporter l'excédent, multiplie encore extrêmement le commerce extérieur par des moyens très-favorables aux marchands & aux voituriers nationaux, mais très-onéreux aux colonies, & même à la métropole pour laquelle ils renchérissent les productions qu'elle en reçoit.

Il s'en faut donc bien que le commerce extérieur soit toujours une preuve de prospérité, puisqu'il est des circonstances où il est une preuve & même une cause d'appauvrissement.

Excepté dans le cas où une nation possède des cultures privilégiées, & en mettant à part son importance pour soutenir les prix intérieurs, le commerce extérieur est plutôt un inconvénient nécessaire qu'un avantage réel, lorsque le grand éloignement exige de grands frais : car

le commerce d'une province frontiere à une province limitrophe d'un autre état , est le même que celui de deux provinces voisines du même empire. La différence des dominations n'y fait rien : ce n'est pas parce qu'il se fait avec l'étranger que le commerce extérieur est onéreux , ce ne peut être qu'à raison de l'éloignement. Le commerce de Pétersbourg avec le Kamtschatka est un commerce très-désavantageux , quoique ces deux contrées soient soumises à la même domination , & celui de la Provence & du Piémont est très-profitable. Celui de Dunkerque & de Rouen avec la Hollande & l'Angleterre est plus avantageux que celui de ces deux villes avec Marseille ou même Bayonne.

A R T I C L E I I I.

Que l'intérêt d'une nation ne consiste que dans le bon prix de ses productions.

Les productions ne naissent que pour être consommées : il n'importe par qui elles le soient , pourvu que ce soit à bon prix. Le commerce extérieur n'enrichit donc pas plus une nation que la consommation intérieure : il l'appauvrit même en certain cas , comme je viens de le prouver : & en général le principal avantage qu'elle doit y chercher est de soutenir au-dedans le bon prix de ses productions.

Les gens qui n'ont jamais approfondi ni la source des richesses , ni l'ordre de leur distribution , n'aperçoivent dans le commerce extérieur que le montant des sommes vendues à l'étranger : ils ont peine à concevoir qu'une nation puisse s'enrichir par le surhaussement du prix de ses consommations qui résulte de la liberté extérieure ,

parce que c'est à elle-même qu'elle paye , & que ce qui est bénéfice pour les uns devient dépense pour les autres. J'ai déjà répondu à cette difficulté dans la quatorzième proposition , *chap. 1* : je vais encore l'éclaircir par quelques réflexions.

Il faut d'abord observer que cette bonne valeur si désirable & si importante à la prospérité d'une nation , n'est pas une valeur excessive , arbitraire & indéfinie. (*Voyez la quinzième proposition*). C'est uniquement celle qui résulte de l'exercice légitime des droits de liberté & de propriété. Si une nation en avoit toujours joui pleinement , elle n'auroit rien à désirer au-delà , & ne pourroit porter ses prix au-dessus de ce niveau , elle seroit dans l'ordre , & il ne faut pas prétendre mieux. Si après en avoir été privée depuis long-temps , elle recouvre la liberté des échanges , le surhaussement qu'elle éprouve dans les prix par la suppression des obstacles factices qui les rendoient trop vils & trop variables , ne fait que lui restituer ce qu'un régime défordonné lui avoit fait perdre , & la rétablir dans l'ordre naturel & dans la jouissance de ses droits essentiels.

Mais dès que le prix de la liberté est conforme à l'ordre , il contient non-seulement l'intérêt des propriétaires , mais celui de tous les citoyens , & n'est au désavantage de personne.

En effet , il faut considérer que personne n'achète qu'au moyen d'une vente précédemment faite ; le propriétaire , le fermier , le journalier , le marchand , le voiturier , l'artisan , le rentier sont chacun vendeurs. Il n'est pas besoin de prouver que les vendeurs des productions sont intéressés au bon prix. Mais ceux qui sont vendeurs de travaux & de services ne le sont pas moins ,

parce que le prix de leurs travaux se règle sur celui des productions , & que ne faisant pas naître eux-mêmes leur rétribution , la somme des salaires qui peuvent être dépensés en leur faveur , est déterminée par celle de la reproduction dont l'état dépend de la valeur en première main. Plus cette valeur sera maintenue à son taux naturel par la liberté & la facilité des échanges , plus il y aura d'occupation pour le trafic , de débit pour les manufactures , de travail pour le journalier , de consommation en tout genre , de sûreté pour le paiement des rentes , de salaires pour tous ceux qui n'ont que leurs bras , de secours pour l'infirmité & pour l'indigent.

On opposera peut-être que l'abondance pourroit suppléer à la valeur , & enrichir également la nation. Mais il est une connexité nécessaire entre ces deux choses : l'abondance sans la valeur n'est qu'embaras , surcharge & pauvreté : & l'on ne peut parvenir à une abondance durable & soutenue que par une valeur constante.

On ne peut pas dire non plus que lorsque la valeur maintenue par la liberté aura fixé l'abondance parmi nous , la quantité des denrées en fera baisser le prix ; car l'effet de ces deux causes réunies sera de répandre une aisance générale dans la nation , & de faire naître des hommes qui auront la faculté de consommer. D'ailleurs dès qu'on suppose la liberté au-dedans & au-dehors , les prix ne peuvent baisser au-dessous du prix commun établi par le cours entre les nations commerçantes ; ils ne peuvent non plus ni ne doivent l'excéder. Le but doit donc être d'atteindre à ce point , par le moyen de la liberté & de l'immunité du commerce , afin de parvenir à l'abondance , 1°. des productions , 2°. des

hommes, d'où suivra encore plus de consommation, plus de richesses, plus de population. Tel est l'état de prospérité où arrivera une nation agricole, quand aucune cause étrangère ne l'en empêchera, quand rien ne s'opposera à l'accroissement du revenu, à la liberté des échanges, à la grande consommation des denrées, à la culture de toutes les productions que le territoire peut fournir ; quand la propriété des richesses d'exploitation sera aussi respectée que la propriété des terres, quand il n'y aura point de charges indirectes qui retombent au double sur le revenu, quand l'ordre social gouvernera tous les rapports de la société.

A R T I C L E I V.

Que l'intérêt des nations est l'intérêt du commerce très-distinct de l'intérêt des agens du commerce.

Les erreurs dans lesquelles on est tombé ne viennent que de ce qu'on a confondu ces deux intérêts, & de ce qu'on a fait prévaloir l'intérêt subordonné à l'intérêt principal, celui du *trafic* à celui du *commerce*, celui des nations à celui de ceux qui les servent dans leur communication. L'idée complexe qu'on a attachée à ce mot qu'on emploie également pour exprimer le commerce de propriété, qui est celui des nations, & l'exercice du commerce de revente, a induit à confondre les choses mêmes, & les intérêts qui sont très-différens. L'intérêt des nations consiste à être servies aux meilleures conditions possibles dans leurs ventes & dans leurs achats par le moyen de la liberté dans les échanges & dans les moyens d'échange : celui des agens de cette communication en est aussi distinct, que l'intérêt de celui qui est payé est

différent de l'intérêt de celui qui paye. Les agens du commerce qui ne gagnent que sur les frais de l'éloignement & sur la différence de l'achat à la revente, font effort pour multiplier leurs bénéfices, tant au détriment de la valeur première, qu'en surhaussement de la revente, ou en renchérissement du transport, & deviennent par cela même ennemis de la concurrence & avides de privilèges. Ce n'est certainement pas là l'intérêt des nations, qui consiste dans la valeur des productions portées à leur prix naturel, & dans la réduction des frais. Tous les intérêts sont renfermés dans celui-là; & quiconque prétend en faire valoir un autre, agit contre le véritable intérêt national, qui même lorsqu'on porte ses regards au-delà du cercle étroit de telle ou telle profession en particulier, renferme essentiellement l'intérêt de la classe salariée prise en masse. En effet, plus la reproduction sera abondante (& la liberté des échanges est une condition essentielle de la culture), plus il y aura de salaires à distribuer, de productions à fabriquer & à voiturier.

Rien n'est si évident que la distinction à faire entre le commerce & le service du commerce. L'échange lui-même n'enrichit pas les nations, il ne fait que remplir leurs besoins; & l'on a pris pour une cause de richesses les moyens par lesquels il se fait, les bénéfices & les frais qu'il occasionne, le mouvement qu'il excite; & comme ce mouvement est très-rapide dans les ports où se rassemblent les marchands & les voituriers, où s'accumulent une grande partie des frais & des bénéfices, c'est là qu'on a vu le siège du commerce, sans faire attention d'où partoît & où aboutissoit ce mouvement. On a ainsi oublié les deux termes essentiels, le producteur

& le consommateur dont on a compté l'intérêt pour rien : & l'on a attribué au commerce de revendeur ce qui n'est vrai que du commerce de propriété , ou ce qui n'est vrai du premier que relativement au second , & en tant qu'il en est un moyen.

Dès-lors l'intérêt du commerce a été concentré dans celui de ses agens ; il n'y auroit eu en cela qu'une inexactitude dans les idées sans inconvénient réel , si l'on n'eût pas distingué entre ces agens, & qu'on les eût considérés sans prédilection. La concurrence entre eux les eût forcés de servir les nations aux meilleures conditions possibles. Mais une avidité aveugle & mal calculée, a suggéré une idée bien plus fausse. Les nations se sont persuadées qu'elles pouvoient se réserver à elles-mêmes les frais & les bénéfices du trafic. La chose paroît difficile. Comment faire pour que ceux qui payent un salaire gagnent eux-mêmes ce salaire ? Cela ne se peut d'homme à homme : on l'a imaginé possible pour une nation qui n'est qu'une collection d'hommes , & l'on a cru en avoir trouvé le moyen en excluant les étrangers , pour ne se servir que des agens domiciliés , du moins le plus qu'il est possible.

L'intérêt national s'est donc transformé dans celui des agens nationaux ? Ce n'est pas le service en lui-même qu'on a considéré à l'effet de le rendre moins cher , c'est le domicile de ceux qui le rendent. On a distingué un commerce *actif* qu'une nation fait par ses voitures , & un commerce *passif* qu'elle laisse faire par des voituriers étrangers , ce qui est , dit-on , très-désavantageux pour elle. On n'a cessé de dire qu'une *nation ne peut trop favoriser son commerce* : & cela veut dire qu'elle ne peut trop préjudicier à son commerce par des exclusions en

faveur des agens nationaux. On a dit, *puisque la liberté du commerce appartient à la nation, elle doit en user pour elle-même, & se la réserver par des exclusions*; c'est-à-dire, qu'elle doit se servir de la liberté de son commerce, pour exclure la liberté de son commerce*.

Cependant l'intérêt du commerce & celui de ses agens sont non-seulement très-distincts, mais contraires.

L'intérêt du commerce est l'intérêt de ceux qui font le commerce, qui vendent & qui achètent pour consommer, & il est inséparable de la liberté & de la concurrence qui réduisent les frais au taux indispensable, du profit des deux parties qui contractent par des tiers interposés.

L'intérêt des agens du commerce se subdivise. Celui du négociant est de faire un grand bénéfice entre l'achat & la revente, & pour cela d'acheter à bas prix, & de revendre cher. L'intérêt du voiturier consiste dans les frais du transport, & en conséquence il se trouve en opposition non-seulement avec l'intérêt du commerce, mais encore avec l'intérêt du négociant qui l'emploie, & qui prévoit d'autant plus de bénéfice, qu'il pourra épargner sur les frais.

Qui pourra concilier tous ces intérêts? La liberté entière, la concurrence indéfinie entre tous les marchands & tous les voituriers. Elle est donc dûe de droit rigoureux à ceux pour le compte & le service desquels se fait le commerce? La restreindre pour favoriser les agens nationaux, c'est sacrifier l'intérêt principal à un

* Cet argument est un de ceux qu'on me faisoit lorsqu'en 1765 & 1766 j'écrivois en faveur de la concurrence, & combien ne m'en a-t-on pas fait d'autres de la même force? Voyez les journaux du Commerce de 1765 & 1766.

intérêt subordonné : cependant si quelqu'un doit l'emporter , c'est celui de la nation , puisque c'est elle qui paye & supporte les frais , ou plutôt aucun intérêt légitime ne doit être sacrifié. C'est la concurrence à dicter souverainement la loi.

Sans doute on peut par le moyen de l'exclusion , procurer un plus grand bénéfice aux agens nationaux : mais ce ne peut être qu'au préjudice de la valeur & du commerce en lui-même , que l'on confond avec l'intérêt du commerçant. Cependant l'un n'est pas l'autre : celui d'un tel négociant en particulier est le sien. Celui de tous les négocians regnicoles pris ensemble , quoique bien plus étendu , n'est pas exclusivement celui de la nation ; car en fait de commerce extérieur , les regnicoles ne sont pas les seuls agens nécessaires d'une nation : & s'ils prétendent lui persuader qu'il lui soit avantageux d'exclure tous les autres , ils lui font illusion.

A R T I C L E V.

Que les gains du Commerce sont très-personnels à ses agens , sans que les nations puissent y avoir aucune part.

Une nation ne gagne rien à concentrer chez elle les gains & les frais du commerce : car les profits faits par les agens domiciliés chez elle , ne lui appartiennent pas plus que ceux faits par les étrangers ; mais l'exclusion lui fait perdre une partie des avantages de son commerce.

Relativement à la communication des biens , toutes les nations doivent se regarder comme n'étant composées que de vendeurs & de consommateurs , &

comme n'ayant qu'un intérêt commun , qui est d'être servies aux meilleures conditions possibles dans leurs ventes & leurs achats. Les agens du commerce extérieur , quels qu'ils soient , forment une classe particulière répandue au milieu des nations , qui par la nature même de sa profession & l'emploi de ses richesses est cosmopolite , qui porte ses combinaisons par-tout où elle espère des bénéfices , qui sans s'attacher à aucune nation en particulier , les sert toutes à la fois , puisqu'elle n'achète à l'une que pour revendre à l'autre.

C'est ainsi que les nations doivent traiter le négoce extérieur , l'envisager du côté de l'utilité qu'elles en tirent , ne favoriser aucun de ses agens en particulier , mais les admettre tous , & les inviter à faire valoir ses denrées : car c'est par sa profession , & non par son domicile , qu'un négociant doit être considéré. L'étranger qui emploie ses capitaux au service d'une nation , ou qui voiturer pour elle , la sert aussi utilement que s'il étoit domicilié : il est forcé de se conformer à la loi des prix ; & cette loi est d'autant plus favorable à une nation , qu'elle jouit d'une liberté plus entière.

Le patrimoine des nations est leur territoire : elles n'ont rien à prétendre au-delà : c'est à elles à le faire valoir par la culture soutenue de la liberté des échanges. Les richesses qu'il produit sont vraiment nationales , & les seules qui soient contribuable à la chose publique , les seules qui présentent une ressource assurée & toujours renaissante.

Le patrimoine des agens du commerce consiste dans les frais & les bénéfices qui leur sont payés par les nations. Ils participent donc aux richesses des nations ,

& les nations ne participent pas aux leurs. Les avantages qu'elles retirent du commerce extérieur, sont absolument indépendans du domicile des agens, ils sont relatifs à la liberté plus ou moins grande, & à la facilité de la communication, & jamais aux richesses des agens domiciliés, qui sont tout aussi étrangères au territoire qu'ils habitent, que celles des agens établis ailleurs. En effet, leur fortune n'a ni patrie ni domicile ; elle est dispersée de toute part, elle circule partout où les affaires la portent, & sert par la même opération deux nations à la fois. Comment donc la soumettre à l'impôt, & sur quelle base la faire contribuer ? Retrancher sur la rétribution dûe à un service, c'est renchérir le service, & ce renchérissement sera supporté par ceux qui le payent. Imposer les marchandises elles-mêmes, n'est pas imposer celui qui les trafique & les voiture, mais le premier vendeur & le consommateur.

C'est donc une grande méprise de gréver le service des étrangers, pour favoriser les agens nationaux dans l'espérance de partager leurs bénéfices : car il en résulte une double perte. Vous forcez l'étranger à renchérir son service, & quoique le regnicole n'ait pas la même charge à payer, il en profite pour mettre le sien au même taux.

Si les gênes que les nations mettent à leur commerce sont réciproques, la perte est respectivement ; & celle qui en met le moins est celle qui souffre le moindre préjudice. Dès que ce sont les nations qui supportent & partagent sur leurs ventes & leurs achats les frais du commerce, ce sont elles qui en supportent le renchérissement. Il ne leur importe donc par qui ces frais

& les bénéfices soient gagnés ; mais ce qui leur importe infiniment , c'est qu'ils soient réduits au taux le plus bas : & la pleine concurrence est le seul moyen d'obtenir cet avantage.

Si donc il est intéressant pour une nation d'avoir des gens qui la servent dans sa communication avec ses voisins, le domicile de ces utiles agens lui est parfaitement indifférent : & sans qu'il soit besoin qu'elle favorise à son préjudice ceux qui habitent chez elle , elle peut être assurée de n'en pas manquer ; par-tout où il y aura des rétributions, les hommes s'empresseront de les gagner. Mais plus la concurrence sera libre, plus les rétributions seront mises au rabais. L'intérêt des nations consiste donc dans cette concurrence.

En effet, analysons la différence qui se trouve du prix de l'achat à la revente. Le prix de la première vente est simple, il passe directement & tout entier de la main de l'acheteur dans celle du vendeur. Le prix de la revente est composé, 1°. du prix original ; 2°. des frais ; 3°. du bénéfice du négociant.

1°. Le prix original renferme tout l'intérêt de la nation qui vend : car c'est lui qui décide la somme du revenu , après avoir assuré la rentrée des reprises. Or la liberté du commerce , la réduction des frais , la concurrence entre les voituriers contribuent certainement à rendre ce prix plus favorable ; & l'application de ce principe au commerce extérieur est d'autant plus important , qu'on doit le rechercher principalement par rapport à son influence sur la valeur en première main. Si la nation a besoin des marchandises du dehors , son intérêt est également sensible de ne les payer qu'au moindre prix

possible : il ne s'agit que de savoir si la concurrence est un moyen de l'obtenir.

2°. Les frais du commerce sont payés & partagés par les nations : leur intérêt évident est donc de les réduire. Dira-t-on qu'il résulte de ces frais une consommation utile , & que les nations trouvent un avantage à se la réserver par l'exclusion des étrangers. D'abord c'est un bien faux calcul pour les nations qui n'ont d'intérêt qu'au prix en première main , de consentir à perdre sur ce prix pour concentrer chez elles le gain de ces frais. La consommation sans doute est utile à ménager ; mais une nation qui jouit de la liberté entière du commerce n'a rien à désirer à cet égard. D'ailleurs , c'est la totalité du commerce extérieur qu'il faut considérer ; or plus il sera libre , plus il s'étendra & occasionnera de consommation que les nations partageront entre elles , & fourniront tour à tour. Enfin les frais faits par l'étranger se font en grande partie dans les ports d'une nation : il ne peut venir acheter & charger chez elle , sans y répandre des salaires & y dépenser.

3°. Les bénéfices du commerce sont propres à ceux qui les gagnent. Les nations n'ont rien à y prétendre : elles ne peuvent les soumettre à la contribution que d'une manière fictive , & qui lui est plus onéreuse que profitable. Quant à la consommation personnelle de l'agent regnicole , cet avantage , nul d'abord en lui-même par son peu d'importance , le devient absolument dans l'état de pleine liberté du commerce , parce que la nation qui en jouit n'a point à s'inquiéter par qui se consomment ses productions ; elle est assurée non-seulement du débit , mais du bon prix. Dira-

tion que les richesses des agens regnicoles peuvent intéresser une nation, en tant qu'ils lui prêteront dans l'occasion : mais l'étranger en auroit fait autant, & prêter n'est pas donner. D'ailleurs, une nation bien gouvernée ne doit jamais employer cette ressource, qui greve le revenu public, & rend à la jeter dans des dépenses supérieures à ses moyens. Dans le cas d'un vrai besoin, les propriétaires fonciers doivent contribuer par une subvention passagère.

Si l'avantage d'être servi préférablement par des agens regnicoles est nul sous tous les rapports, s'il cause au contraire une perte réelle, lorsqu'on l'achète par des exclusions : il ne mérite pas plus de considération en l'envisageant comme un moyen d'introduire de l'argent dans une nation, & d'en augmenter la masse. Le rechercher par ce motif, c'est donner de la réalité au gain illusoire de la balance du commerce, c'est supposer que l'argent vaut plus qu'une valeur égale en marchandise, qu'une nation gagne à vendre plus qu'elle n'achète, & qu'il est plus utile pour elle que les retours se fassent en argent.

J'ai suffisamment réfuté cette erreur dans la vingt-quatrième proposition. Je présenterai seulement une observation singulière sur les spéculations de la balance du commerce : c'est que les négocians ne rapportent que le moins qu'ils peuvent l'argent en nature ; ils ne cherchent qu'à le convertir en marchandises, parce qu'ils sentent qu'il n'y a rien à gagner pour eux sur un retour en argent, au lieu qu'ils peuvent gagner sur des marchandises, ne fût-ce que la voiture. Cependant ils sont parvenus à se faire auprès des nations chez lesquelles ils demeurent, un grand mérite de cette

introduction d'argent. Ils l'ont tant répété, qu'ils sont venus à bout de persuader aux nations qu'ils les enrichissent par là, & que ces retours en argent tournent au profit national. Ils ont dit en conséquence, *il faut nous privilégier, c'est nous qui apportons de l'argent ; les étrangers l'emporteroient ; ils faut les exclure* : & l'on a exclu les étrangers. Cependant qu'importe à une nation la manière dont ce marchand fait ses retours : il ne lui donnera pas pour rien l'argent qu'il a rapporté : dira-t-on qu'il l'emploiera à acheter ses productions ; mais dans un état de liberté l'étranger les auroit achetées aussi bien & encore mieux, & il n'importe avec quel argent elles soient payées. D'ailleurs le marchand domicilié ne les achètera pas moins, quoiqu'il ait fait ses retours en marchandises, qu'il convertira en argent, & il aura fait un double service, puisqu'il aura rapporté des choses propres à la jouissance. Il faut même remarquer qu'un commerce dont les retours se feroient toujours en argent, deviendrait onéreux à la nation par cela seul. Car comme il n'y a rien à gagner sur ce retour, il faudroit que tous les frais & bénéfices de ce commerce portassent en entier sur l'exportation de ses productions, au lieu de se partager sur l'allée & sur le retour.

A R T I C L E V I.

Que l'intérêt d'une nation qui vend, n'est autre que l'intérêt d'un propriétaire, & que celui d'une nation en tant qu'elle achète au-dehors, n'est autre que l'intérêt du consommateur.

L'intérêt d'une nation ne peut donc jamais se confondre avec l'intérêt des agens de son commerce : il

en est séparé sous tous les rapports. Sans doute une nation agricole est en même temps commerçante, en ce sens qu'elle a beaucoup à vendre & à acheter : & c'est par cela même qu'elle a le plus grand intérêt d'être servie dans ses achats & dans ses ventes aux meilleures conditions possibles. Elle est commerçante comme l'est un grand propriétaire. Elle renferme à la vérité dans son territoire des gens qui pour gagner des rétributions, s'entremettent dans les échanges, & qu'elle paye à raison de ce service. Mais leur intérêt ne peut jamais s'identifier avec le sien, ni être mis en parallèle : & comme il existe ailleurs des gens qui offrent de rendre le même service, il est bon, il est utile, il est juste de les admettre, parce que leur concurrence est propre à diminuer les frais.

Ce principe n'est contredit par personne, lorsqu'il s'agit du commerce intérieur : les négocians d'une province & les voituriers ne feroient point admis à solliciter des impôts & des exclusions contre ceux des provinces voisines. Comment ce même principe deviendrait-il faux, dès qu'il s'agit du commerce extérieur ? N'est-il pas absolument indifférent que les agens de la communication soient citoyens ou étrangers, qu'ils parlent telle ou telle langue, qu'ils soient soumis personnellement à telle ou telle domination ? Qu'importe à un propriétaire du Berri, que ses laines soient manufacturées en Berri, en Languedoc ou en Piémont ? Qu'importe à un propriétaire de Bourgogne que son vin soit bu dans la Flandre autrichienne ou dans la Flandre françoise, & qu'il soit voituré par un étranger ou par un regnicole. Tout ce qui l'intéresse, c'est de ne rien perdre du prix possible de sa denrée par le défaut

de concurrence ; & par la même raison tout ce qui intéresse un consommateur est d'être servi à la meilleure condition possible.

En vain opposera-t-on qu'il vaut mieux faire son ouvrage par soi-même, que de le laisser faire par les autres. Ce principe est bon en lui-même ; mais son application n'est qu'une pure affaire de calcul : il s'agit de savoir si l'on peut tout faire sans inconvénient , & sans perdre d'un côté plus qu'on ne pourroit gagner ; il s'agit de savoir si même en parvenant à tout faire , il n'en coûte pas plus cher. Ce seroit une économie mal entendue que celle d'un laboureur qui voudroit faire sa moisson tout seul avec ses gens , & qui manqueroit le moment favorable. Pour choisir une comparaison plus analogue à la matiere présente, croit-on qu'une province fertile en vin entendît ses intérêts d'en défendre la sortie par tout autre voiturier que par ceux qui sont domiciliés dans la province , afin de leur conserver tous les salaires de la voiture qui procurent une consommation très-étendue ? On lui répondroit : le bien général de la province exige la plus grande liberté dans les communications ; l'intérêt des propriétaires doit l'emporter sur celui des voituriers , & il consiste à épargner sur les frais de voiture pour avoir plus de produit net. Vos voituriers vont se prévaloir de l'exclusion pour vous faire la loi : vous payerez la voiture plus chere , au préjudice du prix en première main ; d'ailleurs vous manquerez mille occasions de vendre : les voituriers étrangers qui vous apportent des marchandises, ou qui traversent votre province, chargeroient des vins en retour , & feroient une égale consommation de vos denrées. Les autres provinces gênées par cette

prohibition , s'approvisionneront d'un autre côté : & que diriez vous , si usant de représailles , & repoussant votre acte ennemi par une hostilité du même genre, elles défendoient à vos voituriers l'entrée de leur territoire : jugez vous-même qui seroit le plus puni , ou d'elles qui faute de vos vins en trouveroient aisément ailleurs , ou de vous qui ne pourriez plus vendre.

C'est à-peu-près de cette manière que le commerce est traité de nation à nation ; & ceux qui démontrent aux nations leur véritable intérêt , toujours inséparable de la justice , qui leur prouvent par le raisonnement & par le calcul , que leur avantage réciproque ne peut se trouver que dans une communication libre , sont réputés les détracteurs du commerce.

ARTICLE VII.

Que l'intérêt national est simple & unique.

Il est bon de remarquer que lorsqu'il s'agit du commerce extérieur , la question de la liberté & de l'exclusion ne peut rouler que sur la voiture , attendu qu'on ne s'informe pas & qu'on ne peut même savoir avec quel argent se font les achats. Ainsi donc lorsqu'on met en avant cet argument tant répété , *que la nation n'est pas simplement agricole , qu'elle a d'autres intérêts à ménager que ceux de sa culture ; qu'elle doit profiter de tous ses avantages , & ne pas souffrir , autant qu'il est possible , que les étrangers viennent faire son commerce , &c.* Tout cela se réduit à diviser l'intérêt national , & à mettre en opposition celui des voituriers avec celui de la nation.

Mais si dans le sein d'une même société qui doit être réunie par un intérêt commun , on fait autant de nation

qu'il y a de professions diverses , & que chacune soit admise à faire prévaloir son intérêt particulier , dans quel désordre ne se jette-t-on pas ? Et dans ce chaos d'intérêts contraires , que deviendra le véritable intérêt social ? Ne sera-t-on pas également en droit de dire , que la nation est rentiere , qu'elle est financiere , &c. Chacune de ces nations a son intérêt très-distinct & très-oppoſé à celui de la ſociété. La nation rentiere a intérêt que le ſur ſoit haut , & que l'état lui ouvre ſouvent des débouchés par des emprunts. La nation financiere a intérêt que les impôts ſoient variés à l'infini ; que leur perception occupe un grand nombre d'hommes , & procure de grands profits. L'intérêt de ces deux nations mérite d'autant plus de conſidération , qu'à juger de leur population par ce qu'elles ont à dépenser , elles ſont bien autrement conſidérables que la nation voituriere. La nation rentiere a peut-être cent quarante millions à dépenser , non compris les créances ſur particuliers : & qui pourroit ſavoir ce qu'a la nation financiere ? On en peut dire autant de la nation gagée & ſalariée pour l'adminiſtration de la juſtice , & qui a grand intérêt à la multiplicité des procès & des frais. C'eſt ainſi que chacun veut être la nation , & croit voir l'intérêt général concentré dans le ſien.

Quel eſt en particulier le réſultat du faux calcul par lequel on veut faire prévaloir ſur l'intérêt national clairement établi , l'intérêt très-subordonné & très-petit de la nation voituriere ? C'eſt d'abord de reſtreindre le commerce & d'en augmenter les frais : c'eſt enſuite de donner à l'étranger un exemple qui , ſ'il étoit ſuivi généralement & pour toutes les marchandises exportées de chez chaque nation , n'iroit à rien moins qu'à doubler

les frais de tout le commerce maritime. En effet, si une nation fait sagement d'exclure la voiture des étrangers dans un genre, elle feroit également bien de le faire pour tout ce qui sort de chez elle; & si sa conduite est sage, elle mérite d'être imitée par les autres nations. Dès-lors il faut que tous les vaisseaux ne fassent que porter sans rapporter, & que tous les retours se fassent à vide. Est-ce là l'intérêt des nations & du commerce général?

ARTICLE VIII.

Que l'exemple des nations commerçantes ne fait point exception aux principes établis ci-dessus.

L'exemple de quelques nations qui ont établi leur fortune sur l'exercice du commerce de revente, n'est point un argument dont on puisse se servir pour persuader aux nations agricoles, qu'elles peuvent s'enrichir par la même voie; que les richesses des agens domiciliés chez elles sont des richesses nationales auxquelles elles participent, & dont elles doivent favoriser l'accroissement par des exclusions. Relativement aux états agricoles, ces petites nations ne peuvent être regardées que comme des étapes & des comptoirs où se sont rassemblés sous les ailes de la liberté un grand nombre d'agens du trafic qui servent les nations dans leur commerce, & font partie de cette classe répandue au milieu d'elles.

Chez un tel peuple l'intérêt du trafic est véritablement l'intérêt de l'état, puisqu'il est pour ses membres le moyen de subsister & de s'enrichir. Cet état peut donc ambitionner & rechercher les frais du commerce pour eux-mêmes, parce qu'ils forment son patrimoine. Mais

ce qu'il faut bien remarquer , c'est que cette maniere de les envisager ne l'autorise pas à les multiplier ; mais au contraire l'engage , à les borner le plus qu'il est possible par une sévère économie , qui en mettant les services au rabais, les fasse accepter aux nations agricoles. Ainsi quoiqu'il doive en désirer la cherté , il est forcé de travailler à les réduire pour obtenir la préférence : & c'est en quoi le service de ces nations voiturieres devient très-utile aux nations agricoles. Celles-ci doivent d'autant moins envier les richesses pécuniaires qu'amaissent les nations marchandes , que ces richesses sont employées à les servir : tout leur intérêt consiste à rendre ce service du commerce moins cher par le moyen de la concurrence & de l'immunité.

Du reste une nation agricole ne peut nullement être assimilée à une nation marchande. La premiere ne considere le commerce que du côté de la valeur & par l'intérêt de la reproduction ; la seconde cherche à acheter à bas prix & à revendre cher , parce qu'elle ne gagne que sur la différence. La premiere doit désirer la modération des frais , parce qu'ils sont pour elle une dépense qu'elle supporte dans ses ventes & ses achats. La seconde qui gagne ces frais , ne les réduit que malgré elle pour accumuler des profits & obtenir la préférence. La premiere subsiste par elle-même ; elle voit tous les ans ses richesses se renouveler par le bienfait de la nature. La seconde n'a qu'une existence & une puissance précaire , elle est attachée au service de la premiere. La premiere s'enrichit par une forte consommation faite à bon prix du produit de son territoire. La seconde ne peut s'enrichir que par une grande économie. Dans la premiere , l'état pourra être riche sans nuire à la reproduction

& à l'aisance des sujets, lorsqu'il voudra établir son revenu sur un partage régulier & proportionnel du produit net de la culture. Dans la seconde, les particuliers pourront s'enrichir à force d'économie; mais l'état est pauvre, parce qu'il ne peut partager les richesses des sujets que par des impôts qui grevent le commerce & renchérissent le service : le revenu public de cette nation est donc très-défavorable pour elle, il contredit l'intérêt social : c'est un inconvénient de sa position.

La Hollande n'est qu'en partie dans ce cas : elle a un territoire très-bien cultivé, & des colonies très-productives & très-riches. Les moyens de sa puissance sont donc établis sur le sol; mais ils le sont aussi sur l'exercice du commerce : & les impôts qu'elle est forcée de lever sur lui sont certainement pour elle un désavantage. Ce qui lui permet aujourd'hui d'en lever sans inconvénient, c'est la conduite que tiennent les autres nations. La rétribution de leurs commerçans étant grevée de toute part par des impôts multipliés dont ils sont forcés de se rédimier par le renchérissement de leurs services; les commerçans hollandois trouvent dans ce renchérissement l'indemnité de leur propre impôt sans perdre la concurrence.

Il suit de là que l'immunité du commerce établie chez une grande nation, réduiroit chez elle la rétribution au taux indispensable, & forceroit le gouvernement de Hollande à ôter lui-même ses impôts, ce qui affoiblirait l'état, ou forceroit ses sujets à se borner à un moindre bénéfice, ce qui les appauvrirait. Ainsi quoiqu'il soit vrai de dire que cette nation ne doive rien tant desirer en général que la liberté du commerce, peut-être sous ce rapport lui deviendrait-elle préjudiciable.

& donneroit-elle un avantage sur elle aux commerçans des autres nations , qui n'auroient plus aucun impôt à supporter. En effet , que font aujourd'hui aux Hollandois ces impôts dont les nations à l'envi accablent leur commerce : ils les réunissent aux frais , & les font supporter aux nations dont ils achètent & à qui ils revendent , & leur état en profite en tant qu'il en tire la possibilité d'en mettre aussi , qui au fond lui sont payés par les nations agricoles. Mais s'il n'en existoit plus , peut-être le gouvernement de Hollande seroit-il forcé de suivre cet exemple , parce que la concurrence des commerçans affranchis ne lui permettroit plus d'en lever sans préjudicier à ses sujets , qui ne pouvant plus s'en indemniser , seroient forcés de les supporter sur leurs bénéfices.

C H A P I T R E V I I I .

Des effets de la Liberté indéfinie pour la nation qui l'établirait la première chez elle , indépendamment de la conduite des autres.

A R T I C L E P R E M I E R .

Que bien des gens conviennent des avantages de la Liberté , si elle étoit réciproque.

L'IDÉE de liberté est tellement liée à celle de commerce ; celle de prohibition & d'impôt lui est tellement contraire , qu'on est assez disposé à convenir qu'il seroit

avantageux pour le commerce général & l'intérêt respectif des nations, qu'il fût délivré de toute part des obstacles sans nombre qui l'arrêtent & le resserrent. Cet aveu est d'un très-grand poids dans la question présente : il atteste que le vœu commun seroit pour la liberté, & que les vraies notions du commerce ne sont pas tellement effacées par les idées factices qui les obscurcissent, qu'on ne démêle encore son véritable intérêt.

Si quelqu'un refusoit de rendre cet hommage à la liberté, je me bornerois à lui faire quelques questions très-simples. Je lui demanderois si la communication entre les hommes est un bien ou un mal : s'il seroit avantageux que chaque province du même empire s'isolât de toutes les autres ; que même chaque ville d'une province s'attribuât un territoire, & l'enfermât d'une triple muraille pour se réduire à ne consommer que les productions qui y naissent, en interdire la sortie, & prohiber les denrées & les services du dehors : si par exemple, lorsque les Anglois tenoient les deux tiers du royaume, il étoit de l'intérêt & de la bonne politique d'une province qui obéissoit au roi, & qui étoit environnée de provinces occupées par les étrangers, de se refuser à toute communication *.

* Il faut bien cependant que le projet d'isoler les provinces d'un même empire, de gêner & de grever la communication entr'elles par des impôts, ne soit pas aussi singulière qu'elle le paroît au premier abord, puisque nous le voyons réalisé sous nos yeux. La France n'a pas seulement des droits de traites à l'entrée & à la sortie, mais même dans l'intérieur, & au passage d'une province à l'autre : de sorte que le royaume se trouve partagé en deux parts réputées étrangères l'une à l'autre, & traitées comme telles.

La base de cet impôt est le tarif de 1664. Il avoit été dressé pour être perçu aux frontières, & contenoit la suppression d'une

Si l'on admet cette hypothèse comme avantageuse ,
je n'ai plus rien à dire , & je quitte la plume. Si on la

partie des droits locaux, dont il existe encore un grand nombre. Ce tarif fut proposé aux différentes provinces. Les unes l'acceptèrent en place des droits dont il devoit tenir lieu , & furent appelées *provinces des cinq grosses fermes*. Les autres crurent trouver plus d'avantage à s'en tenir à leurs anciens tarifs , & furent réputées *étrangeres*. En conséquence de cette distinction le fisc éleva un mur de séparation entre ces provinces , & leur fit acheter respectivement par des droits d'entrée & de sortie , la faculté de communiquer entr'elles.

La moitié de la France ne peut traiter avec l'autre qu'à ce prix. Entre les provinces réputées étrangères & celles des cinq grosses fermes , est une double barrière , & une chaîne formée de deux rangs de bureaux concentriques assis sur tous les passages , & qui barrent toutes les communications. Qu'on imagine s'il est possible les gênes qui en résultent pour le commerce , & les frais d'une perception qui embrasse une telle enceinte.

Outre ce tarif de 1664 , il en a été fait un autre en 1667 , qui a lieu indistinctement par tout le royaume sur certaines marchandises à l'entrée & à la sortie. A mesure que Louis XIV a eu conquis une province , il a eu soin de la pourvoir d'un tarif. La Franche-Comté en a un qui lui est particulier. La Flandre , le Hainaut & l'Artois en ont un de 1671 , qui leur est tellement propre , que les provinces des cinq grosses fermes peuvent par première destination , emprunter le passage par ces provinces , & *vice versa* , sans en payer les droits : ils ne sont dûs que dans le cas d'une seconde destination.

On sent depuis très-long-temps l'inconvénient de cette dis-parité , & le préjudice que cette perception porte au commerce intérieur. Elle subsiste cependant , parce qu'on n'a voulu y remédier qu'en reculant ces bureaux , & en portant cette même perception aux frontières & sur les ports : ce à quoi les provinces qui *se disent* exemptes du tarif de 1664 , n'ont pas voulu consentir. Je dis qui *se disent* exemptes , & elles le croient peut-être par cela seul que les commis se trouvent placés au-delà de leurs limites , comme si l'effet d'un tarif d'entrée & de sortie ne grevoit pas également les deux provinces qui commercent ensemble. Il est vrai qu'au moyen de ce que le tarif de 1664 ne se perçoit que dans l'intérieur , elles en sont exemptes dans leur commerce avec l'étranger ; mais elles en sont grevées dans leur commerce avec l'intérieur du royaume , & en outre elles sont assujetties à une multitude de droits locaux dont la liste est effrayante.

Au reste , peut-être ces provinces quoique si fort grevées dans leur commerce avec le surplus du royaume , ont elles encore bien fait de ne pas consentir que le tarif de 1664 fût reporté

rejette comme absurde , je demanderai si la sagesse ou la folie de ce projet dépend de la chose même , ou de l'étendue plus ou moins grande du territoire qu'on peut circonferire : je demanderai , si lorsqu'il s'agit de la communication des biens entre les hommes pour leur utilité réciproque , on peut dire qu'il soit utile de l'admettre dans un espace de mille lieues quarrées , de maniere qu'elle devienne défavantageuse si on la portoit à deux mille lieues ; si l'on peut dire qu'il soit bon de descendre ou de remonter librement un fleuve jusqu'à tel endroit , & dangereux d'aller plus loin : sur quoi j'observerai qu'en ce cas , le milieu de cette circonscription aura de grands avantages sur les extrémités ; puisqu'il pourra communiquer tout autour de lui , & que la frontière ne le pourra que d'un côté.

Si ce n'est pas à raison de l'étendue qu'on croit devoir restreindre la communication , mais à raison de la puissance qui gouverne tel ou tel canton & des frontières qui séparent les empires , je demanderai en quoi ces frontières qui servent à distinguer les territoires , sont des barrières naturelles par rapport à la communication : si parce que la Suisse & la Savoie reconnoissent d'autres Souverains que la Franche-Comté & le Dauphiné , il cesse d'être respectivement utile à ces deux provinces de vendre librement à la Suisse & à la Savoie du bled , du vin & de l'huile , & d'en

aux frontières. Quoi qu'il en soit , le vrai moyen de lever la difficulté seroit de supprimer ce tarif & tous les droits locaux. On pourra ensuite agiter la question , qui de Colbert qui a dressé ce tarif , ou du ministre qui aura la gloire de le détruire , aura fait le plus de bien au commerce , & méritera d'en être proclamé le restaurateur.

recevoir

devoir des bestiaux & des fromages : ou si pour ôter ou diminuer le danger de cette communication , il convient de ne l'admettre qu'en la chargeant de droits , qu'il seroit à propos de supprimer , si ces pays se trouvoient réunis à la France ; & si dans ce dernier cas l'avantage des producteurs & des consommateurs seroit essentiellement différent de ce qu'il est aujourd'hui.

Je demanderai en même tems sur quel principe est fondée la distinction des nations plus ou moins favorisées ; s'il en est avec lesquelles la communication soit plus avantageuse qu'avec d'autres : si parce que l'Espagne est gouvernée par un Prince de la Maison de Bourbon , il est plus utile à la France de commercer avec elle qu'avec toute autre nation. Je demanderai enfin si du tems de Charlemagne , qui réunissoit sous sa domination la France , l'Allemagne , l'Italie & une partie de l'Espagne , il étoit sage & utile de maintenir la liberté du commerce entre ces quatre Etats ; & si parce qu'ils obéissent à quatre Souverains différens , cette même liberté auroit des inconvéniens.

Je suppose que ces différentes questions soient répondues assez généralement , comme elles semblent devoir l'être , c'est convenir que la nation qui a donné le premier exemple des prohibitions , s'est constituée dans un état de guerre avec les autres ; qu'elle a porté un grand préjudice au commerce général , & par conséquent à son propre commerce qui en fait partie ; qu'il seroit bien à désirer que les nations voulussent de concert , substituer la liberté générale aux moyens qu'elles emploient à l'envi pour prévaloir par le commerce , & qui n'aboutissent qu'à les réduire toutes à un

même niveau de perte , & à leur faire éprouver un préjudice égal.

Ces aveux , qu'on n'obtiendrait peut-être pas de tout le monde , sont fans conséquence par l'événement. D'un côté , il est généralement admis qu'une nation se préjudicieroit infiniment en supprimant ses tarifs , tandis que les autres les conserveroient ; & de l'autre , il est constant que jamais les nations n'établiront entre elles la liberté du commerce par un concert unanime ; de manière que si le défaut de réciprocité doit empêcher chaque nation en particulier de l'établir chez elle ; il faut s'attendre à voir le commerce éternellement asservi , & la liberté releguée dans la classe des biens qu'on peut désirer , mais qu'il n'est pas permis d'espérer.

ARTICLE II.

Exposition des fausses opinions sur cette matiere.

Pour amener les nations à ce terme si désirable , suffit-il de leur représenter qu'il seroit à propos que quelqu'une d'entre elles commençât à abattre ses barrières ; que cet exemple seroit peu à peu suivi par les autres , & qu'il n'est pas d'autre moyen de parvenir à la liberté générale.

On accuseroit bien vite les Philosophes qui prêcheroient cette doctrine , d'être disposés à sacrifier l'intérêt présent de leur patrie au bien des autres nations ; & de conseiller un mal actuel en considération d'un bien futur , qui n'arrivera peut-être jamais , qui même ne doit pas arriver. En effet , dira-t-on , cet exemple si généreux bien loin d'être suivi , rendra les autres

nations encore plus attachées à leurs prohibitions. Elles en recueilleront les avantages sans éprouver les inconvéniens de la réciprocité. Elles gagneront d'abord le montant des impôts qu'elles levent à leurs frontieres sans craindre les représailles : elles pourront introduire sans mesure chez cette nation si désintéressée leurs productions & les ouvrages de leurs manufactures, & faire tomber par ce moyen leur culture & leur industrie : tandis qu'elles se garantiront elles-mêmes, ou du moins qu'elles restreindront à volonté les importations de cette nation par leurs tarifs. Elles parviendront ainsi à s'emparer de tout le commerce, & réduiront cette nation mal avisée à n'être que spectatrice de leurs succès.

En général, les droits de traites sont regardés moins comme une ressource de finance, que comme un moyen d'administration utilement employé pour favoriser le commerce national, pour soutenir l'industrie, & lui assurer la préférence sur les étrangers, en repoussant les ouvrages de leurs fabriques, & en les empêchant de tirer les matieres premières. Les tarifs sont des poids avec lesquels on prétend gouverner le commerce, grader l'entrée & la sortie de la maniere la plus avantageuse à une nation, & faire pencher la balance en sa faveur.

Cette doctrine a pour elle la pratique universelle, & l'enseignement de tous les auteurs qui prétendent avoir traité du commerce dans sa partie politique.

« Depuis Colbert, dit l'abbé Galiani, on distingue
 » entre l'impôt de profit & l'impôt d'encouragement.
 » On connoît la vertu & l'efficacité du tarif. On sait
 » que par le moyen de certains impôts, qui ne sont

» que de véritables écluses politiques , on dirige les
 » niveaux des canaux du commerce. On fait qu'il faut
 » imposer aux entrées les manufactures étrangères , si
 » l'on veut encourager les nationales. On fait qu'il
 » faut imposer à la sortie les matieres brutes natio-
 » nales pour le bien des manufactures intérieures.
 » Toutes ces idées sont connues , elles sont communes
 » aujourd'hui. . . . Le Conseil suit constamment ces
 » principes dans tous les arrêts & les nouveaux ré-
 » glemens , qui depuis un grand nombre d'années en
 » émanent pour le bien du commerce. Les Cours Sou-
 » veraines n'enregistrent que d'après les lumieres de
 » ces grandes vérités , qui sont à présent converties
 » en loix fondamentales , & qui tiennent à la consti-
 » tution de l'état ».

Ces grandes vérités ne sont pourtant que de grandes erreurs : & ces prétendues loix fondamentales ne sont que des loix positives , arbitraires , suggérées par une fausse politique & par des idées incomplètes de la nature du commerce.

La combinaison des tarifs a paru un des objets les plus difficiles du gouvernement : & il l'est d'autant plus en effet qu'il est dénué de toute base , & qu'il n'a d'autre regle que la maniere très-arbitraire d'envisager dans tel ou tel point le prétendu intérêt qu'on suppose être celui de la nation. Cette politique est cependant généralement admise : elle entre dans tous nos traités : elle décide de la paix & de la guerre ; elle concourt à perpétuer les haines nationales ; elle établit la distinction singuliere des nations plus ou moins favorisées. Le commerce ainsi traité ne rencontre que des obstacles , & trouve toutes les frontieres hérissées de prohibitions & d'impôts répulsifs.

ARTICLE III.

Que la connoissance des loix de l'ordre rend manifeste l'intérêt des nations.

La connoissance des loix de l'ordre social fait disparaître tous ces prestiges. Elle apprend aux nations que les frontieres qui les séparent ne sont point des obstacles au commerce, que la qualité d'étranger ne renferme pas celle d'ennemi, qu'elles sont toutes également intéressées à maintenir la communication réciproque dans un plein état de liberté & d'indemnité.

En effet, la liberté du commerce si conforme à la justice & à l'intention de la Providence, contient en même tems le véritable intérêt des nations : & l'ordre social est principalement admirable, en ce qu'il ne sépare jamais ces deux points, & qu'il réunit toujours le juste & l'utile.

Il ne suffit donc pas de dire aux nations, *la liberté générale vous seroit avantageuse ; mais comme on ne peut espérer qu'elle s'établisse tout à la fois par un concert unanime, il faut que quelqu'une d'entre vous soit assez généreuse pour en donner l'exemple, & pour commencer à faire tomber les chaînes qui accablent le commerce.* Cet enseignement n'est nullement propre à les convaincre : & il ne mérite pas même d'être écouté, parce qu'il présente l'idée d'un sacrifice exigé pour la cause commune, & que ce point de vue est faux.

Il faut leur dire, *la liberté du commerce est conforme à l'ordre & à la justice : & tout ce qui est conforme à l'ordre porte sa récompense. Indépendamment de la conduite des autres nations, il est utile à chacune en*

particulier de l'établir chez elle , & l'exemple des avantages qu'il retirera , forcera les autres nations de l'admettre.

Cette thèse est déjà prouvée d'avance dans les deux chapitres précédens. Il ne me reste qu'à appliquer ces principes aux cas particuliers , afin qu'il ne reste aucun doute sur une matiere si importante , du moins chez ceux qui en déposant les préjugés , cherchent de bonne foi à s'instruire.

A R T I C L E I V.

De l'intérêt d'une nation dans l'exportation de ses productions.

Si le principal avantage qu'une nation doit chercher dans son commerce extérieur consiste dans le bon prix , c'est-à-dire , dans celui de la pleine liberté & de la concurrence , comme je l'ai établi , chap. 7 , art. 3 , 6 & 7 , il s'ensuit qu'elle doit supprimer tout ce qui fait obstacle à la valeur , & décharger ses productions de tout impôt à la sortie. Ce principe est si évident en lui-même , qu'il est difficile de voir sous quel prétexte on peut y donner atteinte.

Il est des nations qui par un avantage particulier à leur climat , possèdent des productions privilégiées. Elles ne peuvent trop étendre ces cultures par la plus grande facilité de la sortie. Ces productions sont pour elles la mine la plus riche , qui leur procure des moyens d'échange sans préjudicier à leur propre consommation ; & qui fournit un fonds inépuisable au commerce extérieur. Tels sont pour la France les vins , les eaux-de-vie & les sels. Mais c'est abuser de cet avantage ,

que de se persuader que la qualité de ces productions est telle , que les étrangers ne peuvent s'en passer ; qu'on peut donc leur faire la loi , & accumuler sans inconvénient des gênes & des impôts , qui ne les empêcheront pas de les acheter. Non-seulement ces impôts préjudicient à la valeur , à la culture & à l'abondance de ces productions ; mais ils mettent des bornes étroites à leur sortie , & nous font perdre une grande partie de nos avantages naturels. La nature nous avoit accordé une espèce de privilege ; & nous nous sommes réduits à n'avoir plus qu'une foible concurrence. Les étrangers vont ailleurs chercher des vins & des eaux-de vie ; ils y suppléent par les liqueurs fortes qu'ils tirent des grains ; ils vont prendre en Espagne & en Sicile des sels inférieurs ; & s'accoutument tellement à se passer de nos productions , que le rétablissement de la liberté du commerce auroit peine à nous remettre totalement en possession d'un débit , que nous avons laissé perdre par notre faute. C'est ainsi que dans un siècle où l'on se croit si éclairé sur l'administration , où l'on se montre si jaloux du commerce , où l'on voudroit , s'il étoit possible , l'envahir tout entier , on laisse échapper la réalité pour courir après l'ombre : on perd volontairement les avantages attachés au territoire , pour prévaloir par des moyens factices , que l'intérêt bien entendu réprouve ; & l'on écrase le véritable commerce national , pour ambitionner & disputer de minces bénéfices mercantiles.

Il est d'autres productions dont la sortie n'est qu'accidentelle , & dépend de l'état des récoltes chez les autres nations. Tels sont nos grains que nous ne pouvons exporter , que lorsque le prix qu'ils valent

ailleurs, est assez haut pour nous permettre de le faire : & même cette production est d'un si grand volume, qu'il faut que la différence du prix soit très-forte pour soutenir les frais du transport.

Les motifs qui doivent nous engager à établir la liberté indéfinie de la sortie de nos grains, ont été exposés dans un grand nombre d'ouvrages : & jamais matière n'a été éclaircie par une si grande discussion. Je me contenterai de présenter ici deux réflexions qui naissent de mon sujet.

1°. L'intention marquée de la Providence, en favorisant alternativement les diverses contrées par l'abondance, a été que l'excédent des unes suppléât tour à tour à ce qui manque aux autres. La reproduction générale doit donc être regardée comme un fonds commun, qui doit se partager entre elles par le moyen du commerce. La quantité de grains qui passe alternativement de l'une à l'autre, & qui fait la matière de ce commerce entre les nations de l'Europe, est très-peu considérable en lui-même, & ne monte guères, année commune, qu'à huit millions de septiers. Cette valeur est un capital qui circule de l'une à l'autre, & qu'elles ne font que se prêter & se rendre. Il est important pour chacune d'elles de concourir à la vente toutes les fois qu'elles le peuvent, afin de compenser leurs achats dans une autre année ; quoiqu'on puisse dire qu'il est des nations qui sont plus ordinairement dans le cas de vendre, & d'autres dans le cas d'acheter. A cet égard la France a un double avantage, si elle fait en profiter. Elle tire le premier de la fertilité de son territoire qui la mettra bien plus souvent dans le cas de vendre que dans la nécessité d'acheter, lorsque le bon prix

constant assurera l'état de sa culture. Elle tient le second de sa position voisine des pays du midi , où les besoins se font le plus sentir , & qu'elle est à portée d'approvisionner plus promptement & à moindre frais , que ne le sont les pays du Nord.

2°. Il est un autre motif plus puissant encore qui milite en faveur de la liberté indéfinie ; c'est l'avantage inestimable de tenir habituellement le prix intérieur de ses grains au niveau du marché général , & de jouir par ce moyen d'un prix constant , également favorable au producteur & au consommateur , & aussi éloigné de la cherté que du bas prix. En effet , la principale utilité de la sortie ne consiste pas dans les sommes qu'elle fait entrer , & dans les salaires qu'elle procure ; mais dans l'avantage de soutenir à un prix égal , non-seulement le bled qui sort , mais aussi celui qui se consomme dans l'intérieur , sous la différence de l'éloignement. L'exportation n'est qu'un moyen pour parvenir à cette fin : le bled qui sort est le thermomètre qui sert à régler le prix de celui qui reste. S'il se vend dans le royaume trente millions de septiers , déduction faite des semences & de la nourriture des cultivateurs de grains , qui n'entrent pas dans le commerce ; & que la liberté produise 3 livres par septier d'augmentation ; c'est un gain de 90 millions tout en produit net pour la nation.

Qu'il me soit permis d'observer en passant , qu'il ne peut y avoir de moment plus favorable que celui-ci pour accorder la liberté *permanente & indéfinie*. Le prix du bled est modéré , & aucune nation dans l'Europe n'annonce de besoin : de sorte que la liberté n'en fera pas sortir , ou du moins très-peu. Cette opéra-

tion ne causera donc aucune sensation dans ce moment (ceci est écrit en Février 1777) & la liberté se trouvera établie d'avance , de maniere qu'on pourra en profiter au premier moment favorable : & quand même il ne sortiroit point de grains d'ici à long-tems (ce qui est très-possible , parce qu'il faut un très-haut prix ailleurs pour le permettre) la faculté seule de la sortie suffit pour soutenir le prix intérieur , ce qui est le principal avantage qu'on doive se proposer. Si au contraire on attend , pour accorder la sortie , que le prix s'avilisse , 1°. l'empressement d'en profiter occasionnera une secousse ; 2°. on s'empressera d'autant plus , qu'on se persuadera qu'on n'accorde la liberté que pour un temps à cause du bas prix , & sans avoir intention de la maintenir , comme il est arrivé en 1766. Or ce commerce ne se montera jamais sans la confiance ; 3°. l'excédent de la consommation se trouvera en grande partie dans les mains du marchand qui profitera de la sortie , & l'essentiel est que le bénéfice passe aux fermiers.

A R T I C L E V.

Effet d'un Impôt mis à la sortie sur les productions.

De deux choses l'une : ou le droit de traites (mis dans l'intérieur ou à la frontiere , la chose est égale) arrête la sortie , & dès-lors il prive la production d'un débouché qui en auroit augmenté la valeur ; & il blesse le propriétaire foncier qui a droit à cette valeur : ou il ne l'arrête pas ; mais il ne la permet qu'en prenant le montant de l'impôt , en diminution du prix en pre-

miere main ; & c'est d'autant préjudicier à la valeur & par suite à la reproduction & au revenu. Si telle quantité de production qui vaut 100 liv. ne peut être exportée qu'autant qu'elle se vendra 120 liv. à l'étranger, y compris les frais & le bénéfice légitime du trafic ; le marchand pourra l'acheter 100 livres ; mais s'il survient un impôt de quatre pour cent , il ne pourra l'acheter que 96 livres : car n'y ayant rien à retrancher sur les 20 liv. de frais indispensables , l'impôt ne peut se placer qu'en diminution du prix en premiere main. En tout état de cause , le négociant calcule les frais qu'il aura à faire. S'il survient un impôt , il le réunit aux frais & offre en conséquence. On ne s'en apperçoit nullement : on prend pour le prix naturel ce prix avili par l'impôt , dont l'effet seroit d'arrêter la sortie , si le propriétaire de la production ne cédoit à la loi de la nécessité , qui sans qu'il en connoisse les causes , déterminent les prix d'après les circonstances. Mais ce qu'il faut bien remarquer , pour sentir toute l'étendue du préjudice , c'est qu'il n'y a pas deux prix en premiere main ; & que la perte ne tombera pas seulement sur la production qui sort , mais aussi sur celle qui se consomme dans l'intérieur , & qui ne se vendra qu'au prix déterminé par la possibilité du prix de la sortie.

On aimeroit sans doute à se persuader que l'impôt sera supporté par l'étranger , qui payera plus cher , sans que le prix en soit moins favorable en premiere main. On peut d'abord observer que si l'étranger paye plus cher en raison de l'impôt , il consommera moins en ce genre ou en d'autres , parce que la faculté de consommer a des bornes , que la survenance d'un

impôt n'étend pas. Mais il est une réponse plus directe & plus décisive. On ne pourroit se flatter de faire tomber l'impôt sur l'étranger, que lorsqu'il s'agit de productions privilégiées, que l'étranger ne pourroit absolument tirer ailleurs : & l'on peut dire qu'il en est bien peu de ce genre, puisque les étrangers trouvent moyen de remplacer nos vins, nos eaux de-vie & nos sels. Quoi qu'il en soit, il paroît que si l'étranger paye à 100 liv. la production grévée de 4 liv. d'impôt, il la payeroit également 100 livres, s'il n'y avoit pas d'impôt : & la concurrence entre les marchands les force-roit alors de faire raison au premier vendeur du montant de cet impôt. C'est donc sur la nation qu'il retombe, & d'une manière infiniment plus onéreuse, que n'est le produit de l'impôt, comme je l'ai observé.

A plus forte raison l'impôt tombe-t-il sur la nation, lorsqu'il s'agit d'une production qui se trouve aisément chez plusieurs nations, quoiqu'avec des différences pour la qualité. L'étranger informé des prix se pourroit ailleurs, ou bien il refuse d'acheter jusqu'à ce que le prix soit réduit : or les frais du commerce & de l'impôt étant indispensables, l'abaissement du prix ne peut se placer que sur la valeur en première main. La même chose arrive, lorsque le marchand national va lui-même présenter sa production chez l'étranger : il ne la vend qu'au prix courant ; & comme il a calculé sur ce prix, il a réglé sur lui & sur les frais l'offre qu'il pouvoit faire au premier vendeur. La suppression de l'impôt ne feroit donc que rendre au premier vendeur la portion de valeur que l'impôt lui faisoit perdre.

Quelque chose qui arrive, la perte reste sur la nation qui vend ; & elle la supporte au centuple du mon-

tant de l'impôt , parce qu'elle rejaillit sur toute la masse des productions du même genre , qui est également à portée de sortir , & dont le prix se regle sur celui du débouché , quoiqu'elle se consomme dans l'intérieur.

Si les autres nations venderesses de la même productions l'ont aussi grévée d'un impôt , elles en supportent toutes également la perte sur le prix en premiere main ; par la raison que l'étranger qui paye à tel prix avec la charge de l'impôt , payeroit au même prix , quand même il n'y auroit pas d'impôt.

Il suit delà que quand même on pourroit soutenir que l'étranger supporte réellement quelque portion de l'impôt , lorsqu'il se trouve établi par-tout (car lorsqu'il n'est que chez une nation , elle le porte nécessairement tout entier) de maniere qu'il pût profiter de quelque chose à la suppression de l'impôt ; il est constant que la nation qui la premiere ôteroit tous ses droits de traites , en gagneroit tout le montant en accroissement de valeur en premiere main : car elle vendroit au prix courant des nations qui auroient conservé leur impôt , dans lequel prix entre le montant de l'impôt. De deux choses l'une : ou elle vendroit au même prix que les autres , & elle profiteroit en entier de la circonstance : ou elle lâcheroit la main ; & alors elle se trouveroit vendre seule , tandis que les autres ne pourroient plus vendre , ou seroient forcées pour conserver la concurrence d'abaisser encore leur prix en premiere main. De quelque maniere que ce soit , elle y gagneroit tellement , que les autres seroient bientôt obligées d'en faire autant , sans qu'il fût besoin de négocier avec elles dans un congrès.

Mais quelle nation , ou plutôt quel gouvernement

(car les nations sont nulles) sera assez sage pour donner ce premier exemple , pour cesser de se ruiner , parce que les autres se ruinent , pour essayer de la liberté , & lui donner toute confiance , pour étonner ses voisins par ses succès , pour sacrifier un misérable impôt de cinq & gagner cent , pour donner une extension inattendue , non-seulement à son commerce extérieur , mais ce qui est autrement important à sa culture par le moyen de la valeur. Cependant on prétend être fort éclairé sur le commerce , & l'on se montre jaloux de l'étendre : mais quels moyens prend-on pour y réussir ? On le met en pieces pour se l'arracher : on veut le retenir en l'enchaînant : on l'érige en affaire d'état : on établit des conseils & des préposés pour le diriger : on entreprend la guerre pour son intérêt prétendu : tandis que sans répandre de sang , sans avoir querelle avec personne , il est si facile de lui donner sur le champ un tel essor. Administrateurs ! daigneriez-vous écouter les conseils d'un de ces hommes qu'il plaît de regarder comme étant les détracteurs du commerce. Brisez ses chaînes , supprimez vos traites , dites-lui qu'il est libre ; laissez-le faire , & cessez de vous occuper de lui.

A R T I C L E V I.

De l'effet du renchérissement des frais de transport.

Cet effet est le même que celui d'un impôt mis à la sortie. Le marchand calcule tous les frais qu'il sera obligé de faire jusqu'à la revente , & il regle le prix de l'achat en conséquence : & comme tous les marchands

éprouvent ce même renchérissement, ils font tous le même calcul.

Or l'exclusion des étrangers pour la voiture, a évidemment l'effet de la renchérir, soit qu'elle soit absolue, comme elle étoit portée par l'édit de 1764 pour l'exportation de nos grains, soit qu'elle ne fasse que grever leur service d'un droit de fret imposé pour favoriser le voiturier regnicole.

En général il est certain que les Hollandois navigent à moindres frais que nous ; le sur de l'argent qui est très-bas chez eux facilite les entreprises, & les force de se contenter d'un moindre bénéfice que nous : ils y suppléent par leur extrême frugalité, & par l'économie qu'ils mettent dans toutes les parties de la navigation. D'ailleurs la marine étant leur héritage & leur patrimoine, le nombre de leurs vaisseaux est très-considérable : or en tout genre c'est la quantité qui décide du prix.

D'un autre côté, si ces raisons influent sur le prix de la voiture chez une nation, & la rendent moins chère relativement au prix d'une autre nation ; cette différence disparoît à l'égard de plusieurs vaisseaux de différentes nations qui se trouvent en concurrence dans un même port. Il n'est plus alors question du prix particulier à chaque nation : tout cède à la raison prépondérante de la concurrence, ou bien si un vaisseau se donne à moindre prix que les autres, c'est qu'il est pressé de partir, ou que sa route le porte dans l'endroit. Mais en général le prix est le même pour tous les vaisseaux qui se rencontrent dans un même port.

En lui-même le fret n'a point de prix déterminé ; il

se règle sur le besoin & les circonstances : il baisse & renchérit suivant la demande.

Il suit de là , 1°. que le fret considéré de nation à nation , peut être plus cher chez l'une que chez l'autre. 2°. Mais qu'il est le même pour les vaisseaux de plusieurs nations qui se trouvent dans un même port. 3°. Que le fret n'ayant rien de fixe par lui-même , mais étant sujet comme tout autre marché , à varier suivant la demande , le seul & vrai moyen de le faire baisser est d'admettre la concurrence la plus entière. Car si la quantité de ceux qui ont besoin de voiture , influe sur le fret à l'effet de le renchérir , la quantité de vaisseaux qui sont à louer dans un même port , influe sur lui à raison de le réduire : & quel que soit le nombre des vaisseaux marchands dans une nation , il n'approchera jamais de celui que la concurrence procureroit. Ainsi tout ce qui n'est pas *elle* , ne suffit pas , tout ce qui tend à la restreindre est une cause de renchérissement. 4°. Si les étrangers sont exclus du transport d'une marchandise en particulier , leur concurrence cessant en cette partie , la voiture renchérit nécessairement , non-seulement pour le transport de cette marchandise , mais aussi dans toutes les autres parties , surtout lorsque la branche réservée est considérable. Car alors le nombre des voituriers diminue , les vaisseaux exclus n'influent plus sur le fret à l'effet de le réduire , & les regnicoles s'en prévalent à l'effet de le faire payer plus cher. La concurrence des étrangers dans les autres branches pourroit rendre les effets de l'exclusion moins sensibles : mais si elle est chargée d'un impôt mis sur la navigation étrangère , elle n'est plus pleine , entière & libre.

L'étranger

L'étranger est forcé de s'en rédimer sur le prix de la voiture : ou s'il ne peut soutenir la concurrence du regnicole privilégié, l'impôt devient pour lui une exclusion positive, dont le regnicole profite pour être le maître du prix. Quelque chose qui arrive, le renchérissement retombe sur la nation qui vend.

Mais s'il est de son intérêt de n'accorder aucune préférence aux voituriers regnicoles, elle ne doit non plus en accorder aucun aux étrangers : & ce seroit leur donner une préférence très-effective, que de laisser subsister le moindre impôt sur leurs services, & de les soumettre à des gênes, à des obligations qui les renchérissent, & qui autorisent les nationaux, pour ne pas perdre la concurrence, à solliciter des impôts sur la navigation étrangère. L'ordonnance de la marine mériteroit à cet égard un examen : dès qu'on voudra établir la liberté, il la faut entière & indéfinie de toute part.

J'ai prouvé assez au long dans le chap. précédent, *art. 6*, l'intérêt qu'a une nation à la réduction des frais de voiture, & par conséquent à la concurrence. J'ai traité cette question bien plus au long, & sous tous les rapports, dans la dispute que j'ai soutenue en faveur de la concurrence des étrangers pour la voiture de nos grains. On trouvera les pieces pour & contre cette grande question dans les journaux du Commerce de 1765 & de 1766, & dans un recueil que j'ai donné en 1768 (imprimé chez Dessain). Je me contenterai d'en extraire ici la comparaison de la somme qu'on peut faire gagner par l'exclusion au voiturier regnicole, avec la perte qui en résulte pour la nation.

Si nous exportons 100,000 tonneaux, qui font

850,000 à 900,000 septiers, à 36 livres le fret par tonneau l'un dans l'autre, ce n'est que trois millions six cent mille livres. Voyons ce que nous pourrions perdre de salaires en admettant les étrangers. Je suppose que la concurrence fasse baisser le prix d'un quart, on peut très-bien admettre cette hypothèse, surtout si l'on ôtoit en même temps tout droit de fret; la somme n'est plus que 2,700,000 livres, dont nous gagnerions bien au moins la moitié. C'est donc 1,350,000 livres que nous laisserions passer à l'étranger. Si, comme cela doit arriver nécessairement, la concurrence augmente notre exportation, nous pourrions lui laisser passer une somme plus forte : mais nous partagerons cet accroissement, & nous ne devons pas compter ce que nous ne gagnerons pas de cette partie, puisqu'elle n'auroit pas eu lieu sans la concurrence. Il ne faut donc compter que 1,350,000 livres que nous manquons de gagner, & balancer cette perte avec le bénéfice qui résulte de la concurrence.

Or, 1°. par le principe que ce qu'on épargne sur les frais est le premier gagné, nous aurons 9 livres de plus par tonneau vendu à l'étranger; sur 100,000 tonneaux, c'est 900,000 livres.

2°. Si la concurrence augmente seulement d'un tiers en sus notre exportation, nous vendrons à l'étranger 50,000 tonneaux de plus, qui à 150 livres pris dans nos ports, feront entrer dans le royaume une somme de 7,500,000 livres de prix principal, & la réduction de 9 livres par tonneau tournera de même au profit de la valeur première.

3°. Mais le plus grand bénéfice se trouve dans l'augmentation de la valeur sur tout le bled qui se consomme

dans le royaume. Au moyen de la réduction des frais il se vendra plus cher dans les ports , & le prix intérieur de proche en proche se met au niveau du prix des débouchés. S'il se vend dans le royaume trente millions de septiers , & que la valeur augmente de vingt sols par septier , voilà un accroissement de trente millions tout entier au profit du produit net. Quelque réduction qu'on voulût faire sur ce calcul , il doit demeurer pour constant qu'il n'y a nulle proportion entre la somme des salaires qu'on veut conserver , & la perte qui en résulte.

A R T I C L E V I I.

*De l'effet d'un Impôt mis sur la sortie de matieres
premieres de l'industrie.*

Il est bien des droits de traites dans lesquels on ne peut soupçonner d'autre motif qu'un pur intérêt burlesque , sans aucun mélange d'aucun prétexte d'intérêt du commerce , tels sont ceux qui portent sur les subsistances. Ces impôts ne méritent d'entrer dans la discussion actuelle que pour faire sentir combien ils sont préjudiciables , & en même temps dénués de tout fondement , même spécieux.

Mais est-on mieux fondé à réclamer comme fort utiles , & à décorer du beau nom d'impôt d'encouragement , les droits qui tendent à empêcher la sortie des matieres brutes , & qu'on a mis fort haut , dans l'intention d'en réserver la main-d'œuvre à la nation ?

Voyons donc ce qu'il peut y avoir à gagner pour elle , & si ce prétendu gain peut entrer en compensation avec la perte.

J'ai établi dans le chapitre précédent , *articles 3 & 6* ,

le principe que la nation , en tant qu'elle a des productions à vendre , n'a d'autre intérêt que de les vendre au meilleur prix possible , & par conséquent dans l'état d'immunité & de concurrence : il s'ensuit qu'il lui est parfaitement égal où elles seront transportées & fabriquées.

De deux choses l'une : si vous n'aviez pas mis d'impôt , ou l'étranger auroit recherché vos matieres brutes , ou il ne les auroit pas tirées. S'il n'étoit pas dans le cas de les tirer , il étoit inutile de mettre un impôt , & de donner un exemple funeste , trop souvent suivi de représailles. Vous appréhendiez donc qu'il ne les achetât , & c'est pour l'en empêcher que vous avez mis un impôt. Mais en produisant son effet d'écarter les étrangers , cet impôt nuira à la valeur de vos productions ; il détruira la concurrence , il établira un privilège en faveur de vos manufacturiers , & ce privilège est dirigé contre vous. Il est vrai que le prix de liberté pourroit contribuer à renchérir vos matieres premieres : mais il ne les porteroit qu'à leur prix naturel , & c'est en cela même qu'il est avantageux , sans pouvoir devenir nuisible à vos manufactures. En effet , tout ce qui tend à favoriser la culture & à augmenter le revenu d'une nation , tend à multiplier les salaires , la main-d'œuvre & la consommation. Il est indifférent au fabricant à quel prix soient les matieres premieres ; il faut toujours qu'il en trouve le remboursement dans la revente. Tout ce qui l'intéresse , c'est que la nation soit en état de beaucoup consommer , & de bien payer sa consommation , & par conséquent tout ce qui tend au bien de la reproduction lui est avantageux. Doit-on craindre que l'étranger par ses enlevemens ne réduise l'industrie à

manquer de matieres brutes ? Mais cela est impossible. Il résultera seulement de la liberté du commerce , qu'elle les achètera concurremment avec l'étranger , & plus cher que si l'étranger étoit exclu , & elle aura sur lui l'avantage de n'avoir point de frais de transport à payer , ou d'en avoir moins. Elle n'en manquera donc jamais : outre qu'elle pourra en tirer d'un autre côté plus à sa portée qu'à celle de l'étranger , la culture animée par le bon prix travaillera à les multiplier , & suffira bientôt aux besoins du dedans & du dehors : jamais une matiere qui a un bon débit ne peut manquer. C'est donc procurer un mal certain par la crainte d'un mal idéal & chimérique , que de faire tomber par des prohibitions la valeur d'une production par la peur d'en manquer.

Il est un motif plus spécieux qui engage à prohiber , ou du moins à grever la sortie des matieres brutes , c'est l'espérance de les vendre fabriquées à l'étranger. D'abord cette espérance peut être trompée : il auroit pu acheter les matieres premieres , & pourra ne les point acheter fabriquées , parce qu'à votre refus , il aura tiré d'ailleurs des matieres premieres.

Mais quand même vous seriez assuré de les lui vendre fabriquées , cet avantage est il donc si grand qu'il mérite d'être acheté par une exclusion entiere ou partielle , par une atteinte portée à la liberté naturelle & à la réciprocité du commerce. Si la matiere ouvragée acquiert une nouvelle valeur ; cette valeur n'est assurément pas un accroissement de richesses. Elle est , comme je l'ai prouvé assez au long dans le chapitre 5 , le prix de la fabrication , c'est-à-dire , des consommations faites par les ouvriers , dont le montant se

reporte sur la matière ouvragée , & doit être payé par ceux qui voudront jouir du travail. Ce n'est que le simple remboursement d'une avance , ce n'est qu'une valeur de compensation mise à la place d'une valeur détruite. La revente procure en outre un excédent qui est le bénéfice de l'entrepreneur. Mais ce bénéfice est très-personnel à celui qui le fait , & n'est point un bénéfice national , ni contribuable aux besoins publics.

Il n'y a donc que l'avantage de la consommation des ouvriers qui puisse intéresser la nation , en tant qu'elle soutient la valeur. Mais une nation qui jouit de la liberté du commerce au-dedans & au-dehors , ne doit jamais s'inquiéter de la consommation ; elle se fera toujours , & au prix le plus favorable dans chaque circonstance donnée : & c'est un moyen bien faux d'administration d'avilir , par une prohibition de commerce , la valeur d'une production quelconque , pour favoriser la consommation des autres.

Il est vrai que le débit des productions , sous la forme que leur donne l'industrie , a l'avantage de contenir plus de valeur en moins de volume , & de coûter moins de frais de transport , aussi ne faut-il pas l'empêcher. Mais faire valoir ce moyen , c'est convenir que le travail de l'industrie pour l'étranger , n'a d'autre avantage que d'être un moyen de valeur & de débit. En ce cas , dès qu'il s'agit de l'intérêt du débit , ne préjudicions pas au débit pour favoriser le débit : ne détraisons pas d'un côté la valeur pour la provoquer de l'autre. N'augmentons pas les frais de commerce & de transport par des impôts & des exclusions , pour soutenir la valeur par la diminution des frais de transport , qui résulte de l'exportation des ouvrages de

main-d'œuvre : car cela est contradictoire. Ce sont pourtant ces contradictions que l'on prétend concilier. Tant il est vrai qu'il n'y a que l'ordre qui ne souffre point d'exception, & qui marche toujours sur la même ligne.

Il est après la liberté des moyens plus efficaces de soutenir la valeur des denrées, sans y nuire d'un autre côté, c'est de leur procurer des débouchés par des chemins & des canaux. Or une nation est d'autant plus en état de frayer à ces dépenses publiques, & de les multiplier, qu'elle encourage la culture par la liberté du commerce.

On peut aller plus loin encore. Le préjugé qui donne la préférence à l'exportation de la main-d'œuvre sur celle des productions, est fondé sur ce que l'on croit trouver une cause de richesses dans le travail de l'industrie. Mais si cette opinion est fautive, ainsi que je crois l'avoir prouvé dans le chapitre 5, il s'ensuit que l'exportation de main-d'œuvre se réduit à la valeur des matières brutes & du montant des productions consommées, que dès qu'une nation jouit de la liberté entière du commerce, ses prix dans l'intérieur sont précisément au taux auquel elle doit les désirer, qu'ainsi il lui est égal que ses productions soient vendues en nature, ou sous les formes que leur donne l'industrie. Il ne reste d'avantage réel que la réduction de la valeur en un moindre volume, d'où résulte une diminution de frais de transport. Malgré cet avantage qui a principalement lieu pour les endroits privés de débouchés, & qu'on suppléeroit d'une manière bien plus profitable par des communications, on peut soutenir qu'il y a plus de profit pour une

nation à exporter pour soixante millions de productions, que pour la même somme d'ouvrages de main-d'œuvre : en supposant même la liberté entière du commerce , (car si l'on provoque l'industrie par des prohibitions ou par le bas prix des denrées , il n'y a plus même de comparaison à faire) & il en est deux raisons. 1°. L'industrie qui travaille pour l'étranger employant le plus souvent des matieres premières du dehors , ne contribue au débit des productions du territoire que par la consommation des ouvriers : l'exportation de ses ouvrages est donc infiniment moins utile que celle d'une pareille valeur en productions ; 2°. c'est que cette ressource n'est que précaire , pour peu que la demande de l'étranger diminue , soit par une guerre , soit par l'établissement de cette même fabrique chez lui ou ailleurs , vous vous trouvez surchargé d'un nombre de bras inutiles : c'est ce qu'on voit arriver tous les jours à la moindre crise dans les grandes manufactures. Voyez ce que j'ai dit dans le *chap. 5 , art. 14.*

Opposera-t-on que cette maniere d'envisager l'industrie peut être vraie , relativement à l'intérêt des premiers vendeurs des productions , qui se borne à la valeur , sans s'inquiéter par qui se fait le débit : mais qu'une nation n'étant pas uniquement composée des deux premières classes , doit aussi s'occuper de l'intérêt de la classe salariée.

J'ai répondu à cette objection , en réduisant à un point unique l'intérêt national , qui ne doit point être calculé par la population , mais par l'état des richesses renaissantes , & du revenu auquel la population & l'aisance de cette population se proportionnent toujours. L'intérêt de la troisième classe est absolument subor-

donnée à cet intérêt capital ; & c'est renverser l'ordre naturel , que de faire prévaloir le premier sur le second. Il y a plus , c'est que cela n'est pas possible ; parce qu'en blessant l'intérêt de la reproduction , l'on diminue la somme des salaires. Voyez la vingt-neuvième proposition.

Tout ce qui importe à l'industrie , c'est d'avoir des salaires , il lui égal de travailler pour le regnicole ou pour l'étranger ; & la consommation du regnicole est d'autant plus importante pour elle , qu'elle est plus assurée & infiniment plus considérable. Or nuire à la reproduction par des prohibitions ou des impôts , c'est dessécher dans l'intérieur la source des salaires , pour entretenir un filet au-dehors. Une nation , telle que la France , qui seroit riche d'une reproduction de cinq milliards , en dépenseroit deux en travaux de main-d'œuvre & en services de tout genre : & c'est peut-être beaucoup , si elle vendoit à l'étranger pour soixante ou quatre-vingt millions de main-d'œuvre. Cette ressource précaire , & qui peut être suspendue , diminuée , ou enlevée d'un moment à l'autre , ne mérite donc aucune considération , relativement au travail pour l'intérieur , & ne doit jamais être provoquée par des moyens propres à préjudicier à la somme des salaires. C'est ainsi que tout ce qui est contraire à l'ordre devient préjudiciable : en vain les hommes s'efforceront d'y substituer les petites vues de leur prudence , ils ne réussiront qu'à s'appauvrir.

Concluons , 1°. que l'industrie est proprement & dans sa très-majeure partie , destinée & attachée au service de la nation où elle se trouve ; 2°. que son intérêt n'est pas d'être employée à tel ou tel ouvrage ,

mais d'avoir des salaires abondans & proportionnés au prix des productions ; 3°. que le seul moyen de lui assurer cet avantage , est d'étendre pour la nation les moyens de dépenser en sa faveur , c'est-à-dire , de soutenir & d'animer sa culture par le débit des productions , & par la liberté entière du commerce intérieur & extérieur.

ARTICLE VIII.

De l'effet d'un Impôt mis sur l'importation des ouvrages de l'étranger.

Mais n'est-il pas à craindre qu'en laissant enlever nos matieres premières , non-seulement nous ne perdions l'avantage de les vendre fabriquées à l'étranger , mais que nous ne soyons même dans le cas de les racheter de lui ; de maniere qu'après lui avoir vendu pour trois cens mille livres de matieres brutes , nous ne soyons forcés de lui payer six cens mille livres pour ces mêmes matieres ouvragées. Indépendamment de cette considération , & de quelque part que proviennent les matieres premières , n'est-il pas intéressant pour une nation de favoriser l'industrie nationale , en écartant les ouvrages de l'étranger. Ces deux questions se résolvent par les mêmes réponses.

1°. L'exportation des matieres brutes ne peut jamais aller jusqu'à priver les fabriques nationales d'un aliment nécessaire , parce que la culture saura toujours proportionner ses productions au débit , & qu'elle en trouvera les moyens dans la bonne valeur. Si par des causes particulières , comme un inconvénient du climat , elle ne pouvoit y suffire , en ce cas , de quel droit

refuser un ouvrage d'industrie, dont la matière étrangère vous manque en tout ou en partie ?

2°. Une nation bien gouvernée, & qui jouiroit de la liberté entière du commerce, entretiendrait dans l'abondance une population nombreuse. Peut-on jamais craindre, que là où il se trouve des besoins à remplir & les moyens de payer, il ne se trouve pas un nombre proportionné de gens qui s'empressent d'offrir leur travail. Vous ne manquerez donc jamais ni d'ouvriers ni de matières premières.

3°. Dès que vous ambitionnez de fournir l'étranger des ouvrages de votre industrie, par quel motif refusez-vous les siens ? Le commerce ne doit-il pas être réciproque de sa nature ; & si vous excluez les autres en tout ou en partie, ne méritez-vous pas d'être puni de représailles ?

4°. Mais ce n'est pas seulement la justice que vous devez consulter, c'est votre intérêt. Vous devez en cette partie regarder la nation, comme composée d'une seule classe, celle des consommateurs, dont le droit est non-seulement d'être servis aux meilleures conditions possibles, mais même de suivre leur goût, & de choisir. Quel inconvénient peut-il résulter de l'exercice de ce droit. Si vos ouvriers n'ont pas cette branche d'industrie, pourquoi empêcher de la recevoir d'ailleurs ? S'ils l'ont, mais si leurs ouvrages sont inférieurs ou plus chers, pourquoi forcer de s'en servir ? Les Anglois nous surpassent dans les ouvrages d'acier & dans la quincaillerie : nous avons aussi des genres dans lesquels nous les surpassons : ne faut-il pas que les achats compensent les ventes.

5°. Vous opposerez peut-être que si vous admettez

librement les ouvrages du dehors , tandis que les vôtres ne seront pas admis , ou ne le seront qu'avec des impôts , les étrangers par leurs importations feront tomber votre industrie & ruineront vos fabriques. Mais qui pourroit donc leur procurer cette préférence ? Vos ouvriers & fabricans ne sont-ils pas plus à portée de servir la nation ? N'ont-ils pas moins de frais à faire ? Ne trouvent-ils pas dans leur domicile des avantages qu'on ne peut leur enlever ?

6°. Si malgré ces avantages vos ouvriers ne pouvoient encore en certains genres soutenir la concurrence des étrangers dans l'état de liberté , ce seroit une preuve que dans ces genres la nation a intérêt d'être servie plutôt par les étrangers , & que cette espèce de fabrique a plus de facilité à réussir ailleurs que chez vous. Peut-être l'industrie nationale trouvera-t-elle moyen de vaincre ces obstacles. C'est son affaire , & la concurrence est le vrai moyen de la forcer de se perfectionner. Au reste si elle néglige cette partie , elle s'étendra davantage dans une autre , & pourra mériter aussi la pratique des étrangers.

7°. Mais dans quel genre d'industrie cette singularité peut-elle se trouver , surtout dans une nation renommée par son industrie ? Ce n'est certainement pas dans aucun des ouvrages destinés à la consommation du peuple , qui forme sans doute la partie la plus importante par son étendue , si elle n'est pas la plus brillante. Ce n'est pas dans la construction des bâtimens qui est une des branches principales : on ne fera jamais bâtir en Allemagne ou en Angleterre des maisons pour la France. Ce n'est pas non plus dans la très-grande partie de la consommation des riches qui se fabriquera toujours sur

les lieux. Ce ne peut donc gueres être que dans quelques ouvrages du luxe & de pure fantaisie, objet futile, & qui certes ne mérite aucune attention dans la masse des travaux : objet d'ailleurs dans lequel la France conservera toujours ses avantages.

8°. Quoi qu'il en soit, reprenons encore la question en général pour l'examiner sous un autre rapport. Ce préjugé est tel qu'on ne peut porter trop loin la discussion.

Vous craignez qu'au moyen de la liberté non-réciproque l'étranger ne fasse tomber votre industrie par ses importations. Mais je demande quelles causes pourroient lui procurer cette préférence sur les nationaux, malgré les avantages de leur position ? J'entrevois qu'on pourroit en alléguer deux.

La première viendroit du bon marché de la main-d'œuvre étrangère en certains genres qui résulteroit de la grande épargne des ouvriers sur leur consommation ; épargne à laquelle les nôtres refuseroient de se réduire. Tant mieux, ce seroit la meilleure preuve de l'aisance nationale : si nos ouvriers consomment davantage, c'est qu'ils ont de plus forts salaires proportionnés au prix des productions : & pourquoi ne profiterions-nous pas du bon marché qu'on nous offre ? Si donc une nation voisine venoit à bout de réaliser avec succès le projet qu'on avoit conçu dans le siècle dernier, d'obtenir la préférence sur l'industrie étrangère par l'avilissement du prix des grains ; (projet ruineux, & qui même ne peut atteindre à son but, à cause des chertés périodiques qui en résultent) : point de doute en ce cas, il seroit avantageux à la nation d'admettre les services de cette nation officieuse qui s'épuiserait pour obtenir la préférence.

Car ce que la nation épargneroit en ce genre , elle le dépenserait en d'autres au profit de ses citoyens. Ce ne sont jamais les occasions ni le desir de dépenser qui manquent : occupons-nous seulement d'étendre les moyens de dépenser.

En vain dira-t-on que si la nation y trouve un avantage , il faut aussi considérer l'intérêt des agens nationaux que cette concurrence priveroit du travail. Si cette considération doit l'emporter , par la même raison il faut rejeter toutes les inventions qui tendent à diminuer le travail des hommes , on en suivant la parité , ne les admettre qu'en les grevant d'impôts particuliers qui rétablissent la concurrence entre les deux manieres d'exécuter le travail.

La seconde cause qui pourroit favoriser les étrangers au préjudice de l'industrie nationale , a bien plus d'étendue , & elle procede de vos fautes. Vous grevez les matieres premières de l'industrie , vous renchérissez sa consommation par des impôts indirects sans nombre , vous soumettez vos ouvriers & vos fabriques à un régime réglementaire , vous diminuez entre eux la concurrence par des privilèges , vous lui vendez le droit de travailler & l'exercice de la liberté naturelle. Ce qui doit étonner , c'est qu'elle puisse encore marcher aussi chargée de chaînes : & vous prétendez en même temps la faire prospérer , vous ambitionnez pour elle la préférence chez l'étranger. Mais ne voyez-vous pas que toutes ces atteintes portées à la liberté & à l'immunité de ses travaux doivent nécessairement les renchérir à votre préjudice , & lui rendre redoutable la concurrence des étrangers. Qu'avez-vous fait , non pour lui procurer plus d'étendue au-dehors , car le régime auquel vous

Pavez asservie y met trop d'obstacles, mais du moins pour lui conserver la préférence dans l'intérieur ; vous avez chargé l'entrée des ouvrages du dehors, vous avez remédié à un mal par un autre mal, & vous forcez la nation qui paye ses travaux, de les payer à un prix renchéri. Mais il est un moyen bien naturel de faire fleurir votre industrie, de la rendre moins chere pour vous, & de lui assurer la préférence à l'étranger, c'est de la déclarer parfaitement libre, & de faire cesser toutes les causes qui l'oppriment. Par exemple, la fabrique des cuirs, fabrique de premiere nécessité, est grevée depuis 1759 d'un impôt énorme, levé par une régie bien plus terrible encore que l'impôt, surtout depuis 1772 ; le moyen le plus simple, le plus utile de lui assurer la préférence est-il de mettre des impôts proportionnés sur l'importation ? N'avez-vous pas d'autre *encouragement* à lui offrir ? Et ne seroit-il pas plus à propos de la décharger de l'impôt intérieur, ou du moins d'accepter les offres que les fabricans font de toutes les parties du royaume, de fournir au roi la même somme qu'il retire nette par la régie, & même au-delà, en la levant eux-mêmes ? Il faut en dire autant des papeteries, fabrique d'autant plus essentielle, qu'elle fournit à un besoin absolument nécessaire, & qu'elle tient à l'instruction publique, & qui depuis plusieurs années est grevée d'un impôt plus préjudiciable encore par la maniere dont il est perçu, qu'il n'est onéreux en lui-même, en tant qu'il expose les fabricans à un danger continuel de contraventions. Il en faut dire autant des forges, fabrique de premiere nécessité, puisqu'elle fournit la matiere premiere de tous les arts, de toutes les manufactures & de l'agriculture, cet art primordial

& nourricier de tous les autres. Les droits de la marque des fers si fort augmentés depuis quelques années, sont tels que la Suède, malgré les frais si considérables du transport, trouve moyen de verser en France des fers qui par le bon marché, obtiennent la préférence sur les fers nationaux. Mais est-il donc rien de plus contradictoire au desir de prévaloir sur les étrangers, que de grever tellement dans l'intérieur une production nationale, que l'étranger trouve moyen de surmonter avec avantage l'obstacle de l'éloignement? Est-ce donc par un impôt mis à l'entrée des fers étrangers qu'il convient de soutenir les forges nationales? Mais *ce prétendu encouragement* est d'autant plus funeste, qu'il tend à renchérir pour tous les consommateurs, non une marchandise ouvragée, mais une matière première, qui est un moyen nécessaire de fabrication pour tous les arts. N'est-il donc pas bien plus à propos d'affranchir cette fabrique dans l'intérieur? Cela est d'autant plus juste, que la mine en elle-même ne vaut que les frais d'extraction; que la main-d'œuvre n'est pas plus impossible en ce genre qu'en tout autre genre d'industrie, & que les bois qui forment la plus grande dépense, & dont le prix constitue principalement celui des fers, payent déjà l'impôt, de manière que celui mis sur les fers est un double emploi.

Si les fers nationaux quoiqu'affranchis, ne pouvoient encore soutenir la concurrence des fers étrangers, gardons-nous d'écarter ceux-ci par des droits d'entrée. L'intérêt de tous les consommateurs, de tous les arts, de toutes les manufactures auxquelles le fer est nécessaire, est bien certainement l'intérêt national. Quoique nous possédions beaucoup de mines, nous ne devons
avoir

avoir aucun regret d'acheter cette matiere premiere de l'étranger. Le bas prix des fers suppose la non-valeur des bois : le principal avantage de cette fabrique est d'en procurer le débouché. Des propriétaires à portée de vendre leurs bois plus avantageusement qu'il ne convient à des forges , n'ont pas besoin de ce débouché qui n'est qu'un pis aller. A mesure que les bois acquerront plus de valeur , soit par les communications ouvertes , soit par l'augmentation de la population , la fabrique des fers deviendra moins lucrative. Les nations doivent fabriquer d'autant moins de fers , qu'elles sont plus anciennement policées , & qu'elles ont fait plus de progrès vers la richesse & la prospérité. Ce commerce est assigné par la nature aux peuples qui possèdent de vastes forêts incultes , privées de tout débouché , & où l'on trouve même un avantage à brûler une immense quantité de bois pour la seule valeur des sels qu'on en retire en lessivant leurs cendres. Ce commerce , suivant le cours naturel des choses , convient aux pays incultes , aux pays du nord , à la Russie , à la Sibérie. Ce n'est donc point une perte pour une nation , si cette fabrique tombe chez elle par une suite de l'augmentation des richesses , des accroissemens de la population , de la multiplication des débouchés , parce qu'elle ne deviendra impraticable que parce qu'elle sera remplacée par des productions plus lucratives.

Je reviens à la thèse générale que je traite ici , en remarquant que ce qui soutient parmi nous l'industrie au milieu des obstacles qu'elle rencontre , & lui permet , malgré le renchérissement de ses travaux , de vendre au-dehors , c'est que de toute part l'industrie est traitée

à peu près de même ; ce qui la met au pair avec la nôtre. Ainsi donc les nations si jalouses de prévaloir, ne maintiennent la balance entr'elles, que par un équilibre d'appauvrissement : elles renoncent à la liberté, à l'émulation, à la concurrence, & ne cherchent à l'emporter, qu'en renchérissant sur les gênes, les prohibitions, & les impôts. Mais ce niveau n'existeroit plus, & la balance pencheroit bientôt en faveur de la nation, qui la première leveroit toutes ses barrières, & se remettroit en possession de ses avantages naturels. Elle seroit elle-même étonnée de ses succès. Malgré la liberté entière de l'importation, son industrie n'auroit plus à craindre la concurrence dans aucune partie importante, & les autres nations ne pourroient soutenir la sienne. En vain s'obstinant à maintenir leur régime prohibitif, voudroient-elles repousser ses ouvrages par de nouveaux impôts, la contrebande encouragée par les circonstances sauroit vaincre les obstacles, & pénétrer malgré les tarifs : elle multiplieroit les importations en raison du bénéfice qu'elle trouveroit d'une part dans l'abaissement du prix de ses achats chez la nation libre, & de l'autre dans la cherté des droits d'entrée chez les autres. Les nations voisines seroient donc forcées de recourir aussi à la liberté pour rétablir l'équilibre. Et l'on demande s'il seroit dangereux pour une nation de donner la première l'exemple de la liberté. L'avantage seroit si grand pour elle, que si je ne faisois profession de croire que les fautes & le désordre d'une nation ne peuvent véritablement profiter à une autre, & que chacune d'elles ne peut atteindre au dernier terme possible des richesses & du bonheur, qu'autant qu'elles seront toutes soumises

aux loix de l'ordre ; je serois tenté de souhaiter pour ma patrie , que les autres nations ne suivissent pas si-tôt son exemple.

Qu'on ne reproche donc plus aux philosophes qui enseignent les principes de l'ordre social, de ne s'occuper que des richesses , & nullement de la population. Ils s'occupent très-efficacement de la population , des moyens de l'étendre & de l'entretenir dans l'aisance, en établissant les conditions sociales les plus favorables à la reproduction , parce que c'est par l'accroissement des subsistances qu'il faut travailler à l'augmenter.

Si même on fait abstraction des individus pour examiner la puissance d'un état & ses moyens de puissance ; c'est encore par les richesses renaissantes plutôt que par la population qu'il faut calculer, parce que si la force d'un empire consiste dans la quantité d'hommes qu'il peut employer à sa défense & à sa sûreté, cette quantité est relative à la somme qu'il peut dépenser pour entretenir cette force, & par conséquent à l'état de la reproduction. Or la classe industrieuse qui se trouve dans une nation , ne contribue en rien à cette dépense , puisqu'elle n'est nullement productive de richesses. Cent mille hommes de plus occupés à des travaux de main-d'œuvre , & cent millions de richesses employés à des entreprises de ce genre , n'ajoutent rien à la puissance de l'état , parce que ni ce capital , ni les ouvrages qui en résultent ne sont contribuables , & que ces hommes ne peuvent être détournés de ces travaux, qu'autant que l'état tire du produit des terres les moyens de les entretenir. Il n'y a donc à calculer sous ce rapport que les hommes & les capitaux employés à faire renaître les richesses? Doit-on en conclure que les hommes & les

capitaux employés aux travaux de l'industrie soient inutiles ? Non sans doute , puisqu'ils servent à nos besoins , & qu'ils procurent une consommation utile qui soutient la valeur : mais ils ne sont pas un moyen de puissance.

A R T I C L E I X.

De l'effet d'un Impôt mis sur l'importation des productions étrangères.

J'ai prouvé dans l'article cinq , que l'impôt mis par une nation à la sortie de ses productions , retombe sur elle en diminution de la valeur en première main, & que l'étranger n'en supporte rien , ou presque rien , surtout s'il s'agit d'une production qu'il peut tirer d'ailleurs. Voyons actuellement à la charge de qui tombe l'impôt qu'une nation met à l'entrée des productions étrangères : voyons si les représailles en ce genre procurent une véritable indemnité. Si nous trouvons qu'elles n'en procurent pas , il demeurera pour constant qu'une nation qui établira la liberté de l'importation chez elle , ne perdra rien , quoique les autres nations continuassent de taxer ses productions.

Il faut considérer dans l'impôt mis à l'entrée, d'abord la diminution de la consommation qui en est l'effet indirect, ensuite le renchérissement qui en résulte & qui en est l'effet direct.

Un droit d'entrée établi chez la nation voisine nuit à la nation qui a vendu , en tant qu'il diminue la consommation possible de ses productions. Cet effet indirect est inévitable : mais peut-il se réparer par les représailles ? L'Angleterre a mis sur les vins de France des droits

énormes qui en restreignent beaucoup le débit chez elle : mais fera-t elle plus en état d'acheter vos vins , parce que vous taxerez de votre côté l'entrée de ses productions ? Le préjudice qu'elle vous fait trouve-t-il son remede dans celui que vous lui ferez ? En nuisant à son débit par l'impôt mis chez vous , vous l'appauvrissez encore , autant qu'il est en vous , & vous la mettez d'autant moins en état de consommer vos vins , dont le prix est si cher pour elle.

Il est vrai qu'elle vous a fait une injure , qu'elle a blessé à votre égard les loix de la réciprocité du commerce , surtout si c'est elle qui a commencé : mais c'est un tort qu'il faut souffrir ; car vous ne lui déclarerez pas la guerre pour la forcer de lever ses droits d'entrée ; cette guerre ne pourroit être qu'injuste. Le plaisir de la vengeance vous paroîtra-t-il un véritable adoucissement du mal reçu ? La vengeance par elle-même est une passion basse , elle peut emporter un particulier ; elle ne devoit jamais déterminer un corps politique qui ne doit agir qu'avec réflexion & maturité. C'est donc faire un mal gratuit , que de repousser l'injure par une injure semblable.

Il suit de là d'abord que vous ne souffrirez aucun dommage réel , en supprimant vos droits d'entrée , & c'est déjà un grand point d'établi.

Mais allons plus loin , & prenons les hommes , sinon par des motifs de générosité , du moins par celui de leur intérêt , qui ordinairement les décide. Non-seulement vous ne perdrez rien en levant vos droits d'entrée , quoique les autres les conservent , mais vous y gagnerez.

L'effet indirect de l'impôt mis à l'entrée , & qui

consiste dans le renchérissement , est supporté en entier par la nation qui le met.

La nation qui a vendu l'a fait au prix courant : il ne lui importe où va la production qui sort de chez elle. Il vous plaît d'y mettre un impôt à l'entrée , c'est vous qui le supporterez tout entier : la nation qui a vendu ne souffre que le préjudice indirect de la diminution du débit. La nation qui achete doit être considérée comme uniquement composée de consommateurs , elle n'a d'autre intérêt que de payer au plus bas prix possible les productions qu'elle tire de l'étranger ; c'est donc à elle-même qu'elle préjudicie par les droits d'entrée : & il faut dire la même chose des impôts qu'elle met sur les voitures qui lui apportent ces productions , & dont il faut que le marchand s'indemnisse à la revente.

Opposera-t-on au résultat de cette discussion qu'il faut savoir perdre à propos , qu'il est à craindre que les étrangers auxquels vous accorderiez toute liberté pour l'entrée , ne vous apportent une quantité si grande de leurs productions , qu'ils fassent tomber la valeur des vôtres ; & qu'il est prudent de conserver des droits d'entrée pour modérer ces importations ?

Mais dès que vous jouirez de la liberté entière pour la sortie , vos productions seront à leur taux naturel : vous ne pouvez souhaiter mieux , ni prétendre monter au-dessus : elles jouissent de ce prix dans l'intérieur , à la différence des frais de transport. L'étranger ne peut donc jamais vous nuire par ses importations : il ne peut abaisser vos prix au-dessous de ce niveau. Car il ne vous vendra pas à perte : si vous êtes au-dessus il vous y réduira , & il favorisera en ce moment vos consommateurs , qui ont intérêt & droit de ne payer qu'à ce

cours. Il ne peut apporter chez vous sans faire des frais, & ses denrées ne peuvent pénétrer dans vos provinces, sans faire encore de plus grands frais. Il faut donc que le prix soit chez vous au dessous du cours, pour qu'il puisse vous apporter avec bénéfice.

L'importation vous est donc très-utile, & si vous la grevez d'impôts, c'est vous seul qui les supporterez. Pour achever de vous en convaincre, distinguons les productions dont vous n'avez besoin qu'accidentellement, & par un défaut de récolte, de celles que vous tirez habituellement de l'étranger. A l'égard des premières, la fertilité n'étant pas tous les ans la même pour toutes les contrées, la reproduction générale, comme je l'ai dit, *art. 4*, doit être regardée comme un fonds commun, auquel toutes les nations ont intérêt de participer : c'est un secours réciproque qu'elles donnent & reçoivent tour à tour ; mais c'est écarter ce secours, c'est du moins en diminuer l'avantage que de le grever d'impôt. S'agit-il de productions que vous tirez ordinairement de l'étranger, parce qu'elles vous manquent en tout ou en partie ; vous devez les regarder comme le fonds habituel de votre commerce avec lui, comme la matière de vos échanges, comme la monnaie avec laquelle il paye ce que vous avez à lui vendre. Vous devez sentir que l'étranger vous les vendant au même prix qu'aux autres nations ; c'est sur vous seul que tombe le droit que vous imposez.

Enfin, prétendez-vous, en repoussant cette production, ou du moins en en rendant l'introduction moins abondante, favoriser chez vous la culture de cette même production. Mais si votre territoire y est propre, vos cultivateurs n'ont besoin d'aucun autre

encouragement que de la liberté du commerce : ils ne doivent pas être favorisés par des exclusions , & ils ne le demandent pas : il ne leur faut que le prix du cours général : s'ils ne peuvent à ce prix soutenir cette culture , si l'étranger , malgré les frais de transport , est encore en état de donner à meilleur compte , c'est une preuve évidente que votre climat y est moins propre qu'un autre. En ce cas vous ferez mieux d'occuper votre terrain à d'autres cultures : vous n'avez autre chose à faire à cet égard , que de laisser toute liberté pour l'emploi des terres. Mais vous devez aux consommateurs l'exercice du droit qu'ils ont de ne payer cette production qu'à son vrai prix : car vous ne devez de préférence & de privilège , ni au producteur , ni au consommateur , mais à tous la justice & le plein exercice de leurs droits & de leur propriété.

A R T I C L E X.

Autorité en faveur de la doctrine établie dans ce chapitre.

S'il m'étoit permis de nommer l'auteur du morceau que je vais citer , son nom ne pourroit qu'ajouter un nouveau poids à cette doctrine , quoiqu'en pareille manière il ne puisse y avoir d'autre autorité que celle du raisonnement.

» Je ne connois , dit cet Auteur , d'autre
 » moyen d'animer un commerce quelconque , que la
 » plus grande liberté , & l'affranchissement de tous
 » ces droits , que l'intérêt mal entendu du fisc a multi-
 » pliés à l'excès sur toutes les especes de marchan-
 » dises. Après l'entière liberté & l'affranchisse-

ment de toutes taxes sur la fabrication , le transport ,
 la vente & la communication des denrées , s'il reste
 quelque chose à faire au gouvernement pour favo-
 riser un commerce ; ce ne peut être que par la voie
 de l'instruction , c'est-à-dire , en encourageant les
 recherches des Savans & des Artistes qui tendent à
 perfectionner l'art , & en rendant publique la con-
 noissance des meilleurs procédés Ces moyens
 sont bons ; mais la liberté & l'affranchissement des
 taxes sont bien plus efficaces & bien plus nécessaires .
 Je conçois que les fabricans & les commerçans ,
 qui ne connoissent que leur profession , imaginent
 qu'ils gagneroient davantage , s'ils avoient moins de
 concurrens . Il n'en est point qui ne voulût être seul
 vendeur de la denrée ; & qui ne trouve quelque so-
 phisme pour faire accroire que l'état est intéressé à
 écarter du moins la concurrence des étrangers , qu'ils
 réussissent plus aisément à représenter comme les
 ennemis du commerce national . Si on les écoute , &
 on ne les a que trop écoutés , toutes les branches
 de commerce seront infectées de ce genre de mo-
 nopole . Ils ne voient pas que ce même monopole
 qu'ils exercent , non pas comme ils font accroire au
 gouvernement contre les étrangers , mais contre
 leurs concitoyens consommateurs de la denrée , leur
 est rendu par ces mêmes concitoyens vendeurs à leur
 tour dans toutes les autres branches de commerce ,
 où les premiers deviennent à leur tour acheteurs :
 ils ne voient pas que toutes ces associations de gens
 du même métier ne manquent pas de s'autoriser des
 mêmes prétextes , pour obtenir du gouvernement fé-
 duit la même exclusion des étrangers : ils ne voient

» pas que dans ce même équilibre de vexation &
 » d'injustice entre tous les genres d'industrie, où les
 » artisans & les marchands de chaque espèce oppri-
 » ment comme vendeurs, & sont opprimés comme
 » acheteurs, il n'y a de profit pour aucune partie ;
 » mais qu'il y a une perte réelle pour la totalité
 » du commerce national, ou plutôt pour l'état qui
 » achetant moins de l'étranger, lui vend moins aussi,
 » & dans lequel l'augmentation forcée des prix pour
 » tous les acheteurs, diminue nécessairement la somme
 » des jouissances, la somme des revenus disponibles,
 » la richesse des propriétaires & du Souverain, & la
 » somme des salaires à distribuer au peuple. Perte dou-
 » blée encore, parce que dans cette guerre d'oppression
 » réciproque, où le gouvernement prête sa force à tous
 » contre tous, on n'a excepté que la seule branche du
 » labourage, que toutes oppriment de concert par ces
 » monopoles exclusifs des étrangers : mais qui bien
 » loin de pouvoir opprimer personne, ne peut
 » même jouir du droit naturel de vendre sa denrée,
 » ni aux étrangers, ni même à ceux de ses con-
 » citoyens qui voudroient l'acheter ; en sorte que de
 » toutes les classes de citoyens laborieux, il n'y a que
 » le laboureur qui souffre du monopole comme ache-
 » teur, & qui en souffre en même temps comme ven-
 » deur : il n'y a que lui qui ne puisse acheter libre-
 » ment des étrangers aucune des choses dont il a be-
 » soin ; il n'y a que lui qui ne puisse vendre aux étran-
 » gers librement la denrée qu'il produit : tandis que
 » le marchand de drap, ou tout autre, achète tant
 » qu'il veut le bled des étrangers, & vend, autant
 » qu'il veut, son drap aux étrangers. Quelques so-

» phismes que puisse accumuler l'intérêt particulier
 » de quelques commerçans, la vérité est que toutes
 » les branches de commerce doivent être libres, éga-
 » lement libres, entièrement libres; que le système
 » de quelques politiques modernes, qui s'imaginent fa-
 » voriser le commerce national, en interdisant l'entrée
 » des marchandises étrangères, est une pure illusion;
 » que ce système n'aboutit qu'à rendre toutes les bran-
 » ches du commerce ennemies les unes des autres, à
 » nourrir entre les nations un germe de haine & de
 » guerres, dont les plus foibles effets sont mille fois
 » plus coûteux aux peuples, plus destructeurs de la ri-
 » chesse, de la population, du bonheur, que tous
 » les petits profits mercantiles qu'on imagine s'assurer,
 » ne peuvent être avantageux aux nations qui s'en
 » laissent séduire. La vérité est qu'en voulant nuire
 » aux autres, on se nuit à soi-même, non-seulement
 » parce que la représaille de ces prohibitions est si fa-
 » cile à imaginer, que les autres nations ne man-
 » quent pas de s'en aviser à leur tour: mais encore
 » parce qu'on s'ôte à soi-même les avantages inappré-
 » ciables d'un commerce libre: avantages tels que si
 » un grand état, comme la France, vouloit en faire
 » l'expérience, les progrès rapides de son commerce
 » & de son industrie, forceroient bientôt les autres
 » nations de l'imiter pour n'être pas appauvries par la
 » perte totale de leur commerce.

» Ce que doit faire la vraie politique est de s'aban-
 » donner au cours de la nature & au cours du com-
 » merce, non moins nécessaire, non moins irrésisti-
 » ble que le cours de la nature, sans prétendre le di-
 » riger par des exclusions, des prohibitions, ou de

» prétendus encouragemens : parce que pour le diri-
 » ger , sans le déranger , & sans se nuire à soi-même ,
 » il faudroit pouvoir suivre toutes les variations des
 » besoins , des intérêts , & de l'industrie des hommes :
 » il faudroit les connoître dans un détail qu'il est phy-
 » siquement impossible de se procurer , & sur lequel le
 » gouvernement le plus habile , le plus actif , le plus
 » occupé du détail , risquera toujours de se tromper
 » au moins de la moitié. J'ajoute que si l'on avoit sur
 » tous ces détails cette multitude de connoissances
 » qu'il est impossible de rassembler , le résultat en
 » seroit de laisser aller les choses , précisément comme
 » elles vont toutes seules , par la seule action des in-
 » térêts des hommes animés & balancés par la con-
 » currence libre » ,

ARTICLE XI.

Conclusion de ce chapitre.

Je crois avoir rempli le dessein que je m'étois proposé
 dans ce chapitre , de prouver dans tous les cas pos-
 sibles que la liberté , loin de préjudicier à la nation
 qui en donnera le premier exemple , lui sera très-
 avantageuse , indépendamment de la conduite des
 autres.

Il doit résulter de cette discussion , que les loix de
 l'ordre sont faites pour gouverner les hommes dans
 tous les temps , & dans toutes les circonstances ; qu'il
 n'est pas donné aux nations d'établir leur prospérité sur
 la ruine de leurs voisins ; que les moyens par lesquels
 elles cherchent à prévaloir , sont aussi onéreux à celles
 qui les emploient & souvent plus , qu'à ceux contre

lesquels ils sont dirigés ; que d'ailleurs fussent-ils aussi efficaces qu'ils sont contraires au but proposé , ils appartiennent également aux autres ; que l'exemple des prohibitions est aussi facile à suivre qu'à donner ; que ces actes d'hostilité sont ordinairement repoussés par des actes semblables , & qu'enfin le succès définitif de cette guerre ne peut être que d'arrêter le commerce extérieur , de concentrer chaque nation chez elle , & de rompre , ou du moins de rendre bien moins utile la communication des biens entre les hommes : il ne faudroit pas beaucoup ajouter aux tarifs , dont toutes les frontieres sont hérissées , pour mettre à chef le projet d'interdiction générale du commerce , auquel la premiere prohibition , la premiere taxe , la premiere exclusion a été un acheminement.

Il n'y a pas de milieu cependant. Si le commerce extérieur est un mal , on n'en a pas encore assez fait pour le détruire , puisqu'il trouve encore moyen de se traîner à travers les obstacles qu'on lui oppose. Il faut le prohiber sérieusement , & non le taxer : il faut lui fermer toutes les issues , & non les lui entr'ouvrir.

Mais aussi s'il étoit reconnu que la communication des biens fût utile à toutes les nations , il faudroit abattre toutes les barrieres , & lui laisser un libre cours.

Sans doute le commerce est un bien : on n'en est en quelque sorte que trop persuadé. On en regarde l'exercice comme un moyen direct d'enrichir une nation ; & il n'est qu'un moyen de varier les jouissances ; il se fait toujours de valeur pour valeur égale. S'il enrichit une nation , ce n'est qu'indirectement , en tant qu'il soutient la valeur de ses productions.

C'est donc l'idée fausse que l'on se forme du commerce extérieur, qui cause toutes les erreurs politiques en ce genre. C'est parce qu'on le regarde comme une source de richesses, que chaque nation veut se l'approprier. Mais prétendre s'approprier le commerce, c'est vouloir allier deux idées contradictoires ; tant il est vrai que toute injustice est déraison. L'idée de commerce emporte nécessairement celle de relation, d'échange, de réciprocité. Vous désirez que les autres consomment vos productions & vos marchandises ; & vous excluez les leurs. Votre intention n'est cependant pas de leur donner les vôtres en pur don. Comment l'entendez-vous ? Vous voulez leur vendre, & toujours leur vendre, sans leur acheter. C'est donc uniquement leur argent que vous ambitionnez : encore autre erreur, qui prouve que vous regardez l'argent comme la principale richesse, comme un bien qu'on ne peut trop multiplier.

Avez-vous donc déterminément l'ambition de prévaloir sur les étrangers par le commerce & l'industrie ; il est un moyen d'y réussir ; non un moyen factice & imaginaire, mais infallible. Toutes les nations de l'Europe sont accablées d'impôts indirects, d'entraves, de prohibitions qui grevent & renchérissent tous les travaux. Prenez la route contraire : rendez votre impôt régulier, déchargez tous les travaux de toute taxe, de toute contrainte : vous verrez de toute part les productions se frayer de nouvelles routes, la main-d'œuvre diminuer de prix, & les ouvrages de votre industrie obtenir la préférence sur l'industrie étrangère renchérie par les impôts. Vous verrez les commerçans & les voituriers fuir de chez les nations imprudentes qui con-

tinueront de les vexer , accourir chez vous , & s'empresser à vous servir dans vos ventes & dans vos achats de leurs capitaux & de leurs voitures.

C'est par une meilleure administration qu'il convient à une grande nation de chercher à prévaloir : & lorsque son exemple sera suivi par les autres nations attentives aux causes & aux progrès de sa puissance , lorsqu'elles lui ôteront , en se réformant elles-mêmes , cet avantage qu'elle n'aura dû pendant un temps qu'à leurs erreurs : ce sera l'état le plus desirable , & le terme de la prospérité universelle.

C H A P I T R E I X.

Du Commerce respectif entre la Métropole & les Colonies.

D'APRÈS ce que j'ai établi dans les trois chapitres précédens , je suis dispensé de traiter cette question si au long. Je dirai deux mots sur l'intérêt des Colonies qui est évident : je m'étendrai davantage sur celui de la métropole , qui est plus difficile à démêler , & plus obscurci par les préjugés.

A R T I C L E P R E M I E R.

*Que la liberté du Commerce est l'intérêt évident
des Colonies.*

Si une colonie formoit une puissance séparée & indépendante , elle auroit sans contredit le même intérêt

qu'à toute autre nation agricole , d'être servie dans son commerce aux meilleures conditions possibles ; & par conséquent de jouir d'une entière liberté dans ses échanges , d'acheter & de vendre dans l'état de concurrence.

Cet intérêt est légitime ; car il dérive du droit de propriété : il est même d'autant plus sensible pour une colonie , qu'à raison de son éloignement , elle a de plus grands frais de transport à supporter.

Son intérêt ne change point , parce qu'au lieu d'être un état indépendant , elle est attachée à une autre société dont elle est membre. Son rapport avec la métropole est celui d'une partie au tout , celui d'une province au reste de l'empire. Ce rapport lui donne droit à la protection , & lui impose le devoir de contribuer d'une portion du produit de son territoire aux dépenses sociales. Mais ce droit & ce devoir n'ont rien de contraire au droit de la propriété , & à celui de la liberté des échanges qui en est la suite.

La métropole contracte de son côté envers la colonie le devoir de la protéger , qui fait compensation avec le droit de partager ses récoltes.

Cette manière si simple d'envisager cette question , ne permet pas de séparer l'intérêt de la métropole de celui de la colonie : cependant elle est également réprouvée dans la théorie & dans la pratique. On a trouvé moyen de mettre en opposition ces deux intérêts : & comme la métropole a une volonté & une force prépondérantes , il est admis comme principe-pratique d'administration , que ce n'est pas l'intérêt de la colonie que la métropole doit se proposer , mais le sien

sien propre ; qu'elle ne l'a fondée au-delà des mers avec tant de dépense , qu'elle ne continue de la protéger & de la soutenir que pour son utilité particulière : que la colonie ne doit cultiver que pour elle , & seulement les productions qu'elle lui permet ; qu'elle ne doit consommer que les denrées & les ouvrages de la métropole ; qu'elle est destinée à lui servir de débouché ; que dans son commerce de vente & d'achat , elle ne doit être servie que par la métropole , & que sans ces conditions elle lui seroit plus onéreuse que profitable.

Telles sont les prétentions de la métropole ; & comme elle a en main la puissance nécessaire pour les faire valoir , telle est la conduite qu'elle tient avec la colonie.

Cette manière de voir & d'agir est-elle juste , est-elle utile ?

D'abord , si l'on admet dans les colons une vraie & pleine propriété , la liberté des échanges en est la suite : la métropole n'a donc pas droit de les en priver par des réserves & des exclusions. Si l'on soutient que son utilité particulière l'autorise à porter une atteinte aussi formelle à la propriété , il n'y a plus de droits & de devoirs absolus : l'intérêt de celui qui commande devient la seule raison des loix. Mais en cette partie comme en bien d'autres , la justice paroît n'être qu'une vertu abstraite & spéculative , dont les préceptes doivent être modifiés par les circonstances , soumis à la raison d'état , & à ce que l'on croit être l'avantage de la société. (Voyez mon troisième discours sur l'ordre social.)

C'est donc à l'examen du *quid utilis* de la métropole qu'il faut revenir. Heureusement , comme je me

suis attaché à le prouver dans mon ouvrage sur l'ordre ; le véritable intérêt est inséparable de la justice : le juste & l'utile sont unis par des liens indissolubles.

Je n'ai plus rien à dire sur l'intérêt des colonies , il est évident. Je n'ai à discuter que celui de la métropole. Est-il bien constant que son intérêt soit de tenir ses colonies sous le joug des prohibitions. C'est ce qu'il faut examiner sous différens rapports.

A R T I C L E I I.

Vue générale. Qu'il est difficile que ce qui est nuisible à une Province , soit avantageux à l'Empire.

Un empire est un composé de plusieurs provinces : sa prospérité ne peut naître que de celle de ses membres. Chaque province doit contribuer d'une portion du produit net de sa culture aux dépenses publiques : ce qui tend à diminuer le revenu des terres , seule base de la puissance d'un état agricole , est donc une cause d'appauvrissement.

Ce principe n'est pas moins vrai sous un impôt défordonné , que sous un impôt régulier , parce que quelque part qu'il soit assis , ce sont toujours des portions de la reproduction qu'il exige , & que sa part peut être d'autant plus grande , que la reproduction est abondante. Toute la différence est que sous l'impôt déréglé , la part est moindre , suivant qu'il est plus ou moins destructeur : mais c'est toujours la reproduction qui le fournit.

Or, en Amérique comme en Europe , il est vrai de dire que ses richesses consistent dans le produit

du territoire , que la somme du produit net dépend de la valeur , & que la liberté du commerce est une condition nécessaire pour atteindre à la meilleure valeur possible.

Il s'ensuit que la métropole ayant droit au partage du produit net de la colonie , il est de son intérêt sous ce rapport de la faire jouir de la liberté du commerce.

On opposera peut-être que la manière dont la métropole tire sa part du produit de la colonie , s'oppose à la liberté du commerce : qu'au lieu de le percevoir sur les lieux par un partage régulier & proportionnel , elle taxe les productions à leur arrivée dans ses ports : qu'à ce moyen il est indispensable que toutes les productions abordent à la métropole pour y payer l'impôt , & qu'elles soient achetées & apportées par des regnicoles , parce que les étrangers qu'on admettroit en concurrence , pourroient en porter ailleurs une partie.

Je n'ai autre chose à répondre , sinon que c'est justifier une faute par une autre faute : que la métropole tireroit infiniment plus de ressource de ses colonies par un partage régulier du produit net des terres , que les colons leveroient eux-mêmes & sans frais , & qui ne nuirait point à la valeur , que par une taxe sur les productions , qui préjudicie à la valeur , & qui oblige ensuite d'y préjudicier encore par des prohibitions de commerce.

D'ailleurs , cette manière de percevoir l'impôt ne rend point impossible la liberté du commerce , parce qu'au lieu de taxer les productions à l'arrivée , on peut les taxer à la sortie : & même ceux des droits compris sous le nom de *domaine d'Occident* , ont été originai-
 rement établis sur la sortie : c'est pourquoi ils se payent

même sur les productions réexportées de France à l'étranger, tandis que ces mêmes marchandises réexportées sont exemptes des autres droits. On pourroit peut-être demander à cet égard par quelle prédilection nous affranchissons la consommation des étrangers d'une partie des impôts pour ne gréver que la nôtre. La raison en est d'une part, le desir de leur vendre; de l'autre, la persuasion où nous sommes que cet impôt ne porte que sur les colonies, tandis que dans le vrai, il porte presque en entier sur la métropole qui consomme, attendu que les colonies vendent leurs productions au cours qui a lieu entre les colonies qui ont les mêmes cultures.

A R T I C L E I I I.

*De l'Intérêt que croit avoir la Métropole ,
d'interdire certaines cultures à ses Colonies.*

Pour me renfermer ici dans ce qui regarde particulièrement la France, les colonies donnent des productions précieuses & particulières au climat. Mais est-ce une raison pour leur interdire d'autres cultures? Si le climat n'y est pas propre, il est inutile d'interdire: s'il y est propre, le *quid utilius* est une affaire de calcul. Or, c'est à l'intérêt particulier à faire ce calcul. Le gouvernement ne doit jamais se mêler de la culture. Il doit tenir pour principe invariable, 1°. que le droit de choisir est une suite de la propriété; 2°. que l'intérêt personnel doit en être l'arbitre souverain. Il n'a donc pas plus de droit ni d'intérêt de prescrire des loix aux colons sur cet objet, que de dire à tel canton du royaume, vous cultiverez du bled, & à tel autre, vous cultiverez de la vigne. Il doit avoir sa part dans le

produit net ; il ne lui importe dans quel genre il existe. En vain dira-t-on qu'il n'est pas à propos de permettre qu'on occupe un climat qui peut donner des productions précieuses par des productions qu'on récolte en Europe. C'est l'affaire de la colonie : si cela ne lui est pas utile , elle ne le fera pas ; reposez-vous sur son calcul , il sera toujours plus éclairé que le vôtre.

A R T I C L E I V.

De l'Intérêt que croit avoir la Métropole , de se réserver exclusivement d'approvisionner ses Colonies des productions de son territoire.

La métropole paroît n'avoir d'autre objet en interdisant certaines cultures à ses colonies , que l'avantage de les approvisionner elle-même. Cette prohibition suppose que sans cela l'intérêt de la colonie pourroit la porter à tirer elle-même de son territoire du moins une partie de ces productions.

L'intention de la métropole est donc de s'assurer un débouché toujours ouvert pour ses productions ; elle connoît donc les avantages du débit & de la valeur , & elle ne craint pas que cette exportation nuise à sa propre consommation.

Cette manière de voir , & d'agir qui est vraie dans son principe , devroit , ce semble , la conduire à la liberté du commerce extérieur. Il paroît contradictoire d'employer une double prohibition de culture & de commerce pour s'assurer un petit débouché , tandis qu'on se refuse en même temps à la communication libre & beaucoup plus à portée. Il semble que le même principe qui fait mettre tant d'importance à la consom-

mation des colonies , devrait porter à chercher dans la liberté entière du commerce un moyen de débit & de valeur bien plus étendu. Est ce que la communication seroit d'autant plus avantageuse, qu'elle se fait à des distances considérables? Mais cela est au moins égal au producteur , il ne vend toujours qu'au cours , & le marchand qui achete pour les colonies lui paye le même prix , que celui qui achete pour l'intérieur.

Une nation ne doit être jalouse de vendre au-dehors que pour faire participer ses productions au prix courant , qui a lieu entre les nations commerçantes , & la liberté du commerce extérieur est le moyen d'atteindre à ce but : dès qu'elle en jouira , il lui devient indifférent où aillent ses productions , parce qu'elles seront toujours au prix où elles doivent être , & qu'elle ne peut pas desirer mieux.

Il faut d'une part que la totalité de la reproduction annuelle soit consommée , & elle l'est au prix le plus favorable dans l'état de liberté : il faut de l'autre que les colonies soient approvisionnées des productions qui leur manquent , & le commerce universel remplira cet objet. Vous aurez dans ce commerce toute la part que vous donnera la concurrence ; & si vous ne le faites plus tout entier , vous vendrez ailleurs ce que vous auriez vendu à vos colonies : tout ce qui doit vous intéresser , c'est que vous vendrez au prix de la liberté.

Vos colonies sont un petit canton dont vous vous réservez l'approvisionnement par des exclusions , sans doute comme un moyen de valeur & d'encouragement de culture , & il ne tient qu'à vous de donner une bien autre étendue à votre commerce extérieur. Vous êtes jaloux de cultiver pour vous & pour vos colonies ,

& vous pouvez cultiver pour vous, pour elles & pour tous les consommateurs qui voudront & pourront vous acheter. Vous ménagez avec grand soin un filet d'eau, & vous négligez un fleuve qui est à votre portée.

Ne seroit-on pas tenté de croire que vous n'avez en vue que de procurer des bénéfices & des salaires aux commerçans & aux voituriers regnicoles, & que vous ne recherchez dans cet approvisionnement exclusif que les frais. J'ai réfuté cette erreur assez au long dans les trois chapitres précédens pour me dispenser d'y revenir. Mais pour sentir l'intérêt qu'auroient vos colonies, ainsi que vous-même, à la liberté de la culture & du commerce, calculez, s'il est possible, ou du moins considérez, combien il y a dans ce commerce de frais de transport. Faites attention non-seulement à l'éloignement, mais aussi à la masse des productions qu'il s'agit de voiturier. La presque totalité de la reproduction des colonies est destinée à passer en Europe : & la très-grande partie de leur consommation leur est apportée d'Europe. Ceux qui croient voir des profits dans des frais, doivent trouver un grand avantage dans ces transports : mais il en résulte une grande surcharge aux yeux de ceux, qui regardent les frais comme des dépenses supportées & partagées par les nations aux dépens de la valeur en première main & du prix de la revente, & qui pensent en conséquence que la liberté est très-avantageuse, en tant qu'elle les réduit au taux indispensable.

Il est encore un autre motif qui peut engager la métropole à interdire à ses colonies la culture des productions d'Europe, & surtout des grains : c'est celui de les tenir dans sa dépendance absolue par le moyen de la subsistance. Tout ce que l'on peut dire à cet égard,

c'est qu'une bonne & sage administration propre à maintenir l'exercice de tous les droits , & à procurer le bonheur social , paroît être le moyen le plus propre à s'assurer la fidélité d'une province éloignée,

A R T I C L E V.

Examen des effets de cette liberté relativement à l'état du Commerce extérieur de la Métropole.

En tout état de cause l'exclusion est préjudiciable aux colonies qui ont intérêt & droit à la concurrence dans leurs achats. Mais c'est ici l'intérêt de la métropole que je discute : sous le régime de l'ordre & dans le point de droit , il est inséparable de celui des colonies. Mais le propre du désordre est de diviser les intérêts , de les mettre aux prises , & de faire que l'observation de l'ordre qui étoit également favorable aux deux parties , ne l'est plus qu'à une. Il arrive alors que la partie la plus puissante ne cherche plus que son avantage dans l'état donné des choses , sans consulter celui du plus foible. Elle érige en maxime ce qui lui est le plus utile dans la circonstance , sans s'inquiéter si elle fait son bien au préjudice de l'autre , sans considérer même s'il ne seroit pas un moyen légitime de procurer le bien commun.

Il est difficile de disconvenir que dans l'état actuel où le commerce extérieur de la métropole est grevé de tant de gênes & d'impôts , où même la sortie d'une des productions les plus importantes est absolument défendue , ou n'est permise qu'arbitrairement avec mille réserves & par intervalle , comme l'a été depuis 1764 la sortie de nos grains ; l'approvisionnement des colonies

présente du moins un débouché quelconque , qui ne vaut pas sans doute la liberté générale, que rien ne peut remplacer ; mais qui contribue toujours à soutenir la valeur , parce qu'il est toujours ouvert & assuré. Tant que la métropole voudra rester dans cet état de prohibition , elle a sans doute à craindre que l'admission des étrangers à l'approvisionnement des colonies ne la privât d'une grande partie de ce débouché , dont rien ne la dédommageroit d'ailleurs. Dans cet état donné on ne peut donc pas dire qu'elle n'agisse pas conformément à son intérêt , en excluant les étrangers de l'approvisionnement, ce qui entraîne leur exclusion pour la voiture des productions des colonies , parce qu'ils n'iront pas à vide & à faux fret pour ne faire que rapporter.

On doit en conclure , non que la liberté de l'approvisionnement soit préjudiciable en elle-même , mais que la métropole en grevant elle-même son propre commerce , en se l'interdisant dans des parties essentielles , en renonçant aux avantages du débouché libre & universel , s'est mise dans la nécessité de se réserver du moins quelque branche particulière.

C'est ainsi qu'une faute en amène une autre , & qu'une prohibition entraîne une prohibition. C'est ainsi que , ce qui seroit sans inconvénient dans l'état d'ordre , peut devenir nuisible dans l'état de désordre ; non en soi , mais par les circonstances ; non absolument , mais relativement.

Il ne tient qu'à la France de faire cesser cette cause , indépendamment de la conduite des autres nations. Elle doit , & elle peut donner sans aucun désavantage pour elle , la liberté des achats à ses colonies , dès qu'elle se sera accordé à elle-même l'avantage inef-

timable de la liberté & de l'immunité du commerce extérieur. Je ne dirai donc pas : *la France doit accorder cette liberté à ses Colonies , lorsque les autres nations l'auront donnée aux leurs ;* mais je dirai : *la France doit la leur donner , dès qu'elle se sera donnée à elle-même la liberté de son commerce extérieur ;* ce qu'il lui est libre de faire , quand elle le voudra , & ce qu'elle ne fera jamais assez tôt pour son avantage , ainsi que je l'ai prouvé dans le chapitre précédent.

Ce n'est donc pas le principe en lui-même auquel j'apporte aucune modification ; il est vrai dans toute son étendue : mais c'est son application à laquelle la métropole a fait naître des inconvéniens par ses fautes.

C'est ainsi que dans l'application de la théorie à la pratique , il faut avoir égard aux circonstances , attendre pour faire un bien particulier qu'on puisse le faire sans inconvénient , ne guérir un mal qu'après avoir remédié à la cause , & faire en sorte de procurer l'indemnité d'un changement avant de l'opérer. Par exemple , quoiqu'il soit démontré dans la théorie que l'impôt ne doit être établi que sur le produit net des terres , si j'avois à tracer un nouveau plan d'affiette & de perception , je me garderois bien d'appliquer d'abord les principes dans toute leur étendue , & de proposer d'établir sur le champ tout l'impôt sur les propriétaires , avant de leur avoir fait trouver dans l'accroissement de leur revenu & dans la diminution de leur dépense , les moyens de le payer sans surcharge & même avec un grand avantage. Ce ne seroit que successivement & par degrés que je le ramènerois sur sa base. Je tâcherois de faire voir que cette grande révolution d'où dépend la prospérité publique , la libération de l'état , & l'aisance de toutes les classes

des citoyens , peut s'opérer en peu d'années avec prudence , sans convulsion & sans secousse.

A R T I C L E V I.

De l'Intérêt que croit avoir la Métropole , de se réserver exclusivement d'approvisionner ses Colonies des ouvrages de son industrie.

L'exportation des ouvrages d'industrie se réduit à la valeur des matieres premieres & du montant des consommations faites par les ouvriers. C'est une valeur changée de forme. Ce n'est que comme moyen de débit que ce commerce doit être recherché : d'où il suit qu'il est indifférent à une nation qui jouiroit de la liberté entiere du commerce , de vendre ses productions en nature ou sous cette forme , sauf l'avantage de la diminution des frais de transport. Je ne puis que renvoyer à ce que j'ai dit assez au long sur cette matiere dans le *chap. 5* & dans les *art. 7* & *8* du *chap. 8*. J'en conclus qu'une nation qui établiroit chez elle la liberté entiere du commerce extérieur , & qui en même temps déchargeroit son industrie de toute gêne & de tout impôt, non-seulement jouiroit de la valeur la plus avantageuse possible pour ses productions , ce qui doit être son but dans le commerce de main-d'œuvre , mais n'auroit nullement à craindre la concurrence des étrangers , & les fourniroit en contrebande , s'ils haussioient encore leurs tarifs pour s'en garantir. A plus forte raison conserveroit-elle l'approvisionnement de ses colonies , où elle ne trouveroit ni douanes ni tarifs.

Qu'on n'oppose donc plus l'inaction & la misere où se trouveroient réduits , par la concurrence étrangere ,

les agens de l'industrie qui travaillent aujourd'hui pour les colonies. Qu'on ne cherche pas à nous attendre sur leur sort ; qu'on ne nous les représente plus accusant une ingrate patrie qui méconnoît ses enfans , & leur préfère des étrangers , fuyans avec leur famille éplorée , loin du sol qui les a vu naître ; & où iroient-ils donc pour trouver mieux que la jouissance entière de tous les droits de l'homme & du citoyen , la liberté civile , la pleine disposition de leurs facultés , de leurs talens , de leurs richesses , & l'immunité parfaite de leurs travaux ?

ARTICLE VII.

De l'Intérêt que croit avoir la Métropole d'interdire en tout ou partie à ses Colonies la fabrication de leurs productions pour s'en réserver la main-d'œuvre.

Je ne m'arrêterai pas à prouver que c'est une atteinte formelle portée à la propriété , qui renferme essentiellement le droit de disposer de la production , & d'en tirer tout le parti possible. Outre que cela est évident , c'est que ce rapport ne présente que l'intérêt de la colonie qu'on fait profession de regarder comme nul , ou du moins comme très-subordonné à celui de la métropole.

Il s'agit donc d'examiner celui-ci , & il n'est pas plus difficile à découvrir.

Une nation , en tant qu'elle achete , doit se regarder comme composée de consommateurs , dont l'intérêt est toujours d'être servis aux meilleures conditions possibles.

Où les colons auroient plus de facilité pour la préparation, ou ils en auroient moins. S'ils en ont plus, ils seront en état de donner la production préparée à moindre prix, & c'est un gain pour les consommateurs, c'est-à-dire, pour la métropole : ou ils en ont moins, & alors il est inutile de prohiber : leur intérêt, qu'ils connoissent aussi bien que personne, suffit pour les empêcher de le faire. Mais la prohibition est une preuve qu'ils auroient l'avantage sur les fabriques nationales : elle est donc formellement dirigée contre l'intérêt de la métropole, qui en cette partie, comme en bien d'autres, fait céder son intérêt évident à celui des agens de l'industrie & du commerce. Son intérêt est d'autant plus sensible en cette partie, que la fabrication sur les lieux épargneroit une grande partie des frais de transport.

La source de cette erreur vient des fausses idées qu'on a de l'industrie, & de ce qu'on prend des frais pour des profits.

J'observerai à cet égard, que puisqu'on croit devoir sacrifier l'intérêt des consommateurs à l'avantage de la main-d'œuvre, il paroît contradictoire à ce principe de prohiber en France la fabrique des eaux-de-vie, de sucre, & d'obliger de les réexporter à grands frais en Hollande, où on les convertit en eaux-de-vie qui se répandent dans tout le Nord.

La raison physique de cette prohibition (car tout a sa raison) est que cette eau-de-vie n'est pas bonne. Elle peut sans doute n'être pas aussi bonne que celle de vin ; mais il en faut à tout prix ; elle seroit bonne pour les vernis ; on la dit même préférable à certains usages : & la preuve qu'elle n'a rien de mauvais, c'est

qu'on s'en sert dans tout le Nord , & qu'on en fait aux Isles des liqueurs fortes.

La raison politique , c'est que le débit de ces eaux-de-vie nuirait à la valeur des eaux-de-vie de vin. Mais une propriété ne doit rien à une autre : & il est une autre cause qui préjudicie bien autrement à la valeur de nos vins & eaux-de-vie , & qui n'est pas difficile à deviner.

C'est ainsi que dès qu'on s'écarte de la règle invariable de l'ordre, tout devient incertitude , exception , variation , contradiction ; on veut , & on ne veut plus ; on ordonne , on défend ; on favorise , on empêche sans principe fixe.

Mais , dit-on , que deviendroient les citoyens de la métropole qui sont occupés à fabriquer les productions des Colonies ? Ils feroient autre chose. Il s'agit de savoir s'il est également utile à la métropole & aux colonies d'épargner sur la main-d'œuvre , & sur les frais de transport. Si cela est convenu, tout est dit : ou bien il faut admettre pour principe , qu'il est bon de rechercher les frais pour les frais , qu'on ne perd rien à les multiplier , parce que nombre d'hommes vivent sur cette dépense. Ainsi il falloit proscrire l'Imprimerie qui a ôté le travail à bien des copistes , & les métiers de bas qui ont supprimé en grande partie la fabrique du tricot.

A R T I C L E V I I I.

De l'Intérêt que croit avoir la Métropole de se réserver la voiture des productions de ses Colonies.

Tout se tient en cette matière. La métropole a cru qu'il étoit de son intérêt d'approvisionner ses colonies

de ses productions , & de sa main-d'œuvre , dès-lors il étoit indispensable que les ventes de la métropole aux colonies se fissent par les voituriers regnicoles; & il s'en est suivi pour les colonies toute la perte qui résulte du défaut de concurrence : dès-lors aussi , indépendamment de l'intérêt de l'impôt perçu en France , il étoit indispensable que les retours se fissent par les mêmes voitures , & il s'en est suivi pour la métropole tous les désavantages du défaut de concurrence : ou plutôt la perte sur l'allée comme sur le retour s'est partagée entre la métropole & les colonies , tant en diminution sur le prix en première main , qu'en renchérissement sur la revente. Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit dans les deux chapitres précédens sur les effets de la concurrence dans le transport , & sur l'intérêt qu'ont les nations à la réduction des frais.

Quoi qu'il en soit , il n'est possible d'admettre la concurrence dans la voiture , que par suite de la liberté du commerce.

A R T I C L E I X.

De l'Intérêt que croit avoir la Métropole de ne permettre à ses Colonies d'acheter des Nègres que des agens nationaux.

Je n'examine point ici dans le point de droit la nature de ce commerce. Est-il permis d'acheter des hommes pour les réduire à l'esclavage ? Est-il permis de favoriser & d'entretenir par ce commerce tous les crimes auxquels se portent ces nations barbares , & les guerres qu'elles se font continuellement pour

fournir ? Les Européens voudroient-ils qu'on les traitât de même ? La justice est-elle applicable aux relations entre les Européens & les Africains : ou bien la différence du blanc au noir exige-t-elle d'autres principes , & une autre morale ? Tout cela n'est pas de mon sujet.

Je ne considère les negres que comme des animaux servans à la culture ; & il en est bien d'autres qui ne les considèrent pas autrement. Or cela posé , l'intérêt des colonies qui emploient ces animaux , est de les acheter au moindre prix possible : il est notoire qu'elles les achètent beaucoup plus cher des négocians françois , qu'elles ne feroient dans l'état de concurrence : la preuve en est la contrebande ou interloppe qui a lieu en cette partie.

Mais ce renchérissement des instrumens renchérit les frais de culture , diminue le produit net , & la part que l'état devoit y avoir : il renchérit en même temps les productions qui sont les fruits de cette culture. Il est donc aussi contraire aux intérêts de la métropole qu'à celui des colonies : il produit le même effet , que si par le moyen d'une exclusion , les laboureurs voyoient les chevaux renchéris de 50 ou 100 liv.

Cette perte de la métropole & des colonies est-elle le moins du monde compensée par l'avantage de concentrer tous les bénéfices & les frais de ce commerce dans les agens regnicoles ? On le croit , & c'est cette persuasion qui est le motif de cette exclusion & de toutes les autres. J'ai suffisamment réfuté cette erreur , *chap. 7 , art. 5.*

CONCLUSION DE CET OUVRAGE.

J'ai montré dans cet ouvrage quelles sont les causes de la valeur & son influence sur le revenu & la prospérité d'une nation : j'ai déterminé les fonctions de l'argent , la source & les effets de la circulation : j'ai établi la nature des travaux de l'industrie & du commerce , leur utilité par rapport à nos besoins ; mais leur stérilité absolue , quant à l'accroissement des richesses.

De ces vérités développées & considérées sous tous leurs rapports , j'ai tiré la conséquence de l'unité de l'intérêt social & de sa conformité avec les loix de la justice : principe de la plus grande fécondité , qui décide toutes les questions d'économie politique , qui dissipe tous les préjugés , qui ne souffre ni exception ni modification , qui présente aux administrateurs un point fixe & invariable , sans lequel il n'existeroit point d'ordre social , ni de règle certaine pour procurer le bonheur des hommes réunis.

L'intérêt des classes du commerce & de l'industrie seroit contraire à l'intérêt social , s'il pouvoit être envisagé séparément. J'ai donc traité de l'intérêt de ces deux classes , en prouvant qu'il est essentiellement renfermé dans celui de la reproduction ; que vouloir le procurer par des moyens contraires au bien de la culture , c'est vouloir l'effet sans la cause ; que comme ces travaux , loin d'accroître les richesses sont un objet de dépense , la nation qui les paye a intérêt d'en réduire les frais , & par conséquent d'assurer la plus grande liberté à leurs agens , & de ne les assujettir à aucune contribution.

Tel est le mal que souhaitent à ces deux classes les Philosophes qui font profession d'enseigner les loix de l'ordre social : puissent-elles ne jamais trouver de plus grands adversaires. Et l'on ne cesse de dire que ces Philosophes ne connoissent point de patrie , qu'ils sont indifférens au sort de leurs freres , qu'ils font profession d'aimer tous les hommes pour se dispenser d'aimer plus particulièrement leurs concitoyens : on leur reproche de ne s'occuper que de l'intérêt des propriétaires ; sans doute parce qu'ils demandent que tout l'impôt soit reporté sur eux , & qu'ils prouvent que cela doit être. On les accuse d'être les détracteurs du commerce & de l'industrie , sans doute parce qu'ils sollicitent en faveur de ces travaux la liberté & l'immunité ; parce qu'ils démontrent que n'étant nullement productifs de richesses , mais un pur objet de dépense payée par la reproduction , ils ne sont pas impossibles. Et des gens faits pour penser , s'attachent à la dénomination de *stériles* donnée à ces travaux : ils s'effarouchent comme des enfans d'un mot qu'on a expliqué cent & cent fois , qui n'a rapport ni à l'importance , ni à l'utilité reconnue de ces travaux ; mais qui ne sert qu'à exprimer *la différence physique* qu'il y a entre tirer de la terre par son travail , & le bienfait de la nature des productions qui n'existoient pas ; & recevoir pour prix d'un service quelconque des productions qu'un autre a fait naître.

Mais ces Philosophes savent aussi que ces travaux étant un objet de dépense , l'intérêt de ceux qui payent cette dépense est d'être servis dans un état de concurrence. C'est pourquoi ils réclament pour les deux premières classes propriétaires de la totalité de la repro-

duction, la suppression de toute préférence, de tout privilège, de toute exclusion; persuadés que plus on épargne sur une dépense, plus on peut se procurer de jouissances : que ceux qui payent ont intérêt & droit de par la nature, de ne payer que le juste prix; que la concurrence dans tous les travaux, & en particulier dans ceux du commerce, est de la plus grande importance pour la valeur, & par suite pour la reproduction, *source unique de toutes les dépenses*; qu'elle est donc sous ce rapport l'intérêt de tous, puisque tous vivent sur la reproduction, puisqu'ils vivent mieux & en plus grand nombre, lorsqu'il y a plus à partager.

C'est donc cette concurrence si juste en elle-même, contre laquelle s'élèvent les agens du commerce & de l'industrie : c'est là ce qui les blesse tellement dans la doctrine de ces Philosophes, qu'ils ne leur tiennent aucun compte de ce qu'ils enseignent de favorable pour eux : & c'est pour se garantir de cette concurrence qu'ils réclament *les impôts d'encouragement* & les traites. On dirait que s'ils avoient le choix de l'immunité de leurs travaux avec la concurrence, ils préféreroient l'exclusion avec toute la charge des impôts; & qu'ils souffriroient à tous les tarifs, assurés de s'en indemniser sur la nation, & d'en rejeter sur elle tout le poids.

Et ils ne cessent de nous dire que *s'il faut encourager la culture, il faut soutenir l'industrie, & les regarder comme deux sœurs*. Sans doute ce sont deux sœurs : mais il est une sœur aînée qui nourrit la seconde : & jamais la sœur aînée ne sollicita ni exclusion, ni privilège, ni *impôt d'encouragement* contre sa cadette. Il faut soutenir l'industrie; mais ce ne doit pas être

en nuisant directement ou indirectement à la culture qui l'entretient. Ce n'est pas par les feuilles, c'est par les racines qu'on cultive un arbre : les feuilles l'embellissent, & contribuent même à son accroissement ; mais c'est la racine qui fournit la sève qu'elles dépendent.

F I N.

TABLE

Des CHAPITRES & des ARTICLES
contenus dans cet Ouvrage.

D E L'INTÉRÊT SOCIAL, par rapport à la valeur, à la circulation, à l'industrie, & au commerce intérieur & extérieur,	page 491
CHAPITRE PREMIER. De la valeur & de ses différentes causes,	493
I. Besoins, moyens de les remplir,	ibid.
II. Fécondité de la terre, aidée du travail de l'homme,	494
III. Il faut considérer dans les productions leur utilité & leur valeur,	495
IV. Définition de la valeur,	496
V. Première cause de la valeur, la propriété usuelle,	498
VI. L'utilité n'est pas la mesure de la valeur,	500
VII. Deuxième cause de la valeur, les frais in- dispensables,	503
VIII. Troisième cause, la rareté ou l'abondance,	504
IX. Quatrième cause, la concurrence,	506
X. Les productions sont elles-mêmes la cause ultérieure de la valeur,	507
XI. La valeur dépend de la population & de l'aisance de la population,	510

- XII. *La reproduction & la consommation sont réciproquement la mesure l'une de l'autre,* 511,
- XIII. *On ne peut améliorer la reproduction que par la valeur,* 512
- XIV. *Importance de la valeur,* 513
- XV. *La valeur est le thermometre de l'état d'une nation,* 517
- XVI. *Il n'y a que la valeur en premiere main qui influe sur les richesses,* 519
- XVII. *Résumé,* 520
- CHAPITRE II. *De l'échange & de la vente,* 521
- XVIII. *Définition de l'échange,* ibid.
- XIX. *Le commerce où l'argent intervient, est incomplet,* 528
- XX. *La vente se réduit à l'échange, & ne differe que dans la maniere,* 530
- CHAPITRE III. *De la fonction de l'argent dans les échanges,* 531
- XXI. *Fonctions de l'argent,* ibid.
- XXII. *La valeur de l'argent est déterminée par le cours,* 534
- CHAPITRE IV. *De la circulation,* 540
- XXIII. *L'argent n'est pas l'objet de la circulation : ce sont les productions qui le font mouvoir,* ibid.
- XXIV. *L'argent se donne & reçoit valeur pour valeur,* 544
- XXV. *La circulation part toute entiere de la classe productive,* 551

DES CHAPITRES. 719

XXVI. *Le numéraire passe tous les ans par les trois classes,* 554

XXVII. *Différence entre la circulation de l'argent & celle des productions,* 555

XXVIII. *Unité de la source des dépenses,* 556

XXIX. *Le partage de la reproduction se fait à différens titres,* 559

XXX. *Deux sortes de consommations, l'une subite, l'autre progressive,* 560

EXAMEN de la doctrine de M. l'Abbé de Condillac, sur l'organisation de la société, & la circulation, 563

CHAPITRE V. *De la nature des travaux de l'industrie,* 573

ARTICLE PREMIER. *Etat de la question,* ibid.

ART. II. *Que le travail de l'industrie est absolument stérile,* 575

ART. III. *Différence essentielle entre les avancées de la culture & celles de l'industrie,* 577

ART. IV. *En quoi consiste la valeur des ouvrages de l'industrie,* 578

ART. V. *Objection en faveur de la productibilité de l'industrie,* 579

ART. VI. *Réponse à l'objection,* 580

ART. VII. *Que c'est le premier travail qui fait naître de quoi payer le travail de l'industrie,* 583

ART. VIII. *Cause de l'erreur en laquelle on tombe par rapport à l'industrie,* 584

ART. IX. <i>Différence de l'intérêt d'une nation par rapport à la valeur des productions, & par rapport à la valeur des ouvrages de l'industrie,</i>	587
ART. X. <i>Etat de la question, réduit à des termes encore plus simples, par la supposition des payemens en nature,</i>	589
ART. XI. <i>Subdivision des divers travaux stériles,</i>	592
ART. XII. <i>En quoi consiste la différence entre les services personnels & les travaux de l'industrie,</i>	593
ART. XIII. <i>Du genre de main-d'œuvre qui paroît le plus productif,</i>	596
ART. XIV. <i>De l'industrie en tant qu'elle travaille pour l'étranger,</i>	597
CHAPITRE VI. <i>De la nature & des effets du commerce,</i>	602
ARTICLE PREMIER. <i>Définition du commerce en général,</i>	ibid.
ART. II. <i>Que la liberté du commerce est conforme à l'intérêt de tous,</i>	ibid.
ART. III. <i>Distinction entre le commerce & le trafic,</i>	606
ART. IV. <i>Subdivision des agens du commerce, & distinction à faire par rapport aux frais & aux bénéfices,</i>	607

DES CHAPITRES. 721

ART. V. *Que l'accroissement de valeur qui résulte des frais du commerce, est pour une nation une dépense & non une augmentation de richesses,* 609

ART. VI. *Des effets du commerce sur la valeur en première main,* 613

CHAPITRE VII. *Du commerce extérieur,* 617

ARTICLE PREMIER. *Le commerce extérieur est peu étendu & très-important par ses effets,* 618

ART. II. *Un grand commerce extérieur n'est pas toujours une preuve de prospérité,* 620

ART. III. *Que l'intérêt d'une nation ne consiste que dans le bon prix de ses productions,* 624

ART. IV. *Que l'intérêt des nations est l'intérêt du commerce très-distinct de l'intérêt des agents du commerce,* 627

ART. V. *Que les gains du commerce sont très-personnels à ses agents, sans que les nations puissent y avoir aucune part,* 631

ART. VI. *Que l'intérêt d'une nation qui vend, n'est autre que l'intérêt d'un propriétaire, & que celui d'une nation en tant qu'elle achète au dehors, n'est autre que l'intérêt d'un consommateur,* 637

ART. VII. *Que l'intérêt national est simple & unique,* 640

ART. VIII. *Que l'exemple des nations commerçantes ne fait point exception aux principes établis ci-dessus,* 642

CHAPITRE VIII. *Des effets de la liberté indéfinie pour la nation qui l'établirait la première chez elle, indépendamment de la conduite des autres,* 645

ARTICLE PREMIER. *Que bien des gens conviennent des avantages de la liberté, si elle étoit réciproque,* *ibid.*

ART. II. *Exposition des fausses opinions sur cette matiere,* 650

ART. III. *Que la connoissance des loix de l'ordre rend manifeste l'intérêt des nations,* 653

ART. IV. *De l'intérêt d'une nation dans l'exportation de ses productions,* 654

ART. V. *Effet d'un impôt mis à la sortie sur les productions,* 658

ART. VI. *De l'effet du renchérissement des frais de transport,* 662

ART. VII. *De l'effet d'un impôt mis sur la sortie des matieres premières de l'industrie,* 667

ART. VIII. *De l'effet d'un impôt mis sur l'importation des ouvrages de l'étranger,* 674

ART. IX. *De l'effet d'un impôt mis sur l'importation des productions étrangères,* 684

ART. X. *Autorité en faveur de la doctrine établie dans ce chapitre,* 688

ART. XI. *Conclusion de ce chapitre,* 692

CHAPITRE IX. *Du commerce respectif entre la Métropole & les Colonies,* 695

ARTICLE PREMIER. *Que la liberté du commerce est l'intérêt évident des Colonies,* ibid.

ART. II. *Vue générale. Qu'il est difficile que ce qui est nuisible à une Province, soit avantageux à l'Empire,* 698

ART. III. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, d'interdire certaines cultures à ses Colonies,* 700

ART. IV. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, de se réserver exclusivement d'approvisionner ses Colonies des productions de son territoire,* 701

ART. V. *Examen des effets de cette liberté, relativement à l'état du commerce extérieur de la Métropole,* 704

ART. VI. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, de se réserver exclusivement d'approvisionner ses Colonies des ouvrages de son industrie,* 707

ART. VII. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, d'interdire en tout ou partie à ses Colonies la fabrication de leurs productions, pour s'en réserver la main-d'œuvre,* 708

ART. VIII. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, de se réserver la voiture des productions de ses Colonies,* 710

724 TABLE DES CHAPITRES.

ART. IX. *De l'intérêt que croit avoir la Métropole, de ne permettre à ses Colonies d'acheter des negres, que des agens nationaux,* 711

CONCLUSION de cet Ouvrage, 713.

Fin de la Table.

A P P R O B A T I O N.

J'AI lu par ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux, à qui j'ai eu l'honneur d'en rendre compte par une notice détaillée, un manuscrit intitulé : *de l'Ordre Social*, &c. par M. LE TROSNE; j'y ai trouvé développés, d'une manière qui m'a paru lumineuse, les principes de l'Ordre social, & ses rapports avec ceux de l'administration d'un Etat politique. Cet Ouvrage respire d'ailleurs un amour du bien & de la justice qui excite un véritable intérêt. Je le crois d'autant plus digne de l'impression, qu'à beaucoup d'égards notre administration actuelle semble se rapprocher de ces principes, qui, livrés au surplus à la discussion publique, n'en feront que plus sainement jugés. Paris, ce 20 Décembre 1775.

CADET DE SENNEVILLE,
Censeur Royal.

P R I V I L E G E D U R O I.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers qu'il appartiendra: S A L U T. Nos amés les Sieurs DEBURE freres, Libraires, Nous ont fait exposer qu'ils désireroient faire imprimer & donner au Public un Ouvrage intitulé : *de l'Ordre Social*, &c. par M. LE TROSNE; s'il Nous plaisoit leur accorder nos Lettres de Privilège pour ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter les Exposans, Nous leur avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon leur semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume, pendant le tems de six années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs, Libraires & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de notre obéissance: comme aussi d'imprimer, ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter, ni

contrefaire ledit Ouvrage , ni d'en faire aucuns extraits sous quelque prétexte que ce puisse être , sans la permission expresse & par écrit desdits Exposans , ou de ceux qui auront droit d'eux , à peine de confiscation des exemplaires contrefaits , de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans , dont un tiers à Nous , un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris , & l'autre tiers auxdits Exposans , ou à celui qui aura droit d'eux , & de tous dépens , dommages & intérêts ; à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris , dans trois mois de la date d'icelles ; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs , en beau papier , beaux caractères , conformément aux Réglemens de la Librairie , & notamment à celui du 10 Avril 1725 , à peine de déchéance du présent Privilège ; qu'avant de l'exposer en vente , le manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage , sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée ès mains de notre très-cher & féal Chevalier , Garde des Sceaux de France le Sieur HUE DE MIROMENIL , qu'il en fera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique , un dans celle de notre Château du Louvre , & un dans celle de notre cher & féal Chevalier , Chancelier de France , le sieur DE MAUPEOU , & un dans celle dudit sieur HUE DE MIROMENIL , le tout à peine de nullité des Présentes ; du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir lesdits Exposans & leurs ayant causes , pleinement & paisiblement , sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes , qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage , soit tenue pour dûment signifiée , & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amis & féaux Conseillers , Secrétaires , soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis , de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires , sans demander autre permission , & nonobstant clameur de Haro , Chartre Normande & Lettres à ce contraires : CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Paris le Premier jour du mois de Mai l'an de grace mil sept cent soixante-seize , & de notre règne le deuxième. Par le Roi en son Conseil.
Signé LE BEGUE.

Registré sur le Registre vingt de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris , N^o 444, Fol. 147 , conformément au Règlement de 1723. A Paris , le 10 Mai 1776,

Signé LAMBERT , Adjoint.

ERRATA de l'Ouvrage intitulé :

De l'Ordre Social.

- P**AGE 13, dernière ligne de la note, être, lisez êtres.
 Page 35, ligne 21 de la note, & puniroient, lisez & ils puniroient.
 Page 54, ligne 17, de la course, lisez de la source.
 Page 60, ligne 2, d'observer, lisez de suivre.
 Page 120, ligne 2, & ombragé, lisez & a ombragé.
 Page 179, dernière ligne, ces sociétés, lisez les sociétés.
 Page 186, ligne 18 de la note, qui est la véritable base de la grandeur Romaine & la cause de ses succès, lisez est la véritable base de la grandeur Romaine & caractérise, &c.
 Page 195, ligne 7, Après, lisez après.
 Page 204, ligne 2 de la note, les dépenses, lisez ces dépenses.
 Page 209, ligne 30 de la note, critiques, lisez critique.
 Page 222, ligne 32, le mette, lisez le mettre.
 Page 227, ligne 19, d'autres, lisez d'autre.
 Page 254, ligne 9, chez les peuples, lisez chez tous les peuples.
 Page 264, ligne première, ne puisse rien, lisez ne puissent.
 Page 282, ligne 7, ès loix, lisez les loix.
 Page 307, ligne 18, qu'une opinion, lisez qu'une autre opinion.
 Page 315, ligne 8, la diffusion, lisez la discussion :
 ligne 9, la discussion, lisez la diffusion.
 Page 317, ligne 8, qu'avec succès, lisez avec succès.
 Page 320, ligne 9 de la note, qui serve, lisez qui servir.
 Page 323, avant dernière ligne, ces avances, lisez les avances.
 Page 333, ligne 4, des fruits, lisez des frais.
 Page 338, ligne 14, de les persuader des, lisez de leur persuader les.
 Page 372, ligne 3 au bas de la page, leur attention à observer, lisez à s'observer.
 Page 379, ligne 11, & l'agresseur, lisez & celle qui attaque.
 Page 435, ligne dernière, pour le prouver, lisez pour le procurer.
 Page 461, ligne 18 de la note, où l'on prétend l'asseoir, lisez l'asservir.
 Page 463, ligne 21, ne lui procurant, lisez ne lui procurent.
 Page 465, ligne dernière, prohibition, lisez prohibition.
 Page 466, ligne 7 de la note, 1300 livres, lisez 13000 livres.

ERRATA de l'Ouvrage intitulé :

De l'Intérêt Social.

- P**AGE 496, ligne 14, dans cette privation, lisez dans une.
- Page 513, ligne 15, n'est rien en comparaison, lisez ne présente qu'une partie de la perte.
- Page 524, ligne 23, il lui donne, lisez il donne.
- Page 526, ligne 26, leur eut appris, lisez leur en a appris.
- Page 563, ligne 11, Une de ces classes distinguées, lisez est distinguée.
- Page 570, ligne 16, faute essentielle, c'est parce qu'ils en ont une qui est très considérable, & destinée à une dépense, lisez c'est parce que ce qu'ils en ont, qui est très-considérable, est destiné.
- Page 571, ligne 16, qui ne paroît pas, lisez qui n'est nullement.
- Page 580, ligne 27, & qui ne peut le faire, lisez & qu'il ne peut.
- Page 588, ligne 11, bénissons, lisez bannissons.
- Page 590, ligne 4, mais les dépenses, lisez les dépenfent.
- Page 594, ligne 19, au besoin, lisez un besoin.
- Page 595, ligne 3, on pourroit, lisez on pouvoit.
- Page 599, ligne 2, plus cheres, lisez plus cher.
- Page 602, ligne dernière, font donc, lisez sont donc.



